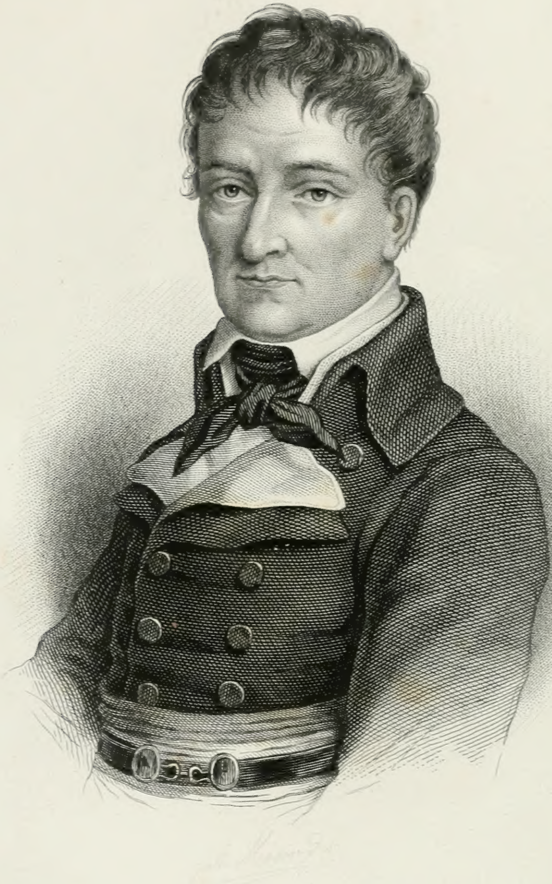
HISTOIRE
DE FRANCE

DEPUIS 1789 JUSQU'A NOS JOURS

—

III

4563-79 — Corbeil. Typ. et stér. Crété.



CARNOT.

Publié par Furne, Jouvet et Cie

Imp. Ch. Chardon aîné, Paris.

HISTOIRE
DE FRANCE

DEPUIS 1789 JUSQU'A NOS JOURS

PAR

HENRI MARTIN

TOME TROISIÈME

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
FURNE, JOUVET ET Cie, ÉDITEURS
RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS, 45

1879

HISTOIRE
DE FRANCE
DEPUIS 1789

CHAPITRE PREMIER

DIRECTOIRE (SUITE). — INVASION DE LA SUISSE. RENVERSEMENT DU PAPE. — BONAPARTE PART POUR L'ÉGYPTE. — LE TIERS CONSOLIDÉ. — ÉLECTIONS DE L'AN VI. — RUPTURE AVEC L'AUTRICHE. SECONDE COALITION. — LA CONSCRIPTION. — PRISE DE NAPLES. ANNEXION DU PIÉMONT. REVERS EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE. — ASSASSINAT DES AMBASSADEURS FRANÇAIS A RASTADT. — ÉLECTIONS DE L'AN VII. — BATAILLE DE NOVI. — VICTOIRE DE BRUNE EN HOLLANDE. VICTOIRE DE MASSÉNA EN SUISSE.

(26 Vendémiaire an VI-24 Vendémiaire an VIII. — 17 Octobre 1797-15 Octobre 1799.)

Le traité de Campo-Formio, par ses articles secrets, tendait à engager la politique de la France dans une voie nouvelle. Bonaparte, en sacrifiant les principes de la Révolution par son marché avec l'Autriche aux dépens de Venise, avait conçu la pensée d'une entente ou même d'une alliance entre la France et l'Autriche. Les articles secrets de Campo-Formio, relatifs à la rive gauche du Rhin, différaient de ceux du traité de Bâle

avec la Prusse. Par le traité de Bâle, la Prusse nous abandonnait toute la rive gauche du Rhin, moyennant des compensations pour elle en Allemagne. Campo-Formio ne nous donnait pas la rive gauche du Rhin tout entière, mais seulement jusqu'au confluent du Rhin et de la petite rivière de Nette, un peu au-dessous du confluent du Rhin et de la Moselle, entre Coblenz et Andernach. De là, notre frontière, laissant à l'Allemagne Bonn et Cologne avec une étroite bande de terrain, remontait, en suivant la rivière d'Erft, puis celle de Roër, puis celle de Neers, vers la basse Meuse et la place forte de Venloo. La France s'engageait à restituer au roi de Prusse ses anciens duchés de Gueldre et de Clèves, au nord de Venloo, en sorte qu'il ne fût question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que la France et l'Autriche se garantissaient mutuellement.

Au point de vue militaire, ce qu'abandonnait Bonaparte ne nous enlevait rien d'essentiel à notre défense. Au point de vue politique, Bonaparte réagissait contre la tendance qu'avaient eue les hommes d'État de la Révolution, depuis 92, qui était de transiger avec la Prusse en combattant l'Autriche à outrance. Et ceci, quoique la Prusse eût conclu avec la France, le 5 août 1796, des « conventions d'amitié » par lesquelles elle s'engageait de nouveau à ne pas s'opposer à ce que nous eussions toute la rive gauche.

Il y avait eu, entre Bonaparte et Cobentzel, l'homme de confiance de l'empereur François II, des échanges de vues sur des arrangements européens qui allaient plus loin que les articles secrets du traité.

L'Empereur n'avait traité avec la France que comme chef de la maison d'Autriche et non comme chef de l'Empire germanique. Il fallait donc maintenant transformer les articles secrets en un nouveau traité accepté par l'Allemagne en corps. Il avait été arrêté qu'un congrès serait ouvert à Rastadt, dans le pays de Bade, sous un mois au plus tard, entre les plénipotentiaires de l'Empire germanique et ceux de la République française. Bonaparte fut délégué à Rastadt par le Directoire.

Il fit ses adieux à la République cisalpine dans une proclamation où il donnait aux nouveaux républicains italiens des

conseils et de hautes espérances; il leur assurait n'avoir accompli son œuvre qu'en vue de leur liberté et de leur bonheur (20 brumaire an VI — 11 novembre 1797). Il n'avait point insisté sur les idées exprimées dans sa lettre à Talleyrand touchant la Constitution à donner à la Cisalpine, et il avait laissé ce pays accepter des institutions calquées sur notre Constitution de l'an III. La question était pour lui à Paris et non à Milan.

Il promit à ses soldats, en les quittant, de se retrouver au milieu d'eux.

Il traversa la Suisse, alors très agitée et dans l'attente d'une crise. Il y fut reçu avec de grands honneurs par les démocrates, parce qu'ils espéraient en lui, et par les aristocrates, parce qu'ils avaient peur de lui. Il entra à Rastadt en somptueux équipage, le 4 frimaire (25 novembre).

Il n'entendait pas rester à Rastadt à débattre les intérêts compliqués des petits États allemands et le détail des remaniements territoriaux et des indemnités à accorder sur la rive droite du Rhin aux princes qui perdaient leurs terres de la rive gauche. Quant aux combinaisons dont il avait pu s'entretenir avec Cobentzel, il ne pouvait entreprendre de les imposer à Rastadt que s'il était le maître à Paris. Il régla avec les Autrichiens le point le plus urgent et le plus important, la rentrée des Français à Mayence le même jour où les Autrichiens entreraient à Venise; puis il se fit rappeler à Paris par Barras pour aller conférer avec le Directoire.

Aussitôt après le traité de Campo-Formio, le Directoire avait nommé Bonaparte général en chef de « l'armée d'Angleterre ».

Bonaparte vint descendre à Paris dans un petit hôtel qu'il avait acheté rue Chantereine. La municipalité parisienne changea le nom de cette rue en celui de rue de la Victoire. Bonaparte répondit aux démonstrations enthousiastes des Parisiens par une circonspection qui n'était pas dans ses habitudes premières. On l'avait connu toujours agité et grand parleur. Il se montrait maintenant réservé et bref dans ses propos, poli, mais sans familiarité, digne et grave. Il venait d'être nommé

membre de l'Institut dans la section des sciences physiques et mathématiques, et il affectait de vivre au milieu des gens de lettres et des savants. Il ne se prodiguait pas en public. La réception solennelle que lui fit le Directoire, le 10 décembre, en produisit d'autant plus d'effet.

Un autel de la Patrie, une estrade et un vaste amphithéâtre avaient été élevés dans la principale cour du Luxembourg. Là, en présence de toutes les autorités et de la foule qui remplissait le palais, le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, présenta au Directoire « le citoyen Bonaparte, qui apportait la ratification du traité conclu avec l'Empereur ». Talleyrand, dans un discours flatteur et adroit, après avoir célébré le génie de Bonaparte, étala surtout « son désintéressement », et fit entendre qu'il faudrait peut-être le solliciter un jour pour l'arracher à ses goûts de retraite et d'études paisibles. Il annonçait qu'un nouvel ennemi appelait Bonaparte, et que son génie avait maintenant à imposer aux tyrans des mers, aux Anglais, une paix digne de la gloire de la République.

Bonaparte parla brièvement et grandement. « La religion, la féodalité et le royalisme, dit-il, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais, de la paix que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernements représentatifs. Vous êtes parvenus à organiser la Grande Nation, dont le vaste territoire n'a de limites que parce que la nature elle-même les a posées. »

Ces deux principes organiques, le gouvernement représentatif et les frontières naturelles, il devait les renverser tous deux, l'un en rétablissant le despotisme, l'autre en faisant déborder de tous côtés la France sur l'Europe, pour renouveler à son profit personnel l'Empire romain.

Il conclut ainsi : « Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Ces « meilleures lois organiques », c'étaient celles qu'il avait indiquées dans sa lettre à Talleyrand à propos de la République cisalpine. C'était une prétendue représentation nationale concentrée dans le pouvoir exécutif, comme chez les anciens Césars.

Bonaparte mit bientôt à l'épreuve son crédit sur le Directoire afin de se débarrasser d'un rival qu'essayaient de lui susciter les Jacobins. Augereau, infatué de son importance depuis le 18 fructidor, dénonçait au Directoire les projets ambitieux de son ancien général en chef, blâmait âprement le traité de Campo-Formio, et adressait, des bords du Rhin, aux populations allemandes des provocations révolutionnaires qui pouvaient compromettre la paix.

Le Directoire ne révoqua point Augereau du commandement de la grande armée du Rhin, mais supprima cette armée, comme devenue inutile par suite de la paix avec l'Autriche.

Le Directoire, en rappelant Augereau des bords du Rhin, eût souhaité d'y envoyer Bonaparte. Il l'invita à retourner à Rastadt pour activer les négociations. Malgré la réserve que gardait Bonaparte dans nos affaires intérieures, le Directoire le voyait avec inquiétude à Paris.

Bonaparte refusa, sous prétexte de la nécessité de surveiller les préparatifs de l'expédition d'Angleterre.

Le Directoire avait commis, durant l'automne précédent, une grosse faute qui augmentait beaucoup la difficulté d'une entreprise exposée, dans tous les cas, à tant de chances périlleuses. Il avait, au moment de la mort de Hoche, abandonné ces projets de descente en Angleterre si chers à Hoche et à Carnot, et désarmé la flotte de Brest, et cela, précisément lorsque la marine hollandaise, nullement déchue comme celle de l'Espagne, était toute prête à nous seconder. La flotte de Hollande sortit bravement pour attaquer, à elle seule, la flotte anglaise, supérieure en force, qui bloquait le Texel. Les Hollandais perdirent, le 20 vendémiaire an VI (11 octobre 1797), la bataille navale de Camperduyn, après avoir lutté avec la plus grande énergie et fait essuyer des pertes considérables aux Anglais.

Le Directoire avait bientôt reconnu son erreur et ordonné la réorganisation de la flotte de Brest ; mais les matelots, qu'il avait mal payés, y mirent de la mauvaise volonté, et la flotte ne se refit que péniblement et lentement.

Bonaparte n'avait pas ce désir de rester à Paris que lui sup-

posait le Directoire. Après avoir bien examiné la situation, il avait reconnu que le moment n'était pas arrivé pour lui en France. Il ne pouvait être élu légalement au Directoire, la Constitution exigeant l'âge de quarante ans. Il n'en avait que vingt-neuf. Les choses, d'autre part, n'en étaient pas au point où il lui fût possible de se saisir du pouvoir par un coup de main.

« Il n'y a rien à faire ici, disait-il à un de ses confidents.— Si je reste, je serai coulé dans peu. Tout s'use ici : je n'ai déjà plus de gloire. Cette petite Europe n'en fournit pas assez. Il faut aller en Orient : toutes les grandes gloires viennent de là. Si la réussite d'une descente en Angleterre me paraît douteuse, comme je le crains, je vais en Égypte. »

Ces paroles révélaient un génie tourné vers le passé, et qui prétendait refaire l'histoire ancienne. Il ne voyait pas que le vieil Orient n'était plus rien, et que l'Occident, Europe et Amérique, était tout.

Il alla visiter, au mois de février, les côtes de Picardie, de Flandre et de Zélande, examina les points où un embarquement eût pu s'opérer, et revint bien décidé à ne pas tenter cette aventure dont il n'avait jamais eu beaucoup l'envie.

Aussitôt son retour, il travailla à faire agréer au Directoire la substitution de l'expédition d'Égypte à celle d'Angleterre.

On manquait de ressources, soit pour l'une, soit pour l'autre. Le Directoire fit voter aux deux Conseils un emprunt de 80 millions ; on fit des collectes civiques. Le besoin d'argent contribua à décider le Directoire à commettre, en dehors de nos frontières, des actes violents qui devaient lui en procurer. Il résolut de renverser les gouvernements aristocratiques des cantons suisses et de mettre la main sur leurs caisses.

Des motifs politiques préexistaient à ce motif inavouable. Le Directoire tendait à imposer aux petits États voisins ou alliés de la France des constitutions républicaines unitaires, analogues à la nôtre, comme il avait fait pour la Cisalpine et pour Gênes. Il venait de le faire en Hollande, où il avait suscité contre le gouvernement des Provinces-Unies, démocratisé, mais resté

fédératif, une espèce de 18 fructidor (22 janvier 1798). Il visait maintenant à révolutionner la Suisse. Bonaparte y poussait. Il avait déjà provoqué une révolution dans une république voisine et alliée de la Suisse, celle des Grisons. Les Grisons étaient une république fédérative aristocratique, qui avait des sujets, les Valtelins, population de langue italienne, habitant, sur le revers italien des Alpes, la vallée de la haute Adda. Bonaparte avait aidé la Valteline à s'insurger et avait provoqué sa réunion à la République cisalpine. Il avait ensuite excité une révolution démocratique et unitaire chez les Grisons. Maintenant, il conseillait de s'attaquer aux aristocraties de Berne et des autres cantons suisses.

La situation de la Suisse était extrêmement compliquée et diverse. Les grands cantons étaient des aristocraties ; les petits cantons primitifs étaient des démocraties ; mais les uns et les autres avaient des sujets, c'est-à-dire des territoires dont les habitants n'avaient que des droits civils sans droits politiques. La population de langue française qui forme aujourd'hui le canton de Vaud était sujette des cantons de Berne et de Fribourg, de langue allemande ; elle supportait ce joug avec beaucoup d'impatience, et invoquait l'appui de la République française pour s'affranchir.

Une déclaration du Directoire, du 28 décembre 1797, assura la protection de la France « aux personnes qui réclamaient contre la souveraineté de Berne et de Fribourg. » Quelques jours auparavant, le Directoire avait prévenu la confédération suisse que les troupes françaises allaient occuper la ville suisse de Bienne, au nord de Neufchâtel, comme appartenant à l'évêque de Bâle, prince allemand qui était encore en guerre avec la France, puisque la paix n'était pas signée avec l'Empire germanique. Lors de la Réforme du seizième siècle, la ville de Bâle avait rompu avec le prince-évêque et s'était faite canton suisse ; mais l'évêque avait gardé la plus grande partie de son territoire sur le revers oriental du Jura. Ce territoire s'était réuni volontairement à la France en 93, sauf la ville suisse de Bienne, et il formait le département du Mont-Terrible, qui avait pour chef-lieu Porentruy. On y avait adjoint, sur le revers occidental

du Jura, Montbéliard, conquis sur la maison de Würtemberg.

Des mouvements démocratiques éclatèrent partout dans les territoires sujets des cantons souverains, et, à l'intérieur de ces cantons mêmes, contre les aristocraties locales. Les aristocraties résistèrent peu dans la plupart des cantons, et les campagnards furent admis aux droits politiques dans les cantons de Bâle, de Lucerne, de Zurich, de Schaffhouse, de Soleure. Restaient Berne et Fribourg en face de leurs sujets vaudois, et les petits cantons primitifs en face de leurs sujets des bailliages italiens (aujourd'hui le canton du Tésin). Fribourg céda ; Berne résista. Les Vaudois proclamèrent leur indépendance contre Berne. Bonaparte poussa les bailliages italiens du haut Tésin à en faire autant vis-à-vis de leurs seigneurs des petits cantons. Les troupes françaises soutinrent les Vaudois, et 15,000 Français entrèrent à Lausanne (28 janvier 1798).

Le gouvernement de Berne essaya de négocier et accepta le principe de l'égalité des citoyens, mais en se donnant un an pour préparer la nouvelle Constitution.

Le général Brune arriva avec des renforts, et le Directoire signifia aux Bernois un ultimatum qui ôtait toute indépendance et toute dignité à Berne. Les démocrates suisses se sentirent aussi blessés que les aristocrates, surtout lorsqu'à la suite d'un armistice qui n'aboutît pas, Berne reçut un nouvel ultimatum exigeant que la République suisse, de fédérative, devînt unitaire, et que Berne désarmât.

Le gouvernement bernois consentit à abdiquer dans les mains de la démocratie. Le général Brune n'en persista pas moins à imposer le désarmement immédiat, et, ne l'obtenant pas, il envahit le canton de Berne par Fribourg et par Soleure (2 mars).

La confusion était extrême parmi les Suisses. Les contingents des cantons venus au secours de Berne s'en retournèrent chacun chez eux pour défendre leurs foyers. Les milices bernoises criaient à la trahison contre leurs chefs. Le gouvernement bernois fut dissous et remplacé par une régence provisoire. Brune, qui avait ses instructions du Directoire, maintint, vis-à-vis de la régence démocratique, les exigences qu'il avait manifestées

envers le gouvernement aristocratique. La régence essaya de se défendre. Un corps bernois repoussa vigoureusement une division française à Laupen : l'antique héroïsme helvétique s'était réveillé. Un grand nombre de femmes combattaient à côté de leurs maris et de leurs fils.

Ce succès partiel ne sauva que l'honneur bernois : pendant ce temps, un autre corps qui défendait les approches immédiates de Berne était forcé dans ses positions, malgré son énergique résistance. Les miliciens exaspérés massacrèrent leur général d'Erlach, qui était bien innocent de leur défaite.

Berne ouvrit ses portes, moyennant garantie pour les personnes et les propriétés.

Les propriétés privées ne furent qu'incomplètement respectées; car on mit la main sur des fonds appartenant aux familles patriciennes. Quant aux propriétés publiques, le général Brune s'en empara au nom du gouvernement français. Le trésor de Berne contenait près de 17 millions en numéraire, et les arsenaux, 300 canons et 40,000 fusils; on leva en outre pour 18 millions de réquisitions. Fribourg et Soleure furent rançonnées de la même façon; mais elles étaient moins riches.

Le général qui avait été l'instrument de cette politique violente essaya de détourner le Directoire d'aller plus loin dans cette voie. Brune, bien que ses opinions personnelles fussent celles de l'ancienne Montagne, voyant que la plupart des démocrates suisses étaient très opposés à la République unitaire, tenta d'obtenir qu'on laissât subsister chez eux le système fédératif. Bonaparte et le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, s'y opposèrent et l'emportèrent auprès du Directoire. Brune donna sa démission, en annonçant que les petits cantons qui avaient été le noyau primitif de la Suisse (Schwitz, Uri, Unterwald) ne se soumettraient pas et ne renonceraient point à leurs vieilles démocraties locales pour se confondre dans une démocratie centralisée.

Un corps législatif fut convoqué à Aarau, pour imposer à la Suisse une Constitution unitaire. De fortes contributions de guerre furent frappées sur les familles patriciennes des anciens cantons. Les agents militaires et civils du Directoire firent subir

à la Suisse un régime vexatoire qui excita partout un vif mécontentement. Les Petits Cantons rejetèrent la constitution unitaire votée à Aarau, et leur résistance aboutit à une petite guerre de montagnes qui se prolongea jusqu'à la grande guerre de l'année suivante.

Deux petites républiques alliées de la Suisse furent réunies, sur ces entrefaites, à la France. L'une était Genève; l'autre, Mulhouse. Genève, par l'influence française, avait passé du gouvernement aristocratique à une démocratie violente : la réunion à la République française fut votée sous la pression du Directoire (avril-mai 1798).

Il en fut de même de Mulhouse, vieille ville libre d'Alsace, confédérée avec les cantons suisses, et qui avait gardé son indépendance après la réunion de l'Alsace à la France.

Genève, petite par le territoire et la population, grande par l'intelligence, par la science, par les hommes illustres qu'elle avait produits, se suffisait à elle-même et n'avait aucune raison d'abandonner son individualité pour se fondre dans la grande masse française. Mulhouse, au contraire, n'avait aucun intérêt à rester isolée, et s'attacha promptement et irrévocablement à la France, dont la violence seule a pu la séparer.

Peu de jours avant l'invasion de la Suisse, une autre invasion, de plus grande conséquence encore, avait été opérée en Italie. Les Français étaient à Rome. L'aristocratie des cantons suisses n'avait pas provoqué les armes de la France. Il n'en était pas de même du gouvernement papal. Il avait témoigné à la France une malveillance imprudente, et ne cessait d'intriguer contre nous avec l'Autriche et Naples. Avant même la conclusion du traité de Campo-Formio, le pape avait pris pour général l'Autrichien Provera. Bonaparte avait écrit à son frère Joseph, qu'il avait fait nommer ambassadeur à Rome, que, si Provera n'était congédié tout de suite, ce serait la réouverture des hostilités.

Et, rentrant dans les vues du Directoire, il ajoutait : « — Si le pape vient à mourir, faites tout ce qui vous est possible pour qu'on n'en nomme pas un autre et qu'il y ait une révolution (29 septembre 1797). »

Le gouvernement papal céda de mauvaise grâce.

Il était trop tard. Un parti révolutionnaire s'était formé dans Rome, encouragé par les agents français. Il tenta, une nuit, un mouvement prématuré qui ne réussit pas. Le lendemain, il renouvela ses tentatives. Une bande tumultueuse se porta à l'ambassade de France en criant : « Vive la République ! » Un détachement de troupes papales la poursuivit. L'ambassade fut envahie par les uns et par les autres. Le général français Duphot, qui se trouvait chez l'ambassadeur et qui était fiancé à une sœur des Bonaparte, voulut s'interposer entre l'émeute et les soldats. Ceux-ci firent feu sur lui. Il tomba mort. L'ambassadeur Joseph Bonaparte quitta Rome le lendemain matin (29 décembre).

Le Directoire ne voulut entendre à aucune excuse, et ordonna au général Berthier, qui commandait en Italie depuis le départ de Bonaparte, de marcher sur Rome.

Le Directoire, surtout La Réveillère, eût, dans tous les cas, saisi cette occasion d'en finir avec le pouvoir temporel du pape; mais d'autres motifs avaient contribué à mettre Bonaparte d'accord avec les Directeurs. Son ancien chef d'état-major Berthier, devenu son successeur en Italie, lui écrivait, le 19 janvier : « En m'envoyant à Rome, vous me nommez le trésorier de l'expédition d'Angleterre : je tâcherai de bien remplir la caisse. »

Ce n'était pas au voyage d'Angleterre que Bonaparte devait employer les millions de Rome.

Le pape n'avait aucun moyen de se défendre. Le roi de Naples n'osa marcher à son secours, et l'Autriche garda le silence.

Le pape annonça aux Romains que l'armée française ne venait pas agir hostilement contre eux et qu'il ne les abandonnerait point.

Berthier entra à Rome, le 10 février, et alla droit au Capitole. Il y reconnut la République romaine, que les démocrates romains venaient de proclamer sur le Forum. Berthier fit signifier au pape que le gouvernement pontifical avait cessé d'exister, et l'autorisa à rester dans son palais du Vatican. Il ordonna de

respecter le culte et le clergé. Quatorze cardinaux assistèrent à un *Te Deum* qui célébra l'avènement de la République romaine.

La chute du pouvoir temporel s'était donc accomplie aussi pacifiquement que possible ; mais le Directoire n'approuva pas la modération de Berthier et ordonna de faire sortir de Rome le pape et tous les cardinaux et prélats membres de l'ancien gouvernement. Il transféra le commandement de Berthier à Masséna.

Le pape refusa de partir et de reconnaître le gouvernement républicain. Il fut traité par le commissaire du Directoire avec une rudesse indécente et emmené malgré lui hors de l'État romain. Il se retira en Toscane.

La nouvelle République romaine avait été inaugurée sous de tristes auspices. La pesante tyrannie autrichienne venait de s'installer à Venise. Des scènes d'un désespoir tragique avaient signalé l'agonie de l'indépendance vénitienne. Le chargé d'affaires de France, Villetard, s'était noblement associé aux protestations indignées des patriotes vénitiens. Ceux-ci avaient refusé avec mépris les offres de Bonaparte, qui leur proposait un asile avec des moyens d'existence dans la Cisalpine. « Ils avaient, comme l'écrivait Villetard à Bonaparte, préféré l'indigence à l'infamie. » Et leurs malédictions avaient eu de longs échos dans toute l'Italie et jusque dans l'armée française.

Le despotisme autrichien accablait la Vénétie : là où dominaient les Français, on avait le nom de la liberté, mais, en réalité, un régime d'exactions désordonnées. Berthier, bon chef d'état-major, très utile au second rang, incapable du premier, n'avait ni les hautes facultés ni la force de caractère indispensables pour gouverner les éléments si difficiles que Bonaparte lui avait laissés en main. Bonaparte n'avait fait nommer Berthier à sa place que pour se faire regretter. Les fournisseurs, les commissaires, bon nombre de généraux, pillaient à l'envi et faisaient des fortunes scandaleuses, pendant que l'armée était sans vêtements et presque sans pain. En février 1798, il y avait cinq mois qu'elle n'avait reçu de solde.

L'indignation de l'armée éclata. Le 11 février, la garnison de

Mantoue se souleva. Les soldats enlevèrent drapeaux et canons, et déclarèrent qu'ils allaient retourner en France. Lorsque leur général les somma de rentrer dans le devoir au nom de la loi : — « La loi, répondirent-ils, ordonne de nous payer ; ceux qui la violent, ce sont ceux qui ont volé les trésors de l'Italie, que nous avions gagnés par nos victoires ! — Ils nous laissent sans souliers et sans chemises ; ils ne nous laissent que nos baïonnettes, après les avoir employées à dépouiller les Italiens dont nous nous sommes fait détester. Nous allons demander justice en France à nos concitoyens ! »

Leur général, Miollis, ne les apaisa qu'en leur promettant l'arriéré de leur solde avant huit jours. Ce fut encore aux dépens de l'Italie, car le général ne put tenir parole que par un impôt sur le pays.

Peu de jours après (24 février), un mouvement plus grave encore eut lieu à Rome. A Mantoue, les soldats avaient agi sans opposition de la part des officiers. A Rome, ce furent les officiers qui agirent, sur la nouvelle que Masséna était appelé au commandement en chef à la place de Berthier. La moralité n'était pas, chez Masséna, au niveau des grandes qualités militaires. Il passait pour avoir eu plus de part qu'aucun autre aux déprédations dont se plaignaient l'Italie et l'armée. Le corps des officiers, assemblé dans une église, déclara qu'il ne reconnaissait pas Masséna pour général en chef. 300 officiers désavouèrent solennellement, « en face de l'Éternel, » toutes les spoliations faites dans la ville de Rome et dans les États romains, et demandèrent vengeance des chefs et des administrateurs avides et corrompus « qui déshonoraient le nom français ».

Berthier était parvenu à préserver les musées et les galeries de Rome ; mais le précieux mobilier du Vatican et des palais des cardinaux et des grands seigneurs romains avait été enlevé pour le compte de pillards de haut rang.

Toutes les garnisons de Rome et des États romains étaient derrière le corps des officiers, et le reste de l'armée d'Italie les approuvait. C'est un fait de grande importance dans l'histoire de la Révolution. C'était le réveil moral de l'armée d'Italie. L'ancien esprit de nos légions républicaines avait été ressuscité par

l'excès du mal dans cette vaillante armée jetée par son chef hors de la bonne voie.

Le Directoire, alarmé, envoya en Italie un général d'un caractère ferme et d'une probité irréprochable, Gouvion-Saint-Cyr. Celui-ci comprit qu'on perdrait tout si l'on voulait sévir : il fit appel au patriotisme des officiers et des soldats, et promit, au nom du Directoire, la punition des dilapidateurs et l'acquittement de la dette de la patrie envers l'armée. La discipline se rétablit aussitôt d'elle-même chez ces braves gens, qui avaient en quelque sorte légitimé leur insubordination en faisant cesser les déprédations dans Rome.

Malheureusement, on ne put supprimer toutes les causes d'irritation qui indisposaient contre nous les populations italiennes. On avait mis un terme aux vols particuliers ; il ne fut pas possible d'arrêter les exactions officielles. Il fallait de grandes ressources pour garder militairement l'Italie et pour coopérer à l'expédition que préparait Bonaparte ; et ces ressources, on les prélevait sur un pays déjà surchargé et épuisé.

Bonaparte se souciait peu du mécontentement de l'Italie. Il ne pensait plus qu'à l'Égypte. Il avait étudié rapidement, mais fortement, tout ce qui se rapportait à cette contrée fameuse, tous les projets qui, à diverses époques, avaient été proposés en vue du but qu'il prétendait atteindre. Les grands avantages de la possession de cette contrée intermédiaire entre l'Europe et la haute Asie avaient été appréciés de tout temps. Le philosophe Leibniz en avait proposé la conquête à Louis XIV dans un moment où notre puissance maritime eût rendu le succès à peu près certain. La question avait été de nouveau examinée pendant la guerre d'Amérique, et, tout récemment, notre consul d'Alexandrie avait envoyé au Directoire un mémoire sur ce sujet.

L'occupation de l'Égypte était avantageuse, cela n'était point douteux; mais les circonstances étaient-elles favorables pour l'entreprendre ? Bonaparte s'efforça de gagner à son idée les hommes qui pouvaient le seconder, militaires, politiques, savants, en faisant miroiter à leurs yeux les brillantes conséquences qu'aurait le succès, et en atténuant les difficultés et les périls. Il avait réponse à tout, et l'esprit pratique qu'il montrait dans

le détail inspirait confiance et déguisait ce qu'il y avait de téméraire dans l'entreprise. Il fallait être bien fort pour résister à l'espèce de fascination qu'il exerçait.

Il y eut là-dessus de vifs débats dans le Directoire. Il s'agissait d'envoyer hors de l'Europe l'élite de nos chefs et de nos soldats, de vider nos arsenaux, de hasarder notre marine déjà si ébranlée, quand les révolutions opérées par nous en Suisse et à Rome rendaient la paix continentale évidemment précaire.

La Réveillère résista énergiquement. Rewbell le soutint ; mais Barras et les deux nouveaux Directeurs, François (de Neufchâteau) et Merlin (de Douai), accédèrent à l'expédition d'Égypte. Ce qui entraîna la majorité, c'était la peur qu'elle avait de Bonaparte et le désir de le voir s'éloigner.

L'affaire fut décidée au commencement de mars. Bonaparte reçut pleins pouvoirs pour tout préparer comme il l'entendrait.

Le ministre de la marine, Pléville-Lepeley, donna sa démission en déclarant que l'expédition aurait pour résultat la ruine de notre marine.

Le 2 avril, le Directoire publia, pour tromper les Anglais, un arrêté qui ordonnait à Bonaparte de se rendre à Brest. Le 12, des arrêtés secrets transformèrent l'armée d'Angleterre en armée d'Orient, autorisèrent le général en chef Bonaparte à s'emparer de l'île de Malte, position centrale dans la Méditerranée qu'il visait depuis l'année précédente, et le chargèrent d'occuper l'Égypte, de couper l'isthme de Suez pour mettre en communication la Méditerranée et la mer Rouge, et de chasser les Anglais de toutes les possessions de l'Orient où il pourrait atteindre (ceci désignait l'Inde). Le Directoire justifiait l'invasion de l'Égypte sur ce que les beys des Mamelouks, qui dominaient ce pays et ne reconnaissaient qu'une suzeraineté nominale au sultan, s'étaient liés intimement aux Anglais et persécutaient cruellement les Français en Égypte. Bonaparte devait tâcher de rester en bonne intelligence avec le sultan, tout en faisant la guerre aux Mamelouks.

Bonaparte ne se contenta pas de s'assurer d'excellents lieutenants : Kléber, Desaix, Caffarelli-Dufalga, Lannes, Davout, Murat, etc. Il voulait frapper l'imagination publique par tous les

moyens, et il fit organiser une commission de savants pour étudier, sous la protection de son épée, la nature et les monuments dans l'antique berceau de la civilisation : Monge, Berthollet, Fourier, Dolomieu, Geoffroy-Saint-Hilaire, etc., s'empressèrent de s'enrôler dans l'expédition.

Un incident grave, qui survint sur ces entrefaites à Vienne, remit tout en question.

Le 25 germinal an V (14 avril 1797), à la nouvelle de l'arrivée de l'avant-garde française sur le Simmering, la jeunesse de Vienne s'était offerte en masse à l'Empereur pour la défense de cette capitale. Les Viennois célébrèrent l'anniversaire de cette journée. L'ambassadeur français, le général Bernadotte, répondit à ce qu'il considéra comme une démonstration hostile en arborant le drapeau tricolore au balcon de son hôtel. La foule arracha le drapeau, força et saccagea l'hôtel. Bernadotte quitta Vienne.

Le Directoire, au premier moment, jugea la guerre inévitable et offrit l'armée d'Allemagne à Bonaparte. Le gouvernement autrichien, cependant, n'avait nullement encouragé l'émeute ni désiré une rupture. Il offrit des satisfactions.

Le Directoire invita Bonaparte à retourner à Rastadt pour y conclure les négociations dans un sens ou dans l'autre.

Bonaparte, d'abord très contrarié de se voir interrompu dans ses desseins, changea brusquement de visées et saisit avidement l'occasion de se faire l'arbitre de la guerre ou de la paix. Il revint à ces plans d'arrangement européen avec l'Autriche qu'il avait abandonnés pour l'Égypte, et il écrivit au comte de Cobentzel afin de renouer les pourparlers secrets de Campo-Formio.

Une nouvelle guerre victorieuse contre l'Autriche, ou, au contraire, une alliance avec l'Autriche, devait, dans sa pensée, aboutir au même résultat : lui donner la France. Si la transaction avec l'Autriche réussissait, fortifié dans l'opinion par ce nouveau succès, il renversait immédiatement le Directoire par un coup de main. Matthieu Dumas, dans ses Mémoires, cite à ce sujet le témoignage du général Desaix, dont la parole ne fait doute pour personne.

Le Directoire fut averti. Il décida que Bonaparte n'irait point à Rastadt, et lui intima l'ordre de partir pour l'Égypte. Bonaparte s'emporta et offrit sa démission. Rewbell, ou, suivant d'autres, La Réveillère, lui tendit une plume, en lui disant : « Écrivez-la, général ; la République a encore des enfants qui ne l'abandonneront pas ! »

Merlin (de Douai) arracha la plume des mains de Bonaparte ; il céda et partit le lendemain pour Toulon (14 floréal an VI — 3 mai 1798).

C'est là que l'attendait le principal corps de l'armée d'Égypte, presque entièrement formé de ses anciens soldats d'Italie. Il leur parla dans des termes analogues à ceux de sa première proclamation de 1796, mais avec plus de crudité encore. — « Il y a deux ans, je vous promis de faire cesser vos misères ; je vous conduisis en Italie. Là, tout vous fut accordé. — Vous n'avez pas encore assez fait pour la patrie, et la patrie n'a pas encore assez fait pour vous. Je vais vous mener dans un pays où, par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et rendrez à la patrie les services qu'elle aura le droit d'attendre d'une armée d'invincibles. — Je promets à chaque soldat qu'au retour il aura de quoi acheter six arpents de terre. »

Bonaparte, cependant, sentit ou on lui fit sentir l'inconvenance d'un tel langage. Il publia, deux jours après, une autre proclamation où il n'était question que de gloire et de patrie, et non plus de butin.

La flotte mit à la voile le 30 floréal (19 mai), rallia en route les convois préparés à Gênes, à Ajaccio, à Civita-Vecchia, et se dirigea d'abord sur Malte.

Nous reviendrons sur les destinées de cette aventureuse expédition, qui a laissé dans toutes les imaginations une si forte empreinte. Il nous faut maintenant exposer ce qui se passa en France et en Europe, tandis que Bonaparte entraînait dans une autre partie du monde une élite de nos guerriers et de nos savants.

Depuis le 18 fructidor et la paix de Campo-Formio, le Directoire avait fait de nouveaux efforts pour rétablir l'ordre dans le

pays et dans les finances. Il avait recouru et à des augmentations d'impôts et à de nouveaux impôts. Il avait augmenté les droits d'enregistrement et de timbre, soumis les journaux au timbre, institué des droits et un Code hypothécaires; il avait mis un droit de passe sur les routes et rétabli la loterie, tristes expédients qui retournaient aux pratiques de l'Ancien Régime. Cela permit de réduire la contribution foncière à 228 millions et la personnelle à 50, tout en portant le revenu total pour l'an VI à 616 millions, qui en vaudraient aujourd'hui le double. Le produit des ventes de biens nationaux n'y était plus évalué qu'à 20 millions. Les dépenses de la guerre, fort réduites par la paix continentale, n'étaient plus appréciées qu'à 283 millions; les autres dépenses, à 247 : en tout, 530 millions. Mais, le service de la dette s'élevant en sus à 258 millions, il restait donc encore un déficit de 172 millions.

A partir de l'abolition du cours forcé des assignats, on payait un quart de la rente en numéraire et les trois autres quarts en bons sur les biens nationaux. Le Directoire présenta aux deux Conseils un projet de loi d'après lequel on paierait à perpétuité en numéraire un tiers de la rente, ce qui mettrait en équilibre les recettes et les dépenses de l'État, et l'on rembourserait le capital des deux autres tiers au denier 20, en bons sur les biens nationaux.

Il y eut une vive opposition : l'on cria à la banqueroute. Tous les créanciers de l'État ne pouvaient acheter de la terre, et ceux qui n'en achèteraient pas perdraient 90 pour 100 sur les deux tiers de leur créance, à cause de la dépréciation des bons sur les biens nationaux. Cette dépréciation n'était plus uniquement le résultat de l'agiotage et des intrigues contre-révolutionnaires : elle était sans doute très exagérée; mais il était vrai que la valeur de ce qui subsistait de biens nationaux se trouvait maintenant fort au-dessous du chiffre de la dette publique. Les deux tiers remboursables d'après le projet de loi s'élevaient à environ trois milliards, et il ne restait plus de biens nationaux que pour 1,300 millions, en donnant aux créanciers le milliard en terres promis par la Convention aux défenseurs de la patrie : promesse sacrée à laquelle il était bien douloureux de manquer.

Les deux Conseils, néanmoins, ne voyant aucun moyen de remplir intégralement les engagements de l'État, jugèrent impossible de repousser cette mesure. La République fut ainsi réduite, à son tour, à faire faillite, après les treize banqueroutes de la monarchie. Les États-Unis d'Amérique avaient pareillement liquidé leur dette en terres.

La confiance ne revint pas, après ce qu'on nomma « la Consolidation du Tiers ». Une inscription de rente de 5 francs, au capital de 100 francs, fut cotée à la Bourse 17 francs et dépassa rarement 20 francs. On la vit même tomber jusqu'à 7 durant les revers de l'année suivante.

Il restait, en outre, des créances non liquidées pour des sommes énormes. La liquidation en traîna dix ans et finit par une banqueroute sous l'Empire.

Pour que la confiance revînt, il eût fallu une forte et sage administration dans les mains d'hommes adoptés par l'opinion publique. Le 18 fructidor avait bien pu donner du pouvoir au Directoire, mais non pas lui donner de l'autorité morale. L'intérieur était toujours agité. Il y avait bien une tendance à la renaissance du commerce et de l'industrie : l'agriculture gagnait beaucoup, et l'effet de la vente des biens nationaux se faisait sentir ; mais la sécurité manquait.

Durant l'automne précédent, en vendémiaire an VI, il y avait eu des insurrections royalistes dans le Midi. Des bandes contre-révolutionnaires avaient tenté des coups de main au Pont-Saint-Esprit, à Carpentras, à Tarascon. Ces témérités avaient été facilement réprimées ; mais les environs de Lyon étaient toujours inquiétés par les brigandages qu'exerçaient les restes des compagnies de Jésus. Lyon et plusieurs autres villes avaient été mises en état de siège. Des bandes nombreuses, moitié chouans, moitié simples voleurs, ne cessaient de désoler l'Ouest, surtout la Bretagne et la Basse-Normandie. L'Angleterre et l'émigration fomentaient de leur mieux tout ce qui pouvait empêcher en France le retour de l'ordre et de la paix publique. Le Directoire répondait à ces menées par de fréquentes exécutions de chouans et d'émigrés.

Les deux Conseils, dans les derniers temps qui avaient pré-

cédé Fructidor, avaient favorisé le culte catholique et lui avaient rendu les églises cathédrales et paroissiales. Le Directoire en reprit une partie, dont plusieurs à Paris. L'autorité départementale, à Paris et ailleurs, ordonna la célébration forcée du décadi, le repos du dixième jour au lieu du repos du dimanche. Une autre mesure, aussi louable que celle-là était vexatoire, fut l'indemnité accordée à des accusés acquittés. Ce principe d'équité n'est malheureusement pas resté dans nos lois.

La conduite du Directoire lors des élections de l'an VI (mars-avril 1798) ne fut pas de nature à calmer les esprits ni à réveiller le respect des lois. Avant que s'ouvrît la période électorale, le gouvernement avait commencé de réagir contre les Jacobins, ses alliés de Fructidor, qui prétendaient le dominer. Il avait fermé le Cercle constitutionnel, qui l'avait si bien secondé contre le Cercle de Clichi, mais qui avait pris une couleur de plus en plus exagérée. Jusque-là le Directoire était dans son droit légal ; mais il ne s'en tint point là. Les choix des assemblées primaires (1er germinal) furent d'un caractère tout opposé à ceux des renouvellements partiels des deux années précédentes. Les réactionnaires, depuis le 18 fructidor, abandonnant le terrain électoral, la lutte, cette fois, eut lieu entre le Directoire et les républicains ou exagérés, ou indépendants ; bien des patriotes qui n'étaient pas jacobins trouvaient mauvais que le gouvernement eût la prétention de diriger les élections. La majorité des citoyens, du reste, continuait à ne pas voter.

Le Directoire intervint directement. Il publia, contre « les fauteurs de 93 », une circulaire rédigée par Merlin (de Douai). Il revendiqua pour les magistrats le droit de désigner les candidats qu'ils jugeaient les meilleurs ; puis, dans une proclamation menaçante, il accusa les terroristes d'être à leur tour les instruments de l'étranger.

Les assemblées électorales de second degré furent très orageuses. Dans beaucoup d'entre elles, il y eut scission, et les deux moitiés de l'assemblée élurent des députés chacune de leur côté. A Paris, par exemple, la majorité des électeurs fit l'élection dans l'église de l'Oratoire. La minorité, c'est-à-dire les amis du Directoire, se transporta au Louvre et y procéda à

d'autres choix. Il y eut, en réalité, à peine une nuance entre les élus de ces deux groupes, qui étaient tous des républicains et n'étaient point des terroristes.

Il y avait eu des choix plus exagérés dans quelques départements; mais, en résumé, la Terreur n'était pas aux portes. Le Directoire, blessé dans son amour-propre, menacé dans sa prépondérance, poussa les choses à outrance. Dans un message au Corps législatif (2 mai), il prétendit que le royalisme avait remplacé la cocarde blanche par le bonnet rouge, et il se hâta de mettre à profit une très mauvaise loi récente, qui décidait que les pouvoirs des représentants nouvellement élus seraient vérifiés par le Corps législatif, avant que ces nouveaux députés y fussent entrés. Les amis du Directoire, qui avaient la majorité et qui allaient la perdre par l'entrée du nouveau tiers, votèrent, sur la présentation du gouvernement, un projet de loi d'un révoltant arbitraire. Ils approuvèrent les nominations faites dans quatorze départements, Paris compris, par des minorités scissionnaires, annulèrent en entier les élections de sept départements, et exclurent trente-quatre députés élus par des assemblées dont les opérations furent d'ailleurs reconnues valables (22 floréal).

C'était un second 18 fructidor en sens opposé, moins les déportations. Un certain nombre d'ex-conventionnels furent ainsi exclus. Barère l'était pour la seconde fois.

Treilhard, qui avait été, comme Merlin (de Douai), un des jurisconsultes éminents de la Convention, et qui avait, comme lui, activement coopéré au 18 fructidor, entra au Directoire à la place de François (de Neufchâteau).

La politique du Directoire, violente et arbitraire à l'intérieur, n'était pas plus sage au dehors. Nous avons raconté les invasions de la Suisse et de Rome, l'une injustifiable, l'autre incompatible, par les conséquences graves qu'elle ne pouvait manquer d'avoir, avec l'expédition lointaine que nous tentions en Égypte. Notre gouvernement suscitait partout des ressentiments contre nous. La République française était, depuis le temps de la Convention, en rupture avec notre ancienne alliée la République américaine, parce que celle-ci n'avait pas cru pouvoir lutter, avec sa marine naissante, contre les forces navales de l'Angle-

terre et s'était soumise aux tyranniques exigences des Anglais envers les neutres. Les Français avaient, naturellement, arrêté les bâtiments qui commerçaient avec l'Angleterre et saisi les marchandises anglaises sur les vaisseaux américains, comme les Anglais y saisissaient les marchandises françaises.

Le gouvernement américain, durant l'automne précédent, avait envoyé des plénipotentiaires à Paris pour renouer des relations amicales. Des agents de Barras demandèrent à ces envoyés un prêt considérable pour contribuer à la descente projetée en Angleterre, et de l'argent pour les Directeurs, c'est-à-dire pour Barras.

Barras avait déjà, récemment, fait proposer secrètement à Pitt de procurer la paix moyennant une grosse somme. Les envoyés américains ayant repoussé ces étranges propositions, Barras fit échouer les négociations, et l'on resta dans un état qui n'était ni la paix ni la guerre. Cette honteuse intrigue transpira, et le mépris encouru par Barras rejaillit sur tout le Directoire.

En Allemagne, le Directoire agissait aussi de façon à inquiéter et à blesser les gouvernements et les populations. Il avait voulu tirer un prêt d'argent des petites républiques maritimes et commerçantes qu'on nommait les villes « Anséatiques » (associées) : Hambourg, Brême et Lubeck. Il avait organisé en départements français les provinces de la rive gauche du Rhin, sans attendre que l'Empire germanique eût consenti à les céder. La rive gauche formait quatre départements : le Mont-Tonnerre, chef-lieu Mayence ; la Sarre, chef-lieu Trèves ; Rhin-et-Moselle, chef-lieu Coblenz ; la Roër, chef-lieu Aix-la-Chapelle.

Le Directoire ne se contentait même plus de la rive gauche du Rhin ; il prétendait avoir, pour protéger la rive gauche, les têtes de pont de la rive droite depuis Huningue jusqu'à Mayence.

Les petits princes allemands, qu'on dépossédait sur la rive gauche du Rhin et qui ne tenaient pas leurs indemnités sur la rive droite, refusaient d'admettre la cession de la rive gauche comme point de départ des négociations de Rastadt, ainsi que l'exigeaient les plénipotentiaires français.

La Prusse, qui se voyait sacrifiée à l'Autriche et qui soupçonnait des engagements secrets, pires encore pour elle, entre Bonaparte et Cobentzel, encourageait les résistances.

Cobentzel, sur une lettre de Bonaparte, admit la base française (fin de février 1798). La députation de l'Empire germanique céda. Le principe des sécularisations pour indemnités fut adopté (2 avril); c'est-à-dire que l'on convenait de renouveler ce qui s'était fait au seizième siècle, quand les princes protestants s'étaient approprié une partie des seigneuries soumises à des évêques ou à des abbés. C'étaient principalement les trois Électeurs ecclésiastiques de Mayence, Trèves et Cologne qui allaient, cette fois, payer les frais de la guerre, par la perte des grandes terres qu'ils avaient outre-Rhin.

Après l'adoption du principe, l'application traîna en longueur par suite de la mésintelligence entre la Prusse et l'Autriche; puis l'Autriche cessa de presser la conclusion.

La situation générale de l'Europe commençait à se modifier. La politique russe avait changé depuis l'année dernière. Le tsar Paul avait d'abord rompu les engagements de sa mère, la grande Catherine, avec l'Angleterre et l'Autriche, et paru se désintéresser des affaires d'Occident; mais il s'était bientôt retourné avec la brusquerie de son bizarre caractère. Il s'était montré tout à coup plus violemment contre-révolutionnaire que sa mère. Il avait pris « l'armée de Condé » à sa solde, offert un asile à Mittau « à Louis XVIII » et déclaré qu'il protégerait le commerce maritime « contre l'oppression du Directoire ».

Le Directoire avait déjà la pensée de ce qu'on nomma plus tard, sous Napoléon, le « Blocus continental ». Pour répondre à la tyrannie exercée sur les mers par les Anglais, il s'efforçait d'interdire tout commerce entre l'Angleterre et le Continent, et il avait annoncé qu'il regarderait comme une déclaration de guerre, de la part du Danemark et de la Suède, le passage accordé par le Sund aux bâtiments chargés de marchandises anglaises.

Le tsar se rapprocha de l'Angleterre et offrit à l'empereur François son alliance pour arrêter les envahissements de la France.

Bonaparte était parti, abandonnant pour ses rêves d'Orient sa politique européenne d'arrangement avec l'Autriche. Le Directoire ne suivait pas cette politique. L'Autriche ne savait ce qu'elle devait attendre de lui. Elle répondit au tsar qu'on ne pouvait rien sans le concours de la Prusse.

L'Angleterre et la Russie firent de grands efforts pour entraîner le gouvernement prussien. Le Directoire jugea qu'il fallait envoyer à Berlin un homme considérable, afin de contrebalancer ces influences ennemies, et chargea Sieyès de cette mission.

Les choses se gâtaient entre la France et l'Autriche. Le Directoire venait d'envoyer le Directeur récemment sorti de charge, François (de Neufchâteau), pour tâcher de terminer les débats de Rastadt dans des conférences particulières avec le comte de Cobentzel. Mais l'Autriche n'avait plus les mêmes dispositions que lorsqu'elle avait compté voir Bonaparte à la tête de la France. Cobentzel demanda que la Suisse cessât d'être occupée par les Français : il refusa de reconnaître la République romaine. Il offrit carte blanche à la France quant aux arrangements en Allemagne, pourvu que l'Autriche pût s'approprier une grande partie de la Bavière ; mais, de plus, il prétendait que la France abandonnât toute l'Italie, moins le Piémont, qu'on lui permettrait de s'annexer.

Le Directoire était si loin de consentir à livrer l'Italie à l'Autriche, qu'il demandait la réunion de la Toscane à la République romaine, sauf à indemniser en Allemagne le grand-duc de Toscane. Il fut impossible de s'entendre. Les conférences furent rompues le 18 messidor (6 juillet). Cobentzel assura les membres du Congrès de Rastadt que l'empereur François II n'entendait pas s'agrandir aux dépens de l'Allemagne, et qu'il refusait tous les avantages que lui offrait la France. On vient de voir ce que valaient ces assertions. Cobentzel partit ensuite pour Berlin, où il se mit en plein accord avec les envoyés de Russie et d'Angleterre.

Le roi Frédéric-Guillaume II, le neveu du grand Frédéric et le vaincu de Valmi, était mort le 16 novembre 1797. Son fils, Frédéric-Guillaume III, jeune homme de 27 ans, paraissait vou-

loir continuer sa politique. Il avait bien reçu Sieyès, qui lui avait déclaré être parmi nous le représentant du système d'union intime entre la France et la Prusse. L'aristocratie et l'état-major prussiens étaient fort hostiles à Sieyès, l'implacable ennemi de la noblesse. Le frère du grand Frédéric, le vieux prince Henri, avait, au contraire, gardé d'anciennes sympathies pour la France et s'était étroitement lié avec notre plénipotentiaire. Le nouveau roi de Prusse tâchait de se maintenir en équilibre entre Sieyès et l'envoyé russe Repnin. Il expédia toutefois à Rastadt une note contre les prétentions excessives de la France.

Cobentzel fit, avec Repnin, un grand effort pour entraîner le roi de Prusse dans la coalition. Ils échouèrent. Frédéric-Guillaume III déclara qu'il resterait neutre.

Le 10 août, Cobentzel et Repnin signèrent à Berlin une convention au nom des deux empereurs d'Allemagne et de Russie. Trente mille Russes devaient entrer dans la Pologne autrichienne (la Gallicie), pour soutenir les armées de l'Autriche. Repnin partit pour Vienne, en laissant des adieux hautains à la Prusse. — « Nous ferons la guerre à la France, dit-il, avec vous, sans vous ou contre vous. »

Cobentzel, de son côté, partit pour Saint-Pétersbourg.

La coalition était refaite : elle avait la Prusse, l'Espagne et la Hollande de moins, mais la Russie et la Turquie de plus. Contrairement aux espérances fort peu vraisemblables de Bonaparte, la Turquie, à la nouvelle des événements qui avaient suivi la descente des Français en Égypte et sur lesquels nous reviendrons, avait pris parti contre nous et s'était alliée à la Russie et à l'Angleterre.

Le Directoire et les deux Conseils prévirent qu'il faudrait de plus grands efforts et de plus grandes ressources que pour les campagnes de l'an V et de l'an VI. On n'avait pas réussi, comme on l'espérait, par la consolidation du tiers, à remettre les revenus au niveau des dépenses. Il y avait eu un déficit de plus de 60 millions sur la rentrée des contributions. On éleva de nouveau les impôts du timbre, de l'enregistrement, des douanes : on établit des centimes additionnels et des octrois aux portes des

villes pour les dépenses locales et l'entretien des établissements publics. On décréta une taxe sur les portes et fenêtres.

Les deux Conseils votèrent, sur la proposition du général Jourdan, une grande loi pour le recrutement de l'armée. On avait vécu jusque-là sur la Réquisition de 93, mesure extraordinaire et non loi permanente. On régularisa le principe du service obligatoire, que la Convention avait mis en pratique pour sauver la France. Il fut décrété que tous les Français de vingt à vingt-cinq ans seraient à la disposition de la patrie. Ces cinq années formaient cinq classes : on devait appeler d'abord la plus jeune, puis les autres à mesure des besoins. Il n'y avait d'exemption que pour les jeunes gens mariés avant cette loi, et pour ceux qui avaient déjà payé leur dette à la patrie dans les campagnes précédentes. Lorsque la patrie serait déclarée en danger, la levée en masse pourrait, de plus, être convoquée comme en 93.

Une loi annuelle devait déterminer le nombre des conscrits à appeler.

Les jeunes gens de vingt-deux à vingt-cinq ans ayant déjà été pris par la grande Réquisition de 93, on n'avait à disposer que des jeunes gens de vingt à vingt-deux ans. Une loi spéciale en leva 200,000.

Ainsi fut établie, pour défendre la France, cette conscription dont Napoléon devait tant abuser pour envahir l'Europe. Chénier rédigea, au nom des Cinq-Cents, une chaleureuse adresse aux Français, afin de leur montrer la nécessité de ce nouveau sacrifice (5 vendémiaire — 26 septembre).

Sauf dans les départements infestés par les débris de la chouannerie, où les réfractaires furent nombreux, la France d'avant 89 accepta la conscription. Il n'en fut point partout de même dans les provinces nouvellement réunies. Il y eut de violentes insurrections dans les campagnes belges, et l'on put craindre, durant quelques semaines, que la Belgique ne devînt une seconde Vendée. Ces mouvements furent toutefois étouffés avant la fin de l'année.

Le Directoire, sentant la gravité de la situation, prenait, un peu tard, une attitude modérée au dehors. Il se montrait conci-

liant à Rastadt envers les États allemands. L'Autriche, au contraire, devenait agressive. L'Autriche avait réussi à empêcher les Grisons de se réunir à la Suisse, comme les y poussait la France. Elle avait suscité chez les Grisons une contre-révolution, qui appela dans ce pays les troupes autrichiennes. Les Autrichiens, vers la fin d'octobre, répondirent ainsi, en occupant le pays des Ligues Grises, à l'occupation de la Suisse par les Français. Le Directoire ne rompit pas cependant avec l'Autriche.

Le gouvernement autrichien, malgré ses nouveaux engagements avec la Russie, n'était pas encore tout à fait décidé à la guerre. Si la France lui eût rendu Mantoue avec la ligne du Mincio et lui eût livré les États romains, elle fût restée en repos et eût abandonné sans scrupule la papauté, à condition d'en hériter. Mais le Directoire ne pouvait ni ne voulait aller jusque-là.

Il alla cependant très loin dans la voie des concessions. Il offrit d'évacuer la Suisse et les États romains, de remettre à l'Autriche les Légations (les provinces romaines au nord des Apennins), et d'entrer en négociation avec l'Angleterre et la Turquie, à condition que le corps d'armée russe qui venait d'entrer dans les États autrichiens se retirât immédiatement.

La cour de Vienne reçut cette offre le 20 brumaire (10 novembre); au lieu de répondre directement, elle communiqua les propositions du Directoire à l'Angleterre. Le Parlement anglais rentrait alors en session. Le roi George III le rouvrit par un discours belliqueux. Il avait toujours été beaucoup plus acharné à la guerre que Pitt lui-même. L'opposition, dans le Parlement, secondait maintenant l'hostilité du gouvernement contre la France. Depuis le traité de Campo-Formio et l'invasion de la Suisse, elle ne voyait plus, dans la cause de la France, la cause de la liberté. Les propositions pacifiques du Directoire n'aboutirent point.

Il n'y eut pas de déclaration de guerre immédiate entre l'Autriche et la France; mais les hostilités éclataient en ce moment même à l'extrémité de l'Italie avec la connivence de l'Autriche.

Avant que l'Autriche fût décidée à rompre avec la France, elle avait déjà signé, le 19 mai, un traité de défense mutuelle avec

la cour de Naples. Sous le nom du roi Ferdinand de Bourbon, personnage d'âme basse, d'humeur insouciante et de mœurs triviales, c'était la reine Caroline d'Autriche qui régnait à Naples. Cette sœur de Marie-Antoinette poussait à la dernière exagération les défauts de la malheureuse reine de France, et avait en réalité tous les vices que la haine avait attribués à celle-ci. Elle gouvernait de compte à demi avec son favori anglais Acton et sa favorite, la belle et perverse ambassadrice d'Angleterre, lady Hamilton. Elle exerçait sur le royaume de Naples une tyrannie effrénée et immorale, persécutait avec fureur quiconque passait pour avoir des idées libérales, et ressentait pour la France une haine furieuse.

L'Autriche l'engageait à dissimuler et à ne pas provoquer trop tôt les armes françaises. Les nouvelles d'Orient précipitèrent les événements.

On avait appris successivement que Bonaparte avait pris Malte ; qu'il était descendu à Alexandrie, et que, tandis que notre armée de terre faisait la conquête de l'Égypte, notre flotte avait été défaite à Aboukir par la flotte anglaise. L'amiral Nelson, de retour d'Aboukir, fit une entrée triomphale dans la rade de Naples (1er vendémiaire-22 septembre). La cour l'accueillit avec des transports de joie et lui livra les arsenaux pour réparer ses navires. La reine Caroline et ses conseillers perdirent la tête. Ils poussèrent fiévreusement les armements napolitains, puis adressèrent à l'ambassadeur de France une sommation pour que nos armées eussent à évacuer les États du pape et l'île de Malte (2 frimaire — 22 novembre).

Tandis que l'amiral Nelson allait bloquer Malte, une armée napolitaine de plus de 50,000 hommes marchait sur Rome, sous les ordres d'un général que Naples avait demandé à l'Autriche. C'était Mack, l'ancien chef d'état-major de Cobourg en 92 et 93.

Un de nos anciens généraux des armées du Rhin, Championnet, commandait les troupes françaises dans l'État romain. Il n'avait qu'une quinzaine de mille hommes, mais tous vieux soldats, contre une masse de recrues indisciplinées et mal commandées.

Il évacua Rome, en laissant une garnison au château Saint-Ange, et se concentra dans les Apennins. Le roi de Naples entra dans Rome, qui fut livrée au plus affreux désordre. La populace pilla, massacra, jeta au Tibre ceux des républicains qui n'avaient pas quitté la ville, et les juifs. La cour de Naples écrivit au roi de Sardaigne pour l'inviter à faire surprendre et massacrer les troupes françaises éparses dans le Piémont.

La cour de Naples n'eut pas longtemps à se réjouir de ses faciles succès. Les colonnes napolitaines qui essayèrent de pénétrer dans le centre des États romains furent mises en déroute à Fermo et à Terni.

Le général Mack, pendant ce temps, assiégeait le château Saint-Ange. Il avait signifié à la garnison que les Français malades dans les hôpitaux de Rome seraient considérés comme otages et qu'on mettrait à mort un d'entre eux pour chaque coup de canon qui partirait du château. Ces atroces et lâches menaces excitèrent dans l'armée française une indignation qui coûta cher à l'ennemi. Le château ne se rendit pas. Mack se porta en avant avec le gros de ses troupes ; ses divisions éparpillées furent battues les unes après les autres par Championnet et son lieutenant Macdonald. Mack fut rejeté sur Rome, d'où le roi de Naples s'était déjà enfui. Les Napolitains évacuèrent Rome à la hâte le 25 frimaire (15 décembre), laissant dans les mains des Français 15,000 prisonniers et 40 canons.

Ni l'Autriche ni le Piémont n'avaient bougé. Les Autrichiens n'eussent pas eu d'ailleurs le temps d'arriver.

Championnet rétablit le gouvernement républicain à Rome, et, renforcé d'une dizaine de mille hommes, il envoya une division dans les Abruzzes et la Pouille et marcha sur Naples avec 17,000 hommes.

La cour de Naples, n'espérant plus rien de ses forces régulières honteusement balayées par les Français, fit appel au fanatisme de la plèbe napolitaine (les *lazzaroni*) et des montagnards des Abruzzes. Les prêtres et les moines prêchèrent une croisade contre les « impies révolutionnaires ». Les montagnards soulevés montrèrent une énergie que n'avaient pas eue les troupes de

ligne. Ils arrêtèrent sur quelques points la marche des Français à travers les Abruzzes.

Ils ne purent toutefois empêcher nos détachements d'opérer leur jonction avec le corps principal qui se dirigeait sur Naples. La forte place maritime de Gaëte se rendit sans résistance. Le général Mack, qui avait rallié ce qui lui restait de forces à Capoue, parvint à repousser une première attaque de notre avant-garde contre cette ville; mais, pendant ce temps, un désordre épouvantable régnait dans Naples. Les *lazzaroni*, armés et excités par la cour, étaient complètement maîtres de la ville et se livraient à tous les excès. Le roi et la reine prirent aussi peur de leurs défenseurs que de leurs ennemis et s'enfuirent à bord de la flotte anglaise, en emportant les joyaux de la couronne et tout l'argent des caisses publiques (11 nivôse — 31 décembre). L'amiral Nelson, qui était revenu au secours de Naples, traita la marine napolitaine comme son prédécesseur l'amiral Hood avait traité la marine française à Toulon : il la brûla, avant d'emmener le roi et la reine en Sicile.

Le vicaire général qu'avait laissé le roi signa une trêve avec Championnet. Il livra Capoue avec une forte contribution de guerre. A cette nouvelle, les *lazzaroni* crièrent à la trahison, s'emparèrent des forts de Naples, ouvrirent les prisons et le bagne. Le vicaire général du roi s'enfuit. Le général Mack, menacé d'être massacré par ses soldats, se réfugia au quartier général de Championnet, et ne dut la vie qu'à ces Français auxquels il adressait naguère des menaces si odieuses et si extravagantes.

Les chefs que s'était choisis la plèbe napolitaine essayèrent de négocier. Championnet refusa. Naples se débattait dans les convulsions d'une anarchie furieuse. La populace royaliste et fanatique se déchaînait contre la noblesse et la haute bourgeoisie, qu'elle accusait de connivence avec les Français : deux grands seigneurs, amis éclairés des lettres et des arts, furent brûlés vifs comme impies et révolutionnaires.

Ces horreurs firent éclater une réaction. Un parti républicain s'était formé dans Naples. Il surprit le fort Saint-Elme, qui commande la ville, et en avertit Championnet. Le 2 pluviôse an VII

(21 janvier 1799), Championnet, à la tête de 22,000 hommes, attaqua Naples sur quatre points et força l'entrée de la ville. Les *lazzaroni* se défendirent avec une exaltation forcenée. Le lendemain, on tenta de les amener à se rendre ; mais il n'y avait plus personne avec qui l'on pût traiter. Le troisième jour, on pénétra dans l'intérieur de la ville. Les républicains s'étaient emparés des forts qui avoisinent la mer. Championnet fit arborer une bannière blanche en signe de paix, harangua en langue italienne les *lazzaroni* et leur promit que la religion et saint Janvier, le fameux patron de Naples, seraient respectés. Les *lazzaroni* mirent bas les armes, et les Français envoyèrent une garde d'honneur aux reliques de saint Janvier.

Ce peuple, avec sa mobilité sans égale, passa de la fureur à la joie et cria : « Vivent les Français ! »

On proclama la république « parthénopéenne ». Parthénope était l'ancien nom grec de Naples. Toutes les provinces napolitaines reconnurent la nouvelle république : il ne resta au roi de Naples que la Sicile.

La révolution de Naples avait été précédée d'une révolution en Piémont. Le roi Charles-Emmanuel ne ressemblait en rien au roi et à la reine de Naples ; mais la monarchie piémontaise se trouvait dans une situation impossible, dominée qu'elle était par la République francaise et flanquée de deux républiques italiennes, la Cisalpine et la Ligurienne (génoise), qui surexcitaient les révolutionnaires piémontais. Le roi Charles-Emmanuel cédait à toutes les exigences du Directoire, ôtant ainsi tout prétexte de le renverser. Le Directoire, sous l'influence du ministre Talleyrand, lui tenait compte de sa docilité, et, pendant quelque temps, parut disposé à lui laisser cette ombre de royauté. Mais le général Brune, qui avait passé de la Suisse à l'armée de la haute Italie, dépassait les intentions du Directoire et favorisait les bandes de réfugiés piémontais, qui, mêlés de Génois et de Lombards, essayaient çà et là des coups de main républicains en Piémont. Ces agressions furent repoussées par les troupes royales et un grand nombre des insurgés furent massacrés (mai-juin 1798). Brune, cependant, obligea le roi de recevoir une garnison française dans la citadelle de Turin.

La prise d'armes de Naples perdit la royauté piémontaise. Le Directoire, quand il vit la coalition certaine et une nouvelle lutte avec l'Autriche inévitable, jugea nécessaire d'être entièrement maître du Piémont. Le général Joubert, qui venait de remplacer Brune à la tête de l'armée de la haute Italie, eut ordre d'entrer en Piémont. Les places furent surprises et occupées sans combat. Le roi abdiqua (19 frimaire an VII — 9 décembre 1798). Il fut convenu qu'il se retirerait dans l'île de Sardaigne avec sa famille. On lui laissait ce dernier débris de son royaume.

Qu'allait-on faire du Piémont? — Il y avait à choisir entre trois partis : république piémontaise, réunion à la république cisalpine ou réunion à la France. — La commission de gouvernement instituée par le général Joubert parmi les notables piémontais et la municipalité de Turin se prononcèrent pour ce dernier parti. Les hautes classes avaient peur des révolutionnaires piémontais et ne se souciaient pas de la réunion à la Cisalpine, république très divisée et très troublée.

Le ministre Talleyrand et le directeur Rewbell furent du même avis. Il y avait de ce côté des raisons spécieuses, mais tout accidentelles, et qui n'eussent pas dû faire méconnaître dans quelle voie périlleuse on engageait la France. C'était le commencement de ce qui devint la « politique napoléonienne », le commencement de l'extension au delà des frontières naturelles, qui devait nous jeter hors de nous-mêmes et nous perdre. Il eût fallu réunir le Piémont à la Cisalpine, notre but ne devant être, au delà des Alpes, que de constituer une Italie indépendante de l'Autriche.

La réunion du Piémont à la France s'accomplit au printemps de l'an VII, après un simulacre de vote universel. Une insurrection dans la province d'Acqui fut aisément réprimée; mais il subsista de profonds mécontentements.

Après le Piémont, on révolutionna Lucques et la Toscane. La petite république aristocratique de Lucques fut remplacée par une république démocratique. Quant à la Toscane, au moment de la marche du roi de Naples sur Rome, une division napolitaine avait été débarquée par les Anglais à Livourne, dans le but de

couper la retraite aux Français, que l'on ne doutait pas de chasser de Rome.

Les Français avaient bien vite forcé les Napolitains à se rembarquer, et le grand-duc de Toscane n'avait été pour rien dans l'affaire. Mais le gouvernement français, dont les armées étaient déjà, en ce moment, aux prises sur le Rhin avec celles de l'Autriche, n'avait plus de ménagements à garder et ne voulait plus de princes autrichiens au cœur de l'Italie. Il proposa, le 24 ventôse (14 mars), aux deux Conseils une déclaration de guerre contre le grand-duc en même temps que contre l'empereur d'Allemagne. Le grand-duc s'en alla sans la moindre résistance.

Le pape Pie VI, qui s'était retiré à la Chartreuse, près de Florence, fut emmené prisonnier en France. Son grand âge et son état de maladie donnaient à cette mesure un caractère véritablement inhumain. On le garda successivement à Briançon, à Grenoble et à Valence, où il mourut le 12 fructidor (29 août 1799). La dureté du Directoire avait attiré sur Pie VI l'intérêt des populations et favorisé la réaction en faveur du catholicisme.

Pendant qu'on achevait de révolutionner l'Italie, la grande guerre avait recommencé sur le Rhin.

Le 2 ventôse (20 février 1799), le Directoire, n'ayant pas reçu de réponse aux explications qu'il avait demandées à l'Autriche sur la marche de l'armée auxiliaire russe, manda à nos généraux en chef de se porter en avant.

Le plan de campagne consistait à faire attaquer l'Autriche par trois armées en Allemagne et une armée en Vénétie. Jourdan, général en chef des armées d'Allemagne, devait passer le Rhin, avec 45,000 hommes, à Kehl et Huningue, se diriger sur le haut Danube et, de là, sur le haut Lech, dans les montagnes aux confins de la Bavière et du Tyrol. Sur la droite de Jourdan, Masséna, avec 30,000 hommes, chasserait les Autrichiens du pays des Grisons, envahirait le Tyrol et se relierait par le haut Adige à l'armée d'Italie. Sur la gauche de Jourdan, Bernadotte, avec 48,000 hommes, devait bloquer les places de la rive droite et soutenir l'armée du Danube.

L'armée de la haute Italie (50,000 hommes, outre les troupes italiennes) passerait l'Adige et attaquerait par Vérone.

Deux corps d'armée étaient employés en outre à occuper le royaume de Naples et à protéger la Hollande.

Ce plan exagérait les défauts de celui qui avait échoué en 1796. C'était une double erreur de disséminer ainsi nos armées et de porter l'action principale dans le massif des grandes Alpes et non dans la vallée du Danube. Le plan eût été mauvais quand nous eussions été en grandes forces, et nous n'y étions pas.

Nos troupes étaient fort réduites en nombre et mal pourvues. Les 200,000 conscrits appelés n'étaient pas encore organisés, et nos armées d'Allemagne et de la haute Italie n'avaient pas en tout 130,000 hommes en ligne à l'ouverture de la campagne. L'armée destinée à Bernadotte n'existait que sur le papier.

Il y avait en Italie un mauvais présage de plus. Nous avions là un bon général en chef, Joubert. Il venait de donner sa démission, à la suite d'un différend avec le Directoire relativement à l'administration de la république cisalpine.

Le Directoire, voulant mettre un terme aux exactions des états-majors, avait voulu retirer aux généraux l'administration et les finances dans les pays occupés par nos armées. Les généraux résistaient, les uns par intérêt, les autres, ceux qui étaient intègres, comme Joubert, par amour-propre et par esprit de corps. Un homme adroit et pervers, Fouché, envoyé par le Directoire en qualité de commissaire civil, puis révoqué pour avoir connivé aux tripotages des fournisseurs, avait pris une malheureuse influence sur Joubert, très-honnête homme, très-intelligent, mais un peu ombrageux et susceptible.

Son départ fut un grand malheur. Bernadotte, mécontent de la situation des choses en Italie, n'accepta pas la succession de Joubert, et l'on envoya le vieux Schérer, tout à fait au-dessous d'une tâche si difficile.

Jourdan passa le Rhin le 11 ventôse (1er mars) et franchit les montagnes Noires. Masséna entra chez les Grisons (16 ventôse — 6 mars) et chassa les Autrichiens.

Le 22 ventôse an VII (12 mars), sur un message du Directoire, les deux Conseils votèrent la déclaration de guerre à l'Autriche, quand la guerre était déjà en pleine activité.

Jourdan ne put prévenir les Autrichiens sur le Lech. Leur

général en chef, l'archiduc Charles, avait franchi cette rivière dès le 15 ventôse (4 mars), avec des forces bien supérieures à celles de Jourdan. L'Autriche, par des efforts extraordinaires, avait réussi à mettre en ligne presque deux fois autant de monde que nous, sans compter les Russes qu'elle attendait.

L'archiduc plaça deux corps d'armée en face de Masséna et marcha contre Jourdan. Après une série de combats sanglants, Jourdan perdit la bataille de Stokach, et, voyant ses communications coupées avec Masséna, se replia sur les montagnes Noires. Il tomba malade, et son armée se retira en bon ordre, par la forêt Noire, sur le Rhin. Bernadotte, dont l'armée n'était qu'en formation, avait été hors d'état de porter secours à Jourdan.

Le plan de campagne offensif était donc tout à fait manqué, et il fut heureux que les instructions peu intelligentes du gouvernement autrichien à l'archiduc Charles ne lui eussent pas permis de pousser plus activement son succès. Le cabinet de Vienne, très-préoccupé de défendre le Tyrol contre Masséna, ne laissa pas l'archiduc marcher en avant.

Le nouveau général de l'armée d'Italie, Schérer, ne s'était mis en mouvement que trois semaines après Jourdan, et, avant que la campagne s'ouvrît sur l'Adige, nous avions déjà perdu, en dehors et au delà de l'Italie, ces possessions maritimes que Bonaparte préférait à l'Italie elle-même. Pendant que nous jetions 30,000 hommes dans le royaume de Naples, nous n'en avions pas 4,000 dans les îles Ioniennes, et un si faible corps n'avait pu longtemps défendre cet archipel contre les flottes combinées de la Russie et de la Turquie. Corfou avait été obligé de capituler le 14 ventôse (3 mars). Notre part dans les dépouilles de Venise nous échappait déjà.

En Italie, ce n'était pas le nombre qui nous manquait : car nous avions 116,000 hommes de troupes tant françaises qu'italiennes; mais, grâce à la conquête de Rome, de Naples et de la Toscane, ces troupes étaient dispersées d'un bout à l'autre de la Péninsule. C'est là ce que Bonaparte avait toujours eu soin d'éviter. Schérer ne put se porter sur l'Adige qu'avec 46,000

hommes. Les Autrichiens avaient plus de 60,000 hommes en ligne et une réserve de 25,000 hommes, sans les Russes qui étaient en route.

Schérer passa l'Adige et obtint, le 6 germinal (26 mars), un premier succès contre le général Kray ; mais il ne sut pas s'emparer de Vérone : l'ennemi se renforça, reprit l'offensive, et Schérer fut repoussé à son tour après une longue lutte à Magnano.

Schérer repassa l'Adige, n'essaya pas, comme il l'aurait dû, de défendre la forte ligne du Mincio, et se retira sur l'Oglio.

Le premier corps russe, d'une vingtaine de mille hommes (10,000 autres suivaient), joignit en ce moment les Autrichiens. Le général russe Souwaroff prit le commandement en chef et imprima aux mouvements de l'ennemi la farouche audace qui le caractérisait et qui différait si fort de la circonspection des généraux autrichiens. Schérer fut refoulé de l'Oglio sur l'Adda ; la plus grande partie de notre artillerie de siège et de nos magasins tomba au pouvoir de l'ennemi. Schérer, découragé, dépopularisé parmi les troupes, remit provisoirement le commandement à Moreau, qui avait accepté de servir dans l'armée d'Italie comme simple général de division.

Le Directoire comprit qu'il fallait oublier ses griefs contre Moreau et lui confirma le commandement, qu'il eût dû lui donner aussitôt après la démission de Joubert et le refus de Bernadotte. C'était Barras qui l'avait empêché. Il était bien tard maintenant.

En déduisant nos pertes et les garnisons, il ne restait sous la main de Moreau que 28,000 hommes. La masse principale de l'ennemi qu'il avait en tête en comptait au moins le double, et en eût compté plus du triple si Souwaroff se fût concentré davantage.

Moreau ne put suppléer à une si énorme inégalité. Il ne conserva point la ligne de l'Adda, perdit la bataille de Cassano, évacua la Lombardie et se retira dans l'angle que forment le Tanaro et la rive droite du Pô entre Alexandrie et Valenza : il s'adossait ainsi aux Apennins et couvrait la route de Gênes, qui assurait ses communications avec la France et sa retraite au besoin (fin d'avril — commencement de mai).

Le Milanais était perdu ; le Piémont, déjà envahi.

Nos revers d'Allemagne et d'Italie excitèrent une vive irritation à l'intérieur. Un tragique événement, qui se passa sur la rive droite du Rhin, augmenta l'agitation publique.

La guerre n'étant déclarée qu'entre la France et l'Autriche, et non entre la France et l'empire d'Allemagne, le congrès de Rastadt, dans le courant d'avril, n'était pas officiellement dissous, quoique la plupart des représentants des États allemands fussent partis après ceux de l'Autriche. Les plénipotentiaires français restaient encore, tâchant de retenir dans la neutralité une partie de l'Allemagne. Le 4 floréal (23 avril), la députation de l'Empire se déclara suspendue. Les envoyés français se décidèrent enfin à quitter Rastadt, le 9 floréal (28 avril) au soir. Depuis la retraite de l'armée de Jourdan, les troupes autrichiennes s'étaient avancées jusqu'aux environs de Rastadt. Un colonel de hussards, qui commandait les avant-postes autrichiens, déclara que les ministres français pouvaient passer en toute sûreté.

Ils partirent. Dans un bois à peu de distance de Rastadt, leurs voitures furent arrêtées par un détachement de hussards szecklers (Hongrois de Transylvanie). Les hussards arrachèrent les trois plénipotentiaires français des bras de leurs femmes et de leurs enfants, et les hachèrent à coups de sabre. Deux d'entre eux, Bonnier et Roberjot, restèrent morts sur la place. Le troisième, Jean Debry, ne fut que blessé : il se traîna sous les arbres et échappa à la faveur de la nuit. Les hussards pillèrent les voitures et emportèrent les papiers de l'ambassade. C'était là le but principal de cet infâme guet-apens : le gouvernement autrichien voulait connaître les relations secrètes de la France avec les États allemands.

Le ministre de Prusse et ceux des membres du congrès qui se trouvaient encore à Rastadt exprimèrent la plus vive indignation. Le commandant autrichien prétendit n'avoir pas donné l'ordre du crime, promit de le punir et ne le punit pas. Le cabinet de Vienne garda le silence.

Le Directoire dénonça au Corps législatif l'odieux attentat de l'Autriche. Les deux Conseils y répondirent par des cris de

vengeance et ordonnèrent qu'on célébrât dans toute la France et dans les armées une fête funèbre en l'honneur de nos représentants assassinés.

Devant une aussi monstrueuse violation du droit des gens et de l'humanité, l'indignation eût dû réunir tous les Français dans un même sentiment; mais l'esprit de parti était arrivé à un tel degré d'extravagance, que les réactionnaires accusèrent le Directoire d'avoir fait égorger nos ambassadeurs par de faux hussards autrichiens, comme ils l'avaient accusé d'avoir empoisonné le général Hoche.

Le désir d'arrêter les progrès de l'ennemi et de nous venger de l'Autriche aurait dû au moins rapprocher entre eux tous les amis de la Révolution. Il n'en fut rien. Les Jacobins et les républicains indépendants, de toutes nuances, ne pardonnaient pas au Directoire les mesures arbitraires qu'il avait imposées aux deux Conseils lors des élections de l'an VI. Les chefs militaires lui étaient hostiles, parce qu'il avait voulu leur ôter les pouvoirs administratifs dont ils abusaient dans les pays occupés par nos armées. Les rentiers étaient irrités de ce qu'on leur payait le tiers consolidé, non pas en argent, comme on le leur avait promis, mais en bons à valoir sur les contributions. Patriotes et réactionnaires, militaires et civils, tout se tournait contre le Directoire. On lui reprochait d'avoir trop étendu le théâtre de la guerre et de s'être mal préparé à la soutenir, ce qui était vrai. On lui reprochait d'avoir envoyé en exil notre meilleur général et l'élite de nos troupes, comme si c'étaient les directeurs qui eussent imaginé l'expédition d'Égypte.

Les élections de l'an VII avaient commencé, lorsque arriva la nouvelle des assassinats de Rastadt. Les réactionnaires, cette fois, disputèrent le terrain. Ils l'emportèrent à Paris et dans les départements voisins; les patriotes eurent le dessus dans la grande majorité de la France. En l'an VII, comme dans les trois élections précédentes, soit réactionnaires, soit révolutionnaires, les votants furent peu nombreux, et la plus grande partie de la population n'y intervint pas.

Cette fois, du moins, la vérification des pouvoirs des députés s'opéra régulièrement et sans arbitraire. Le Directoire n'osa

essayer de renouveler son intervention ni de contester les résultats. Le nouveau tiers fut installé le 30 floréal (19 mai). Jean Debry, celui de nos ambassadeurs qui avait survécu au massacre de Rastadt, fut élu président des Cinq-Cents.

Celui des directeurs que fit sortir le tirage au sort fut Rewbell. Malgré ses défauts de caractère, sa rudesse et sa raideur, ce fut une perte ; car il était énergique et dévoué à la Révolution. On le remplaça par Sieyès, à qui l'on savait gré d'avoir obtenu la neutralité de la Prusse et dont la réputation imposait. Les patriotes devaient avoir cruellement à se repentir de ce choix.

Les Cinq-Cents avaient demandé au Directoire un rapport sur la situation de la République. Le 28 prairial (16 juin), le rapport n'arrivant pas, les Cinq-Cents se déclarèrent en permanence jusqu'à ce qu'ils eussent reçu réponse.

Le message du Directoire fut présenté le lendemain. Il était fort sombre. Le Directoire y dénonçait les tentatives du royalisme pour renouveler la chouannerie et les assassinats du Midi.

Le message fut très mal accueilli. La majorité des Cinq-Cents avait plus de bonnes intentions que de tact politique ; elle était emportée par la passion et travaillée par les dangereuses intrigues de Sieyès et de Barras. Elle venait d'annuler, pour une légère irrégularité, l'élection du plus récemment nommé des directeurs, Treilhard. Elle l'avait remplacé par Gohier, républicain comme Treilhard, mais moins capable. Un rapport violent fut présenté à l'assemblée contre le message du Directoire : tout en y exprimant d'ardents sentiments révolutionnaires, on y protestait, pour rassurer l'opinion, contre le régime de 93. Le rapport concluait à réclamer la démission de ceux qu'on appelait les « triumvirs ».

Les « triumvirs », au 18 Fructidor, c'étaient Barras, La Réveillère et Rewbell. Maintenant, c'étaient La Réveillère, Merlin (de Douai) et Treilhard, qu'on venait d'exclure. Boulay (de la Meurthe), le rapporteur des décrets de fructidor, dénonça avec une extrême virulence Merlin (de Douai) et La Réveillère.

Boulay (de la Meurthe) montra bientôt que ce n'était point par attachement à la liberté qu'il s'était acharné contre les

directeurs ; mais c'était un étrange aveuglement de la part de républicains sincères comme le plus grand nombre des membres des Cinq-Cents, que de maintenir Barras et d'exclure La Réveillère.

Merlin (de Douai) et La Réveillère donnèrent leur démission. La Réveillère expiait la faute irréparable qu'il avait commise de participer au 18 fructidor; mais sa chute aggravait les périls de la République. Il le comprenait et n'avait démissionné qu'après une forte résistance.

Les deux républicains qu'on renversait ainsi par une espèce de coup d'État parlementaire furent remplacés par le général Moulins, patriote dévoué, mais trop peu connu pour avoir de l'influence sur l'armée, et par Roger-Ducos, homme faible, qui fut bientôt dans la main de Sieyès. Il ne resta donc plus, des anciens directeurs, que Barras, le pire de tous, et le gouvernement fut à la discrétion de Barras et de Sieyès, quand ils s'entendaient.

Sieyès était l'ennemi de la Constitution qu'il était maintenant chargé d'appliquer. Barras était indifférent à toute constitution comme à tout principe. Sieyès avait en ce moment les idées les plus étranges. Il n'avait jamais cru à la vraie liberté ; il ne croyait plus à la République ; mais, voulant toujours l'égalité civile, il repoussait « Louis XVIII », qui représentait pour lui l'Ancien Régime, et il rêvait une monarchie avec un prince étranger, l'archiduc Charles ou le duc de Brunswick. On voit tout ce qu'il y avait de creux et de vide dans la profondeur si vantée de Sieyès.

Barras, par corruption, comme Sieyès par esprit de système, était aussi tout prêt à livrer la République, s'il y trouvait son intérêt ; il allait même plus loin que Sieyès ; car il négociait secrètement avec « Louis XVIII », sans toutefois s'engager et de façon à rester libre de choisir entre les Jacobins et la royauté.

Voilà ce que les républicains des Cinq-Cents avaient gagné à expulser des hommes qui avaient commis bien des fautes, mais qui étaient dévoués à la République.

Heureusement, Sieyès et Barras s'entendaient difficile-

ment, se défiaient l'un de l'autre, et le nouveau Corps législatif ne se laissait pas, comme le précédent, mener par le Directoire.

Les Cinq-Cents avaient montré peu d'esprit politique dans la façon dont ils avaient renouvelé le Directoire. Ils montrèrent, du moins, dans la législation un esprit libéral qui retournait aux traditions girondines et auxquelles les Jacobins eurent le mérite de se rallier. Ils firent une honorable tentative pour renouveler l'esprit public par la liberté. Un très-bon rapport fut présenté aux Cinq-Cents, sur le « gouvernement libre », par le député Français (de Nantes). Les Cinq-Cents, puis les Anciens, rétablirent la liberté de la presse et la liberté de réunion, et assurèrent la liberté des élections.

Le nouveau Directoire adressa aux deux Conseils, le 9 messidor (27 juin), un message sur les dangers de la patrie. Il y tenait un langage très-patriotique et très-révolutionnaire, et accusait ses prédécesseurs de n'avoir pas su défendre la Révolution.

Sur la proposition du général Jourdan, revenu de l'armée, les deux Conseils répondirent par une loi qui appela sous les drapeaux la totalité des conscrits des cinq classes. On décréta un emprunt forcé progressif de cent millions sur les citoyens aisés. Les Cinq-Cents votèrent une adresse aux Français, pour les appeler à la défense de la patrie. On y protestait, au nom de la liberté et de la Constitution, contre tout retour à la Terreur et à l'arbitraire.

Quelles que fussent les arrière-pensées de Sieyès et de Barras, ils dûrent céder au courant pour avoir l'air de le diriger. Les emplois furent partout livrés aux patriotes ardents. Bernadotte fut nommé ministre de la guerre : c'était un excellent choix, et la vigueur, l'intelligence et l'activité du nouveau ministre eurent promptement les plus heureux effets.

Durant cette crise intérieure, les événements militaires excitaient de plus en plus l'anxiété publique. Après la retraite de l'armée de Jourdan, Masséna, resté en Suisse, avait jugé que c'était en se maintenant dans ces montagnes qu'on empêcherait les Autrichiens d'envahir l'Alsace ; qu'ils n'oseraient

s'avancer en nous laissant ainsi déborder leur flanc gauche. L'archiduc Charles, en effet, vint attaquer Masséna en Suisse. Masséna se défendit avec la plus grande énergie et le plus grand talent. Quoiqu'il eût attiré à lui une partie de l'armée de Jourdan et qu'il fût renforcé de quelques troupes suisses, il était encore extrêmement inférieur en nombre à l'archiduc. Assailli sous Zurich, au commencement de juin, par des forces très-supérieures, il garda victorieusement le champ de bataille. Sa faiblesse numérique l'obligea cependant de se replier un peu en arrière de Zurich pour n'être point enveloppé. Il se maintint sur les hauteurs de l'Albis sans se laisser entamer.

Pendant ce temps, le général Lecourbe, avec l'aile droite de l'armée de Masséna, avait rejeté les Autrichiens, malgré leur grande supériorité numérique, au delà des montagnes d'Uri, puis des Grisons. Il s'était livré, dans les parties les plus sauvages des grandes Alpes, une série de combats héroïques, où nos troupes avaient déployé une incomparable valeur. Lecourbe s'était ensuite montré hardiment sur le revers italien des Alpes, afin d'inquiéter la grande armée austro-russe en Italie.

Souwaroff fit repousser par son aile droite le petit corps de Lecourbe et marcha, avec le gros de son armée, du Milanais sur Turin, où il entra le 8 prairial (27 mai). La garnison française, trop peu nombreuse, ne put défendre que la citadelle, et une masse énorme d'artillerie, d'armes et de munitions tomba au pouvoir de l'ennemi.

Moreau, après avoir mis des garnisons à Mantoue, à Peschiera, au château de Milan, etc., n'avait plus à sa disposition que 20,000 hommes, et l'insurrection des populations piémontaises venait encore à l'aide d'un ennemi trois ou quatre fois plus nombreux que nous. Moreau dut abandonner sa position entre Alexandrie et Valenza, et se retirer sur les Apennins, en laissant garnison dans Alexandrie. Il attendit là le retour de l'armée de Naples.

Le Directoire avait enfin donné l'ordre à cette armée d'aller au secours de Moreau, mais non pas même tout entière, car il l'obligeait à s'affaiblir en laissant garnies de troupes les places napolitaines et romaines.

L'armée de Naples n'était plus sous le commandement de Championnet, révoqué à la suite de démêlés avec le commissaire civil du Directoire. Le commandement avait été donné à un autre général de mérite, Macdonald.

Macdonald avait quitté Naples le 18 floréal (7 mai) et remonté vers le nord avec des forces qui, même après s'être grossies de la plupart des troupes françaises de l'État romain, ne dépassèrent pas 28,000 hommes.

Le départ de l'armée française déchaîna sur Naples et les provinces napolitaines d'effroyables calamités. Ces provinces étaient déjà, pendant l'occupation française, en proie à une atroce guerre civile. La cour de Naples, réfugiée en Sicile, était parvenue à soulever les populations fanatiques des campagnes et des montagnes, et à les grouper autour d'un général-prêtre, le cardinal Ruffo, plus fait pour le rôle d'un chef de brigands que d'un prince de l'Église. Tous les bandits des Abruzzes et des Calabres formaient le noyau de son armée. La république n'avait pas eu le temps de prendre racine dans ce pays profondément ignorant; elle n'avait pour elle que la portion la plus éclairée des habitants des villes. Elle fut comme submergée par un véritable débordement de barbares, qu'appuyaient les flottes anglaise, russe et turque. Quelques milliers de patriotes opposèrent cependant une résistance désespérée dans Naples aux bandes de Ruffo. On se battit de rue en rue pendant plusieurs jours. Ruffo proposa une capitulation, qui fut acceptée; mais l'amiral anglais Nelson, arrivé de Sicile, déclara nulle la capitulation au nom du roi, et le roi Ferdinand et la reine Caroline revinrent au plus vite s'enivrer de vengeance. Le grand marin anglais, aveuglé par sa passion pour une femme dépravée, lady Hamilton, la favorite de la reine, se déshonora pour jamais devant l'histoire en se faisant l'instrument de la plus hideuse réaction qu'on ait jamais vue. Naples, sous la domination de Caroline d'Autriche et d'Emma Hamilton, bien pire encore que la reine, vit des orgies sanglantes qui rappelaient les temps de Caligula et de Néron : le vaisseau-amiral de Nelson, entouré de vieux navires où l'on entassait les victimes qu'on pendait ensuite aux vergues, a gardé le même renom que les bateaux à soupapes

de Carrier. Parmi les victimes figura le vénérable amiral de Naples, Caracciolo, que Nelson eut l'infamie de faire pendre en face du pavillon amiral anglais. Sa maitresse, lady Hamilton, présidait à cette horrible scène.

Les petites garnisons françaises des États napolitains et romains, qui capitulèrent les unes après les autres, n'avaient servi en rien aux patriotes italiens, tandis qu'elles eussent très-utilement grossi l'armée de Macdonald.

En longeant le littoral de la Méditerranée, Macdonald eût pu opérer sans coup férir sa jonction avec Moreau ; mais ces deux généraux avaient adopté un autre plan, et, comptant sur la dissémination des forces ennemies, ils avaient concerté une double offensive pour ressaisir la ligne du Pô et se rejoindre sur la rive droite de ce fleuve.

Cette grande opération débuta heureusement. Macdonald, après avoir passé les Apennins, battit un corps autrichien à Modène, puis fut rejoint à Parme par une division détachée de l'armée de Moreau. Mais Souwaroff massa en toute hâte le plus de forces qu'il put et se porta rapidement entre nos deux armées, avant que Moreau eût débouché des montagnes. Il attaqua Macdonald avec 45 à 50,000 hommes contre 30 et quelques mille.

Il y eut, aux bords de la Trebbia, près de Plaisance, une terrible bataille de trois jours (29 prairial-1er messidor ; 17-19 juin). Souwaroff avait habitué ses Russes à charger à la baïonnette avec la même impétuosité que les Français. Un corps de réfugiés polonais, commandé par le général Dombrowski, secondait les Français avec fureur contre les Russes et les Autrichiens.

Macdonald avait maintenu sa position ; mais voyant l'ennemi se renforcer et n'ayant pas de nouvelles de Moreau, il jugea nécessaire d'opérer sa retraite dans la troisième nuit. Les ennemis prirent nos blessés et nos malades dans Plaisance, mais ne poussèrent pas à fond Macdonald dans sa retraite. Souwaroff se retourna, avec une partie de ses forces, contre Moreau, qui descendait des montagnes par Gavi et Novi avec 13 ou 14,000 hommes.

Moreau battit, le 2 messidor (20 juin), près de Tortone, le corps d'armée autrichien qui lui faisait face. Les nouvelles de l'échec de Macdonald et de la reddition de la citadelle de Turin arrêtèrent sa marche. Il se replia sur les Apennins.

Macdonald, en faisant un long détour par la Toscane, repassa les Apennins et vint rejoindre Moreau par Gênes. Il fut heureux pour nous que l'actif et ardent Souwaroff n'eût pas l'entière disposition des forces ennemies : il n'eût pas laissé s'accomplir cette jonction ; mais « le Conseil aulique », ce Conseil de l'empereur François qui dirigeait l'ensemble de la guerre du fond de son cabinet de Vienne, entravait les opérations de Souwaroff, comme celles de l'archiduc Charles, et lui interdisait de saisir l'offensive du côté des Apennins et de Gênes, jusqu'à ce qu'il eût pris Mantoue et toutes les autres places au nord des Apennins. Cela nous épargna un désastre.

Notre armée d'Italie n'était pas détruite; mais, de toute la Péninsule italienne, nous ne conservions plus que la Ligurie (Gênes), et, au nord des Apennins, quelques citadelles qui tombaient les unes après les autres.

Cette continuité de revers causait une grande surexcitation dans le Conseil des Cinq-Cents et dans le parti républicain ardent. Les Jacobins avaient repris hardiment leur nom et rouvert leur club au Manége, cette salle où avaient siégé les trois grandes Assemblées, la Constituante, la Législative et la Convention, puis les Cinq-Cents, qui, ensuite, s'étaient transférés au Palais-Bourbon. Des hommes fort étrangers aux excès de 93 se rapprochaient des Jacobins en présence des dangers de la patrie. Le général Jourdan porta, dans un banquet, un toast « à la résurrection des Piques ». Bernadotte et Championnet, le conquérant de Naples, sans être exagérés, favorisaient le parti exalté en vue de la défense nationale, et s'entendaient maintenant avec le violent Augereau.

La résurrection des Jacobins effrayait et irritait la bourgeoisie, et suscitait des mouvements dans le sens opposé. Il y eut une émeute contre les Jacobins (24 messidor — 12 juillet). Le Directoire s'interposa entre les partis et empêcha les conflits dans Paris, en même temps que le Corps législatif votait une loi terri-

ble pour la répression des brigandages et des assassinats qui étaient la continuation de la chouannerie.

Dans l'Ouest et dans le Midi, et çà et là dans le reste de la France, on entendait parler sans cesse de diligences et de malles-postes arrêtées, de caisses publiques pillées, de magistrats républicains et d'acquéreurs de biens nationaux assassinés. Aux anciens chouans, aux malfaiteurs de profession, aux conscrits réfractaires devenus brigands se mêlaient fréquemment des jeunes gens de familles nobles et riches, comme dans les Compagnies de Jésus en 95. La « loi des otages » (24 messidor-12 juillet) décréta que les parents et alliés d'émigrés, les ci-devant nobles, les ascendants des individus connus pour faire partie des bandes étaient responsables, dans leurs personnes et dans leurs biens, des brigandages commis en haine de la République dans les localités déclarées en état de trouble. Les administrations locales étaient autorisées, en cas de troubles, à réunir les otages, sous la surveillance de la police, dans un lieu désigné. Si un fonctionnaire civil ou militaire, si un acquéreur de biens nationaux était assassiné, quatre otages seraient déportés à la Guyane. Les otages devaient fournir solidairement les fonds des récompenses allouées aux dénonciateurs et des indemnités aux acquéreurs de biens nationaux.

L'excès d'un tel remède attestait l'excès du mal. Aucune des mesures exceptionnelles de la Terreur n'avait été plus opposée à tous les principes juridiques. Non seulement le pouvoir de punir les complices supposés de tous les crimes à tendance politique était transféré des tribunaux à l'administration ; mais on livrait à ce pouvoir discrétionnaire, non plus des individus personnellement accusés ou suspectés, mais des catégories entières de personnes innocentes ou coupables.

Cette situation extrême produisait des oscillations et des divisions graves et dans le Directoire et dans les deux Conseils.

Talleyrand, suspect aux patriotes ardents et fort attaqué par eux, donna sa démission et fut remplacé au ministère des affaires étrangères par un diplomate distingué, Reinhardt. Deux hommes de l'époque de la Terreur, bien opposés de caractère et de vues, entrèrent au ministère : Robert Lindet, aux finances; Fouché, à

la police. Celui des deux qui avait fait tous ses efforts pour adoucir la Terreur était un républicain inflexible; l'autre, qui avait dirigé froidement les mitraillades de Lyon, était tout prêt à vendre la République.

Sieyès commençait à se prononcer contre les républicains ardents.

Dans ses discours des solennités révolutionnaires, le 14 juillet, le 9 thermidor, le 10 août, il étalait un républicanisme dogmatique, mais se montrait fort hostile aux Jacobins. Il travaillait dans ce sens sur le Conseil des Anciens, moins nombreux et moins vif d'opinion que les Cinq-Cents, et il était parvenu à y acquérir la prépondérance, ce qui eut, quelques mois après, des conséquences bien funestes.

Les Anciens interdirent aux Jacobins la salle du Manége, dépendance des Tuileries, où siégeait le Conseil des Anciens. Un message fut adressé par les Anciens au Directoire pour réclamer l'exécution des articles de la Constitution contre les associations séditieuses. Le Directoire répondit en communiquant aux deux Conseils un rapport du nouveau ministre de la police, Fouché, contre les Jacobins. Des rixes violentes avaient lieu, sur ces entrefaites, à Bordeaux, à Marseille, à Amiens. Le Directoire fit fermer l'église de Saint-Thomas d'Aquin, où les Jacobins s'étaient transportés (12 août).

Il était plus facile de contenir les Jacobins dans les grandes villes que de détruire l'insaisissable chouannerie. La loi des otages n'atteignait pas son but. Les bandes augmentaient au lieu de diminuer. Elles répondaient audacieusement à la mise à exécution de la loi des otages en enlevant et en séquestrant des familles de fonctionnaires et d'acquéreurs de biens nationaux. Des départements entiers étaient désorganisés, et le recrutement y était paralysé. Il y eut même, en thermidor, une révolte royaliste dans les campagnes de la Haute-Garonne, sous la direction d'émigrés rentrés. Quelques troupes en vinrent facilement à bout.

La situation intérieure restait donc mauvaise. De grands efforts militaires allaient s'opérer afin de relever nos affaires au dehors; mais la politique s'y mêla pour en compromettre le succès.

Au moment où avait été renversée la majorité du Directoire (La Réveillère, Merlin de Douai et Treilhard), cette majorité avait été sur le point d'adopter un plan hardi que proposait Merlin (de Thionville) : c'était de cesser les opérations militaires partout, excepté en Italie ; de garnir fortement les places du Rhin et celles de la Hollande, où l'on s'attendait à un débarquement des coalisés ; de concentrer toutes nos forces offensives en Italie, afin d'y tourner la coalition et d'y frapper un coup décisif.

Ce plan tomba avec ceux des directeurs qui l'avaient accueilli, et l'on chercha d'autres combinaisons, que compliquèrent des projets relatifs aux affaires intérieures.

Sieyès, comprenant l'impossibilité de ses rêves monarchiques, mais irréconciliable avec la république libérale de l'an III, songeait maintenant à changer la Constitution par un coup d'État au profit du pouvoir exécutif, avec l'aide d'un général qui consentirait à être le bras, quand lui, Sieyès, serait la tête. Il avait pensé à Joubert, au moment où il s'entendait avec les Jacobins pour abattre la majorité du Directoire ; mais, cette majorité ayant disparu sans combat, il n'y avait pas eu de prétexte à un coup d'État, et, le lendemain, Sieyès et les Jacobins s'étaient brouillés.

Sieyès n'en persistait pas moins dans ses visées, et Joubert, le plus brillant, le plus populaire des jeunes généraux qui nous restaient, était tiraillé entre Sieyès et ceux des républicains sincères qui visaient, non pas à détruire la Constitution, mais à la modifier en substituant un seul chef aux cinq Directeurs, comme l'avait souhaité le général Hoche. Joubert, en voyant de près Sieyès, l'avait pris en défiance, et, comme il était incapable de se prêter à un complot anti-républicain, il penchait maintenant vers les adversaires de Sieyès. Les deux partis, voulant se l'attacher, avaient également concouru à lui offrir une grande position, et on l'avait rappelé au commandement de l'armée d'Italie.

C'était un malheur qu'il l'eût quittée quelques mois auparavant ; ce fut un nouveau malheur qu'il y retournât. Elle était dans de très-bonnes mains, celles de Moreau, et l'attente de ce

changement dans le commandement paralysa Moreau pendant un mois que Joubert perdit à se marier en France.

Un peu avant sa nomination comme général en chef, Joubert avait présenté au Directoire, sur la situation de la France, une note qui, sous tous les rapports, fait honneur à sa mémoire. Elle était à la fois politique et militaire. Il montrait la République « puissamment attaquée de front et entièrement désorganisée dans l'intérieur; » et il proposait les mesures les plus énergiques pour répondre à ces nécessités extrêmes : armée active et armée de réserve contre l'étranger; garde nationale mobilisée pour réprimer les contre-révolutionnaires; retour au système des réquisitions; entente intime, pour les mesures à prendre, entre le Directoire et deux Comités que nommeraient les deux Conseils. — « Il faut s'entendre à tout prix, disait-il, si l'on veut sauver la France de l'invasion des barbares, et sauver de l'anarchie et de la royauté la Constitution qui garantit nos droits. »

Ces sentiments et ce langage étaient dignes de Hoche, et cette note justifie décidément Joubert de l'accusation d'avoir comploté avec Sieyès le renversement de la liberté.

Quant aux affaires militaires, Joubert réclamait cette réunion de Macdonald et de Moreau qui s'exécuta peu de jours après. Il demandait qu'on formât une armée sur les Hautes-Alpes, pour les défendre et soutenir l'armée d'Italie; que l'armée d'Helvétie (Masséna) reprît l'offensive; qu'on reformât l'armée du Rhin; qu'on veillât sur les places de Hollande (17 messidor an VII — 5 juillet 1799).

Notre grand intérêt, en Italie, était de reprendre l'offensive, pendant qu'une notable partie des forces austro-russes était encore occupée au siége de Mantoue. Malheureusement, Joubert, retardé par son mariage, n'arriva au quartier général que le 15 thermidor (2 août). Alexandrie venait de capituler, et, trois jours après, arriva la nouvelle que Mantoue s'était rendue. Joubert et l'armée n'y voulaient pas croire : cela n'était que trop vrai, grâce à la faiblesse et à l'incapacité du commandant, qui n'avait pas su imiter la persévérance de Würmser.

Cela changeait entièrement les conditions de la lutte ; mais la

disette poussait notre armée des stériles montagnes de la Ligurie dans les riches plaines du Piémont. Les Anglais interceptaient tout ravitaillement par mer. Joubert tâchait de douter encore de la perte de Mantoue : il espéra que, tout au moins, le corps d'armée qui avait fait le siège ne rejoindrait pas à temps Souwaroff. Il descendit des Apennins sur Novi avec 40,000 hommes.

A peine eut-il opéré son mouvement, qu'il vit devant lui, à côté des Russes de Souwaroff, le corps autrichien de Kray qui avait pris Mantoue. Il y avait là en ligne près de 70,000 hommes, avec une artillerie bien plus nombreuse que la nôtre, et 12,000 cavaliers contre 2,000.

Joubert résolut de remonter dans les Apennins pour y attendre le secours de l'armée des Alpes, qui se formait sous Championnet. Il n'employa point à hâter sa retraite la seule nuit qui lui restait : il fut attaqué dès le lendemain matin (28 thermidor — 15 août). Souwaroff n'avait pas les grandes combinaisons stratégiques de Bonaparte et de Hoche; mais il avait leur décision et leur célérité.

Les Français étaient fortement établis, au sud de Novi, sur les hauteurs du Monte-Rotondo, qui sont, de ce côté, la tête de l'Apennin. Le corps autrichien de Kray assaillit notre aile gauche et commença d'escalader le plateau. Joubert, voyant une demi-brigade plier sous le nombre, accourut, enleva nos soldats et chargea à leur tête. Une balle le frappa au cœur. Il cria : « Marchez toujours ! » et tomba mort.

Il y eut dans nos rangs un moment de désordre. Heureusement, Moreau, à la prière de Joubert, avait consenti à rester près de lui pour l'aider de ses conseils. Moreau reprit le commandement et ranima nos troupes. Elles combattirent avec fureur pour venger le jeune général qu'elles aimaient. Les Autrichiens de Kray furent par trois fois culbutés. Les Russes furent repoussés à leur tour avec grand carnage. La journée avait commencé à cinq heures du matin. Jusque bien avant dans l'après-midi, les Français maintinrent leurs avantages. Vers les cinq heures du soir, Souwaroff renouvela l'attaque générale, et un grand corps autrichien, qui n'avait pas donné encore, parvint à

tourner notre gauche. Moreau ordonna la retraite. Notre aile gauche, tournée et coupée dans un défilé par les Austro-Russes, fut enfin rompue et perdit ses généraux et son artillerie. La journée nous avait coûté 8,000 à 10,000 hommes.

Moreau rallia l'armée dans les Apennins. Souwaroff ne l'y poursuivit pas. Il fut arrêté moins par ses pertes, énormes et fort supérieures à celles des Français, que par les nouvelles qu'il recevait des Alpes. Il craignit de voir une armée française descendre de la Suisse et du Dauphiné sur son flanc.

Notre armée d'Italie devait à Moreau de n'avoir pas vu son glorieux revers devenir une destruction. On a dit avec raison que ce qu'il y avait de plus difficile n'était pas de faire son devoir, mais de le connaître. Moreau, faible, incertain dans les affaires politiques, était admirable à l'armée. Là, sans intérêt personnel, sans jalousie, sans ambition, il voyait clairement où était le devoir : il savait redescendre avec sérénité du premier rang au second, aider au succès des autres ou réparer leurs malheurs.

La perte de la bataille de Novi et la mort de Joubert excitèrent une grande agitation à Paris. Les mauvaises nouvelles se succédaient. On apprit bientôt qu'une flotte anglaise venait de débarquer un corps d'armée en Hollande, au Helder (10 fructidor — 27 août). La flotte anglaise avait ensuite franchi la passe du Texel, qui donne accès dans la mer intérieure de Hollande (le Zuyderzée). La flotte hollandaise, travaillée par les agents du prince d'Orange, l'ancien stathouder, s'était révoltée contre ses chefs et s'était livrée aux Anglais.

Le général Brune, commandant les troupes françaises et hollandaises, vint assaillir les Anglais dans leur camp : il fut repoussé (22 fructidor — 8 septembre).

Un corps d'armée russe et une seconde division anglaise débarquèrent quelques jours après; l'ennemi, alors, compta plus de 40,000 hommes sous le commandement du duc d'York, qui entreprenait de venger sa défaite de Hondschoote.

Les périls publics redoublant la violence de la presse redevenue libre, le Directoire, c'est-à-dire Sieyès et Barras, fit arrêter, sous prétexte de complot, les directeurs et rédacteurs de onze

journaux patriotes, en même temps qu'il appliquait aux journalistes réactionnaires le décret du 19 fructidor an V, qu'on avait laissé dormir. La persécution contre la presse amena une vive discussion aux Cinq-Cents. Le général Jourdan accusa le Directoire ancien et nouveau d'être la cause de nos malheurs. Il déclara qu'on avait désaffectionné et insurgé la Suisse et l'Italie par une occupation déloyale et rapace. Il proposa la déclaration de la patrie en danger et un Comité de Salut public (27 fructidor — 13 septembre).

La proposition fut rejetée. La majorité des Cinq-Cents était patriote; mais elle sentit que les moyens de 92 n'étaient plus en rapport avec la situation de 99; qu'ils ne donneraient pas les mêmes résultats.

Jourdan avait eu toutefois raison d'accuser le Directoire, tout au moins le Directoire actuel, Sieyès et Barras. Ils venaient d'ôter le ministère de la guerre à Bernadotte, qui ne voulait pas entrer dans leurs complots. Sieyès continuait à chercher un général qui lui servît d'instrument. Il essayait en ce moment de gagner Moreau, mais ne put le décider à se charger d'un rôle si peu en rapport avec son caractère. Quant à Bonaparte, il n'avait point envie de s'adresser à lui : il le jugeait trop fort; s'il est vrai, comme on l'a dit, qu'il lui ait écrit, au nom du Directoire, pour l'engager à revenir d'Égypte, ç'aurait été en vue de la guerre et non du gouvernement.

Tandis que l'intérieur était troublé par ces débats stériles et par ces intrigues, la face des choses changeait au dehors. Un foudroyant retour de fortune avait éclaté en Hollande. La défection des matelots qui avaient livré la flotte aux Anglais était restée un fait isolé. Le gouvernement et le parti démocratique hollandais avaient secondé les Français avec énergie et entraîné le peuple. Amsterdam et les autres villes s'étaient mises fortement en défense, et les troupes hollandaises rivalisaient d'ardeur avec les Français. Le duc d'York, à la tête de l'armée anglo-russe, vint à son tour attaquer le général Brune dans ses positions près d'Alkmaër. Malgré la grande supériorité de ses forces (Brune n'avait guère plus de 20,000 hommes), l'ennemi fut à son tour repoussé avec de grandes pertes : le commandant

du corps russe, Hermann, fut pris (troisième jour complémentaire de l'an VII — 19 septembre). Le duc d'York renouvela ses attaques, du 2 au 6 octobre ; après une série de combats acharnés, les Anglo-Russes furent contraints à la retraite. Ils se replièrent sur leur premier camp du Zyp, près du Helder.

Le duc d'York, manquant de vivres et voyant son armée réduite de jour en jour par les maladies que causait l'insalubrité de ce pays humide, demanda à capituler et signa, le 27 vendémiaire (18 octobre), avec Brune une convention d'après laquelle les Anglo-Russes évacuèrent la Hollande : l'Angleterre rendit de plus, sans échange, 8,000 prisonniers français et hollandais.

Ce magnifique résultat était bien glorieux pour Brune et pour sa petite armée française et hollandaise.

D'autres grandes nouvelles arrivaient de Suisse et se croisaient de jour en jour avec celles de Hollande, comme pour signaler la noble émulation de nos deux armées du Nord et d'Helvétie.

Les affaires militaires de Suisse s'étaient de plus en plus liées à celles d'Italie. Souwaroff avait mal profité de sa victoire de Novi. S'il s'était renforcé des corps austro-russes épars dans la haute Italie et qu'il eût jeté toute cette masse sur l'armée de Moreau, il l'eût écrasée ou rejetée de Gênes sur Nice; mais il se laissa distraire par quelques faibles diversions de notre petite armée des Alpes en Piémont et de l'extrême droite de Masséna vers le haut des lacs italiens. Il s'entendait d'ailleurs très-mal avec le cabinet de Vienne et les généraux autrichiens. Son maître, le tsar Paul, et lui-même, portaient dans cette guerre un fanatisme désintéressé : le fils dévot de l'incrédule Catherine haïssait les républicains français comme des « impies » ; il voulait la Contre-révolution en France et le rétablissement de l'Italie et du reste de l'Europe sur le pied de l'Ancien Régime. Il rêvait la fusion des diverses sectes chrétiennes contre la philosophie et la Révolution. L'Autriche , elle, n'entendait pas se battre pour des principes ni pour des utopies : elle prétendait dominer sur toute l'Italie et ne point restaurer les princes déchus, pas même le pape.

Souwaroff contrecarrait les ambitions autrichiennes, encourageait les idées d'indépendance italienne, et avait réussi par là

à se faire bien accueillir à Milan et à Turin, et à tourner les troupes régulières lombardes contre les Français.

Sa popularité ne dura pas plus que la nôtre. Les Russes commettant à leur tour des exactions pires que celles des Français, les populations commencèrent à se révolter contre eux. Le désordre, épouvantable dans les États napolitains et romains, devint, même dans la haute Italie, plus grand qu'il n'avait été aux derniers jours de la domination française.

Sur ces entrefaites, Souwaroff reçut, du gouvernement de Vienne, l'ordre de conduire son armée en Suisse, où les affaires tournaient mal pour les Autrichiens. Le cabinet de Vienne eût pu envoyer ses réserves en Suisse; mais il aimait mieux écarter les Russes de l'Italie, où ils le gênaient, et les y remplacer par des Autrichiens.

Moreau, en ce moment, redescendit des Apennins pour tâcher de secourir Tortone, la dernière place qui nous restât au nord des montagnes : l'avant-garde française reparut à Novi trois semaines après la bataille (22 fructidor — 8 septembre). Souwaroff retarda de trois jours son départ pour la Suisse, obligea les Français à retourner dans les montagnes, et Tortone se rendit; mais ce délai eut de bien plus grandes conséquences que n'en aurait eu la délivrance de Tortone.

Masséna, n'ayant pu se maintenir sur la ligne du lac de Constance et du haut Rhin, s'était replié sur la ligne de la Lint, du lac de Zurich et de la Limmat, et, après la bataille qui le décida à évacuer la ville de Zurich, il avait pris à peu de distance une forte position sur les hauteurs de l'Albis, se couvrant toujours de la Lint, du lac de Zurich et de la Limmat. Non seulement tous les efforts de l'archiduc Charles pour lui enlever cette seconde ligne furent impuissants ; mais Masséna lança dans les hautes Alpes sa droite commandée par le vaillant et habile Lecourbe. Celui-ci, vers le milieu d'août, par une série de brillants combats, chassa les Autrichiens des Petits Cantons et reprit le mont Saint-Gothard et les défilés du haut Tésin, qui redescendent sur l'Italie.

L'archiduc avait chance de réparer cet échec et d'accabler Masséna. Une seconde armée de 30,000 Russes, commandée par

le général Korsakoff, arrivait au secours des Autrichiens et entrait en Suisse. Mais, au lieu de masser tout cet ensemble de forces pour un coup décisif contre Masséna, le cabinet de Vienne venait d envoyer l'ordre à l'archiduc de laisser seulement 25,000 Autrichiens avec Korsakoff et de marcher en Souabe avec 36,000 pour aller prendre le commandement de l'armée autrichienne du bas Rhin. Cette armée, espérait-on à Vienne, coopérerait avec l'armée anglo-russe destinée à reconquérir la Hollande et la Belgique.

L'arrivée de Souwaroff en Suisse devait compenser le départ de l'archiduc, qui partit à la fin d'août.

Mais il fallait que Souwaroff arrivât. Il pouvait le faire sans obstacle par le mont Splugen et le pays des Grisons (la vallée du Haut-Rhin), qu'occupaient les Autrichiens. Au lieu de faire ce détour, il remonta le Tésin et les pentes abruptes du Saint-Gothard, où l'attendait le général Lecourbe.

Masséna, averti que Souwaroff avançait et qu'un corps d'émigrés et de Bavarois était en marche pour joindre les Austro-Russes de Korsakoff, prévint l'ennemi. Il franchit la Limmat dans la nuit du 3 au 4 vendémiaire (24 au 25 septembre), refoula Korsakoff sur Zurich, et, après deux jours d'une lutte acharnée, le chassa jusqu'au Rhin avec une perte énorme, en lui enlevant ses bagages et toute son artillerie, cent canons.

Pendant ce temps, à l'autre bout du lac, un corps français commandé par le général Soult franchissait la Lint et mettait en déroute l'aile gauche des Austro-Russes. Le général autrichien Hotze est tué, vingt canons pris.

Tandis que les montagnards des Petits Cantons avaient soutenu les Austro-Russes, quelques troupes suisses de Vaud et de Zurich avaient pris une part très glorieuse à notre victoire.

Souwaroff, retardé de trois jours par la pointe de Moreau sur Novi, puis de quatre autres jours par la nécessité de réunir des moyens de transport, n'avait pu commencer ses opérations dans les montagnes que le 19 septembre. Il avait lancé une avant-garde de 6,000 Russes sur sa droite dans des gorges d'où jaillit une des sources du Rhin et qui débouchent en arrière du Saint-Gothard ; puis il avait escaladé les pentes du Saint-Gothard avec

12,000 hommes. 6,000 ou 7,000 Autrichiens menaçaient, de leur côté, les flancs du corps d'armée de Lecourbe. Le général français n'avait en tout que neuf à dix mille hommes. Il évita d'être tourné en se repliant de rocher en rocher derrière le pont du Diable, qu'il coupa.

Une colonne russe, en voulant franchir le pont, vint se faire fusiller ou précipiter dans l'abîme de deux cents pieds où s'engouffre, au-dessous du pont, l'impétueux torrent de la Reuss. Les Russes parvinrent cependant à traverser plus haut la Reuss. Lecourbe se retira en bon ordre par la rive gauche de la Reuss jusqu'à la pointe du lac des Quatre-Cantons. Souwaroff, laissant Lecourbe sur sa gauche, s'engagea dans les effroyables défilés du Schachen-thal, pour aller déboucher sur Schwitz et tâcher de rejoindre l'armée austro-russe d'Helvétie. Harcelé sur ses derrières par Lecourbe, il mit trois jours pour faire quelques lieues à travers les précipices, jonchant sa route d'hommes et de chevaux morts et mourants (5-7 vendémiaire — 26-28 septembre).

Au lieu des Autrichiens, ce furent les Français qu'il trouva aux environs de Schwitz. Le corps d'armée autrichien de Hotze, avec lequel il avait compté opérer sa jonction, était déjà, comme nous l'avons dit, vaincu et rejeté chez les Grisons au delà du haut Rhin. Masséna arrivait en personne à l'aide de Lecourbe.

L'armée russe, de Mutten, au-dessus de Schwitz, se dirigea vers la Lint. Son avant-garde fut arrêtée à Nœfels, sur la Lint, par un corps français et suisse sous le général Molitor, et l'arrière-garde fut assaillie par Masséna dans les gorges de Mutten. Le général russe Rosenberg parvint à repousser Masséna. La résistance désespérée de cette arrière-garde sauva les débris de l'armée russe. Souwaroff, par les défilés impraticables d'Engi, réussit à gagner la vallée du haut Rhin à Coire et à Ilanz (14-19 vendémiaire — 5-10 octobre), avec quelques milliers d'hommes épuisés, mutilés.

Jamais soldats n'avaient montré un héroïsme plus ardent et plus opiniâtre que ne firent les Français et les Russes dans cette terrible lutte, où les périls et les fatigues de la guerre étaient décuplés par ceux d'une nature sauvage. On s'était livré des batailles dans des lieux à peine accessibles aux chevriers et aux

chasseurs de chamois. La gloire était égale entre les vainqueurs et les vaincus ; car les Russes, mal exercés au tir et habitués aux combats en plaine et à la baïonnette, avaient eu tout contre eux dans cette guerre de montagnes.

Tandis que Souwaroff se retirait chez les Grisons, l'aile gauche de Masséna chassait Korsakoff de Constance et des autres positions qu'avaient conservées les Austro-Russes sur la rive suisse du Rhin. Toute la rive gauche du Rhin suisse et grison était retombée au pouvoir des Français. La Suisse était entièrement dégagée.

Cette bataille de quinze jours sur une ligne de soixante lieues, suivant l'expression de Masséna dans son rapport au Directoire, égalait en grandeur les opérations de Bonaparte contre Wurmser et Alvinzi. L'immense service que Masséna venait de rendre à la France effaçait le souvenir des reproches qu'il avait encourus, et lui a valu un renom populaire qu'il gardera toujours.

Nos armées s'étaient montrées d'une solidité inébranlable dans les revers qu'elles avaient dus à de mauvais plans de campagne et à l'infériorité du nombre.

Leur conduite avait protesté avec éclat contre le préjugé, tant de fois démenti par l'histoire, qui refuse aux soldats français la patience et la persévérance. En l'absence de notre plus grand général et de notre plus brillante élite jetée au fond de l'Orient, elles ressaisissaient la victoire comme aux grands jours de 94 et de 96, et le danger d'invasion par le Rhin, par les Alpes ou par le Jura était maintenant bien loin !

Malheureusement, les affaires intérieures ne se relevaient pas comme celles de la guerre. La discorde et le désordre continuaient. Le seul homme supérieur qu'il y eût dans le gouvernement, Sieyès, ne songeait qu'à détruire la Constitution confiée à sa garde. Les Cinq-Cents soupçonnaient Sieyès de vouloir transiger avec la coalition au prix d'un changement dans nos institutions et de concessions quant aux frontières. Peu avant nos victoires de Hollande et de Suisse, ils avaient voté, sans désigner ouvertement Sieyès, une déclaration énergique contre quiconque pourrait traiter sur des bases qui modifieraient la Constitution ou porteraient atteinte à l'intégralité du territoire.

La prolongation de cette situation agitée et confuse, l'absence de tout nom suffisamment populaire et suffisamment autorisé, auquel l'opinion pût se rattacher dans le Directoire et dans les deux Conseils, réveillaient parmi les masses le souvenir du jeune général qui avait remporté de si éclatants succès et frappé si vivement les imaginations. On se prenait à regretter Bonaparte et à souhaiter de le revoir.

On ne savait que très vaguement ce qui était advenu de lui et de son armée. Ses lettres, depuis longtemps, étaient interceptées par la marine anglaise, qui dominait dans la Méditerranée, et l'on ne se fiait point aux nouvelles d'Égypte que donnaient les journaux anglais.

Le 14 vendémiaire (5 octobre), une dépêche de Bonaparte échappée à l'ennemi fut communiquée aux deux Conseils par le Directoire : elle contenait une relation des événements d'Égypte et de Syrie, fort habilement arrangée pour agir sur l'esprit public. L'effet en fut très grand.

Le 24 vendémiaire (15 octobre), on fut informé à Paris que Bonaparte avait débarqué le 18 en Provence. Une émotion et une attente universelles s'emparèrent de tout Paris et de toute la France.



CHAPITRE II

DIRECTOIRE (FIN). — GUERRE D'ÉGYPTE. — RETOUR DE BONAPARTE.
LE 18 BRUMAIRE.

(30 Floréal an VII-19 Brumaire an VIII. — 19 Mai 1798-
10 Novembre 1799.)

Il nous faut maintenant résumer les aventures extraordinaires de Bonaparte et de l'armée d'Égypte, avant d'arriver à ce qui suivit le retour du général sans son armée.

Nous avons indiqué les projets sur l'Égypte formés, à diverses époques, depuis Louis XIV jusqu'au Directoire. Ce n'avait pas été la première idée de Bonaparte en fait d'expédition lointaine. Après avoir pris aux Vénitiens Corfou avec les autres îles Ioniennes, les établissements vénitiens des côtes d'Albanie et d'Épire, et Cerigo (l'ancienne Cythère), au sud de la Morée (l'ancien Péloponèse), il avait eu d'abord des vues sur la Grèce et sur Constantinople. Il s'arrêta à l'Égypte, qui lui donnait une double ouverture. Il croyait pouvoir par là aller attaquer les Anglais dans l'Inde, ou bien tourner de l'Égypte par la Syrie sur Constantinople, soit en entraînant les Turcs avec lui comme alliés contre la Russie et au besoin contre l'Autriche, soit en les chassant par un grand soulèvement des chrétiens orientaux, et en prenant de là l'Europe à revers.

Il espérait gagner les Turcs, et il était convenu avec le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, que celui-ci partirait pour Constantinople comme ambassadeur, afin d'arranger l'affaire avec le sultan. Chose étrange, qu'un sceptique comme Talleyrand s'engageât dans un projet d'une imagination si effré-

née ! Bonaparte voulait l'alliance turque, et il allait commencer, sans aucune entente préalable, par envahir un pays qui reconnaissait, sinon l'autorité réelle, du moins la suprématie du sultan. Il rêvait que musulmans, chrétiens, tout l'Orient, allait se soulever à sa voix comme jadis à la voix de Mahomet : il allait, croyait-il, ressusciter la vieille Asie de son tombeau, l'Asie qui convenait bien mieux à son génie que l'Europe.

Il avait été toutefois un moment sur le point d'abandonner le rêve pour la réalité, l'Orient pour la France, comme nous l'avons dit, et le vrai motif qui l'avait décidé à obéir au Directoire et à partir était celui-ci : il avait vu que l'heure n'était pas encore venue d'un coup de main en France. — « Pour que Bonaparte fût maître de la France, a-t-il dit dans ses *Mémoires*, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour ramenât la victoire sous nos drapeaux. »

Il partit donc de Toulon le 30 floréal an VII (19 mai 1798), avec le principal corps de l'armée d'Orient. Les Anglais, inquiets de l'insurrection qui avait éclaté en Irlande et trompés sur les intentions du Directoire, gardaient surtout leurs côtes et le détroit de Gibraltar. Une petite escadre, qui, sous le commandement de Nelson, observait Toulon, avait été écartée par une tempête. La flotte de Toulon appareilla à l'insu des Anglais et fut rejointe, le 21 prairial (9 juin), devant l'île de Malte par deux divisions navales parties de la Corse et du port romain de Civita-Vecchia. Elle réunit ainsi 15 vaisseaux de ligne, dont deux vénitiens, 14 frégates françaises et vénitiennes, 72 navires de guerre inférieurs et 400 embarcations portant 35,000 soldats et 10,000 marins.

Bonaparte avait préparé depuis l'année précédente l'occupation de Malte, position centrale dans la Méditerranée, excellente pour assurer les communications entre la France et l'Égypte. Cette île appartenait depuis le seizième siècle à l'ordre militaire des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, qui en avaient pris le nom de chevaliers de Malte. Cet ordre, institué autrefois pour protéger les chrétiens en Orient contre les musulmans, aurait pu continuer d'être utile en donnant la chasse aux pirates musulmans d'Alger, Maroc et Tunis, qui ont infesté la Méditerranée

jusqu'à la prise d'Alger par les Français. Les chevaliers de Malte l'avaient fait, mais ne le faisaient plus. Leur gouvernement était tombé dans une décadence plus profonde encore que celle du gouvernement vénitien, et son renversement ne présentait pas le caractère odieux qu'avait eu la destruction de la République de Venise. Nous n'avions, il est vrai, contre lui d'autre droit que le droit du plus fort ; mais il n'était pas douteux que les Russes, d'une part, les Anglais, de l'autre, n'eussent les mêmes vues que nous sur Malte, et que la souveraineté caduque de l'ordre de Saint-Jean ne fût près, en tout cas, de disparaître.

L'entreprise était très hasardeuse ; car nous ne pouvions faire un siège en règle, qui eût donné aux Anglais le temps de réunir leurs escadres les plus voisines et de se jeter sur notre immense convoi. Il fallait enlever par un coup de main la cité Valette, chef-lieu de l'île, et cette place, quoique mal entretenue, était très forte.

Bonaparte demanda l'entrée du port pour notre flotte. Le grand maître de Malte, l'Allemand Hompesch, refusa en alléguant la neutralité de l'ordre. L'armée française débarqua. Après un semblant de résistance, le grand maître se hâta de capituler et de céder tous les droits de l'ordre sur Malte et sur les îles voisines, moyennant une grosse pension pour lui et de petites pensions alimentaires pour ceux de ses chevaliers qui étaient français de naissance.

Le général du génie Caffarelli, en parcourant les puissantes fortifications de la cité Valette, laissa échapper ce mot : « Nous sommes bien heureux qu'il y ait eu quelqu'un dans la place pour nous en ouvrir les portes ! »

Malte nous donnait une place forte de premier ordre et un matériel énorme : 1,200 canons, 30,000 fusils, plusieurs navires de guerre. Bonaparte organisa sa conquête, y laissa une garnison et remit à la voile le 1er messidor (19 juin).

Les quelques jours passés à Malte nous avaient exposés à un grand péril. Nelson renforcé nous cherchait à travers la Méditerranée et touchait à Naples au moment où nous quittions Malte. Bonaparte, comme naguère Hoche partant pour l'expédition d'Irlande, avait réparti ses meilleurs soldats sur ses vais-

seaux de ligne, et ordonné d'aller droit à l'abordage si l'ennemi se présentait. Mais eût-on réussi à aborder les vaisseaux anglais, si habiles manœuvriers, et à défendre cette multitude de bâtiments de transport, que convoyaient nos vaisseaux ?

Nous échappâmes une seconde fois à ce danger. Nelson nous devança, sans le savoir, sur la côte d'Égypte. Ne voyant pas notre flotte devant le port égyptien d'Alexandrie, il crut que nous avions tourné contre la Sicile et Naples, et retourna dans cette direction. A peine s'était-il éloigné, que notre flotte arriva en vue d'Alexandrie (13 messidor — 1er juillet).

Bonaparte avait publié, l'avant-veille, sur tous nos navires, une proclamation où il révélait enfin à l'armée le but de l'expédition. — « Soldats, disait-il, vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables. — Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible..... Nous réussirons dans toutes nos entreprises : les destins sont pour nous. — Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont musulmans : ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu en Italie pour les rabbins juifs et les évêques. Ayez pour les mosquées la même tolérance que vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour les religions de Moïse et de Jésus-Christ. Les légions romaines protégeaient toutes les religions. »

Cette fois, il ne parlait pas de butin : « Le pillage, disait la proclamation, nous déshonore et nous rend ennemis les peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis. »

Et il mit à l'ordre du jour, que tout individu qui pillerait ou qui outragerait une femme serait fusillé.

Sa pensée dominante était, en ce moment, de gagner à tout prix les populations musulmanes.

On croyait les Anglais tout proche. On commença le débarquement à la hâte, dans la soirée et dans la nuit, malgré le vent et la houle. Le lendemain matin, Bonaparte en personne donna l'assaut à la ville d'Alexandrie avec notre avant-garde. On força les portes. Après quelque résistance dans les rues, un petit corps turc qui occupait la ville capitula.

Bonaparte régla les travaux qui remettraient la place en dé-

fense et en feraient notre point d'appui et notre dépôt ; puis il s'apprêta à marcher sur la capitale de l'Égypte, le Caire.

L'Égypte était, depuis plusieurs siècles, dominée par les Mameluks, milice qui se recrutait incessamment d'esclaves achetés parmi les vaillantes tribus du Caucase. Ces esclaves, une fois dressés aux armes, devenaient des espèces de chevaliers qui avaient pour seigneurs vingt-quatre chefs appelés beys et pour sujets tous les habitants de l'Égypte. La milice des Mameluks avait été vaincue au seizième siècle par le sultan Sélim et obligée de se soumettre à l'empire ottoman ; mais, depuis l'affaiblissement de cet empire, dans le courant du dix-huitième siècle, les Mameluks s'étaient révoltés et ne reconnaissaient plus au sultan qu'une espèce de suzeraineté honorifique. Le pacha turc qui représentait le sultan au Caire n'avait plus aucune autorité.

Bonaparte écrivit au pacha qu'il venait, non point contre le Coran (le livre sacré de Mahomet) ni contre le sultan, mais seulement contre les beys rebelles, et il adressa un appel aux peuples de l'Égypte. — « On vous dira que je viens détruire votre religion : ne le croyez pas ! Je respecte, plus que vos tyrans les Mameluks, Dieu, son Prophète et le Coran. — Nous aussi, nous sommes de vrais musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le pape, qui disait qu'il fallait faire la guerre aux musulmans ? »

L'armée française se remit en mouvement le 18 messidor (6 juillet). Bonaparte avait pris la route la plus courte, celle du désert, qui commence presque aux portes d'Alexandrie. Quand nos soldats se trouvèrent engagés dans ces sables brûlants et mouvants, sans eau, sans ombre, avec un soleil dévorant sur leur tête, ils s'étonnèrent et murmurèrent. Ils avancèrent cependant, et, le cinquième jour, ils virent devant eux le grand fleuve d'Égypte, le Nil, et les palmiers de ses rivages. Une flottille chargée de vivres et de munitions les rejoignit à Ramaneh et remonta le Nil avec eux.

Après un premier engagement à Chebreiss, où l'on repoussa les Mameluks, l'armée continua sa route. Le 3 thermidor (21 juillet), l'armée aperçut sur sa gauche, de l'autre côté du Nil, les innombrables minarets des mosquées du Caire. A droite,

du côté du désert, montaient vers le ciel, inondés de lumière, les plus grands monuments qu'il y ait dans le monde, les fameuses Pyramides, ces tombeaux des anciens rois d'Égypte, qui sont plus de deux fois plus hauts que les tours de Notre-Dame de Paris. Des masses de paysans armés (*fellahs*), avec quelque infanterie turque, occupaient au bord du Nil le village retranché d'Embabeh; au pied des Pyramides fourmillaient des bandes de cavaliers bédouins. Entre les Bédouins et l'infanterie se déployait dans la plaine la vraie, la seule force de l'ennemi, la splendide cavalerie des Mameluks, huit à dix mille hommes d'élite, magnifiquement vêtus et armés, sur les plus beaux et les meilleurs chevaux du monde.

Bonaparte n'avait aucune cavalerie, les cavaliers qu'il amenait devant se monter aux dépens du pays envahi. Il disposa son infanterie en cinq carrés mouvants, dont chacun faisait face en tous sens, avec l'artillerie aux angles. Il galopa le long des rangs, et, se tournant vers les Pyramides et montrant à l'armée ces colosses de l'antiquité, il lui criait : « Soldats, quarante siècles vous regardent ! »

Il aurait pu dire soixante : l'Égypte est bien plus vieille qu'on ne le croyait alors.

Il fit faire à l'armée un mouvement oblique sur sa droite, afin d'éviter le canon d'Embabeh et de tourner les Mameluks. Mourad-bey, le principal chef des Mameluks, comprit cette manœuvre et lança sa cavalerie comme une trombe sur les carrés de notre droite.

Le premier carré, celui de Desaix, attendit avec calme ce tourbillon d'hommes et de chevaux et reçut les Mameluks à bout portant avec la fusillade et la mitraille.

Ils se rejetèrent sur le second carré, qui leur fit le même accueil. Le troisième carré les tourna. Ils se débandèrent, laissant le champ de bataille jonché d'hommes et de chevaux morts et mourants.

Les Mameluks une fois en déroute, le reste ne comptait pas. Nos carrés de gauche forcèrent le village retranché d'Embabeh et jetèrent dans le Nil ou dispersèrent les multitudes inaguerries qui défendaient ce camp. Les Bédouins disparurent dans le dé-

sert. Mourad-bey se retira vers la haute Égypte avec les débris de ses Mameluks.

Les soldats firent un butin immense, armes précieuses, châles de l'Inde, bourses remplies de pièces d'or. Les Mameluks portaient toutes leurs richesses avec eux. Les soldats, suivant le mot de Bonaparte, se réconcilièrent avec l'Égypte.

Le Caire était à nous. Cette grande ville de 300,000 âmes reçut les Français sans résistance. L'armée enrichie par sa victoire observa sans peine la sévère discipline que Bonaparte voulait à tout prix maintenir. Il garda les plus grands ménagements envers les populations et leurs usages, et organisa les notables du Caire en une sorte de municipalité sous le nom de « divan » : d'autres « divans » devaient être constitués dans chacune des provinces à mesure qu'on les occuperait, et envoyer des délégués au divan central du Caire, de manière à ce que le pays fût administré par les principaux habitants sous la direction française et sous la souveraineté nominale du sultan.

Bonaparte présida la grande fête du Nil qu'on solennise le 18 août, au moment de l'inondation annuelle qui fertilise l'Égypte. Il fit plus : il affecta de se montrer dans les cérémonies religieuses des musulmans, comme s'il eût été de la religion du Prophète. Il vint dans la grande mosquée s'asseoir au milieu des cheiks arabes et s'associer à leurs rites le jour où l'on célébrait la fête du prophète Mahomet.

Au milieu de ces pompes triomphales, Bonaparte reçut une nouvelle qui donnait à notre victoire un terrible lendemain. Notre flotte n'existait plus.

Après le débarquement de l'armée, notre flotte, que nous avions tant d'intérêt à ne point hasarder, aurait dû ou se mettre à l'abri dans le port d'Alexandrie, ou partir pour Corfou, ce poste maritime auquel Bonaparte attachait une si haute importance ; mais la flotte ne pouvait appareiller pour Corfou sans s'être ravitaillée et sans être assurée que l'armée était solidement établie en Égypte. Quant au port d'Alexandrie, l'amiral Brueys en jugea les passes trop peu profondes et ne songea pas, comme il l'aurait pu, à alléger momentanément ses gros vaisseaux de leur artillerie pour les y faire entrer. Il alla s'embos-

ser dans la rade d'Aboukir, à quelques lieues d'Alexandrie.

La flotte était tellement dépourvue de vivres, que Brueys ne put pas même envoyer ses frégates croiser au large pour explorer l'horizon. Le 14 thermidor (1er août), l'amiral Nelson arriva sur nous avec quatorze vaisseaux anglais, sans avoir été signalé. Une partie de nos équipages était à terre pour chercher des approvisionnements, et l'on n'eut pas le temps de les rappeler. Brueys se croyait sûr de n'être point tourné par sa gauche, que protégeaient le fort d'Aboukir et une petite île munie d'artillerie et entourée d'un banc dangereux pour les navires. Il avait donc placé à sa droite ses meilleurs vaisseaux.

L'audacieux Nelson fit précisément ce que Brueys jugeait impossible. Un de ses vaisseaux s'échoua sur le banc de la petite île; mais plusieurs autres passèrent et prirent à revers notre aile gauche et notre centre, que Nelson en personne attaqua de front. Nos navires se défendirent héroïquement et firent essuyer de grandes pertes à l'ennemi. Longtemps le sort de la journée fut incertain, quoique huit ou neuf vaisseaux français supportassent tout l'effort des treize vaisseaux anglais.

Les deux amiraux, Nelson et Brueys, étaient blessés. Brueys ne voulut pas quitter le pont de son vaisseau. — « Un amiral, dit-il, doit mourir en donnant des ordres. »

Un boulet le renversa mort, et le feu prit à son vaisseau-amiral *l'Orient*, puissant navire de 120 canons. L'*Orient* sauta avec son équipage. Dès lors nos vaisseaux engagés ne purent que retarder leur perte par l'obstination d'une vaillance désespérée. Ils succombèrent les uns après les autres dans cette nuit fatale. Le commandant de l'aile droite, Villeneuve, n'apercevant pas les signaux de l'amiral enveloppé par l'ennemi, n'avait pas bougé et avait causé notre perte par son indécision et sa faiblesse. Le lendemain matin, il gagna la haute mer avec deux vaisseaux et deux frégates. C'était tout ce qui restait de notre flotte. Neuf de nos vaisseaux étaient au pouvoir de l'ennemi. Après l'explosion de l'*Orient*, un autre vaisseau avait été brûlé par son équipage, pour ne pas se rendre.

Un des deux vaisseaux emmenés par Villeneuve, le *Généreux*, répara, quelque temps après, autant qu'il put, la funeste inac-

tion de ce chef d'escadre. Le *Généreux* prit dans les eaux de Candie un des vaisseaux de Nelson qui portait en Angleterre la nouvelle de la bataille et les trophées d'Aboukir.

La journée d'Aboukir était le plus grand revers que nous eussions essuyé depuis le commencement de la guerre de la Révolution. Elle donnait aux Anglais sur mer la supériorité que nous avions sur terre. Elle leur livrait la Méditerranée. L'armée d'Orient n'avait plus auprès d'elle une flotte pour seconder ses victoires ou pour assurer sa retraite en cas de malheur.

Le premier effet en fut terrible sur l'armée. Bonaparte et Kléber, celui des lieutenants de Bonaparte qui avait le plus d'autorité sur le soldat, relevèrent le moral des troupes par leur fermeté. Ils persuadèrent à l'armée que nous pouvions nous établir en Égypte de manière à y défier tous les efforts des Anglais.

Bonaparte, en effet, travailla avec une activité et une intelligence extraordinaires à achever et à organiser sa conquête. Il avait rejeté en Syrie un corps de mameluks qui essayait de se maintenir dans la basse Égypte, sur la rive droite du Nil.

Il envoya le général Desaix dans la moyenne, puis dans la haute Égypte pour en chasser Mourad-Bey, qui s'était retiré de ce côté avec la plus grande partie des vaincus des Pyramides.

Bonaparte installa au Caire, dans un grand palais, la commission de savants, de littérateurs et d'artistes que le Directoire avait adjointe à l'expédition. Il lui associa les plus éclairés des chefs de l'armée et de l'administration militaire, et lui donna le nom imposant d'Institut d'Égypte. Le premier président de l'Institut d'Égypte fut Monge, qui avait employé si efficacement sa science à l'organisation de la défense nationale en 93. M. Thiers a résumé, dans son *Histoire de la Révolution*, le plan des travaux qu'entreprirent les membres du nouvel Institut. « Les uns, dit-il, devaient s'occuper à faire une description exacte du pays et en dresser la carte la plus détaillée; les autres devaient en étudier les ruines, et fournir de nouvelles lumières à l'histoire; les autres devaient en étudier les productions, faire les observations utiles à la physique, à l'astronomie, à l'histoire naturelle; les autres enfin devaient s'occuper à re-

chercher les améliorations qu'on pourrait apporter à l'existence des habitants, par des machines, des canaux, des travaux sur le Nil, des procédés adaptés à ce sol si singulier et si différent de l'Europe. Si la fortune devait nous enlever un jour cette belle contrée, du moins elle ne pouvait nous enlever les conquêtes que la science allait y faire. »

Bonaparte fit créer, par les membres de l'Institut, un journal franco-arabe, des usines, une monnaie. Les recherches relatives aux sciences naturelles et aux monuments historiques furent surtout favorisées par l'expédition de Desaix, qui, avec une poignée de soldats, renouvela, à Sediman, la victoire des Pyramides (16 vendémiaire an VII — 7 octobre 1798). Mourad-Bey et les restes de ses Mameluks vinrent de nouveau se briser contre nos petits carrés d'infanterie, et leur obstination furieuse ne servit qu'à les faire tomber en foule sous nos balles et nos baïonnettes. Desaix remonta au loin le Nil jusqu'aux magnifiques ruines de Thèbes, puis jusqu'aux Cataractes par lesquelles le Nil tombe de Nubie en Égypte. Notre domination s'étendit jusqu'à deux cents lieues au sud d'Alexandrie. Desaix montra la même humanité et la même équité envers les habitants des rives du Nil qu'envers ceux des rives du Rhin. Les Égyptiens l'appelaient le « sultan juste ».

Les populations égyptiennes gagnaient certainement beaucoup à l'occupation française, comparée à la capricieuse tyrannie des Mameluks; Bonaparte eût voulu, pour amener la fusion entre les conquérants et les conquis, que son armée se fît musulmane. Un de nos généraux, Menou, qui avait fait assez triste figure au 13 vendémiaire, donna l'exemple : à l'instigation de Bonaparte, il embrassa formellement la religion de Mahomet. Mais les soldats se moquèrent de lui et ne l'imitèrent pas. Ils se préoccupaient peu des questions religieuses, tout en étant, pour la plupart, déistes comme on l'était aux dix-huitième siècle; mais leur franchise et leur fierté répugnaient à ces momeries.

Les artifices de Bonaparte ne réussirent point. Les démonstrations de respect pour le prophète et de haine pour le pape étonnèrent, mais ne persuadèrent pas les musulmans. La haine contre ceux qu'ils appelaient les « infidèles » et les « Francs »

subsista. Après trois mois de soumission apparente, une révolte éclata au Caire. Elle fut opiniâtre et sanglante. On se battit pendant trois jours dans les rues (30 vendémiaire-2 brumaire; 21-23 octobre). Il fallut emporter d'assaut la grande mosquée. La douceur n'avait pas réussi à Bonaparte : il recourut à la terreur. Il fit décapiter tous les insurgés pris les armes à la main et étaler leurs têtes sur la grande place du Caire.

L'espoir qu'avait eu Bonaparte d'enlever le vieil Orient en jouant au successeur de Mahomet commençait à se dissiper. C'était l'illusion d'un homme qui ne comprenait rien à la marche de l'histoire ni à l'état réel du monde moderne, et qui, au lieu d'idées générales et philosophiques, n'avait que les rêves d'une imagination tournée vers le passé.

Un autre rêve, celui de l'alliance turque, s'évanouissait en même temps. Le pacha du Caire, au lieu de répondre aux avances de Bonaparte, était parti avec les Mameluks. Le pacha d'Acre, qui dominait en Syrie, n'accueillit pas mieux les propositions françaises. Bonaparte fit un dernier effort auprès du sultan. N'ayant pas de nouvelles d'Europe, il expédia un agent à Constantinople, où il comptait que Talleyrand le seconderait (mi-décembre 1798).

Talleyrand n'était pas à Constantinople. Ce fin politique était revenu bien vite d'un moment d'entraînement et n'avait point tenu parole à Bonaparte. Il n'était point parti pour cette hasardeuse mission. Le succès en eût été possible, si Brueys, au lieu de Nelson, eût été vainqueur dans la rade d'Aboukir et eût conduit la flotte française aux Dardanelles; mais, après notre défaite navale, le sultan céda, chose inévitable, à la double pression de l'Angleterre et de la Russie. Il nous avait déclaré la guerre dès le 18 fructidor (4 septembre).

Bonaparte fut averti que deux armées turques se formaient, l'une en Syrie, l'autre dans l'île de Rhodes, pour venir, par terre et par mer, assaillir l'Égypte. Il résolut de les prévenir et d'envahir la Syrie. La Syrie conquise, il verrait s'il devrait soulever les musulmans afin de marcher par la Perse sur l'Inde, ou soulever les chrétiens pour marcher par l'Asie Mineure sur Constantinople. La révolte du Caire ne l'avait pas guéri encore de ses

illusions. L'idée d'une marche sur l'Inde par terre était insensée, tandis qu'une attaque par mer eût été parfaitement réalisable, avec les plus grandes chances de succès, si l'on eût envoyé, de nos îles de France et de la Réunion, une escadre et des transports dans la mer Rouge. C'était la seule chose que craignissent les Anglais et que Bonaparte et le Directoire eussent dû préparer en temps utile.

L'expédition sur Constantinople n'était guère moins impraticable que l'autre : les chrétiens d'Asie ne pouvaient fournir aucun point d'appui solide, et l'on était trop loin des chrétiens de la Turquie d'Europe.

La seule chose sérieuse, c'était l'attaque sur la Syrie ; elle pouvait réussir et assurer, au moins pour un temps, notre établissement en Égypte. Bonaparte renforça son infanterie par des bataillons formés des marins échappés au désastre d'Aboukir, et que les Anglais avaient déposés sur la côte, ne pouvant emmener cette masse de prisonniers. Il forma un corps de dromadaires. Ces animaux franchissent de vastes espaces, sans végétation et sans eau, où les meilleurs chevaux périraient de fatigue et de soif. Chacun d'eux était monté par deux soldats munis de vivres pour plusieurs jours. Ces escadrons, d'une espèce nouvelle, poursuivaient les Bédouins dans les profondeurs du désert et enlevaient à l'ennemi tout le secours qu'il eût pu tirer de ces tribus pillardes.

Bonaparte se mit en mouvement dans les premiers jours de février 1799 (pluviôse an VII) avec 13,000 hommes. Les Français traversèrent le petit désert qui sépare de la Syrie le Delta du Nil, battirent un premier corps ennemi, reprirent le fort d'El-Arisch, que l'avant-garde turque avait occupé sur la frontière égyptienne. L'armée française entra dans l'antique pays des Hébreux, des Philistins et des Phéniciens, cette terre de Chanaan si fameuse par les récits de la Bible. Le 17 ventôse (7 mars), les Français emportèrent d'assaut Jaffa, autrefois Joppé, la plus antique cité des Phéniciens. Le carnage fut terrible. Nos soldats étaient furieux, parce que le commandant turc avait fait couper la tête à un parlementaire français.

La moitié de la garnison, au moins 2,000 hommes, s'étaient

réfugiés dans les mosquées et demandèrent quartier. On les épargna d'abord : on les garda pendant deux jours; mais, le troisième, Bonaparte ne pouvant les envoyer en Égypte et ne voulant pas les nourrir, les fit conduire sur le bord de la mer et les fit fusiller en masse. Plusieurs de nos chefs de demi-brigades (colonels) avaient refusé de se charger de l'exécution; d'autres obéirent à contre-cœur.

Les mitraillades de Lyon et les noyades de Nantes ont laissé un souvenir d'horreur universel. Le massacre de Jaffa, où de braves soldats furent malgré eux transformés en bourreaux, n'a pas été quelque chose de moins affreux. Les victimes étaient des Turcs ; est-ce que les Turcs ne sont pas des hommes ?

Le nom de Jaffa ne devrait donc rappeler, en ce qui concerne Bonaparte, qu'une tache ineffaçable à sa gloire. Il n'en est pas ainsi, grâce à l'habileté extraordinaire de cet homme. Nos soldats avaient pris la peste à Jaffa. Bonaparte s'est fait représenter par un grand peintre, Gros, touchant nos pestiférés dans l'hôpital militaire, comme s'il avait eu le don de guérir les malades. Ce tableau admirable, multiplié par la gravure, est connu de tout le monde; c'est le seul souvenir qu'éveille chez bien des gens le nom de Jaffa.

Le 27 ventôse (17 mars), l'armée française arriva devant Saint-Jean d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs. C'était là qu'au temps des croisades avait eu lieu le long siège durant lequel Philippe-Auguste, Richard Cœur-de-Lion et le sultan Saladin s'étaient livré tant de combats.

Saint-Jean d'Acre était la principale place de la Syrie maritime et la résidence d'Ahmed-pacha, surnommé Djezzar, c'est-à-dire « le boucher », à cause de sa cruauté.

Djezzar était aussi intrépide que cruel, et avait concentré dans Acre ses principales forces. Le commodore anglais Sidney Smith, l'incendiaire de nos vaisseaux dans le port de Toulon, soutenait la défense de la ville avec deux vaisseaux anglais. Sidney Smith s'était récemment échappé de la prison du Temple, où il avait été enfermé après avoir été pris dans une reconnaissance de nos côtes. Un émigré français, ancien camarade d'études de Bonaparte et habile officier du génie, Phélippeaux,

avait contribué à l'évasion de Sidney Smith et l'avait suivi en Orient. C'était lui qui dirigeait les travaux de fortification et la défense de la place.

L'attaque était devenue bien difficile par un incident malheureux. Sidney Smith avait enlevé trois de nos frégates qui portaient notre parc de siège. Nos propres canons, servis par des artilleurs anglais, aidaient à défendre la place contre nous. Nous n'avions plus pour faire brèche que de l'artillerie de campagne.

On tenta cependant plusieurs assauts ; mais ils ne réussirent point. La ville, bâtie sur une presqu'île, n'était abordable que d'un seul côté, et l'ennemi, maître de la mer, recevait sans obstacle des renforts et des munitions. Les chrétiens de Syrie, sur lesquels Bonaparte avait compté, ne bougeaient pas. Les démonstrations de Bonaparte en faveur de la religion musulmane avaient manqué leur effet sur les musulmans et détourné les chrétiens de l'écouter. La politique de Bonaparte n'avait eu de succès que sur un seul point, mais qui n'était pas sans importance : il avait gagné la belliqueuse peuplade des Druses, qui habitent les grandes montagnes de Syrie, le Liban, et qui sont d'une secte ni chrétienne ni musulmane. Les Druses lui envoyèrent des provisions et l'avertirent qu'une armée de 30,000 Turcs et Arabes se formait sous le commandement du pacha de Damas, pour venir au secours d'Acre et prendre les assiégeants entre deux feux.

Bonaparte prévint l'ennemi. Il lança Kléber avec une division au-devant de l'armée de secours. Un premier engagement eut lieu à Nazareth, dans les lieux mêmes qui ont été témoins de l'enfance et de la jeunesse du Christ ; puis la petite division de Kléber soutint, dans la plaine qui est au pied du mont Thabor, le choc de l'armée musulmane tout entière. 3,000 de nos fantassins repoussèrent pendant plusieurs heures les charges furieuses de 12,000 cavaliers. Ils se faisaient contre ce déluge une barrière avec les corps d'hommes et de chevaux tombés sous leur mitraille et sous leurs balles (27 germinal — 16 avril).

Vers midi, un coup de canon, parti des hauteurs, leur apprit

qu'on arrivait à leur aide. Bonaparte descendit en plaine avec une seconde division et prit les Turcs à revers. La déroute fut complète, et les masses ennemies furent balayées au delà du Jourdain.

Bonaparte retourna à son siège. Il nous était enfin arrivé par mer quelques pièces de grosse artillerie. Une brèche fut ouverte. On donna assaut sur assaut. On prit une tour du rempart, et, plusieurs fois, nos grenadiers pénétrèrent jusque dans l'intérieur de la cité; mais tous ceux de nos braves qui dépassaient le rempart succombaient sous la masse furieuse des assiégés. Ceux-ci, de leur côté, étaient toujours repoussés avec un grand carnage dans leurs incessantes sorties.

Mais ils réparaient leurs pertes, et nous ne réparions point les nôtres. Le 18 floréal (7 mai), il leur arriva de l'île de Rhodes tout un corps d'armée à lui seul aussi nombreux que les assiégeants. Bonaparte fit un effort désespéré pour emporter la place avant que ce renfort eût débarqué. Quelques centaines de braves pénétrèrent dans la ville; mais les Turcs, débouchant en foule dans le fossé, parvinrent à couper cette tête de colonne d'avec les files qui la suivaient. Deux cents grenadiers, se retranchant dans une mosquée, se défendirent avec un tel héroïsme, que Sidney Smith leur fit accorder une capitulation.

Notre armée et son général, aussi irrités, aussi obstinés l'un que l'autre, tentèrent, le surlendemain, un nouvel assaut, qui échoua encore. C'était le quatorzième assaut et le soixantième jour du siège. Nous avions perdu l'excellent général du génie Caffarelli-Dufalga, plusieurs autres généraux distingués et quatre mille soldats. La peste, venue de Jaffa, comme pour punir la cruauté de Bonaparte, nous envahissait. On était informé que le gros de l'armée turque de Rhodes allait s'embarquer pour l'Égypte.

Bonaparte dut se résigner à la retraite (1er prairial-20 mai). Maintes fois depuis, quand il était au plus haut degré de sa puissance, on lui a entendu répéter, en parlant de Sidney Smith : « Cet homme m'a fait manquer ma fortune ! Si Saint-Jean d'Acre était tombé, j'eusse été l'empereur de tout l'Orient ! »

La réalité si extraordinaire qu'il atteignit ne le consola pas d'avoir perdu son roman.

Il chercha à dissimuler son revers par des bravades. Il publia une proclamation où il prétendait qu'il ne laissait pas pierre sur pierre dans Acre et qu'il ne se retirait que devant la peste. Après avoir tout brûlé derrière lui sur la côte de Syrie pour empêcher l'ennemi de le suivre, il rentra en Égypte en triomphateur, faisant porter devant lui les drapeaux enlevés aux Turcs.

Ses lieutenants avaient, en son absence, réprimé des révoltes et déjoué les tentatives de l'opiniâtre Mourad-bey; mais, quelques semaines après le retour de l'armée de Syrie, l'invasion annoncée à Bonaparte eut lieu. Une flotte anglo-turque débarqua près d'Aboukir quinze à dix-huit mille janissaires, cette infanterie turque autrefois si renommée (25 messidor-13 juillet). Ils n'avaient point de cavalerie, et comptaient que Mourad-Bey les joindrait avec le reste des Mameluks et les bandes des Bédouins. Mais Mourad-bey, défait plusieurs fois par Desaix, venait d'être de nouveau battu et rejeté dans le désert par Murat.

Bonaparte accourut et attaqua sur-le-champ les Turcs avec 6,000 hommes qu'il avait sous la main.

Deux lignes de retranchements, qui barraient la presqu'île d'Aboukir, furent forcées par notre petite armée, malgré l'énergique résistance des Turcs. Notre vaillante infanterie n'eût pas suffi cette fois; mais, contrairement à tous les incidents antérieurs de cette guerre, nous avions de la cavalerie, quand les musulmans n'en avaient pas. Ce furent les charges des cavaliers de Murat qui décidèrent la victoire. L'armée turque fut tout entière tuée, prise ou noyée dans la mer ou dans le lac Madieh (7 thermidor-25 juillet).

Bonaparte n'avait reçu, depuis près de dix mois, qu'une seule dépêche du Directoire, échappée aux Anglais; mais il lui était parvenu récemment une lettre de son frère Joseph, qui le pressait de revenir. A propos d'un échange de prisonniers, Sidney Smith, qui croisait devant Alexandrie, lui envoya malignement des journaux remplis de mauvaises nouvelles.

C'était au moment de nos revers d'Allemagne et d'Italie.

Depuis la lettre de son frère, Bonaparte songeait à quitter l'Égypte. Ce qu'il apprit par les journaux le décida. Les jours du Directoire étaient comptés à ses yeux, et son temps, à lui, était venu. Il n'hésita point à abandonner cette armée qu'il avait lancée dans une si périlleuse aventure. Il la trompa par l'annonce d'un voyage dans la haute Égypte, et, se dirigeant du côté opposé, il gagna rapidement Alexandrie, où il avait donné rendez-vous à ceux qu'il voulait emmener. Il mandait à Desaix, qui était dans la haute Égypte, de se préparer à le rejoindre en France ; il emmenait la plupart des meilleurs généraux, Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Duroc, les savants Berthollet, Monge et autres, laissant Kléber, à qui il expédia ses instructions, devenir ce qu'il pourrait avec le reste. Il autorisait Kléber à traiter de l'évacuation de l'Égypte, si, au mois de mai prochain, il n'avait pas reçu de secours de France et si la peste lui avait fait perdre au delà de 1,500 hommes.

Informé du départ de Sidney Smith, qui avait été obligé de s'éloigner pour ravitailler sa flottille, il s'embarqua, dans la nuit du 5 fructidor (22 août), sur une escadrille composée de deux frégates et de deux petits bâtiments.

Les vents contraires et la nécessité d'éviter les Anglais rendirent la traversée longue et difficile. Bonaparte relâcha quelques jours dans son île natale, et ce fut en Corse qu'il se mit au courant de la situation de la France. En vue de Toulon, il faillit tomber au milieu d'une escadre anglaise. Il échappa à l'ennemi et vint débarquer à Saint-Raphaël, dans le golfe de Fréjus, le 18 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799).

De Fréjus à Lyon, les populations le reçurent au son des cloches, aux feux des illuminations. Le brillant accueil qu'il reçut à Lyon lui prouva que le parti réactionnaire, qui dominait dans cette grande ville, ne tenait point aux Bourbons et ne demandait qu'à se donner à lui.

Il écrivit à sa femme et à ses frères qu'il se dirigeait sur Paris par la Bourgogne, et il passa par une autre route, craignant, de la part du Directoire, quelque obstacle ou quelque embûche sur le chemin. Le *Moniteur* annonça son retour le 24 vendémiaire (15 octobre). Il arriva le 25.

Le soir même, il se présenta chez le président du Directoire, qui était en ce moment Gohier. — « Président, dit-il, les nouvelles qui me sont parvenues en Égypte étaient tellement alarmantes, que je n'ai point balancé à quitter mon armée pour venir partager vos périls. — Général, répondit Gohier, ces périls étaient grands ; mais nous en sommes glorieusement sortis. Vous arrivez pour célébrer avec nous les triomphes de vos compagnons d'armes. »

Le lendemain, Bonaparte se rendit à l'audience officielle du Directoire. Il renouvela ses protestations et déclara, en mettant la main sur la garde de son épée, qu'il ne la tirerait jamais que pour la défense « de la République et de son gouvernement. »

« — Le Directoire, répondit le président Gohier, connaît vos sentiments républicains et se souvient trop de vos anciens services pour ne pas s'empresser d'associer vos talents à l'accomplissement de ses projets. »

Bonaparte reprit son attitude réservée d'après Campo-Formio, étudia le terrain et se prépara. Le Conseil des Cinq-Cents lui fit une avance en élisant pour président son frère Lucien, qui avait acquis de l'influence par ses intrigues et par sa faconde imagée et déclamatoire. Ce choix était une grave imprudence, comme la suite le prouva.

Bonaparte ne pensa pas tout de suite à une conspiration et à un coup d'État. Il savait que les républicains ardents visaient à faire annuler, pour quelque irrégularité, l'élection de Sieyès, comme il était arrivé pour Treilhard. Il songeait, dans ce cas, à se faire élire directeur à la place de Sieyès. Mais son âge le lui interdisait, aux termes de la Constitution, et les deux directeurs sincèrement républicains, Gohier et Moulins, n'admettaient pas qu'on touchât à la Constitution. Les Cinq-Cents ne l'eussent pas admis non plus.

Gohier et Moulins eussent voulu rendre à Bonaparte l'armée d'Italie : Barras et Sieyès n'en furent point d'avis. On lui offrit cependant un commandement en chef. Il n'accepta pas, sous prétexte de santé.

Il eut alors l'idée de s'entendre avec les jacobins pour changer le Directoire par un coup de main, si l'on ne pouvait obtenir

la majorité aux Cinq-Cents. Il eût fallu pour cela le concours des généraux républicains présents à Paris. Bernadotte et Jourdan refusèrent de s'associer à la violation de la Constitution.

Bonaparte avait été d'abord très mal avec Sieyès, qui se défiait de lui et qui lui déplaisait. Il y eut de grands efforts pour les rapprocher, par l'intermédiaire des frères de Bonaparte et de leurs amis communs, surtout par Lucien et Talleyrand. Celui-ci, comme avant le 18 fructidor, s'empressait de se ranger du côté où il croyait voir la force et la fortune. Bonaparte, sentant que Talleyrand pouvait lui être fort utile, parut oublier que l'ex-ministre des affaires étrangères lui avait manqué de parole quant à la mission de Constantinople.

Bonaparte eut, le 9 brumaire (30 octobre), une entrevue avec son ancien protecteur Barras : celui-ci resta maladroitement sur la réserve vis-à-vis de lui, au lieu d'aller, comme Talleyrand, au-devant de ses confidences. Bonaparte le jugea un homme usé et fini, et le quitta pour aller, le soir même, s'entendre avec Sieyès.

Sieyes s'était décidé à contre-cœur et sans illusions. Il avait trop de sagacité pour ne pas comprendre que Bonaparte n'était pas l'homme qu'il avait cherché, le bras qui réaliserait sa pensée, mais qu'il voudrait être la tête aussi bien que le bras d'un nouveau gouvernement. — « Je sais, dit-il à l'un des frères de Bonaparte, Joseph, — je sais le sort qui m'attend. Après le succès, il écartera ses collègues et les rejettera en arrière ! » — C'est là ce qui ôte toute excuse à Sieyès ; car il voyait bien qu'en détruisant la Constitution libre de son pays, il ne pourrait y substituer le gouvernement de ses rêves.

La responsabilité de Sieyès est immense devant la postérité. Sans lui, Bonaparte ne pouvait réussir. Sieyès assurait à Bonaparte un point d'appui au sein même des pouvoirs organisés par cette Constitution que l'on complotait de détruire. Sieyès dominait la majorité du Conseil des Anciens, composée d'hommes qui craignaient l'effervescence révolutionnaire des Cinq-Cents, et que dégoûtaient et décourageaient les perpétuelles divisions du Directoire. Beaucoup de républicains sincères jugeaient

qu'un changement était indispensable dans la Constitution pour sauver la République, et qu'il fallait remplacer les cinq directeurs par un pouvoir exécutif plus concentré. Ils étaient ainsi entraînés à préparer, sans le vouloir, la ruine de la liberté.

Sans le concours de la majorité des Anciens et d'une fraction des Cinq-Cents aux projets vaguement annoncés de Bonaparte, une révolution purement militaire n'eût pas été possible. Malgré l'hostilité dédaigneuse que les généraux témoignaient contre les harangueurs des assemblées, l'armée était encore trop républicaine pour se prêter sciemment à un coup de main contre l'ensemble des pouvoirs légaux et pour s'avouer à elle-même qu'elle allait donner un maître à la France.

Les généraux affluaient autour de Bonaparte, disposés pour la plupart à le suivre où il voudrait. Moreau était à Paris, justement mécontent du Directoire : on ne lui avait pas laissé le commandement de cette armée d'Italie qu'il avait sauvée à Novi. Bonaparte le gagna par d'adroites prévenances et des témoignages de haute estime. Moreau ne voulut pas entrer dans le détail des plans de Bonaparte ; mais il lui déclara qu'il était, comme lui, « fatigué du joug des avocats, qui perdaient la République. » Il se mit, avec ses aides de camp, à la disposition de Bonaparte. Macdonald et Sérurier s'engagèrent aussi. Berthier, Murat, Lannes, Marmont, travaillèrent à embaucher les officiers des armes diverses.

La police fermait les yeux : le ministre Fouché s'arrangeait de façon à obtenir la récompense de sa complicité si le coup réussissait, sans se perdre s'il échouait. Les autorités départementales étaient acquises par le commissaire auprès du département de Paris (préfet), Réal.

Deux des directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, étaient à Bonaparte. Un troisième, Barras, était annulé par la défiance et le mépris universels. Bonaparte trompa les deux derniers, Gohier et Moulins, gens honnêtes, mais peu clairvoyants. Il s'était lié intimement avec eux et les accabla, jusqu'à la dernière heure, de témoignages d'amitié et de confiance. Le ministre de la guerre, l'ancien conventionnel Dubois-Crancé, essaya en vain de leur ouvrir les yeux.

Le 15 brumaire (6 novembre), eut lieu. dans l'église Saint-Sulpice, alors appelée « temple de la Victoire », un banquet offert au général Bonaparte. Les Anciens avaient eu la pensée de l'offrir au nom du Corps législatif. Les Cinq-Cents, alarmés et irrités des bruits qui couraient, s'y étaient montrés contraires. On avait pris le parti de l'organiser par souscription. Le président du Directoire, Gohier, présidait le festin, entre Bonaparte et Moreau.

« Là, dit le plus récent historien de Napoléon (M. Lanfrey), là se trouvaient réunis, échangeant quelques propos d'une banalité glacée, la plupart des auteurs du complot avec ceux qui devaient en être les victimes, les uns et les autres inquiets, défiants, préoccupés de l'événement dont les suites pouvaient être terribles. »

Bonaparte s'était fait apporter, par un aide de camp, un petit pain et une demi-bouteille de vin. Il avait peur d'être empoisonné !

Il but à l'union de tous les Français. On l'écouta en silence. Il sortit précipitamment et courut chez Sieyès pour arrêter avec lui les derniers arrangements. Ils convinrent de supposer une conspiration jacobine, afin de donner prétexte aux Anciens de décréter la translation des deux Conseils à Saint-Cloud. La Constitution accordait au Conseil des Anciens le droit de changer la résidence du Corps législatif, en cas de « péril public ». Le péril public que redoutaient Sieyès et Bonaparte, c'était que le peuple de Paris ne prît parti pour la Constitution contre les conspirateurs. Le même décret, quoique les Anciens n'en eussent pas constitutionnellement le droit, donnerait à Bonaparte le commandement de toutes les forces militaires de la division de Paris. Une fois les Conseils transportés à Saint-Cloud, Sieyès et Roger-Ducos démissionneraient, et l'on obtiendrait, de gré ou de force, la démission des trois autres directeurs. Le Directoire ayant ainsi disparu, on ferait instituer par les deux Conseils trois consuls provisoires, Bonaparte, Sieyès et Roger-Ducos, qui seraient chargés de préparer une nouvelle Constitution. On comptait arracher le consentement des Cinq-Cents, entourés à Saint-Cloud de troupes dévouées à Bonaparte.

Rien ne fut décidé sur le fond même de la Constitution. Bonaparte affecta, en termes généraux, de s'en rapporter à la science de son futur collègue, et Sieyès n'insista pas.

Il fut décidé que le coup se ferait dans trois jours.

Le 18 brumaire (9 novembre), à six heures du matin, une foule de généraux et d'officiers, convoqués par Bonaparte, se réunirent dans un petit hôtel qu'il habitait rue Chantereine (rue de la Victoire). Le commandant de la division de Paris, Lefèvre, n'avait pas été mis au courant de ce qu'on préparait : c'était un bon général très patriote, mais peu éclairé. Il arriva mal disposé. — « Eh bien ! Lefèvre, lui dit Bonaparte, vous, l'un des soutiens de la République, la laisserez-vous périr entre les mains de ces avocats ? Tenez, voilà le sabre que je portais aux Pyramides : je vous le donne comme un gage de mon estime et de ma confiance.

— Oui, s'écria Lefèvre : jetons les avocats à la rivière ! »

Bonaparte ne fut pas si heureux auprès de Bernadotte. Il était venu en habit bourgeois, amené par son beau-frère Joseph Bonaparte. Il refusa de se joindre à l'entreprise, affirma qu'elle ne réussirait pas et se retira sans vouloir promettre de rester neutre.

Le Conseil des Anciens se réunissait en ce moment même. On n'avait pas convoqué ceux des membres dont l'opposition était prévue. Tout se passa comme l'avaient arrangé Bonaparte et Sieyès. Afin de pourvoir à de prétendus périls, les Anciens décrétèrent la translation des deux Conseils à Saint-Cloud pour le lendemain. Bonaparte fut chargé de prendre les mesures nécessaires à l'exécution du décret et de commander toutes les forces militaires. Une proclamation courte et vague accompagna le décret.

Bonaparte se rendit au Conseil des Anciens avec tout son brillant état-major. On lui lut le décret. — « Citoyens représentants, dit-il, la République périssait : votre décret vient de la sauver... Nous voulons une République fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale. Nous l'aurons : je le jure en mon nom et au nom de tous mes compagnons d'armes ! »

Tous les généraux s'écrièrent : « Je le jure ! »

Mais Bonaparte n'avait pas prêté le serment légal à la Constitution de l'an III. Le philosophe Garat, l'ancien ministre de la Convention, en fit l'observation. Le président des Anciens, l'ex-constituant Lemercier, fit passer outre, sous prétexte qu'après le décret rendu, on ne pouvait plus discuter qu'à Saint-Cloud.

Bonaparte alla passer la revue des troupes au Carrousel, dans le jardin des Tuileries et sur la place de la Concorde. Assuré des chefs de corps, il avait convoqué les régiments à une revue, avant même d'être investi du commandement par les Anciens. Le ministre de la guerre, Dubois-Crancé, avait en vain donné contre-ordre.

Bonaparte fut acclamé par les soldats et bien accueilli par la population, qui accourait étonnée et curieuse. Ce qui se passait ne lui faisait pas l'effet d'une révolution. On distribuait dans les rues une petite brochure qui expliquait qu'il était nécessaire de « restaurer la Constitution. — Ce serait, y était-il dit, un sacrilège que d'attenter au gouvernement représentatif, dans le siècle des lumières et de la liberté. »

Tandis que l'on convoquait les Anciens à sept heures du matin, les Cinq-Cents n'avaient été convoqués qu'à onze heures. De vives interpellations eurent lieu au sujet du décret de translation. Le président des Cinq-Cents, Lucien Bonaparte, répondit, comme le président des Anciens, qu'on ne pouvait plus discuter que le lendemain à Saint-Cloud. Les Cinq-Cents se séparèrent aux cris de : « Vive la Constitution de l'an III ! » Les plus énergiques songeaient à chercher des moyens de résistance.

Bonaparte poursuivait activement son œuvre. Augereau s'étant présenté aux Tuileries, il lui conseilla, pour lui et pour Jourdan, de ne pas se rendre le lendemain à Saint-Cloud et de ne pas s'opposer à un mouvement irrésistible.

Sieyès et Roger-Ducos avaient déjà donné leur démission. Talleyrand s'entremit auprès de Barras, qui ne demandait plus que sûreté pour sa personne et pour son argent. Barras envoya sa démission aux Tuileries.

Bonaparte en prit occasion pour jouer une scène théâtrale. — « Qu'avez-vous fait, dit-il d'une voix tonnante au secrétaire

de Barras, qu'avez-vous fait de cette France que j'avais laissée si brillante? J'avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre ; j'avais laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers; j'avais laissé les millions de l'Italie, j'ai retrouvé des lois spoliatrices et la misère! Que sont devenus cent mille hommes qui sont disparus du sol français? C'étaient mes compagnons d'armes ! — Ils sont morts ! — Un tel état de choses ne peut durer : il mènerait au despotisme par l'anarchie ! »

Cette harangue était destinée, non point au secrétaire de Barras, mais au public; elle fut envoyée sur-le-champ aux journaux.

Les deux derniers directeurs, Gohier et Moulins, réveillés enfin de leur naïve sécurité, voyaient s'échapper de leurs mains leur dernier moyen d'action par la défection de Barras. Il n'y avait plus de Directoire. Ils se rendirent cependant aux Tuileries pour tenter un dernier effort.

Bonaparte essaya de les séduire. « Réunissez-vous à nous, dit-il, pour sauver la République ! Votre Constitution n'en donne pas les moyens... : elle croule de toutes parts ; elle ne peut plus aller !

— Qui vous a dit cela? répondit Gohier : des perfides, qui n'ont ni la volonté ni le courage de marcher avec elle. Partout la République est triomphante, triomphante sans vous ! »

En ce moment, Bonaparte reçut la nouvelle que le faubourg Saint-Antoine commençait à s'agiter autour de son ancien commandant Santerre. Il déclara au directeur Moulins, ami de Santerre, qu'il ferait fusiller celui-ci s'il remuait.

Il essaya en vain d'arracher la démission de Gohier et de Moulins. Ni menaces ni caresses n'y firent. Ces deux hommes, d'intelligence médiocre, mais de cœur droit, assurèrent par leur fermeté l'honneur de leur mémoire. Ils retournèrent à la résidence du Directoire, au Luxembourg, que Bonaparte fit garder par des troupes. Moreau avait accepté le commandement de ce poste, qui faisait de lui le geôlier des directeurs. Bonaparte compromettait malignement ce grand général dans un rôle indigne de lui. Compromettre les hommes dont les talents ou l'honnêteté le gênaient, afin de les réduire à être ses instruments, fut toujours sa politique.

La journée du 18 brumaire avait réussi dans Paris. Le mouvement des faubourgs n'aboutit pas. Restait celle du lendemain à Saint-Cloud. Que feraient les deux Conseils ?

Les meneurs de la majorité des Anciens et de la minorité des Cinq-Cents se réunirent, le soir, aux Tuileries, avec Bonaparte, Sieyès, Roger-Ducos et le ministre de la police, Fouché. Sieyès proposa de faire arrêter quarante des principaux opposants des deux Conseils. Ce fut Bonaparte qui refusa. Il se croyait tellement assuré du succès, qu'il jugeait la violence inutile.

Quelques-uns des représentants qui avaient pris part à l'événement commençaient à s'inquiéter de leur ouvrage et à contester la nécessité d'une dictature. Ils eussent souhaité maintenant que Bonaparte se contentât de prendre place dans un nouveau Directoire. Il était trop tard ! Bonaparte leur dit nettement qu'il s'agissait de changer la Constitution : qu'il fallait une dictature momentanée, par le fait, sinon par le titre.

On n'osa insister. On convint d'établir trois Consuls provisoires et d'ajourner les deux Conseils à trois mois. Bonaparte sortit sans que rien eût été réglé sur la Constitution future. « Vous avez un maître ! » dit Sieyès.

Ce maître, c'était lui qui l'avait fait.

Durant la nuit, une douzaine de représentants du peuple s'étaient concertés pour organiser la résistance. Ils avaient décidé qu'ils rassembleraient les collègues dont ils étaient sûrs avant l'heure fixée pour la séance de Saint-Cloud, et qu'ils donneraient à Bernadotte le commandement de la garde des Cinq-Cents.

Il y avait là une chance sérieuse ; mais ils avaient eu l'imprudence de se réunir chez un député corse, Salicetti, qu'ils croyaient ennemi de Bonaparte. Salicetti les dénonça, et la police de Fouché les empêcha de se réunir à Saint-Cloud.

Les deux Conseils entrèrent en séance à Saint-Cloud, le 19 brumaire, un peu avant deux heures : les Anciens siégeaient dans une des salles du palais ; les Cinq-Cents, dans l'Orangerie. Un des principaux adhérents de Bonaparte proposa aux Cinq-Cents de nommer une commission pour aviser aux dangers de la République. C'était un moyen d'éviter le débat. L'assemblée

presque en masse répondit par le cri de « Vive la Constitution ! à bas la dictature ! » Elle décida que tous les députés, par appel nominal, renouvelleraient le serment de fidélité à la Constitution de l'an III. Le président, Lucien Bonaparte, fut obligé de jurer comme les autres.

C'était néanmoins une faute : cette formalité donnait du temps aux adversaires.

Les Anciens, cependant, n'avaient plus la presque unanimité de la veille. Les opposants, cette fois, étaient présents et réclamaient des explications. On vint lire aux Anciens une lettre du secrétaire général du Directoire annonçant que quatre des directeurs avaient donné leur démission. Tout devait être mensonge dans cette affaire, puisque ni Gohier ni Moulins n'avaient démissionné.

Bonaparte, averti des hésitations des Anciens, se présenta tout à coup devant eux. Troublé de cette résistance imprévue, intimidé et irrité de l'être, il parla d'une manière incohérente et désordonnée, violente et vague tout à la fois. Il protesta contre l'accusation de vouloir être un César ou un Cromwell, tout en affirmant que le vœu de ses camarades et celui de la nation l'appelaient depuis longtemps à l'autorité suprême. « Sauvons la liberté et l'égalité ! » dit-il.

Un député lui cria : « Et la Constitution ?...

— La Constitution ! répondit-il avec emportement, vous l'avez violée au 18 fructidor ; vous l'avez violée au 22 floréal ; vous l'avez violée au 30 prairial ! »

C'était hardi de la part de l'homme qui avait poussé le plus ardemment au 18 fructidor.

« La Constitution ! reprit-il, elle ne peut plus être pour nous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne ! »

Et il conclut en demandant une concentration de pouvoirs, qu'il abdiquerait dès que les dangers seraient passés.

« Quels dangers ? » lui demanda-t-on.

Il répondit par des déclamations contre les factions et finit par éclater contre les Cinq-Cents, « où se trouvaient, dit-il, des hommes qui voulaient rétablir les comités révolutionnaires avec

l'échafaud ! — Si quelque orateur payé par l'étranger parlait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à vous, mes braves compagnons d'armes dont j'aperçois les baïonnettes ! Souvenez-vous que je marche accompagné du dieu de la fortune et du dieu de la guerre ! »

Il sortit, laissant, aux Anciens, ses partisans inquiets et ses adversaires ranimés.

La fortune dont se vantait Bonaparte chancelait. Jourdan, Augereau, Bernadotte, étaient à Saint-Cloud, prêts à saisir les circonstances et à se montrer aux troupes. Bonaparte sentit qu'il n'y avait plus un moment à perdre et alla des Anciens aux Cinq-Cents.

Les Cinq-Cents venaient de décider l'envoi d'un message aux Anciens, pour leur demander les motifs de la translation des deux Conseils. On leur avait lu la démission de Barras. Ils discutaient la nomination d'un autre directeur à sa place. Bonaparte parut. Il était escorté de quelques généraux et de grenadiers de la garde du Corps législatif.

A la vue des armes, l'assemblée se leva en tumulte. « Qu'est-ce que cela? cria-t-on : — des sabres ici ! des baïonnettes ! » Une foule de représentants s'élancèrent au-devant de Bonaparte.

« Vous violez le sanctuaire des lois ! » lui cria le député Bigonnet. « Est-ce donc pour cela que tu as vaincu ? » dit le député Destremx. De toutes parts éclatèrent les cris : « A bas le tyran ! hors la loi le dictateur ! » Plusieurs le saisirent au collet en criant : « Hors d'ici ! » et le secouèrent rudement.

Il pâlissait et défaillait, lui, tant de fois impassible devant la mitraille. Le général Lefèvre et les grenadiers restés près de la porte accoururent. Les grenadiers le prirent à bras-le-corps, le dégagèrent et l'entraînèrent hors de la salle.

Les clameurs continuaient ; les propositions s'entre-croisaient. « Il faut avant tout, s'écria un représentant, déclarer que la garde du Corps législatif n'est pas sous le commandement de Bonaparte. — Il faut déclarer, dit un autre, que toutes les troupes qui sont ici font partie de notre garde. » Le président Lucien essaya de défendre son frère. Les cris : « Hors la loi le dic « tateur ! » retentirent de nouveau. « Vous voulez que je mette

hors la loi mon propre frère ! » répondit Lucien avec un désespoir théâtral. Il protesta ; il lutta obstinément. On vit alors quelle faute avait commise l'Assemblée, en se donnant pour président le complice naturel de l'homme qu'elle redoutait.

Les cris de : « Hors la loi ! » s'entendirent au dehors, dans le groupe où se tenait Bonaparte. Il y eut un moment d'effroi. On se rappela le 9 thermidor. Sieyès seul garda son sang-froid. « Ils vous mettent hors la loi, dit-il à Bonaparte ; ce sont eux qui y sont ! »

Bonaparte, par une inspiration soudaine, envoya dix grenadiers chercher son frère. Les grenadiers pénétrèrent dans la salle et entraînèrent Lucien.

C'était un coup de maître : on n'avait pu intimider l'assemblée ; il s'agissait de la faire envahir par la garde même du Corps législatif, qu'on avait mise sous le commandement de Murat. L'attitude de cette garde était incertaine, et l'on hésitait à lui donner des ordres auxquels peut-être elle n'obéirait pas.

Les conspirateurs avaient maintenant avec eux le président même de l'Assemblée. Lucien monta à cheval à côté de son frère et harangua les soldats : « Le président des Cinq-Cents, dit-il, vous déclare que ce Conseil est opprimé par des représentants qui menacent leurs collègues et lèvent sur eux le poignard ! Ce sont des brigands soldés par l'Angleterre ! ils sont en rébellion contre le Conseil des Anciens. Au nom du peuple, soldats, délivrez la majorité de vos représentants. Les vrais législateurs vont se rendre auprès de moi ; ceux qui resteront dans l'Orangerie ne sont plus les représentants du peuple ! — Vive la République ! »

Les soldats crièrent : « Vive Bonaparte ! » Ils hésitaient toutefois encore ; Lucien saisit une épée, et, la tournant vers son frère : « Je jure, dit-il, de percer le sein de mon propre frère, si jamais il attente à la liberté des Français ! »

Murat fit battre la charge et entraîna les soldats. Ils s'arrêtèrent, toutefois, sur le seuil de l'Assemblée. « Citoyens représentants, cria leur colonel, je vous invite à vous retirer, sur l'ordre du général ! On ne répond plus de la sûreté du Conseil ! »

Les représentants répondirent par le cri de « Vive la Répu-

blique ! vive la Constitution de l'an III ! » et restèrent à leurs places. « Grenadiers, en avant ! » cria le commandant. Le bruit du tambour étouffa les dernières protestations de l'Assemblée. Les soldats avancèrent, poussant devant eux les représentants du peuple. La salle fut évacuée.

Le soir, vers neuf heures, Lucien Bonaparte rassembla une trentaine de membres des Cinq-Cents, qui déclarèrent être la majorité du Conseil et décrétèrent que Bonaparte, les généraux, les grenadiers, avaient bien mérité de la patrie. Boulay de la Meurthe, l'apologiste des coups d'État, le rapporteur des décrets du 18 fructidor, proposa et fit voter les mesures convenues entre les conjurés : la nomination de trois Consuls, l'ajournement à trois mois du Corps législatif, la formation de deux commissions des Conseils chargées d'aider les Consuls dans « les changements à apporter à la Constitution », enfin, l'exclusion de cinquante-sept représentants du peuple, parmi lesquels le général Jourdan.

Le décret fut porté, à une heure du matin, aux Anciens, qui le ratifièrent. « Les changements à apporter à la Constitution, était-il dit dans le décret, ne peuvent avoir pour but que de garantir la souveraineté du peuple français, la République une et indivisible, le système représentatif, la division des pouvoirs, la liberté, l'égalité, la sûreté et la propriété. »

Les trois Consuls vinrent prêter serment devant les deux Conseils. Le petit groupe des Cinq-Cents s'était peu à peu grossi de ces hommes qui se rallient toujours à la fortune. Bonaparte jura, le premier, fidélité inviolable à la légalité, à la liberté, au système représentatif. Le président Lucien félicita ses collègues par une harangue où il conclut que, « si la liberté française était née dans le Jeu de paume de Versailles, elle avait été consolidée dans l'Orangerie de Saint-Cloud. »

Le 21 brumaire, parut une proclamation de Bonaparte aux Français. Il y déclarait avoir repoussé les propositions des partis (c'était lui qui avait fait aux partis des propositions non acceptées) ! Il assurait n'avoir été que l'exécuteur du plan de restauration sociale conçu par les Anciens, et affirmait qu'aux Cinq Cents, vingt assassins s'étaient précipités sur lui, le stylet à la

main, et qu'un de ses grenadiers avait été frappé d'un coup de stylet en se mettant entre les assassins et lui.

Tout cela était de pure invention. Il n'y avait eu à Saint-Cloud ni stylets ni assassins.

On rendit de grands honneurs au grenadier qu'on prétendait avoir été le sauveur de Bonaparte.

Le mensonge était partout. Les complices du coup d'État ne parlaient que des principes de 89 et « des idées libérales ». Ce fut même alors que se répandit l'usage de ce dernier mot.

Or, le 18 brumaire venait de porter aux principes de 89 et aux idées libérales un coup dont les suites devaient s'aggraver incessamment durant quinze années : un coup plus funeste que celui même du 31 mai et qui atteignait plus à fond la vie morale de la France. Il fallut, pour que ces principes et ces idées commençassent à se relever, passer à travers des abîmes où la grandeur de la France périt après sa liberté.

La Révolution, jusqu'alors, n'avait cessé d'avancer parmi les tempêtes : la République de 92 avait été un progrès sur la démocratie royale de 91 ; la Constitution de l'an III avait été un progrès sur la dictature révolutionnaire ; à partir du 18 brumaire, la Révolution, pour longtemps, dévie et recule.

C'est dans l'état moral du pays et non dans le fait particulier du désaccord entre les Anciens et les Cinq-Cents qu'il faut chercher la cause du 18 brumaire. Ce n'est point parce que nous avions alors deux assemblées que la Constitution a péri. S'il y avait deux assemblées au 18 brumaire, il n'y en avait qu'une au 2 décembre.

Il ne faut pas plus reprocher à la Convention d'avoir institué deux Chambres en l'an III, qu'à la Constituante de n'en avoir établi qu'une en 1791. La Convention et la Constituante ont fait toutes deux ce qu'elles devaient faire. L'historien qui, le premier, a résumé avec profondeur les faits généraux et l'esprit de la Révolution, M. Mignet, a dit avec raison : « On commence les révolutions avec une seule Chambre et on les finit avec deux ».

Nous avons essayé de montrer pourquoi la Constitution de l'an III n'avait pas réussi à finir la Révolution.

CHAPITRE III

CONSULAT. — CONSTITUTION DE L'AN VIII. — BELLE DÉFENSE DE GÊNES PAR MASSÉNA. SUCCÈS DE MOREAU EN ALLEMAGNE. VICTOIRE DE BONAPARTE A MARENGO. VICTOIRE DE MOREAU A HOCHSTETT. ARMISTICE AVEC L'AUTRICHE.

(20 Brumaire-2 Thermidor an VIII. — 11 Novembre 1799-21 Juillet 1800.)

Le 18 brumaire, mal connu dans ses détails, vu à distance tel qu'il convenait à son auteur de le montrer, fut accepté ou subi sans résistance par la France. Les uns l'accueillirent avec résignation, d'autres avec indifférence, beaucoup avec une confiance aveugle en Bonaparte. Les idées de liberté, de démocratie, de gouvernement représentatif étant troublées et obscurcies dans les esprits, on mettait dans un homme la foi qu'on n'avait plus dans les principes. Une seule protestation légale se produisit depuis la dispersion violente des Cinq-Cents. Barnabé, président du tribunal criminel de l'Yonne, s'opposa, au nom de la Constitution, à l'enregistrement de la prétendue loi du 19 brumaire. Un arrêté des consuls l'exila. Le nom de ce courageux magistrat doit être conservé par l'histoire.

La masse croyait voir dans Bonaparte à la fois le représentant armé de la Révolution et l'homme assez fort pour rétablir l'ordre et la sécurité auxquels chacun aspirait. Cette disposition du grand nombre assurait à Bonaparte une immense facilité d'agir, en même temps qu'elle lui imposait une immense responsabilité. Il y avait là pour lui, s'il savait le comprendre, un rôle d'une incomparable grandeur, comme modérateur de la Révolution et organisateur de la société nouvelle. Beaucoup des personnages

politiques qui avaient plus ou moins coopéré au 18 brumaire, mais qui n'y voyaient qu'une nouvelle crise de la Révolution et non une contre-révolution, rèvaient ce rôle pour Bonaparte. Ils se faisaient l'illusion de croire qu'on pourrait, qu'on voudrait reproduire Washington, quand on avait commencé comme César, en renversant les lois par la ruse et la force.

Bonaparte sembla un moment vouloir entretenir ces illusions. « Plus de divisions, disait-il, plus de factions, plus de haines ! Il n'y a plus ni jacobins ni modérés ; il n'y a plus que des Français ! Le 18 brumaire n'est point une journée de parti : il a été fait pour la République et pour les républicains ! »

La foule ne demandait qu'à être persuadée.

Le décret qui instituait le Consulat provisoire investissait les trois consuls de la plénitude du pouvoir directorial et leur donnait mission de remettre l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure et de procurer à la France une paix honorable et solide. Deux commissions, adjointes aux consuls, étaient chargées de tenir la place des deux Conseils, de décréter les mesures nécessaires, sur la proposition des consuls, et d'opérer les changements à la Constitution.

Les deux commissions, de vingt-cinq membres chacune, avaient été habilement choisies. Aux affidés de Bonaparte et de Sieyès, d'ailleurs gens d'affaires et de capacité, on avait mêlé quelques républicains, Daunou, Chénier, Garat, etc., afin de déguiser le vrai caractère du coup d'État ; mais on donna pour présidents, à la commission des Anciens, Lebrun, un homme de l'ancienne administration monarchique d'avant 1789, et, à la commission des Cinq-Cents, Lucien Bonaparte.

Les pouvoirs des trois consuls et des deux commissions leur étaient conférés pour trois mois. Les Conseils des Anciens et des Cinq-Cents devaient se réunir le 1[er] ventôse.

On voulait encore avoir l'air de ne faire que modifier la Constitution ; mais Bonaparte et ses adhérents étaient bien résolus à ne pas laisser reparaître les deux Conseils.

Bonaparte a raconté pl. s tard qu'au sortir de la première conférence des trois consuls, à leur retour de Saint-Cloud, Sieyès

aurait dit : « Nous avons un maître! Bonaparte veut tout faire ; il sait tout faire, et il peut tout faire ! »

Il est douteux que Sieyès se soit exprimé dans ces termes ; mais il est certain que c'était la pensée de Bonaparte. Il voulait tout faire ; il savait faire beaucoup de choses, et il pouvait à peu près tout.

Sous un pareil chef de gouvernement, les ministres, comme du reste au temps du Comité de Salut public, ne pouvaient être que des commis ; mais Bonaparte en choisit de distingués. Il fit rentrer Talleyrand aux affaires étrangères, mit à la guerre son ancien chef d'état-major Berthier, et appela aux finances Gaudin, homme spécial, qui, sans idées neuves ni hardies, avait un grand esprit d'ordre et de remarquables facultés administratives, et qui devait rester aux finances tant que gouvernerait Bonaparte.

Les premières mesures financières furent sages. On remplaça l'emprunt forcé progressif, dont l'arbitraire faisait beaucoup crier, par une subvention de guerre de 25 centimes au franc, ajoutée au principal des contributions directes.

Gaudin obtint une avance des principaux banquiers pour envoyer de l'argent aux armées.

On ôta la répartition des impôts aux administrations municipales, qui s'en acquittaient mal, et on la donna à une agence des contributions directes organisée par le ministre des finances. La perception des impôts fut régularisée après la répartition, et les versements périodiques des receveurs généraux au Trésor furent assurés par des moyens habilement combinés.

La loi des otages, qui violait tous les principes judiciaires et qui n'atteignait pas son but, puisqu'elle n'avait pas supprimé la chouannerie, fut abrogée. Beaucoup de prêtres réfractaires, détenus aux îles de Ré et d'Oléron, furent mis en liberté, en même temps que, pour marquer qu'on n'allait pas à la contre-révolution, on maintenait la liste des émigrés et l'on déclarait irrévocables les ventes de biens nationaux.

Tout cela, jusqu'ici, était louable ; mais, le 25 brumaire (16 novembre), parut un décret qui déportait trente-sept citoyens à la Guyane et en condamnait vingt-deux à la détention dans l'île

de Ré. Parmi ces hommes, certains devaient un sinistre renom aux massacres de Septembre et aux pires excès de la Terreur ; mais ceux-là mêmes, si l'on n'admettait pas que le long temps écoulé couvrît leur passé, ne devaient point être frappés sans jugement. On leur avait odieusement associé des patriotes irréprochables, des membres du Conseil des Cinq-Cents, dont le seul crime était d'avoir défendu la loi, au 18 brumaire, contre l'usurpation. Parmi eux se trouvaient deux noms qui frappèrent tout le monde de stupeur : c'étaient les généraux Jourdan et Bernadotte. Le scandale fut tel, que Bonaparte recula. Il raya, dès le lendemain, ces deux noms, et écrivit à Jourdan pour le prier de ne pas douter de son amitié !

Le décret de déportation ne fut point exécuté ; il fut rapporté le mois suivant.

Le travail de réforme de la Constitution était entamé. Le public s'attendait à ce que Sieyès régnât sur ce terrain de la théorie comme Bonaparte sur le terrain des affaires. Le plan de Sieyès avait été présenté aux deux commissions réunies. Pour la première fois, depuis 1789, un projet de Constitution n'était point précédé d'une déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Sieyès avait senti l'impossibilité de proclamer des droits qu'il allait mettre à néant.

La France avait au moins cinq millions d'électeurs. Sieyès voulait que ces cinq millions élussent un dixième d'entre eux, 500,000 citoyens, formant une première liste de notabilités appelées « communales ». Les 500,000 choisiraient à leur tour un nouveau dixième, 50,000 citoyens, formant une seconde liste de notabilités dites « départementales ». Les 50,000 en éliraient ensuite 5,000, formant une troisième liste de notabilités dites « nationales ». Tous les fonctionnaires municipaux seraient pris sur la première liste; tous les fonctionnaires départementaux, sur la seconde; tous les fonctionnaires nationaux, sur la troisième.

C'était tout ce que Sieyès laissait au peuple ; il lui ôtait le droit d'élire ses représentants à tous les degrés. Un conseil d'État nommé par le pouvoir exécutif devait rédiger les projets de loi et les soutenir devant un Corps législatif qui en voterait sans discussion l'adoption ou le rejet, après avoir entendu les

objections d'un corps appelé Tribunat, chargé de plaider le contre, comme le conseil d'État de plaider le pour. Au-dessus de ces divers corps, un Sénat aurait le droit de casser toute loi ou tout acte du gouvernement qu'il jugerait inconstitutionnel. Le Sénat choisirait dans la liste des notabilités nationales (les 5,000) ses propres membres et les membres du Corps législatif et du Tribunat.

Le Sénat élirait de plus un « Grand Électeur », qui élirait deux consuls, lesquels nommeraient les ministres. Ceux-ci choisiraient dans les trois listes de notabilités tous les fonctionnaires de divers degrés, y compris les conseillers départementaux et municipaux, considérés, non plus comme des représentants des départements et des communes, mais comme des agents du pouvoir exécutif.

Le Sénat pourrait, à volonté, révoquer le Grand Électeur, en l'absorbant dans son sein.

Le peuple était ainsi privé de toute action sur son propre sort, et le gouvernement représentatif anéanti. Toute liberté, toute vie politique, disparaissaient dans cette étrange mécanique, dont tous les ressorts ne semblaient destinés qu'à se paralyser les uns les autres.

Ce régime, fait pour des ombres et non pour des hommes, cette république du silence et du vide semblait conçue pour étouffer la France, la plus vivante des nations, celle qui a le plus besoin de mouvement et de sentiment. Et cependant une disposition transitoire attestait que Sieyès entendait être, à sa manière, fidèle à la Révolution. Les trois listes de notabilités ne devaient pas être remaniées avant dix ans, et, jusque-là, tous les hommes qui, depuis 1789, avaient fait partie des assemblées municipales ou politiques, ou exercé des fonctions publiques, étaient portés de droit sur les listes aux divers degrés. Sieyès éteignait les principes de la Révolution, mais il en protégeait le personnel et les intérêts matériels.

La violence inouïe des crises par lesquelles on avait passé incessamment depuis 1789 avait laissé dans les esprits une telle lassitude, un tel désir de repos et de sécurité, que ce projet monstrueux fut bien accueilli par la double commission, et ne

scandalisa même pas ceux des commissaires qui étaient restés trop républicains et trop libéraux pour l'approuver.

La question n'était pas de faire adopter le projet par les deux commissions, mais bien par Bonaparte. Les deux commissions se transportèrent au Luxembourg, afin d'y débattre la Constitution avec les consuls. Bonaparte évita d'abord de s'expliquer sur l'ensemble, et fit décider qu'on discuterait et qu'on voterait chaque partie l'une après l'autre.

Daunou et quelques autres n'avaient accepté de figurer dans la double commission que pour tâcher de sauver le plus qu'ils pourraient de liberté. Bonaparte invita Daunou à prendre la plume et à servir de secrétaire à l'assemblée. Daunou ne sut pas s'en défendre. Bonaparte excellait dans l'art de compromettre les hommes qu'il ne pouvait acheter. Daunou, qui avait rédigé la libérale Constitution de l'an III, devint ainsi, malgré lui, le rédacteur de la Constitution réactionnaire de l'an VIII. Il fut obligé d'écrire de sa main une série d'articles contre chacun desquels il avait parlé et voté. Ce fut là un souvenir qui pesa sur tout le reste de sa vie.

Presque tout ce qui, dans le projet de Sieyès, concernait la substitution des listes de notabilités aux élections populaires et les divers corps de l'État, c'est-à-dire toute cette mécanique qui étouffait la vie politique, convenait fort bien à Bonaparte. Il trouva seulement le Sénat trop fort, fit diminuer ses attributions et supprimer la garantie offerte par Sieyès au personnel révolutionnaire par l'immutabilité des listes pendant dix ans.

Mais, quand on en vint au chapitre du pouvoir exécutif, ce fut tout autre chose. Bonaparte écrasa de ses sarcasmes l'idée d'un Grand Électeur comblé d'honneurs et d'argent, ayant le faste et la liste civile d'un roi, avec un pouvoir presque nul et presque point de participation à l'administration du pays... « C'est l'ombre d'un roi fainéant ! s'écria-t-il ; — c'est un porc à l'engrais ! »

Bonaparte fit balayer cette conception singulière, et, à la place d'un Grand Électeur inerte, il fit mettre un Premier Consul tout-puissant. Il sentit que l'opinion était encore trop hostile à tout ce qui ressemblait à la monarchie pour que le pouvoir exécutif

pût être placé nominalement sur une seule tête. Il renonça à se faire nommer dictateur ou président, et fit maintenir les trois consuls ; mais ce fut là une concession de pure forme, car il fit donner au Premier Consul toutes les grandes attributions : la promulgation des lois, la signature des traités, la nomination et la révocation des fonctionnaires de tout degré. Dans le nombre étaient compris les membres du conseil d'État que la nouvelle Constitution créait pour rédiger les projets de loi, les règlements d'administration publique, et résoudre les difficultés administratives. Le conseil d'État devait être le principal rouage du nouveau gouvernement et la seule institution sérieuse de la Constitution de l'an VIII.

Le pouvoir exécutif, tel que l'avait rêvé Sieyès, eût été aussi mort que le pouvoir législatif. Le pouvoir exécutif, tel que le fit organiser Bonaparte, fut seul vivant, quand tout le reste était mort autour de lui.

Les trois consuls devaient être élus pour dix ans et rééligibles.

La responsabilité des fonctionnaires était annulée par la nécessité désormais imposée aux citoyens d'obtenir l'autorisation du conseil d'État pour poursuivre toute personne revêtue de fonctions publiques.

Il a fallu près de trois quarts de siècle pour qu'on revînt sur cette disposition, qui rappelait les pratiques de l'Empire romain.

Il n'était question, dans la Constitution nouvelle, ni de la liberté d'association, ni de la liberté de réunion, ni de la liberté de la presse. Un arrêté des consuls fit bien voir quel sort la presse devait attendre : cet arrêté supprimait la plupart des journaux et n'en laissait subsister que treize, tant que durerait la guerre (17 janvier 1800).

La Constitution de l'an VIII ne garantissait plus que la liberté individuelle : elle ne la garantit pas longtemps ! Cette liberté ne tarda pas à rejoindre toutes les autres.

La Constitution fut terminée dans la nuit du 21 au 22 frimaire (12 au 13 décembre), et promulguée le 24 frimaire. « Elle est fondée, est-il dit dans le préambule, sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la pro-

priété, de l'égalité, de la liberté. » La liberté, au lieu d'être placée la première, comme dans l'ordre logique des idées et comme dans la grande devise de la Révolution française, ne venait plus qu'après l'égalité, comme chez les ultra-jacobins, mais dans d'autres vues que chez eux.

« La Révolution, poursuivait le préambule, est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie ! »

Ce mot devait être répété bien des fois, et toujours en vain. La Révolution ne devait finir que lorsqu'elle aurait fondé un ordre nouveau sur la liberté et sur la justice.

La Constitution fut soumise au suffrage populaire au moyen de registres ouverts dans les municipalités. Elle fut acceptée sans discussion ni examen. Les votants furent beaucoup plus nombreux qu'ils n'avaient été dans les élections sous la Constitution de l'an III : il y en eut environ trois millions. S'il y eut de l'entraînement, il y eut aussi la crainte de se faire signaler comme ennemi du pouvoir en n'allant pas inscrire son nom sur le registre. On était tellement assuré du résultat, comme Bonaparte lui-même le déclara, qu'on n'attendit pas qu'il eût été constaté pour mettre en activité la Constitution.

Sieyès, dont le plan avait été si rudement bouleversé par Bonaparte, ne voulut pas rester second consul, c'est-à-dire un comparse auprès du collègue, pour ne pas dire du complice qui l'avait joué ; mais il n'eut pas la dignité de se retirer, et il accepta de prendre place dans cette Constitution qui n'était plus la sienne. Il était avide d'argent ; il s'était approprié la plus grande partie de ce que contenait la caisse particulière du Directoire au moment du 18 brumaire. On lui donna la présidence du Sénat avec un gros traitement, et la belle terre de Crosne, près Paris, à titre de « récompense nationale ».

Roger-Ducos, qui n'avait été que l'ombre de Sieyès, sortit du Consulat avec lui. Bonaparte ouvrit un scrutin, dans les deux commissions réunies, pour le choix de ses deux nouveaux collègues ; mais il entendait bien que ce scrutin serait de pure forme, et qu'on voterait pour les deux candidats qu'il désignait. C'étaient Cambacérès, savant et habile jurisconsulte, et Lebrun, homme d'administration. Le premier avait figuré parmi les

grands travailleurs de la Convention, mais il n'avait ni caractère ni convictions politiques et s'était toujours tourné du côté du plus fort ; le second avait été, dans sa jeunesse, secrétaire du chancelier Maupeou, sous Louis XV, et, depuis, employé supérieur des finances et membre de la Constituante et du conseil des Anciens. Bonaparte comptait avoir action, par Cambacérès, sur les hommes de l'époque conventionnelle, et, par Lebrun, sur les hommes de l'ancien régime et de l'ancien parti feuillant ; indifférent au passé et n'en demandant compte à personne, il visait à se servir des hommes de tous les partis, à condition qu'ils ne connussent plus d'autre parti que le sien et d'autre politique que sa volonté.

Le mérite éminent de Cambacérès comme jurisconsulte le fit agréer sans difficulté par la double commission ; mais des velléités libérales s'étaient réveillées parmi les commissaires, et, quand on dépouilla les bulletins pour l'élection du troisième consul, Bonaparte vit que Daunou allait avoir la majorité. Il ne laissa point achever la lecture des bulletins : il dit que Sieyès avait désigné Cambacérès et Lebrun, et qu'il valait mieux s'en rapporter à lui. Il trouva bon, encore ce jour-là, de se couvrir du nom de Sieyès. La double commission ne résista pas.

Le 3 nivôse (24 décembre), les trois consuls, ou, pour mieux dire, Bonaparte, nommèrent les membres du conseil d'État, qui, d'après ses attributions, était alors non pas seulement un conseil d'administration, comme aujourd'hui, mais un vrai conseil de gouvernement. Ce corps fut composé généralement d'hommes d'une remarquable capacité. Bonaparte voulait avoir à son service le talent et le savoir, pourvu qu'ils lui fussent dévoués.

Sieyès et Roger-Ducos, les consuls sortants, réunis au second et au troisième consuls entrants, Cambacérès et Lebrun, nommèrent ensuite la moitié plus un des membres du Sénat, 31 sur 60. Ces trente et un élurent les vingt-neuf restants ; puis le Sénat désigna les membres du Corps législatif, du Tribunat et du tribunal de Cassation. Au Sénat furent appelés des hommes éminents dans les sciences, dans les lettres, dans les grandes administrations de la Révolution ; mais la majorité appartint à ces ex-membres du conseil des Anciens qui avaient préparé le 18 bru-

maire. Le poète tragique Ducis refusa d'entrer dans ce corps destiné à n'avoir ni indépendance ni action efficace.

Le Corps législatif, beaucoup plus nombreux (300 membres), fut composé, en majorité, d'hommes qui étaient le reste, pour ne pas dire l'obscur résidu, des diverses assemblées de la Révolution. Presque tout ce qui avait été grand avait péri ou était rentré dans la retraite et le silence. En dehors des anciennes assemblées, un seul nom éclatant apparaît parmi les choix que fit le Sénat pour le Corps législatif : c'était l'héroïque La Tour d'Auvergne. Il n'était pas fait pour cette assemblée de muets et ne tarda pas à disparaître de ce monde où il n'était plus à sa place.

On doit reconnaître que le Sénat mit une certaine conscience dans la composition du Tribunat ; il y plaça des républicains sincères, des amis éclairés de la liberté : Daunou, qui n'avait pas voulu être sénateur ; Chénier, Benjamin Constant, le philosophe La Romiguière, l'économiste J.-B. Say, et d'autres encore. Mais on devait bien prévoir le peu d'efficacité du contrôle que la Constitution déférait au Tribunat sur les projets du Gouvernement. Le Tribunat était condamné, en fait, à une opposition à la fois systématique et impuissante.

Les consuls s'installèrent aux Tuileries. Bonaparte avait voulu la résidence des rois. Le Sénat fut établi au Luxembourg ; le Corps législatif, à l'ancien Palais-Bourbon ; le Tribunat, au Palais-Royal.

Le 5 nivôse (25 décembre), la liste des émigrés fut déclarée close ; à partir de cette date, aucun fait d'absence ne pouvait être qualifié d'émigration. Ceux des émigrés qui n'avaient pas notoirement porté les armes contre la France obtinrent de grandes facilités pour se faire rayer de la liste et rentrer dans les portions de leurs biens qui n'avaient pas été vendues ; mais il n'y eut point à cet égard d'autre règle que la faveur du Premier Consul. Bonaparte s'assura ainsi une forte prise sur l'ancienne noblesse.

Le conseil d'État décida que l'exclusion des parents d'émigrés et des ci-devant nobles des fonctions publiques avait cessé de plein droit.

Les citoyens qui avaient été déportés sans jugement, les proscrits de fructidor et autres, furent autorisés à rentrer en France, sauf un petit nombre d'exceptions. Il y en avait de fort justifiées : on ne pouvait laisser revenir le traître Pichegru ni ses complices, à moins que ce ne fût pour leur faire leur procès.

Tous les édifices religieux qui n'avaient pas été vendus furent restitués au culte (7 nivôse-28 décembre). Les honneurs funèbres furent rendus au pape Pie VI, mort, comme nous l'avons dit, en France, il y avait quelques mois. C'étaient là des avances à la papauté, qui indiquaient les tendances de Bonaparte. La fête commémorative du 21 janvier fut abolie. Cette suppression était commandée par l'humanité, si elle ne l'eût été par la politique du Premier Consul. L'abolition de la fête du 10 août était bien autrement significative. Bonaparte, qui aspirait à rétablir le pouvoir monarchique, ne voulait plus qu'on célébrât le souvenir du renversement de la royauté par l'insurrection républicaine. Il ne laissa subsister provisoirement que la fête du 14 juillet, c'est à-dire du renversement de l'ancien régime, et la fête du 1er vendémiaire, ou de l'établissement de la République. Y toucher eût été s'attaquer trop ouvertement à la Révolution.

Les avances faites par Bonaparte au clergé en avaient été très-bien accueillies. Il reçut des prêtres de la Franche-Comté une adresse qui glorifiait la journée « à jamais mémorable » du 18 brumaire. Cette attitude du Premier Consul n'avait pas pour motif unique des projets de transaction avec Rome, mais aussi la pacification de l'Ouest. Il avait accordé un armistice aux chefs de bandes qui avaient reparu dans ces contrées. Un d'eux, durant l'automne dernier, avait eu l'audace de pénétrer un moment dans Nantes ; mais la prise de possession du pouvoir par Bonaparte les avait fort découragés. Le Premier Consul adressa, le 8 nivôse (29 décembre), une proclamation aux départements de l'Ouest. Il y offrait amnistie à tous les insurgés qui se soumettraient, invitait « les ministres d'un Dieu de paix » à prêcher la conciliation et la concorde, mais annonçait « qu'on réprimerait immédiatement, par la force des armes et par les commis-

sions militaires, quiconque oserait dorénavant résister à la souveraineté nationale. »

Un homme redoutable, qui avait été l'inspirateur des principaux chefs vendéens, et qui, sans scrupule et sans pitié, n'avait cessé, depuis 1793, de surexciter le fanatisme sans le partager, le trop fameux abbé Bernier, jugea la cause royaliste perdue et se livra sans réserve à Bonaparte. La Vendée se soumit (fin nivôse an VIII-janvier 1800). Elle n'avait plus que faiblement remué depuis le temps du général Hoche.

Les bandes insurgées s'obstinèrent dans la Bretagne et la Basse-Normandie, pays qui n'avaient pas subi les effroyables souffrances de la Vendée. Le Premier Consul envoya les ordres les plus rigoureux ; il massa rapidement dans l'Ouest jusqu'à 60,000 soldats, sous le commandement du général Brune. Cet ancien ami de Danton et de Camille Desmoulins, à la nouvelle du 18 brumaire, avait eu un moment la pensée de marcher de la Hollande sur Paris : il s'était calmé toutefois, et Bonaparte s'y prit habilement pour le gagner, en lui donnant une mission conforme à ses sentiments révolutionnaires. Brune écrasa en quelques jours les insurgés. Les bandes furent exterminées ou mirent bas les armes. Les deux principaux chefs des révoltés bretons, Bourmont et Georges Cadoudal, firent leur soumission; Georges livra 20,000 fusils et 20 canons qu'il venait de recevoir des Anglais (pluviôse an VIII — janvier 1800).

Un troisième chef, qui commandait les Chouans de la Basse-Normandie, le comte de Frotté, tint une quinzaine de jours de plus. C'était un jeune homme très-intelligent et très-hardi. Il avait blessé personnellement Bonaparte, par des proclamations où il le tournait en ridicule et l'accusait d'avoir eu peur à Saint-Cloud le 19 brumaire. Bonaparte fit promettre mille louis à celui qui le tuerait. Cependant, lorsque Frotté, se sentant perdu, demanda à son tour à traiter, Bonaparte écrivit que, s'il se rendait à discrétion, il pourrait compter sur la générosité du Gouvernement. Cette promesse ne fut pas tenue. Frotté, s'étant remis entre les mains du général qui le poursuivait, fut arrêté, jugé par une commission militaire et fusillé (29 pluviôse — 18 février).

Bonaparte fit enrôler de force tout ce qu'on put prendre de Chouans capables de porter les armes ; il tâcha d'attirer à son service les chefs qui avaient capitulé. Il gagna Bourmont, qui devait le trahir lorsque baisserait sa fortune. Le farouche et indomptable Cadoudal résista à toutes ses séductions. Il tâcha de gagner l'Ouest, en général, par de grands ménagements envers le clergé et envers les campagnes. La guerre de l'Ouest était bien finie cette fois, et rien n'y remua plus tant que dura la puissance de Bonaparte. L'esprit de ces contrées commença de se modifier, et les idées nouvelles y pénétrèrent peu à peu pour n'en plus sortir.

En même temps qu'il étouffait les restes de la révolte royaliste, le Premier Consul travaillait, avec une activité passionnée, à organiser législativement la France selon ses vues. La session législative avait été ouverte le 11 nivôse an VIII (3 janvier 1800). Quelques symptômes d'opposition se montrèrent dans le Tribunat. On avait beaucoup discuté sur le plus ou moins de convenance qu'il y avait à établir le Tribunat au Palais-Royal, lieu alors assez mal famé et mal fréquenté. Le tribun Duvergier dit qu'il remerciait ceux qui avaient choisi ce lieu d'avoir donné aux orateurs le moyen d'apercevoir de la tribune l'endroit où Camille Desmoulins avait donné le signal du 14 juillet. « Je les remercie, dit-il, de nous avoir fait apercevoir ce lieu où, si l'on osait nous parler d'une idole de quinze jours, nous rappellerions qu'on vit abattre une idole de quinze siècles. »

Ces paroles, lancées accidentellement par un homme de peu de consistance, qui n'était pas capable de les soutenir, firent grand bruit et irritèrent extrêmement Bonaparte. Il prit dès lors en haine le Tribunat, quoique la sortie de Duvergier eût été un fait tout individuel et n'eût point été approuvée par ses collègues.

Quand la sortie maladroite de Duvergier n'aurait pas eu lieu, le Premier Consul n'en fût pas moins devenu hostile au Tribunat, parce qu'il était incapable de supporter aucune critique et que le Tribunat devait nécessairement débattre et critiquer ses projets : l'existence du Tribunat n'avait pas d'autre raison d'être.

Les projets de loi présentés par le conseil d'État au nom du Gouvernement ne prêtaient que trop à la critique. Le Gouver-

nement réclamait le droit de fixer au Tribunat le jour où il devrait discuter chaque projet de loi devant le Corps législatif. C'était traiter un des grands corps de l'État comme s'il n'eût été qu'une commission aux ordres du Gouvernement. Benjamin Constant releva cette inconvenance dans un discours aussi solide que spirituel. Cependant la majorité du Tribunat (54 voix contre 26) accepta le projet de loi, de peur de débuter par un acte d'opposition.

Bonaparte se vengea bien mesquinement du discours de Benjamin Constant, en faisant inviter par le ministre de la police Fouché madame de Staël à quitter Paris. Il soupçonnait madame de Staël d'avoir excité Benjamin Constant.

Ni cet orateur ni d'autres membres du Tribunat ne réussirent davantage à faire déclarer ce corps contre les lois qui suivirent, lois de très-haute importance et qui devaient peser longuement sur les destinées de notre pays.

La loi du 28 pluviôse an VIII créa une vaste organisation administrative. Les municipalités cantonales, instituées par la Constitution de l'an III, furent supprimées. On brisa ce lien qui réunissait plusieurs communes voisines, et l'on rétablit, entre le département et la commune, une unité intermédiaire plus étendue que le canton, l'arrondissement, qui avait existé, avant l'an III, sous le nom de district. Là ne fut pas la véritable importance des changements opérés. Partout, des fonctionnaires nommés par le Gouvernement remplacèrent les autorités nommées par le peuple : un préfet fut substitué à l'administration départementale élective ; un sous-préfet administra l'arrondissement ; un maire, nommé par le pouvoir, administra la commune : à côté de ces nouvelles autorités administratives subsistaient des ombres de corps délibérants, des conseils de département, d'arrondissement et de commune ; mais ces conseils étaient eux-mêmes choisis par le Premier Consul sur les listes de notabilités. Le pouvoir choisissait les hommes chargés de contrôler le pouvoir. Ce n'était pas la régularisation des libertés départementales et municipales ; c'était leur suppression totale et la centralisation absolue. Il ne restait absolument rien, dans nos institutions locales, de l'esprit de 89.

La réforme judiciaire fut réglée d'après le même principe que la réforme administrative. La Constitution en avait décidé, en donnant au Premier Consul la nomination des juges comme celle des administrateurs. L'inamovibilité accordée aux juges était une insuffisante garantie d'indépendance pour des fonctionnaires dont l'avancement dépendait du pouvoir. Avec les juges, les notaires, avoués (ci-devant procureurs), greffiers, etc., furent également placés sous la main du pouvoir, par le rétablissement des offices à la nomination du chef de l'État et la nécessité de son autorisation pour leur transmission.

La liste même des jurés fut désormais formée arbitrairement par les préfets.

Le pays perdit, par la loi judiciaire du 6 ventôse an VIII, toute intervention dans le choix de ses magistrats, les juges de paix exceptés ; il gagna une meilleure distribution des tribunaux sur le territoire : les tribunaux de première instance établis dans tous les arrondissements rapprochèrent la justice des justiciables. Vingt-neuf cours d'appel constituèrent le second degré de juridiction. Depuis la Révolution, l'appel avait eu lieu simplement d'un tribunal à un tribunal voisin.

Dans ces premiers moments, le Premier Consul ne fit pas généralement, quant au choix des personnes, un mauvais usage du pouvoir exorbitant qui lui était conféré. Il avait intérêt, pour être bien servi et donner crédit à son gouvernement, de choisir des hommes probes et capables.

Par exception, l'on vota, dans cette session, une loi favorable à la liberté individuelle. La Révolution, par excès de réaction contre le droit d'aînesse et les donations à l'Église, avait presque entièrement aboli le droit de tester ; on rendit au père de famille la faculté de disposer d'une partie de son bien, et de la totalité, s'il n'avait point de parents aptes à succéder.

Le Premier Consul, ne se souciant pas de faire discuter le budget par les assemblées, leur fit proroger pour l'an IX les contributions de l'an VIII, sauf à demander après coup l'approbation des dépenses supplémentaires. On réclama en vain, au Tribunat, contre cette façon de procéder.

Du reste, l'administration des finances était sagement dirigée

par Gaudin. Le Gouvernement suscita, parmi les principaux capitalistes, la formation d'un grand établissement qu'il favorisa par d'importants privilèges, et qui subsiste encore aujourd'hui et nous a bien servis dans nos malheurs récents : la Banque de France. En émettant des billets circulant comme monnaie, dans une proportion sagement limitée et solidement garantie, et en escomptant les effets de commerce répondant à des affaires sérieuses, la Banque contribua très-puissamment, sous le Consulat, à relever le commerce, qui avait commencé de reprendre quelque essor au temps du Directoire.

Malheureusement, à côté d'utiles créations, Bonaparte imagina des expédients financiers moins louables. Il ne voulait pas augmenter les impôts en France, de peur de se rendre impopulaire. Il extorqua de l'argent aux petits peuples qui étaient sous notre dépendance. Il tira, sous divers prétextes, deux millions de Gênes et quelques millions de la ville libre de Hambourg, qui craignit, si elle refusait, d'être livrée par lui à la Prusse. Il obligea la Hollande à racheter, au prix de quarante millions, la ville de Flessingue, le principal port de la Zélande, qui, en vertu de nos traités avec la république hollandaise, appartenait en commun à la France et à la Hollande. Il se procura ainsi des ressources pour la prochaine campagne, mais par un moyen qui n'était pas plus politique qu'il n'était équitable. Ce n'était pas ainsi qu'on pouvait conserver les sympathies de la Hollande, qui nous avait si bien aidés contre les Anglais.

Ce fut pendant la session législative que Bonaparte, comme nous l'avons dit, s'installa aux Tuileries. Il semble avoir voulu calmer les appréhensions des adversaires de la monarchie, en faisant coïncider cette prise de possession du palais des rois avec une cérémonie funèbre en l'honneur du principal fondateur de la république américaine, de Washington, qui avait récemment terminé sa glorieuse carrière (20 pluviôse an VIII — 9 février 1800).

Un écrivain et un orateur élégant et disert, Fontanes, qui devait être un des plus dociles instruments de Bonaparte, prononça le panégyrique de Washington et n'en fit qu'un prétexte à l'éloge du Premier Consul. Il faisait entendre que Bonaparte

était plus grand que Washington, mais qu'il suivrait son exemple.

C'était toujours la suite du mensonge de Brumaire. On représentait Bonaparte comme le Washington de la France, au moment même où il détruisait chez nous tout ce que Washington avait fondé en Amérique. Fontanes se garda bien de dire un mot du lieutenant et de l'ami de Washington, de La Fayette, rentré récemment en France, où il vivait dans la retraite.

Bonaparte ne fut pas beaucoup plus sincère en se présentant à la France et à l'Europe comme l'ami de la paix que comme l'émule de Washington ; mais il agit du moins à cet égard avec une haute habileté et en mettant toutes les apparences de son côté. Dans les derniers jours de décembre 1799, il écrivit tout à la fois personnellement au roi d'Angleterre et à l'empereur d'Allemagne des lettres éloquentes, où il les invitait à s'entendre avec lui pour terminer la guerre qui, depuis huit ans, ravageait le monde.

Cette démarche, quoique inusitée, était naturelle vis-à-vis de l'empereur François II, après les rapports que le général Bonaparte avait déjà eus avec lui lors des négociations de Campo-Formio. Quant au roi d'Angleterre, Georges III, le procédé était contraire aux principes de la Constitution anglaise, qui n'admet pas l'intervention personnelle du roi en dehors de ses ministres responsables.

Le roi Georges, Bonaparte le savait bien, ne pouvait lui répondre que par l'intermédiaire du ministère. Pitt avait réellement désiré la paix à l'époque de ses plus grands embarras, à la suite de Campo-Formio; mais il ne la désirait plus, maintenant qu'il avait fait reprendre les armes avec succès à l'Autriche, qu'elle nous avait enlevé presque toute l'Italie, et qu'il espérait nous enlever l'Égypte et Malte. Cette dernière espérance était vraisemblable ; mais Pitt avait un autre espoir tout à fait absurde : c'était de renouveler en Bretagne l'expédition qui avait si mal réussi en Hollande, et de s'emparer de Brest pour en faire le point d'appui d'une nouvelle Vendée. Pitt caressait ce ridicule projet au moment même où l'insurrection achevait d'expirer dans l'Ouest.

Pitt fit répondre par le ministre des affaires étrangères, lord Granville, à notre ministre Talleyrand (14 nivôse an VIII — 4 janvier 1800). La dépêche anglaise n'accueillait les avances du Premier Consul qu'en récriminant contre notre système d'envahissement et de propagande révolutionnaire, et déclarait la paix impossible, tant que la France ne donnerait pas des gages sérieux de l'abandon de ce système. Le seul gage, prétendait-elle, qui pourrait complétement rassurer l'Europe, serait le rétablissement de la maison de Bourbon.

Une telle réponse était tout ce qu'eût pu désirer Bonaparte. Il voulut mettre jusqu'au bout ses adversaires dans leur tort. Il fit envoyer par Talleyrand à lord Granville une réplique où il montrait, mais en termes fort modérés, que les violences de la guerre révolutionnaire avaient été provoquées par l'acharnement avec lequel le gouvernement anglais avait poursuivi la Révolution française ; qu'il fallait, de part et d'autre, écarter ces vaines récriminations et aviser à empêcher la guerre de s'éterniser. Il proposait un armistice.

Lord Granville refusa et déclara que les hostilités seraient continuées sans relâche (30 nivôse — 20 janvier).

Pitt avait rendu à Bonaparte un service immense. L'opinion publique, en France, était toute à la paix : elle s'exaspéra contre l'Angleterre et retourna avec passion à la guerre.

Il y eut, au sujet de cette correspondance, de grands et éclatants débats dans le Parlement anglais. Les orateurs de l'opposition, Fox et autres, revenus à leurs anciennes opinions pacifiques, attaquèrent le ministère avec vigueur. Les ministres se défendirent en portant contre le Directoire et contre Bonaparte des accusations bien fondées d'envahissements injustes et de violations du droit des gens. Mais ces accusations étaient étranges dans la bouche de gens qui n'avaient cessé de donner eux-mêmes l'exemple des violences qu'ils reprochaient aux autres, et qui avaient récemment couvert de leur responsabilité les atrocités commises par Nelson à Naples.

L'opposition répliqua que c'étaient les monarchies européennes, et particulièrement le gouvernement anglais, qui avaient provoqué les excès de la Révolution française.

La majorité, cependant, resta fidèle à Pitt, qui retrouva de la grandeur en avouant hautement le duel implacable qu'il engageait entre son gouvernement et Bonaparte. Il présenta l'Angleterre comme le seul refuge de la liberté européenne contre le despotisme du conquérant français. Au fond, Pitt ne se souciait pas plus que Bonaparte des droits d'autrui ni de la liberté européenne : il y avait toutefois, entre ces deux hommes, une différence à l'avantage de Pitt ; c'est qu'il travaillait du moins pour quelque chose de supérieur à son intérêt personnel, pour ce qu'il croyait l'intérêt de sa patrie, tandis que Bonaparte n'avait d'autre but que sa propre grandeur.

Pitt s'obstina à soutenir que l'Angleterre et l'Europe avaient le plus grand intérêt au rétablissement des Bourbons en France, et il rendit ainsi l'ancienne dynastie plus impopulaire que jamais parmi nous et fortifia d'autant Bonaparte.

Le gouvernement autrichien répondit au Premier Consul plus convenablement, mais vaguement. Talleyrand offrit de prendre pour base le traité de Campo-Formio, mais en donnant à l'Autriche en Italie les indemnités que Campo-Formio lui avait promises en Allemagne. Il parla d'un système de garanties à établir pour les États secondaires, ce qui semblait impliquer le rétablissement des petits États envahis, soit par la France, soit par l'Autriche.

C'étaient là des offres sérieuses, et qui indiquaient que Bonaparte était réellement disposé à faire la paix avec l'Autriche et à concentrer tous ses efforts contre l'Angleterre.

L'Autriche répliqua qu'elle ne pouvait traiter sans ses alliés.

Il n'y avait plus qu'à combattre.

Bonaparte essaya en vain d'obtenir l'alliance de la Prusse, en lui offrant Hambourg et les autres villes libres, dites hanséatiques ; mais il obtint du moins que la Prusse travaillât à gagner à la neutralité le plus grand nombre possible de petits États allemands et à y amener le tsar Paul Ier. Le tsar était irrité de ce que l'Autriche gardait les États des princes italiens au lieu de les rendre, et de ce que l'Angleterre visait à s'emparer de Malte. Paul Ier avait déjà rappelé en Russie ses troupes qui

avaient coopéré avec la coalition. C'était un puissant ennemi de moins.

Bonaparte ne s'occupa plus qu'à préparer une grande campagne. Il venait de s'assurer un auxiliaire fort redouté des ennemis de la France. Carnot, qui avait passé, d'abord en Suisse, puis dans l'Allemagne du Nord, le temps de sa proscription, était rentré, comme les autres victimes de Fructidor. Bonaparte avait été ingrat envers lui et avait accepté sans scrupule la place qu'on lui avait enlevée à l'Institut, dans la section des sciences. Il se rapprocha de lui, quand il crut que Carnot pouvait de nouveau être utile à sa fortune. Carnot n'avait pas vu de près Brumaire, et Brumaire ne lui semblait qu'une conséquence de Fructidor. Bonaparte lui offrit le ministère de la guerre. Il accepta. Sa rentrée à la guerre produisit un grand effet en Europe. Au point de vue de la politique intérieure, c'était aussi un succès important pour Bonaparte.

L'Autriche s'apprêtait aux plus extrêmes efforts pour tâcher de conserver et d'accroître les avantages qu'elle avait obtenus l'année précédente en Italie. Son meilleur général, l'archiduc Charles, ne partageait pas les illusions dont on se berçait autour de l'empereur son frère. Il avait blâmé le refus de traiter avec la France. Son frère l'avait disgrâcié et remplacé, dans le commandement de la grande armée d'Allemagne, par le général Kray.

Les riches subsides de l'Angleterre avaient été pour beaucoup dans les résolutions du gouvernement autrichien. Pitt venait d'obtenir du Parlement anglais d'énormes ressources, dont l'ensemble s'éleva, pour cette année, à peu près à 1,100,000,000, ce qui en vaudrait aujourd'hui le double. Il put donner beaucoup à l'Autriche et aux petits États de l'Allemagne du Sud pour augmenter leurs forces militaires. Outre les troupes régulières, on leva, en corps francs, les paysans de la Forêt Noire et d'autres contrées de la rive droite du Rhin. L'Autriche parvint à mettre sur pied 250,000 hommes partagés en deux grandes armées, l'une en Souabe, l'autre en Italie. Les Anglais, établis à Port-Mahon, qu'ils avaient récemment enlevé aux Espagnols, devaient opérer une diversion contre la Provence,

avec 20,000 hommes, tant Anglais qu'émigrés. Le général Kray avait ordre de rester d'abord sur la défensive. Le général Mélas, qui commandait en Italie, devait attaquer Gênes, puis la Provence, en se concertant avec les Anglais.

Nous avions eu un échec en Piémont durant l'automne précédent. Le Directoire n'avait pas laissé à Moreau cette armée d'Italie qu'il avait sauvée à Novi. Cette manie de changer les généraux avait eu encore une fois un mauvais résultat. Le général Championnet, moins heureux que naguère à Rome et à Naples, n'avait pas réussi en voulant profiter du départ de Souwaroff et de ses Russes pour reprendre l'offensive en Piémont. Les Autrichiens, supérieurs en force, l'avaient rejeté au sud des Apennins, et nous ne conservions en Italie que Gênes et la Ligurie.

Les Autrichiens comptaient, s'ils parvenaient à forcer le passage du Var et à pénétrer en Provence, que les Français dégarniraient le Rhin pour secourir la Provence, et que le général Kray pourrait à son tour attaquer par l'Alsace.

Ce plan ne valait rien, parce qu'il portait le principal effort, non sur le Rhin, mais dans le Midi, où aucun succès contre la France ne peut être décisif. Il était de plus extrêmement hasardeux. Les deux armées autrichiennes, séparées par la Suisse dont les Français étaient redevenus maîtres, n'avaient plus entre elles de communication directe, et les Français, établis en Suisse, pouvaient se jeter entre ces deux armées. La grande victoire de Masséna, en chassant les ennemis de la Suisse, n'avait pas seulement assuré notre frontière contre l'invasion ; elle avait préparé le succès d'une campagne offensive en nous donnant une admirable position avancée.

Bonaparte tira parti de cette position avec génie. L'Autriche avait en Italie près de 120,000 soldats ; nous n'y avions plus qu'un débris d'armée, moins de 40,000 hommes épuisés de fatigues et de privations. Bonaparte, cependant, ne les renforça point. Il leur expédia seulement des vivres, des équipements, et Masséna. Il savait ce que valait Masséna, et les glorieux débris qu'il lui donnait à commander étaient les premiers soldats du monde. Il chargea Masséna de défendre les Apennins et les

Alpes maritimes, de Nice à Gênes, et d'y opposer une résistance désespérée aux masses autrichiennes, avec un homme contre trois ou quatre.

Pendant ce temps, il accumulait les forces sur le Rhin, sous Moreau, lui donnait au moins 110,000 hommes à mettre en ligne, sans les garnisons, et le chargeait de déboucher outre Rhin sur le flanc de Kray. Après avoir refoulé sur le Danube et sur la Bavière l'armée de Kray, Moreau devait détacher une partie de sa droite sur la Suisse pour seconder une armée de réserve qui se formait entre Dijon et Genève. Avec cette troisième armée, d'une cinquantaine de mille hommes, Bonaparte, si Moreau avait réussi, irait tomber en Italie à travers les Alpes, et, renforcé par la droite de Moreau, prendrait en queue l'armée de Mélas.

Nous n'avions plus en tout, dans l'hiver de 1799 à 1800, que 250,000 hommes sous les armes, élite et résidu de toute notre grande guerre. Le Premier Consul avait fait voter par le Corps législatif une levée de 100,000 hommes. Mais il fallait du temps pour les rassembler et les former. Bonaparte obligea tous les soldats qui étaient partis sans congé à rejoindre leurs corps et fit appel aux volontaires. Pour remonter notre cavalerie et notre artillerie, il en revint aux réquisitions de chevaux. Ce fut à cette époque qu'il créa le corps du train d'artillerie : jusque-là, canons et caissons étaient conduits par des charretiers ramassés au hasard, ce qui avait les plus grands inconvénients.

Bonaparte mit un art infini à tromper l'ennemi sur son plan de campagne. Au lieu de dissimuler la formation de l'armée de réserve, il réunit à grand bruit à Dijon quelques dépôts, quelques volontaires, un peu de matériel, et y envoya Berthier, qui passait du ministère de la guerre au commandement nominal de cette armée. L'Autriche et l'Angleterre, informées par leurs espions de la lenteur et de l'insignifiance de ce qui se faisait à Dijon, crurent que Bonaparte était hors d'état de former une troisième armée et qu'il ne voulait qu'inquiéter Mélas par de vaines apparences. Pendant ce temps, les régiments qui venaient d'étouffer l'insurrection de l'Ouest filaient silencieusement par diverses routes vers Genève et Lausanne, ainsi que l'artillerie

et les munitions qui leur étaient destinées. Les bureaux mêmes de la guerre ignoraient ces mouvements, qui s'opéraient par des ordres directs du Premier Consul aux chefs de corps. L'armée de réserve fut prête à la fin d'avril.

La lutte s'était engagée en Italie avec acharnement dès les premiers jours de ce mois. Le général Mélas, laissant 50,000 hommes dans le Piémont pour observer les débouchés de la Suisse, marcha contre Masséna avec 70,000 soldats. La situation de Masséna était excessivement difficile et périlleuse : avec environ 36,000 combattants, il avait à défendre les quarante lieues de montagnes qui s'étendent de Nice à Gênes. Bonaparte eût voulu que Masséna, sans s'embarrasser de garder les divers passages des montagnes, compensât son infériorité numérique en massant tout ce qu'il avait de troupes et en cherchant l'occasion de battre l'un après l'autre les corps ennemis. C'était un très-beau plan ; mais Masséna ne put le suivre. Il manquait de vivres et n'eût pu faire subsister dans Gênes trente et quelques mille soldats : il fut obligé de couper sa petite armée en deux, couvrant avec une moitié les passages des Apennins qui débouchent sur Savone et sur Gênes, et faisant défendre par l'autre moitié, sous le général Suchet, le col de Tende, Nice et le Var.

Il fut attaqué, dès le 15 germinal (5 avril), par trois colonnes autrichiennes. Grâce à l'énorme supériorité du nombre, l'ennemi coupa la ligne française. Masséna se concentra sur Gênes avec 15 à 18,000 hommes ; il y fut cerné par l'armée autrichienne et la flotte anglaise.

Il reprit l'offensive avec une extrême vigueur et refoula le corps autrichien qui menaçait Gênes du côté du levant (17 germinal) ; mais, du côté du couchant, où s'entassaient des masses d'ennemis, il ne réussit pas à rétablir ses communications avec Suchet. Il prit alors d'excellentes mesures pour soutenir un siège dans Gênes, renforça la garnison française par une garde nationale composée des patriotes génois, et aménagea sagement les subsistances, malheureusement bien insuffisantes, qu'il put réunir. Il défendit héroïquement et victorieusement les forts extérieurs placés sur les hauteurs qui protégent Gênes.

Il devint évident que les Autrichiens ne prendraient pas la place de vive force ; mais il était évident aussi que l'armée et la ville mourraient de faim si elles n'étaient promptement secourues. Le pays était épuisé, et les Anglais interceptaient tout ravitaillement par mer.

Le salut de Gênes, comme le succès de la campagne, dépendait de la célérité des opérations qui s'exécuteraient sur les autres parties du théâtre de la guerre. Par malheur, l'armée du Rhin n'avait pu marcher aussitôt qu'il eût été désirable : elle manquait de chevaux, d'effets de campement, d'outillage. Moreau se mit enfin en mouvement le 5 floréal (25 avril). Son armée passa le Rhin sur quatre colonnes, à Strasbourg, à Brisach, à Bâle et à Schaffouse, sans que le général Kray trouvât moyen de s'y opposer. 100,000 Français se trouvèrent ainsi, dans les montagnes de la Forêt-Noire, non loin des sources du Danube, en présence de 110,000 Autrichiens et Allemands. L'ennemi avait une grande supériorité numérique en cavalerie et en artillerie; mais notre admirable infanterie était d'une qualité bien supérieure à la sienne.

Un corps français enleva dans Stokach les magasins des Autrichiens, pendant que Moreau en personne battait le général Kray à Engen (13 floréal — 3 mai).

Il le défit une seconde fois le lendemain, à Mœsskirch, dont les hauteurs hérissées d'artillerie furent brillamment enlevées par nos fantassins. Kray se retira derrière le Danube. Moreau perdit l'occasion de l'accabler au passage de ce fleuve. Le peu d'accord qui existait entre Moreau, et surtout l'entourage de Moreau, et l'un de ses lieutenants, Gouvion Saint-Cyr, avait empêché notre armée de compléter ses succès.

Il y avait eu des fautes de part et d'autre. Saint-Cyr répara les siennes avec éclat. Kray s'étant hasardé à revenir sur la rive droite du Danube pour sauver de grands magasins qu'il avait à Biberach, Saint-Cyr, avec un seul de nos corps, repoussa et culbuta la masse de l'armée autrichienne, déjà fort ébranlée par cette série de revers. Moreau, avec sa droiture habituelle, rendit pleine justice à Saint-Cyr pour cette belle journée (19 flo-

réal — 9 mai). Kray se retira sur Ulm; son armée était diminuée d'une trentaine de mille hommes.

Les grands magasins étaient de grands embarras pour les armées allemandes; qui se compromettaient fréquemment par de fausses manœuvres pour les sauver. Les Français s'en passaient, au prix de bien des souffrances, et y gagnaient une rapidité et une précision de mouvements que leurs ennemis ne savaient guère imiter.

Moreau, après avoir tenu sa promesse en envoyant une vingtaine de mille hommes en Suisse pour seconder Bonaparte du côté de l'Italie, s'arrêta dans sa marche victorieuse et se contenta de tenir Kray resserré dans Ulm, jusqu'à ce qu'il eût des nouvelles des opérations de l'armée de réserve.

Bonaparte était en marche. Il était déjà bien tard pour les braves défenseurs de Gênes. Masséna avait fait encore une très-belle et heureuse sortie le 20 floréal (10 mai); mais une autre, le 23 floréal, n'avait pas réussi. Sa petite armée était épuisée, et les privations devenaient la famine. La majorité de la population génoise avait résolûment et constamment soutenu les Français; mais ce peuple était à bout de souffrances.

Bonaparte avait quitté Paris le 16 floréal (6 mai) avec grand apparat, trompant l'ennemi jusqu'au bout et faisant répandre le bruit que son voyage, aussi bien que l'armée de réserve, n'était qu'une feinte. Il connaissait l'extrême détresse de Gênes; mais il savait, d'autre part, que le général Mélas avait fort divisé sa grande armée: qu'une partie était restée en Piémont; une autre partie était devant Gênes; Mélas lui-même, avec la troisième, s'était porté contre Suchet et avait occupé Nice; mais Suchet, fortement posté sur le Var, lui barrait, à Saint-Laurent, le passage de ce fleuve.

C'étaient là de bonnes conditions pour le succès des projets de Bonaparte. Ce fut à Lausanne qu'il arrêta définitivement le point où il opérerait le passage des grandes Alpes (23 floréal-13 mai). Il choisit le col du Grand Saint-Bernard, qui débouche de Martigni en Valais sur Aoste en Piémont, entre les deux routes de Turin et de Milan. Il envoya au corps détaché par Moreau de l'armée d'Allemagne l'ordre de descendre en Italie

par le Saint-Gothard. Il prescrivit à un petit corps de l'armée de Ligurie, qui gardait le mont Cenis, de descendre par Suse, pendant qu'il franchirait en personne le Grand Saint-Bernard avec le principal corps de l'armée de réserve. Une division de cette armée descendrait par le Petit Saint-Bernard. Cela faisait en tout soixante et quelques mille hommes : Bonaparte n'amenait de France qu'environ 40,000 soldats d'élite.

Il n'y avait point alors, comme aujourd'hui, de grandes routes à travers les Alpes : le passage d'une armée, avec son artillerie, ses charrois, son matériel, offrait des difficultés extrêmes en toute saison et de graves dangers au printemps, à l'époque de la fonte des neiges. Tout ce que peut faire la prévoyance humaine avait été fait : on avait démonté les canons, divisé les affûts, réparti les munitions à dos de mulets, préparé des dépôts de vivres pour l'armée dans ces déserts stériles et glacés. Les divers corps escaladèrent et redescendirent le Grand Saint-Bernard en six jours (25-30 floréal, 15-20 mai). Les soldats, pleins d'ardeur et d'espérance, supportèrent gaiement ces rudes fatigues et traînèrent à bras d'hommes, avec des efforts inouïs, leurs canons emboîtés dans des troncs de sapins creusés. Tout réussit. L'armée ne fut point assaillie par les avalanches de neige que l'on redoutait, et l'on ne perdit presque personne.

Lannes, avec l'avant-garde, dès le 27 floréal (17 mai), entra dans Aoste ; mais, entre Aoste et Ivrée, il fut arrêté par le fort de Bard, dont on connaissait mal la forte position et qui commande la seule route par laquelle pouvait déboucher l'armée.

Il y eut un moment de grande anxiété. On n'avait pas le temps de faire un siège. Bonaparte arriva le 1er prairial (21 mai). On avait reconnu la possibilité, pour l'infanterie et la cavalerie, de tourner le fort par un sentier de montagne. Un général d'artillerie, Marmont, imagina, durant une nuit obscure, de faire couvrir de paille et de fumier la route qui passe au pied du fort, et d'envelopper d'étoupes les canons et les affûts. Ce stratagème eut un plein succès. Le 2 prairial, notre avant-garde prit d'assaut Ivrée, et l'armée déboucha dans les plaines du Piémont, en culbutant un corps autrichien (6 prairial — 26 mai).

Le général en chef autrichien Mélas avait été désabusé trop

tard sur cette armée de réserve dont nos ennemis s'étaient tant moqués. Il apprit à Nice le passage du Saint-Bernard. Il avait essayé en vain de franchir le Var, très-vigoureusement défendu par Suchet avec une douzaine de mille hommes. Il se flattait encore que la descente des Français n'était qu'une faible diversion et que Bonaparte n'y était pas. Il laissa 20,000 hommes sur le Var, en face de Suchet, 30,000 devant Gênes, repassa le col de Tende avec 10,000 hommes, et se dirigea sur Turin ; il y rallia divers détachements et se refit une armée d'une trentaine de mille hommes. Ne pouvant plus enfin douter de la présence de Bonaparte, il s'imaginait être en état de lui disputer, à Chivasso, le passage du Pô.

C'était une dernière illusion. Bonaparte, arrivant à la tête de quarante et quelques mille soldats d'élite, animés d'une ardeur irrésistible, eût, sans aucun doute, écrasé Mélas. Dans l'état de dispersion où était la grande armée autrichienne, rien n'était capable d'arrêter Bonaparte, quelque direction qu'il choisît.

On était aux derniers jours de mai. Masséna était parvenu à faire passer de ses nouvelles au Premier Consul, et Bonaparte savait qu'à partir du 20 mai environ, Gênes et ses défenseurs devaient être aux dernières extrémités de la famine. Il avait imposé des sacrifices inouïs à l'armée de Ligurie : elle les avait acceptés avec une abnégation admirable ; mais ces sacrifices et ce dévouement lui imposaient à son tour un devoir absolu, le devoir de sauver les défenseurs de Gênes. Il était bien assuré de passer sur le corps à Mélas et d'accabler ensuite le général qui poursuivait le siége de Gênes : il avait fait des choses tout autrement difficiles.

Il ne le fit point, et il abandonna Masséna et ses généreux soldats. Il les immola au succès d'un plan grandiose et hasardeux, qu'il avait conçu, non plus seulement pour vaincre, mais pour anéantir d'un seul coup l'armée autrichienne, en lui coupant toute retraite.

Tandis que Mélas l'attendait sur la route de Turin, il tourna sur Milan. Notre avant-garde força, le 11 prairial (31 mai), le passage du Tésin à Turbigo, et, le surlendemain, Bonaparte fit son entrée dans Milan. Les exactions des Austro-Russes et les

persécutions des Autrichiens contre tout ce qui avait pris part au gouvernement de la république cisalpine avaient complétement retourné l'opinion des populations lombardes. Bonaparte et ses soldats furent accueillis avec transport.

Pendant ce temps, le général Lannes enlevait dans Pavie les magasins, l'artillerie de réserve, les équipages de pont des Autrichiens, et s'emparait de la position de Belgiojoso, au delà du Tésin et du Pô. Du côté opposé, d'autres détachements occupaient le cours supérieur du Tésin jusqu'au lac Majeur. Le plan de Bonaparte se développait. Il tenait maintenant la ligne de retraite des Autrichiens le long du Tésin et de la rive nord du Pô.

Mélas, à ces nouvelles menaçantes, envoya l'ordre à ses lieutenants d'abandonner leurs positions sur le Var et de lever le siége de Gênes.

Pour Gênes, il était trop tard. Tandis que Milan prodiguait à Bonaparte les banquets et les fêtes, Gênes mourait de faim. Depuis deux mortelles semaines, les habitants n'avaient plus d'autres aliments que des herbes, des racines ; on faisait pour les soldats un pain immangeable, fabriqué avec du cacao, de l'amidon et de la graine de lin. Les habitants mouraient par centaines. Les soldats pouvaient à peine tenir leurs armes. Plusieurs milliers de prisonniers, enlevés à l'armée autrichienne dans les sorties, partageaient l'horrible misère du peuple génois. Le général autrichien Ott et l'amiral anglais, lord Keith, avaient eu la cruauté de refuser de leur fournir les vivres que Masséna offrait de leur distribuer fidèlement. Masséna soutint jusqu'au bout, par son exemple et ses exhortations, la patience des soldats et du peuple. Sa magnanime conduite rachetait bien les fautes auxquelles ses passions l'avaient entraîné. Il s'était déjà glorieusement racheté en Suisse par son génie guerrier ; il fit plus à Gênes : il se racheta par la grandeur morale.

Il fallut cependant céder, quand on eut épuisé jusqu'à ces aliments impossibles. Il n'y eut point de capitulation, mais une simple évacuation. Le général Ott, cachant l'ordre qu'il venait de recevoir de lever le siége, se hâta de consentir à ce que les troupes françaises sortissent avec les honneurs de la guerre et

allassent joindre Suchet par la côte ligurienne (la Corniche).

Masséna quitta Gênes, le 16 prairial (5 juin), avec huit mille hommes qui lui restaient sur quinze. Quatre mille étaient dans les hôpitaux. Les Autrichiens promirent de les soigner et de les rendre sans rançon. Cette intrépide petite armée avait fait perdre dix-huit mille hommes à l'ennemi. Il n'y a rien de plus beau, dans l'histoire des sièges, que cette défense de Gênes, où presque toutes les sorties avaient été des victoires. Masséna n'oublia pas les intérêts des Génois et stipula qu'aucun des amis des Français ne serait inquiété.

Masséna alla joindre Suchet, qui avait vivement poursuivi les Autrichiens dans leur retraite des bords du Var, les avait coupés à travers les montagnes et leur avait fait essuyer une série d'échecs qui leur avaient coûté 10,000 hommes. Masséna et Suchet se rejoignirent vers Savone, et, avec une vingtaine de mille hommes, commencèrent à menacer sur ses derrières l'armée que reformait Mélas.

Le général autrichien, voyant la ligne du Tésin et la rive nord du Pô barrées par les Français, projetait d'opérer sa retraite par la rive sud du Pô, vers Mantoue. Il avait donc ordonné aux corps répandus en Piémont ou revenant du Var de se concentrer à Alexandrie, pour se diriger de là vers Plaisance, et au corps qui avait fait le siège de Gènes de marcher par Tortone également vers Plaisance, qui était le point décisif.

Mélas avait été prévenu. Les premiers détachements autrichiens qui atteignirent Plaisance vinrent s'y briser contre les Français, qui restèrent maîtres de la ville (18 prairial — 7 juin).

Bonaparte s'était mis en mesure de fermer à l'ennemi la route de la rive sud du Pô après celle de la rive nord, et il s'était préparé à occuper une position excellente, à la Stradella, sur la route de Tortone à Plaisance. C'est un passage assez resserré entre les marécages du Pô et les contre-forts avancés des Apennins. Il y arriva en personne le 20 prairial au soir.

On se battait depuis le matin en avant de la Stradella, à Montebello. Lannes, avec 8,000 hommes, s'était heurté contre le général Ott, qui arrivait de Gènes avec 17 ou 18,000. Lannes avait attaqué avec audace. Il eût fini par succomber sous le

nombre ; mais il reçut à temps un renfort de quelques milliers d'hommes, et, quoique encore notablement inférieur à l'ennemi, il chassa enfin les Autrichiens du champ de bataille, en leur faisant perdre 7,000 morts ou prisonniers. Le Premier Consul arriva à temps pour assister à l'issue de cette brillante journée.

Bonaparte attendit deux jours à la Stradella, appelant à lui des renforts et se disposant à une action générale. Le troisième jour (23 prairial — 12 juin), ne voyant rien paraître, il craignit que Mélas n'eût renoncé à marcher sur Plaisance et ne cherchât à forcer le passage soit au nord par le Tésin, soit au contraire tout à fait au sud, en faisant un grand détour ; il se décida à quitter sa position de la Stradella et à se porter en avant vers Alexandrie. Le 24 prairial, au matin, il passa la Scrivia et déboucha dans la grande plaine qui s'étend de Tortone à Alexandrie et qui porte aujourd'hui le nom fameux de plaine de Marengo.

L'ennemi ne se montrait pas. Les incertitudes de Bonaparte augmentaient. Il pensa que Mélas avait tourné vers Gênes, et il dirigea sur Novi une division pour reconnaître cette route. A la tête de ce détachement était le général Desaix, qui, rappelé par le Premier Consul, venait d'arriver tout droit d'Égypte au quartier général.

De notre côté, on ne s'attendait nullement à combattre, lorsque, le 25 prairial (14 juin) au point du jour, des masses autrichiennes sortirent d'Alexandrie, passèrent sur trois ponts la Bormida, qui coule entre la ville et la plaine de Marengo, et assaillirent les troupes françaises qui occupaient le village de ce nom. Mélas s'était décidé à livrer bataille pour s'ouvrir la route de Plaisance. Des 120,000 hommes qu'il avait commandés au début de la campagne, il n'en avait pas réuni plus de 40,000, ayant fait la faute de laisser des garnisons éparpillées dans les places piémontaises.

Bonaparte, lui aussi, pour barrer le passage sur une ligne d'au moins trente lieues, avait été obligé de disperser ses troupes d'une façon très-hasardeuse. Quoique le corps envoyé d'Allemagne par Moreau fût descendu par le Saint-Gothard et eût rejoint, Bonaparte n'avait qu'une trentaine de mille hommes à sa disposition immédiate.

De ces 30,000 hommes, il n'y en avait guère plus de la moitié en présence des Autrichiens le 25 prairial au matin : c'était le corps du général Victor, qui occupait Marengo, le premier village qu'on rencontre de ce côté en sortant d'Alexandrie, et le corps du général Lannes, échelonné dans la plaine entre Marengo et le village de Castel-Ceriolo.

Lannes et Victor, assaillis par des forces toujours croissantes, se défendirent plusieurs heures avec une énergie et une constance admirables. Quand toute l'armée ennemie fut réunie et put disposer en entier de sa puissante artillerie et de sa nombreuse cavalerie, Lannes fut enfin débordé et tourné dans la plaine, et Victor fut débusqué, après un terrible carnage, du village de Marengo. Vers dix heures, la position de ces deux braves généraux devenait désespérée, lorsque Bonaparte parut avec une petite division d'infanterie, le petit corps d'élite de la garde consulaire et une brigade de cavalerie.

Les troupes de Victor et de Lannes se ranimèrent à l'arrivée de ce secours. La garde consulaire fit preuve d'une valeur et d'une solidité sans égales, et fut très-bien secondée par le reste des troupes fraîches qui l'accompagnaient. Cependant, ni ce renfort, ni les habiles manœuvres de Bonaparte, ne suffirent à arrêter un ennemi si supérieur en nombre. On ne put reprendre Marengo, ni se soutenir à Castel-Ceriolo, et l'on dut céder peu à peu le terrain, en le défendant pied à pied. Lannes et son infanterie furent magnifiques dans cette lente retraite.

C'était toutefois une retraite; l'ennemi avait conquis la route de Plaisance, qui était son but. Mélas crut la victoire assurée. Ce vieux général, épuisé de fatigue, laissa le commandement à son chef d'état-major Zach, alla se reposer dans Alexandrie, et dépêcha partout des courriers pour annoncer son triomphe. Zach forma l'armée autrichienne en colonne, pour la diriger sur Plaisance.

Mais, entre deux et trois heures, la tête de colonne des Autrichiens vit devant elle, vers San-Giuliano, la route barrée par un corps français : c'était le général Desaix qui accourait avec 6,000 hommes. Détaché par Bonaparte sur Novi, il s'était arrêté au bruit lointain de la canonnade, puis s'était retourné et avait

marché au canon, sans attendre les aides de camp que Bonaparte lui envoyait pour le rappeler.

Desaix rejoignit Bonaparte. La plupart des généraux considéraient la bataille comme perdue. Bonaparte consulta Desaix. — « Oui, dit Desaix, la bataille est perdue ; mais il n'est que trois heures ; il reste le temps d'en gagner une autre. »

Bonaparte décida de recommencer. Desaix attaqua de front, pendant que le gros de l'armée reprenait l'offensive contre le flanc gauche de l'ennemi. Aux premières décharges, Desaix tomba, comme Joubert, percé d'une balle dans la poitrine. « Cachez ma mort, dit-il au général qui commandait sous lui ; cela pourrait ébranler les troupes ! » Ce furent là les dernières paroles de cet homme qui avait été le modèle de toutes les vertus militaires.

Ses soldats l'avaient vu tomber et chargèrent avec fureur pour le venger. Le choc fut terrible entre sa division et la tête de la grande colonne autrichienne. On luttait opiniâtrément, baïonnettes contre baïonnettes, lorsque le général Kellermann, fils du Kellermann de Valmi, à la tête d'un corps de cavalerie, fondit impétueusement sur le flanc des grenadiers autrichiens. Desaix, au moment d'attaquer, avait envoyé demander à Bonaparte d'ordonner cette charge. On peut dire que, mort, c'était lui encore qui nous donnait la victoire. Kellermann coupa la colonne autrichienne. La tête de colonne, enveloppée, mit bas les armes. Le général Zach fut pris avec ses grenadiers. Lannes et sa brave infanterie chargèrent à leur tour et ébranlèrent le centre des Autrichiens. Une panique s'empara de leur cavalerie. Elle tourna tête vers la Bormida. La confusion se mit dans toute leur armée. Tout se précipita vers la rivière. Les ponts ne suffisant pas, l'artillerie essaya de passer à gué. Elle s'envasa ; les Français prirent hommes et canons. La masse rentra en pleine déroute dans Alexandrie. Elle laissait derrière elle 12,000 morts, blessés ou prisonniers.

La victoire nous avait coûté cher, 7,000 hommes et Desaix ; mais elle était décisive. L'ennemi était entièrement désorganisé. Dès le lendemain, Mélas envoya un parlementaire à Bonaparte.

Le Premier Consul consentit à ce que l'armée autrichienne se retirât avec les honneurs de la guerre, mais en abandonnant tout

ce qu'elle occupait dans la haute Italie jusqu'au Mincio. Une suspension d'armes fut convenue jusqu'à ce que le gouvernement autrichien eût envoyé sa ratification. L'évacuation des places n'était pas soumise à cette ratification et commençait immédiatement.

Masséna put ainsi tenir la parole qu'il avait donnée au général autrichien avec lequel il négociait l'évacuation de Gênes. — « Je vous jure que je rentrerai dans Gênes avant quinze jours. »

On fit à Bonaparte un triomphe splendide à Milan. Il ordonna la réunion d'une Consulte chargée de réorganiser la république cisalpine, sous la présidence d'un commissaire français. Il donna au Piémont un gouvernement provisoire avec le général Jourdan pour commissaire. Il voulait regagner Jourdan, comme il avait regagné Carnot.

Il eut à Milan, vis-à-vis du culte et du clergé, une attitude qui annonçait son retour très-prononcé à une politique déjà essayée pendant la première guerre d'Italie. Il prodigua aux curés de Milan les protestations d'attachement à la religion catholique et assista en grande pompe à un *Te Deum* dans la cathédrale. Il annonça, dans un de ses bulletins, que le clergé l'avait conduit, dans le chœur, sur une estrade où l'on recevait jadis « les premiers magistrats de l'Empire d'Occident ». Cette évocation des souvenirs de l'Empire romain laissait entrevoir les rêves dangereux qui hantaient le cerveau du Premier Consul.

Quant à la religion, Bonaparte, musulman au Caire, redevenait catholique en Italie. Le haut clergé n'avait pas oublié ses procédés de 1797. Un nouveau pape, Pie VII, avait été récemment élu dans un conclave réuni à Venise, et les cardinaux, en choisissant un évêque de la Romagne qui avait eu de bons rapports avec le général Bonaparte, avaient sans doute pensé aux chances d'un rapprochement entre Rome et le Premier Consul. Celui d'entre eux qui eut le plus de part à cette élection était le fameux orateur contre-révolutionnaire de la Constituante, l'abbé Mauri, maintenant émigré et cardinal ; il visait déjà probablement à faire sa paix, comme Bernier, avec le nouveau gouvernement de la France. Ce n'était pas seulement pour les affaires d'Italie, mais pour celles de France que Bonaparte songeait à se rapprocher du Saint-Siège de Rome. Il écrivait, sur ces entre-

faites, au préfet de la Vendée, une lettre destinée à être montrée dans ce pays catholique et où il se déchaînait contre « ces méchants hérétiques d'Anglais ! »

Bonaparte laissa le commandement de l'armée d'Italie à Masséna, afin d'apaiser ses justes ressentiments, et rentra en France. Il fut très-acclamé sur toute la route, surtout à Lyon. Il y posa la première pierre de la reconstruction de la place Bellecour, démolie en 93. Il fut de retour à Paris dans la nuit du 13 messidor (2 juillet).

On y avait cru un moment à sa défaite ou à sa mort, et, parmi les personnages politiques, on avait déjà pensé à le remplacer par Carnot ou par La Fayette. Il en garda rancune, quoique l'accueil enthousiaste qu'il reçut à Paris eût dû effacer cette impression. Il ne tarda pas à retirer le ministère de la guerre à Carnot. Tous les corps de l'État vinrent lui présenter des félicitations sincères dans le fond, car l'allégresse était générale pour un si grand succès, mais où la louange était exagérée jusqu'à l'adulation. Le Tribunat garda plus de mesure et de dignité que les autres corps. Il associa la mémoire de Desaix à l'éloge de Bonaparte. Le président du Tribunat, Daunou, et Benjamin Constant, parlèrent de liberté.

D'heureuses nouvelles arrivaient coup sur coup d'Allemagne. L'armée du Rhin, qui était maintenant l'armée du Danube, répondait, avec une noble émulation, aux succès de l'armée d'Italie. Moreau, délivré de son inaction forcée par la nouvelle du passage du Saint-Bernard et n'ayant plus à protéger l'armée de réserve, avait franchi le Danube au-dessous d'Ulm, pour obliger le général Kray à évacuer le camp retranché qu'il occupait auprès de cette ville. Kray, voyant les Français sur sa ligne de retraite, quitta Ulm et vint les attaquer. Notre cavalerie, conduite par Lecourbe, renversa la cavalerie autrichienne. L'infanterie, menée par Moreau en personne, refoula à son tour l'infanterie ennemie et resta maîtresse du champ de bataille autour de Hochstett, dans les lieux mêmes où nous avions autrefois perdu une grande bataille sous Louis XIV (30 prairial — 19 juin). Kray se retira précipitamment par la rive nord du Danube. Moreau ne le poursuivit pas, repassa le

Danube, marcha sur Augsbourg et sur Munich, fit occuper cette capitale de la Bavière par un de ses lieutenants (9 messidor — 28 juin) et s'établit au cœur de la Bavière, prêt à se porter de là sur le Tyrol et sur Vienne.

Ce fut durant cette marche que le brave La Tour d'Auvergne, « le premier grenadier de France », périt dans un engagement près de Neubourg, frappé au cœur d'un coup de lance par un uhlan autrichien. Ce héros républicain n'avait pas à regretter la vie : il n'était pas fait pour l'époque nouvelle qu'avait ouverte le 18 brumaire.

Moreau fit enlever, par son aile droite, les postes que tenaient les Autrichiens dans les montagnes, sur les confins de la Bavière, du Tyrol et des Grisons ; puis, après avoir ainsi consolidé sa position, il signa à son tour une suspension d'armes, le 26 messidor (15 juillet). Les Français restaient en possession de la Franconie, de la Souabe et de la plus grande partie de la Bavière.

La joie publique fut grande. Tout nous avait réussi : nous avions repris la prépondérance en Italie ; nous étions victorieux au cœur de l'Allemagne, et l'on était informé d'une grande victoire en Égypte (Héliopolis), qui semblait nous assurer la conservation de cette belle conquête.

Un arrêté des Consuls annonça que le prochain semestre de la rente serait payé, pour la première fois, intégralement en argent. Les fonds publics, qui étaient à 13 pour cinq francs de rente avant que Bonaparte eût saisi le pouvoir, étaient montés à 40 et continuaient à s'élever. La fête annuelle du 14 juillet fut célébrée avec un grand éclat. Le Tribunat, dans cette solennité, prononça l'éloge funèbre de La Tour d'Auvergne. L'orateur fit, à cette occasion, un grand éloge de Moreau, comme pour établir qu'on ne devait pas concentrer sur un seul général toute la gloire de nos armées.

Quelques jours après (2 thermidor — 21 juillet), arriva un envoyé de l'empereur d'Allemagne, chargé d'apporter la ratification de la convention d'Alexandrie et la réponse de l'empereur François II à une nouvelle lettre que le Premier Consul lui avait écrite le lendemain de la bataille de Marengo. Le public ne douta plus de la prochaine conclusion d'une paix glorieuse.

CHAPITRE IV

CONSULAT (SUITE). — VICTOIRE DE MOREAU A HOHENLINDEN. PAIX DE LUNÉVILLE AVEC L'AUTRICHE. — PERTE DE L'ÉGYPTE. PAIX D'AMIENS AVEC L'ANGLETERRE.

(2 Thermidor an VIII-4 Germinal an X; 22 Juillet 1800-25 Mars 1802.)

L'opinion publique s'était fait illusion sur la conclusion d'une paix immédiate avec l'Autriche. Le gouvernement autrichien était si peu décidé encore à se détacher de l'Angleterre, que, le jour même où il avait reçu la nouvelle de Marengo, il avait signé un nouveau traité par lequel il s'engageait à ne pas faire de paix séparée, du moins jusqu'en février 1801, moyennant que l'Angleterre lui payât un subside d'environ 62 millions.

Le négociateur envoyé à Paris par l'empereur François II, le comte de Saint-Julien, n'avait pour mission que de s'informer des bases que le Premier Consul voulait proposer pour la paix. L'Autriche ne visait qu'à gagner du temps.

Le comte de Saint-Julien était un militaire peu au courant de la diplomatie. Il eut affaire à plus habile que lui, à Talleyrand, qui l'amena à signer des préliminaires de paix reconnaissant à la France la limite du Rhin, et promettant à l'Autriche des indemnités en Italie au lieu de celles que le traité de Campo-Formio lui promettait en Allemagne (9 thermidor — 27 juillet). Cela voulait dire que Bonaparte ne prétendait pas dépasser les conditions de l'armistice conclu avec Mélas et laisserait Mantoue et la ligne du Mincio à l'Autriche.

M. de Saint-Julien avait dépassé ses pouvoirs : il fut désa-

voué, et l'Autriche proposa un congrès où interviendrait l'Angleterre.

Les négociations n'aboutirent pas. L'Autriche, pour obtenir une prolongation d'armistice de quelques semaines, fut réduite à livrer aux Français trois places importantes, Philipsbourg, qu'elle avait gardé sur la rive droite du Rhin, Ulm et Ingolstadt sur le Danube.

Les pourparlers recommencèrent. M. de Cobentzel, le négociateur de Campo-Formio, vint s'aboucher, à Lunéville, avec un des frères du Premier Consul, Joseph Bonaparte. Une fois là, Cobentzel déclara qu'il ne pouvait traiter sans la participation d'un plénipotentiaire anglais. Le Premier Consul répondit en faisant signifier à Cobentzel que les hostilités allaient recommencer, et que les armées françaises ne s'arrêteraient plus jusqu'à ce que le plénipotentiaire autrichien eût consenti à traiter sans l'Angleterre. Il donna quarante-huit heures pour accepter un ultimatum qui ne laissait plus Mantoue à l'Autriche.

L'Autriche n'accepta pas. La campagne se rouvrit le 7 frimaire (28 novembre).

Bonaparte avait débuté par envoyer un détachement de l'armée d'Italie occuper la Toscane, où il craignait un débarquement des Anglais combiné avec l'Autriche et Naples, puis il lança les armées. Il en avait préparé cinq, deux grandes et trois petites, et il avait résolu de diriger, de Paris, l'ensemble des opérations, comme autrefois Carnot, sans agir en personne, sauf les cas imprévus. Les coups décisifs devaient se porter en Allemagne. Ce n'était pas en Italie qn'on pouvait mettre l'Autriche hors de combat ; Bonaparte le savait bien : il n'avait réussi une première fois à abattre l'Autriche que lorsqu'il avait pu descendre de l'Italie dans les provinces allemandes. Moreau avait cette fois le grand rôle. Augereau devait le soutenir par une diversion avec 20,000 hommes sur le Mein.

En Italie, Masséna n'était plus à la tête de l'armée ; Bonaparte lui avait retiré le commandement, moins peut-être à cause des plaintes qu'excitait son administration qu'à cause des torts qu'il se sentait envers lui et des ressentiments qu'il lui supposait. Il l'avait remplacé par le général Brune. Macdonald, posté chez

les Grisons avec une vingtaine de mille hommes, devait coopérer avec Brune en franchissant les Alpes. Enfin, Murat commandait un corps de réserve destiné à soutenir l'armée d'Italie. Bonaparte avait bien employé le temps. Nous étions très-préparés pour cette campagne d'hiver. La France avait 400,000 hommes sous les armes, dont 300,000 en ligne.

L'Autriche, avec ses grandes ressources en hommes, était parvenue à se maintenir à peu près sur le pied de l'égalité quant au nombre ; mais la confiance était fort ébranlée parmi ses troupes. Le général Kray, brave et capable, mais qui n'avait pas été heureux, s'était vu disgracier comme l'archiduc Charles. Il avait été remplacé par un autre des frères de l'empereur, l'archiduc Jean, jeune homme plein d'ardeur et d'idées stratégiques prises dans les livres, mais sans aucune expérience de la guerre. Les Autrichiens avaient chance de succès en défendant les passages de l'Inn, grand affluent du Danube, qui descend du Tyrol en Bavière et que des montagnes, des forêts, des marécages, rendent difficile à franchir. L'archiduc Jean prit témérairement l'offensive.

Moreau s'était établi, avec le gros de son armée, sur un grand plateau boisé, en avant de Munich, entre l'Isar, l'Inn et le Danube. L'archiduc Jean franchit l'Inn, essaya de tourner Moreau, et vint se jeter, avec 40,000 hommes, sur notre aile gauche, forte de 26,000 hommes, que commandait le général Grenier. Grenier et son lieutenant Ney, qui se signalait en toute occasion par la plus brillante valeur, se défendirent vigoureusement. Moreau fit replier sa gauche en bon ordre et concentra 60,000 hommes dans la forêt de Hohenlinden (10 frimaire — 1er décembre).

L'archiduc Jean prit cette concentration pour une retraite. Le 12 frimaire (3 décembre), il gravit, avec 70,000 hommes, sur les pentes de la haute forêt qu'il croyait déjà évacuée par les Français. Les colonnes autrichiennes avançaient péniblement et inégalement par une grande route et par des sentiers de bois aboutissant à une clairière où les attendait le corps de Grenier et de Ney, notablement renforcé par Moreau. La neige tombait, épaisse et incessante, à travers les sapinières.

L'archiduc Jean, avec la principale colonne autrichienne, celle du centre, qui suivait la grande route, traversa la forêt et tenta de déboucher dans la clairière de Hohenlinden. Par deux fois, il fut repoussé. La lutte continuait, quand nos soldats virent hésiter et flotter la masse ennemie. « C'est le moment, dit Moreau à Ney : en avant ! » Et il fit charger Ney sur la tête de la colonne autrichienne.

Il savait ce qui causait le trouble de l'ennemi : c'était notre droite, qui, d'après ses ordres, avait tourné la forêt et prenait en queue la grande colonne autrichienne, à laquelle notre gauche faisait face. Le général Richepanse, laissant successivement derrière lui, régiment par régiment, le gros de notre droite pour contenir et repousser les corps ennemis qui arrivaient par les sentiers des bois, s'était lancé tête baissée, avec une seule demi-brigade (régiment), dans le défilé où s'entassait la grande colonne autrichienne. Il jeta dans cette masse une confusion effroyable. Infanterie, artillerie, bagages s'accumulaient et s'écrasaient les uns sur les autres. Richepanse et Ney, perçant, chacun de leur côté, à travers cette cohue, se rejoignirent d'un bout à l'autre du défilé, et s'embrassèrent aux acclamations enthousiastes de leurs soldats. Canons et bagages restèrent, avec des milliers de prisonniers, entre les mains des Français.

La principale colonne ennemie était entièrement détruite ou dispersée.

Un autre gros corps autrichien, qui formait la droite de l'ennemi, escaladant tardivement le plateau vers le nord de la clairière, avait été, pendant ce temps, repoussé avec une vigueur héroïque par les troupes du général Grenier, très-inférieures en nombre sur ce point. Grenier rejeta ce corps du plateau dans la vallée.

Les autres colonnes ennemies furent battues en détail et chassées au delà de l'Inn. L'ennemi avait perdu près de 20,000 hommes et 87 canons.

Ce fut la plus belle journée de la vie de Moreau, et un second Marengo plus décisif, car il menait les Français à Vienne.

Rien ne pouvait plus arrêter les vainqueurs de Hohenlinden. Le 18 frimaire (9 décembre), Moreau fit franchir l'Inn, à quel-

ques lieues plus haut, par le corps du général Lecourbe, qui, détaché pour observer les forces autrichiennes du Tyrol, n'avait pas pris part à la bataille. Moreau alla rejoindre Lecourbe avec le gros de l'armée. L'archiduc Jean, avec ce qu'il avait rallié de troupes, essaya de tenir dans une forte position sur la Salza, près de Salzbourg. Le 23 frimaire (14 décembre), Lecourbe et Decaen forcèrent le passage de la Salza. L'armée descendit des montagnes dans la grande vallée du Danube et pénétra dans l'Autriche proprement dite, en chassant devant elle les débris de l'armée autrichienne. L'empereur François II avait rappelé au commandement l'archiduc Charles, quand tout était perdu. Le 30 frimaire (21 décembre), Moreau franchit la rivière d'Enns. Il était plus près de Vienne que ne l'avait été Bonaparte lors des conférences de Léoben. Il ne tenait qu'à lui d'entrer dans la capitale de l'Autriche et de se donner l'éclat d'un triomphe qui, pour la foule, eût entouré son nom d'un prestige égal à celui de Bonaparte.

Il eut la modération de ne pas le faire. Il accorda un armistice demandé par l'archiduc Charles, qui lui garantit que l'Autriche allait accepter les conditions de la France et se séparer de l'Angleterre (4 nivôse — 25 décembre).

L'absence de nouvelles de l'armée d'Italie et la position hasardée d'Augereau, qui, avec sa petite armée, avait poussé de Francfort jusqu'aux frontières de la Bohême et se trouvait aux prises avec des forces supérieures, avaient décidé Moreau à l'armistice. L'Autriche lui abandonnait entièrement la rive droite du Danube jusqu'à l'Enns, avec le Tyrol.

Les opérations militaires, contre l'ordinaire, avaient commencé cette fois moins promptement en Italie qu'en Allemagne. Celle de ces opérations qui était confiée au général Macdonald avait présenté des difficultés et des périls extrêmes. Bonaparte avait ordonné à Macdonald de franchir, en plein hiver, le massif très-élevé du Splügen, qui sépare les Grisons, c'est-à-dire le pays où sont les sources du Rhin, de la Valteline, c'est-à-dire de la vallée italienne de la haute Adda. Le passage du Saint-Bernard, qui avait tant frappé les imaginations, était peu de chose auprès de celui-là. Les soldats de Macdonald, gravissant sur des sentiers

étroits et tournants, parmi des monceaux de neige et de glace, endurèrent des souffrances inouïes. Les ouragans et les avalanches, que Bonaparte n'avait pas rencontrés au Saint-Bernard, balayèrent et engloutirent des compagnies entières. Macdonald, aussi ferme que l'avait été à Gênes Masséna, soutint jusqu'au bout ses intrépides soldats.

Macdonald avait ordre de passer de la Valteline dans le Tyrol italien, afin de tourner l'armée autrichienne qui défendait la ligne du Mincio et de seconder ainsi l'attaque de front préparée par le général Brune. Il tourna d'abord un corps autrichien qui défendait les cols du mont Tonale, entre la Valteline et le Tyrol italien ; il descendit par les hautes vallées de l'Oglio et de la Chiese vers le nord du lac de Garda et de l'Adige, et remplit ainsi pleinement ses périlleuses instructions (fin décembre 1800).

Les 4 et 5 nivôse (25-26 décembre), Brune força le passage du Mincio sur deux points, à Pozzolo et Mozzembano, après une lutte meurtrière. Le 11 nivôse (1er janvier), l'Adige fut franchi à son tour. La jonction s'opéra entre Macdonald et l'aile gauche de Brune. Le général autrichien Bellegarde, fort exposé, demanda un armistice. On était informé de celui qu'avait conclu Moreau. Brune consentit, et la suspension d'armes pour l'Italie fut signée à Trévise le 26 nivôse (16 janvier). Brune fit la faute de ne pas exiger qu'on lui livrât Mantoue.

Le Premier Consul refusa de ratifier la convention de Trévise, à moins que Mantoue ne fût remise immédiatement aux Français.

On avait continué de négocier à Lunéville pendant qu'on se battait en Allemagne et en Italie. Cobentzel avait enfin déclaré, le 10 nivôse (31 décembre), conformément à l'engagement pris par l'archiduc Charles, que l'Autriche consentait à traiter sans l'Angleterre ; mais il disputait pied à pied les conditions de la paix en Italie. Bonaparte fut inflexible. Il entendait que l'Autriche payât son obstination et nos nouvelles victoires. Il exigeait maintenant la ligne de l'Adige pour la république cisalpine, comme à Campo-Formio, et l'abandon de la Toscane par la maison d'Autriche. Il entendait donner la Toscane au prince de Parme,

qui était de la branche des Bourbons d'Espagne, et réunir le duché de Parme à la république cisalpine. Il voulait que François II signât la paix comme empereur d'Allemagne aussi bien que comme chef de la maison d'Autriche, afin que nous n'eussions plus à débattre la question de nos frontières avec les princes allemands.

Cobentzel, après une résistance désespérée, céda à l'impérieuse volonté du Premier Consul, et signa, le 6 pluviôse (26 janvier), l'abandon de Mantoue. Le traité définitif fut conclu le 20 pluviôse an IX (9 février 1801). L'empereur François II, au nom de l'Allemagne, s'engageait à ne pas rétablir les fortifications des places de la rive droite du Rhin, Dusseldorf, Ehrenbreitstein, Philippsbourg, Kehl, Vieux-Brisach, que les Français devaient démolir avant de les rendre. La maison d'Autriche perdait le grand-duché de Toscane, que Campo-Formio avait laissé à l'un de ses archiducs ; elle perdait les dédommagements qui lui avaient été promis en Allemagne. Le traité ne stipulait rien quant à Naples, à Rome et au Piémont. La France se réservait donc toute liberté d'action à l'égard de ces États.

Le Premier Consul pouvait désormais concentrer tous ses efforts contre l'Angleterre.

Nous avions eu, dans notre lutte avec les Anglais, un échec assez important, la perte de Malte. La garnison française, faute de ravitaillement, avait été obligée de capituler. Cette perte, et d'autres événements sur lesquels nous reviendrons, compromettaient fort l'Égypte. Mais ce qui se passait dans le nord de l'Europe semblait plus que compenser ces désavantages et avait beaucoup contribué à affermir Bonaparte dans ses résolutions vis-à-vis de l'Autriche.

Le Premier Consul avait compris tout le parti qu'on pouvait tirer du mécontentement du tsar contre les autres membres de la coalition. Paul I[er] ne s'était jeté dans la guerre qu'en vue d'une utopie contre-révolutionnaire, c'est-à-dire dans le but de rétablir l'Ancien Régime dans toute l'Europe. Il avait reconnu qu'il était la dupe de ses alliés, et que l'Autriche et l'Angleterre ne songeaient qu'à s'agrandir par des conquêtes aux dépens des anciens souverains encore plus que de la République française.

Il s'était déjà, par le fait, retiré de la coalition en rappelant ses troupes.

Bonaparte espéra obtenir davantage. Il fit à Paul Ier toutes sortes d'avances. Il avait entre les mains 7 à 8,000 Russes faits prisonniers par Masséna en Suisse et par Brune en Hollande. L'Angleterre et l'Autriche n'ayant pas voulu admettre un échange de prisonniers français contre les prisonniers russes, Bonaparte avait renvoyé ceux-ci sans conditions au tsar, avec leurs armes et leurs drapeaux.

Le tsar avait la prétention de relever l'ordre de Malte et de s'en faire le grand-maître. Le Premier Consul lui offrit Malte, qui, alors, n'était pas encore tombée au pouvoir des Anglais, mais que nous n'espérions plus conserver. Paul Ier accepta et se prit de sympathie pour Bonaparte, sans cesser de haïr la Révolution française. A travers toutes ses bizarreries, il lui restait assez de clairvoyance pour apercevoir que le 18 Brumaire était le contraire de la Révolution. Il expédia un envoyé à Paris chargé de poser les conditions du rétablissement de la bonne harmonie entre la Russie et la France. C'était, avec la cession de Malte, la garantie de l'intégrité des États de Naples, de Bavière et de Würtemberg, et la restauration du roi de Sardaigne.

Il n'y avait là de difficultés que pour le Piémont, que le Premier Consul était fort peu disposé à restituer. Il promit néanmoins, voulant à tout prix satisfaire le tsar et l'entraîner à des démarches décisives contre l'Angleterre. Les Anglais avaient commis, sur toutes les mers, des violences intolérables contre les neutres. Ils saisissaient, sur les navires neutres, toutes les marchandises appartenant à des citoyens des pays avec lesquels ils étaient en guerre ; ils prétendaient que le moindre de leurs navires, un corsaire, avait le droit, pour saisir ces marchandises, de visiter tout convoi neutre, même escorté par des vaisseaux de guerre neutres. Ils prétendaient enfin qu'une simple déclaration de blocus, sans la présence réelle de navires établissant le blocus, suffisait pour interdire aux neutres l'accès du port soi-disant bloqué et pour autoriser la confiscation des navires neutres qui entreraient dans ce port. Leur but était de rendre le commerce

maritime impossible à toutes les nations, afin de s'en attribuer le monopole.

Les États-Unis avaient eu la faiblesse de se soumettre aux exigences des Anglais, ce qui avait amené une rupture entre eux et la République française. Ils s'étaient repentis de cette faute, et, en ce moment même, ils se réconciliaient avec la France et s'engageaient à ne plus laisser violer à leur détriment le droit des neutres.

Pendant la guerre de l'Indépendance américaine, en 1780, la mère de Paul Ier, la grande Catherine, avait provoqué, dans le nord de l'Europe, une ligue des neutres, pour résister à la tyrannie maritime des Anglais. Le Premier Consul visait à renouveler avec Paul Ier l'œuvre de Catherine.

De récents excès des Anglais portaient au comble l'irritation contre eux dans le Nord. Ils avaient canonné et pris deux frégates danoises qui escortaient des navires marchands et qui ne voulaient pas les laisser visiter. Ils s'étaient emparés en trahison d'un bâtiment suédois, afin d'exécuter, à l'abri de son pavillon, un vrai coup de main de pirates dans le port de Barcelone. Une flotte anglaise, se présentant brusquement devant Copenhague, obligea le Danemark, surpris et hors de défense, à renoncer à faire escorter militairement ses convois de commerce (11 fructidor an VIII — 29 août 1800).

A cette violence contre le Danemark, le tsar répondit en mettant le séquestre sur les capitaux appartenant aux Anglais en Russie.

Sur ces entrefaites, Malte se rendit aux Anglais. Paul Ier réclama ce qu'il appelait son droit sur Malte. L'Angleterre refusa de lui livrer cette île. Il mit l'embargo sur les vaisseaux anglais dans les ports russes et proposa à la Suède, au Danemark et à la Prusse le renouvellement de la Ligue des neutres. Ces trois États signèrent le pacte (26-28 décembre 1800). Paul Ier proposa à la Prusse de s'entendre avec la Russie et la France pour régler les conditions de la paix générale. Tout semblait favoriser l'espoir qu'avait Bonaparte de retourner la coalition contre l'Angleterre.

Tandis que le Nord se liguait contre les Anglais, le Premier

Consul consolidait sa prépondérance en Italie et resserrait son alliance avec l'Espagne. Après la paix avec l'Autriche, il avait envoyé Murat avec une petite armée contre les Napolitains, qui avaient occupé l'État romain. La cour de Naples, épouvantée, subit les conditions que lui imposa la France : elle évacua l'État romain, promit de fermer les ports napolitains aux Anglais, céda à la France la moitié qu'elle possédait de l'île d'Elbe, bonne position d'observation sur la côte de Toscane. Elle s'obligea, par un article secret, à recevoir un corps d'armée français dans le golfe de Tarente. Bonaparte en voulait faire une étape pour l'Égypte, afin de remplacer Malte autant que possible (27 ventôse an IX — 18 mars 1801).

Par un traité récent avec l'Espagne, Bonaparte avait promis à la reine Louise de Parme, qui menait tout sous le nom de son mari, le faible roi Charles IV, un royaume en Italie pour son neveu le prince de Parme (la Toscane), à condition que l'Espagne rendît à la France la Louisiane que lui avait cédée Louis XV, qu'elle fît don à la France de six vaisseaux de guerre, et s'entendît avec nous pour forcer le Portugal à rompre avec l'Angleterre. Il fut convenu qu'un corps d'armée de 25,000 Français coopérerait avec les Espagnols à l'invasion du Portugal. De grands armements se faisaient dans nos ports et dans ceux de l'Espagne et de la Hollande, et inquiétaient l'Angleterre sur tous les points.

La situation de l'Angleterre était critique. Elle souffrait d'une disette résultant d'une mauvaise récolte et aggravée par la rupture avec les pays d'où l'Angleterre tirait ordinairement le supplément de grains qui lui était nécessaire. Les dépenses de la guerre étaient colossales : le budget anglais s'élevait cette année à 1723 millions, qui en vaudraient le double aujourd'hui. Il fallait emprunt sur emprunt. La dette publique dépassait douze milliards ; Pitt l'avait augmentée, pour la guerre de la Révolution, de sept milliards et demi.

Les ressources de l'Angleterre, il est vrai, s'étaient accrues en proportion de ses dépenses. L'application de la vapeur à la fabrication industrielle décuplait, centuplait sa force productrice. Le développement de ses importations et de ses expor-

tations était immense. Elle avait envahi, non seulement les colonies de ses ennemis, mais le commerce du monde. Ses forces militaires et navales avaient été toujours croissant. Elle possédait plus de huit cents bâtiments de guerre, dont 120 vaisseaux de ligne et 240 frégates, montés par 120,000 matelots. Son armée de terre, habituellement peu nombreuse, s'élevait à près de 200,000 hommes, sans les milices.

Il y avait cependant des symptômes alarmants. L'énorme accroissement des revenus publics s'arrêtait. Les impôts, cette année, commençaient à moins rendre. La misère du peuple était extrême et suscitait des émeutes et des pillages. L'opposition s'était ranimée dans le Parlement et bien plus encore dans le public. Il régnait contre Pitt une vive irritation. On lui reprochait d'avoir fait manquer la paix, quand elle était possible, avant Marengo et même depuis.

Pitt venait d'obtenir un grand, mais dernier succès, par l'union du Parlement irlandais aux Parlements d'Angleterre et d'Écosse. Le premier Parlement-Uni des Trois Royaumes s'était ouvert en janvier 1801. Mais Pitt avait acheté le consentement de l'Irlande par la promesse de faire révoquer les lois qui excluaient les catholiques des fonctions publiques et même d'une partie des droits civils. Le roi Georges III, protestant zélé, refusa de ratifier cet engagement. Pitt, qui d'ailleurs commençait à sentir l'impossibilité d'abattre l'ennemi contre lequel il avait engagé un duel à mort, donna sa démission (19 pluviôse an IX — 8 février 1801).

La retraite de cet homme redoutable produisit une vive impression en Europe et sembla une grande victoire pour Bonaparte.

Cet événement n'eut point cependant de conséquences immédiates. Le ministère qui succéda à Pitt continua les opérations qu'il avait préparées et pour remédier aux misères publiques et pour pousser énergiquement la guerre. Pitt avait répondu aux mesures agressives de Paul Ier en mettant l'embargo, dans les ports anglais, sur les navires russes, danois et suédois. Ses successeurs lancèrent vers la Baltique une flotte qu'il avait armée.

Le Nord entier était uni contre l'Angleterre. La Prusse avait été entraînée, partie par l'influence russe, partie par les promesses du Premier Consul quant aux indemnités en Allemagne. La Prusse s'était jointe à la Russie, au Danemark et à la Suède pour fermer aux Anglais les ports de la mer du Nord comme ceux de la Baltique. Elle avait occupé militairement le Hanovre, domaine héréditaire de la famille qui régnait en Angleterre. Le Danemark, de son côté, s'était saisi des ports de Hambourg et de Lübeck : le commerce de l'Allemagne était entièrement interdit aux Anglais.

Les puissances du Nord, si on leur laissait le temps d'armer leurs flottes et d'en opérer la jonction, pouvaient réunir jusques à 86 vaisseaux de ligne, masse très inférieure sans doute en habileté manœuvrière aux Anglais, mais formidable par le nombre.

L'Angleterre n'avait de chances qu'en agissant sur les mers avec une vigueur et une rapidité foudroyantes, ainsi que le faisait la France dans la guerre continentale. Elle avait l'homme qu'il lui fallait dans Nelson. Il ne commandait qu'en second la flotte de la Baltique ; mais il entraîna son chef, le vieil amiral Parker.

La flotte anglaise, forte d'une vingtaine de vaisseaux et d'une trentaine de frégates et de bâtiments légers, fit voile vers le Sund, le détroit qui sépare de la Suède la principale des îles danoises. Le détroit n'a qu'une bonne lieue de large (environ 4,600 mètres) ; mais, la côte suédoise étant faiblement armée, les Anglais passèrent avec peu de dommages et allèrent droit à Copenhague. Si la Russie et la Suède eussent envoyé en toute hâte ce qu'elles avaient de vaisseaux disponibles, Copenhague eût été inattaquable ; mais les glaces retenaient encore ces escadres, et les Danois se trouvèrent réduits à leurs propres forces.

La flotte anglaise somma le Danemark de renoncer à la Ligue des neutres et d'ouvrir ses ports aux Anglais. Le prince régent de Danemark refusa. Nelson décida Parker à le laisser attaquer. Les Danois avaient pour principale défense une ligne de vaisseaux rasés, transformés en batteries flottantes, qui couvraient

le port et la ville et s'appuyaient à un fort construit sur un banc de sable. Nelson, avec douze vaisseaux, passa entre les bancs derrière lesquels s'étendait cette ligne et vint la prendre à revers. Trois de ses vaisseaux échouèrent sur un banc. Il attaqua avec neuf vaisseaux et quelques frégates.

Ce fut une des plus effroyables luttes qu'on eût vues sur les mers. Deux des vaisseaux rasés danois sautèrent avec leurs équipages ; plusieurs autres étaient abîmés et s'en allaient à la dérive ; mais les Anglais, de leur côté, avaient cruellement souffert, et une tentative de leurs frégates pour opérer un débarquement et prendre d'assaut le fort avait complétement échoué. Parker fit le signal de la retraite. Nelson feignit de ne pas l'apercevoir et envoya un parlementaire au prince régent de Danemark. Le prince, malheureusement, consentit à suspendre le feu des forts, au moment où Nelson allait être forcé de cesser l'attaque. Trois nouveaux vaisseaux anglais échouèrent un moment après sur les sables (2 avril 1801).

Pendant qu'on négociait, Nelson et Parker parvinrent à relever leurs vaisseaux échoués. Les Danois, ayant perdu leur ligne de vaisseaux rasés, craignirent les effets d'un bombardement pour la ville et pour l'escadre qui était entassée dans le port. Ils refusèrent d'abandonner la Ligue des neutres ; mais ils consentirent à un armistice de quatorze semaines, pendant lequel les Anglais pourraient traverser, entre les bancs de sable, la passe où s'était livrée la bataille (passe Royale), pour se rendre dans la Baltique.

Une terrible nouvelle avait décidé le prince-régent de Danemark à subir cette convention. Le tsar Paul Ier était mort assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars.

Le pouvoir absolu, épreuve impossible à soutenir pour les esprits les mieux équilibrés, avait troublé jusqu'à la démence la tête faible et violente de ce malheureux prince. On peut dire qu'il faisait follement même les choses raisonnables. Il n'était pas sans avoir rendu des services à la Russie : il avait réorganisé l'armée, en assez mauvais état sur la fin du règne de sa mère, et l'idée d'une alliance avec la France pour assurer l'équilibre de l'Europe et la liberté des mers était en elle-même fort sou-

tenable. Mais il avait embrassé cette idée par un caprice impétueux et non par une pensée réfléchie. La brusquerie de sa rupture avec l'Angleterre avait blessé dans leurs intérêts les grands propriétaires russes, habitués à vendre aux Anglais leurs grains, leurs bois et leurs chanvres ; et, tandis qu'il mécontentait ainsi d'une manière générale la haute classe, il s'était aliéné individuellement tout ce qui l'entourait par son humeur fantasque et tyrannique. Personne n'était assuré de n'être pas envoyé en Sibérie par une boutade de maniaque. Paul Ier défaisait le soir ce qu'il avait fait le matin, élevait l'un, écrasait l'autre, sans qu'on sût pourquoi : c'était à donner le vertige. On le définissait en trois mots : « Ordre, contre-ordre et désordre. »

Dans un pays où tout dépend de la fantaisie d'un seul homme, on en vient aisément à l'idée qu'on peut tout changer en faisant disparaître cet homme. Avec le despotisme de l'Asie, subsistaient encore à cette époque chez les Russes les mœurs violentes des cours d'Asie. Le gouverneur de Pétersbourg, Pahlen, le ministre des affaires étrangères, Panin, et le général Beningsen, Allemand au service de la Russie, résolurent la perte du tsar. Pahlen démontra au fils aîné de Paul Ier, le grand-duc Alexandre, que le tsar perdait la Russie. Alexandre finit par consentir à ce qu'on « déposât » son père. Il était jeune et sans expérience, et s'imaginait qu'on pouvait ôter le trône à un empereur de Russie sans lui ôter la vie. Pahlen et Beningsen, à la tête d'une troupe de généraux et d'officiers, pénétrèrent, une nuit, dans le palais impérial. Bientôt après, Pahlen alla annoncer au grand-duc Alexandre que son père n'existait plus. Le grand-duc, épouvanté, bouleversé, fut entraîné et présenté aux troupes par les meurtriers de son père. Ainsi commença le règne d'Alexandre Ier.

La mort tragique de Paul Ier délivrait l'Angleterre d'un grand péril et portait un rude coup à la politique du Premier Consul. Il n'est pas sûr toutefois que la France y ait autant perdu qu'on l'a pensé communément, et que l'alliance franco-russe eût assez duré pour donner les fruits qu'on en attendait. On ne pouvait compter sur rien avec un maniaque tel que Paul Ier, et il eût

très probablement exigé de Bonaparte, pour prix de son concours, des conditions que celui-ci n'eût jamais consenties. Il prétendait tout d'abord faire rétablir le roi de Sardaigne en Piémont, faire rompre les conditions du dernier traité avec Naples et rendre l'Égypte au sultan.

Le nouveau ministère anglais, Addington et ses collègues, comprenaient que le temps de la politique à outrance était passé : ils virent dans la mort du tsar une occasion et un moyen de transaction pacifique. Ils relâchèrent les vaisseaux des neutres retenus dans les ports anglais. Ils interdirent à Nelson toute opération offensive dans la Baltique, si les flottes des puissances du Nord ne cherchaient pas à effectuer leur jonction, et lui ordonnèrent de laisser circuler les bâtiments de commerce. Cet armistice fut accepté par le nouveau gouvernement russe et par les États scandinaves.

Les hommes qui avaient fait disparaître Paul I[er] par un moyen si atroce n'avaient pas entendu revenir à l'alliance anglaise contre la France, et ce fut une politique de paix qu'ils inaugurèrent par un assassinat. Le sentiment personnel du jeune tsar Alexandre était la neutralité. Il modéra, d'une part, les prétentions qu'avait eues son père vis-à-vis de la France, et, de l'autre part, il traita avec les Anglais. Il abandonna une partie des droits des neutres et consentit que les Anglais pussent faire visiter, dans tous les cas, les convois du commerce par leurs navires de guerre, et qu'ils pussent saisir la marchandise ennemie, à moins qu'elle n'eût été achetée par un commerçant neutre.

L'Angleterre, de son côté, sacrifia une partie du système de Pitt : elle admit que les neutres pussent commercer avec les ports des États belligérants et y porter toute espèce de marchandise, excepté la contrebande de guerre, et qu'on ne pût leur interdire que les ports effectivement bloqués (17 juin 1801). La Prusse, le Danemark et la Suède furent invités à adhérer à cette convention. Leur acceptation n'était pas douteuse.

Le gouvernement anglais, en dissolvant la Ligue des neutres par des concessions réciproques, ne visait plus à pousser jusqu'au bout le duel engagé par Pitt avec le gouvernement de la

France. L'opinion publique voulait la paix. Le ministère Addington avait fait à son tour des avances au Premier Consul, antérieurement à l'attaque de Copenhague et à la mort de Paul Ier. Dès le 21 mars 1801, il avait informé le gouvernement français que le roi d'Angleterre était prêt à envoyer en France un plénipotentiaire pour traiter de la paix. Georges III, ennemi acharné de la Révolution française, était, comme Paul Ier, par esprit réactionnaire, favorable à Bonaparte. Pitt lui-même, qui gardait dans le Parlement une haute influence, ne s'opposait plus à la paix et comprenait que l'Angleterre se lassait de sacrifices sans terme.

Le ministre des affaires étrangères d'Angleterre fit savoir que, désormais, le cabinet anglais ne favoriserait aucune trame contre le gouvernement actuel de la France. Le Premier Consul accueillit bien ces ouvertures et préféra, à une négociation d'apparat en France, des conférences à Londres entre un agent français, Otto, et le ministre des affaires étrangères, lord Hawkesbury, pour s'assurer s'il y avait moyen de s'entendre sur les préliminaires.

Les dispositions du Premier Consul se modifiaient relativement à l'Angleterre depuis qu'il voyait s'échapper de ses mains l'arme puissante de la Ligue des neutres. L'opinion publique, si excitée contre l'Angleterre par l'attitude de Pitt, revenait maintenant à la paix, chez nous comme chez les Anglais. Bonaparte sentait l'inconvénient de froisser l'opinion et inclinait, sinon à une paix solide et durable, du moins à une sorte de trêve qui lui donnât le loisir de travailler à la réorganisation intérieure de la France, en d'autres termes, à l'affermissement et au développement de son pouvoir, trop limité encore à son gré.

Les pourparlers commencèrent en germinal an IX (avril 1801). Ils n'allèrent pas vite. On n'était, ni d'un côté ni de l'autre, pressé de conclure, parce qu'on attendait, en Égypte et en Portugal, des événements que chacune des deux parties espérait voir tourner à son profit et qui devaient notablement influer sur les conditions de la paix.

Il faut résumer ici, quant à l'Égypte, ce qui s'était passé depuis le brusque départ de Bonaparte.

Ce départ avait consterné et indigné l'armée, que son chef abandonnait après l'avoir entraînée dans cette contrée lointaine. Personne n'avait été plus irrité que le général même auquel Bonaparte avait laissé le commandement sans le consulter ni le prévenir, Kléber. Depuis qu'il avait étudié de près Bonaparte, Kléber le jugeait avec une extrême sévérité : il avait apprécié son profond égoïsme, en l'entendant dire « qu'il jouait avec l'histoire », c'est-à-dire qu'il jouait avec les destinées des hommes et avec les destinées de la patrie. Kléber exposa nettement ses sentiments et ceux de l'armée à l'égard de Bonaparte, dans une dépêche destinée au Directoire et qui fut remise à l'homme qui venait de renverser le Directoire, à celui-là même que dénonçait Kléber.

La dépêche de Kléber, du 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799), dépeignait sous un jour très sombre la situation de l'armée et celle de l'Égypte, affirmait qu'on ne pouvait s'y maintenir longtemps contre la coalition des Turcs, des Anglais et des Russes, et qu'il fallait essayer de négocier avec le sultan une occupation mixte de l'Égypte par les Turcs et les Français.

Bonaparte, devenu Premier Consul, dissimula la colère que lui causait la lettre de Kléber, le confirma dans le commandement et ne lui envoya aucune défense de négocier, ce qui paraît indiquer qu'il jugeait lui-même la situation fort critique en Égypte.

Kléber entama des pourparlers avec le grand vizir, qui rassemblait une nouvelle armée en Syrie pour envahir l'Égypte. L'idée d'une occupation mixte n'était point pratique ; Kléber en vint bientôt à négocier l'évacuation pure et simple. C'était aller bien vite et bien loin. Kléber avait l'humeur chagrine et voyait volontiers les choses en noir. Le péril était moins imminent que ne l'affirmait sa dépêche au Directoire. Nous n'avions encore affaire qu'aux Turcs ; il n'y avait point à proximité de forces militaires anglaises ni russes. La véritable excuse de Kléber, c'est l'invasion dont il croyait la France menacée. Il connaissait nos revers de la campagne de 1799 et n'avait pas les nouvelles des victoires qui les avaient réparés. Il n'aspirait qu'à courir

défendre le sol de la patrie avec ses camarades de l'armée d'Orient.

Kléber se laissa donc entraîner à signer, avec le grand vizir et le commodore anglais Sidney Smith, un traité d'après lequel l'armée française devait, sous trois mois, évacuer l'Égypte sur des bâtiments de transport fournis par le grand vizir (21 janvier 1800).

La convention commençait à s'exécuter : plusieurs places avaient déjà été remises aux Turcs, et le général Desaix, qui avait souscrit à grand regret la convention, était parti pour la France, lorsqu'arriva une défense du gouvernement anglais d'accorder aucune capitulation, si notre armée ne se rendait prisonnière. Sidney Smith avait outrepassé ses pouvoirs.

Kléber fit mettre à l'ordre du jour de l'armée la dépêche du gouvernement anglais, en y ajoutant ces quelques mots : « Soldats, on ne répond à de telles insolences que par des victoires ; préparez-vous à combattre ! »

Le héros de Mayence et de la Vendée se retrouvait tout entier.

Il laissa une petite garnison dans la citadelle et dans les forts du Caire, et marcha, avec 10,000 hommes, contre le grand vizir, qui en avait 80,000 et qui n'était plus qu'à quelques lieues du Caire.

La rencontre eut lieu près des ruines de l'antique cité d'On, appelée par les Grecs Héliopolis (la ville du Soleil), et qui avait été le principal foyer de la science et de la religion égyptiennes (29 ventôse an VIII — 20 mars 1800).

Les Français défirent et dispersèrent deux premiers corps turcs, puis allèrent au-devant du gros de l'armée. On revit la bataille des Pyramides, avec cette différence que les Français étaient moins nombreux et les ennemis en bien plus grand nombre. Le résultat fut le même. Les masses confuses de la cavalerie turque enveloppèrent en vain nos carrés d'infanterie : elles furent rompues et balayées par la canonnade et la fusillade. Les immenses bagages de l'ennemi restèrent entre les mains des Français. Kléber poursuivit le grand vizir jusqu'à l'entrée du désert de Syrie et dissipa entièrement l'armée ennemie.

Les Bédouins achevèrent l'armée turque en pillant ses débris, comme ils auraient pillé les Français, s'ils eussent été vaincus.

Kléber envoya un détachement reprendre les places du Delta du Nil, qu'avaient occupées les Turcs ou qui s'étaient révoltées, et retourna au Caire, où une grande insurrection avait éclaté. Une partie de l'avant-garde turque, battue par nos troupes, avait couru vers le Caire, pendant que Kléber allait attaquer le grand vizir. La population du Caire s'était jointe aux Turcs; mais la petite garnison française s'était vaillamment défendue, et les renforts envoyés du champ de bataille d'Héliopolis par Kléber étaient arrivés à temps. Kléber rentra au Caire le 6 germinal (27 mars). La résistance des insurgés, renforcés de plusieurs milliers de Turcs, fut beaucoup plus acharnée et plus prolongée qu'à l'époque de la première révolte du Caire. Une grande partie de cette vaste cité fut reprise, rue par rue, avec le fer et le feu. Les Turcs capitulèrent enfin, et les habitants se soumirent.

Kléber aurait eu le droit d'être rigoureux. Les insurgés avaient massacré beaucoup de chrétiens d'Égypte, d'Européens et même d'Arabes qui avaient servi les Français. Kléber, cependant, fut plus clément que n'avait été Bonaparte. Il amnistia les habitants du Caire moyennant une forte amende.

Les Français avaient ressaisi leur ascendant. Toute l'Égypte rentra sous leur domination, et le plus vaillant de leurs adversaires, le chef mameluk Mourad-Bey, préférant les Français aux Turcs, puisque les Mameluks ne pouvaient plus régner en Égypte, traita avec Kléber et devint notre auxiliaire fidèle. Cet exemple prouvait que, si l'espoir qu'avait eu Bonaparte de soulever en masse l'Orient musulman était chimérique, il y avait possibilité de s'y faire quelques amis.

Ce qui semblait rendre impossible aux Français de se maintenir longtemps en Égypte, c'est que la victoire même les usait, puisqu'ils ne pouvaient réparer leurs pertes par les renforts que les flottes anglaises empêchaient d'arriver jusqu'à eux. Il y avait cependant moyen d'y suppléer jusqu'à un certain point, quoique d'une façon très imparfaite : Kléber recruta parmi les

chrétiens d'Égypte et parmi les noirs de l'intérieur de l'Afrique. Ces derniers, une fois enrégimentés et disciplinés, deviennent des soldats braves et fidèles. Kléber réorganisa l'administration, fit travailler à la fortification des places, et se mit en mesure de repousser vigoureusement toute agression nouvelle. S'il continuait à douter de la conservation définitive de l'Égypte, il se sentait du moins en état de la défendre avec succès quant à présent, et il savait que la France n'avait plus besoin de son épée pour la défense de nos frontières.

Une catastrophe imprévue nous enleva tout à coup les fruits de la glorieuse journée d'Héliopolis, en nous enlevant le héros qui nous avait donné cette victoire. Kléber fut poignardé, le 25 prairial an VIII (14 juin 1800), par un fanatique musulman.

Ce malheur fut irréparable, par la faute de Bonaparte. Il y avait, dans l'armée d'Égypte, deux hommes supérieurs : Kléber et Desaix. Bonaparte préférait Desaix entre tous ses lieutenants, parce que celui-ci s'était pris d'un enthousiasme désintéressé pour son génie militaire, et qu'il savait pouvoir compter entièrement sur lui. Il l'avait donc rappelé d'Égypte, où il était si nécessaire, pour l'avoir auprès de lui, et Desaix était mort à Marengo le jour même où Kléber tombait sous le poignard d'un assassin.

Desaix seul eût été capable de remplacer Kléber. Ce fut l'incapable Menou qui lui succéda à l'ancienneté. A la faute d'avoir rappelé Desaix, le Premier Consul en ajouta une seconde : ce fut de confirmer le commandement à Menou. Ce général était dévoué à la personne de Bonaparte et à la conservation de l'Égypte. La bonne volonté ne suffisait pas. Menou détraqua l'administration par son activité brouillonne et ne sut pas continuer les plans de Kléber pour mettre l'Égypte en défense. Il n'inspirait aucune confiance aux soldats, et le moral de l'armée, si raffermi naguère, recommença de s'ébranler. De temps à autre, quelque navire isolé échappait aux Anglais et apportait de petits secours avec de grandes promesses du Premier Consul ; mais ces promesses ne se réalisèrent pas. L'amiral Ganteaume, celui qui avait ramené Bonaparte à Toulon, avait eu ordre de

conduire une escadre française en Égypte, tandis que d'autres escadres franco-espagnoles devaient attirer ailleurs l'attention des Anglais. Ganteaume ne réussit pas à exécuter sa mission, et, au lieu d'un renfort français, ce fut un corps d'armée anglais qui descendit près d'Aboukir le 17 ventôse an IX (8 mars 1801).

Ce corps d'armée se composait d'environ 18,000 hommes, partie Anglais, partie mercenaires à la solde de l'Angleterre. Kléber et Desaix, s'ils eussent vécu, eussent massé tout ce qui nous restait de forces pour aller droit aux Anglais, sans se soucier de quelques milliers de Turcs rassemblés en Syrie ni d'un débarquement annoncé de troupes anglo-indiennes par la mer Rouge. Une victoire sur le principal corps anglais décidait de tout.

Menou s'entêta à disperser sa petite armée sur les divers points menacés. Le général Friant, qui commandait à Alexandrie, fit en vain des efforts héroïques, avec une poignée d'hommes, pour empêcher le débarquement de l'armée anglaise.

Renforcé par le général Lanusse, il renouvela le combat, quelques jours après, avec 5,000 hommes contre 16,000. Friant et Lanusse ne purent rompre cette masse. Menou arriva enfin, et nous eûmes à mettre en ligne une douzaine de mille hommes contre 17 ou 18,000. Cette force eût plus que suffi lors du premier et même du second combat; mais, maintenant, l'ennemi était solidement posté et avait réuni toutes ses ressources. Nos troupes furent admirables d'élan et de persévérance ; mais la mort du brave général Lanusse fit manquer une attaque qu'il dirigeait contre des redoutes ennemies, et Menou ne sut pas soutenir notre cavalerie, qui, par une charge magnifique, avait percé à travers l'infanterie anglaise (30 ventôse-21 mars).

Les Français se retirèrent en bon ordre ; mais, dès ce jour, l'Égypte était perdue. Notre petite armée devait être inévitablement enveloppée entre les Anglais, renforcés de 6,000 Albanais, les Turcs, qui devaient finir par avoir une trentaine de mille hommes, et 6,000 Anglo-Indiens venant par la mer Rouge. Notre armée se trouva enfin coupée en deux, le gros s'enfermant dans le Caire, le reste dans Alexandrie. Ces

vaillants débris se défendirent assez longtemps encore, quoique sans espérance. On dut capituler pour le Caire le 8 messidor (27 juin). Alexandrie capitula le 2 septembre. Nos troupes évacuèrent les unes après les autres l'Égypte, à condition d'être transportées en France avec les honneurs de la guerre.

La dernière chance de disputer de nouveau quelque jour l'Inde aux Anglais disparaissait. Les résultats politiques et militaires de l'expédition d'Égypte étaient perdus ; mais les résultats scientifiques devaient être immenses. L'armée d'Égypte avait échoué après de merveilleux exploits. L'Institut d'Égypte a complètement réussi, et bien au delà de ce qu'on pouvait prévoir à l'époque où nous avons perdu notre conquête. L'ouvrage célèbre que publièrent sur l'Égypte les savants et les artistes de l'expédition et qui attira sur les antiquités égyptiennes l'intérêt universel, ce livre monumental, qui est encore aujourd'hui l'un des principaux ornements de nos bibliothèques publiques, n'a été, en quelque sorte, qu'une introduction aux grandes choses que devait accomplir la science française. En perdant l'Inde moderne, la France, naguère, en avait rapporté, par Anquetil, la révélation de l'Inde et de la Perse antiques. C'était encore la France qui, maintenant, allait, par Champollion et ses successeurs, révéler l'ancienne Égypte aux historiens et aux philosophes. Le monde ne soupçonne pas encore aujourd'hui toute la portée de ces découvertes ni toute l'influence qu'elles exerceront sur le mouvement des idées et sur la marche de l'esprit humain.

Au moment où l'on commençait à recevoir en France de mauvaises nouvelles d'Égypte, 30,000 Espagnols, soutenus par 15,000 Français, envahissaient le Portugal, et le contre-amiral Linois et le capitaine Troude livraient aux Anglais, dans le voisinage de Gibraltar, de beaux combats qui relevaient moralement notre marine. Le prince de Parme, neveu de la reine d'Espagne, venait à Paris recevoir des mains du Premier Consul la couronne d'Étrurie. Bonaparte disposait ainsi de la Toscane pour en faire un royaume sous le vieux nom d'Étrurie, sans songer le moins du monde à consulter les Toscans. Il se plaisait à

faire un roi. Cela rappelait l'ancienne Rome, qu'il prétendait renouveler.

Les négociations entre la France et l'Angleterre, qui languissaient depuis le printemps, devinrent plus actives vers l'été. On ne savait pas encore la capitulation du Caire. L'Angleterre proposa l'évacuation réciproque de l'Égypte par les Français et les Anglais, et la restitution de ce pays au sultan. L'Angleterre prétendait garder Malte, ne voulait pas rendre l'île de Ceylan à la Hollande, et voulait garder une des îles qu'elle avait enlevées soit à la France, soit à l'Espagne, dans les Antilles.

Le Premier Consul répondit que, si les Anglais prenaient maintenant le dessus en Égypte, lui, de son côté, avait le Portugal dans la main, ce qui faisait compensation. Il consentait à évacuer l'Égypte, mais pourvu que l'Angleterre évacuât Malte et ne gardât rien de ses conquêtes aux Antilles.

Le négociateur anglais répondit d'une façon assez singulière quant au Portugal. Il dit que, si la France s'emparait de ce pays, l'Angleterre prendrait les colonies portugaises, le Brésil et le reste. C'était une étrange façon de défendre un allié que d'achever de le dépouiller.

Bonaparte ne céda pas et donna beaucoup de retentissement aux armements maritimes qu'il préparait sur la côte de Boulogne. Il réunissait aux environs de cette ville une flottille de chaloupes canonnières destinée à une descente en Angleterre si les négociations échouaient. Il publia en même temps dans son journal officiel, *le Moniteur*, des articles écrits de sa propre main, où il s'adressait avec éloquence et avec habileté à l'opinion de l'Europe : il rejetait la prolongation de la guerre sur Pitt et ses anciens collègues, qu'il représentait comme paralysant la bonne volonté de leurs successeurs.

Le ministère anglais fit l'importante concession de renoncer à Malte ; mais il persistait à demander une des Antilles, l'île espagnole de la Trinité.

Les hostilités continuant toujours pendant les pourparlers, l'opinion publique anglaise, qui commençait à s'inquiéter des menaces de descente, poussa le gouvernement à prendre l'offensive dans le Pas-de-Calais. Nelson, rappelé de la Baltique,

avait été mis à la tête d'une escadre de bâtiments légers équipée afin d'assaillir nos canonnières. Le 16 thermidor (4 août), il essaya de bombarder de loin notre flottille et n'obtint aucun résultat. Le 28 thermidor (16 août), il reparut avec une division navale plus nombreuse et tenta d'enlever à l'abordage, pendant la nuit, notre ligne de chaloupes canonnières et de bricks. L'abordage fut partout repoussé avec de grandes pertes pour les assaillants. Plusieurs des chaloupes anglaises, au lieu de prendre les nôtres, furent prises ou coulées. Les Anglais durent se retirer au point du jour, en laissant de nombreux cadavres flottant sur l'eau. C'était un échec singulièrement irritant pour « l'invincible » Nelson. Nos marins et nos soldats avaient été supérieurement exercés par le commandant de la flottille, Latouche-Tréville.

Cet échec augmenta en Angleterre le désir de la paix et n'accrut pas les prétentions du Premier Consul. Il était mécontent de la cour d'Espagne, qui venait de traiter avec le Portugal, en lui imposant, à la vérité, l'obligation de fermer ses ports aux Anglais, mais sans stipuler une occupation militaire que Bonaparte jugeait indispensable pour peser sur le gouvernement anglais. Bonaparte consentit à laisser à l'Angleterre l'île espagnole de la Trinité, importante par sa position près des côtes du continent sud-américain.

Les préliminaires de paix furent signés à Londres le 9 vendémiaire an X (1er octobre 1801).

L'Angleterre restituait à la France et à ses alliées, l'Espagne et la Hollande, toutes les conquêtes maritimes qu'elle avait faites, à l'exception des îles de Ceylan et de la Trinité. Elle nous rendait l'île de la Martinique ; elle promettait de restituer à la Hollande le Cap de Bonne-Espérance et la Guyane hollandaise ; à l'Espagne, l'île de Minorque avec la fameuse citadelle de Port-Mahon ; à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, l'île de Malte. La France renonçait à l'Égypte, qui retournait à la Turquie. La France évacuait les États romains et napolitains. L'Angleterre évacuait les positions qu'elle avait occupées dans la Méditerranée et dans l'Adriatique.

Le traité ne disait pas, mais constatait implicitement que la

France reconnaissait à l'Angleterre l'empire de l'Inde, et que l'Angleterre nous reconnaissait l'acquisition de la Belgique et du Rhin ; il n'était pas question des États que dominait notre influence et qu'occupaient nos armées : la Hollande, la Suisse, la haute Italie. Il n'était pas question non plus du droit des neutres ni des relations commerciales entre la France et l'Angleterre. Le second consul Cambacérès, à la réception des préliminaires, dit qu'il faudrait ajouter au traité de paix un traité de commerce, et que le second traité assurerait le premier. Bonaparte se récria vivement en déclarant qu'il ne voulait pas sacrifier l'industrie française.

Il restait là, ainsi que dans certaines clauses du traité sur Malte et sur d'autres points, des nuages qui voilaient l'avenir ; mais l'opinion ne s'y arrêta pas, et la joie fut générale dans les deux pays.

Le peuple anglais mit dans ses démonstrations cet emportement qui le caractérise ; il était comme ivre d'allégresse. Il détela et traîna les voitures des négociateurs français et cria, avec une espèce de fureur : « Vive Bonaparte ! » La satisfaction de la France, moins impétueuse, mais non pas moins profonde, fut complétée par les traités de paix qui furent conclus peu après avec la Turquie et avec la Russie ; pour celle-ci, ce n'était que la régularisation d'une paix depuis longtemps rétablie en fait.

Des fêtes splendides célébrèrent, à Paris et à Londres, le rétablissement de la paix générale, sans attendre la signature définitive du traité. Au banquet du lord maire, on but « au premier consul Bonaparte, à la liberté, au bonheur de la République française ! »

A Paris, la fête de la paix fut donnée le 18 brumaire, afin d'identifier, aux yeux de tous, la victoire et la paix avec la révolution qui avait donné le pouvoir à Bonaparte. Une foule d'Anglais de distinction étaient accourus à Paris, et le public fut pour eux plein de prévenances et de courtoisie.

La France rêvait la fin de tous les maux, la fin de toutes les luttes extérieures et intérieures. Après dix ans d'efforts et de sacrifices inouïs, elle voyait la guerre de la Révolution terminée dans la grandeur et dans la gloire, et son enthousiasme pour

l'homme auquel elle attribuait l'heureuse issue de cette crise immense était sans bornes.

La guerre de la Révolution, en effet, était finie, et les guerres nouvelles dont l'opinion publique n'apercevait pas l'imminence devaient avoir un autre caractère et un autre but. La France républicaine avait atteint le plus haut degré de puissance qu'eussent jamais rêvé les hommes d'État de l'ancienne monarchie dans leurs aspirations les plus hardies. Elle avait dépassé ce que souhaitaient pour elle les grands défenseurs de la Révolution, Danton, Carnot, Merlin de Thionville, qui eussent préféré une plus prompte paix. Ayant atteint les limites de la vieille Gaule, patrie de nos aïeux, elle n'avait plus qu'à se fortifier dans sa situation nouvelle en s'attachant, par les idées, par les sentiments, par les intérêts, la Savoie, la Belgique et la rive gauche du Rhin, comme elles s'était attaché l'Alsace et la Lorraine. Elle devait rendre à eux-mêmes, à leur développement naturel et spontané, les petits peuples voisins qu'elle dominait en ce moment : la Hollande, la Suisse, les États de la haute Italie, tout en continuant à les protéger contre toute force étrangère. Elle devait enfin rentrer dans une attitude sincèrement pacifique vis-à-vis des grands États, quelle que fût la forme de leur gouvernement.

Ce programme, précis et limité dans sa grandeur, conçu en vue des intérêts permanents et du développement historique de la France, pouvait-il être adopté et suivi par l'homme auquel la France avait livré son sort et qui poursuivait l'accomplissement, non pas des destinées de la France, mais de ce qu'il croyait être sa propre destinée?

La foule pouvait le croire, mais non pas les esprits pénétrants qui avaient étudié de près cet homme.

Un agent prussien, qui observait avec sagacité la marche des événements en France, écrivait à sa cour : — « Ce sur quoi vous ne devez pas vous abuser, c'est que le dernier pas qu'il reste à faire à Bonaparte pour parvenir jusqu'au trône ne pourra être fait qu'à la suite de nouvelles victoires. Donc, veuillez bien considérer que la prétendue paix d'Amiens, c'est encore la préparation à la guerre. »

Le traité, dont les préliminaires avaient été signés à Londres, venait d'être conclu définitivement, le 4 germinal an X (25 mars 1802), dans un congrès tenu à Amiens.

Bien des incidents survenus durant le cours des négociations étaient de nature à faire déjà pressentir aux hommes politiques que la paix ne serait qu'une trêve.



CHAPITRE V

CONSULAT (SUITE). — ADMINISTRATION DU PREMIER CONSUL. CONCORDAT. CODE CIVIL. — CONSULAT A VIE.

(Vendémiaire an IX-Fructidor an X. — Octobre 1800-15 Août 1802.)

Nous avons suivi sans interruption le cours des événements militaires et diplomatiques jusqu'à ce rétablissement de la paix générale qui suscita tant d'espérances et tant d'illusions. Il nous faut maintenant retourner un peu en arrière pour voir se développer les conditions nouvelles de la France et la politique du régime consulaire à l'intérieur.

Nous avons déjà mentionné quelques-unes des mesures adoptées par le Premier Consul pour relever le crédit et les finances. Il s'appliqua, avec sa décision et son activité habituelles, à favoriser le mouvement de travail et de production qui avait reparu sous le Directoire. Il commença de pourvoir à la réparation des routes, fort négligées pendant nos grandes crises. Il fit reprendre et achever des canaux commencés vers la fin de l'Ancien Régime, ceux de Saint-Quentin, entre la Somme et l'Escaut, de l'Ourcq, entre la Marne et la Seine, et d'Aigues-Mortes à Beaucaire ; puis il fit percer le grand canal qui traverse toute la Bretagne de Nantes à Brest. Il fit ouvrir, à travers le Valais, qu'occupaient les troupes françaises, la fameuse route du Simplon, qui descend par l'extrémité du lac Majeur sur Milan. Il fit entamer trois autres routes de France en Italie, par le mont Cenis, de Savoie en Piémont, par le mont Genèvre, de Dauphiné en Piémont, par le col de Tende, de l'ancien comté de Nice en Piémont. Le but était, avant tout, de faciliter la

descente de nos armées en Italie ; mais le commerce, les relations internationales, y devaient trouver leur profit.

Ce n'était rien que de construire ou de réparer des chemins, si l'on n'en assurait la sécurité. Les chemins, durant la dernière période de la guerre contre l'Autriche, étaient plus que jamais infestés par le brigandage. Les propriétaires de campagne, et, plus particulièrement, les fonctionnaires et les acquéreurs de biens nationaux, étaient assaillis et souvent assassinés chez eux. Les « chauffeurs » ont gardé dans la mémoire du peuple une lugubre renommée. On appelait ainsi les brigands, parce qu'ils brûlaient les pieds des malheureux qu'ils surprenaient chez eux la nuit, pour les forcer de livrer leur argent caché. Le brigandage, recruté des « compagnons de Jésus » dans le Midi ainsi que des chouans dans l'Ouest, désolait la moitié de la France.

Le Premier Consul recourut aux moyens les plus énergiques. Il fit parcourir les départements par de petits corps d'armée divisés en nombreux détachements et accompagnés de commissions militaires, qui jugeaient et exécutaient sommairement les bandits. C'était là le violent et unique remède qui pût extirper le brigandage dans les contrées où ce fléau avait grandi au point de rendre impossible la justice ordinaire. La terreur était poussée à tel point, qu'on ne trouvait plus ni témoins ni jurés.

Les moyens militaires réussirent. On fusilla plusieurs centaines de brigands. Le reste se dispersa. La circulation se rétablit.

En même temps qu'il écrasait les débris des chouans transformés en « chauffeurs », Bonaparte faisait toute sorte d'avances aux émigrés et aux prêtres. Un nouvel arrêté consulaire, du 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800), venait de retrancher définitivement de la liste des émigrés toutes les personnes qui en avaient été rayées par une autorité quelconque dans les derniers temps, et toutes les femmes et enfants, ainsi que les prêtres qui avaient quitté le territoire pour obéir aux lois qui les bannissaient. La grande liste des émigrés, qui avait compris jusqu'à 145,000 noms, était réduite aux hommes qui avaient porté les armes contre la France, qui avaient reçu des grades

des gouvernements étrangers ou qui exerçaient des fonctions dans la maison des princes exilés. Les émigrés radiés devaient promettre fidélité à la Constitution et rester sous la surveillance de la haute police jusqu'à la paix générale et un an après ; ceci, afin de protéger les acquéreurs de biens nationaux, que les émigrés rentrés commençaient de tous côtés à obséder et à menacer.

Il n'y avait point à blâmer l'arrêté en lui-même : le Premier Consul était en droit de le présenter comme une mesure de justice et d'humanité ; mais ce qui pouvait légitimement inquiéter, c'était l'accueil caressant qu'il faisait et la préférence qu'il témoignait aux hommes de l'Ancien Régime, courtisans ou prêtres réfractaires. Il circulait de lui des mots significatifs. — « Il n'y a, disait-il en parlant des gens de l'ancienne cour, il n'y a que les hommes de cette classe qui sachent servir. » — Un autre jour, il s'écriait en plein conseil d'État : « Avec mes préfets, mes gendarmes et mes prêtres, je ferai tout ce que je voudrai ! » On savait qu'il commençait à négocier en vue d'un arrangement avec le Pape. Il remplaçait peu à peu, dans ses manifestes officiels, les mots de patrie et de liberté par ceux de fidélité, de gloire et d'honneur.

Les tendances manifestes de Bonaparte à la monarchie trompèrent les royalistes. Ils rêvèrent qu'on pourrait l'amener à travailler pour d'autres que pour lui et à jouer en France le rôle de ce général Monk, qui, en Angleterre, après la mort de Cromwell, avait rétabli la monarchie des Stuarts. Le prétendant « Louis XVIII », qui vivait alors retiré en Russie et qui était pourtant un esprit réfléchi et froidement sceptique, commit la maladresse d'écrire au Premier Consul deux lettres pour l'inviter « à rendre à la France son roi », et à faire ses conditions quant aux places qu'il voudrait pour lui et pour ses amis.

Bonaparte lui répondit avec dignité et lui rendit offre pour offre. — « Vous ne devez pas, lui écrivit-il, souhaiter votre retour en France ; il vous faudrait marcher sur cinq cent mille cadavres. Sacrifiez votre intérêt au repos de la France ; l'histoire vous en tiendra compte. Je ne suis pas insensible aux malheurs de votre famille ; je contribuerai avec plaisir à la douceur et à

la tranquillité de votre retraite. » (20 fructidor an VIII — 7 septembre 1800.)

Bonaparte continua de chercher à gagner les royalistes et de surveiller les Jacobins avec défiance et aversion.

Un complot, qui n'aurait eu rien de sérieux si la police ne s'en était mêlée, aggrava les mauvaises dispositions du Premier Consul envers les révolutionnaires. Quelques mécontents, parmi lesquels des Italiens irrités de ce que Bonaparte ne rétablissait pas la République romaine, se réunissaient chez un nommé Demerville et y tenaient des propos contre le « nouveau César ». Certains d'entre eux s'imaginèrent avoir trouvé, pour immoler ce César, un « nouveau Brutus » dans un militaire sans emploi appelé Harel. Celui-ci se chargea de procurer des hommes d'exécution et d'organiser l'affaire. Le 18 vendémiaire an IX (10 octobre), le Premier Consul devait être frappé à l'Opéra. La police était au courant ; car les seuls conspirateurs qui fussent armés lui appartenaient, et Harel n'avait rien fait qu'avec son concours. Demerville et ses amis furent arrêtés.

Cet incident, dont on ne connaissait pas le vrai caractère, produisit une grande impression dans Paris.

L'entourage du Premier Consul, ses frères, ses familiers, le poussèrent à en profiter pour faire un nouveau pas en avant. On lança dans le public une brochure sans nom d'auteur, écrite par Fontanes sous l'inspiration de Lucien Bonaparte, et revue par le Premier Consul. C'était un *Parallèle entre César, Cromwell et Bonaparte*. Bonaparte avait, le 18 brumaire même, repoussé comme une calomnie le parallèle avec Cesar ; maintenant, il le provoquait. C'était, suivant la brochure, outrager Bonaparte que de le comparer avec un « factieux » comme Cromwell ou un transfuge comme Monk ; il n'y avait d'analogue à Bonaparte que César. L'auteur n'allait pas cependant jusqu'à tout approuver dans César, qui, « à la tête des démagogues romains, avait opprimé le parti des honnêtes gens. » Bonaparte avait fait le contraire. « — Heureuse la République, disait enfin l'auteur, si Bonaparte était immortel ! — Mais où sont ses héritiers ? »

La conclusion indiquée était donc le rétablissement de l'hérédité du pouvoir.

La France n'en était pas là. L'opinion publique se souleva. Les préfets mêmes, qui n'étaient pas au courant, dénoncèrent la brochure comme factieuse et comme produisant un très mauvais effet.

Le Premier Consul recula. Il s'irrita de l'insuccès de cette tentative, en rejeta la responsabilité sur son frère Lucien, lui ôta le ministère de l'intérieur et l'envoya comme ambasseur en Espagne. De là datèrent l'espèce d'opposition que fit Lucien à Napoléon et le retour de ce principal complice du 18 brumaire au rôle de faux républicain.

Quelques semaines après, le Premier Consul fut l'objet d'un attentat bien autrement redoutable que le complot de l'Opéra.

Le 3 nivôse au soir (24 décembre 1800), au moment où le Premier Consul traversait en voiture la petite rue Saint-Nicaise, qui aboutissait du Carrousel à la rue de Richelieu, une détonation effroyable se fit entendre : une violente secousse ébranla les maisons voisines, et un grand nombre de personnes mortes ou blessées jonchèrent la rue de leurs corps. Un baril de poudre chargé de mitraille avait été placé sur une petite charrette, pour faire sauter le Premier Consul, quand il passerait pour se rendre à l'Opéra (aujourd'hui Théâtre-Français). L'adresse et la rapidité avec laquelle son cocher avait tourné la charrette l'avaient sauvé.

Lorsque, le lendemain matin, tous les corps de l'État accoururent exprimer leur horreur de cet attentat et féliciter le Premier Consul d'y avoir échappé, Bonaparte éclata contre les Jacobins, les terroristes, les « septembriseurs », et n'hésita pas à leur attribuer le crime. La saisie récente d'une machine explosible chez un révolutionnaire exalté donnait quelque vraisemblance à cette accusation.

Bonaparte redoubla de violence, deux jours après, devant le Conseil d'État : il ne parlait que de fusiller, de déporter, de se faire juge à lui seul des révolutionnaires, pour éviter les lenteurs d'un tribunal. La majorité du Conseil d'État s'effrayait d'une telle passion ; un seul des membres, un vieil ami de Hoche, l'amiral Truguet, osa répondre à Bonaparte que les « septembriseurs » n'étaient pas seuls dangereux pour la République ;

qu'on n'avait pas moins à craindre des émigrés rentrés, des chouans, des prêtres fanatiques, des auteurs de « pamphlets factieux ».

Bonaparte s'emporta contre Truguet et leva la séance.

Le Conseil d'État s'était alarmé des violences de Bonaparte; il n'en accepta pas moins, à une grande majorité, la mesure d'exception par laquelle le Premier Consul réalisa ses menaces. Bonaparte arrêta une liste de proscription qui déportait sans jugement cent trente-trois personnes.

On n'osa donner à cette mesure la forme d'une loi : le Corps législatif eût pu la rejeter. On conseilla au Premier Consul de prendre un arrêté dont le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, suggéra de soumettre la constitutionnalité au Sénat. On écartait ainsi le Tribunat et le Corps législatif.

Le Sénat répondit à ce qu'on attendait de lui. Il déclara que l'arrêté du Premier Consul était « une mesure conservatoire de la Constitution. » (5 janvier 1801 — 15 nivôse an IX.)

Au moment où deux des grands Corps de l'État acceptaient ainsi la solidarité d'un acte qui était la destruction de toute justice et de tout ordre légal, on commençait à être à peu près assuré que les révolutionnaires n'étaient pour rien dans l'attentat. L'enquête opérée par la police n'avait compromis aucun d'entre eux et avait, au contraire, mis sur la trace d'agents du fameux chef de chouans Georges Cadoudal.

Cet acte arbitraire eût donc été inique, lors même qu'il n'eût atteint que des hommes que leurs forfaits antérieurs rendaient indignes d'intérêt. Il n'était pas permis de frapper, même des criminels, pour un crime qu'ils n'avaient pas commis.

Mais il n'en était pas ainsi. Non seulement on avait adjoint, à des massacreurs de Septembre, des révolutionnaires tels que le général Rossignol et quelques conventionnels dont les opinions violentes n'eussent pas suffi à motiver une condamnation judiciaire; mais on avait enveloppé dans la proscription d'excellents citoyens dont le seul crime était d'avoir défendu les lois et la liberté : deux anciens membres des Cinq-Cents, Destremx, celui qui, le 19 brumaire, avait crié à Bonaparte : « Est-ce donc pour cela que tu as vaincu? » et son collègue Talot.

Cette fois, Bonaparte ne recula plus, comme à l'époque de la première liste qui avait été annulée. Un reste de pudeur fit mitiger la proscription à l'égard de Destremx, de Talot et de quelques autres. Ils furent internés à l'île d'Oléron, où Destremx mourut en 1805, sans avoir été rendu à sa nombreuse et pauvre famille. Tout le reste des proscrits fut transporté au delà des mers, les uns en Guyane, les autres dans nos colonies des mers africaines et indiennes. Ils y moururent tous, sauf deux qui parvinrent à s'échapper.

Tandis que le convoi des proscrits s'acheminait vers Nantes, où on les embarqua, on jugeait à Paris les accusés du complot de l'Opéra. Quatre d'entre eux furent condamnés à mort, parmi lesquels le peintre Topino-Lebrun, cet ancien juré du tribunal révolutionnaire qui, écarté comme suspect lors du jugement des Dantonistes, a laissé de précieuses révélations sur cet odieux procès. Ni lui ni ses compagnons d'infortune n'avaient pris part à un commencement d'exécution de ce complot d'agents provocateurs.

On condamna et l'on exécuta, après eux, cinq autres personnes contre lesquelles il y avait encore moins de preuves, le mécanicien chez qui l'on avait saisi une machine explosible, et de prétendus complices. Rien absolument n'établissait que cet homme, auteur de diverses inventions pour la guerre, eût songé à tuer Bonaparte. Mais le jury était encore comme enfiévré par la terreur de la machine infernale.

Les vrais auteurs de l'attentat du 3 nivôse furent pleinement connus quelques jours après. C'était un ancien officier de marine appelé Saint-Réjant, et deux autres conspirateurs venus de l'Ouest et de la chouannerie, Limoëlan et Carbon. Limoëlan s'était échappé ; mais on avait pris les deux autres. Ils furent exécutés à la fin de janvier 1801.

Ce malheureux épisode, qui avait pleinement manifesté le caractère arbitraire du Consulat, avait eu lieu pendant la seconde session législative de la Constitution de l'an VIII. A l'ouverture de cette session, le 1er frimaire (10 décembre), le gouvernement avait protesté de ses dispositions bienveillantes et impartiales envers tous. On vient de voir ce qu'il en fut. Deux

projets de loi avaient été présentés, l'un qui diminuait l'importance et le nombre des justices de paix au profit de la police et au détriment de la liberté individuelle ; l'autre, qui instituait des tribunaux d'exception, moitié civils, moitié militaires, que le gouvernement pourrait substituer à la justice ordinaire, là où il le jugerait nécessaire. Les commissions militaires contre les brigands avaient été justifiables ; mais ceci ne l'était pas : c'était changer ce qu'on peut appeler un fait de guerre en institution. Benjamin Constant, Daunou, Chénier, l'ex-girondin Isnard, revenu à ses premiers sentiments de liberté après avoir été fort engagé dans la réaction, Ginguené, un des littérateurs les plus distingués de ce temps, combattirent énergiquement les deux lois. Elles ne passèrent, au Tribunat, qu'à la majorité de quelques voix. Il y eut contre elles une forte minorité, même au Corps législatif, beaucoup plus timide que le Tribunat.

Bonaparte se mit en fureur quand on lui rapporta les discours tenus au Tribunat, et il se répandit en injures contre ces « métaphysiciens », ces « philosophes », qui n'étaient bons qu'à jeter à l'eau. Il prenait toute critique pour un outrage.

Il rencontra aussi de l'opposition dans les affaires de finances. Il s'était arrangé de façon à éviter à ce sujet tout contrôle. Au lieu de présenter un budget comprenant les recettes et les dépenses, « il proposait, dit M. Lanfrey (*Histoire de Napoléon Ier*), de proroger pour l'an X les contributions de l'an IX, et présentait un budget dans lequel les recettes seules figuraient. Grâce à ce système, les dépenses de l'exercice n'étaient soumises à l'examen du Corps législatif que dans le cours de l'exercice suivant, alors que, toutes les dépenses étant consommées, la critique devenait inutile. » Son but n'était pas de cacher des désordres ; car il avait au contraire rétabli l'ordre dans les finances ; mais il entendait, là comme ailleurs, être le maître absolu.

Après de vifs débats, la loi financière fut repoussée par le Tribunat, mais adoptée par le Corps législatif.

On avait pourvu jusque-là au déficit du budget par des aliénations de biens nationaux; afin de garder ce qui en restait, on remplaça cette ressource en payant avec des rentes certains

créanciers de l'État. La rente avait dépassé 50 depuis la paix de Lunéville.

La dette flottante, qui restait sur la place depuis qu'un tiers seulement de la dette publique avait été consolidé, fut enfin réglée dans des conditions plus ou moins arbitraires, comme l'ont toujours été les liquidations de ce genre. Notre dette nationale, alors, fut portée à 57 millions en rentes perpétuelles et 69 en rentes viagères et en pensions, qui devaient être réduites par extinctions annuelles. Notre budget total s'élevait à environ 600 millions. Ces chiffres représenteraient aujourd'hui plus du double.

Le revenu de l'Angleterre était d'un milliard à 1100 millions, mais avec près de 500 millions de dette annuelle, et il nous restait la ressource, qu'elle n'avait pas, de pouvoir rétablir les contributions indirectes abolies depuis 1789. On n'avait encore rétabli que les octrois des villes. Notre situation financière était donc bonne.

Le Premier Consul créa, pour la réduction de la dette, une caisse d'amortissement dotée en biens nationaux. Sur les biens nationaux, dont il restait pour environ 400 millions, on assigna aussi une dotation à l'instruction publique et aux Invalides. C'était une bonne mesure ; mais il fallait voir comment on comprendrait l'instruction publique.

Il était bien évident que Bonaparte ne l'entendrait pas comme l'avait entendue la Convention nationale dans ses grandes créations de l'an III. Il était, à cette heure, en train de détruire l'œuvre capitale de cette année illustre : la séparation de l'Église et de l'État. Il avait aboli les institutions électives de la Révolution dans l'État, dans le département, dans la commune et dans l'ordre judiciaire, ainsi que dans l'ordre politique et administratif. Maintenant, il s'attaquait aux conséquences de la Révolution dans les choses de la religion.

Il faut ici revenir en arrière pour rappeler en quelques mots les diverses phases par lesquelles avait passé la Révolution relativement à la question religieuse. La Constituante, à laquelle on a reproché, avec si peu de fondement, d'être trop novatrice, avait essayé de s'arranger avec l'Église comme avec la royauté,

au lieu d'introduire la France dans un ordre de choses entièrement nouveau. L'idée de séparer l'Église et l'État, la religion et la politique, et de laisser la religion libre sans plus la mêler aux choses du gouvernement, n'était encore, en 1789, que dans un petit nombre d'esprits philosophiques et non pas même chez tous les philosophes. Les jansénistes, c'est-à-dire les catholiques rigoristes, ennemis des jésuites, et le bas clergé, plus ou moins rapproché des jansénistes, avaient donc poussé la Constituante à faire la fameuse Constitution civile du clergé.

Cette Constitution avait très mal réussi et n'avait abouti qu'à déchaîner la discorde dans les esprits, puis la guerre civile dans nos campagnes. Le catholicisme romain, après avoir tant persécuté les autres, avait été, à son tour, l'objet d'une violente persécution.

Cette terrible leçon n'avait pas été perdue. La Convention, éclairée par une expérience qui avait coûté si cher, avait fait, avant de se séparer, un effort à jamais mémorable pour organiser la liberté légale, c'est-à-dire la vraie République, en ce qui regardait les cultes comme dans tout le reste. D'après la Constitution de l'an III, la République, tout en plaçant ses institutions sous les auspices de l'Être suprême, ne reconnaissait plus et ne salariait plus aucun culte, mais, en principe, leur assurait à tous la liberté, à condition de ne pas troubler l'ordre public.

En fait, il y avait encore bien des difficultés, bien des agitations, bien des ombrages. Les flots ne se calment point sur-le-champ après une horrible tempête. La pleine liberté n'existait pas encore, parce que la religion se mêlait encore à la politique, et que les prêtres réfractaires, ceux qui avaient autrefois refusé le serment à la Constitution civile et qui maintenant refusaient le serment d'obéissance aux lois, étaient considérés comme des ennemis de la République. Il y avait eu beaucoup de variations et d'inégalités dans la conduite des autorités républicaines. Le général Hoche avait rendu aux prêtres réfractaires le libre culte dans l'Ouest, à condition qu'ils l'aidassent à rétablir la paix publique. Sur d'autres points de la France, au contraire, on les empêchait encore de rentrer dans leur pays,

ou bien on les emprisonnait. Bonaparte, depuis le 18 brumaire, avait levé les dernières restrictions à l'égard de ces prêtres et ne leur demandait plus, au lieu de serment, qu'une simple promesse d'obéir aux lois. On eût même pu ne leur rien demander du tout, puisque l'État ne les payait plus et ne les connaissait plus officiellement. Il suffisait de leur appliquer le droit commun, s'ils troublaient l'ordre.

Quelle était donc la situation des cultes en France sous le Consulat? Quels avaient été les résultats du régime établi par la Constitution de l'an III?

Il y avait d'abord l'ancien clergé constitutionnel, les prêtres assermentés, considérés par le pape comme des schismatiques, parce qu'ils avaient obéi malgré lui aux lois de la Révolution. Persécutés par les Hébertistes dans le fort de la Terreur, défendus par Robespierre et Danton, soutenus avec un ferme courage par l'évêque Grégoire, ils avaient promptement rétabli l'exercice du culte partout où il avait été momentanément interrompu. En vendémiaire an V (1797), le clergé constitutionnel avait tenu un concile national à Paris. Il y avait invité le clergé réfractaire dans un but de conciliation ; mais ses avances avaient été violemment repoussées. A cette époque, d'après un relevé fait par l'administration des domaines nationaux, le culte se célébrait dans plus de 32,000 églises paroissiales, et plus de 4,500 autres communes étaient en instance pour que l'État leur rendît leurs églises. Le Premier Consul avait satisfait d'une manière générale aux réclamations de ce genre, en restituant au culte celles des églises épiscopales et paroissiales qui étaient entre les mains du domaine.

En face du clergé constitutionnel se retrouvait le clergé non assermenté, les anciens réfractaires, qui, maintenant, officiaient en toute liberté. Un certain nombre d'entre eux, là où ils étaient préférés par les populations, étaient parvenus à se réinstaller dans les églises : la plupart célébraient leur culte dans des maisons particulières érigées en chapelles. Fort hostiles au clergé constitutionnel, qui leur offrait en vain la paix, ils étaient mal d'accord entre eux. Les uns avaient fait la promesse d'obéissance aux lois réclamée par le Premier Consul; les autres,

excités secrètement par les royalistes, avaient refusé de prendre cet engagement. Ceux-ci regardaient les premiers comme des demi-schismatiques.

Les anciens cultes non catholiques, les protestants et les juifs, usaient de la pleine liberté qu'ils devaient à la Révolution.

A côté d'eux, essayait de s'établir un culte nouveau : c'était la secte qui se donnait le nom de « Théophilanthropes » ou « Amis de Dieu et des hommes ». C'étaient de purs déistes, ne professant d'autres dogmes que l'existence de Dieu, auteur de la nature et père des hommes, et l'immortalité de l'âme. Dans un assez grand nombre de villes, ils se réunissaient dans les églises à des heures différentes de celles des offices catholiques, y dressaient un autel orné de feuillages et de fleurs et appendaient aux murs des inscriptions morales et religieuses. Ils chantaient des hymnes à Dieu, à la vertu, à la patrie, à l'humanité. On comptait, parmi les plus notables de leurs adhérents, l'ex-directeur La Réveillère, Bernardin de Saint-Pierre, l'auteur de *Paul et Virginie*, et le vénérable fondateur et directeur de l'Institut des Jeunes Aveugles, Haüy, qui faisait pour l'éducation de ces infortunés ce qu'avaient fait pour les sourds-et-muets les abbés de l'Épée et Sicard.

Ces divers cultes se partageaient les croyants et se faisaient la guerre dans leurs prédications, mais sans que l'ordre public en souffrît et sans que les masses en ressentissent une agitation dangereuse. Le clergé constitutionnel, assez aigre envers les théophilanthropes, était fort tolérant pour le clergé non assermenté, qui ne le lui rendait point du tout et qui ne cessait de le poursuivre de ses anathèmes. Il y avait, dans le clergé constitutionnel, des hommes qui avaient joué un rôle ou exagéré ou peu digne dans la Révolution ; mais beaucoup d'autres méritaient le respect par leurs vertus et leur désintéressement. Nous avons fait ressortir le grand caractère de l'évêque Grégoire. L'évêque Lecoz, qui présida deux conciles nationaux des constitutionnels en l'an V et en l'an IX (1797-1801), tint, à l'ouverture du second concile, le plus noble langage, remerciant Dieu « d'avoir dépouillé l'Eglise de ces richesses qui la corrom-

paient et d'avoir ressuscité cette pauvreté apostolique que les plus pieux des ministres de Jésus-Christ n'avaient cessé de regretter. » Ces paroles étaient sincères ; la plupart des membres du clergé constitutionnel ne vivaient que des maigres offrandes des fidèles, et le clergé réfractaire avait, en général, plus de ressources. Il exerçait, par le souvenir des persécutions qu'il avait endurées et par son union avec le Saint-Siége de Rome, plus d'empire sur l'imagination des femmes.

Le clergé constitutionnel avait dans son sein, comme le clergé non assermenté, un sujet de division : c'était la question des prêtres mariés. On en comptait jusqu'à dix mille. Grégoire et les jansénistes purs étaient très-opposés au mariage des prêtres.

Au point de vue politique, le clergé constitutionnel était, en général, sincèrement républicain. Quant au clergé non assermenté, une partie était plus ou moins ralliée à la personne du Premier Consul ; le reste était encore obstinément royaliste. Les prêtres non assermentés troublaient les consciences en prétendant nuls tous les actes religieux du clergé assermenté, mariages ou autres ; ils obsédaient les vieillards et les malades, surtout les acquéreurs de biens nationaux. Quant à troubler matériellement l'ordre public, ils y eussent été impuissants dans la très-grande majorité de la France ; le gouvernement était trop fort pour avoir à les craindre sous ce rapport, et, d'ailleurs, ils n'y pensaient pas. Ils avaient trop cruellement souffert pour être tentés de recommencer la guerre civile.

Il apparaissait dans le pays un mouvement de réaction religieuse. Il était naturel et inévitable qu'après tant de souffrances et de malheurs il se produisît un retour au sentiment religieux ; mais cette réaction contre l'esprit de pure critique et de négation, contre l'athéisme et le matérialisme, était très-diverse dans ses caractères et dans ses tendances. On ne rencontrait là ni un grand élan de passion, ainsi qu'au moyen âge, ni un retour logique et savant de dogmatisme catholique comme au dix-septième siècle. L'école déiste de Rousseau, madame de Staël, le vieux Necker son père, qui, survivant à tant de catastrophes, publiait sur la politique et la religion des écrits où se rencontrent

parfois des observations profondes, Bernardin de Saint-Pierre, grand et populaire écrivain, Benjamin Constant, esprit de haute portée, supérieur aux négations superficielles non moins qu'aux croyances aveugles, soutenaient le principe religieux en restant aussi indépendants du catholicisme romain qu'ils étaient opposés au matérialisme. Le mystique Saint-Martin, dans ses écrits obscurs qu'illuminent des éclairs sublimes, se séparait également de l'Église romaine, lui qui voyait dans la Révolution l'œuvre de Dieu et l'aurore d'une grande rénovation religieuse.

Un émigré breton, revenu récemment du voltairianisme au catholicisme, Chateaubriand, commençait à exciter la curiosité par la publication d'épisodes d'un grand ouvrage qui ne parut qu'en 1802 : *le Génie du christianisme*. Ce livre, qui s'attachait, sur toutes choses, à mettre en lumière les côtés poétiques de la religion chrétienne, devait exercer une vaste et durable influence sur les imaginations ; mais il y avait là plus d'éclat que de solidité, une inspiration plus littéraire que sérieusement et intimement religieuse, et l'exaltation que ressentait et qu'inspirait l'auteur procédait moins du cœur que de la tête.

Près de Chateaubriand, un écrivain dogmatique, Bonald, reprenait, avec vigueur et raideur, la tradition de Bossuet ; mais il influait peu, et le génie puissant et paradoxal qui devait plus frapper et plus étonner en se rejetant plus loin en arrière, vers le moyen âge, Joseph de Maistre était peu connu encore. Il avait pourtant déjà publié ses *Considérations sur la France*, où il admire les Jacobins et la Convention, tout en les maudissant.

Il y avait un réveil sincère de sentiment religieux chez bien des âmes blessées; mais il y avait aussi une mode superficielle de sentimentalité qu'on ne pouvait pas encore appeler dévote, de « religiosité », pour employer un mot qui a été quelque temps en usage dans la partie de la société qui avait plus ou moins d'attaches avec l'Ancien Régime ou qui affectait de le regretter.

Quant à la société issue de la Révolution et qui remplissait les administrations, les corps savants et les armées, elle restait dans la tradition soit de Voltaire, soit de Rousseau, ou dans l'esprit d'une science purement critique et négative en matière de religion.

Que réclamait cette situation? — La liberté. — Nous l'avions. Elle était facile à garder. Il y aurait eu des embarras (il y en a toujours dans une époque de transition), il n'y avait guère de difficulté sérieuse que la possession des églises, disputées entre les deux clergés catholiques et même les théophilanthropes. Il fallait laisser décider la question à chaque commune et ne faire intervenir l'État que comme pacificateur. — Mais, pour cela, il eût fallu n'avoir pas supprimé les communes! Tout se tient, les libertés comme les servitudes.

S'il y avait quelques difficultés, il n'y avait point de dangers. Le fanatisme ne pouvait se réveiller que par la persécution. La liberté ôtait au clergé ultramontain cette arme redoutable. On a prétendu que, le courant de l'opinion allant au clergé non assermenté, le livrer à lui-même sans pacte avec l'État, c'eût été lui livrer la France. Il y a là beaucoup d'exagération. Le courant dont on parle n'avait pas la force qu'on lui suppose. Le clergé ultramontain étant livré à lui-même, on aurait vu bientôt revenir derrière lui les Jésuites, qui subsistaient toujours, comme société secrète, malgré la dissolution de leur ordre, et que les papes recommençaient à protéger. Le retour de cet ordre impopulaire eût amené une contre-réaction et rendu crédit au clergé constitutionnel parmi les populations. Les deux clergés catholiques, les protestants, les théophilanthropes, d'autres groupes encore qui eussent pu se former, eussent rivalisé de zèle et se fussent surveillés et contrôlés les uns les autres, au profit des mœurs et de l'esprit religieux, ainsi qu'on le voit aux États-Unis d'Amérique. Le mariage des prêtres, malgré l'opposition des jansénistes, se fût vraisemblablement propagé de plus en plus parmi le clergé constitutionnel, et eût rapproché ce clergé de la situation morale et sociale des pasteurs protestants. Le mouvement religieux, abandonné à son indépendance, aurait donné peu à peu ce que comportaient le génie de la France et les besoins nouveaux. La liberté nous eût préservés d'un double péril : l'indifférence en matière de religion et le faux air d'une religion de surface et de convention, sous laquelle s'abritent les moins nobles intérêts de ce monde.

La Constitution de l'an III avait là, comme presque en tout,

réalisé les vrais principes de l'esprit moderne. Pour les peuples anciens, la religion était identifiée à l'État : le culte était l'expression de la nationalité ; pour les modernes, la religion est affaire entre l'homme et Dieu, et non entre l'homme et l'État : elle doit être à la fois universelle et individuelle ; elle ne peut plus être nationale. Les associations religieuses doivent se constituer à côté de la société politique, et ne doivent exercer sur elle qu'une influence purement morale et non officielle.

La Constitution de l'an III était dans le vrai ; mais l'homme qui avait détruit cette libre constitution ne savait supporter la liberté nulle part. La religion pouvant être un instrument de gouvernement, il voulait avoir dans sa main cet instrument comme tous les autres. Sa conduite, en cette matière comme dans tout le reste, fut dirigée uniquement par un calcul d'intérêt personnel. Son langage contradictoire en Égypte et en Italie, ses protestations de dévouement au prophète Mahomet, d'un côté, au catholicisme romain, de l'autre, avaient assez témoigné qu'il jouait avec les religions ainsi que, d'après ses propres paroles, il jouait avec l'histoire.

Quelles étaient ses opinions réelles sur le fond des choses ? Il n'y a qu'un intérêt de curiosité à les connaître, puisque ce n'était pas dans les opinions ni dans les sentiments, mais uniquement dans ses convenances personnelles, qu'il prenait les motifs de ses actions. Devant ses familiers, il n'eût pas pu se donner comme croyant à une religion quelconque ; mais il affectait parfois une sorte de « religiosité » ; il attaquait les athées : il déclarait croire en Dieu. Toute sa façon de penser et d'agir n'avait rien cependant d'un philosophe religieux ; car la croyance au Dieu de justice et de bonté comporte une idée de devoir et d'ordre moral du monde, et n'est pas compatible avec l'égoïsme d'un être qui semble se faire centre de l'univers à la place de Dieu. S'il croyait en Dieu, c'était plutôt comme à une puissance fatale que comme à une puissance morale. Il se confondait, pour ainsi dire, avec ce Dieu, par la foi qu'il avait dans sa destinée. Quoiqu'il se soit défendu parfois d'être fataliste, c'était là au fond toute sa religion.

Il ne pouvait laisser subsister la liberté dans les choses reli-

gieuses après l'avoir étouffée partout ailleurs ; mais quel instrument de pouvoir choisirait-il parmi les religions ?

La question était résolue dès qu'elle était posée.

La nouvelle secte des théophilanthropes n'avait ni la puissance, ni le nombre, ni l'éclat à lui offrir ; il n'y avait pas là une force actuelle, et d'ailleurs ils étaient républicains. Les protestants étaient trop raisonneurs, trop habitués au libre examen ; il n'y avait pas moyen de faire d'eux, en France, une machine de despotisme. Restait le catholicisme, avec ses tendances à l'obéissance passive ; le catholicisme entendu, non pas comme au Vatican, mais comme à Versailles, du temps de Louis XIV et de Bossuet, durant les années de toute-puissance du Grand Roi, ou, mieux encore, entendu à la façon de Charlemagne, quand Charlemagne dominait les conciles comme les assemblées nationales et mettait l'Église dans l'État. Seulement, le but n'était pas le même : Charlemagne s'était efforcé de diriger l'État et l'Église vers le progrès et la civilisation ; Bonaparte ne pensait qu'à Bonaparte. Il aspirait, dans ses rêves d'avenir, « à avoir à lui la direction du pape ; » à l'attirer dans Paris, qui deviendrait la capitale du monde chrétien ; à y tenir des conciles dont les papes ne seraient que les présidents, et dont il approuverait et publierait les décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne : il aspirait « à diriger le monde religieux ainsi que le monde politique. »

A le diriger ? — Où ? — Diriger le monde politique et le monde religieux sans foi religieuse et sans foi politique !

Voilà à quels songes d'halluciné étaient immolées les grandes conceptions de 89 et de l'an III.

Malheureusement, l'esprit que hantaient ces hallucinations était associé à une volonté de fer, armée de moyens d'action irrésistibles. On se tromperait du tout au tout si l'on imaginait que l'opinion publique fût en accord avec les projets de Bonaparte. Le clergé non assermenté et ses adhérents, satisfaits de n'être plus persécutés et de pouvoir faire de la propagande religieuse à leur aise, n'en demandaient pas et n'en espéraient pas davantage, au moins quant à présent. Leur plus grande ambition actuelle était de disputer la possession des églises à leurs rivaux

constitutionnels. Tout le reste du pays était absolument contraire à l'idée d'une restauration officielle du catholicisme. Les grands corps de l'État, même les plus dociles quant à la politique, l'armée et jusqu'à la famille du Premier Consul, étaient d'accord là-dessus. Mais Bonaparte, une fois décidé, brava l'opinion de tout ce qui l'entourait, assuré qu'il était de n'avoir pas de résistance matérielle à craindre. On l'avait fait le maître : il en usait.

Voici, en résumé, le plan auquel il s'arrêta : traiter avec le nouveau pape, afin de lui faire accepter une nouvelle Constitution civile du clergé, sous ce titre de Concordat qu'avait porté l'ancien pacte entre la royauté et la papauté, conclu jadis par François Ier avec Léon X. Le clergé serait salarié par l'État ; ses chefs seraient, comme sous l'ancien Concordat, nommés par le chef de l'État et confirmés par le pape. Le clergé ferait une promesse générale de soumission aux lois. La police des cultes appartiendrait à l'autorité civile : le conseil d'État aurait sur le clergé la juridiction qu'avaient eue les anciens parlements.

Quant aux circonscriptions diocésaines, pour terminer la querelle des évêques assermentés et insermentés, Bonaparte avait imaginé de supprimer tous les diocèses anciens et nouveaux, ceux de l'ancienne Église de France et ceux de la Constitution civile, et d'obtenir du pape qu'il exigeât la démission de tous les titulaires. Puis, on créerait à nouveau quinze archevêchés et quarante-cinq évêchés, et le Premier Consul y nommerait soixante prélats choisis parmi les anciens évêques assermentés ou insermentés ; il les choisirait en majorité parmi ces derniers, et pour complaire au pape, et parce qu'il les préférait pour son compte. Le pape donnerait à ces soixante prélats l'institution canonique. Moyennant le salaire assuré au clergé par l'État, le pape reconnaîtrait comme valable l'aliénation des biens de l'Église, réconcilierait à l'Église les prêtres mariés, en leur faisant quitter leurs fonctions ecclésiastiques, et aiderait à la pacification générale des esprits.

Cette transaction, si contraire à l'esprit de la Révolution, n'était pas plus satisfaisante pour la cour de Rome. La papauté avait, de son côté, de grands sacrifices à faire, tels que la suppression

des anciens diocèses, ce qui supprimait toute la tradition historique, et la sanction de l'aliénation des biens de l'Église. Quand on connut le plan de Bonaparte, le parti de l'Ancien Régime fut aussi scandalisé que le parti de la Révolution et agit fortement auprès du pape pour le détourner d'accepter.

Le pape Pie VII était un homme d'un caractère un peu faible, d'une âme bienveillante et d'une foi sincère. Il avait été, avant son élévation au trône pontifical, le plus tolérant des membres du Sacré Collége et le plus disposé à s'accommoder avec la Révolution et la République : il avait été jusqu'à citer Jean-Jacques Rousseau dans un de ses mandements, et Bonaparte lui avait gagné le cœur, en 1797, par ses ménagements envers le clergé et le culte. Aussitôt après son élection, il avait été informé par le Premier Consul que la France, victorieuse à Marengo, ne rétablirait pas la République romaine et ne contesterait pas la restauration de la souveraineté temporelle du pape. Pie VII espéra que cette restauration se compléterait par la restitution des provinces (Légations) auxquelles le Saint-Siége avait renoncé lors du traité de Tolentino. Le Premier Consul, sur ces entrefaites, l'invita à envoyer à Paris un agent affidé pour négocier le rapprochement de l'Église romaine avec la France. Pie VII expédia un prélat génois, « monsignor » Spina, avec ordre de tâcher de ravoir les Légations (Bologne, Ferrare et la Romagne), en même temps qu'il traiterait des affaires ecclésiastiques. Bonaparte était bien loin de vouloir rendre ces importantes possessions, qu'il considérait comme cédées sans retour par la papauté. Il avait choisi, pour négocier avec Spina, l'abbé Bernier, l'ancien chef du conseil de la Vendée, devenu le plus docile des agents du nouveau maître.

Spina traîna les négociations en longueur dans l'espoir chimérique d'obtenir la restitution des Légations ; mais il y avait des difficultés d'un autre ordre : la cour de Rome prétendait faire déclarer le catholicisme religion de l'État ; elle résistait quant à la démission à exiger des évêques ; elle prétendait exclure les assermentés, les constitutionnels, de l'épiscopat ; elle prétendait obtenir pour le clergé la faculté d'acquérir et de recevoir des biens-fonds, c'est-à-dire le rétablissement de la main morte.

Après six mois de pourparlers, un projet de Concordat fut expédié à notre envoyé auprès du Saint-Siége, avec ordre de le soumettre à l'acceptation immédiate du Pape. On renvoya en même temps à Pie VII, pour le bien disposer, la fameuse madone de Lorette, emportée par l'armée française et gardée depuis quelques années, à la Bibliothèque nationale de Paris, comme une curiosité archéologique. Après de longues délibérations entre les cardinaux consultés par le pape, un contre-projet fut arrêté à Rome : il persistait à réclamer que le catholicisme fût déclaré religion de l'État et pratiqué publiquement par les consuls ; il insistait sur le droit d'acquérir et de posséder des biens-fonds, et mettait des restrictions quant à la démission des évêques.

Bonaparte se mit en colère et menaça de tout abandonner et de ne plus reconnaître le traité de Tolentino (13 mai 1801), c'est-à-dire de reprendre au pape le reste de ses États. On fut saisi d'effroi au Vatican. Notre ministre à Rome, Cacault, donna au pape le conseil d'envoyer à Paris, avec pleins pouvoirs, son premier ministre, le cardinal Consalvi, pour tâcher d'obtenir quelques concessions. Consalvi, très-insinuant, très-habile, très-dévoué au pape, était l'homme le plus propre à cette difficile mission; mais il avait bien plus de préjugés que Pie VII contre la France et la Révolution, et il partit pour Paris avec autant d'effroi que si on l'eût envoyé se jeter dans un gouffre.

Bonaparte, informé de cette situation d'esprit du négociateur pontifical, voulut en profiter. Il l'envoya chercher aussitôt après son arrivée à Paris et se le fit amener brusquement aux Tuileries, au milieu des corps de l'État réunis en grand apparat pour une revue au Carrousel (1er messidor an IX-20 juin 1801). Là, devant cette imposante assistance, il lui signifia qu'il lui laissait cinq jours pour conclure les négociations. « Si, le cinquième jour, elles ne sont pas terminées, vous retournerez à Rome ; mon parti est pris. »

Consalvi, d'abord très-troublé, parvint toutefois à faire durer les négociations, non pas cinq jours, mais trois semaines, et disputa le terrain avec plus de fermeté qu'on ne s'y attendait.

Il reconnut cependant l'impossibilité d'obtenir le rétablissement de la religion d'État : Bonaparte ne voulait ni ne pouvait

aller jusque-là ; mais on substitua au terme de religion de l'État celui de « religion de la grande majorité des Français ». C'était là une étrange formule : la loi doit poser des principes, et non point énoncer des faits. Mettre dans la loi qu'un culte est professé par la majorité des citoyens, c'est tendre à faire rentrer par une porte dérobée la religion d'État, que ne reconnaît plus la loi. Les inconvénients pratiques de cette formule se sont fait et se font sentir de plus en plus.

Quant aux rapports personnels des consuls avec le culte, Bernier fit comprendre à Consalvi que le Premier Consul pourrait bien assister à un *Te Deum* et à une messe, mais qu'il ne fallait pas lui demander d'autres pratiques.

Consalvi finit par céder sur l'article où les scrupules du pape étaient le plus respectables : c'était la déposition des évêques qui refuseraient leur démission. Pie VII était troublé dans sa conscience et doutait de son droit dans cette question si grave. Bonaparte fut inflexible.

Consalvi ne put rien quant aux acquisitions ou aux donations en biens-fonds. Le Premier Consul était très-décidé à ne pas laisser se reconstituer la propriété foncière ecclésiastique. Les négociateurs français accordèrent que le clergé pourrait recevoir des donations dans la forme que réglerait l'État : cette forme était celle des rentes sur l'État.

La crainte qu'inspirait à Consalvi un concile d'évêques assermentés convoqué en ce moment à Paris par le Premier Consul contribua beaucoup à faire céder ce ministre du pape. Ce concile, maintenant les principes de 89, réclamait les libres élections des évêques et des curés par les fidèles, ou tout au moins la présentation de candidats au gouvernement par les fidèles ; il demandait que la nomination des évêques fût confirmée par les archevêques et celle des archevêques seuls par le pape, et qu'après un certain délai, le pape fût obligé d'accorder cette confirmation.

Le ministre d'Autriche, Cobentzel, alors à Paris, avait vivement poussé Consalvi à accepter.

Tout semblait terminé. Le 13 juillet, Consalvi se rendit chez Joseph Bonaparte, que son frère avait chargé de conclure offi-

ciellement le pacte négocié par Bernier. L'abbé Bernier présenta à Consalvi le Concordat à signer. Celui-ci s'aperçut qu'on avait changé plusieurs articles à ce qui avait été convenu. Il se récria vivement contre une telle surprise. Joseph Bonaparte était aussi étonné que lui. Bernier avoua que Consalvi disait vrai, mais que c'était le Premier Consul qui l'avait ordonné ainsi.

Consalvi protesta qu'il n'accepterait jamais un tel acte. Il discuta, pendant dix-neuf heures, avec Bernier. Il resta de ce long débat un article en suspens, sur lequel Consalvi se déclarait sans pouvoirs et proposait d'en référer au pape : il s'agissait de la publicité de l'exercice du culte. Le Premier Consul l'accordait, à condition que cet exercice aurait lieu conformément aux règlements de police. Consalvi voyait là un moyen de retirer d'une main ce qu'on donnait de l'autre.

Bonaparte ne voulut rien entendre. Il y avait ce jour-là grand dîner officiel aux Tuileries ; lorsque Consalvi s'y présenta, le Premier Consul lui dit devant tout le monde d'une voix éclatante : « Eh bien ! monsieur le cardinal, vous avez voulu rompre ! Soit ! je n'ai pas besoin du pape. Si Henri VIII, qui n'avait pas le vingtième de ma puissance, a pu changer la religion de son pays, bien plus le pourrais-je, moi ! En changeant de religion, je la changerai dans presque toute l'Europe. Vous pouvez partir : — quand partez-vous ? »

« Après dîner, général », répondit Consalvi d'un ton calme. Il s'était aguerri aux manières du Premier Consul. Bonaparte, au fond, ne voulait point qu'il partît et finit par lui accorder qu'on ajouterait, à la clause sur les règlements de police, ces mots : « que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » Ce n'était pas une grande concession.

Le Concordat fut signé dans la nuit du 27 au 28 messidor an IX (16-17 juillet 1801).

Ainsi fut renversé ce régime de la liberté religieuse inauguré par la Révolution dans la période où elle avait tenté de s'organiser selon ses principes ; ainsi fut rétablie cette alliance de l'État et de l'Église romaine, qui rendait à la hiérarchie ecclésiastique l'appui de l'autorité publique, asservissait dans le pré-

sent l'Église à l'État et compromettait, pour l'avenir, l'indépendance de l'État, surtout dans la question capitale de l'enseignement, lorsque les rênes du gouvernement ne seraient plus tenues par une main de fer. Cette alliance, qui a faussé le christianisme dès le temps de Constantin, devait entraver également l'esprit laïque de la société moderne et le véritable sentiment religieux. De tous les coups portés par Bonaparte aux libertés publiques et au progrès des temps nouveaux, aucun n'a infligé à la France une blessure plus difficile à guérir.

L'impression du public fut surtout de l'étonnement, comme devant une chose étrange. Lorsque le Premier Consul donna connaissance du Concordat au conseil d'État et lui en exposa éloquemment et longuement les avantages prétendus, le conseil d'État, le corps le plus dépendant de Bonaparte et le plus intimement lié à sa politique, ne répondit que par un silence glacial (18 thermidor — 6 août).

Le même jour, le Premier Consul ordonna au ministre de la police « de faire connaître aux journalistes qu'ils devaient s'abstenir désormais de parler de tout ce qui pouvait concerner la religion, ses ministres et les cultes divers. »

Il invita le concile du clergé constitutionnel à se séparer : il n'avait plus besoin de cette assemblée, qu'il n'avait autorisée que pour inquiéter le négociateur du pape et pour l'obliger à capituler.

Quelques semaines après (12 vendémiaire an X — 3 octobre 1801), il fit fermer les réunions des théophilanthropes. Leur culte, favorisé par les autorités sous le Directoire, étouffé par le Consulat, disparut sans laisser de traces. Il n'était pas ridicule, ainsi qu'on l'a prétendu : ce qui est vrai, c'est que cette secte, avec des sentiments honnêtes et des idées raisonnables, n'avait pas le souffle puissant qui enlève les masses humaines et qui enfante les grandes rénovations religieuses. Elle eût pu toutefois subsister sous un régime de liberté religieuse et se fût peut-être fondue avec la franc-maçonnerie.

Bonaparte eût voulu faire publier le Concordat et célébrer le rétablissement officiel du catholicisme en même temps que la paix générale. Les préliminaires de paix venaient d'être signés

avec l'Angleterre le 18 brumaire an X. Il comptait produire par là un grand effet sur l'opinion.

Les difficultés et les délais relatifs aux termes de la bulle que devait envoyer le pape et aux démissions à obtenir de tant d'évêques émigrés, qui étaient dispersés dans toute l'Europe, ne permirent pas qu'on fût prêt à temps. Il y avait de plus un grave différend entre le Premier Consul et le Saint-Siége relativement aux évêques constitutionnels. Tous avaient démissionné sans résistance pour ne pas être un obstacle à la paix de l'Église, tandis qu'un certain nombre de ces évêques non assermentés qu'on regardait comme seuls orthodoxes à Rome refusaient la démission que leur demandait le pape. Mais Bonaparte entendait prendre une partie des nouveaux évêques parmi les constitutionnels démissionnaires : le pape, à qui il avait fait espérer le contraire, protestait vivement, à moins que les constitutionnels ne fissent une rétractation humiliante de leur « schisme ».

L'anniversaire du 18 brumaire une fois passé, Bonaparte ne se pressa plus, et, quand on se fut enfin accordé et que toutes les formalités eurent été accomplies, il ajourna à plusieurs mois la présentation du Concordat aux corps de l'État qui devaient le voter, parce qu'il prévoyait, de leur part, des protestations importunes.

Durant les négociations du Concordat, le Premier Consul avait fait préparer un autre projet d'une importance de premier ordre et qui était aussi nécessaire que le Concordat était inutile et dangereux : c'était le Code civil. Une commission, composée des jurisconsultes Portalis, Tronchet, Bigot de Préameneu et Malleville, avait été formée, en juillet 1800, pour préparer le projet, qui fut ensuite envoyé aux tribunaux pour avoir leurs observations, puis présenté au conseil d'État. L'œuvre, comme nous l'avons dit plus haut, avait été presque achevée, en 1793, par la Convention. Si elle n'y mit pas la dernière main et si elle ne la promulgua point, c'est qu'elle ne trouva point assez philosophique la forme qu'y avaient donnée les jurisconsultes chargés de la composition et de la rédaction. Ce n'était pas sous le gouvernement de Bonaparte qu'on pouvait espérer de voir les intentions de la Convention remplies à cet égard. Le Code, en

ce qui regardait les idées générales, ne pouvait que perdre à être remanié sous la direction du Premier Consul. Toutefois, il n'en fut pas des lois civiles comme des lois politiques. Les hommes qui donnèrent au Code sa forme définitive étaient trop imbus de l'esprit moderne pour retourner aux traditions d'avant 89, et Bonaparte lui-même n'en avait pas la pensée.

Ce qu'il voulait surtout, c'était que la codification des nouvelles institutions civiles de la France parût être son œuvre personnelle, et qu'on laissât dans l'ombre l'immense travail des grandes assemblées révolutionnaires. Les mêmes hommes qui avaient préparé la composition du Code sous la Constituante, comme Tronchet, ou qui l'avaient exécutée sous la Convention, comme Cambacérès, Treilhard, Merlin de Douai, Berlier, Thibaudeau, le refirent sous le Consulat et se prêtèrent à en donner l'honneur au Premier Consul.

Bonaparte s'y prit d'ailleurs avec une haute habileté pour s'attribuer, devant la France et l'Europe, l'apparence d'un grand législateur. Il fallait, pour soutenir le rôle qu'il joua, les facultés extraordinaires dont il était doué. Il s'appropriait, avec une facilité incroyable, par de rapides entretiens avec les hommes spéciaux, les éléments des connaissances qui lui étaient le plus étrangères, et il discutait, avec beaucoup de force, d'éclat et d'originalité, sur des choses dont il ne savait pas un mot la veille. C'est ainsi qu'il avait débattu les matières ecclésiastiques avec les théologiens et les canonistes du pape, et qu'il débattit, devant le conseil d'État, les matières juridiques. Il avait un talent surprenant pour résumer de longues discussions et pour les trancher d'un mot, en bien ou en mal.

Ce ne fut pas toujours au profit des idées les plus saines et ce fut rarement au profit des idées progressives qu'il employa ces merveilleuses facultés. Il n'était jamais désintéressé, et ses passions et ses vues personnelles se mêlaient à tout et dominaient tout. Ainsi, tout en affectant incessamment de vouloir reconstituer la société bouleversée par la Révolution, de vouloir raffermir l'ordre, l'autorité, la morale, il écartait tout ce qui eût pu resserrer le lien des familles, et, à plus forte raison, faciliter les associations. Il ne voulait que des individus isolés : c'est plus

aisé à gouverner. Quant au divorce, que la Révolution avait rendu facile au point de causer un grave préjudice aux mœurs publiques, le Code civil y imposa des restrictions sérieuses et se rapprocha des vrais principes, d'après lesquels le divorce ne doit être qu'une exception, un mal nécessaire, afin d'empêcher des maux pires encore; mais cette réforme, réclamée par l'intérêt social, fut en quelque sorte imposée à Bonaparte par les jurisconsultes qui l'entouraient. Il renchérissait à cet égard sur l'exagération révolutionnaire, et eût voulu que le divorce pût être prononcé sur la demande d'un seul des époux, à l'occasion « de faits non prouvés ». C'eût été la liberté illimitée du divorce. On eut beaucoup de peine à l'y faire renoncer. C'est qu'il y pensait pour lui-même, n'espérant pas avoir d'enfants de Joséphine, et, dans ses vues monarchiques, songeant à se donner un héritier.

Il voulait tout à la fois relâcher le lien de la famille et assujettir totalement les femmes. Les femmes étaient pour lui des êtres tout à fait inférieurs, et il professait sur leur compte des opinions qui tenaient à la fois aux vieilles idées des peuples les plus rétrogrades, de ces musulmans qu'il préférait aux chrétiens, et aussi à l'absence de principes moraux qui le caractérisait, lui et la majeure partie de sa famille. Il se rapprochait des Césars sous ce rapport aussi bien que par les idées politiques. Toutefois, ses immenses travaux n'étaient pas compatibles avec des habitudes déréglées, et, d'ailleurs, il n'aimait pas le scandale et affectait de réagir par l'étiquette imposante de sa maison contre la bruyante licence du temps de Barras.

Les imperfections du Code, soit en ce qui regarde les droits des femmes et la préférence inconcevable donnée aux collatéraux les plus éloignés sur le conjoint survivant dans les successions, soit relativement à divers autres points importants, tels que l'injuste inégalité entre maîtres et ouvriers dans les relations industrielles (Code civil et Code pénal), sont principalement, sinon exclusivement, imputables à Bonaparte. Les lacunes énormes que présente le Code relativement à l'association sous toutes ses formes ne tiennent pourtant pas uniquement à ce que Bonaparte était hostile à tout groupement de forces, mais aussi à ce

qu'on ne prévoyait pas le prodigieux développement des relations industrielles et commerciales. Les membres les plus éminents du conseil d'État étaient de savants jurisconsultes, mais non pas des économistes : ils regardaient, sous ce rapport, trop souvent en arrière vers le droit romain et ne voyaient pas où allait le mouvement moderne. La même cause a fait qu'ils se sont préoccupés quasi exclusivement de la propriété foncière et n'ont aucunement prévu l'immense avenir de la propriété mobilière.

Malgré ces insuffisances et ces défauts, le Code civil français n'en est pas moins, pris dans son ensemble, la réalisation des vues du dix-huitième siècle et des principes de 89. La France nouvelle le révisera, le corrigera, mais ne le remplacera pas. Œuvre commune de 1791, de 1793 et de 1801, il est un monument de la Révolution française que la réaction de Brumaire a été obligée d'achever et de consacrer. Bien supérieur aux amas confus de traditions et de coutumes contradictoires qui forment la législation des autres nations européennes, il a été adopté, avec un attachement raisonné et inébranlable, par les populations alors réunies à la France et qui depuis en ont été séparées, et il est devenu un modèle dont les autres peuples ont tendu à se rapprocher.

La présentation prochaine du Concordat et du Code civil aux corps de l'État qui devaient les discuter et les voter donnait une grande importance à la session législative de l'an X. Elle s'ouvrit le 1er frimaire (22 novembre 1801).

Le mécontentement causé par le Concordat altérait la satisfaction produite par la paix générale. Le Corps législatif nomma pour président Dupuis, auteur d'un livre fameux sur l'*Origine de tous les cultes*, où il présentait les dogmes des religions comme des symboles voilant les phénomènes de la nature.

Cette démonstration était significative provenant de ces législateurs qu'on avait surnommés les « muets ».

Le conseiller d'État Thibaudeau lut devant le Corps législatif, au nom du gouvernement, un brillant « Exposé de la situation de la République ». Il annonçait la conclusion des traités qui rétablissaient la paix générale, la présentation du

Concordat, du Code civil et d'un projet sur l'instruction publique.

Le Corps législatif avait choisi pour président un philosophe incrédule; il choisit pour orateur, chargé d'aller complimenter les consuls au sujet de l'Exposé de la situation de la France, le plus connu et le plus républicain des évêques constitutionnels démissionnaires, Grégoire. L'orateur, en félicitant les consuls des éclatants résultats obtenus, conclut par ce qui pouvait sembler une leçon pour l'avenir. « Les nations, dit-il, détrompées des idées de fausse grandeur, éprouvent le besoin de s'aimer et de s'unir. Malheur à celle qui tenterait de fonder sa prospérité sur les désastres des autres ! »

Les traités de paix, puis les trois premiers titres du Code civil furent ensuite présentés au Corps législatif. Bonaparte, devant les dispositions qui se manifestaient, ajourna la présentation du Concordat.

Un article du traité avec la Russie souleva de vives discussions au Tribunat. Il était dit dans cet article que les deux parties contractantes (la France et la Russie) se promettaient mutuellement de ne pas souffrir qu'aucun de leurs « sujets » fomentât des troubles sur le territoire de l'autre partie. Le terme de « sujets » indigna. — « Nos armées, s'écria Chénier, ont combattu pendant dix ans pour que nous fussions des citoyens, et nous sommes devenus des sujets ! Ainsi s'est accompli le vœu de la double coalition ! »

Il y avait en ce moment trois sénateurs à nommer : le Tribunat, le Corps législatif et le Premier Consul, d'après la Constitution, devaient présenter chacun un candidat, et le Sénat devait choisir. Le candidat du Corps législatif, pour la première place, fut Grégoire. Le Sénat, à une grande majorité, élut Grégoire, le préférant au candidat du Premier Consul. Sieyès, mécontent de se voir complétement annulé par Bonaparte, s'était vengé en poussant à cette nomination.

Bonaparte fut profondément blessé de cet échec. Il en essuya bientôt un plus grave. Sur la proposition de la grande majorité du Tribunat, le Corps législatif rejeta, à quelques voix de majorité, le titre préliminaire du Code civil. C'était la consé-

quence d'une des plus mauvaises dispositions de la Constitution de l'an VIII, celle qui obligeait d'accepter ou de rejeter les lois en bloc, sans aucun amendement. Ce titre préliminaire était relatif « à la publication, aux effets, à l'application des lois ». Il souleva diverses critiques : on ne pouvait l'améliorer ; on le repoussa. « Il n'en est pas du Code, dit le tribun Siméon, comme d'une loi de circonstance. Un Code doit être aussi parfait qu'il puisse le devenir. Il faut travailler pour la postérité. »

Ce n'était point là de l'opposition systématique. Le Tribunat proposa ensuite et le Corps législatif vota l'adoption d'un autre titre du Code sur la tenue des actes de l'état civil. Ce titre consacrait le principe de l'État laïque, que la Révolution avait substitué au clergé dans la consécration légale des principaux actes de la vie.

Un troisième titre, sur la jouissance et la privation des droits civils, rétablissait la confiscation des biens des condamnés et la dissolution forcée du mariage, en cas de condamnation infligeant la mort civile. Le Tribunat repoussa ce titre, qui nous ramenait à l'Ancien Régime. Il n'était pas douteux que le Corps législatif ne votât le rejet comme le Tribunat.

Le même jour où le Tribunat avait ainsi défendu les principes de la Révolution (11 nivôse an X-1er janvier 1802), Daunou fut proposé à la fois par le Tribunat et par le Corps législatif pour la seconde des places vacantes au Sénat. C'était un acte d'opposition beaucoup plus marqué que le choix de Dupuis ou de Grégoire. Daunou, qui ne pouvait se consoler d'avoir participé au 18 Brumaire, avait rompu avec Bonaparte à l'occasion de la loi qui établissait des tribunaux d'exception, et avait déclaré qu'il resterait étranger à tous les travaux législatifs, « tant que durerait la tyrannie ».

Bonaparte s'exaspéra. Il fit, le lendemain, une scène violente aux sénateurs qui se présentèrent à son audience. Il leur signifia que, si le Sénat nommait Daunou, il prendrait cela pour une injure personnelle, et qu'il n'en avait jamais souffert aucune.

Le jour suivant (13 nivôse), le gouvernement annonça au Corps législatif qu'il retirait les projets de loi du Code civil. Le Corps législatif essaya de calmer Bonaparte en proposant un

des candidats du Premier Consul, le général Lamartillière, pour la troisième place vacante au Sénat.

Le Sénat faiblit bien plus tristement et bien plus honteusement. Il feignit de n'avoir pas connaissance de la présentation de Daunou par le Corps législatif et de n'avoir reçu communication que de la présentation du général Lamartillière. Il nomma le général à la seconde place au lieu de Daunou.

Bonaparte avait songé un moment à un coup d'État, à un nouveau 18 brumaire contre sa propre Constitution. Cambacérès l'en détourna et lui suggéra de fausser la Constitution au lieu de la déchirer. La faiblesse du Sénat devait rendre la chose facile. Le grand jurisconsulte Tronchet, qui avait joué un rôle éminent dans la Constituante et qui était alors président du Sénat, par crainte des violences qu'il voyait imminentes de la part de Bonaparte, se laissa entraîner à seconder Cambacérès.

La Constitution avait statué que le Tribunat et le Corps législatif se renouvelleraient par cinquième à partir de l'an X. Il était tout naturel que ce renouvellement s'opérât par le tirage au sort ; mais la Constitution ne le disait pas formellement. On décida qu'il n'y aurait point de tirage au sort et que le Sénat désignerait les membres sortants, c'est-à-dire qu'il exclurait tous ceux qui déplaisaient au Premier Consul.

Le Sénat se prêta à cette étrange interprétation de la Constitution. Il élimina soixante membres du Corps législatif et vingt du Tribunat : Daunou, Benjamin Constant, Chénier, l'économiste Ganilh, l'éminent littérateur Ginguené, l'ex-Girondin Isnard, et, avec eux, d'autres anciens conventionnels ou anciens prêtres patriotes opposés au Concordat ; en deux mots, tous ceux que désigna Bonaparte (fin janvier 1802).

Parmi les remplaçants des exclus, qui furent pour la plupart des militaires ou des fonctionnaires, figura un seul républicain, Carnot, qui depuis longtemps avait donné sa démission du ministère de la guerre.

Bonaparte comptait n'avoir plus dorénavant à entendre aucune voix dissidente. Le 15 germinal an X (5 avril 1802), il fit enfin présenter le Concordat au Tribunat et au Corps législatif. Nous en avons dit plus haut les principales dispositions. Par un

des articles, « Sa Sainteté reconnaît dans le Premier Consul de la République française les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement. » Un autre article, conséquence de celui-ci, est important à citer :

« Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront entre les mains du Premier Consul le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, dans les termes suivants :

« Je jure, sur les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets de n'avoir aucune intelligence..., aucune ligue qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au gouvernement. »

L'article suivant statue que les ecclésiastiques de second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement.

Un historien favorable à Napoléon (Bignon) dit avec raison que le Premier Consul entendait faire du clergé une sorte de « gendarmerie sacrée ».

Bonaparte avait complété le Concordat, sous le nom d' « articles organiques », par un grand règlement qu'avait fortement étudié et travaillé le conseil d'État, et qui était l'application et le développement de l'article par lequel le pape reconnaissait au nouveau gouvernement de la France tous les droits qu'avait eus l'Ancien Régime.

Les articles organiques avaient été conçus dans un double but : 1° garantir l'État contre toute immixtion de la cour de Rome dans nos affaires intérieures ; 2° assujettir les évêques au gouvernement et les simples prêtres aux évêques. Les évêques ne devaient s'intituler que « citoyen » ou « monsieur ». Les curés devaient être nommés par l'évêque diocésain, mais avec l'agrément du Premier Consul, et l'évêque ne pouvait les révoquer arbitrairement ; mais il n'y avait qu'un curé par justice de paix (canton), et, quant aux vicaires et desservants, ils étaient et sont encore entièrement à la discrétion de l'évêque.

Les garanties que donnait autrefois au bas clergé le tribunal disciplinaire ecclésiastique appelé officialité avaient disparu. Le bas clergé se trouvait et se trouve dans une position bien pire qu'avant 89. Les articles organiques sont pour lui une loi de servitude.

En ce qui regarde Rome, les articles organiques sont une loi de précaution et de défense. On y rétablissait toutes les garanties que les parlements avaient assurées à l'ancienne monarchie. — Aucune bulle ou autre acte de la cour de Rome ne pourra être publié ni mis à exécution en France sans l'autorisation du gouvernement. — Les décrets des conciles généraux ne pourront être publiés en France avant que le gouvernement ait examiné s'ils sont conformes aux lois et aux droits de la République française. — Aucune assemblée délibérante du clergé n'aura lieu sans la permission du gouvernement. — Le conseil d'État jugera les cas d'abus de la part des ecclésiastiques. — Les évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires (le gouvernement ne s'engage pas à solder ces établissements). — Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés (c'est-à-dire qu'on ne pourra rétablir aucun couvent et que les moines ne reparaîtront pas). — Les professeurs de séminaires souscriront à la déclaration faite par le clergé de France en 1682 et se soumettront à enseigner la doctrine qui y est contenue.

Cette doctrine était celle qui repoussait l'infaillibilité du pape et établissait la supériorité des conciles généraux sur les pontifes romains.

« Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes. — Les curés ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'État.

« Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront avoir contracté leur mariage devant l'officier civil. »

Le clergé était astreint, dans ses actes, à se servir du calendrier républicain, toutefois en reprenant les anciens noms des jours de la semaine. Le dimanche était rétabli au lieu du décadi.

Il n'y avait rien, dans les articles organiques, dont Rome dût s'étonner. Il eût été chimérique à elle de se flatter que Bonaparte consentît à dépendre du Saint-Siège plus que n'avait fait l'Ancien Régime. Les articles relatifs aux relations avec Rome étaient le moins qu'on pût faire pour rendre le Concordat, non pas bon, mais possible et supportable. — Ou cela, ou la séparation et la liberté !

La cour de Rome devait plus tard réclamer, avec une persistance opiniâtre, contre les articles organiques ; mais, dans le premier moment, le légat du pape qui avait remplacé à Paris le cardinal Consalvi ne protesta point à ce sujet, tandis qu'au contraire il luttait désespérément sur une autre question, celle de la nomination d'un certain nombre d'évêques pris parmi les constitutionnels. Bonaparte fut inflexible et en nomma douze sur les soixante nouveaux titulaires. Il ne voulait, ni dans les évêchés ni dans les cures, sacrifier entièrement l'ancien clergé constitutionnel, et il entendait tenir plus ou moins en échec l'un par l'autre les deux clergés provenant, l'un de la Révolution, l'autre de l'Ancien Régime, afin de les mettre également sous sa dépendance.

Le légat Caprara finit par céder, comme avait cédé Consalvi. — « N'irritons pas cet homme, écrivait-il au pape : lui seul nous soutient dans ce pays, où tout le monde est contre nous. »

Après la présentation du Concordat, le Corps législatif envoya une députation au Premier Consul pour le féliciter de la paix avec l'Angleterre, signée à Amiens peu de jours auparavant. La députation ne dit pas un mot du Concordat. Ainsi, même après l'exclusion de soixante opposants, ce corps mutilé protestait encore, au moins par son silence.

L'adoption du Concordat, toutefois, ne faisait pas question. La majorité se résigna, au Tribunat comme au Corps législatif. Un petit nombre eurent le courage de voter contre.

Le légat du pape fut reçu solennellement aux Tuileries le 19 germinal (9 avril). Un *Te Deum* fut chanté à Notre-Dame le jour de Pâques (28 germinal an X — 18 avril 1802), pour célébrer le pacte de la France avec Rome. Le Premier Consul y assista en grande pompe, entouré des grands corps de l'État et

de toutes les autorités civiles et militaires. Augereau était venu, au nom des généraux ses camarades, demander au Premier Consul l'autorisation de n'y point paraître. Bonaparte avait répondu par un ordre formel de se rendre à Notre-Dame.

Les généraux obéirent ; mais l'attitude de la plupart attesta leur mécontentement. Au sortir de la cathédrale, le Premier Consul demanda au général Delmas comment il avait trouvé la cérémonie. — « Très belle, mon général, répondit Delmas ; il n'y manquait qu'un million d'hommes qui se sont fait tuer pour détruire ce que vous rétablissez. »

Delmas fut envoyé en exil.

Au Concordat succéda le rappel des émigrés. La résolution en fut présentée et votée au Sénat le 6 floréal (26 avril). L'irrévocabilité de la vente des biens nationaux était de nouveau consacrée. De l'amnistie accordée aux émigrés étaient exceptés les chefs des corps armés et quelques autres dont le cas était particulièrement grave. Ceux des biens des émigrés qui n'avaient pas été vendus étaient restitués, sauf les bois. Bonaparte se réservait de rendre peu à peu les bois comme le reste, afin de gagner les grandes familles.

Le projet de loi sur les contributions n'offrit, cette fois, ni état de recettes ni état de dépenses. Le vote des impôts n'était plus désormais qu'une pure formalité. Bonaparte réglait ses budgets comme il l'entendait, sans contrôle.

Deux projets importants furent présentés au Tribunat et au Corps législatif : c'étaient la Légion d'honneur et l'instruction publique.

La Convention avait décerné des armes d'honneur aux défenseurs de la patrie pour des actions d'éclat. Le Premier Consul en avait étendu et régularisé la distribution. Cela ne lui suffisait pas. Il lui fallait un vaste système de récompenses destinées à exciter les amours-propres, à rémunérer les services, à mettre dans la main du pouvoir un nouveau et très puissant moyen d'influence sur la société civile aussi bien que militaire. Il conçut donc la création d'une « Légion d'honneur » embrassant toute espèce de services et de titres à une distinction publique. Il y chercha en même temps un contre-poids à ce qu'il venait

de faire pour le clergé et pour les émigrés. Il imposait aux « légionnaires » le serment de défendre la République et son territoire, « l'égalité », et l'inviolabilité des biens nationaux.

Ce projet de reconstituer un grand ordre de chevalerie fut cependant combattu, même dans le conseil d'État, comme blessant cette égalité que les « légionnaires » étaient censés devoir défendre, et comme recommençant une aristocratie. Les anciens conventionnels Thibaudeau, Berlier, etc., se retrouvèrent là révolutionnaires à côté de leur collègue l'amiral Truguet, qui n'avait jamais cessé de l'être.

Au Tribunat, le projet ne passa qu'avec 56 voix contre 38 ; au Corps législatif, avec 166 contre 110, ceci après l'épuration par laquelle on avait cru annihiler toute opposition. Ceci prouve combien la Révolution était forte encore, même dans ces corps de l'État si assouplis et si énervés.

L'institution de la Légion d'honneur était spécieuse, et, quoiqu'elle ait rencontré une forte opposition à son origine, elle est entrée dans les mœurs d'un peuple qui, malgré sa passion d'égalité, aime les distinctions, pourvu qu'elles ne soient point héréditaires. Elle sera sans doute notablement réformée et modifiée ; il serait difficile de l'abolir.

Quant au projet d'instruction publique, il était déplorable. Il ne faisait rien absolument pour l'instruction primaire. L'État ne s'en mêlait pas. La commune devait fournir le local, là où les écoliers pouvaient payer l'instituteur. C'était le complet abandon des plans de nos grandes assemblées. En ce qui concernait l'instruction secondaire, les plus éclairés des conseillers d'État souhaitaient que l'on soutînt, en les améliorant, les écoles centrales fondées par la Convention. Un tiers à peu près avait réussi. Le reste languissait. Il s'agissait de les encourager et de les réorganiser.

Mais Bonaparte n'en voulait pas. Il entendait leur substituer des casernes où l'on élèverait les jeunes gens pour son service. Il bouleversa tout ce grand plan d'études qu'avait adopté la Convention, créa seulement trente-deux lycées à la place des cent écoles centrales, y fit reprendre les routines du vieux sys-

tème des colléges ecclésiastiques et commencer les leçons de latin et de grec à un âge où l'enfant est presque généralement incapable de prendre intérêt à ces belles langues savantes et de rien entendre à l'enseignement grammatical et littéraire. Il supprima les leçons des langues vivantes, si nécessaires pour faire connaître à la France les peuples avec lesquels elle est en rapport habituel ; il affaiblit l'enseignement en faisant diminuer la part assignée aux sciences, et le décapita en supprimant les sciences morales, c'est-à-dire l'histoire et la philosophie, incompatibles avec le despotisme.

Il compléta son système d'enseignement secondaire par la création de six mille bourses, qui devaient être un moyen d'influence, comme les décorations de la Légion d'honneur : les bourses n'étaient point gagnées au concours par les élèves, mais distribuées par le gouvernement, partie aux enfants des personnes qui avaient rendu des services militaires ou civils, partie aux élèves des pensionnats particuliers, qui ne pouvaient plus subsister qu'avec l'autorisation du gouvernement et qu'en envoyant leurs élèves aux cours des lycées.

Quant à l'éducation des filles, il n'en fut pas même question.

Ce fut peut-être la plus mauvaise de toutes les institutions du Consulat. Fourcroi, savant éminent, mais sans caractère, très jacobin sous la Convention, maintenant instrument passif de Bonaparte, s'employa à la fabrication de cette triste loi, comme il s'était employé naguère aux plans libéraux et philosophiques des Lakanal, des Daunou, des Grégoire.

Là aussi, il y eut de la résistance dans le conseil d'État. Elle fut moindre au Tribunat et au Corps législatif qu'à l'égard de la Légion d'honneur, ce qui ne prouve pas en faveur des lumières de ces deux corps. Cependant plusieurs de leurs membres combattirent le projet de loi par de très bonnes raisons et réclamèrent en vain la gratuité de l'instruction primaire, au moins dans ce qu'elle avait de plus indispensable.

La seule chose utile qui fut faite alors pour l'instruction fut la création de dix écoles de droit, conséquence nécessaire de la codification qui venait de s'accomplir, et l'augmentation des écoles de médecine, portées de trois à six.

A côté de l'École polytechnique, fondée par la Convention, le Premier Consul créa une École militaire, qui fut d'abord établie à Fontainebleau (aujourd'hui à Saint-Cyr).

Tandis qu'il travaillait ainsi à développer l'enseignement de l'art de la guerre, Bonaparte poursuivait la campagne qu'il avait entreprise contre la philosophie, et il complétait la suppression de l'enseignement historique et philosophique dans les lycées en supprimant la section des sciences morales et politiques dans l'Institut. Cette classe de l'Institut n'a reparu qu'après la Révolution de 1830.

Bonaparte avait fait voter tout ce qu'il avait proposé, quoique avec un peu d'opposition qu'il n'avait pas prévue. Il n'était pas satisfait : il voulait une extension de pouvoir. Il avait dû reculer dans une première tentative, lors de la brochure inspirée par son frère Lucien à Fontanes. Son prestige avait grandement augmenté depuis : il voyait le moment arrivé ; mais il eût voulu être deviné et prévenu, sans être obligé de prendre l'initiative. Les grands corps de l'État, si dociles qu'ils fussent, n'y étaient pas disposés : ils sentaient et craignaient la tendance du Premier Consul à faire disparaître les dernières apparences républicaines et à rétablir la monarchie.

Cambacérès intervint encore, comme dans le coup contre le Tribunat. Le jour où le traité d'Amiens, après des délais calculés, fut présenté au Corps législatif et au Tribunat, Cambacérès fit proposer au Tribunat, par son président, d'inviter le Sénat à donner au Premier Consul un témoignage de la reconnaissance nationale (16 floréal an X — 6 mai 1802).

Le président du Tribunat, Chabot (de l'Allier), et beaucoup de ses collègues ne voyaient là qu'une manifestation honorifique. Le Sénat comprit qu'il s'agissait de quelque chose de plus. Ses principaux membres cherchèrent en vain à obtenir de Bonaparte qu'il s'expliquât sur ce qu'il souhaitait.

Il comptait qu'on allait lui offrir plus qu'il n'oserait demander. Il se trompait. Le Sénat, malgré tout, redoutait le retour de la monarchie. Il manquait d'énergie, mais non de lumières et de prévoyance. Son président, Tronchet, qui avait connivé, par crainte de pire, au coup contre le Tribunat, voyait grandir les

dangers de l'absolutisme de Bonaparte et se rapprochait de Sieyès, qui travaillait contre Cambacérès par ressentiment personnel. Le Sénat vota seulement la prorogation pour dix ans des pouvoirs du Premier Consul (8 mai — 10 floréal).

Une voix protesta contre cette prorogation : c'était celle de Lanjuinais, qui dénonça l'usurpation flagrante dont la République était menacée. C'était un dernier écho de la Gironde qui retentissait dans les pâles assemblées du Consulat.

Bonaparte fut très irrité. Il avait attendu beaucoup plus. Cambacérès le calma et lui suggéra un moyen de tourner la question. C'était de répondre au Sénat qu'il ne pouvait recevoir que de la nation la prorogation de ses pouvoirs, puis de faire rédiger par le conseil d'État la formule à présenter à l'acceptation du peuple. On y substituerait à la prorogation pour dix ans le consulat à vie.

Cela s'exécuta de point en point. Le conseil d'État, qui, au fond, pensait comme le Sénat, n'en obéit pas moins au mot d'ordre, sur un rapport du préfet de police, qui prétendit que le public était très mécontent de ce qu'on n'avait pas donné à Bonaparte le consulat à vie. Le conseil d'État ajouta même au consulat à vie le droit, pour le Premier Consul, de désigner son successeur. Bonaparte trouva ceci prématuré et susceptible de lui causer des embarras : il effaça cette clause.

Tous les corps de l'État vinrent féliciter Bonaparte de prendre ainsi ce qu'ils ne lui avaient point offert. Des adresses furent provoquées de toutes parts chez les fonctionnaires de divers degrés qui avaient remplacé les corps électifs. La mécanique administrative marchait à volonté.

Des registres furent ouverts dans les mairies, dans les greffes des tribunaux, chez les notaires, afin de recevoir les votes. Il y eut environ trois millions et demi de votes affirmatifs. Il fallait beaucoup de résolution pour voter *non* : quelques milliers seulement eurent ce courage. Un grand nombre ne votèrent pas. La Fayette vota contre, en écrivant sur le registre qu'il ne pouvait voter une telle magistrature tant que la liberté politique ne serait pas garantie. Il écrivit au Premier Consul une très noble lettre. Il lui disait qu'un grand homme tel que Bonaparte

ne pouvait vouloir « qu'une telle révolution, tant de victoires et de sang, de douleurs et de prodiges, n'eussent pour lui d'autre résultat qu'un régime arbitraire ! »

La Fayette cessa dès lors les relations qu'il avait entretenues avec le Premier Consul depuis son retour en France.

92 avait protesté par la bouche de Lanjuinais ; 89, par la bouche de La Fayette.

La situation matériellement satisfaisante du pays et les éclatants succès du gouvernement au dehors expliquaient la disposition favorable du grand nombre à l'égard de Bonaparte. La sécurité était rétablie, l'industrie et le commerce en progrès ; la paix avec l'Angleterre leur promettait une impulsion nouvelle. L'agriculture se développait largement, depuis la destruction des abus de l'Ancien Régime, le partage de beaucoup de grandes terres et le défrichement de beaucoup de terrains improductifs. La population, d'après un recensement exécuté en l'an IX, avait déjà augmenté dans l'ancienne France, malgré les grandes destructions d'hommes de la guerre étrangère et civile : preuve eclatante des bienfaits de la Révolution. Les finances étaient en bon état. La totalité des 'charges publiquesne dépassait pas 625 millions dans cette France si agrandie (cela vaudrait peut-être 1300 millions d'aujourd'hui). La France bien moins vaste d'avant 89 en payait presque le double, si l'on comptait tout ce que coûtaient au peuple le clergé et les droits féodaux.

Bonaparte avait droit de s'attribuer le rétablissement de la sécurité sur les routes et de l'ordre dans les finances ; mais il n'était pour rien dans la rénovation sociale qui avait précédé son gouvernement. Les masses populaires, auxquelles personne n'apprenait à se reconnaître dans cette immense mêlée d'hommes et de choses que venait de traverser la France, commencèrent à attribuer à un seul homme ce qu'elles devaient à la Révolution : ce préjugé eut parmi nous de bien longues et de bien fatales conséquences.

Le Sénat recensa les votes populaires sur la proposition qu'il n'avait pas faite, et en porta en corps le résultat aux Tuileries (15 thermidor an X — 3 août 1802). Le résultat fut proclamé sous la forme d'un sénatus-consulte, en ces termes : « Le Peu-

ple français nomme et le Sénat proclame NAPOLÉON BONAPARTE Premier Consul à vie. »

C'est la première apparition officielle du prénom de Napoléon, qui devait bientôt, suivant les usages monarchiques, se substituer au nom de famille de Bonaparte.

Le Premier Consul, exalté par le succès, fit au Sénat une réponse grandiose. Il dit qu'il avait été « appelé, par l'ordre de Celui de qui tout émane, à ramener sur la terre l'ordre, la justice et l'égalité. »

Dans ce grand élan, sinon de cœur, au moins d'imagination, enivré de s'entendre déclarer maître pour la vie, il eut peut-être, quant au rôle qu'il s'attribuait, un instant, un éclair de sincérité.

Ce qui est plus sûr, c'est qu'il avait préparé et profondément calculé tout un plan pour accroître et perfectionner le pouvoir déjà excessif dont il était revêtu.

Le lendemain, divers articles qui modifiaient la Constitution furent présentés au conseil d'État. On y faisait une concession apparente au principe électif. Les listes de notabilité où l'on prenait les fonctionnaires étaient remplacées par des colléges électoraux d'arrondissements et de départements, élus à vie, au vote universel, dans les justices de paix (cantons). Ces colléges présenteraient désormais des candidats aux Consuls et au Sénat pour les diverses fonctions. Cette faible concession était largement compensée. Le Sénat était investi du droit d'interpréter et de compléter la Constitution, de dissoudre le Corps législatif et le Tribunat, et, ce qui était plus extraordinaire, de casser les jugements des tribunaux : c'était subordonner absolument la justice à la politique. Mais le Sénat ne pouvait exercer ces prérogatives exorbitantes que sur l'invitation du gouvernement. Il était porté à cent vingt membres, et le Premier Consul avait droit d'en nommer quarante.

Le Tribunat était réduit à cinquante membres et condamné à discuter à huis clos, divisé en sections.

Le vote des traités était enlevé au Corps législatif et au Tribunat. Le conseil d'État lui-même, l'instrument direct et soumis du Premier Consul, voyait diminuer ses attributions par la création d'un Conseil privé.

Le despotisme se concentrait de plus en plus. Bonaparte était revenu sur son refus de désigner lui-même son successeur, et il réclamait maintenant ce droit. Il s'attribuait une liste civile de six millions (à peu près le double aujourd'hui).

Le Sénat vota tout, et le sénatus-consulte fut publié le 17 thermidor (5 août). Le 27 thermidor (15 août), on fêta solennellement l'anniversaire de la naissance du Premier Consul. On restaurait ainsi, chaque jour, quelqu'un des vieux usages monarchiques. Bonaparte s'installa, en résidence d'été, au château de Saint-Cloud. La Malmaison, qui avait été jusqu'alors l'habitation de campagne du Premier Consul, n'était plus au niveau de sa situation nouvelle. La messe du dimanche, à Saint-Cloud, devint ce qu'avait été la messe royale à Versailles et aux Tuileries, le rendez-vous des courtisans du nouveau maître.

La République n'était plus qu'un nom. Le droit de désigner son successeur avait fait de Bonaparte un César, un empereur romain. Il avait atteint son but. Garderait-il mensongèrement le titre républicain de consul, ou prendrait-il franchement le titre, comme il avait pris le pouvoir des empereurs ? Il n'y avait plus d'autre question.

CHAPITRE VI

CONSULAT (FIN). — EXPÉDITION DE SAINT-DOMINGUE. — RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS. CAMP DE BOULOGNE. — PROCÈS DU DUC D'ENGHIEN ET DE MOREAU. — BONAPARTE PROCLAMÉ EMPEREUR.

(Brumaire an X-Prairial an XII. — Novembre 1801-Juin 1804.)

Après avoir suivi le mouvement intérieur des affaires de France jusqu'à l'établissement du Consulat à vie, nous devons retourner de quelques mois en arrière pour résumer les actes de la politique extérieure de Bonaparte.

Il avait conçu le projet de relever la puissance coloniale de la France, si grande vers le milieu du dix-huitième siècle, si cruellement mutilée grâce à la lâcheté et à l'incapacité du gouvernement de Louis XV, puis à peu près anéantie par la crise révolutionnaire des Antilles et par la guerre. La rétrocession de la Louisiane par l'Espagne à la France et la cession par l'Espagne de la partie orientale de Saint-Domingue marquaient les premiers pas de Bonaparte vers ce nouveau but.

Ce but ne pouvait être atteint que dans des limites assez modestes, si l'on examinait l'état actuel du monde. Il y fallait deux conditions : d'abord, le maintien de la paix avec l'Angleterre ; puis la reconnaissance, par une transaction opérée en temps opportun, de l'état de choses qui existait alors à Saint-Domingue.

Après d'effroyables calamités, l'ordre avait été rétabli dans la plus belle et la plus fertile partie de cette grande île, la partie française, par l'énergie et les talents supérieurs d'un nègre, Toussaint-Louverture. Cet homme avait démenti, par un glo-

rieux exemple, le préjugé qui fait des noirs une race absolument inférieure. Après avoir chassé les Anglais et les créoles émigrés unis aux Anglais, il s'était emparé d'une dictature dont il usait avec une haute intelligence.

Il avait ramené au travail les noirs affranchis, organisé une armée régulière, relevé les habitations incendiées ; il avait fait plus : il avait rappelé les blancs fugitifs, et, à ceux qui étaient revenus, il avait rendu leurs propriétés, moyennant le partage des produits avec les nègres affranchis qui les cultivaient. Il avait à la fois une ambition que légitimait sa rare capacité et un sincère dévouement à la liberté de la race noire si longtemps opprimée. Il voulait rester le chef et le directeur du pays qu'il avait tiré du chaos ; mais il gardait de l'attachement pour la France, qui avait proclamé la liberté des noirs, pendant que l'Angleterre maintenait l'esclavage dans ses colonies. C'était au nom de la France et sous le drapeau tricolore qu'il gouvernait ; c'était au nom de la France qu'il venait d'occuper la partie espagnole de Saint-Domingue et de la réunir à la partie française, conformément au traité conclu récemment entre l'Espagne et la France. Il avait refusé l'offre des Anglais, qui lui avaient proposé de le reconnaître roi de Saint-Domingue. Après la réunion des deux parties de l'île, il avait fait promulguer, par un conseil colonial, une constitution qui le nommait gouverneur général à vie, et il avait demandé, pour cette constitution, l'approbation du gouvernement français. Grand admirateur du génie de Bonaparte, il lui avait écrit à ce sujet une lettre avec cette suscription d'orgueil un peu naïf : « Le premier des noirs au premier des blancs. »

C'était changer, il faut bien le reconnaître, la souveraineté de la France en une sorte de protectorat ; mais il eût été sage d'accepter, à deux conditions : 1° que la France conservât des avantages commerciaux à Saint-Domingue ; 2° que la République noire soutînt la France en cas de guerre.

L'impérieux génie de Bonaparte n'admettait pas les transactions. Il lui fallait être le maître, ou tout briser. Étranger, d'ailleurs, aux principes et aux sentiments du XVIIIe siècle, il regrettait l'ancienne société coloniale et ne comprenait la res-

tauration des colonies que par le rétablissement de l'esclavage. Il était bien décidé à le maintenir dans celles de nos îles que nous rendaient les Anglais, la Martinique et autres ; il avait l'arrière-pensée d'en faire autant à la Guadeloupe, quoiqu'il protestât du contraire, et il était décidé à commencer par abattre à Saint-Domingue la puissance des noirs, sauf à aller plus loin quand il pourrait.

Il résolut donc d'envoyer à Saint-Domingue une armée de vingt à vingt-cinq mille hommes, sous le commandement du général Leclerc, mari d'une de ses sœurs. Il composa presque exclusivement cette expédition de vétérans du Rhin : leurs sentiments républicains le gênaient en France. Il leur adjoignit beaucoup de ces braves Polonais qui, après le dernier démembrement de leur pays, étaient venus se mettre au service de la France et qui embarrassaient le Premier Consul dans ses relations avec la Russie et la Prusse.

Il chargea Leclerc d'une lettre où il flattait Toussaint pour l'engager à se soumettre. Il lui offrait le titre de lieutenant du capitaine-général Leclerc, avec la confirmation des grades des généraux et officiers noirs et de la liberté des nègres ; mais il avait donné, en même temps, pour instructions à Leclerc de faire embarquer, bon gré mal gré, pour la France Toussaint et tous les chefs noirs.

L'expédition française parut sur la côte nord de Saint-Domingue en pluviôse an IX (fin janvier 1801). Toussaint-Louverture et ses nègres lui opposèrent une résistance désespérée. Le début de la guerre fut l'incendie de la belle ville du Cap, que Toussaint avait relevée de ses ruines.

Le ravage s'étendit dans le pays entier. L'ordre et la prospérité rétablis par Toussaint-Louverture s'abîmèrent de nouveau dans le sang et dans les flammes. La fougueuse bravoure des noirs fut impuissante contre nos incomparables soldats du Rhin. Après trois mois de luttes acharnées, les chefs noirs se soumirent les uns après les autres : Toussaint lui-même déposa enfin les armes ; mais Leclerc ne put remplir ses instructions. Pour parvenir à la pacification, il avait dû conserver aux lieutenants de Toussaint leurs commandements et leurs troupes, réunies à

l'armée française, et Toussaint, en rentrant dans la vie privée, était resté dans le pays.

Toussaint n'était pas résigné à sa défaite, et ni lui ni les siens n'avaient confiance dans les promesses du lieutenant de Bonaparte. Les nouvelles de la Guadeloupe ne leur donnèrent que trop raison. L'on y persécutait indignement les mulâtres, qui avaient défendu avec héroïsme cette île contre les Anglais, et l'on ne tarda pas à y rétablir l'esclavage, quoique Bonaparte eût déclaré, dans l'*Exposé de la situation de la République*, lors de l'ouverture de la session législative de l'an X, qu'à la Guadeloupe « tout était libre et resterait libre ».

La fièvre jaune, le fléau des tropiques, s'était déclarée dans notre armée des Antilles : elle sévit cette année-là avec une fureur exceptionnelle. Toussaint prévit que la maladie ferait ce que n'avait pu faire le courage des noirs, et il s'apprêta à reprendre les armes. Leclerc, avisé de ses projets, l'attira dans une sorte de guet-apens, le fit arrêter et l'envoya en France. Le Premier Consul eut la cruauté de faire enfermer cet enfant des tropiques au fort de Joux, sur les sommets brumeux et neigeux du Jura. Il y mourut, au bout d'un an, de langueur et de froid.

La fièvre jaune vengea celui qu'un historien (M. Lanfrey) appelle à juste titre « le héros de la race noire ». Leclerc en mourut, et, avec lui, l'élite de nos généraux et de nos officiers. Le général Richepanse, le glorieux soldat de Hohenlinden, eut le même sort à la Guadeloupe. Tous ces braves gens, qui avaient livré tant de combats pour la liberté, périssaient les uns après les autres, sacrifiés dans une entreprise contre laquelle protestait tout leur passé.

Les noirs se révoltèrent dans toute la partie française de Saint-Domingue. Le général Rochambeau, successeur de Leclerc, très brave militaire, mais violent et imbu des anciens préjugés coloniaux, empira la situation en maltraitant les mulâtres, qui, d'abord fidèles aux Français, finirent par se joindre aux noirs. Le Premier Consul eut beau doubler presque l'armée par des envois successifs de troupes, nos bataillons fondaient devant la fièvre jaune comme la cire au soleil. Leurs débris furent obligés de se renfermer dans quelques places. Lorsque,

dans les premiers mois de 1803, les choses recommencèrent à se brouiller du côté de l'Angleterre, la perte de Saint-Domingue apparut inévitable.

Bonaparte, tout en faisant cette entreprise coloniale qui devait avoir un si funeste résultat, avait continué sa politique impérieusement dominatrice sur le continent européen.

Par l'article 11 du traité de Lunéville, la France et l'Autriche s'étaient garanti mutuellement l'indépendance des républiques hollandaise, helvétique, cisalpine et ligurienne, et la liberté pour ces populations d'adopter telle forme de gouvernement qu'elles jugeraient convenable. Bonaparte interpréta cet article en substituant à l'indépendance sa domination de plus en plus directe sur ces républiques.

L'Autriche aurait eu droit de protester ; mais elle était épuisée et réduite au silence pour un temps. L'Angleterre, de son côté, avait un grand désir de paix. Bonaparte s'était donc hâté d'exécuter ses projets dans ces circonstances opportunes.

Pendant les négociations qui précédèrent le traité d'Amiens, il fit opérer une révolution en Hollande. Il y avait là un directoire et deux chambres, comme dans notre Constitution de l'an III. Bonaparte voulut imposer aux deux chambres hollandaises une nouvelle Constitution qui les mît davantage dans sa main. Elles refusèrent. Il les fit expulser par le Directoire hollandais, qu'il avait gagné. Le Directoire hollandais, dans cette imitation du 18 Brumaire, fut appuyé par les troupes françaises qui occupaient la Hollande sous les ordres d'Augereau, réconcilié avec le Premier Consul (septembre 1801).

La nouvelle Constitution fut soumise au suffrage populaire. Un certain nombre votèrent contre. La majorité ne vota pas. On prit le silence pour un consentement et l'on proclama la Constitution nouvelle (17 octobre 1801). Dans l'Exposé de la situation de la République (novembre 1801), Bonaparte déclara que « le peuple batave avait voulu changer ses institutions et avait adopté une constitution nouvelle. Le gouvernement, poursuivait-il, l'a reconnue et a dû la reconnaître, parce qu'elle était dans la volonté d'un peuple indépendant. »

Le gouvernement anglais réclama, mais n'insista pas.

En même temps, Bonaparte imposait à la République cisalpine, mais là, sans conflit et sans résistance, une Constitution encore plus anti-libérale que la nôtre de l'an VIII. Le Président, qui remplaçait là le Premier Consul, y était à peu près tout.

Mais qui serait ce président? Les Cisalpins eurent un moment la simplicité de croire qu'on leur laisserait nommer un Italien : ils pensaient au comte Melzi, personnage considérable du Milanais. Ils furent bien vite détrompés, lorsque Bonaparte appela à Lyon, au milieu de l'hiver, les délégués de la Cisalpine.

Il s'était fait envoyer quelques centaines de grands propriétaires, de lettrés et de commerçants. Les confidents de Bonaparte firent comprendre aux Italiens que lui seul était « digne de gouverner leur République et capable de la maintenir ».

Ils s'empressèrent alors de lui offrir la présidence.

Il accepta, en termes assez hautains, et prit Melzi pour vice-président (5 pluviôse an X — 25 janvier 1802).

Les patriotes italiens trouvèrent une consolation à cet assujettissement dans la substitution du titre de République italienne à celui de République cisalpine. Bonaparte semblait par là leur promettre l'unité de l'Italie.

C'était une espérance qu'il leur donnait sans l'intention de la satisfaire. Il ne tenait qu'à lui de réunir à la Cisalpine Gênes, Lucques, Parme et le Piémont en un grand État comprenant toute la haute Italie sauf Venise ; mais il était loin de cette pensée.

La prise de possession directe par Bonaparte du gouvernement de la Cisalpine fit impression en Angleterre, en Autriche et partout ; mais Bonaparte écarta, d'autorité, ces questions des conférences alors ouvertes à Amiens pour la conclusion définitive de la paix. « Tous ces objets, écrivit-il à son plénipotentiaire, sont absolument étrangers à nos discussions avec l'Angleterre. »

L'Angleterre ne réclama pas, ne voulant ni rompre, ni approuver. Bonaparte s'efforça de lui faire reconnaître les nouvelles constitutions des États qu'il dominait ou gouvernait. Elle refusa. « Puisque l'Angleterre, écrivit alors Bonaparte (2 ventôse — 21 février 1802), refuse de reconnaître ces nouveaux États, elle

perd le droit de se mêler de leurs affaires et de se plaindre de leur complète incorporation à la France. »

Et il énonça la prétention de fermer les ports de la Hollande, de l'Italie et même de l'Espagne à celles des marchandises anglaises qui n'étaient pas reçues en France. Il y avait là les germes de nouvelles querelles avec l'Angleterre et une cause évidente de rupture, avant même que la paix fût signée.

Cependant le ministère anglais voulait réellement la paix, et Bonaparte la souhaitait, au moins pour quelque temps. Il consentit à envoyer un agent en Angleterre pour tâcher d'arriver à des arrangements commerciaux. Il faut reconnaître que les difficultés étaient extrêmes. Nous avions commencé à introduire chez nous l'industrie du coton et nous développions celle du fer; Bonaparte se refusait à sacrifier ces deux branches d'industrie, qui n'étaient pas en état de soutenir la formidable concurrence anglaise. Les Anglais, de leur côté, refusaient de recevoir nos soieries, par un motif analogue, et de sacrifier leurs rapports avec le Portugal pour recevoir nos vins, qui eussent fait concurrence aux vins portugais.

La pensée qu'avait Bonaparte de protéger notre industrie était raisonnable; mais il l'exagérait en faisant, non pas seulement de la protection, mais de la prohibition. La protection met une industrie faible en mesure de se défendre et de s'accroître; la prohibition, en la garantissant de toute concurrence, lui ôte le stimulant et l'esprit de progrès.

Bonaparte souleva, par son humeur irritable, un autre différend avec l'Angleterre.

Certains journaux anglais attaquaient vivement sa politique envahisssante. Des émigrés français allaient plus loin et publiaient à Londres, contre le Premier Consul et sa famille, des pamphlets infamants, dans le genre de ceux qu'on avait répandus autrefois contre Marie-Antoinette. Quelques évêques royalistes qui n'avaient point accepté le Concordat, quelques grands seigneurs émigrés qui se groupaient autour du comte d'Artois, quelques anciens chefs de chouans, Georges Cadoudal et autres, intriguaient, complotaient, expédiaient de Londres

des agents en Bretagne et en Normandie pour tâcher d'agiter ces provinces.

Ces menées étaient bien impuissantes et ne méritaient guère d'alarmer un gouvernement aussi fort que celui du Premier Consul. Il n'y avait de sérieux, dans tout cela, que les articles des journaux anglais qui pénétraient, discutaient, dénonçaient à l'Europe tous les plans secrets de l'ambition consulaire.

Bonaparte demanda qu'on fît taire les journalistes anglais, qu'on lui livrât les pamphlétaires français, en vertu de la convention d'extradition des malfaiteurs, et qu'on expulsât d'Angleterre les émigrés.

La première de ces prétentions était insensée. Le gouvernement anglais ne voulait ni ne pouvait supprimer, pour plaire à Bonaparte, la liberté de la presse, et lui répondit que les journaux n'étaient justiciables que des tribunaux. Quant aux pamphlétaires français et aux émigrés, il n'en était pas de même. Le gouvernement anglais ne pouvait les livrer, ce qui eût été une honte; mais il avait droit de les expulser, s'ils abusaient de son hospitalité. Bonaparte s'en fût contenté; mais le ministère Addington ne voulut ou n'osa le faire, de peur de déchaîner contre lui le puissant parti de Pitt, que l'opinion publique eût soutenu. Il n'osa pas même retirer à Georges Cadoudal et aux siens les subsides qu'ils employaient à intriguer en France.

Des notes hautaines adressées au gouvernement anglais, des articles très agressifs contre l'Angleterre dictés au journal officiel *le Moniteur* et parfois écrits de la propre main du Premier Consul, attestèrent la violente irritation de Bonaparte. Ne ménageant plus rien, il proclama l'annexion définitive à la France du Piémont et de l'île d'Elbe, par laquelle nous dominions la mer de Toscane (fructidor an X — commencement de septembre 1802).

Ce qui le rendait si hardi vis-à-vis de l'Angleterre, c'est qu'il s'était mis bien avec la Russie et tenait entièrement l'Allemagne sous sa dépendance. Le principe de sécularisation avait été adopté comme conséquence des traités qui reconnaissaient à la France la possession de la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire qu'il avait été convenu que les princes laïques d'Allemagne

seraient indemnisés des territoires qu'ils cédaient à la France aux dépens des domaines soumis depuis le Moyen Age à des princes ecclésiastiques. Les princes-évêques et archevêques allaient disparaître du corps germanique, et la Révolution française opérait à cet égard ce que n'avait pu faire la Réforme allemande au XVIe siècle.

Les princes allemands étaient incapables de s'entendre pour régler entre eux à l'amiable le partage des dépouilles ecclésiastiques. L'Autriche et la Prusse ne songeaient qu'à s'en arracher les morceaux : la Bavière et les autres États de moyenne importance tâchaient aussi de se faire leur part, et les petits et les faibles avaient peur d'être engloutis dans ce conflit de convoitises ; car on ne se contentait plus du démembrement des principautés ecclésiastiques ; les petits seigneurs laïques étaient menacés.

Bonaparte excitait sous main les princes les uns contre les autres, afin de les réduire à le choisir pour médiateur. Ils y vinrent, et il leur dicta la loi, en associant adroitement à sa médiation l'empereur de Russie. Le tsar Alexandre, dont Bonaparte flattait ainsi l'amour-propre, ne joua guère là qu'un rôle honorifique. Bonaparte favorisa la Prusse contre l'Autriche, puis fit quelques concessions à celle-ci. Après de longs et fastidieux débats, la Diète de Ratisbonne vota, le 6 ventôse an XI (25 février 1803), le nouveau pacte germanique. La France n'en fut pas aussi formellement garante qu'elle l'avait été de l'ancien pacte établi en 1648 par la paix de Westphalie ; mais, de fait, Bonaparte dominait bien plus l'Allemagne que n'avaient fait Richelieu et Mazarin.

Bonaparte, habile médiateur en Allemagne, agit comme un maître en Suisse, ainsi qu'en Hollande et en Italie.

La Suisse, depuis qu'elle avait cessé d'être le théâtre de la guerre, était livrée à de continuelles agitations et tiraillée entre la démocratie révolutionnaire et le vieux parti aristocratique, auquel se rattachait la démocratie rétrograde des petits cantons catholiques.

La démocratie nouvelle n'était pas d'accord avec elle-même, les modérés voulant une république fédérative avec l'égalité

entre les cantons, et les exagérés visant à une république unitaire, que les mœurs ne comportaient pas. Bonaparte entretenait ces dissensions, afin d'amener la Suisse à invoquer son haut arbitrage. Tout à coup, à la fin de juillet 1802, il retira les troupes françaises qui, depuis 1798, n'avaient cessé d'occuper la Suisse.

La guerre civile éclata aussitôt : les petits cantons catholiques et les aristocrates de Berne et de Zurich renversèrent le gouvernement helvétique établi à Berne par les démocrates modérés. Ce gouvernement se retira à Lausanne, et la Suisse fut ainsi coupée en deux.

Bonaparte, alors, signifia qu'il n'entendait pas souffrir une contre-révolution en Suisse, et que, si les partis ne pouvaient venir à bout de s'entendre, il se déclarerait le médiateur de la confédération helvétique. Il somma le gouvernement insurrectionnel de Berne de se dissoudre et invita à se rendre à Paris tous les citoyens qui avaient exercé des fonctions dans l'autorité centrale en Suisse depuis trois ans, afin d'y conférer avec lui. Il annonça que 30,000 hommes étaient prêts, sous le général Ney, pour appuyer sa médiation.

Le gouvernement démocratique de Lausanne était tout prêt à recevoir les Français ; le gouvernement aristocratique de Berne, qui eût bien voulu voir revenir les Autrichiens, appela aux puissances européennes. Les puissances du Continent gardèrent le silence. L'Angleterre seule répondit en protestant contre l'intervention française en Suisse. Le ministère anglais, poussé par le parti de Pitt, offrit de l'argent au gouvernement bernois et alla jusqu'à offrir secrètement un subside considérable à l'Autriche, si elle voulait défendre la Suisse.

Bonaparte répondit à la protestation anglaise par une note si extraordinaire, que notre chargé d'affaires à Londres n'osa la communiquer telle qu'elle était. Bonaparte y disait que, si l'Angleterre parvenait à entraîner dans sa cause les puissances continentales, cela n'aboutirait qu'à nous forcer de « conquérir l'Europe! — Qui sait ce qu'il faudrait de temps au Premier Consul pour ressusciter l'Empire d'Occident? » (1er brumaire an XI — 23 octobre 1802.)

L'Autriche n'accepta pas les propositions de l'Angleterre. La résistance fut presque nulle en Suisse devant les troupes amenées par le général Ney. Il n'y eut rien de pareil à ce qui s'était passé lors de la première invasion française en 1798. Tous les hommes politiques appartenant à la démocratie nouvelle et quelques-uns des aristocrates se rendirent à l'appel du Premier Consul, et vinrent délibérer à Paris sous sa direction.

Il n'agit pas envers la Suisse de la même façon qu'envers la Hollande et l'Italie. Il lui donna, non pas, comme aux républiques italienne et batave, un vain simulacre d'institutions, mais une constitution qui imposait aux divers partis une transaction assez spécieuse. Il écarta également le retour à l'ancien régime et la république unitaire, et constitua une république fédérative dont le gouvernement central était réduit au minimum indispensable, les cantons se gouvernant chacun chez eux selon leurs coutumes particulières.

Les aristocraties locales reprenaient une grande partie de leur pouvoir, mais les populations autrefois sujettes gardaient l'égalité qu'elles avaient conquise avec les populations autrefois souveraines.

La Suisse restait dépendante de la France quant à la politique générale, et lui fournissait des troupes auxiliaires ; mais, du moins, elle s'administrait elle-même (fin janvier 1803).

Pendant que Bonaparte agissait, on discutait à Londres. Le discours de la couronne, à l'ouverture du Parlement (23 novembre 1802), tout en proposant des armements, parlait encore de l'espoir de conserver la paix. Le parti de Pitt se déchaîna contre la faiblesse du ministère. Le grand orateur de l'ancienne opposition, Fox, qui avait récemment voyagé en France et reçu un brillant accueil du Premier Consul, vint au secours des ministres en montrant que ce qui s'était passé depuis le traité d'Amiens était à prévoir au moment de ce traité, et qu'il n'y avait là rien qui obligeât l'Angleterre à la guerre.

L'opinion publique, en Angleterre, quoique inquiète, n'était pas encore décidée à rouvrir les hostilités. Le ministère fit de nouveaux efforts pour maintenir la paix, et Bonaparte s'y prêta. Il n'avait point d'intérêt à la guerre immédiate. On s'envoya, de

part et d'autre, des ambassadeurs qui furent bien reçus des deux côtés. La confiance commença de renaître dans les deux pays.

Le point noir qu'il y avait à l'horizon, c'était Malte. Les Anglais, qui avaient promis d'évacuer cette île, ne l'évacuaient pas. Leurs retards avaient eu jusque-là des excuses. Il avait été convenu, par le traité d'Amiens, que l'ordre des chevaliers de Malte serait reconstitué et remis en possession de l'île, avec la garantie des puissances européennes. Notre ministre des affaires étrangères, Talleyrand, habile, mais négligent, ne pressa pas, comme il l'aurait dû, les puissances d'accorder leur garantie. La Russie et la Prusse, qui ne s'en souciaient point, avaient donc traîné l'affaire en longueur. Elles venaient, toutefois, de consentir enfin à se rendre garantes, et l'Angleterre n'avait plus de prétexte pour refuser l'évacuation.

Bonaparte lui en fournit un, avec une maladresse étrange, s'il ne voulait point la guerre. Il fit publier, le 9 pluviôse an XI (30 janvier 1803), dans son *Moniteur*, un rapport envoyé par un officier qu'il avait chargé d'une mission en Égypte et en Syrie, le colonel Sébastiani. Les troupes anglaises qui avaient aidé les Turcs à nous reprendre l'Égypte n'avaient pas encore évacué ce pays, ainsi que le traité d'Amiens les y obligeait ; mais l'évacuation était ordonnée et s'effectua peu après. Le rapport de Sébastiani, très agressif contre les Anglais, semblait la préface d'une nouvelle expédition française en Égypte.

Ce ne fut qu'un cri dans toute l'Angleterre. Le ministère Addington, qui n'avait pas eu réellement jusqu'alors la pensée de manquer à ses engagements quant à Malte, refusa d'abandonner cette île avant d'avoir satisfaction d'une publication offensante pour l'Angleterre et d'avoir des garanties quant aux vues du Premier Consul sur l'Égypte.

On était au pied du mur. Bonaparte changea brusquement d'attitude : il manda aux Tuileries l'ambassadeur d'Angleterre, lord Whitworth, et lui fit une proposition nouvelle et extraordinaire. — « Vous me harcelez sans cesse, dit-il. Voulez-vous la paix ? il faut évacuer Malte. Voulez-vous la guerre ? nous la ferons jusqu'à la ruine de l'une des deux nations. Je réunirai

150,000 hommes sur une immense flottille et j'essaierai de descendre en Angleterre ! »

Mais, en même temps, il énuméra toutes les difficultés, tous les dangers de cette entreprise, les chances de succès moindres que celles d'y périr ; tout cela pour démontrer qu'il ne tenterait cette témérité que si l'Angleterre l'y contraignait. Et il conclut en disant : « Vous avez une marine qu'en dix ans d'efforts consécutifs, en y employant toutes mes ressources, je ne pourrai pas égaler ; mais j'ai 500,000 hommes prêts à marcher partout où je voudrai les conduire. Si vous êtes maîtres des mers, je suis maître de la terre. Unissons-nous plutôt que de nous combattre, et nous réglerons ensemble les destinées du monde. » (29 pluviôse — 18 février.)

Était-il sincère en proposant à l'Angleterre ce partage du monde? — Ce rêve gigantesque avait pu s'emparer un moment de son ardente imagination. Mais, avant qu'on pût savoir quelle impression aurait produite sur le gouvernement anglais la communication de cet entretien par lord Whitworth, un nouvel incident survint. Le 2 ventôse an XI (21 février 1803), l'exposé annuel de la situation de la République fut présenté au Corps législatif. Le gouvernement y tenait un langage d'une extrême hauteur. Il y disait qu'en Angleterre deux partis se disputaient le pouvoir : que l'un paraissait décidé à maintenir la paix; que l'autre avait juré à la France une haine implacable; « espérons la paix; mais, si le parti de la guerre l'emportait, il n'entraînerait point d'autres peuples dans des ligues nouvelles, et, le gouvernement le dit avec un juste orgueil : seule, l'Angleterre ne saurait aujourd'hui lutter contre la France. »

Bonaparte envoya en même temps une note au gouvernement anglais pour lui demander de s'expliquer définitivement sur l'évacuation de Malte.

Parler en ces termes à une courageuse et orgueilleuse nation, qu'on jugeait assez puissante pour lui proposer le partage du monde, était véritablement insensé. Le cri unanime de l'Angleterre fut : « Nous lui montrerons que nous pouvons lutter seuls contre la France ! » Le gouvernement anglais rendit bravade pour bravade et annonça au Parlement des prépara-

tifs militaires afin de répondre à ceux de la France (8 mars).

Le Premier Consul, à cette nouvelle, fit une scène violente à lord Whitworth en présence du corps diplomatique et déclara que les Anglais ne voulaient pas évacuer Malte ; qu'ils refusaient de tenir leurs engagements (22 ventôse — 13 mars).

Bonaparte, désormais, ne pensa plus qu'à la guerre. Il expédia des aides de camp à l'empereur de Russie et au roi de Prusse, pour les disposer en faveur de ses projets. Il commença les préparatifs d'un immense armement en vue d'une descente en Angleterre ; il abandonna ses desseins de restaurer notre puissance coloniale, déjà si profondément compromise à Saint-Domingue et incompatibles avec la guerre maritime; malgré les représentations du ministre de la marine, l'amiral Decrès, il vendit la Louisiane aux États-Unis d'Amérique pour avoir de l'argent sans être obligé de recourir à un emprunt. Cette belle colonie française, autrefois cédée par le gouvernement de Louis XV à l'Espagne, avait été recouvrée pour bien peu de temps par la République ! Le magnifique bassin du Mississipi fut ainsi réuni à la République américaine et augmenta grandement sa puissance.

Les négociations n'étaient pas encore rompues avec l'Angleterre. Notre ministre des affaires étrangères, Talleyrand, faisait tout ce qu'il pouvait pour les prolonger, et Bonaparte, qui n'était pas prêt et voulait gagner du temps, le laissait faire. L'Angleterre, par une note du 13 avril, demanda nettement à garder Malte ; puis, par un ultimatum expédié le 23 avril, elle réclama l'évacuation par la France de la Hollande et de la Suisse, et une indemnité pour le roi de Sardaigne en compensation du Piémont.

Talleyrand fit un dernier effort. Il suggéra un moyen terme : remettre Malte en dépôt dans les mains du tsar Alexandre jusqu'à la conclusion des différends entre la France et l'Angleterre. Le ministère anglais refusa.

Le Premier Consul offrit de laisser les Anglais à Malte pour un temps indéterminé, à condition que la France réoccuperait le golfe de Tarente dans le royaume de Naples. L'Angleterre refusa. Les ambassadeurs furent rappelés de part et d'autre.

Ainsi recommença cette guerre qui allait bientôt redevenir

universelle : elle devait imposer à l'Angleterre des efforts et des sacrifices inouïs et se terminer enfin, après des succès extraordinaires pour nos armes, par des revers non moins prodigieux et par la ruine de notre puissance.

Tous les torts avaient été d'abord du côté de Bonaparte ; mais, sur la fin, ce fut, à son tour, l'orgueil blessé de l'Angleterre qui refusa toute transaction. Quant à la liberté des autres peuples, le gouvernement anglais ne s'en souciait pas plus que Bonaparte, et la guerre n'avait, d'un côté comme de l'autre, d'autre but que la conquête.

La guerre commença, des deux côtés, par des violences contraires aux droits des gens. Les Anglais enlevèrent sans déclaration de guerre nos bâtiments de commerce sur nos côtes, et le Premier Consul fit arrêter tous les Anglais âgés de plus de dix-huit ans et de moins de soixante qui se trouvaient en France.

La première conséquence de la guerre pour nous fut la consommation immédiate de la perte de Saint-Domingue. Les escadres anglaises vinrent coopérer avec les noirs contre les débris de notre armée, que la fièvre jaune avait continué de dévorer. Après d'opiniâtres et inutiles efforts, nos dernières places de la partie française de Saint-Domingue succombèrent les unes après les autres, et les navires qui essayèrent d'échapper avec quelques restes de nos troupes tombèrent dans les mains des Anglais, ou furent engloutis par la mer. Dans cette déraisonnable et inique entreprise de rétablir l'ancien régime colonial, avaient péri vingt généraux et trente et quelques mille soldats, c'est-à-dire une armée égale en nombre et en qualités militaires à l'armée d'Égypte, et supérieure en vertus civiques.

Un général français, Ferrand, parvint à se maintenir dans l'ancienne partie espagnole de l'île jusqu'en 1810, époque à laquelle il fut enfin obligé de capituler devant le chef noir Christophe.

Bonaparte ne songeait plus qu'à réaliser ce qu'il avait annoncé à lord Whitworth. N'espérant pas pouvoir, avant de longues années, mettre les flottes françaises en état de disputer les mers aux flottes anglaises, il était résolu à jouer sa fortune et sa vie dans la tentative *téméraire*, comme il l'avait dit lui-même, mais

non pas impossible, d'une descente en Angleterre. Son plan d'attaque fut celui-ci : faire construire, dans nos principales rivières et nos canaux, une multitude de bateaux plats, à rames et à voiles, pouvant transporter 150,000 hommes, 10,000 chevaux et 400 canons, faire descendre ces bateaux jusqu'à la mer, les faire filer le long de nos côtes et les réunir sur un des points les plus rapprochés des côtes d'Angleterre, puis se lancer, avec son armée, sur cette immense flottille, en choisissant un moment favorable, un beau temps d'été ou une brume d'hiver.

Il y avait peut-être neuf chances sur dix que les vents, les flots, les flottes anglaises feraient de cette expédition un désastre ; mais la dixième chance restait, et Bonaparte comptait sur sa fortune. Une fois sa résolution arrêtée, il fit tout ce que le génie humain peut faire pour en préparer l'exécution. Tandis que l'on construisait les bâtiments de transport, six corps, de 25,000 hommes chacun, qui devaient former l'armée d'Angleterre, furent distribués dans des camps à proximité de la mer depuis la Hollande jusqu'à Bayonne. L'armée française fut portée en totalité à 480,000 hommes, afin d'être en mesure de faire face à toute diversion que l'Angleterre pourrait susciter sur le continent.

Il fallait, pour les frais d'une telle opération, de grands moyens financiers. Le budget avait été augmenté de 89 millions en mars 1803. C'était bien insuffisant. On prévit qu'il faudrait au moins cent millions de plus par an. La vente de la Louisiane en fournit une partie. On avait près de 60 millions à recevoir des États-Unis en deux ans. L'administration provoqua un grand mouvement de dons patriotiques dans les départements et dans les villes, qui offrirent une valeur de 30 à 40 millions, soit en argent, soit en constructions navales, à répartir en deux années. Le Premier Consul recueillit là les premiers fruits du Concordat. Les évêques s'alignèrent à côté des préfets, et leurs mandements contre l'Angleterre prirent place auprès des adresses des corps administratifs. Ceux d'entre eux qui, durant l'émigration, avaient été accueillis et nourris par le gouvernement anglais, se montrèrent les plus ardents à déclamer contre lui.

Le mouvement, d'abord artificiel, gagna peu à peu les masses,

qui avaient commencé par se montrer inquiètes et mécontentes du renouvellement de la guerre. A force de leur répéter que tous les torts étaient du côté de l'Angleterre, on finit par le leur faire croire.

Le Premier Consul, ne voulant pas augmenter les impôts en France, se procura le surplus des fonds nécessaires aux dépens de nos alliés et de nos protégés. L'Espagne, d'après les traités, nous devait son assistance militaire. On ne la lui demanda pas; mais on lui imposa, en échange, un subside de 72 millions. Le gouvernement espagnol résistant à une si pesante exigence, le Premier Consul employa, envers le faible roi Charles IV et envers le favori de la reine, Godoy, qui était le vrai roi d'Espagne, des procédés violents et offensants qui réussirent momentanément, mais qui ne pouvaient avoir que de fâcheuses conséquences pour l'avenir. Le Portugal fut contraint à un subside de 16 millions.

Quant à la Hollande, elle fut obligée de prendre une part active à la guerre, d'entretenir sur son territoire une armée de 18,000 Français et de 16,000 Hollandais, et de nous fournir une escadre et une flottille de transport. La République ligurienne (Gênes) dut également nous donner de l'argent, des matelots et des soldats. Le royaume d'Étrurie (Toscane) fut aussi engagé dans la guerre. La Suisse était pauvre : Bonaparte lui demanda, non pas de l'argent, mais un corps d'armée de 20,000 hommes, que la France entretiendrait. Un corps français entra dans le royaume de Naples, occupa les importantes positions du golfe de Tarente, et le roi de Naples fut forcé d'entretenir ce corps à ses frais. Un autre corps d'armée, de 30,000 hommes, s'avança dans l'Allemagne du nord, envahit le Hanovre, s'empara des domaines de l'Électeur de Hanovre, c'est-à-dire du roi Georges III d'Angleterre, et y vécut aux dépens de ce pays.

Par ces sacrifices imposés aux peuples qui nous entouraient, Bonaparte trouva moyen de ne pas augmenter sensiblement les charges de la France et de ne pas contracter d'emprunt ; mais il sema des germes de mécontentement dans toute l'Europe, et il acheva de désaffectionner nos protégés et nos alliés, qu'il exploitait si rudement.

Bonaparte, cependant, espérait encore obtenir, non pas seulement la neutralité des grandes puissances, mais l'appui de la Russie et l'alliance de la Prusse. Il essaya de nouveau de flatter l'amour-propre du tsar Alexandre, comme il l'avait fait en l'associant à sa médiation en Allemagne. Alexandre lui proposant sa médiation, il répondit en offrant au tsar d'être, non pas simplement médiateur, mais arbitre, et il se déclara prêt à de grandes concessions, à condition que les hostilités fussent immédiatement suspendues (29 prairial — 18 juin 1803). Mais Alexandre lui avait demandé de ne point toucher au royaume de Naples ni au Hanovre, ce qui n'était pas alors un fait accompli. Il répondit, quant à ces deux points, qu'il était obligé de faire tout ce qu'exigeait la guerre qu'on lui avait suscitée.

Alexandre maintint ses protestations, quant au royaume de Naples et au Hanovre, et réitéra l'offre d'une simple médiation. Bonaparte n'accepta pas, et l'on resta en froid (août 1803).

Les rapports devinrent aussi moins amicaux avec la Prusse. Elle avait vu avec inquiétude et mécontentement l'invasion du Hanovre, qui agitait toute l'Allemagne. Le roi de Prusse fit proposer de garantir la neutralité de l'Allemagne, moyennant la réduction de l'armée française du Hanovre au minimum indispensable et l'évacuation du port de Cuxhaven, que les Français avaient occupé, quoiqu'il fût une dépendance de Hambourg et non du Hanovre.

Cuxhaven était nécessaire à Bonaparte pour fermer l'Elbe aux marchandises anglaises, et Bonaparte joignait déjà au projet de descente en Angleterre le projet du « blocus continental », par lequel il entendait fermer au commerce anglais toute l'Europe. Il refusa, et offrit la cession du Hanovre à la Prusse, si elle voulait entrer dans son alliance.

La Prusse ne désirait rien tant que l'annexion du Hanovre ; mais elle ne se décida pas à s'engager si hardiment ni si à fond dans l'alliance française contre une triple alliance possible entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie.

Bonaparte échoua donc dans ses négociations.

L'Angleterre, pendant ce temps, faisait pour sa défense des préparatifs aussi vastes que ceux de Bonaparte pour l'attaque.

Elle avait déjà 130,000 soldats et 70,000 miliciens. Elle y ajouta une réserve de 50,000 hommes par le tirage au sort, procédé nouveau chez elle ; puis un bill du Parlement accorda au ministère le droit d'enrôler tous les hommes valides de 17 à 55 ans. Ces hommes, auxquels on donna le nom de volontaires, mais qui, en réalité, correspondaient à nos réquisitionnaires de 93, s'élevèrent, à la fin de 1803, jusqu'à 380,000 dans la Grande-Bretagne et à plus de 80,000 en Irlande. Quant à la marine, elle fut portée à 120,000 matelots. Les vaisseaux de ligne montèrent de 50 à 75, puis à plus de 100 ; les frégates, les corvettes, les bricks, étaient au nombre de plusieurs centaines ; une multitude de chaloupes canonnières et d'avisos protégeaient les côtes ou portaient partout avec rapidité les ordres de l'amirauté. Le gouvernement avait contracté un emprunt de 300 millions, et le Parlement avait augmenté d'une somme presque égale l'*excise* (contributions indirectes) et l'*income-tax* (impôt sur le revenu).

Bonaparte n'avait pas perdu un moment. Comme à l'époque du premier projet de descente, en 1801, il avait choisi Boulogne pour point d'attaque. Il y faisait poursuivre de vastes travaux avec une fiévreuse activité. On creusa un bassin et l'on approfondit le lit de la Liane, la rivière dont l'embouchure forme le port de Boulogne, afin d'y pouvoir abriter plus de la moitié de la grande flottille ; on établit d'autres abris pour plusieurs centaines de transports dans les petits ports voisins, à Ambleteuse, Wimereux et Étaples, au nord et au sud de Boulogne. On construisit trois forts : deux sur des pointes de rochers, le troisième en pleine eau, sur pilotis, pour protéger l'embouchure de la Liane et la plage. Cinq cents canons, distribués en nombreuses batteries tout le long des collines, commandaient au loin la mer et tenaient à distance les escadres ennemies. On employait aux travaux les troupes qui arrivaient successivement à Boulogne et aux environs. D'habiles dispositions furent prises pour la réunion des deux mille et quelques cents bâtiments de transport construits sur un grand nombre de points divers. Ils consistaient en chaloupes canonnières portant chacune quatre canons de gros calibre, en bateaux canonniers portant seulement deux canons moins forts, et en grands canots plus légers ne portant que deux

petites pièces et destinés à jeter rapidement les hommes à terre, pendant que les grosses canonnières soutiendraient le feu des vaisseaux anglais.

Dans les premiers jours de vendémiaire an XII (fin septembre 1803), deux divisions de bâtiments de transport, parties de Dunkerque et marchant à la voile et à la rame, repoussèrent avec vigueur les attaques d'une escadre anglaise : elles gagnèrent heureusement le port de Boulogne, avec l'aide d'une troisième division sortie de ce port au-devant d'elles.

Ce début donna bon courage. D'autres groupes de transports partirent de nos ports de la Manche, depuis Saint-Malo jusqu'à Saint-Valeri-sur-Somme, filant le long de la côte et protégés par des batteries fixes, par des batteries volantes et par des détachements de cavalerie qui se relayaient de distance en distance pour interdire aux Anglais toute approche et tout abordage. D'octobre à décembre, un millier de ces bâtiments arrivèrent sains et saufs à Boulogne. Les pertes avaient été presque nulles. Les soldats et les matelots ne doutaient plus de rien, et les hommes, même les plus expérimentés, commençaient à espérer.

Le Premier Consul avait cru qu'il pourrait agir vers le printemps de 1804. L'attaque contre l'Angleterre n'eut pas lieu au printemps. Des incidents graves détournèrent sur l'intérieur l'attention de Bonaparte.

Les deux grands adversaires, le Premier Consul et le gouvernement anglais, qui était rentré dans l'esprit de Pitt, quoique Pitt ne le dirigeât pas encore officiellement, employaient l'un contre l'autre des armes secrètes à côté de leurs armes publiques. Le gouvernement de Bonaparte était en correspondance avec les mécontents d'Irlande et s'efforçait de renouveler l'insurrection des « Irlandais-Unis ». Le gouvernement anglais favorisait et soudoyait les complots des émigrés, qui se ravivaient alors et se concentraient dans un plan nouveau. Tandis que le prétendant « Louis XVIII » vivait assez retiré à Varsovie, se contentant d'observer et d'attendre, son frère, le frivole comte d'Artois, fort remuant loin du péril, était à Londres, entouré de tout ce qui restait d'hommes ardents et téméraires dans l'émigration. Quelles que fussent leurs illusions, elles n'allaient pas

jusqu'à leur faire croire à la possibilité de recommencer la guerre de la Vendée. Ils en vinrent à une autre idée : ne pouvant faire en France la guerre au gouvernement du Premier Consul, ils résolurent de la faire à sa personne. Parmi eux se trouvait un homme qui avait montré autant d'intelligence que d'audace dans la guerre de partisans, le Breton Georges Cadoudal. Ce fut lui probablement qui leur inspira le projet de réunir dans Paris une troupe de gens déterminés, afin d'assaillir, sur la route de la Malmaison ou de Saint-Cloud, le Premier Consul et la petite escorte de cavalerie qui l'accompagnait d'ordinaire. Georges Cadoudal avait toujours protesté contre l'accusation d'avoir suggéré à ses agents l'entreprise de la machine infernale. Ce hardi chef de chouans se piquait d'une sorte de chevalerie ; c'était dans une espèce de combat qu'il voulait mettre à mort le Premier Consul, et il prétendait qu'un des princes, le comte d'Artois ou son jeune fils, le duc de Berri, fût à son côté dans l'affaire.

A supposer que cet étrange projet réussît, ceux qui auraient tué Bonaparte n'étaient pas maîtres de la France. Il fallait songer au lendemain. Les conspirateurs royalistes ne pouvaient se dissimuler que les républicains seraient plus forts qu'eux dans Paris, à moins qu'on ne parvînt à gagner à la cause royaliste quelques généraux illustres et quelques hommes considérables dans les grands corps de l'État. Un ancien septembriseur, appelé Méhée, qui avait été compris sur la liste de proscription, lors de la machine infernale, mais qui avait obtenu d'être seulement interné à l'île d'Oléron, s'en était échappé et s'était réfugié en Angleterre. Il suggéra aux émigrés un plan d'alliance entre les royalistes et les révolutionnaires ennemis de Bonaparte.

Ce ne fut pas, toutefois, aux restes des Jacobins que s'adressèrent les conspirateurs. Ils visèrent plus haut. Le seul général dont la gloire militaire approchât de celle de Bonaparte, Moreau, vivait alors à l'écart, mécontent, aigri, complétement brouillé avec le Premier Consul et regrettant amèrement d'avoir coopéré au 18 Brumaire. Les émigrés avaient sous la main le général Pichegru, qui s'était évadé de la Guyane et retiré en Angleterre. Ils imaginèrent de réconcilier Pichegru avec Moreau, puis d'attirer Moreau dans leur parti par l'intermédiaire de Pichegru.

Moreau, dans une vie très pure, n'avait commis que deux fautes : sa participation au 18 Brumaire, et, auparavant, le retard qu'il avait mis à communiquer au Directoire les preuves de la trahison de Pichegru. Il ne s'était pas repenti de cette faute ainsi que de l'autre. C'est un vice négatif que de n'avoir pas pour le mal

> Ces haines vigoureuses
> Que doit donner le vice aux âmes vertueuses.

Lorsque des intermédiaires adroits vinrent lui parler de Pichegru, il parut avoir oublié le crime de cet homme, pour ne se souvenir que des obligations personnelles qu'il lui avait eues, de ses services militaires et de son malheur. Il dit que, s'il le pouvait, il contribuerait volontiers à lui rouvrir l'accès de la France. Un intrigant, nommé Lajolais, amplifia, falsifia les conversations de Moreau et alla raconter aux chefs de l'émigration que Moreau était disposé à s'entendre avec Pichegru pour ramener les Bourbons.

Les émigrés crurent tout gagné. Ils firent partir Georges Cadoudal avec quelques hommes d'élite pour aller préparer le coup. Tous les points abordables de la côte étaient soigneusement gardés. Un brick anglais jeta, de nuit, Georges et ses compagnons au pied de l'abrupte falaise de Biville, entre Dieppe et le Tréport. Des affidés lancèrent, du haut du rocher, un câble, au moyen duquel Georges et les siens se hissèrent audacieusement jusqu'au sommet (3 fructidor-21 août 1803). Ils gagnèrent Paris sans encombre.

Une fois là, Georges vit bien que les circonstances n'étaient pas si favorables qu'on l'imaginait à Londres. Il resta errant ou caché plusieurs mois. Pichegru se décida enfin à venir, à son tour, par cette rude escalade de Biville, avec plusieurs des chefs de l'émigration (25 nivôse an XII — 16 janvier 1804). Il était convenu que les princes suivraient, quand ils en recevraient l'avis du marquis de Rivière, un des compagnons de voyage de Pichegru.

La police connaissait en grande partie le complot. L'ancien septembriseur Méhée était à son service. Plusieurs des agents

de l'émigration avaient été arrêtés, et on les gardait en prison sans les juger, pour ne pas donner l'éveil aux autres. On commença enfin leur procès, quelques jours après le débarquement de Pichegru. L'un d'eux révéla le point de débarquement des conjurés, que Méhée ne connaissait pas. Le Premier Consul envoya sur la côte un homme de confiance, le colonel Savary, pour surveiller la falaise de Biville et mettre la main sur quiconque débarquerait. Il était décidé à épouvanter ses ennemis par un grand exemple et à faire fusiller tout Bourbon qui mettrait le pied en France. Les princes furent sans doute avertis : personne ne débarqua plus. Le comte d'Artois n'eût pas été sans doute l'homme d'une pareille aventure, mais le jeune duc de Berri fût probablement venu.

L'affaire du complot était devenue la grande préoccupation du Premier Consul. Il employait, pour en découvrir toutes les ramifications, un espionnage immense en France et à l'étranger. Fouché, qui n'était plus ministre de la police, mais qui avait le génie de la chose, s'y appliquait tout entier. L'ex-directeur du conseil de la Vendée, le négociateur du Concordat, Bernier, devenu évêque d'Orléans, espionnait maintenant, pour le service de Bonaparte, ses anciens amis les chouans. Méhée, qui avait passé de Londres en Allemagne, travaillait à tirer, des ministres anglais près des petites cours allemandes, les secrets des émigrés avec lesquels on croyait ces ministres en correspondance.

Bonaparte était irrité d'avoir manqué le prince qu'il avait fait guetter à Biville ; mais il était encore plus préoccupé d'un autre adversaire qui l'inquiétait davantage. Les lettres saisies sur certains des émissaires arrêtés lui avaient appris qu'il s'était renoué quelques rapports indirects entre Moreau et Pichegru ; il n'y avait pourtant pas de quoi poursuivre Moreau devant la justice. Bonaparte fut pris d'un désir passionné de perdre Moreau.

On était parvenu à prendre le lieutenant de Georges Cadoudal, Bouvet de Lozier. Il essaya de se tuer, n'y réussit pas et fit des aveux. Il déclara que le général Lajolais avait annoncé « au prince » (au comte d'Artois) que Moreau consentait à ré-

tablir les Bourbons ; que Pichegru, arrivé à Paris, avait eu plusieurs entrevues avec Moreau, mais que celui-ci avait refusé d'agir pour un roi et prétendait, si le Premier Consul disparaissait, être mis à la tête du gouvernement comme dictateur. Cette résolution de Moreau avait, dit-il, fait comprendre à Georges et aux royalistes que tout était perdu.

Bonaparte convoqua aussitôt en conseil secret les consuls ses collègues et les ministres : l'arrestation de Moreau fut décidée et effectuée le lendemain. Le grand juge (ministre de la justice) Regnier sollicita Moreau de tout avouer et de venir avec lui trouver le Premier Consul. Moreau refusa tout aveu. Le grand juge fit lire, dès le 27 pluviôse (17 février), un rapport sur l'arrestation de Moreau devant le Sénat, le Corps législatif et le Tribunat. Le frère de Moreau, membre du Tribunat, protesta avec indignation contre les « calomnies » dont le rapport accablait son frère et demanda qu'il fût jugé « par ses juges naturels, et non par un tribunal d'exception. » L'assemblée garda un morne silence.

Le Premier Consul parut d'abord vouloir accorder à l'illustre accusé ces garanties de la justice ordinaire qu'avait réclamées son frère ; mais il sentit que l'opinion publique ne secondait pas sa passion, qu'elle ne croyait pas Moreau complice des émigrés, comme le prétendait le grand juge, et qu'on n'obtiendrait pas une condamnation du jury. Il n'alla pas jusqu'à déférer Moreau à un conseil de guerre ; il chercha un moyen terme : la loi d'exception dans laquelle Daunou avait naguère dénoncé le rétablissement de la tyrannie autorisait à suspendre le jury par voie de sénatus-consulte. On usa de cette loi, et Moreau fut envoyé devant le tribunal criminel de la Seine, jugeant sans jurés (5 ventôse — 25 février).

La machine administrative fut mise en mouvement contre Moreau, comme elle l'avait été contre l'Angleterre. Les corps de l'État vinrent exprimer leur dévouement au Premier Consul. Le Tribunat seul, si mutilé et annulé qu'il fût, conserva de la dignité. Son président exprima nettement ses doutes sur « la dénonciation » dont Moreau était l'objet. Bonaparte s'en montra fort courroucé.

Des adresses furent provoquées dans l'armée comme dans tous les corps administratifs. La plupart des chefs militaires se déchaînèrent contre Moreau en termes injurieux. Tout cela était factice et sans écho dans l'opinion.

Le 8 ventôse (28 février), le Corps législatif vota une loi qui condamnait à mort quiconque donnerait asile à Pichegru, à Georges et à leurs complices. Les barrières furent fermées. Il fut ordonné de tirer sur quiconque voudrait franchir le mur d'octroi. Une vraie terreur se répandit dans Paris.

Pichegru fut arrêté le jour même de la promulgation de cette loi; puis les deux frères Polignac, puis le marquis de Rivière. Celui qui était arrivé le premier, Georges Cadoudal, fut pris le dernier. Aussi rusé qu'intrépide, il avait déjoué cent fois la police, et aucune des personnes chez lesquelles il chercha un asile ne le livra. Le 18 ventôse (9 mars), enfin, voyant qu'on surveillait la maison où il se trouvait, il s'échappa et sauta dans un cabriolet. Des agents de police coururent après lui. Il en abattit deux à coups de pistolet ; mais les passants l'enveloppèrent et l'arrêtèrent.

Deux jours auparavant, Moreau s'était décidé à écrire au Premier Consul une lettre où il lui disait toute la vérité sur ses rapports avec Pichegru et sur son refus absolu d'entrer dans la conspiration royaliste. Un des familiers de Bonaparte avait fait entendre à Moreau que cette lettre personnelle à son ancien compagnon d'armes finirait tout en ce qui le concernait.

Bonaparte envoya la lettre comme pièce au procès.

Il voulait abaisser Moreau, le perdre en tant qu'homme politique ; il ne voulait pas le tuer. Il voulait autre chose contre les royalistes. Il persistait à terroriser ce parti par l'exécution d'un de ses princes. Il avait manqué celui qui devait venir d'Angleterre ; mais il en avait un autre sous la main, à la frontière d'Allemagne; celui-là paierait pour tous.

Cet autre Bourbon était le petit-fils du vieux prince de Condé, le duc d'Enghien. Il s'était établi, depuis quelque temps, fort près du Rhin, à Ettenheim, dans le pays de Bade. Il vivait là, dans la Forêt-Noire, auprès d'une jeune princesse de Rohan, qu'il aimait et qu'il avait épousée en secret. Le Premier Consul

avait envoyé un sous-officier de gendarmerie déguisé pour l'observer. Le rapport de cet agent indiqua que le duc serait venu plusieurs fois à Strasbourg et que Dumouriez était avec lui.

Bonaparte décida de faire enlever le duc sur le territoire badois et de le faire condamner par un conseil de guerre. Le second consul Cambacérès, le complaisant ordinaire de Bonaparte, essaya de résister cette fois et remontra quel dangereux effet produirait au dedans et au dehors une pareille violence et une pareille transgression du droit des gens.

Bonaparte n'écouta rien. Un régiment de dragons franchit le Rhin et alla enlever dans Ettenheim le duc d'Enghien. On trouva le duc presque seul : ses papiers ne révélaient aucun rapport avec les conjurés de Paris, et ce n'était pas Dumouriez qui était avec lui, mais un certain marquis de Thumery. L'attentat contre le droit international qu'on venait de commettre n'avait donc pas la moindre excuse. Bonaparte s'était trop engagé ; il ne voulut pas reculer. Le duc d'Enghien fut amené, le 29 ventôse (20 mars), à Paris et enfermé à Vincennes. Murat, commandant de la division de Paris, fut chargé, par un arrêté des consuls, de former une commission militaire pour juger le prisonnier.

Bonaparte s'était enfermé à la Malmaison afin d'éviter les sollicitations en faveur de la victime. Murat, qui avait du cœur, courut à la Malmaison et s'efforça de faire revenir le Premier Consul sur sa décision. Bonaparte le rabroua durement et lui déclara que, s'il ne voulait pas signer les ordres, ce serait lui qui les signerait de sa propre main. Il repoussa de même les supplications de sa femme, de Joséphine, en lui disant qu'elle n'entendait rien à la politique et que le rôle d'une femme était de se taire.

Il avait chargé un homme tout à lui, le colonel Savary, de mener cette sinistre affaire. Il ordonna que, dans le cas où le prisonnier demanderait à le voir, on ne tînt pas compte de sa réclamation et que le jugement fût exécuté sur-le-champ.

Le duc d'Enghien fut interrogé, vers minuit, par un capitaine rapporteur de la commission militaire. Il demanda, ainsi que Bonaparte l'avait prévu, à être conduit devant lui. Il n'est pas

vrai, comme Napoléon l'a raconté à Sainte-Hélène, que le duc d'Enghien lui ait alors écrit une lettre où il lui offrait de servir sous ses ordres, et que le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, ait méchamment intercepté cette lettre. C'est là un pur mensonge inventé par Napoléon pour alléger sa responsabilité devant l'histoire.

A deux heures du matin, le prisonnier fut mené, non devant le Premier Consul, mais devant la commission militaire réunie à Vincennes. Elle était composée de colonels de la garnison de Paris et présidée par le général Hullin, cet ancien garde-française qui avait été un des vainqueurs de la Bastille. L'attitude du prisonnier fut digne et fière. Il écarta en quelques mots toute participation aux menées de Dumouriez ou de Pichegru, mais reconnut, ce que tout le monde savait, qu'il avait exercé un commandement dans les corps d'émigrés.

Hullin, qui eût voulu le sauver, tâcha de lui suggérer quelques réticences, quelque engagement pour l'avenir; mais le duc déclara qu'il était prêt à recommencer. Les juges militaires le condamnèrent. Ils ne comprirent pas que ce qui eût été une sentence rigoureuse, mais légale, si le duc eût été pris en France ou sur un champ de bataille, était un meurtre, quand on l'avait enlevé frauduleusement sur un territoire étranger.

Le duc avait renouvelé sa demande de voir le Premier Consul. Les juges souhaitaient qu'on y accédât; mais Savary signifia à la commission militaire que le reste le regardait, et il fit emmener le prisonnier.

Le duc fut conduit dans les fossés du château de Vincennes. Un peloton de gendarmes, posté là par Savary, l'y attendait. On lui lut sa sentence près d'une fosse creusée d'avance. Il remit à un officier une mèche de ses cheveux, destinée à la personne qu'il avait aimée, et offrit sa poitrine aux balles.

Cet acte de barbarie à froid, qui rappelait les jours de la Terreur, moins les passions sincères et les dangers extrêmes de 93, produisit dans Paris une impression de stupeur et d'indignation; Bonaparte sentit que l'opinion se tournait contre lui, s'en irrita, et, devant le conseil d'État, se répandit en injures contre la population parisienne. Il n'aimait point Paris, qu'il sentait, au

fond, irréconciliable avec le despotisme. Il laissa plus d'une fois entrevoir le rêve de transporter à Lyon la capitale, comme au temps de la Gaule romaine.

Peu de jours après, on trouva Pichegru mort dans sa prison (16 germinal — 6 avril). Le *Moniteur* annonça qu'il s'était étranglé avec sa cravate tordue autour du cou au moyen d'un petit bâton. Les circonstances fort singulières de cette mort et la disposition où était le public parisien accréditèrent le bruit que Bonaparte avait fait étrangler Pichegru par des mameluks qu'il avait ramenés d'Égypte. Il n'est cependant pas possible d'imaginer quel intérêt le Premier Consul eût pu avoir à ce nouveau meurtre. Bonaparte n'avait pas à craindre Pichegru, qui était perdu dans l'opinion et dont la condamnation était certaine.

Il n'en était pas de même de Moreau, et la suppression du jury ne suffisait pas pour rassurer complétement Bonaparte sur l'issue du procès, qui ne s'ouvrit que le 8 prairial (28 mai). Ce fut un triste spectacle que de voir ce grand général, qui avait gagné tant de batailles pour la République, assis sur le banc des accusés parmi ces émigrés et ces chouans qui n'avaient cessé de conspirer contre elle. On ne pouvait pas dire qu'il n'y eût eu rien de sa faute. Il était blâmable devant la morale pour avoir consenti à renouer des relations indignes de lui, à revoir « le traître Pichegru », comme le lui reprocha le président du tribunal ; mais il était innocent devant la loi ; car il fut prouvé, avec une entière évidence, qu'il avait refusé d'entrer dans le complot de Pichegru et de Georges, et qu'il leur avait ôté par là toute chance de succès. Quant à l'accusation d'aspirer à la dictature, il est certain qu'il détestait le gouvernement du Premier Consul et en eût vu volontiers le renversement ; mais il est certain aussi qu'il n'avait point tramé de conspiration pour le renverser. Personne n'était moins propre que lui à ce rôle. Il plaida lui-même sa cause avec beaucoup de force et d'élévation. Sa défense consista dans un résumé fidèle de sa vie, où il se jugea lui-même sans orgueil et sans fausse modestie, comme devait le juger l'histoire. Il rappela, pour réfuter l'accusation d'ambition, le refus qu'il avait fait à Sieyès de se concerter avec

lui afin d'accomplir ce que fit ensuite Bonaparte. « Je n'eus jamais, dit-il, de génie politique : je me croyais fait pour commander aux armées et non à la République. »

L'auditoire éclata en applaudissements. Les juges étaient profondément émus. Lorsqu'ils entrèrent en délibération, le juge d'instruction Thuriot, l'ancien président de la Convention au 9 Thermidor, maintenant rallié à Bonaparte, dit qu'acquitter Moreau, c'était condamner le chef de l'État ; qu'on pouvait être assuré que Moreau aurait sa grâce. — « Et qui nous fera grâce, à nous, si nous condamnons un innocent ? » s'écria un autre juge, le savant Clavier. Sept juges, sur douze, se prononcèrent pour l'acquittement de Moreau,

Le président Hémart, dévoué à Bonaparte, refusa de clore les débats. La discussion recommença. Bonaparte, averti de ce qui se passait, fit intervenir le procureur général pour annoncer aux juges qu'on venait de découvrir de nouvelles charges contre les accusés. Hémart et Thuriot firent entendre qu'on allait réduire le gouvernement à faire un coup d'État, c'est-à-dire à ne pas reconnaître la sentence. Le juge Lecourbe, frère de l'illustre général de ce nom, résista énergiquement. Un autre magistrat proposa un moyen terme ; la majorité faiblit et se résigna enfin à voter la condamnation de Moreau à deux ans de prison (21 prairial — 10 juin). Vingt des conspirateurs royalistes furent condamnés à mort.

Bonaparte fut transporté de colère de ne pouvoir, non pas faire tomber la tête de Moreau, mais l'écraser et l'humilier en le graciant. Il changea l'emprisonnement en un exil en Amérique, que Moreau n'avait pas demandé et qu'il accepta. Moreau partit pour les États-Unis ; heureux s'il n'eût jamais revu l'Europe !

Quelque temps après, le juge Lecourbe, qui avait montré dans le procès de Moreau une si honorable fermeté, s'étant présenté avec ses collègues à une audience des Tuileries, Bonaparte le chassa de sa présence en le traitant de « juge prévaricateur ! »

Georges Cadoudal et douze autres des conspirateurs royalistes furent exécutés le 7 messidor (26 juin). Georges avait témoigné dans le cours des débats une énergie indomptable : il la garda

sur l'échafaud. Bonaparte avait fait grâce au marquis de Rivière, aux deux frères Polignac et à cinq autres. On remarqua, non sans amertume, dans son entourage militaire, qu'il avait gracié les grands seigneurs de l'ancien régime en envoyant à la mort leurs complices d'une naissance obscure.

Au moment où s'achevait ce grand procès, Bonaparte portait un autre titre que celui de Premier Consul. Une manœuvre politique, longtemps préparée par lui, venait d'aboutir. Le complot contre sa personne avait fourni le prétexte. Le mot d'ordre donné au monde officiel fut que, puisqu'on menaçait les jours du Premier Consul, il fallait assurer la stabilité du gouvernement par l'hérédité. Bonaparte, suivant son habitude, affecta de se tenir en dehors du mouvement, dirigé, cette fois, par l'ex-jacobin Fouché. Celui-ci avait été relégué au Sénat, dans une demi-disgrâce, pour avoir fait quelque opposition aux tendances du Premier Consul en faveur des hommes de l'ancien régime. Il avait relevé son crédit par son rôle très actif dans l'affaire du complot des émigrés. Maintenant, il poussait à outrance au rétablissement de la monarchie sur la tête de Bonaparte, et il entraînait avec lui une partie des anciens terroristes. En tuant le duc d'Enghein, Bonaparte avait donné un gage à ceux qui avaient tué Louis XVI et lié volontairement sa cause à la leur; il se rattachait par là ceux des révolutionnaires qui se gouvernaient par des passions et des intérêts et non par des principes. Une partie des hommes qui avaient été les plus violents se trouvaient ainsi d'accord avec ceux qui ne cherchaient que la sécurité à tout prix pour faire du Premier Consul un monarque héréditaire, qui empêchât à la fois le retour de « l'anarchie » et le retour des anciens rois.

Des adresses furent provoquées dans les colléges électoraux, dans les conseils municipaux, dans les corps militaires. Les premières furent présentées au Premier Consul dès le 4 germinal (25 mars), quatre jours après la mort du duc d'Enghien. On y demandait que le pouvoir fût perpétué dans les mains du Premier Consul et de sa famille.

Il fallait maintenant mettre en mouvement le Sénat, qui se laissait habituellement conduire par Cambacérès. Cambacérès

résista, ainsi qu'il l'avait fait dans l'affaire du duc d'Enghien : c'était un homme sans caractère, mais de beaucoup de jugement et de pénétration. Il remontra au Premier Consul qu'un changement de titre lui créerait de nouvelles difficultés et de nouveaux dangers, sans rien ajouter à son pouvoir, qui n'avait, en réalité, aucunes bornes; qu'il était habile et prudent de garder le nom de la République, après avoir supprimé la chose.

Bonaparte avait son parti pris. La vanité et l'imagination l'emportaient chez lui sur les intérêts positifs. Cambacérès, en le quittant, dit au troisième Consul, Lebrun : « C'en est fait, la monarchie est rétablie; mais j'ai le pressentiment que ce qu'on édifie ne sera pas durable. Nous avons fait la guerre à l'Europe pour lui donner des Républiques filles de la République française; nous la ferons maintenant pour lui donner des monarques fils ou frères du nôtre, et la France épuisée finira par succomber dans ces folles entreprises. »

Cambacérès, toutefois, n'était pas homme à faire une opposition active, et Sieyès ne se mêlait plus de rien. Le Sénat, bien qu'inquiet au fond, se laissa entraîner par les meneurs. On persuada aux uns qu'il fallait que le Sénat se hâtât de déférer la couronne au Premier Consul, afin que l'armée ne prît pas les devants. D'autres n'eurent en vue que de se faire donner des charges de cour dans la monarchie nouvelle ou des sénatoreries. Le Premier Consul avait créé sous ce titre un certain nombre de riches dotations avec de somptueuses résidences dans les départements, et se réservait de les distribuer aux sénateurs qui le serviraient le mieux.

Cependant, quand on lut le projet d'adresse, où l'on indiquait le rétablissement de l'hérédité, une partie du Sénat fit entendre un léger murmure. La très grande majorité vota le projet.

Bonaparte répondit au Sénat qu'il avait besoin de délibérer mûrement avant de faire une réponse définitive (6 germinal — 27 mars). Fouché et les autres meneurs avaient été un peu vite. Bonaparte ne voulait pas faire ce pas décisif jusqu'à ce qu'il fût plus complétement assuré de l'armée, où il y avait encore bien des républicains, et jusqu'à ce qu'il fût certain d'être

reconnu comme monarque héréditaire par les puissances, du moins par l'Autriche et la Prusse. Il était maintenant fort mal avec la Russie.

L'enlèvement du duc d'Enghien sur un territoire allemand et son exécution avaient produit un effet terrible en Europe et soulevé partout l'opinion contre le Premier Consul. Les États allemands, trop voisins de la France, avaient gardé le silence; mais la Russie avait éclaté. Le tsar Alexandre avait fait prendre le deuil à sa cour et envoyé une double protestation à la Diète germanique et au gouvernement français contre la violation du territoire badois.

A la protestation du tsar contre la mort du duc d'Enghien, le Premier Consul répondit en rappelant le meurtre du père d'Alexandre. La note du gouvernement français récriminait contre les mauvais procédés de la Russie, et déclarait que, si l'on voulait la guerre, il n'y avait qu'à le dire franchement; que le Premier Consul ne la désirait pas, mais ne la craignait pas. Quant à l'affaire du duc d'Enghien, on avait usé du droit de légitime défense : « la plainte que la Russie élève aujourd'hui conduit à demander si, lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul Ier, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir. »

Cette allusion ironique à l'impunité dont jouissaient les assassins du tsar Paul était pour Alexandre un sanglant outrage. C'était là le pendant du défi de Bonaparte à la nation anglaise. Il y avait là une nouvelle preuve que cet homme, qui avait un si prodigieux génie militaire et administratif, n'avait pas un vrai génie politique. Les grands politiques sont maîtres d'eux-mêmes et ne compromettent pas leurs desseins ni leur destinée pour le vain plaisir d'un sarcasme ou d'une bravade.

Les rapports furent rompus entre les deux gouvernements, sans qu'on allât jusqu'aux hostilités.

La note du tsar à la Diète germanique n'aboutit pas. Les États allemands n'osèrent y donner suite.

La Prusse joua jeu double. Son gouvernement, dont le Premier Consul n'avait pas su s'assurer l'appui, se rapprochait de

la Russie et conclut bientôt avec Alexandre un traité secret d'alliance défensive pour le cas où Bonaparte commettrait de nouveaux empiétements en Allemagne (24 mai). Pendant ce temps, le roi de Prusse continuait d'assurer le Premier Consul de ses intentions pacifiques, et, dès les premières ouvertures de l'ambassadeur français, se hâtait d'assurer qu'il reconnaîtrait la transformation du consulat en monarchie héréditaire.

Quant à l'Autriche, à qui il eût essentiellement appartenu de réclamer contre la violation du territoire de l'Empire allemand, puisque son souverain était empereur d'Allemagne, elle n'avait rien dit sur l'enlèvement du duc d'Enghien. Elle était tout occupée à une foule de petites usurpations dans l'Allemagne du Sud et se souciait peu du reste, profitant de son mieux de l'anarchie qui régnait dans l'Empire allemand.

Comme elle prévoyait que son souverain pourrait bien, un jour ou l'autre, perdre le titre d'empereur d'Allemagne, elle promit de reconnaître la nouvelle monarchie française, à condition que Bonaparte s'engageât à reconnaître au chef de la monarchie autrichienne le titre d'empereur d'Autriche.

Bonaparte se jugea en mesure d'en finir.

Il était loin de rencontrer une adhésion unanime autour de lui. Le conseil d'État lui-même était au fond défavorable au changement projeté. Les anciens conventionnels Berlier, Treilhard, d'autres encore, même Boulay de la Meurthe, l'apologiste du 18 fructidor et du 19 brumaire, parlèrent dans le conseil contre l'hérédité.

Le sentiment personnel de Bonaparte n'était pas pour l'hérédité pure et simple à la façon de l'ancienne monarchie. Il entendait garder le droit qu'il s'était fait attribuer, comme consul à vie, de choisir son successeur, et, ne comptant plus avoir d'enfants de Joséphine, après avoir songé au divorce, il voulait maintenant adopter le fils de son jeune frère Louis et de la fille de sa femme, Hortense de Beauharnais.

Il y eut, à ce sujet, des scènes étranges dans la famille Bonaparte. Louis Bonaparte, au lieu d'accueillir ce projet, protesta avec colère. L'attachement singulier que le Premier Consul manifestait pour l'enfant de Louis et d'Hortense renouvelait les

bruits qui avaient été fort répandus sur une liaison coupable entre le Premier Consul et la fille de sa femme. Le jeune Louis Bonaparte avait été en quelque sorte forcé par son frère d'épouser la fille de Joséphine, et ce mariage était très malheureux.

Le frère aîné du Premier Consul, Joseph Bonaparte, se joignit à Louis pour repousser avec exaspération le projet d'adoption qui écartait du trône lui et ses enfants. Cette famille se disputait d'avance la France comme une proie.

Le Premier Consul, devant cette révolte des siens, modifia son plan sans y renoncer et promit à Joseph et à Louis de les faire entrer dans la ligne de succession, en écartant les deux autres frères, Lucien et Jérôme, dont il était mécontent. Dans un conseil privé tenu le 3 floréal (23 avril) entre les principaux personnages du gouvernement, la question de la monarchie héréditaire fut résolue. On décida que le Premier Consul prendrait le titre d'empereur. Il n'en eût point accepté d'autre ; il ne voulait pas du titre de roi, qui eût rappelé l'ancienne France; il ne voulait que ce qui rappelait l'Empire romain. On arrêta qu'il serait sacré et couronné, comme l'avaient été les empereurs des Francs avant les rois de France.

Il n'y avait plus maintenant qu'à faire intervenir les grands corps de l'État, pour qu'ils eussent l'air de décider ce qui était décidé d'avance.

Ce même jour, afin qu'il y eût une apparence de discussion publique, une motion fut présentée au Tribunat pour l'établissement de l'Empire héréditaire en faveur de Napoléon Bonaparte et de sa famille.

Le surlendemain, le Premier Consul envoya au Sénat sa réponse officielle à l'adresse du 6 germinal : « Vous avez jugé, disait-il aux sénateurs, l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps paru devoir être perfectionnées pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique..... Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière.....

Je désire que nous puissions dire au peuple français, le 14 juillet de cette année : — « Il y a quinze ans, par un mouvement spontané, vous courûtes aux armes ; vous acquîtes la liberté, l'égalité, la gloire. Aujourd'hui, ces premiers biens des nations sont assurés à vous et à vos enfants. »

De même que son frère Lucien avait naguère prétendu montrer, dans le 18 brumaire, le renouvellement du serment du Jeu de Paume, le Premier Consul associait maintenant l'établissement de la monarchie impériale au souvenir de la prise de la Bastille et se présentait comme la Révolution couronnée, lui qui étouffait l'esprit et abolissait les libres institutions de la Révolution.

Ces mensonges audacieux trompèrent les masses populaires ; elles prirent pour la continuation de la Révolution ce qui en était la destruction. Cette illusion, bientôt fortifiée par de prodigieuses victoires, n'est pas encore entièrement dissipée après tant d'années et tant de malheurs.

Tandis que le Sénat préparait sa proposition définitive, un ex-révolutionnaire, le tribun Curée, soutenait devant le Tribunat la motion qu'il avait présentée pour le rétablissement de la monarchie héréditaire. Une foule d'orateurs s'inscrivirent pour, parmi lesquels plusieurs de ceux qui avaient fait d'abord quelque opposition. Un seul parla contre ; mais c'était Carnot. Ce fut là sa justification d'avoir accepté de siéger au Tribunat. Il présenta, dans un discours calme et digne, une belle défense de la République. Il montra qu'entre l'exemple de l'Amérique et le retour à l'Empire romain, ce n'était pas celui-ci qu'il fallait choisir. Il eut peu de peine à établir que la création de l'Empire serait tout le contraire d'une garantie de paix.

Le Tribunat émit, à une grande majorité, le vœu que Napoléon Bonaparte fût nommé empereur avec hérédité dans sa famille ; que les droits du peuple fussent en même temps conservés dans leur intégrité (13 floréal — 3 mai).

Le Sénat accueillit le vœu du Tribunat. — « Comme vous, citoyens tribuns, dit le président, nous voulons élever une nouvelle dynastie. Comme vous, nous voulons que l'égalité, la liberté, les lumières, ne puissent plus rétrograder. »

Ce président du Sénat était un ancien membre du Directoire, François de Neufchâteau ; il cherchait à se faire illusion et à la faire aux autres.

Le Sénat proposa au Premier Consul les bases d'un nouveau sénatus-consulte organique. Le Sénat, prenant au sérieux les paroles de son président, avait voulu d'abord réclamer quelques garanties comme prix de son concours : il prétendait obtenir le *veto* sur les lois ou les actes contraires à l'esprit des institutions, et avoir la charge de veiller sur la liberté de la presse et la liberté individuelle. Bonaparte s'indigna d'une telle hardiesse et déclara qu'il ne souffrirait pas que le Sénat s'attribuât un pouvoir aussi « monstrueux ».

Le Sénat se soumit, et le sénatus-consulte, rédigé par une commission de sénateurs, auxquels s'adjoignirent les trois consuls et les ministres, fut tout ce que voulait le Premier Consul. La dignité impériale était déférée à Napoléon Bonaparte et à ses descendants naturels ou adoptifs. A défaut d'héritiers naturels ou adoptifs, elle était dévolue à ses frères Joseph et Louis. Lucien et Jérôme étaient exclus pour avoir contracté des mariages contre le gré de Napoléon. Une liste civile de 25 millions (qui en vaudraient aujourd'hui au moins 50) était attribuée à l'empereur, avec la jouissance des anciens palais royaux et des anciens domaines de la couronne. Les « princes français » (membres de la famille impériale) avaient en outre une dotation d'un million chacun. Le nouveau trône fut entouré de grands dignitaires affublés de titres pompeux et somptueusement rétribués. Il y eut un grand électeur, qui fut « le prince » Joseph Bonaparte ; un archichancelier d'Empire, qui fut Cambacérès, dont on fit tomber par là l'opposition à l'Empire ; un archichancelier d'État, un architrésorier, un connétable (« le prince » Louis Bonaparte), un grand-amiral. A côté de ces grandes charges politiques et militaires reparaissaient des charges de cour à la façon de l'ancien régime : un grand-aumônier, un grand-chambellan, un grand-veneur (directeur des chasses impériales), un grand-écuyer, un grand-maître des cérémonies, un grand-maréchal du palais. Une seule création sérieuse figurait à côté de ces personnages de théâtre : c'étaient

les seize maréchaux d'Empire, qui renouvelaient les anciens maréchaux de France et qui formaient autour de l'empereur une nouvelle aristocratie militaire. Presque tout ce qui restait des grands généraux de la République prit place dans ce groupe éclatant, dont la gloire servait à couvrir le ridicule de tout le reste.

Quant aux fameuses institutions qui devaient, suivant les paroles de Napoléon, assurer « le triomphe de l'égalité et de la liberté publique », elles se bornèrent à quelques modifications insignifiantes dans la réglementation des corps de l'État et à la formation, dans le Sénat, de deux commissions chargées de veiller à la liberté individuelle et à la liberté de la presse. Comme correctif à cette seconde attribution, il était entendu que les journaux restaient sous l'autorité de la police et que le Sénat ne pouvait intervenir qu'en faveur des livres, ce qu'il ne fit guère. Quant à la liberté individuelle, on ne faisait que réglementer la faculté qu'avait le Sénat, depuis l'établissement du consulat à vie, de décider si le gouvernement pouvait détenir sans jugement les personnes arrêtées sous accusation de complot contre la sûreté de l'État. En fait, les arrestations arbitraires de l'ancien régime (lettres de cachet) étaient pleinement rétablies : Napoléon célébrait la prise de la Bastille, mais il rétablissait sans bruit vingt bastilles pour une. Le Sénat n'était pas de force à user sérieusement de la prérogative qu'on lui accordait.

Le sénatus-consulte fut présenté au conseil d'État, qui en écouta la lecture dans un profond silence. Les hommes éclairés qui composaient ce corps pressentaient les périls de l'avenir ; ils sentirent leur opposition inutile et se turent. Le sénatus-consulte fut renvoyé au Sénat, qui le vota à l'unanimité moins trois voix : ces trois voix furent, à ce qu'on croit, celles de Grégoire, de Garat et de Lanjuinais (28 floréal — 18 mai).

Les sénateurs coururent à Saint-Cloud, et le ci-devant second consul, devenu archichancelier, Cambacérès, porta la parole ; il avait accepté d'être l'interprète de la résolution qu'il avait tenté d'empêcher. Il se fit pardonner son opposition par l'excès de ses flatteries ; il alla, dans sa harangue, jusqu'à falsifier l'his-

toire toute récente : en présence du vainqueur de Zurich et du vainqueur d'Alkmaër, de Masséna et de Brune, il osa bien affirmer qu'au moment où « la Providence avait inspiré au peuple français de se jeter dans les bras de Napoléon », nos armées étaient vaincues et que Napoléon avait rappelé la victoire sous nos drapeaux.

Lorsque le Sénat proclama Napoléon Bonaparte empereur des Français, les applaudissements, au rapport d'un témoin oculaire, le conseiller d'État Miot, furent « faibles et peu marqués ». Le nouvel empereur répondit, avec cette brièveté solennelle qu'il affectait dans les grandes occasions : « J'accepte le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation. — Je soumets à la sanction du peuple la loi de l'hérédité... Mon esprit ne serait plus avec ma postérité le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation ! »

Il n'y eut point, le soir, dans Paris, d'illuminations ni de démonstrations d'aucune sorte. « On paraissait, dit Miot, ne prendre aucun intérêt à ce qui s'était passé. » L'armée elle-même, contrairement aux bruits qu'on avait fait courir, n'avait été nullement disposée à proclamer l'Empire. Elle était affectionnée au général Bonaparte, à cause de ses grands succès militaires ; mais le vieux titre d'empereur, qu'on empruntait à l'histoire romaine, ne disait rien à son imagination. Ce titre ne devint populaire qu'après les nouvelles victoires de Napoléon.

Le *Moniteur* annonça le rétablissement des titres de « monseigneur » et « d'altesse » pour les princes et les grands dignitaires, et « d'excellence » pour les ministres. La dénomination de « citoyen » fut supprimée et celle de « monsieur » rétablie. L'emblème de la République, la figure d'une femme debout, appuyée sur une pique que surmontait le bonnet de la liberté, disparut. On avait proposé, comme emblème national, le coq, que l'on croyait, à tort, avoir été l'insigne des Gaulois (leur emblème national était le sanglier). L'empereur choisit l'aigle romaine.

La République, depuis quatre ans, n'était plus qu'un vain mot ; le mot disparaît après la chose. L'homme qui dit maintenant, comme autrefois Louis XIV : « L'État, c'est moi ! » et qui

se substitue à la France, va-t-il enfin s'arrêter et lui donner le repos ? A-t-il atteint son but final ? — Non ! Une ambition de cette nature ne peut jamais être assouvie. « Empereur des Français » ne saurait être pour lui un titre définitif. La France même, redevenue la grande Gaule jusqu'au Rhin et aux Alpes, ne lui suffit pas. Toujours tourné vers le passé, ce qu'il veut, c'est ressusciter l'Empire romain, l'Empire d'Occident, et, s'il avait l'Occident, il voudrait l'Orient. Il parle toujours de 89 ; en réalité, il ne veut garder de 89 que l'abolition de ce qui restait naguère du moyen âge et que ce qui peut s'adapter au retour de l'Empire romain.

La paix n'était pas facile à la République française avec les monarchies européennes ; mais elle était possible, si la France se montrait ferme et modérée tout à la fois et renonçait à la propagande armée. Avec l'Empire, la paix est impossible. La nouvelle dynastie va viser à balayer et à remplacer les anciennes, et s'attaquera aux nationalités aussi bien qu'aux familles qui gouvernent les nations ; elle provoquera nécessairement la coalition, non plus seulement des rois, mais des peuples, et attirera sur la France une catastrophe inévitable. Napoléon ne peut que retarder, par les prodiges de son génie militaire, les conséquences de ses égarements politiques.

CHAPITRE VII

L'EMPIRE. — SACRE DE NAPOLÉON. — TROISIÈME COALITION. — CAPITULATION D'ULM. — DÉSASTRE MARITIME DE TRAFALGAR. — VICTOIRE D'AUSTERLITZ. — PAIX DE PRESBOURG AVEC L'AUTRICHE.

(Messidor an XIII-Nivôse an XIV. — Juin 1804-Janvier 1806.)

Au moment où Napoléon fut proclamé empereur, le sentiment qui dominait en France comme à l'étranger était une grande attente et une grande anxiété. Les yeux de l'Europe entière étaient fixés sur le camp de Boulogne ; mais, chez nous, tous les hommes un peu prévoyants regardaient en même temps du côté du continent et craignaient quelque diversion de la part des puissances que la ruine de l'Angleterre eût mises sous les pieds de Napoléon.

Le nouvel empereur y pensait bien aussi et s'arrangeait de manière à faire face d'un côté comme de l'autre. Les dépenses augmentant, il s'occupait d'accroître les ressources, et il rétablit, sous le nom de « droits réunis », les contributions indirectes abolies par la Révolution. Il était à prévoir qu'on en reviendrait à cette sorte d'impôts, la plus commode, sinon la plus équitable, telle qu'on l'a organisée jusqu'ici. Napoléon, cependant, ne rétablit point immédiatement l'impôt sur le sel.

Il était revenu, avec une ardeur nouvelle, au projet de descente, dont les préparatifs n'avaient jamais été interrompus. Il employait, pour renforcer l'expédition, tous les moyens bons et mauvais. Il avait emprunté aux Anglais leur institution tyrannique de la « presse des matelots » et faisait enlever tout ce

qu'il pouvait d'hommes de mer sur nos côtes. Les grands travaux de Boulogne étaient terminés, et la flottille hollandaise, organisée dans l'Escaut, était parvenue, à son tour, avec une faible perte, à déboucher sur Dunkerque et Calais. Napoléon avait modifié et agrandi ses plans : jugeant que la grande flottille de transport, si elle tentait seule l'entreprise, aurait trop de chances contre elle, il avait résolu de faire venir, pour la protéger, nos escadres de vaisseaux de ligne, qui se réuniraient soudainement de façon à gagner pour un moment la supériorité sur les Anglais dans la Manche.

Napoléon confia la direction de cette opération difficile et hardie à un homme qui, parmi nos marins, était peut-être le seul capable d'y réussir : c'était La Touche-Tréville. Il devait partir de Toulon avec dix vaisseaux, feindre de se diriger vers l'Égypte pour tromper Nelson, qui croisait devant Toulon, puis tourner vers le détroit de Gibraltar, entrer dans l'Océan Atlantique, rallier une division navale qui était à Rochefort, et, de là, se porter vers le Pas-de-Calais et joindre la grande flottille. La nombreuse flotte anglaise, qui avait à observer ou à bloquer un grand nombre de points, était fort divisée, et il y avait chance que le coup réussît avant qu'elle eût pu se rassembler.

Napoléon comptait tenter la descente d'août à septembre 1804. Le 14 juillet, il distribua à ses principaux dignitaires civils et militaires les décorations des grades supérieurs de la Légion d'honneur. Ce fut la dernière fois qu'on célébra l'anniversaire de la prise de la Bastille. Cette fête de la Révolution contrastait trop avec le nouvel état de choses pour y pouvoir garder une place.

Napoléon partit pour Boulogne et fit une nouvelle distribution de décorations, qui eut un tout autre caractère que la première. En présence de cent mille hommes rangés en bataille entre les collines et la mer, il donna les croix de chevalier à tous les militaires qui s'étaient distingués par des actions d'éclat. Napoléon avait calculé très-habilement l'effet qu'il voulait obtenir et l'obtint. Cette cérémonie réussit par ce qu'elle avait de démocratique, et l'opinion, dans le peuple comme dans l'armée, vit avec joie que le soldat et l'officier, sans distinction de grade,

portaient sur leur poitrine, pour prix de leur courage, la même marque d'honneur.

Le canon, pendant ce temps, grondait sur la mer. Une nouvelle division de la flottille arrivait du Havre en repoussant l'attaque de la croisière anglaise (28 thermidor an XII, 16 août 1804).

Quelques jours après, Napoléon, inspectant dans un canot la ligne d'embossage de la flottille, assista de très près à un vif engagement entre nos canonnières et un détachement de la croisière anglaise, qui fut maltraité et obligé à la retraite.

L'Angleterre, qui s'était d'abord raillée de la flottille, éprouvait une inquiétude croissante. L'opinion publique obligea le roi Georges III à rappeler Pitt à la tête du ministère. Les ministres pacifiques n'avaient pas su maintenir la paix : il était naturel qu'on retournât à l'homme qui personnifiait la guerre. Pitt débuta par se faire donner 60 millions de fonds secrets pour remuer l'Europe et acheter des amis à l'Angleterre.

Napoléon, sur ces entrefaites, reçut à Boulogne une bien mauvaise nouvelle. La Touche-Tréville était mort le 20 août. C'était encore une victime de la fatale expédition de Saint-Domingue. Il n'avait jamais pu se remettre de la maladie qu'il y avait contractée. C'était une perte irréparable. Il fallut ajourner de nouveau la descente. Le marin le plus éminent qui nous restât, Bruix, était nécessaire à la flottille dont il avait été l'organisateur, et sa santé ruinée ne lui eût point d'ailleurs permis une longue navigation. Napoléon hésita ; puis, sur l'avis du ministre de la marine Decrès, il remplaça La Touche-Tréville par Villeneuve. La conduite de Villeneuve à Aboukir ne le recommandait pas, et le choix n'était pas heureux.

Napoléon modifia encore une fois le plan des opérations maritimes en le rendant plus long et plus compliqué ; puis il quitta Boulogne pour se transporter dans les provinces du Rhin. Suspendant encore une fois ses coups contre l'Angleterre, il allait exercer son influence sur l'Allemagne. L'Autriche ayant fait attendre la reconnaissance qu'elle avait promise du nouvel Empire français, il l'avait rudement menacée. Il reçut, à Aix-la-Chapelle, la reconnaissance officielle de l'Autriche.

François II, comme il avait été convenu entre Napoléon et lui, venait, le 10 août, de se déclarer empereur héréditaire d'Autriche.

Napoléon, à Aix-la-Chapelle, ancienne résidence de Charlemagne, se posa en successeur de ce grand empereur des Francs. Le souvenir de Charlemagne était le seul qu'il admît après celui des empereurs romains. Toute l'histoire de France depuis Charlemagne était pour lui comme si elle n'existait pas. Il voulait qu'on n'en parlât plus.

Les ministres des princes allemands avaient afflué autour de lui à Aix-la-Chapelle : les princes de l'Allemagne occidentale et méridionale accoururent en personne le saluer à Mayence, comme s'il eût été leur suzerain, et il commença de leur suggérer de former un groupe d'Etats indépendants tout à la fois de l'Autriche et de la Prusse. La cour de Prusse en eut avis et en fut alarmée et blessée. Napoléon commit un acte matériellement et brutalement offensant pour la Prusse comme pour l'Allemagne : il fit enlever par des gendarmes français le chargé d'affaires d'Angleterre dans la ville libre et neutre de Hambourg.

La Prusse réclama vivement. Napoléon relâcha cet agent. Ce n'était pas la peine de violer ainsi de nouveau le droit des gens par un pur caprice.

Napoléon revint à Paris pour y continuer avec plus d'éclat ce rôle de Charlemagne qu'il affectionnait tant. Il avait été décidé, dans son conseil privé, avant la proclamation de l'Empire, qu'il serait sacré et couronné. C'était une conséquence du Concordat. Il voulut être sacré par le pape, mais à Paris, pour dépasser Charlemagne. Jamais empereur n'avait été sacré hors de Rome.

C'était une chose énorme pour le Saint-Père que de consentir à une telle nouveauté. Il y eut beaucoup d'hésitations et de résistances chez les cardinaux et chez le pape. La mort du duc d'Enghien, qui avait terrifié Pie VII, contribuait fort à augmenter ses répugnances.

On agit à la fois sur lui par la peur et par l'espérance. On lui fit sentir que, s'il se brouillait avec le tout-puissant empereur, l'Empire pourrait, aussi aisément qu'avait fait la République,

mettre la main sur Rome. D'autre part, sans lui rien promettre de positif, on flatta son désir d'obtenir des concessions sur les articles organiques, qu'il avait vu avec tant de regrets ajouter au Concordat, et sur la restitution des anciennes provinces romaines (Légations). L'agent ecclésiastique de Napoléon, l'évêque Bernier, infatigable dans l'intrigue, s'entremit cette fois encore. Moitié trompé, moitié se trompant lui-même, sur ce qu'il trouverait à Paris, Pie VII se décida, ou plutôt se résigna.

Il fut bien reçu des populations à son entrée en France : la dévotion chez les uns, la curiosité chez les autres, attiraient partout la foule sur son passage : c'était un événement rare et singulier que la présence d'un pape,et la physionomie vénérable et sympathique de Pie VII fut pour beaucoup dans cette bonne réception.

Pour éviter les questions d'étiquette, l'empereur rencontra, comme par hasard, le pape sur la grande route, dans la forêt de Fontainebleau, puis l'emmena au château dans sa voiture. Comme par hasard aussi, il prit la droite, c'est-à-dire la place d'honneur, sur son hôte, trait caractéristique de cet orgueil aussi intraitable dans les petites choses que dans les grandes.

Les questions d'étiquette, sur lesquelles Napoléon était résolu de ne faire aucune concession au pape, occasionnèrent une scène fort extraordinaire dans la famille impériale. Il s'agissait du rang que tiendraient l'impératrice et les sœurs de l'empereur dans la cérémonie. L'une des sœurs de Napoléon, Pauline, veuve du général Leclerc et remariée au prince romain Borghèse, montra de telles prétentions que l'impératrice Joséphine, ordinairement douce et facile, s'emporta et laissa éclater contre Pauline des soupçons pareils à ceux qui avaient porté sur sa fille Hortense. Napoléon, à son tour, entra en fureur et déclara qu'il allait divorcer avec Joséphine. Les enfants de Joséphine, Hortense et son frère Eugène, jeune homme brave et intelligent, qui avait suivi Napoléon dans toutes ses campagnes, soutinrent leur mère. Joséphine passa de la colère aux larmes; Napoléon se calma, se retourna du côté de Joséphine et de ses

enfants, et décida que Joséphine serait sacrée et couronnée avec lui.

La cérémonie eut lieu à Notre-Dame, le 2 décembre, avec une magnificence théâtrale. David, l'ami de Marat et de Robespierre, devenu le peintre de l'empereur, avait arrangé cette fête de l'Empire, comme autrefois celles de la République, et dessiné les costumes, dont le goût ne lui faisait pas honneur : c'était un amalgame bizarre des Césars, de Charlemagne et d'Henri IV. Napoléon et Joséphine avaient un étrange aspect avec leurs grands manteaux dont la queue était portée par les princes et princesses de la famille impériale. Les « princesses-sœurs », ainsi sacrifiées à l'impératrice, étaient furieuses. L'assistance, à ce que raconte l'archevêque de Malines, M. de Pradt, avait grand'peine à tenir son sérieux.

On eût compris qu'il y avait plutôt de quoi pleurer que de quoi rire, si l'on eût réfléchi à la façon dont tout cela devait finir.

Le pape comptait que tout se passerait selon l'antique cérémonial. Après avoir oint d'huile consacrée le front et les mains de l'empereur, puis béni l'épée qu'il lui ceignit, il voulut le couronner. Mais Napoléon saisit vivement la couronne dans les mains de Pie VII et la plaça lui-même sur sa tête. Le pape fut fort blessé de cette dérogation aux anciens usages. On ne l'en avait pas prévenu.

Napoléon n'entendait pas qu'on pût dire qu'il avait reçu de l'Église la couronne impériale. C'était fort bien ! mais, alors, il ne convenait pas de faire venir le pape de Rome pour lui demander une simple bénédiction et le traiter en chapelain de l'empereur. Le pape se plaignit, et, pour éviter ses protestations, le *Moniteur* ne raconta pas les détails de la cérémonie.

Un autre incident déplut également au Saint-Père ; mais, sur ce point, il avait été averti. Le serment que prêta Napoléon ne fut pas du tout la reproduction du vieux serment du Sacre, tel que le prêtaient les rois de France. Loin de jurer, comme faisaient les rois, d'exterminer les hérésies, l'empereur jura de maintenir la liberté des cultes en même temps que l'égalité des droits, que la liberté politique et civile, que l'irrévocabilité

de la vente des biens nationaux. C'était le seul écho de la Révolution dans cette cérémonie surannée, et il y avait là une étrange dissonance avec tout le reste.

Le pape et ses représentants, durant les négociations, avaient fait d'inutiles efforts pour obtenir la suppression de cette clause. « Un catholique, avait écrit le cardinal Consalvi, ne doit pas prêter ce serment, et un pape ne saurait l'autoriser par sa présence. Il est de l'essence de la religion catholique d'être intolérante. » Le pape, cependant, avait dû se contenter d'une distinction alléguée par les négociateurs français entre la liberté qu'on accordait de fait aux cultes dissidents et l'approbation qu'on n'accordait pas aux « dogmes hérétiques ».

Vu de près, le Sacre n'avait été qu'une scène d'opéra d'un goût douteux. A distance et pour la foule, il produisit l'effet d'imagination que Napoléon avait cherché. C'était quelque chose d'extraordinaire dont on parlerait longtemps.

Trois jours après (14 frimaire-5 décembre), une autre cérémonie plus en rapport avec les réalités du temps eut lieu au Champ de Mars. Ce fut la distribution des aigles à des détachements de tous nos régiments. Napoléon siégeait sur un trône élevé en avant de l'École militaire. Un jeune homme s'avança vers les degrés du trône et s'écria d'une voix forte : « Point d'empereur ! la liberté ou la mort ! » Il fut arrêté : on n'a jamais su son nom.

Le pape resta trois ou quatre mois à Paris, assez inutilement pour lui. Toutes ses espérances s'évanouirent. Il n'obtint ni l'abandon des articles organiques, qui enlevaient l'Église gallicane à la domination ultramontaine, ni la restitution des actes de l'état civil au clergé, ni les anciennes provinces romaines des Légations. On ne lui accordait guère que la suppression du calendrier républicain, que Napoléon eût toujours fini par abolir. Le calendrier de la science disparut, et celui de la tradition fut restauré avant la fin de la quatorzième année de l'ère républicaine, c'est-à-dire à partir du 1[er] janvier 1806. Pie VII était reparti au mois de mars 1805, mécontent, aigri et désabusé.

Napoléon, au contraire, était satisfait. Il avait tiré de la pa-

pauté ce qu'il voulait, sans lui rien donner en échange, et il s'apprêtait à poursuivre dans les pays qui dépendaient de la France les conséquences de l'établissement de l'Empire. L'exposé de la situation de l'Empire fut présenté sous les plus brillantes couleurs aux corps de l'État, à l'ouverture de la session de l'an XIII (27 décembre 1804). Tout en déclarant qu'aucun État ne serait désormais incorporé dans l'Empire, on annonçait que les républiques italienne et batave (hollandaise) réclamaient, comme la France, une organisation « définitive » ; c'est-à-dire que Napoléon ne tarderait pas à changer encore une fois leurs constitutions.

Dans la revue que ce document faisait des puissances de l'Europe, il était dit que l'empereur de Russie avait besoin de l'amitié de la France ; que, « placé loin d'elle, il ne pouvait ni l'atteindre ni troubler son repos ».

C'était là une sorte de défi très-inutile et très-impolitique vis-à-vis d'un grand État avec lequel les rapports diplomatiques étaient alors interrompus, mais pouvaient se renouer à l'avantage commun.

Napoléon, décidé à établir la monarchie de nom comme de fait en Italie, avait projeté, par un reste de ménagement pour l'Autriche, de donner la couronne à son frère Joseph, au lieu de la prendre pour lui-même. Joseph refusa, non par modestie, mais par ambition. Quoique étant l'aîné de Napoléon, il rêvait aux chances de devenir son successeur, et ne voulait pas renoncer à cette éventualité.

Napoléon, alors, s'adjugea à lui-même la couronne d'Italie par un décret, de peur que les colléges électoraux italiens ne s'y prêtassent point comme ils s'étaient prêtés à la constitution précédente. La création du royaume d'Italie fut proclamée en séance impériale, devant le Sénat, le 18 mars 1805. Napoléon promit de transmettre cette couronne à l'un de ses héritiers, le jour où la paix de la Méditerranée serait assurée.

Il partit au mois d'avril pour l'Italie, où il était assuré de ne pas rencontrer de résistance, et où il voulait agir sur les populations par sa présence.

Il avait ajourné de nouveau la descente en Angleterre. Après

avoir un moment rêvé d'expédier une flotte avec une armée dans l'Inde, il s'était arrêté au projet d'envoyer nos escadres se réunir dans les mers d'Amérique, aux Antilles, pour revenir de là dans la Manche. Elles devaient être grossies des forces navales espagnoles. Les Anglais, gênés par la neutralité de l'Espagne, qui ne profitait qu'à la France, avaient pris l'offensive contre ce pays, et, par une violation du droit des gens qui leur était trop ordinaire, ils avaient enlevé, sans déclaration de guerre, des galions qui rapportaient en Espagne d'énormes valeurs en or du Mexique.

La flotte espagnole était en si mauvais état que son concours ne nous fortifiait guère, et un nouveau malheur ne tarda pas à frapper notre marine. L'amiral Bruix, qui avait usé le reste de ses forces à organiser la grande flottille, mourut d'épuisement.

Napoléon agitait trop fortement l'Europe pour que les grands États restassent longtemps dans l'inertie. Le roi de Prusse était incertain, ses ministres et sa cour, divisés ; l'Autriche avait été si rudement frappée par la guerre, qu'elle hésitait fort à s'engager dans de nouveaux périls ; mais le jeune tsar de Russie, qui se sentait le moins exposé par l'éloignement et par les conditions particulières de son vaste empire, était le plus désireux d'agir et de s'attribuer à son tour un grand rôle dans le monde. Il ne rêvait pas les conquêtes, mais l'influence d'une haute médiation et la gloire de pacificateur de l'Europe.

Quoique porté au pouvoir d'une façon sinistre par le crime d'autrui, c'était une âme bienveillante et humaine, mélange de qualités et de défauts contradictoires ; Alexandre était à la fois romanesque et dissimulé, capable de désintéressement et d'ambition, voluptueux et enclin à des sentiments religieux poussés jusqu'au mysticisme : il avait plus d'ardeur que de persévérance dans le bien, et de fâcheux retours en arrière. Élevé par un républicain suisse, le colonel La Harpe, il avait gardé quelque chose des idées de son maître, regrettait comme une injustice et un malheur le partage de la Pologne, et ne haïssait pas, ainsi que son aïeul Catherine, la France de 89. Entouré de jeunes conseillers à l'esprit hardi et à l'imagination vive, et dont le plus éminent était alors le Polonais Adam Czartoryski,

il conçut avec eux le plan grandiose d'une confédération européenne qui imposerait la paix aux deux puissants rivaux, la France et l'Angleterre. L'idée première en était vraiment équitable. Ce projet laissait à la France tout ce qu'elle pouvait raisonnablement souhaiter, la frontière du Rhin et des Alpes, en restituant à la Hollande et à la Suisse leur indépendance. La France eût rendu le Piémont; l'Autriche eût rendu la Vénétie, et l'Italie confédérée eût été indépendante. L'Angleterre eût restitué Malte et les colonies qu'elle avait prises aux alliés de la France, et un nouveau droit maritime eût fait cesser sa tyrannie sur les mers.

Si ce plan, que ni Napoléon, ni l'Angleterre, ni l'Autriche, n'étaient disposés à accepter, si ce plan était un rêve, il faisait honneur à ceux qui l'avaient conçu. Que de maux sa réalisation eût épargnés au monde!

Alexandre, dans le cas où l'Angleterre accepterait et où Napoléon refuserait, projetait de se mettre à la tête d'une coalition contre la France; mais, lors même que la France serait vaincue, il n'entendait pas pousser la victoire à outrance contre elle; il admettait qu'on lui reprît la Belgique et la Savoie, mais en lui laissant une frontière de bonne défense du côté où elle est le plus exposée, à savoir : de Luxembourg à Mayence. On réunirait la Belgique à la Hollande et la Savoie à la Suisse. Les petits États allemands seraient constitués en une confédération indépendante de l'Autriche et de la Prusse. On donnerait l'Égypte à la France et la région du Bas-Danube (la Roumanie) à l'Autriche. C'était là du désintéressement au point de vue de la Russie, qui se serait fermé cette route de Constantinople si désirée de la grande Catherine; mais, par compensation, on reconstituerait la Pologne, avec des institutions particulières, pour l'associer à la Russie sous le sceptre du tsar.

Alexandre envoya l'un de ses jeunes amis, Novosiltzoff, communiquer ses projets au premier ministre d'Angleterre.

Il y avait un abîme entre cette utopie d'équité universelle, d'intérêt général des nations, et l'égoïsme national de William Pitt, qui ne connaissait au monde d'autre intérêt que l'intérêt anglais, d'autre droit que le droit de l'Angleterre. Pitt, cepen-

dant, affecta de prendre au sérieux le vaste plan de l'empereur de Russie et d'entrer dans ses vues; mais il remontra si bien l'impossibilité, « quant à présent », de faire accepter de tels arrangements à l'Autriche et à la Prusse, que l'envoyé russe admit l'ajournement de cette partie du projet et consentit à ce que l'on commençât par proposer à Napoléon les conditions concernant la France. C'était tout ce que voulait Pitt. Il savait bien que Napoléon n'accepterait pas, fût-il plus modéré qu'il n'était. Napoléon ne pouvait accepter de rendre l'Italie à elle-même, si l'Autriche ne quittait en même temps Venise.

Pitt proposa, si l'on réussissait dans une coalition contre la France, un règlement de frontières tout opposé à celui qu'avait projeté Alexandre : c'était de donner à la Prusse les provinces de la rive gauche du Rhin, de façon à la mettre en contact et en lutte perpétuelle avec la France. C'était le plan qui devait être réalisé en 1815, pour le malheur de l'Europe.

Pitt ne s'engagea sur rien, engagea la Russie à peu près sur tout, et la fit glisser de l'équitable arbitrage rêvé par Alexandre dans une simple coalition contre la France.

La diplomatie russe seconda désormais l'Angleterre. Le roi de Prusse résista cependant aux efforts qu'on fit pour l'entraîner au delà de son traité défensif de mai 1804 avec la Russie. Quant à l'Autriche, elle avait signé, le 6 novembre 1804, avec la Russie une convention secrète analogue à celle de la Prusse et n'osait pas non plus encore la dépasser. Elle avait toutefois commencé d'armer depuis que Napoléon avait pris le titre de roi d'Italie.

Le point principal semblait gagné pour Pitt. La base de la coalition était posée par une convention entre la Russie et l'Angleterre. Le but énoncé était de faire évacuer aux Français le Hanovre et le nord de l'Allemagne, la Hollande, la Suisse et l'Italie entière, afin d'établir en Europe un ordre de choses qui donnât des garanties à tous les États contre les envahissements de la France (11 avril 1805).

Il fut convenu que, si la Prusse refusait définitivement d'entrer dans la coalition, les Russes l'envahiraient. Le conseiller polonais d'Alexandre, Czartoryski, poussait passionnément à

rompre avec la Prusse : dans le dernier partage de la Pologne, le roi de Prusse s'était attribué Varsovie et tout le pays à l'ouest de la Vistule; le prince Czartoryski espérait arracher aux Prussiens Varsovie et le reste, pour y établir Alexandre comme roi de Pologne.

Alexandre, néanmoins, s'efforçait encore de s'arrêter sur la pente de la guerre. Il prenait encore au sérieux ce qui n'était pour Pitt qu'une manœuvre, les propositions à faire à Napoléon. Il résolut d'envoyer à Paris ce même Novosiltzoff que Pitt avait si bien joué à Londres. Il n'était plus question du grand projet de réorganisation européenne; mais, moyennant l'évacuation de l'Allemagne du Nord, de la Hollande, de la Suisse et du territoire napolitain, Novosiltzoff était autorisé à offrir de laisser le Piémont à la France, en donnant le royaume de la Haute-Italie à un membre de la famille Bonaparte. C'était revenir, contrairement à la politique de Pitt, à une offre tout à fait acceptable, pourvu qu'on y ajoutât l'évacuation de Malte par les Anglais. Alexandre l'entendait ainsi ; mais l'Angleterre n'avait pas consenti. Il était bien difficile et périlleux pour elle de refuser. Si elle refusait et que Napoléon acceptât, Alexandre pouvait encore changer de parti, et la coalition se retourner plus sérieusement qu'au temps de Paul Ier.

Les rapports étant interrompus entre la France et la Russie, des passe-ports furent demandés, par l'intermédiaire de la Prusse, pour M. de Novosiltzoff.

Napoléon était loin de toute idée de transaction et de toute politique pratique et raisonnable. Il ne songeait qu'à prendre l'Italie entière et à commencer la création de royaumes vassaux du nouvel Empire. Il avait été bien reçu en Italie, où il séduisit l'imagination populaire, comme il savait si bien le faire, par des fêtes pompeuses, par de grandes revues, par des travaux publics habilement conçus et d'utiles mesures administratives. Il se fit sacrer, le 26 mai 1805, dans la cathédrale de Milan, par l'archevêque de cette ville et se mit sur la tête la « couronne de fer » des anciens rois lombards, qui est gardée dans le monastère de Monza.

Ce fut à Milan qu'il eut avis de l'envoi de M. de Novosiltzoff.

Il répondit qu'il recevrait l'envoyé d'Alexandre à son retour à Paris au mois de juillet. L'approche d'une négociation aussi importante eût dû lui inspirer quelque circonspection. Il n'en fut rien. La cour de Naples s'étant avisée de protester contre le titre de roi d'Italie, qui semblait annoncer des prétentions sur toute la Péninsule, Napoléon éclata publiquement en menaces contre la reine Caroline et déclara qu'il la chasserait de Naples. Il fit quelque chose de plus grave : en violation de la promesse récente qu'il avait faite à la France et à l'Europe, il annexa un nouvel État à son Empire, la république ligurienne. Il y eut un simulacre de vote universel à Gênes et dans la Ligurie, après que le sénat génois eut voté la réunion (4 juin). Napoléon, de plus, donna la petite république de Lucques à une de ses sœurs, Élisa (princesse Baciocchi), à titre de principauté.

C'était provoquer à plaisir la coalition. L'annexion de Gênes eut les plus graves conséquences. En ce moment même, l'Angleterre refusait au tsar l'évacuation de Malte. Le cabinet russe délibérait dans la plus grande anxiété; la coalition allait se dissoudre quand arrivèrent les nouvelles de Gênes. On se dit, autour du tsar, qu'on ne pouvait plus traiter avec un gouvernement qui commettait chaque jour de nouvelles usurpations. Novosiltzoff fut rappelé; le traité avec l'Angleterre fut ratifié; l'Autriche se décida à y accéder, et le plan de la prochaine campagne fut arrêté entre les puissances alliées.

Ce qui rend la conduite de Napoléon incompréhensible, c'est qu'au moment où il provoquait ainsi la coalition sur le continent, il revenait plus passionnément que jamais au projet de descente en Angleterre. Après avoir parcouru la Haute-Italie en grand apparat, il la quitta tout à coup incognito, laissant la vice-royauté d'Italie au fils de sa femme, Eugène Beauharnais, qu'il traitait maintenant en fils adoptif et faisait nommer Eugène Napoléon.

Il revint rapidement en France dans la première quinzaine de juillet. Il était à Boulogne le 15 thermidor an XIII (3 août). Peu de temps auparavant (29 messidor — 18 juillet), la flottille hollandaise avait doublé le cap Gris-Nez et gagné Boulogne, après avoir soutenu sans désavantage le feu d'une forte escadre

anglaise. Toutes les forces destinées à tenter le passage étaient maintenant réunies à Boulogne et dans les trois petits ports voisins, Ambleteuse, Wimereux, Étaples.

Napoléon attendait, avec une impatience fébrile, l'arrivée de la flotte qui devait protéger la flottille.

Après bien des variations, il s'était arrêté pour la réunion des escadres à un plan qui eût été habile, quoique compliqué, s'il eût disposé d'une marine bien organisée, bien outillée et bien commandée. Mais, si la grande flottille était tout ce qu'elle pouvait être, il n'en était pas de même de nos escadres de ligne ; il eût fallu des années pour les remettre au niveau des flottes anglaises. Tout s'était fait avec précipitation. Les matériaux étaient mauvais, les matelots, sans expérience ; les chefs manquaient de confiance. L'amiral Villeneuve, qui remplaçait La Touche-Tréville, était un marin instruit et brave de sa personne, mais indécis et troublé devant les grandes responsabilités. Sa faiblesse à Aboukir eût dû le faire écarter à tout prix du commandement. Sorti une première fois de Toulon le 8 janvier 1805, puis rentré après une bourrasque, il était reparti le 30 mars, avait trompé Nelson en lui faisant croire qu'il se dirigeait vers l'Égypte, puis avait côtoyé l'Espagne, rallié six vaisseaux espagnols à ses douze vaisseaux français et s'était de là porté vers les Antilles. L'amiral Missiessy l'y avait devancé avec cinq vaisseaux partis de Rochefort et y avait fait beaucoup de mal aux Anglais. L'amiral Ganteaume devait y joindre Villeneuve et Missiessy avec vingt et un vaisseaux partis de Brest, s'il réussissait à appareiller malgré l'escadre anglaise qui croisait devant ce port.

La réunion ne put s'opérer. Missiessy, ne comptant plus sur l'arrivée de Villeneuve, était reparti pour Rochefort, et le calme prolongé de la mer avait empêché Ganteaume de quitter Brest. Napoléon avait alors expédié à Villeneuve l'ordre de revenir en Europe, de débloquer le port espagnol du Ferrol (Galice), où se trouvait une escadre franco-espagnole, puis de rallier Missiessy à Rochefort et d'aller débloquer Brest pour s'y joindre à Ganteaume. De là, cette grande masse réunie arriverait sur Boulogne.

Cela pouvait réussir, à condition que les Anglais n'eussent pas deviné notre plan et ne nous prévinssent pas.

Les Anglais commençaient à se douter de nos projets. Nelson, une première fois trompé par Villeneuve, avait couru trop tard après lui aux Antilles. Par une seconde erreur, il retourna des Antilles sur Cadix, croyant que Villeneuve reviendrait de ce côté ; mais un petit bâtiment qu'il envoya porter de ses nouvelles en Angleterre rencontra, chemin faisant, l'escadre de Villeneuve qui faisait voile vers le Ferrol. L'amirauté anglaise, ainsi avertie, expédia une escadre au-devant de Villeneuve.

Un combat eut lieu, le 22 juillet, entre Villeneuve et cette escadre commandée par l'amiral Calder, à peu de distance de la côte de Galice. Nous perdîmes deux vaisseaux espagnols ; mais les Anglais ne purent empêcher Villeneuve de gagner le Ferrol et d'y rallier plusieurs vaisseaux français et espagnols. En laissant là les plus mauvais marcheurs parmi ces navires, Villeneuve avait sous la main vingt-neuf vaisseaux de ligne à conduire à Brest. Il pouvait encore se renforcer d'une division de cinq vaisseaux français qui n'était pas loin. Il y avait de grands périls à courir : Villeneuve savait Nelson revenu dans l'Atlantique et craignait d'avoir affaire à trois escadres anglaises réunies, celles de Nelson, de Calder et de Cornwallis, qui bloquait Brest. Toutefois, en supposant qu'il fût assailli et accablé par une grande flotte ennemie, sans que Ganteaume, avec l'escadre de Brest, lui portât secours, Villeneuve, en se sacrifiant, dégageait Ganteaume, qui n'aurait plus rien devant lui, gagnerait Boulogne et couvrirait la descente.

Napoléon était dans une anxiété croissante à Boulogne, mais ne perdait pas son temps. Tout était prêt et plus que prêt pour la descente. Il prépara tout pour le cas où la descente manquerait et où il aurait à porter sur l'Autriche ses coups détournés de l'Angleterre.

Les vigies postées sur les hauteurs de Boulogne regardaient en vain à l'horizon de la mer. La flotte ne parut pas. Villeneuve, abattu, découragé, perdant de vue l'ensemble des opérations pour ne songer qu'au salut de sa flotte, tourna, non sur Brest, mais sur Cadix.

Napoléon, au moment où il commençait à perdre l'espoir d'opérer la descente, écrivit ceci à son ministre des affaires étrangères, Talleyrand : « — Si mes amiraux ne se décident pas, ou ne se réunissent pas, je lève mes camps de l'Océan, j'entre avec deux cent mille hommes en Allemagne, et je ne m'arrête pas que je n'aie touché barre à Vienne, ôté à l'Autriche Venise et tout ce qu'elle garde encore de l'Italie, et chassé les Bourbons de Naples. Je ne laisserai pas les Autrichiens et les Russes se réunir ; je les frapperai avant leur jonction. » (23 août.)

C'était, en quelques lignes, résumer à l'avance toute sa campagne des trois derniers mois de 1805. Cet homme, que nous venons de voir si déraisonnable, si violemment chimérique dans sa politique, presque ridicule dans la résurrection d'une étiquette surannée et dans les scènes d'opéra du sacre, maintenant qu'il s'agit de l'action militaire, se relève de toute la grandeur de son génie. Il avait deviné le plan de campagne de ses ennemis sur le continent. 12,000 Russes, renforcés de quelques milliers d'Albanais, devaient partir des îles Ioniennes, que la Russie occupait depuis qu'elles nous avaient été enlevées; ce corps devait débarquer sur les côtes napolitaines et, secondé par 6,000 Anglais venus de Malte, soulever le royaume de Naples contre les troupes françaises qui occupaient le golfe de Tarente. Tandis que les Russes, les Anglais et les Napolitains chasseraient les Français de la Basse-Italie, 100,000 Autrichiens les attaqueraient en Lombardie, et une seconde armée autrichienne de 80,000 hommes envahirait la Bavière, dont les coalisés se défiaient, et s'emparerait des défilés de la Forêt-Noire ; elle serait soutenue par une première armée russe de 50,000 à 60,000 hommes, qui, à ce qu'espéraient les coalisés, la joindrait avant que Napoléon pût franchir le Rhin. Un autre armée russe de 70,000 hommes, ayant derrière elle des réserves, s'avancerait sur les frontières de la Pologne prussienne et l'envahirait, si la Prusse ne se joignait pas à la coalition ; une armée russe, anglaise, suédoise, de plus de 40,000 hommes, rassemblée dans la partie de la Poméranie qui alors appartenait encore à la Suède, marcherait sur le Hanovre pour en expulser les Français, et, de là, sur la Hollande ; l'Angle-

terre coopérerait de plus par des subsides considérables.

Ce plan était mauvais. Les coalisés éparpillaient leurs grandes forces au lieu de les concentrer, et l'Autriche portait sa principale armée et son meilleur général, l'archiduc Charles, là où n'était pas le sort de la guerre, en Italie.

Napoléon pourvut à tout. Il renforça le corps du golfe de Tarente, que commandait le général Gouvion-Saint-Cyr, avec ordre de se jeter sur Naples au premier signal. Il donna au jeune vice-roi d'Italie, Eugène Beauharnais, pour directeur militaire le maréchal Masséna, et lui enjoignit de se porter avec toutes nos forces de la Haute-Italie sur Vérone et l'Adige. Deux généraux tels que Masséna et Saint-Cyr étaient capables de disputer victorieusement le terrain à des ennemis très supérieurs en nombre.

Napoléon s'inquiéta peu de l'armée que la coalition formait en Poméranie et de celle qui allait menacer la Prusse. Il espérait que ces forces seraient arrêtées par la Prusse, à laquelle il offrait de nouveau le Hanovre, et que la Russie hésiterait à prendre l'offensive contre le roi de Prusse. En tout cas, il comptait, avant qu'il y eût rien de grave de ce côté, en avoir fini ailleurs. Le point décisif, comme l'indiquait l'expérience de nos grandes guerres, était la vallée du Danube. C'est là qu'il résolut de marcher en personne avec la grande armée française.

La marche concentrique de tous les corps de la Grande armée fut admirablement combinée. Le corps qui occupait le Hanovre, sous le maréchal Bernadotte, et le corps de Hollande, sous le général Marmont, eurent ordre de s'avancer au centre de l'Allemagne, et de se joindre à Würtzbourg, sur le Mein, vers le 20 septembre. Les masses militaires réunies à Boulogne et aux environs tournèrent le dos à l'Océan dans les derniers jours d'août, en laissant un gros corps d'infanterie et d'artillerie à la garde de la flottille, et furent dirigées vers le Rhin.

Elles devaient s'y trouver en ligne, de Mayence à Strasbourg, du 21 au 24 septembre, et, laissant sur leur droite la région difficile de la Forêt-Noire, se porter vers le Danube par les bassins du Mein et du Neckar ; Napoléon espérait arriver au

cœur de l'Allemagne à temps pour prévenir l'invasion de la Bavière par les Autrichiens. Il s'était assuré, par des engagements secrets, l'alliance de la Bavière, et, quoique avec un peu plus de peine, celle du Würtemberg, de Bade et de la Hesse-Darmstadt. Il espérait donc ne rencontrer aucun obstacle sur sa route jusqu'à l'entrée des États héréditaires de l'Autriche. C'eût été, pour ainsi dire, toute une campagne de gagnée avant la campagne. Napoléon, afin de tromper les Autrichiens, fit courir le bruit qu'il n'envoyait sur le Rhin que 30,000 hommes, tandis qu'il marchait avec 150,000.

Il passa par Paris, dans les premiers jours de septembre, pour y arrêter, avec ses ministres et ses conseillers, les mesures que réclamait la situation. Les finances s'embarrassaient ; on était à découvert de 80 millions ; on y pourvut avec des expédients, en cessant les versements à la caisse d'amortissement, en s'arriérant avec les fournisseurs, et en payant ceux-ci avec des biens nationaux repris au Sénat et à la Légion d'honneur, qui les avaient reçus en dotation. Tout cela ébranlait la confiance. Les espèces métalliques manquaient. Le commerce était en détresse. L'empereur fut froidement accueilli à Paris. Un grand et prompt succès lui devenait indispensable.

Il y comptait. « Avant quinze jours, disait-il, j'aurai battu les Russes, les Autrichiens et les joueurs à la baisse ! »

Il arrêta des dispositions qui lui mettaient en main toutes les forces de la France. Il appela sous les drapeaux tout ce qui restait des contingents de l'an IX à l'an XIII. Il devança la levée de l'an XIV, et, le Corps législatif n'étant pas réuni, il se fit autoriser par le Sénat à opérer cette levée contraire à la Constitution de l'Empire (23 septembre). Il fit une chose bien plus opposée à ses habitudes et à ses tendances ; il revint, dans cette grande crise, à l'une des institutions principales de 89, tombée en désuétude : il ordonna la réorganisation de la garde nationale dans les départements du Nord et de l'Ouest, en s'attribuant, il est vrai, la nomination des officiers.

Avec le reste des contingents et les conscrits de l'année, il se fit une réserve de 150,000 hommes, qu'il répartit entre

Boulogne, Mayence et Strasbourg. Les gardes nationales devaient servir à la défense des côtes.

Napoléon arriva le 26 septembre à Strasbourg. Il y fut informé que l'armée autrichienne avait passé l'Inn le 7 septembre et occupé Ulm le 18. L'électeur de Bavière, avec sa petite armée de 25,000 hommes, s'était retiré sur Würtzbourg afin d'y attendre le secours des Français.

La police de Napoléon était aussi active en Allemagne qu'en France ; des généraux déguisés avaient reconnu tout le pays où notre armée allait opérer, et Napoléon connaissait aussi bien l'état de l'armée autrichienne que le cabinet de Vienne lui-même. Quand il sut que les Autrichiens avaient traversé la Bavière pour aller l'attendre à Ulm, au débouché des montagnes de Souabe, il jugea qu'il les tenait. L'armée autrichienne s'élevait à peine à 80,000 hommes, sous les ordres de ce général Mack qui avait été autrefois le chef d'état-major de Cobourg et que Championnet avait si rudement battu à Rome et à Naples. Napoléon disposait de plus de 200,000 hommes ; car les deux corps français mandés du Hanovre et de la Hollande venaient de joindre les Bavarois à Würtzbourg, sur le Mein, et formaient avec eux une armée d'au moins 60,000 hommes, prête à donner la main à la Grande armée arrivée en trois semaines des côtes de la Manche sur le Rhin.

Cette armée était la mieux organisée, la plus belle et la plus solide du monde. Les jeunes soldats, exercés depuis deux ans dans les camps et mêlés dans les cadres aux vieux combattants de la Révolution, étaient devenus dignes de leurs aînés par la résolution, la discipline, la confiance en eux-mêmes et dans leur général ; car l'empereur restait toujours pour l'armée le général Bonaparte. Il suffit de deux mots pour caractériser cette armée : elle n'avait ni malades ni traînards. Tout y était valeur effective. Napoléon venait de lui donner une organisation nouvelle que le général Hoche avait le premier conçue et commencé à réaliser : chaque corps d'armée (il y en avait sept, sans la garde impériale, au moment où l'on entra en Allemagne) n'avait que ce qui lui était indispensable en cavalerie légère et en artillerie ; toute la cavalerie de réserve et de ligne, cuirassiers

et dragons, était réunie sous le commandement de Murat, en une masse formidable de 22,000 chevaux, soutenue par une nombreuse artillerie légère, et Napoléon la gardait sous sa main pour les chocs décisifs.

Le général autrichien ne comprit rien à l'immense péril qui le menaçait. Quoiqu'il n'ignorât pas qu'une force considérable était déjà au loin sur sa droite à Würtzbourg, il ne se crut pas sérieusement menacé en flanc ni en arrière, et s'imagina que la Grande armée allait s'enfoncer, pour venir droit à lui, dans les défilés de la Forêt-Noire.

Napoléon l'entretint dans cette erreur en engageant des détachements dans la Forêt-Noire, pendant que le gros de l'armée franchissait le Rhin plus au nord, côtoyait les montagnes de la Souabe sans y entrer et allait déboucher à Donauwerth sur le Danube, en arrière d'Ulm et de l'armée autrichienne. Le passage du Danube fut forcé à Donauwerth, le 7 octobre, par le corps du maréchal Soult. Le 8, ce corps alla occuper Augsbourg : le 12, le corps de Bernadotte et le corps bavarois, qui avaient passé le Danube à Ingolstadt, entrèrent à Munich et réinstallèrent l'électeur de Bavière dans sa capitale. Les maréchaux Bernadotte et Davout, établis au cœur de la Bavière, barrèrent la route aux Russes dont les Autrichiens attendaient le secours. Napoléon marcha en personne contre Mack.

Le général autrichien ne comprit son danger que lorsque la masse de l'armée française était déjà entre lui et l'Autriche. Mack ne pouvait plus reprendre la route de Vienne ni même celle du Tyrol ; les Français la coupaient déjà. Il songea un moment à s'échapper par la rive nord du Danube et par la route qui mène en Bohême. Il eût pu y réussir, le gros de l'armée française ayant passé au sud du fleuve ; mais il se laissa arrêter, à Hasslach près d'Ulm, par quelques milliers de Français que commandait le général Dupont, qui commençait avec éclat une carrière destinée à aboutir bien malheureusement. Une poignée de braves tint tête à toute l'armée autrichienne (11 octobre).

Mack ne renouvela pas ses efforts et ne bougea plus, espérant être secouru par les Russes. Il ne sut pas même concentrer tout

ce qu'il avait de monde à Ulm, ce qui était sa seule et bien faible chance. Il envoya deux gros détachements pour tâcher de rétablir les communications avec le Tyrol. Un de ces corps fut cerné et pris ; l'autre, obligé de s'enfuir dans le Tyrol. Le maréchal Ney enleva, le 14 octobre, le pont et le couvent fortifié d'Elchingen, qui était comme l'avant-poste d'Ulm. Le principal corps autrichien fut entièrement refoulé et cerné dans cette ville.

La discorde était dans cette malheureuse armée. Les lieutenants de Mack lui reprochaient son aveuglement et son obstination à rester dans Ulm. Un des frères de l'empereur d'Autriche, l'archiduc Ferdinand, sortit d'Ulm dans la nuit du 14 au 15 octobre, malgré le général en chef, avec un gros corps de cavalerie et quelque infanterie, et prit la route de Bohême. L'événement prouva que la retraite n'était plus possible ; ce corps, malgré la rapidité de sa marche, fut atteint, sabré, pris ou dispersé presque entièrement par la cavalerie de Murat.

Dans la journée du 15, Napoléon fit enlever par Ney et Lannes les hauteurs du Michelsberg et du Frauenberg, qui commandent la ville d'Ulm.

Le lendemain, Napoléon fit sommer Mack de se rendre. Il déclara à l'officier qui vint négocier avec lui de la part de Mack que, « s'il prenait la place d'assaut, il serait obligé de faire ce qu'il avait fait à Jaffa, où la garnison fut passée au fil de l'épée. »

Les troupes autrichiennes étaient entièrement démoralisées ; la place, mal fortifiée, n'eût pas résisté à un assaut. Le malheureux Mack capitula le 19 octobre, et, le 20, les débris de l'armée autrichienne défilèrent et mirent bas les armes devant Napoléon, au pied du Michelsberg. Les soldats furent envoyés prisonniers en France : les officiers purent rentrer en Autriche, à condition de ne plus servir pendant la guerre. Il y avait encore là une trentaine de mille hommes. L'armée française avait fait, en moins de quinze jours, près de 60,000 prisonniers, et conquis 200 canons et 80 drapeaux. Ses pertes étaient presque nulles, tant le succès avait été peu disputé.

Le lendemain de la capitulation d'Ulm (29 vendémiaire an XIV

— 21 octobre 1805), Napoléon adressa aux « soldats de la Grande armée » une proclamation où il résumait en termes simples et rapides la campagne de quinze jours qu'il venait de faire avec eux. Les résultats étaient si grands que les paroles n'eussent pu rien ajouter aux faits. L'armée autrichienne était anéantie : il fallait maintenant commencer une seconde campagne contre l'armée russe, et lui faire éprouver le même sort. « A cette nouvelle lutte, disait-il, est attaché plus spécialement l'honneur de l'infanterie. C'est là que va se décider pour la seconde fois la question qui a déjà été décidée en Suisse et en Hollande, si l'infanterie française est la seconde ou la première de l'Europe.... Tout mon soin sera d'obtenir la victoire avec le moins possible d'effusion de votre sang. Mes soldats sont mes enfants. »

L'effet de ce langage, si habile dans sa grandeur, fut immense. L'armée entière reprit sa marche en avant, avec une confiance absolue et raisonnée dans le succès.

Le jour même où Napoléon se félicitait avec ses soldats d'une première victoire, un grand revers maritime compensait tristement notre triomphe sur le continent.

Napoléon, quoique extrêmement irrité contre l'amiral Villeneuve à cause de sa retraite sur Cadix, ne lui avait pas retiré le commandement. Il lui avait expédié l'ordre de ressortir de Cadix en ralliant ce qu'il y avait de vaisseaux espagnols à Carthagène, d'aller porter un renfort à Gouvion Saint-Cyr dans le royaume de Naples, et de revenir de là sur Toulon. Il lui ordonnait d'attaquer les Anglais partout où il les rencontrerait en nombre inférieur (14 septembre). En même temps, prévoyant que Villeneuve ne se déciderait pas à entreprendre cette opération, il fit partir l'amiral Rosily pour le remplacer.

Quand il s'agissait d'un aussi grand but que la descente en Angleterre, on conçoit que Napoléon ait risqué de sacrifier la flotte de Villeneuve pour dégager l'escadre de Brest, qui eût couvert la descente; mais, maintenant, les opérations de la côte napolitaine ne valaient plus qu'on hasardât cette même flotte contre les forces que l'Angleterre avait dû se hâter de renvoyer vers la Méditerranée. Il y avait là, de la part de Napoléon, plus d'irritation que de combinaison sérieuse.

Villeneuve, informé de l'envoi de Rosilly, se décida et sortit de Cadix le 28 vendémiaire (20 octobre), résolu de montrer qu'il n'était pas un lâche, mais convaincu qu'il allait à sa perte. Il avait trente-trois vaisseaux de ligne, tant français qu'espagnols. Les vaisseaux espagnols étaient pour la plupart en très mauvais état, et comme gréement et comme équipage. Ils étaient remplis d'hommes qui n'avaient jamais navigué. Les équipages et le matériel étaient en meilleure condition sur les navires français; toutefois, ils étaient très-inférieurs aux Anglais en habileté manœuvrière et encore plus quant au service de l'artillerie. Nous étions bien déchus sous ce rapport depuis la guerre d'Amérique ; les artilleurs anglais tiraient trois coups pour un. Quant aux grandes manœuvres de flotte contre flotte, les amiraux anglais, surtout Nelson, avaient acquis sur mer la même supériorité qu'avaient sur terre Napoléon et les principaux généraux français.

Ce fut précisément Nelson que Villeneuve rencontra devant lui, avec vingt-sept vaisseaux supérieurement organisés et commandés, parmi lesquels sept trois-ponts de première force. Villeneuve déploya péniblement toute sa flotte sur une longue ligne, sans garder de réserve. Nelson forma deux colonnes, afin de couper notre ligne sur deux points et d'en accabler une partie avant que le reste pût venir au secours. Lui et son principal lieutenant Collingwood prirent la tête des deux colonnes et se jetèrent au milieu des Français et des Espagnols, en avant de tout le reste des vaisseaux anglais.

Tandis que Collingwood assaillait notre arrière-garde, Nelson, avec son vaisseau-amiral le *Victory*, perçait notre centre, canonnait d'abord le vaisseau-amiral de Villeneuve, le *Bucentaure*, puis s'attaquait bord à bord, dans une sorte de duel, au vaisseau français le *Redoutable*, commandé par un très vaillant officier, le capitaine Lucas. En combattant de si près, Nelson perdait l'avantage de la supériorité de son artillerie. Les Français, des hunes et des haubans du *Redoutable*, balayaient son pont par une grêle de grenades et de balles. Tout à coup on vit Nelson chanceler et s'affaisser sur lui-même. Une balle lui avait traversé le corps et brisé l'épine dorsale. « C'est fait de moi ! dit-il, les Français ont enfin réussi ! »

Il faillit avoir la douleur de voir, de ses yeux mourants, son vaisseau-amiral au pouvoir des Français. Le capitaine Lucas et son équipage allaient s'élancer à l'abordage du *Victory*, quand le vaisseau anglais le *Téméraire*, venant au secours du *Victory*, lâcha sur le navire français une effroyable bordée de mitraille. Un troisième vaisseau anglais se joignit au *Victory* et au *Téméraire*. Le *Redoutable*, écrasé par le nombre, ne se rendit qu'après avoir eu presque tout son équipage mort ou blessé.

Nelson était frappé à mort; mais sa pensée vivait et triomphait. Ses deux colonnes d'attaque avaient coupé et enveloppé une partie de la ligne franco-espagnole, et, avec un nombre de vaisseaux moindre que celui de leurs adversaires, les Anglais s'étaient trouvés supérieurs en forces sur les points où se décidait la journée, pendant qu'un tiers de la flotte franco-espagnole, toute l'avant-garde, ne prenait point part au combat.

Presque tous nos vaisseaux engagés se défendirent avec un courage désespéré : les Anglais l'emportèrent par la vivacité de mouvements avec laquelle ils s'entre-secouraient et par la supériorité de leur feu. Le malheureux amiral Villeneuve, accablé par plusieurs navires anglais, après avoir lutté pendant quatre heures, se rendit, quand son navire ne fut plus qu'une carcasse mutilée et couverte de morts et de mourants. Le contre-amiral Magon, après des efforts héroïques, fut tué à bord de son vaisseau l'*Algésiras*. Plusieurs autres de nos navires, le *Fougueux*, le *Pluton*, s'illustrèrent par leur magnifique défense. Le *Pluton*, commandé par le brave Breton Cosmao, fut le seul de ces valeureux navires qui parvint à échapper à l'ennemi. Il aida à se dégager l'amiral espagnol Gravina, qui fut blessé mortellement à la fin du combat. Le vaisseau français l'*Achille*, envahi par les flammes, se laissa sauter plutôt que de se rendre.

Vers les cinq heures du soir, dix-sept vaisseaux français et espagnols étaient entre les mains de l'ennemi. Nelson vécut assez pour savoir que la journée était gagnée à l'Angleterre. Les dernières pensées de cet homme étrange se partagèrent entre la joie de la victoire, le retour aux sentiments que lui avait inspirés son père, un pieux pasteur anglican, et le souvenir de la

femme funeste qui avait souillé sa vie longtemps pure et qui l'obsédait jusqu'à la mort.

On nomma cette terrible journée la bataille de Trafalgar, du nom du cap le plus voisin.

Onze vaisseaux français et espagnols regagnèrent Cadix. Quatre vaisseaux français s'échappèrent du côté du détroit de Gibraltar.

Les Anglais ne gardèrent pas les trophées de leur sanglant triomphe. La tempête, durant la nuit, succéda à la bataille. Un furieux ouragan obligea les vaisseaux anglais d'abandonner les navires captifs qu'ils traînaient à la remorque. Notre vaisseau-amiral, le *Bucentaure*, sur lequel ne se trouvait plus Villeneuve, et l'*Algésiras*, qui emportait le cadavre du brave contre-amiral Magon, firent prisonnières les petites garnisons anglaises qu'on leur avait imposées et arrivèrent comme ils purent jusqu'à Cadix. Le *Bucentaure* se brisa sur un écueil à l'entrée de la rade. Les restes de son équipage se sauvèrent à bord d'un des vaisseaux qui n'avaient pas été pris, l'*Indomptable*. Un moment après, l'*Indomptable*, à son tour, fut jeté et fracassé par la tempête sur le même rocher, et les deux équipages furent engloutis ! Trois autres des vaisseaux pris par les Anglais avaient péri aussi dans cette nuit lugubre.

Le lendemain, le capitaine du *Pluton*, Cosmao, voyant au loin les Anglais battus par les vents avec le reste de leurs prises, saisit le commandement des débris de notre flotte, appareilla audacieusement avec cinq vaisseaux et cinq frégates, et recouvra deux des vaisseaux espagnols captifs. Le successeur de Nelson, l'amiral Collingwood, brûla ou coula presque tout ce qui lui restait de prises.

Le public ignora longtemps en France les circonstances de cette grande catastrophe, et tant de braves gens, inutilement sacrifiés, n'eurent pas même l'éloge funèbre que méritait leur mort héroïque. Napoléon, blessé dans son orgueil par la mauvaise nouvelle qu'il reçut au milieu de sa marche triomphale en Autriche, imposa le silence aux journaux sur les détails de cette fatale journée. On en parla vaguement comme d'un combat imprudent où nous avions plus souffert de la tempête que de l'ennemi.

Le malheureux Villeneuve, relâché sur parole par les Anglais, rentra en France au printemps de 1806, afin de venir présenter sa justification à l'empereur. Une lettre du ministère de la marine lui fit comprendre qu'il était condamné d'avance. Il se frappa de six coups de couteau. Napoléon eût pu le blâmer et le révoquer lors de sa retraite sur Cadix ; mais, quant au désastre de Trafalgar, Napoléon n'avait à s'en prendre qu'à lui-même ; Villeneuve avait fait là tout ce que peut faire un brave homme : il mourait innocent.

Napoléon employa, du reste, pour étouffer le retentissement de Trafalgar, un moyen plus glorieux que d'accabler sous une réprobation injuste les survivants de cette journée. Ce fut de poursuivre, avec un éclat toujours croissant, sa victorieuse campagne d'Autriche.

Un nuage s'élevait en ce moment du côté de la Prusse. Le roi Frédéric-Guillaume, personnellement assez favorable à la France, mais tiraillé dans le sens opposé par sa femme, la belle reine Louise, et par sa cour, avait longtemps cherché à maintenir sa neutralité ; un incident fit pencher la balance du côté de la coalition. Napoléon, dans la marche concentrique des Français vers le Danube, avait fait passer le corps de Bernadotte par le margraviat d'Anspach, territoire que la Prusse possédait au sud du Mein. Cette violation de la neutralité prussienne, fort maladroite dans un tel moment, fut présentée au roi comme un affront que son honneur lui prescrivait de relever. L'empereur de Russie en profita fort vivement et fort habilement. Il accourut en personne à Berlin, et secondé par la reine, par la cour, par l'état-major, il entraîna le roi. Il se passa entre eux une scène théâtrale au tombeau du grand Frédéric, dans l'église de Potsdam; Alexandre jura et fit jurer à Frédéric-Guillaume une éternelle amitié sur le cercueil du grand roi.

Frédéric-Guillaume accorda le passage aux Russes par la Silésie, comme compensation du passage des Français par Anspach. Il promit d'occuper militairement le Hanovre, évacué par les Français à l'exception de la place de Hameln. Alexandre lui avait fait espérer qu'on amènerait l'Angleterre à lui céder ce

Hanovre tant souhaité. Pitt n'eût pas mieux demandé ; mais le roi Georges III tenait trop à cet héritage de sa famille ; l'Angleterre, à la place du Hanovre, offrit la Hollande au roi de Prusse !

Ceci montre le cas que faisaient Pitt et ses collègues des droits internationaux. Napoléon et le gouvernement anglais n'avaient là-dessus rien à se reprocher de part et d'autre.

Le roi de Prusse ne se livrait pourtant pas sans hésitation et sans réserve ; la nouvelle de la capitulation d'Ulm l'avait fort troublé. Il voulut, avant de s'engager dans la coalition, proposer sa médiation à l'empereur des Français ; mais on obtint de lui qu'il demanderait la frontière du Mincio pour l'Autriche et une indemnité pour le roi de Sardaigne en compensation du Piémont. Il était bien évident que Napoléon ne consentirait pas. Le roi de Prusse réclama un mois de délai, après qu'il aurait proposé la médiation, pour agir militairement, si Napoléon refusait. Il ne pouvait d'ailleurs être prêt plus tôt.

La convention entre Alexandre et Frédéric-Guillaume, signée le 3 novembre, était tenue secrète ; mais Napoléon était officiellement avisé de l'entrée des Russes en Silésie et se doutait bien du reste. Il en accéléra d'autant plus vivement ses opérations. Il comptait en avoir fini avec les Russes avant que les Prussiens pussent entrer en ligne.

Les nouvelles d'Italie étaient bonnes et lui permettaient de se porter rapidement en avant. Masséna avait pris l'offensive, quoiqu'il eût affaire à une armée très supérieure en nombre et à un grand général. Il avait attaqué, avec 50,000 Français, 80,000 Autrichiens commandés par l'archiduc Charles. L'Adige, depuis le traité de Lunéville, divisait si exactement ce qu'on pouvait nommer l'Italie française et l'Italie autrichienne, que l'ancienne ville vénitienne de Vérone, à travers laquelle coule ce fleuve, appartenait moitié aux Français, moitié aux Autrichiens. Masséna, dans la nuit du 17 au 18 octobre, avait surpris le passage de l'Adige et enlevé la partie autrichienne de Vérone. Il avait ensuite attendu quelques jours, puis, informé de la victoire d'Ulm, il s'était jeté en avant et avait audacieusement assailli l'archiduc Charles dans son camp retranché de Caldiero. C'eût

été de la témérité, si les Autrichiens n'eussent été déjà ébranlés par les événements d'Allemagne. Masséna ne put forcer le camp autrichien ; mais, l'archiduc Charles en étant sorti pour attaquer à son tour les Français, Masséna le repoussa victorieusement en lui faisant essuyer de grandes pertes (30 octobre). La nuit suivante, l'archiduc commença son mouvement de retraite, et, suivi et harcelé par Masséna, il reprit la route des États héréditaires autrichiens pour tâcher d'aller secourir Vienne.

Napoléon s'était remis en mouvement presque immédiatement après la capitulation d'Ulm. Il chargea Ney de chasser du Tyrol 25,000 Autrichiens qui l'occupaient, et, après avoir ainsi assuré ses derrières, il marcha en personne, avec le gros de l'armée, de Munich sur Vienne.

Il n'avait devant lui que le Russe Kutusoff à la tête de soixante et quelques mille hommes; ce général, qui n'avait pu arriver à temps au secours de Mack, était encore moins en état de défendre l'entrée de l'Autriche. Il recula précipitamment de poste en poste devant les forces écrasantes des Français. Notre armée franchit sans obstacle sérieux l'Inn et tous les cours d'eau qui descendent des Alpes vers le Danube. Les Russes, après un combat d'arrière-garde à l'entrée du pays montueux et boisé qui protège à l'ouest les abords de Vienne, n'essayèrent pas de défendre cette capitale et passèrent le Danube à Krems, pour rejoindre en Moravie la seconde armée de leurs compatriotes qu'amenait en personne leur empereur (9 novembre). Une division française de quelques milliers d'hommes, à la tête de laquelle se trouvait le maréchal Mortier, avait passé sur la rive gauche du Danube. Elle attaqua les ennemis sans les compter. Toute l'armée russe l'enveloppa. Mortier lutta intrépidement toute la journée, résolu à mourir plutôt que de se rendre. A la nuit tombante, il fut secouru par cette division Dupont qui avait résisté devant Ulm à toute l'armée de Mack. Les Russes se retirèrent.

Murat était déjà aux portes de Vienne avec sa cavalerie. Napoléon lui ordonna d'enlever le grand pont du Danube, qui est en dehors des faubourgs de Vienne. Il espérait devancer

Kutusoff en Moravie et l'envelopper comme Mack, avant qu'il eût pu joindre l'empereur Alexandre.

L'empereur d'Autriche avait autorisé sa capitale à recevoir les Français sans résistance. Sept ou huit mille soldats autrichiens, qui avaient évacué la ville, occupaient la rive gauche du Danube et se disposaient à faire sauter le pont à l'approche des Français. Sur le bruit d'un armistice, la vigilance de leurs chefs se relâcha ; Murat et Lannes parlementèrent avec eux, pendant que nos troupes approchaient, sans être découvertes, par les petits ponts et les îles boisées qui précèdent le grand pont. Les Autrichiens reconnurent trop tard qu'ils étaient joués : quand ils voulurent faire sauter le pont, les soldats français étaient déjà sur eux et les désarmaient (13 novembre).

Pendant ce temps, l'armée française entrait à Vienne. On trouva dans l'arsenal deux mille canons et cent mille fusils. Les capitales de tous les grands États du continent européen devaient tour à tour subir l'invasion étrangère dans les guerres gigantesques dont l'Europe a continué à être le théâtre.

Tandis que la Grande armée prenait possession de Vienne, où elle observa la plus exacte discipline, Ney et Augereau pénétraient dans le Tyrol par les défilés les plus abrupts des Alpes, surprenaient, enveloppaient les détachements autrichiens répandus dans ce pays. Deux divisions entières mirent bas les armes.

L'armée autrichienne d'Italie, n'espérant plus secourir Vienne et craignant d'être prise entre Masséna et Napoléon, se dirigeait vers la Hongrie, afin de faire un grand détour pour aller retrouver les Russes en Moravie. Masséna ne suivit pas jusqu'au bout l'archiduc Charles et s'arrêta dans la Carinthie, pour y former l'aile droite de la Grande armée.

Napoléon avait commencé d'opérer sur la rive gauche du Danube. Il s'était assuré, par Masséna et par divers corps postés entre Vienne et la Styrie, contre tout retour offensif de l'archiduc Charles au sud du Danube, et il se hâtait de mettre à profit la surprise du pont de Vienne, pour tâcher d'empêcher au nord de ce fleuve la jonction entre la première et la seconde armée russes. Murat et sa cavalerie, lancés en avant, prévinrent

sur la route de Moravie le général Kutusoff, qui s'était attardé à Krems. Mais, là, Kutusoff prit Murat au même piège où celui-ci avait pris les Autrichiens sur le pont de Vienne. Kutusoff allégua une prétendue négociation engagée pour la paix au quartier général de Napoléon. On convint d'un armistice pendant lequel on s'arrêterait de part et d'autre sur le terrain qu'on occupait.

Napoléon, à cette nouvelle, envoya à Murat de vifs reproches et l'ordre d'attaquer sur-le-champ.

Il était trop tard. Kutusoff, masquant ses mouvements par un cordon de troupes qui restait immobile, avait filé avec le gros de son armée dans la direction de la Moravie. Le prince Bagration, avec une arrière-garde de sept ou huit mille hommes, se sacrifia pour assurer le salut de son général en chef. Ce corps russe égala, par son intrépide défense, l'honneur qu'avaient acquis récemment les corps français de Dupont et de Mortier. Il arrêta, pendant toute une soirée et toute une nuit, les forces bien supérieures de Murat et de Lannes, et ses débris parvinrent à rejoindre Kutusoff (16 novembre).

Les Russes précipitèrent leur retraite jusqu'à Olmütz, et les Français entrèrent sans obstacle, le 19 novembre, dans l'importante place de Brünn, capitale de la Moravie. Napoléon y établit le lendemain son quartier général. Il jugea imprudent de s'écarter davantage de Vienne, devenue sa base d'opération, que l'archiduc Charles eût pu lui enlever. Il soupçonnait d'ailleurs l'alliance secrète de la Prusse avec l'Autriche et la Russie, ce qui le menaçait d'un nouveau péril sur son flanc gauche; n'ayant pu empêcher la réunion des deux armées russes, il visait maintenant à se faire attaquer par elles en Moravie.

L'intérêt de Napoléon étant de combattre au plus tôt, l'intérêt de ses adversaires était par conséquent de gagner du temps et de ne livrer bataille qu'après avoir été rejoints par l'archiduc Charles et par de nouveaux renforts russes en marche, sinon même par les Prussiens. C'était le sentiment du vieux général Kutusoff et celui de l'empereur François II; mais l'empereur Alexandre était entouré de jeunes gens ardents et présomptueux, qui ne rêvaient qu'à la gloire de vaincre le grand vain-

queur, et qui n'écoutaient qu'un seul conseiller, le général d'état-major allemand Weirother, un grand faiseur de plans stratégiques sur le papier, dans le genre du général Mack.

Alexandre se laissa entraîner, et il fut décidé qu'on irait assaillir Napoléon devant Brünn, avec des forces qui ne dépassaient guère en nombre les siennes : quatre-vingt et quelques mille hommes, sur lesquels à peine quinze mille Autrichiens. L'effectif des Russes était fort diminué, et Napoléon, de son côté, obligé d'occuper tant de terrain conquis, n'avait plus au centre des opérations qu'une armée bien réduite.

Napoléon et l'armée française virent avec une joie égale arriver l'ennemi d'Olmütz sur Brünn. Napoléon avait pris une excellente position défensive entre la ville de Brünn et le château d'Austerlitz, qui allait devenir si fameux.

Les deux empereurs de Russie et d'Autriche avaient déjà leur quartier général à Austerlitz, et l'attaque se préparait pour le 2 décembre. Napoléon ne se trouva que le 1er décembre au soir avec des forces suffisantes pour pouvoir passer à volonté de la défensive à l'offensive, et cela, grâce au dévouement et à l'incomparable célérité des troupes françaises. Bernadotte était arrivé dans la journée, avec son corps, de la frontière de Bohême, et la division Friant arriva le soir de Vienne, après avoir fait trente-six lieues en deux jours! Nous eûmes alors soixante-dix à quatre-vingt mille hommes.

Ce même soir, Napoléon annonça à son armée ce qui se passerait le lendemain : — « Soldats, dit-il, l'armée russe se présente devant vous pour venger l'armée autrichienne d'Ulm... ; les positions que nous occupons sont formidables, et, pendant que les bataillons ennemis marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc... La victoire ne saurait hésiter.... Elle finira la campagne, et la paix que je ferai sera digne de mon peuple, de vous et de moi. »

Il avait si bien deviné ce que feraient les ennemis, que l'on prétendit plus tard, sans aucune vraisemblance, que leur plan lui avait été livré. Quant à lui, il prenait toute son armée pour confidente de ce qu'il allait faire.

C'était par de tels procédés qu'il s'attachait si fortement, si

intimement ces hommes intrépides. Cet orgueilleux parvenu, qui s'entourait à Paris d'une étiquette comparable à celle des despotes orientaux, redevenait, sur le champ de bataille, le camarade du soldat.

Il parcourut son camp pendant la nuit pour juger des dispositions des troupes. Les soldats, en le reconnaissant, firent des torches avec la paille de leur bivouac, et une longue traînée de flamme illumina tout le front de notre camp. Un vieux grenadier s'approcha de Napoléon : « Je te promets, lui dit-il, que nous t'amènerons demain les drapeaux et les canons de l'armée russe pour fêter l'anniversaire de ton couronnement. »

« L'esprit républicain, dit avec raison le plus récent historien de Napoléon (M. Lanfrey), subsistait encore dans les rangs inférieurs de l'armée, et les soldats voyaient moins un maître en Napoléon qu'un ancien égal dans lequel, même en le couronnant, ils croyaient seulement personnifier leur propre grandeur. »

Le but des coalisés était de couper les Français d'avec la route de Vienne. Napoléon avait pris position entre les routes de Vienne et d'Olmütz, en appuyant sa gauche à des hauteurs et en couvrant son front d'un ruisseau qui aboutissait à des étangs. S'il eût occupé en avant du ruisseau le plateau de Pratzen et déployé sa droite jusqu'aux étangs, il eût été impossible à l'ennemi de le tourner du côté de la route de Vienne. Il n'occupa point le plateau et ne plaça qu'un faible détachement du côté des étangs.

Un général prudent, qui eût vu un homme tel que Napoléon commettre une faute si apparente, eût pressenti un piège et l'eût évité. Les coalisés se hâtèrent de s'y jeter. Ils commencèrent avant le jour un mouvement tournant pour aller déboucher vers les étangs en arrière de notre droite, c'est-à-dire que, par la plus téméraire des manœuvres, ils défilèrent en prêtant le flanc à leur adversaire.

Tout se passa comme Napoléon l'avait prévu et préparé. L'aigle gauche des Austro-Russes refoula d'abord la poignée de soldats français qui occupait les villages voisins des étangs. Le corps du général Friant, qui avait pris à peine quelques heures



de repos après son incroyable marche de trente-six lieues en deux jours, accourut à l'aide. Les villages de Telnitz et de Sokolnitz furent plusieurs fois pris et repris. Dix mille Français, dirigés par Davout, défendirent héroïquement, toute la matinée, les bords du ruisseau de Goldsbach contre plus de trente mille ennemis.

Pendant que les coalisés assaillaient ainsi l'extrémité de notre droite, Napoléon opérait contre leur centre l'attaque décisive qui devait couper en deux leur armée. Il lançait le corps du maréchal Soult à l'assaut du plateau de Pratzen et soutenait Soult en personne avec ses réserves et sa garde. Les corps ennemis qui se trouvaient sur le plateau avec les deux empereurs de Russie et d'Autriche en furent culbutés et chassés vers Austerlitz.

La garde impériale russe arriva à l'aide. Elle fut renversée à son tour par la garde impériale française. L'aile droite ennemie ne put porter assistance au centre : son infanterie fut battue par Lannes, et la grande masse de la cavalerie ennemie, portée de ce côté en plaine, fut rompue et rejetée en déroute sur Austerlitz par les cuirassiers de Murat.

Napoléon acheva la journée en prenant en queue avec son centre victorieux cette aile gauche ennemie qui eût fini par écraser le petit corps de Davout et de Friant, si on ne l'eût secouru à temps. Il y eut sur ce point une effroyable déroute. Une partie des troupes russes voulut s'enfuir par les étangs glacés. Les boulets français rompirent la glace, et plusieurs milliers de ces malheureux furent engloutis. Un générai russe, Doktoroff, à force de courage et de présence d'esprit, parvint à se retirer avec peu de monde par une étroite chaussée entre les étangs: le reste périt, se débanda ou fut pris.

Le triomphe était complet et décisif : l'ennemi avait perdu une trentaine de mille hommes, 133 canons, une multitude de drapeaux, un bagage immense. Les coalisés étaient hors de combat.

Ils se résignèrent. Dès le soir, l'empereur d'Autriche envoya demander à Napoléon un armistice et une entrevue. Napoléon le reçut le surlendemain aux avant-postes. Une telle dé-

marche annonçait assez que l'héritier humilié de tant de puissants empereurs se remettait à la discrétion du nouveau César. Napoléon lui accorda un armistice pour lui et pour Alexandre, à condition que les Russes évacueraient sur-le-champ les États autrichiens et que l'Autriche enverrait à Brünn des négociateurs chargés de signer une paix séparée avec la France.

« Tandis que la guerre de la première coalition, dit M. Thiers dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, avait duré cinq ans, celle de la seconde coalition, deux, la guerre que venait de susciter la troisième avait duré trois mois, tant était devenue irrésistible la puissance de la France révolutionnaire, concentrée dans une seule main, et tant cette main était habile et prompte à frapper ceux qu'elle voulait atteindre. »

La tête qui dirigeait cette main était incomparable pour la guerre; mais l'œuvre de la guerre était accomplie. C'était maintenant le tour de la politique. Qu'allait faire Napoléon de sa victoire?

La première opération fut habile : ce fut d'obliger l'Autriche, la Russie et la Prusse à traiter séparément. Le négociateur chargé de venir proposer la médiation de la Prusse, Haugwitz, était arrivé au camp français trois jours avant Austerlitz; Napoléon l'avait envoyé à Vienne, en ajournant sa réponse. Il chargea son ministre des affaires étrangères Talleyrand de négocier à Brünn avec les Autrichiens, alla retrouver l'envoyé prussien à Vienne, lui fit comprendre, en affectant un grand courroux, qu'il connaissait les engagements secrets du roi de Prusse avec l'Autriche et la Russie; puis, quand il l'eut bien ébranlé et intimidé, il lui offrit de nouveau le Hanovre pour la Prusse moyennant une alliance offensive et défensive. Il fallait choisir entre une belle province acquise sans coup férir ou la guerre avec le vainqueur d'Austerlitz. Haugwitz choisit le Hanovre, assuré que son roi n'oserait le désavouer.

Le traité avec la Prusse fut signé le 15 décembre, au château de Schœnbrünn, près de Vienne, le Versailles de la maison d'Autriche.

L'affaire réglée avec la Prusse, restait la grande question de l'Autriche. Au point où l'Autriche était réduite, il n'y avait à

choisir qu'entre deux partis : ou l'écraser définitivement, ou la traiter assez généreusement pour qu'une alliance avec elle fût enfin possible.

Cette dernière pensée était celle de Talleyrand. Avant la capitulation d'Ulm, il avait proposé à Napoléon un plan destiné à nous attacher l'Autriche en la séparant de la Russie et de l'Angleterre. C'était de renoncer à la couronne d'Italie, en ôtant à l'Autriche la Vénétie et les domaines autrichiens de Souabe, et de lui donner comme compensation la Valachie et la Moldavie, qu'on enlèverait à la suzeraineté du sultan. L'Autriche se fût étendue ainsi jusqu'à la mer Noire et eût barré aux Russes le chemin de Constantinople. Même après Austerlitz, Talleyrand persistait à conseiller de donner à l'Autriche les provinces du bas Danube (Valachie et Moldavie).

En se plaçant au point de vue de Napoléon, habitué à disposer des populations sans les consulter, le projet de Talleyrand était bon, mais incomplet. Au point où en étaient les choses, il fallait que les succès extraordinaires de la France aboutissent, non pas à des extensions arbitraires, ou à des arrangements partiels, mais à la fondation d'un système durable d'alliances, embrassant l'ensemble de l'Europe.

L'ordre international de l'Europe avait été détruit par le partage de la Pologne : il fallait rétablir cet ordre dans des conditions nouvelles. Si l'on adoptait le système de l'alliance autrichienne contre la Russie et l'Angleterre, il était nécessaire d'aller plus loin que ne le proposait Talleyrand. Il fallait rétablir la Pologne sous la royauté d'un archiduc autrichien. C'était la lutte de la France et de l'Autriche contre la Russie, l'Angleterre et la Prusse. L'entreprise eût été certainement hardie ; mais on peut croire qu'elle n'était pas au-dessus des forces qu'avait alors la France, accrues de celles des populations guerrières de l'empire autrichien.

Si l'on ne voulait pas de l'alliance autrichienne, ou si l'on n'y croyait pas, il y avait un autre système, celui de l'alliance russe : dans ce cas, c'est à l'empereur de Russie qu'on eût dû offrir la Pologne reconstituée sous la royauté d'Alexandre, selon le plan du prince Czartoryski. La Prusse serrée entre la

France et la Russie, et restant au rang de puissance secondaire, eût dû se contenter de dédommagements dans l'Allemagne du Nord pour ce qu'elle eût perdu en Pologne. L'Autriche était annihilée et l'Angleterre isolée.

Il y avait sans doute aussi des difficultés dans ce second plan ; il y en avait dans les idées et les passions contraires en Russie à la résurrection de la Pologne sous une forme quelconque, ainsi que dans le désir des Polonais de recouvrer leur entière indépendance. Toute grande combinaison était difficile ; mais il y avait quelque chose de bien pire que les difficultés d'un plan d'alliance, quel qu'il fût. C'était de n'avoir aucun plan et d'aller toujours devant soi jusqu'à ce qu'on eût lassé la fortune.

Nous n'avons posé d'autre alternative qu'entre l'alliance autrichienne et l'alliance russe ; car cette alliance prussienne que Napoléon venait d'acheter au prix du Hanovre n'avait point de solidité et ne pouvait servir de base à un système sérieux, comme le montrait Talleyrand.

Napoléon rejeta bien loin les avis de Talleyrand, et ce ministre intelligent et sceptique se fit l'instrument passif d'une politique qu'il désapprouvait. Il s'employa, d'abord à Brünn, puis à Presbourg, où la négociation fut transférée, à imposer à l'Autriche les dures exigences d'un vainqueur sans merci.

L'Autriche dut céder, non pas seulement la Vénétie et les domaines autrichiens de Souabe, mais le Frioul autrichien, la Dalmatie, les bouches du Cattaro, c'est-à-dire, sauf Trieste et l'Istrie, où elle nous concédait des routes militaires, tout ce qu'elle possédait sur la mer Adriatique et qui devait être réuni au royaume d'Italie. Elle céda le Tyrol, cette pépinière de soldats qu'une affection héréditaire attachait à la maison impériale.

L'empereur d'Autriche dut renoncer aux droits féodaux qui lui restaient, comme empereur d'Allemagne, sur les États de l'Allemagne du Sud.

L'Autriche perdait quatre millions de sujets sur vingt-quatre qu'elle avait alors, avec toutes ses positions des hautes Alpes et presque toutes celles de la mer.

Elle payait une contribution de 70 millions destinée à consti-

tuer des dotations pour les chefs et les soldats de la Grande armée et pour les veuves et les enfants des officiers et soldats morts dans la campagne. Cette contribution fut la base de ce qu'on nomma le Trésor de l'armée, constitué à part comme sa propriété collective.

Le traité fut signé à Presbourg le 6 nivôse an XIV (26 décembre 1805). Ce fut la dernière des grandes dates de l'ère républicaine. Le 1er janvier 1806, le vieux calendrier grégorien remplaça le calendrier républicain.

L'Autriche était humiliée et mutilée, sans être suffisamment accablée pour perdre l'espoir de se relever et de se venger. « Mes enfants, dit l'archiduc Charles à ses soldats en les congédiant, reposez-vous jusqu'à ce que nous recommencions ! »

Napoléon avait, peu de jours auparavant (10, 12 et 20 décembre), signé trois traités d'alliance avec les électeurs de Bavière, de Würtemberg et de Bade. Il avait conféré le titre de roi aux électeurs de Bavière et de Würtemberg et imposé à l'Autriche de reconnaître ces royautés nouvelles. Il donna le Tyrol au nouveau roi de Bavière et partagea les domaines autrichiens de Souabe entre la Bavière, le Würtemberg et Bade. Sous le nom d'alliés, c'étaient bien des vassaux qu'il entendait s'assurer dans ces princes de l'Allemagne du Sud, et il crut se les attacher indissolublement en les obligeant à unir par des mariages leurs familles à la sienne. Le roi de Bavière dut rompre l'union projetée entre sa fille et l'héritier de Bade pour marier cette jeune princesse au fils adoptif de Napoléon, au jeune vice-roi d'Italie, Eugène Beauharnais. Le roi de Würtemberg dut donner sa fille à Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de Napoléon. L'héritier de Bade fut marié à une personne de la famille Beauharnais.

Napoléon quitta Vienne, après avoir envoyé à Masséna et à Gouvion-Saint-Cyr l'ordre de marcher sur Naples et de chasser de ce royaume la reine Caroline d'Autriche, qui avait entraîné son mari à recommencer la guerre contre la France. Les Anglais et les Russes, conformément au plan de campagne des coalisés, étaient arrivés par mer à Naples; mais ils se rembarquèrent bien vite, et la téméraire entreprise de la cour de Naples n'eut

pour résultat que la rapide conquête des provinces napolitaines par les Français et la fuite du roi et de la reine en Sicile.

Napoléon rentra dans Paris le 26 janvier 1806. Il s'était fait précéder par 120 drapeaux russes et autrichiens, portés en grande pompe à Notre-Dame, au Sénat, au Tribunat et à l'Hôtel de Ville. Il fut reçu avec enthousiasme. De si prodigieuses victoires exaltaient les imaginations jusqu'au délire. L'Empire devenait populaire. Le Tribunat proposa et le Sénat ordonna l'érection d'un monument triomphal à « Napoléon le Grand ». Ce monument fut la fameuse Colonne, imitée des colonnes Trajane et Antonine de Rome et fondue avec le bronze des canons ennemis.

CHAPITRE VIII

GUERRE AVEC LA PRUSSE ET LA RUSSIE. BATAILLE D'IÉNA. BATAILLE D'EYLAU. BATAILLE DE FRIEDLAND. TRAITÉ DE TILSIT.

(Janvier 1806-Juillet 1807.)

L'année 1808 s'était ouverte pour le nouvel Empire dans une splendeur inouïe. La France éblouie, enivrée, espérait se reposer enfin des gigantesques efforts qu'on avait exigés d'elle pour conquérir cette grandeur sans exemple.

L'exposé de la situation de l'Empire, présenté, le 5 mars 1806, au Corps législatif, annonça que l'empereur ne projetait plus de conquêtes :

« Il a épuisé la gloire militaire ; il n'ambitionne plus ces lauriers sanglants qu'on l'a forcé de cueillir ; perfectionner l'administration, en faire pour son peuple la source d'une prospérité toujours croissante, et, de ses actes, l'exemple et la leçon d'une morale pure et élevée ; mériter les bénédictions de la génération présente et celles des générations futures, telle est la gloire qu'il ambitionne. »

C'étaient là de bien belles promesses ; mais ce langage de législateur moraliste et de pacificateur des nations contrastait singulièrement avec les idées qu'exprimait vers le même temps Napoléon sur le caractère des fêtes à donner dans Paris pour célébrer le retour de l'armée victorieuse. Il imaginait de renouveler les combats de bêtes féroces des anciens amphithéâtres romains ! L'armée n'étant pas revenue à Paris, parce qu'elle eut bientôt à faire une nouvelle guerre, Napoléon ne réalisa pas cet emprunt aux pires usages de l'antiquité ; mais il em-

prunta au moyen âge une institution et des titres surannés; il constitua, en Italie, pour ses grands dignitaires et ses maréchaux, des principautés et des duchés, qui ne leur donnèrent point, à la vérité, de droits féodaux, mais bien de riches dotations aux dépens des villes et des pays dont ils portaient le titre. Ce nouveau genre d'exactions n'était pas fait pour nous affectionner les Italiens.

A l'intérieur, Napoléon rétablit dans les finances l'ordre qui était fort compromis avant la campagne d'Autriche. La victoire avait fait disparaître les embarras de l'an passé. L'arriéré fut liquidé, en partie par de bonnes opérations, en partie par l'expropriation violente d'une compagnie de grands fournisseurs qui avaient rendu des services, mais qui avaient compromis le Trésor dans des opérations hasardeuses et irrégulières.

Napoléon, soit en paix, soit en guerre, persistait à ne pas vouloir d'emprunt. La rente, dans les moments les plus prospères, n'avait pas dépassé 60, et les emprunts eussent coûté trop cher. Il fallait à Napoléon, en temps de guerre, 820 millions par an, les frais de perception compris (cela vaudrait à peu près le double aujourd'hui). Pour se les assurer, il augmenta les contributions indirectes, institua sur les boissons le droit d'inventaire chez les producteurs et le droit d'exercice chez les débitants. Il rétablit l'impôt du sel, dans des conditions régulières, il est vrai, et qui ne reproduisaient pas les affreux abus de l'ancienne gabelle.

L'aggravation des impôts fut un peu atténuée par l'abolition des péages qu'on avait rétablis sur les routes et qui étaient fort gênants et fort impopulaires.

Napoléon fit entreprendre de grands travaux, partie de faste et d'apparat, partie de véritable utilité publique. A la Colonne de la Grande armée, récemment décrétée, il ajouta le petit mais élégant arc de triomphe du Carrousel, et il arrêta le projet d'un arc colossal qui terminerait, vers le couchant, une rue de deux lieues de long; cette rue s'appellerait la rue Impériale et aboutirait, au levant, à l'ancienne place du Trône. La rue n'a jamais été exécutée; mais l'arc de l'Étoile a été repris et achevé sous Louis-Philippe. Napoléon fit faire, aux deux bouts de Paris,

deux ponts dont l'un fut le pont d'Austerlitz; le second devait bientôt recevoir d'une nouvelle victoire le nom de pont d'Iéna.

Napoléon décréta le percement du canal du Rhône au Rhin et du canal de l'Escaut au Rhin, et fit étudier le canal de Nantes à Brest. Il fit construire la belle route de la Corniche sur la côte d'Italie, de Nice à Gênes, et les routes latérales à la Moselle et au Rhin. Dans toutes ces créations, le grand administrateur se montrait au niveau du grand guerrier; mais Napoléon ne se contentait pas de cette double gloire : il entendait administrer souverainement les choses de l'esprit comme celles de la matière.

Nous avons vu, sous le Consulat, comment Napoléon avait réglementé les établissements d'instruction secondaire en dénaturant l'œuvre de la Convention. Il avait organisé les maisons d'éducation et les élèves ; il organisa les professeurs en un grand corps enseignant laïque, destiné à remplacer le clergé enseignant. De même qu'il était bon d'élever en commun les jeunes gens sans distinction d'origine et de culte, il était bon de constituer les professeurs publics en une grande association, mais à condition que le libre esprit de la société moderne animât les maîtres et formât les élèves. Ce n'était pas là ce qu'entendait Napoléon ; il avait caserné les élèves pour en faire, non pas des citoyens, mais exclusivement des apprentis soldats : il entendit faire des maîtres un corps d'officiers civils, instrument, comme tout le reste, de son pouvoir absolu. Tout déviait avec lui ; mais il importe de ne pas confondre l'idée première d'un corps national enseignant avec l'usage qu'il en fit. L'idée est juste, à condition d'introduire un élément de liberté dans le corps enseignant et de laisser la liberté individuelle s'exercer, à côté de ce corps, par l'enseignement privé, dans les limites qu'imposent le respect des lois et la surveillance nécessaire de l'État.

La loi provisoire du 6 mai 1806 aboutit, après quatre ans d'essai, à la loi qui organisa définitivement, en 1810, le corps enseignant sous le nom d'Université impériale.

Par l'enseignement des lycées et des collèges, Napoléon comptait mettre la main sur la jeunesse des classes aisées. Il

ne fit rien pour les écoles primaires; mais il chercha un autre moyen de s'emparer des enfants du peuple. Il continuait d'exploiter le Concordat pour faire de la religion un instrument de gouvernement. Il fit fabriquer par des théologiens à ses gages un catéchisme qu'approuva, contre la volonté de Pie VII, le cardinal-légat du pape en France, Caprara; ce légat était plus à l'empereur qu'au pape. Ce catéchisme énumérait les devoirs de tous les Français envers leur empereur Napoléon. C'étaient l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la défense de l'Empire et de son trône. « Dieu l'a établi notre souverain et l'a rendu son image sur la terre. Honorer et servir notre empereur est donc honorer et servir Dieu lui-même. — Il est devenu l'oint du Seigneur par la consécration qu'il a reçue du souverain pontife..... Ceux qui manqueraient à leurs devoirs envers notre empereur se rendraient dignes de la damnation éternelle. »

Napoléon s'efforçait de ramener le peuple français au delà de Louis XIV. Il ne lui manquait plus que de se faire dieu comme les empereurs romains.

Le catéchisme impérial n'atteignit pas son but : la Révolution était trop près encore! Pour qu'une pareille tentative pût aboutir, il eût fallu de longues années, et l'Empire ne devait pas les avoir. Ce ne fut point par la peur de l'enfer, mais uniquement par la gloire que Napoléon fascina les masses.

Tandis qu'il tâchait de s'enchaîner par son catéchisme le peuple des campagnes, il prétendait agir sur les classes aisées, non pas seulement dans l'avenir, par l'éducation, mais dans le présent, par la littérature et les arts.

Il rêvait d'avoir son grand siècle littéraire et artiste, comme Auguste, comme Léon X, comme Louis XIV, et même dépasser les autres, et cela en dictant aux écrivains, aux peintres, aux poëtes, leurs sujets, leurs plans, en substituant son esprit au leur. Il eût voulu que l'Institut, sous son inspiration, fît officiellement la critique des œuvres littéraires.

Il aboutit à stériliser presque complètement la littérature. Les beaux-arts, qui n'ont pas un besoin aussi direct et aussi absolu de liberté, se soutenaient encore, mais baissaient graduel-

lement : l'élégante et noble architecture de la seconde moitié du XVIII[e] siècle tournait à un faux classique, froid et sec : il en était de même de la peinture. Il y avait quelque chose de gauche et de raide jusque dans les ameublements : il n'y restait plus rien des gracieuses fantaisies du XVIII[e] siècle. Parmi les noms d'artistes nouveaux, un seul peintre luttait contre ces tendances à force de vigueur et d'originalité; c'était Gros. Quant à David et à Prudhon, ils survivaient d'un âge meilleur, et l'école de David exagérait ses défauts sans avoir ses grandes qualités.

C'était bien pis dans la littérature. Les quelques journaux qui subsistaient tremblaient sous la main de la police et n'obtenaient de végéter qu'à force de nullité. Le théâtre subissait une servitude à lui faire regretter amèrement le despotisme plus libéral de Louis XIV. Les livres eux-mêmes étaient soumis à la censure la plus ombrageuse; celle de l'Ancien Régime n'était rien auprès; car, plus d'une fois, au XVIII[e] siècle, les censeurs s'étaient faits les complices des écrivains qu'ils étaient chargés de surveiller; sous l'Empire, tout s'exécutait comme une consigne. Il en résultait que l'histoire, la philosophie, la poésie, tout ce qui est haute littérature et sciences morales, était aplati, étouffé. La nullité de la littérature de l'Empire est restée proverbiale : s'il subsistait quelques grands écrivains dans la langue française, madame de Staël, Châteaubriand, Joseph de Maistre, ils étaient en dehors du monde officiel et ennemis de l'Empire. La suprématie, dans les choses de l'art et de l'intelligence, avait passé de la France victorieuse et toute-puissante à l'Allemagne abaissée et vaincue. C'est au delà du Rhin qu'on trouvait maintenant les philosophes et les poëtes, les successeurs de Voltaire, de Rousseau, de Buffon, en même temps que ces grands musiciens qui sont, dans leur art, les égaux des grands architectes français du moyen âge et des grands peintres italiens de la Renaissance.

Cette grandeur matérielle, cette puissance dominatrice qui faisaient pour un moment oublier à la France sa grandeur intellectuelle d'autrefois, n'avait point d'assiette solide ni de base européenne, Napoléon n'ayant pas constitué de système d'alliance. Celle de la Prusse n'était pas sérieuse, et Napoléon ne

fit rien pour qu'elle le devînt, en supposant que cela fût possible.

La Prusse était à la fois satisfaite de gagner le Hanovre et humiliée de se voir ainsi achetée dédaigneusement et obligée de se retourner contre ses alliés de la veille : elle n'accepta pas franchement le traité signé par son envoyé Haugwitz à Schœnbrünn. Elle ne voulut pas que l'alliance avec la France fût déclarée offensive, et elle demanda, en sus du Hanovre, les villes hanséatiques, Hambourg, Brême et Lubeck, pour calmer ses scrupules en augmentant le prix de sa défection. Ce marchandage était quelque chose de bien honteux et digne d'ailleurs de ce gouvernement qui, naguère, après avoir fait un traité d'alliance avec la Pologne, l'avait, pour ainsi dire, poignardée par derrière.

Napoléon conclut, de cette conduite de la Prusse, qu'il ne pourrait jamais compter sur elle, ce qui était vrai, mais, de plus, qu'il pouvait la traiter sans aucun ménagement, ce qui était impolitique. Il n'insista pas sur l'alliance offensive; mais il ne livra pas les villes hanséatiques, non par respect pour leur indépendance, mais parce que cela ne lui convenait pas au point de vue du commerce, et il imposa à la Prusse de nouvelles obligations. Il la contraignit de fermer aux Anglais les embouchures du Weser et de l'Elbe; il força le roi de Prusse de renvoyer Hardenberg, qui avait été pour l'alliance austro-russe, et de reconnaître la déchéance des Bourbons de Naples et l'établissement d'un Bonaparte sur le trône napolitain. Napoléon se disposait à y installer son frère aîné Joseph.

La Prusse subit ces nouvelles exigences par un traité signé le 15 février 1806. Sa position était empirée : son alliance en devait être d'autant moins sincère. Elle se remit à négocier secrètement avec la Russie.

Elle essaya de pallier auprès du gouvernement anglais son acceptation du Hanovre et de lui persuader qu'elle était bien fâchée d'accepter la dépouille du roi Georges III, mais qu'elle n'avait pu faire autrement. L'Angleterre répondit par une déclaration de guerre, par le blocus des embouchures du Weser et de l'Elbe, et par la saisie des navires prussiens et allemands.

Néanmoins, l'acharnement de la lutte semblait diminuer entre

la France et l'Angleterre, et des négociations ne devaient pas tarder à s'engager.

William Pitt était mort le 23 janvier 1806, à quarante-sept ans, après avoir exercé le pouvoir durant vingt années. Usé par les fatigues et brisé par le terrible coup d'Austerlitz, il mourait vaincu.

Ses successeurs, bien inférieurs à lui, devaient un jour, grâce aux fautes de Napoléon, obtenir le triomphe qui lui avait été refusé.

Un ministère de coalition lui succéda : on y avait réuni son adversaire Fox et ses anciens collègues les plus hostiles à la France ; mais Fox avait le ministère des affaires étrangères, ce qui semblait promettre une politique conciliante. Les premières mesures du nouveau ministère furent de renforcer puissamment l'armée régulière, tout en licenciant la levée en masse des volontaires, et de s'assurer un budget de plus de deux milliards, afin, s'il le fallait, de pousser vivement la guerre; mais, en même temps, Fox offrit de rouvrir les négociations pour la paix dans des conditions en rapport avec la situation des affaires sur terre et sur mer.

Napoléon accueillit courtoisement ces ouvertures et se montra disposé à laisser à l'Angleterre Malte et le Cap de Bonne-Espérance, cette importante position enlevée à la Hollande, à condition que l'Angleterre reconnût toutes les conquêtes qu'il avait faites, y compris Naples. Il promettait de rendre leur indépendance à la Suisse et à la Hollande après la paix signée, en gardant ses alliances, c'est-à-dire sa suprématie dans l'Allemagne du Sud. Il fit entendre qu'on pourrait reprendre le Hanovre à la Prusse, moyennant indemnité.

Pour que la paix fût possible, il eût fallu que Napoléon se décidât à arrêter à un point quelconque l'accroissement indéfini de sa puissance. Or, au moment où il faisait entendre qu'il rendrait la Hollande à elle-même, il se préparait à imposer pour roi à cette nation son jeune frère Louis, malgré elle et malgré lui, tandis qu'il faisait roi de Naples son frère aîné Joseph. Le 24 mai 1806, un traité, qui ne fut signé que d'une sorte de conseil de gouvernement hollandais à la discrétion de Napoléon, et

qu'on n'osa soumettre à l'acceptation de la nation, proclama Louis Bonaparte roi héréditaire de Hollande, à la grande consternation de ce pays.

Ce n'est pas tout : Napoléon avait Naples, sous le nom de son frère Joseph ; il voulait maintenant la Sicile, où s'étaient réfugiés l'ex-roi et l'ex-reine de Naples, sous la protection des Anglais. La Sicile était, disait-il, indispensable pour compléter le royaume de son frère Joseph. Il avait d'abord promis à Fox de n'y point toucher ; mais, un envoyé de l'empereur Alexandre étant arrivé à Paris et la réconciliation avec la Russie devenant probable, Napoléon revint sur sa parole et réclama la Sicile (19 juin 1806). Il était certes malaisé de faire consentir les Anglais à lui donner la Sicile, où pas un soldat français n'avait mis le pied ; mais il avait en tête bien autre chose encore. Maintenant qu'il avait détrôné les Bourbons de Naples, il songeait à détrôner les Bourbons d'Espagne et à remplacer partout les Bourbons par des Bonaparte, dans cet Empire d'Occident qui commençait à n'être plus un rêve et dont la construction avançait de jour en jour.

Avec de tels desseins, il n'y avait de paix sérieusement possible, ni avec l'Angleterre, ni avec personne.

Les affaires d'Allemagne poussèrent Napoléon à faire un nouveau pas vers son but, le pas le plus hardi qu'il eût encore fait. L'ordre n'avait pas été rétabli en Allemagne par le nouvel état de choses qu'avait institué la médiation du Premier Consul en 1803. Les forts avaient interprété au détriment des faibles les conditions de ce nouveau régime. C'était encore bien pis dans l'Allemagne du Sud, depuis les derniers traités. Les rois de Bavière et de Würtemberg et l'électeur de Bade prétendaient avoir hérité de tous les droits, soit impériaux, soit féodaux, de la maison d'Autriche dans les provinces bavaroises et souabes ; ils y usurpaient les terres et les châteaux, soit des petits seigneurs qui relevaient immédiatement de l'Empire, soit même des petits princes souverains dont les domaines étaient enclavés dans les leurs : ce qui restait de villes libres était envahi. Les pensions des princes ecclésiastiques, dépouillés de leurs domaines, n'étaient pas payées. La diète germanique et l'empereur d'Alle-

magne étaient réduits à une égale impuissance, ou plutôt il n'y avait plus en fait ni diète ni empereur. Princes et villes, grands et petits, dans toute l'Allemagne du Sud et de l'Ouest, en appelaient incessamment à Napoléon. L'archichancelier de l'Empire germanique, l'ex-électeur de Mayence, qui, après avoir perdu son électorat, avait été transféré à Ratisbonne, avait adressé à l'empereur des Français, le 9 avril 1806, un mémoire où il lui déclarait que lui seul pouvait tirer l'Allemagne de l'anarchie et régénérer la Constitution germanique. Il représentait le rôle de l'Autriche comme fini en Allemagne : « Puisse, disait-il, l'empereur d'Autriche être empereur d'Orient, pour résister aux Russes, et que l'Empire d'Occident renaisse en l'empereur Napoléon, tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne ! »

Les excitations venues de l'Allemagne elle-même confirmaient donc Napoléon dans ses fatales ambitions et lui persuadaient que ses grands projets ne rencontreraient pas plus d'obstacles au delà du Rhin qu'au delà des Alpes. Il s'apprêtait en conséquence, non pas à se déclarer immédiatement empereur d'Occident, mais à faire comme s'il l'était, en dissolvant l'Empire germanique et en groupant sous son protectorat les princes allemands du Sud et de l'Ouest.

Il sentait toutefois qu'il serait bien hasardeux de désespérer à la fois l'Autriche et la Prusse par un coup aussi décisif, sans être assuré de la paix, ou avec l'Angleterre, ou avec la Russie; il fit promettre par son ministre Talleyrand au négociateur anglais que, si la paix se faisait, « les changements projetés en Allemagne » ne seraient pas réalisés (9 juillet).

Trois jours après, néanmoins, l'accession de l'envoyé russe d'Oubril aux conditions de paix énoncées par Napoléon ne paraissant plus douteuse, le pacte qui détruisait l'Empire germanique fut publié. Ce traité, négocié avec les rois de Bavière et de Würtemberg et le grand-duc de Bade, puis accepté passivement par les autres princes qui y étaient compris, créait une nouvelle association d'États sous le titre de Confédération du Rhin, titre d'une modestie affectée, puisqu'avec le Rhin, la Confédération comprenait tout le haut Danube jusqu'aux frontières de l'Au-

triche. Aux royaumes de Bavière et de Würtemberg et au grand-duché de Bade étaient joints les grands-duchés de Berg et de Hesse-Darmstadt, les duchés de Nassau et quelques autres petites principautés.

Les confédérés du Rhin se déclaraient séparés à jamais de l'Empire germanique. Les autres princes allemands avaient la faculté d'adhérer ultérieurement à la Confédération. Les affaires de la Confédération devaient se régler dans une diète établie à Francfort, sous la présidence de l'archevêque archichancelier Dalberg, transféré de Ratisbonne à Francfort, comme il l'avait été de Mayence à Ratisbonne. Cette dernière ville, ainsi que les villes libres de Nuremberg et d'Augsbourg, était donnée à la Bavière.

L'empereur des Français était déclaré protecteur de la Confédération, qui contractait une perpétuelle alliance offensive et défensive avec la France.

Napoléon ne se contentait pas de s'enchaîner ainsi les États allemands ; il introduisait parmi eux un nouveau prince français ; il venait de faire grand-duc de Berg son beau-frère Murat. Ce grand-duché comprenait la partie de la Westphalie qui s'étend le long de la rive droite du Rhin, en face de Cologne, avec la place forte de Wesel.

L'empereur d'Autriche renonça de lui-même au vain titre d'empereur d'Allemagne. Ainsi finit l'ancien Empire germanique.

C'était l'acte le plus dangereux qu'eût encore fait Napoléon. Mettre une si grande partie de l'Allemagne sous la domination de la France, c'était préparer une réaction inévitable parmi toutes les populations allemandes et réunir contre nous quelque jour, dans une lutte à outrance, la Prusse et l'Autriche soutenues de l'Angleterre et de la Russie.

Fox, qui était entré si sincèrement et si cordialement dans les espérances de paix, fut très blessé de la conduite de Napoléon et dépêcha un nouvel envoyé en France avec ordre de réclamer purement et simplement le maintien de chacun dans les possessions actuelles, sauf en ce qui regardait le Hanovre, dont la restitution au roi Georges III était une condition absolue.

Mais Napoléon, tout en continuant à négocier, se préoccupait moins de l'Angleterre, parce qu'il avait amené l'envoyé russe d'Oubril à signer la paix le 20 juillet. D'Oubril avait consenti à ce que Napoléon prît la Sicile, moyennant la cession des îles Baléares à l'ex-maison royale de Naples. Napoléon disposait à sa fantaisie de ces îles, sans daigner consulter l'Espagne, à laquelle elles appartenaient.

Ce singulier traité n'était que provisoire, tant que l'empereur de Russie ne l'aurait pas ratifié. C'est ce dont Napoléon ne se souvenait point assez.

L'Autriche, qui songeait avant tout à se refaire, semblait impassible devant les grands changements accomplis en Allemagne. Mais la situation se tendait de plus en plus entre la France et la Prusse. Le gouvernement français avait fait à la Prusse quelques avances pour adoucir le chagrin et calmer l'inquiétude que devaient lui causer les immenses empiétements de Napoléon en Allemagne. Talleyrand avait écrit au ministère prussien que l'empereur Napoléon verrait volontiers la Prusse ranger sous son influence, au moyen d'une confédération semblable à celle du Rhin, tous les États du Nord de l'Allemagne. Ces États comprenaient la Saxe électorale, les duchés saxons de la Thuringe, la Hesse-Cassel, le Mecklembourg, les villes hanséatiques et quelques petites principautés. Si la Prusse eût pu se subordonner les princes et les villes du Nord et garder le Hanovre, elle se fût consolée du reste, au moins provisoirement; mais la Saxe et la Hesse-Cassel réclamèrent, pour s'associer à la Prusse, des conditions qui ne convenaient pas à celle-ci, et la Prusse soupçonna que c'était Napoléon qui lui suscitait ces difficultés. Quant aux riches et commerçantes cités hanséatiques, Napoléon était très décidé à ne pas les laisser entrer sous la domination prussienne.

Sur ces entrefaites, une dépêche de l'ambassadeur de Prusse à Paris apprit au cabinet de Berlin que Napoléon avait offert au roi d'Angleterre la restitution du Hanovre. Napoléon, qui avait eu connaissance de cette dépêche par sa police, la fit démentir dans les termes les plus violents contre l'ambassadeur; mais l'effet était produit : la cour de Prusse se crut non seulement

jouée, mais menacée dans son existence, au delà des intentions réelles de Napoléon. Les bravades des généraux français restés cantonnés au cœur de l'Allemagne depuis Austerlitz avaient contribué à exaspérer en Prusse la cour et l'armée.

Dans un conseil de gouvernement tenu, le 10 août, à Potsdam, il fut décidé de remettre l'armée prussienne sur le pied de guerre. L'orgueil national qui, depuis les grandes actions et les grands succès de Frédéric II, animait ce peuple tout militaire, avait été blessé, humilié depuis longtemps. Il fit explosion et réclama la guerre. Un fait odieux porta au comble la passion publique en Prusse et provoqua un sentiment de douleur et d'indignation dans le reste de l'Allemagne. « Le profond abaissement de l'Allemagne », dénoncé dans des écrits éloquents et passionnés, agitait les esprits contre la domination étrangère. Napoléon envoya au major-général Berthier l'ordre de faire arrêter, dans les provinces occupées par nos troupes, les libraires qui vendraient les brochures hostiles à son Empire. « Mon intention, mandait-il, est qu'ils soient traduits devant une commission militaire et fusillés dans les vingt-quatre heures. »

Cet ordre barbare fut exécuté, à Nüremberg, contre un libraire nommé Palm, qui mourut avec un ferme courage. Il fut célébré comme un martyr (26 août 1806).

Napoléon avait cru semer l'épouvante : il sema la colère et la haine. Il s'en souciait peu : il se savait le plus fort dans le présent et ne comptait pas avec l'avenir.

Les chances de paix s'en allaient les unes après les autres. L'empereur de Russie refusa de ratifier le traité signé par son envoyé d'Oubril et manda qu'il ne reprendrait les négociations que de concert avec l'Angleterre, et à la condition qu'on laissât à l'ex-roi de Naples la Sicile et qu'on lui donnât la Dalmatie. Quelques jours après que le refus d'Alexandre fut arrivé à Paris, Fox mourut (13 septembre) : la même année avait vu disparaître les deux grands rivaux, Pitt et Fox. Fox eût-il vécu, que la paix avec l'Angleterre n'eût pas moins échoué.

Le ministre prussien Haugwitz, qui avait toujours été partisan de l'alliance française, fit un dernier effort de conciliation. Il demanda que les troupes françaises évacuassent les positions

qu'elles occupaient en Franconie, sur la lisière des provinces saxonnes et très près de la Prusse. Napoléon répondit que la Prusse eût à désarmer d'abord. Les négociations furent rompues avec l'Angleterre, et Napoléon partit pour Mayence.

Il y arriva le 28 septembre; l'armée prussienne entrait en Saxe pour obliger l'électeur et les ducs saxons à réunir leurs troupes à celles du roi de Prusse.

Napoléon considéra l'entrée des Prussiens en Saxe comme une déclaration de guerre, ainsi qu'il l'avait fait, l'année précédente, relativement à l'entrée des Autrichiens en Bavière. Il donna les ordres de concentration de la Grande armée sur le Mein, d'où il pouvait la porter en quelques marches à l'entrée des défilés qui conduisent dans les petits duchés saxons de la Thuringe.

L'imprudence de la Prusse était inconcevable. Sa position était bien plus mauvaise que celle de l'Autriche en 1805. Les Français étaient en grandes forces à ses portes, au milieu de l'Allemagne. La Russie n'était pas en mesure de la secourir à temps pour lui éviter l'invasion, et ses propres forces étaient tout à fait insuffisantes devant celles de Napoléon. Le roi, ses ministres, les vieux généraux qui avaient fait les campagnes de 92 et 93 et qui connaissaient le danger avaient été entraînés par la reine Louise, par les princes et la jeune noblesse, par l'opinion publique affolée. Les échecs de la guerre de la Révolution n'avaient point été assez décisifs pour ôter à l'armée prussienne l'opinion qu'elle avait de sa supériorité; elle se croyait toujours au temps du grand Frédéric et se figurait qu'elle battrait les Français comme ceux-ci avaient battu les Autrichiens et les Russes. La vérité est que cette armée n'avait pas suivi les progrès militaires des quinze dernières années. Très exercée aux manœuvres de parade, mais inaguerrie, déshabituée des opérations militaires, surchargée de bagages, elle avait tout contre elle, même le nombre, en présence de l'armée la plus solide et la plus rapide qu'on eût vue depuis les Romains.

Napoléon était prêt et n'avait pas cessé de l'être depuis Austerlitz. Il avait pris ses précautions contre toute tentative de diversion du côté de l'Autriche comme du côté de l'Angleterre. Des corps d'armée français occupaient l'Italie, la Dalmatie, la

Hollande : un camp subsistait toujours à Boulogne et comme menace et comme défense : un corps de réserve était formé à Mayence pour soutenir la Grande armée, qui, depuis un an, était restée cantonnée en Allemagne. La Grande armée était divisée en six corps, outre la nombreuse cavalerie de réserve aux ordres de Murat et un corps d'élite composé de la garde impériale et d'une superbe division de grenadiers commandée par le général Oudinot. C'était la transformation des fameuses compagnies de grenadiers réunies autrefois sous la Tour d'Auvergne.

Toutes nos positions étant puissamment gardées depuis la Hollande et les côtes de la Manche jusqu'aux frontières de la Turquie et au détroit de Sicile, il restait immédiatement sous la main de Napoléon, pour tomber sur la Prusse, au moins 170,000 hommes, que l'arrivée prochaine du corps d'élite devait porter à 190,000.

Les Prussiens n'avaient pas en tout 160,000 hommes en campagne, en y comprenant 20,000 Saxons, fournis à contre-cœur par l'électeur de Saxe, et une faible réserve prussienne qui se formait à Magdebourg, sur l'Elbe. L'armée prussienne, divisée en deux grands corps, s'avançait de l'Elbe sur la Saale, rivière qui descend des hauteurs qui séparent la Franconie de la Saxe. Les Français se concentraient sur le Mein, de l'autre côté de ces petites montagnes.

Les premières opérations des Prussiens indiquaient qu'ils entendaient prendre l'offensive. La guerre, en elle-même, était fort téméraire de leur part : le plan adopté l'était bien davantage encore. Au lieu de gagner du temps par une campagne défensive et d'éviter toute action générale jusqu'à ce que les Russes arrivassent en ligne, la Prusse avait jeté en avant toute sa masse militaire, en l'exposant à être broyée d'un seul coup et en rendant aux Russes tout concours impossible. L'homme qui avait autrefois arrêté les Prussiens dans l'Argonne, Dumouriez, leur conseillait de retarder tant qu'ils pourraient la marche de Napoléon, sans accepter le choc.

Ils ne l'écoutèrent pas. C'était l'ancien adversaire de Dumouriez en 92, le vieux duc de Brunswick, qui commandait l'armée prussienne dans l'Allemagne envahie, comme il l'avait comman-

dée lors de la tentative pour envahir la France. Il n'avait pas eu beaucoup de confiance dans le succès en 92; il en avait encore moins en 1806. Il cédait, comme autrefois, à l'impulsion de la cour, et s'entendait mal avec son principal lieutenant, le prince de Hohenlohe, qui était, au contraire, plein de jactance et de présomption.

La cour et l'état-major prussien s'imaginaient surprendre les Français avant qu'ils fussent concentrés et les rejeter du Mein jusque sur le Rhin. Ils croyaient avoir beaucoup d'avance, lorsque Brunswick donna l'ordre du mouvement général pour le 10 octobre. Napoléon était à Würzbourg dès le 2, et ses forces rapidement réunies marchaient vers les montagnes d'où descend la Saale. Le 7, il reçut une dernière note du cabinet prussien, qui posait comme ultimatum l'évacuation totale de l'Allemagne par les Français et la promesse de la part de Napoléon qu'il ne mettrait aucun obstacle à la confédération de l'Allemagne du Nord.

Napoléon répondit par une proclamation qui invitait nos soldats à faire repentir la Prusse de ses provocations, en faisant éprouver aux Prussiens, dans les champs de l'Allemagne, le même sort qu'ils étaient venus chercher, quatorze ans auparavant, dans les plaines de la Champagne.

Le lendemain, 8 octobre, les colonnes françaises franchirent les montagnes et atteignirent la rive gauche de la haute Saale.

La confusion régnait dans le conseil de guerre prussien, où l'on n'espérait plus surprendre l'armée française. Les généraux ne s'entendaient pas. Le roi Frédéric-Guillaume n'avait ni les lumières ni l'autorité morale nécessaires pour les mettre d'accord. Brunswick, mal obéi, hésitait, rempli de noirs pressentiments. Incertain sur les projets de Napoléon, il prit le plus mauvais parti qu'il pût prendre ; ce fut de masser le gros de ses troupes auprès de Weimar, sur la rive gauche de la Saale, au lieu de disputer sérieusement aux Français les débouchés des montagnes et le passage de la haute Saale.

Le 9 octobre, l'avant-garde française, conduite par Murat et Bernadotte, après avoir franchi la Saale, battit, à Schleitz, un corps prussien. Napoléon manœuvrait pour couper l'armée prussienne d'avec l'Elbe et la Saxe Électorale.

Un second combat eut lieu le lendemain à Saalfeld, à quelques lieues au-dessous de Schleitz, entre le corps du maréchal Lannes et une division prussienne commandée par le prince Louis de Prusse, neveu du Grand Frédéric. Le prince Louis, plus brave que prudent, avait, de concert avec la reine, poussé passionnément à toutes les témérités. Il ne pouvait vaincre, il sut mourir. Voyant ses troupes en pleine déroute et enveloppé par les hussards français, il se fit tuer plutôt que de se rendre.

A la nouvelle de l'échec de Saalfeld, le grand corps prussien du prince de Hohenlohe, dont le détachement du prince Louis avait été l'avant-garde, se rejeta en désordre sur Iéna. Le duc de Brunswick, comprenant enfin que Napoléon voulait lui couper la retraite, renonça à livrer une bataille défensive derrière la Saale et se résigna à abandonner toute la Saxe pour tâcher de regagner l'Elbe et la Prusse par Magdebourg. Laissant derrière lui, à quelque distance, le corps de Hohenlohe qui avait une arrière-garde à rallier, il se dirigea, le 13 octobre, de Weimar sur Naumbourg. C'était par le pont de cette petite ville qu'il voulait franchir la Saale. Il y avait été prévenu par le corps français du maréchal Davout, que Napoléon avait chargé Bernadotte de soutenir. Quant à Hohenlohe, qui s'était retiré sur la route d'Iéna à Weimar, il n'eut pas même la précaution d'occuper fortement la ville d'Iéna. Les corps de Lannes et d'Augereau s'en emparèrent presque sans résistance en passant la Saale. Pendant ce temps, Napoléon, qui s'était d'abord tenu, avec les corps de Soult et de Ney, en mesure de se porter soit sur Naumbourg, soit sur Iéna, avait reçu l'avis erroné que le gros de l'armée ennemie était entre Iéna et Weimar. Il marchait, en conséquence, le 13 octobre, vers Iéna, en y appelant après lui la cavalerie de Murat et en ordonnant à Bernadotte d'occuper une position intermédiaire entre Iéna et Naumbourg. Napoléon rejoignit Lannes et Augereau dans l'après-midi et passa la nuit du 13 à préparer la bataille du lendemain. Il fit tailler un sentier dans le roc pour faire monter son artillerie sur la hauteur la plus voisine d'Iéna, le Landgrafenberg, qui commande tous les environs et que les Prussiens n'avaient pas défendue. Leurs chefs avaient véritablement perdu la tête !

Avant le jour, le corps de Lannes, s'élançant de cette hauteur, assaillit et emporta deux villages occupés par une partie des troupes de Hohenlohe. Le corps d'Augereau, puis deux divisions de Soult et de Ney, entrèrent en ligne à leur tour. L'intrépide Ney, se jetant en avant avec trois mille hommes, reçut, sans se laisser entamer, le choc de toute la cavalerie de Hohenlohe. Il renouvela, contre ces escadrons prussiens si vantés, les fameux carrés d'infanterie de la journée des Pyramides. Il fut bientôt secouru par Lannes et par Augereau. Soult, à l'autre aile, avance aussi ; les réserves et la garde arrivent. On charge sur toute la ligne. L'infanterie prussienne est rompue. La cavalerie essaie de la secourir ; mais, en l'absence des cuirassiers de Murat, nos chasseurs et nos hussards tiennent tête à la grosse cavalerie ennemie. Tout est renversé. L'arrière-garde prussienne, que Hohenlohe attendait avec angoisse, n'arrive que pour être entraînée dans la déroute. Son général Ruckel est tué. Murat paraît enfin, avec ses cuirassiers et ses dragons, pour achever le désastre. Nos cavaliers poursuivent cette masse débandée jusque dans Weimar. Douze mille Prussiens ou Saxons étaient morts ou blessés ; quinze mille prisonniers et deux cents canons étaient aux mains de nos soldats.

Tandis que les soixante mille hommes qu'avait commandés Hohenlohe étaient ainsi écrasés par la masse principale de la Grande armée, qui comptait plus de 100,000 hommes, mais qui n'avait pas à beaucoup près donné tout entière, une seconde bataille s'était livrée à quelques lieues de là, près de Naumbourg. Le principal corps prussien, sous Brunswick et le roi en personne, soixante et quelques mille hommes, était venu se heurter contre 26,000 Français, que commandait le maréchal Davout. L'armée du roi, alourdie par ses bagages et déshabituée de la marche, avait employé toute la journée du 13 à parcourir les cinq ou six lieues qui séparent Weimar des hauteurs en face de Naumbourg. Il s'agissait, pour les Prussiens, d'occuper le pont de Naumbourg et le défilé de Kösen, afin d'assurer leur retraite et d'empêcher Davout de passer la Saale et de déboucher sur leur flanc. Brunswick n'eut pas même la précaution d'envoyer une avant-garde s'emparer de ce point décisif. Davout, durant la

nuit, passa la Saale et se saisit du défilé et de la hauteur qui le commande. Averti qu'il allait avoir affaire au roi de Prusse en personne, il pria Bernadotte de se joindre à lui; mais celui-ci s'en tint à la lettre des ordres qu'il avait reçus de Napoléon et se porta, le 14 au matin, sur Dornbourg, en sorte qu'il ne prit part ni à l'une ni à l'autre des deux batailles, ce qui lui fut ensuite amèrement reproché. Bernadotte et Davout ne s'aimaient pas, et les rivalités de nos généraux commençaient à se faire sentir d'une triste façon.

L'isolement de Davout fit sa gloire. Il résolut, quelle que fût la force de l'ennemi, de lui barrer le passage, dût-il se faire détruire avec sa petite armée. Il s'établit au delà du défilé de Kösen, sur le plateau de Hassenhausen. Il y soutint, avec une héroïque fermeté, les charges successives de toutes les divisions ennemies. Il eût été infailliblement accablé, si l'attaque eût été conduite avec plus d'ensemble; mais les corps prussiens se brisèrent les uns après les autres contre notre inébranlable infanterie. Le vieux Brunswick, le désespoir au cœur, se met à la tête des grenadiers pour tenter l'assaut du village de Hassenhausen. Un biscaïen l'abat mortellement blessé. Un autre des vieux généraux du grand Frédéric, le maréchal Mollendorf, est frappé à son tour. Le roi de Prusse charge en personne; son cheval est tué sous lui. Le prince Guillaume de Prusse masse 10,000 cavaliers qu'il lance comme un ouragan sur nos carrés. Nos fantassins reçoivent les cavaliers prussiens par un feu roulant à trente pas. Hommes et chevaux tombent les uns sur les autres sans pouvoir arriver jusqu'à nos baïonnettes. Le prince Guillaume est blessé, ses escadrons, repoussés en désarroi.

La réserve prussienne, deux divisions, n'avait pas encore donné. Un général de cavalerie, l'audacieux Blücher, destiné à une grande célébrité, proposa de réunir toute la cavalerie à ces deux divisions et de tenter un effort désespéré. Le Roi hésita, puis décida de se replier pour rejoindre Hohenlohe.

L'armée royale se retira par Auërstadt, qui a donné son nom à la bataille, serrée de près par les colonnes françaises et abandonnant 115 canons à cette petite armée victorieuse qui avait combattu avec quarante-quatre. Il n'y a pas de plus beau fait

d'armes dans notre histoire militaire que cette journée d'Auërstadt. Ce champ de bataille touchait à celui de Rosbach, où le grand Frédéric avait autrefois mis en déroute une nombreuse armée française et allemande. Telles sont les vicissitudes de la guerre.

Ce magnifique effort nous avait coûté cher. Les Prussiens avaient perdu une douzaine de mille hommes ; nous en avions 7,000, hors de combat.

Au lieu de cette armée de Hohenlohe qu'elle comptait rejoindre, l'armée royale rencontra bientôt les bandes de fuyards qui étaient ce qui restait du corps de Hohenlohe. L'armée royale comprit que tout était perdu. Tout se débanda dans une panique universelle. Des milliers de fugitifs éperdus ne s'arrêtèrent que dans les montagnes du Hartz et de la forêt de Thuringe.

Cette double victoire d'Iéna et d'Auërstadt était la plus complète qui eût encore été remportée depuis le commencement des guerres de la Révolution, et contre l'armée qui avait passé longtemps pour la première de l'Europe.

Napoléon en poussa les conséquences avec une prodigieuse activité. Il fit, derrière lui, occuper la Hesse-Cassel et détrôner l'électeur par les corps français de la Hollande et de Mayence. Il punissait ainsi comme un crime la neutralité gardée par l'électeur de Hesse. Il voulait avoir sous sa main ce pays, important par sa position centrale en Allemagne. L'électeur était du reste un personnage fort peu estimable, habitué à exploiter durement ses sujets et à les vendre comme soldats mercenaires aux puissances qui les lui payaient le mieux. Chose singulière, ses grossiers et belliqueux sujets lui étaient attachés comme des dogues à leur maître.

En même temps, suivant son principe de faire vivre la guerre par la guerre, Napoléon frappa les pays conquis d'une contribution de 150 millions, et décréta que toutes les marchandises anglaises qui se trouvaient dans les villes du nord de l'Allemagne appartiendraient à l'armée (16 octobre). C'était une grande injustice envers les commerçants allemands, mais pas plus injuste que la conduite des Anglais envers les navires neutres.

Si dur envers l'électeur de Hesse et les négociants qui com-

merçaient avec l'Angleterre, Napoléon fut, au contraire, très modéré envers l'électeur de Saxe. Il lui renvoya ses officiers et ses soldats prisonniers, à condition qu'ils ne portassent plus les armes contre la France et que les chefs allassent à Dresde proposer paix et alliance à leur prince. Napoléon ne voulant pas prendre la Saxe comme il prenait la Hesse, désirait se l'attacher. L'électeur de Saxe fut trop heureux d'accepter toutes les conditions du vainqueur.

Les opérations militaires et politiques marchaient ou plutôt couraient de front. Dès le lendemain de la double bataille, Murat prit, dans Erfurt, 15,000 Prussiens, les uns blessés, les autres épuisés et démoralisés. Murat et Soult continuèrent à poursuivre la masse confuse des fuyards dans la direction du Hartz, puis de Magdebourg. On ramassait partout en avançant des hommes et des canons.

Durant cette poursuite, le corps de Bernadotte avait descendu la Saale avec ordre de se porter par Halle sur l'Elbe. La division Dupont, l'avant-garde de Bernadotte, rencontra à Halle la réserve prussienne d'une quinzaine de mille hommes qui s'était formée à Magdebourg et qui s'efforçait de rejoindre l'armée vaincue, dont elle ignorait le sort. La petite division Dupont attaqua audacieusement et culbuta cette force trois fois supérieure en nombre (17 octobre). Trois corps français franchirent l'Elbe, dès le 20 octobre, à Barby, à Dessau et à Wittemberg ; mais, ce même jour, les débris de l'armée prussienne, réunis tant bien que mal par Hohenlohe, traversaient de leur côté ce fleuve à Magdebourg. Ils ne pouvaient que continuer à fuir, sans avoir l'espérance de défendre Berlin.

Napoléon prit, avec sa promptitude accoutumée, les précautions nécessaires, avant de continuer au delà de l'Elbe sa marche triomphante. Il organisa fortement derrière lui ses dépôts, ses remontes, ses hôpitaux, ses étapes pour les renforts et les conscrits qui lui venaient de France. Il retournait, à mesure qu'il avançait, toutes les ressources du pays conquis contre le gouvernement qu'il était en train de renverser. Il ne s'arrêta qu'un seul jour à Wittemberg pour dicter ce vaste ensemble de dispositions. Dès le 24 octobre, dix jours après la double ba-

taille, il était à Potsdam, la résidence de Frédéric II. Il prit l'épée du grand roi de Prusse, déposée sur son tombeau, et l'envoya aux Invalides. — « Nos vieux soldats seront heureux, écrivait-il, quand ils verront en notre pouvoir l'épée de celui qui les vainquit à Rosbach ! »

Il eût été plus magnanime et plus sage de respecter cette épée et cette tombe, après avoir effacé, par une victoire bien plus éclatante, la victoire du grand capitaine qui reposait à Potsdam.

Le lendemain, 25 octobre, Davout prit, sans combat, possession de Berlin. Le roi Frédéric-Guillaume, à l'exemple de l'empereur d'Autriche, avait, en s'éloignant, autorisé sa capitale à se rendre, et Napoléon avait accordé à Davout l'honneur si bien mérité d'entrer le premier dans Berlin. A Berlin comme à Vienne, la Grande armée observa une exacte discipline.

Napoléon, lors de l'occupation de Vienne, avait évité tout ce qui pouvait humilier les vaincus. Il n'eut pas les mêmes ménagements pour la Prusse. Il fit dans Berlin, le 27 octobre, une entrée triomphale, entouré de sa garde et de l'élite de l'armée. Il s'établit dans le palais du roi.

Après tout, il n'usait là que des droits de la guerre. Mais, ce que rien au monde ne saurait excuser, c'étaient les bulletins qu'il envoyait au *Moniteur*. Il ne se contentait pas d'y exalter ses prodigieux succès ; il y couvrait d'insultes ses ennemis vaincus ; il y traitait le roi Frédéric-Guillaume avec une pitié méprisante, la reine Louise avec indignité. Il y faisait entendre fort clairement que la reine de Prusse avait précipité son pays dans l'abîme par une passion coupable pour l'empereur de Russie, et il ne craignait pas de comparer cette femme imprudente peut-être, mais courageuse, généreuse, estimée de tout le monde, à l'abominable lady Hamilton, à la femme qui avait poussé Nelson au crime.

Cet homme incompréhensible a toujours mêlé de la sorte aux plus grandes actions des petitesses odieuses. C'est là ce que n'eût jamais fait César, à qui on le compare toujours. César n'était pas plus moral que Napoléon ; mais il avait un jugement et un équilibre que n'eut jamais celui-ci.

Sous le rapport militaire, tout continuait de marcher avec le même ensemble et le même génie. Spandau, la forteresse qui

protège les abords de Berlin, s'était rendue sans soutenir de siège. Napoléon en fit une nouvelle place de dépôt et y envoya 300 canons et 100,000 fusils pris à l'arsenal de Berlin.

Le lendemain de l'entrée triomphale de Napoléon à Berlin, le débris d'armée qu'emmenait le prince de Hohenlohe et qui, se dirigeant au nord-est, tâchait de gagner les bords de l'Oder à Stettin, fut rejoint et enveloppé, à Benzlaw, par Murat et Lannes. 16,000 hommes se rendirent prisonniers; quelques milliers d'autres furent pris à Passewalk. La forte place de Stettin, qui commande le Bas-Oder et qu'occupait une garnison de 6,000 hommes avec une puissante artillerie, se rendit, le 29 octobre, sur la sommation d'un général de cavalerie légère, Lasalle.

Le seul corps qui subsistât de l'armée prussienne, celui de Blücher, avait échappé aux Français en faisant un détour : ne pouvant plus gagner la ligne de l'Oder occupée par les Français, Blücher se rejeta vers l'ouest, courut jusqu'à la ville libre de Lubeck et y entra malgré les habitants, afin de s'emparer des navires de commerce et d'embarquer ses troupes pour la Prusse orientale. Il ne put échapper au sort commun de l'armée prussienne. Soult et Bernadotte le rejoignirent et le forcèrent dans Lubeck. Il fut réduit, à son tour, à se rendre avec une vingtaine de mille hommes (7 novembre).

Le lendemain de la capitulation de Lubeck, la grande place de Magdebourg, bloquée sur les derrières de notre armée par le maréchal Ney, et qui eût pu soutenir un long siège, capitula aux premières bombes, avec tout un corps d'armée d'au moins vingt mille hommes. La population s'était ameutée pour obliger le gouverneur à se rendre, et le gouverneur avait perdu la tête.

Abasourdi par des coups si rapides et si écrasants, ce peuple s'affaissait sur lui-même, comme un homme frappé de la foudre. Armée en campagne et garnisons, 180,000 hommes étaient pris, morts ou dispersés; il y avait bien 100,000 prisonniers de guerre. La monarchie prussienne avait été broyée en un mois. Il ne restait à Frédéric-Guillaume que les provinces au delà de l'Oder et la Silésie, avec quelques milliers de soldats, et pour combien de temps garderait-il ce débris de royaume où les Français allaient le poursuivre?

Il avait essayé de traiter avec le vainqueur : des pourparlers avaient été engagés à Wittemberg, dès le 20 octobre, avant l'entrée des Français à Berlin. Napoléon avait signifié qu'il accorderait la paix moyennant l'abandon de toutes les possessions qu'avait la Prusse entre l'Elbe et le Rhin, l'engagement de la part de la Prusse de ne plus se mêler des affaires d'Allemagne et la reconnaissance des nouveaux princes qu'il entendait établir sur le territoire allemand. Frédéric-Guillaume s'était résigné à ces dures conditions. Napoléon retira sa parole et refusa le traité. Dans l'intervalle, la destruction de l'armée prussienne s'était achevée ; Magdebourg s'était rendu, et les Polonais, sujets de la Prusse, faisaient offrir à l'empereur de seconder les Français par une insurrection nationale. La Pologne prussienne s'étendait alors bien plus loin qu'aujourd'hui et comprenait toute la rive gauche de la Vistule, jusqu'à la Pilica, avec Varsovie. Napoléon voyait là de nouveaux moyens d'action et ne voulait plus arrêter ses armes sur l'Oder.

L'enivrement croissait chez lui de jour en jour. Il avait ordonné de construire dans Paris, sur le modèle des temples grecs, un temple de la Gloire dédié à la Grande armée et destiné à renfermer les drapeaux pris sur l'ennemi, les statues de nos généraux, les noms de nos combattants et de nos morts inscrits sur des tables d'or et de marbre. Ce temple est devenu l'église de la Madeleine. Il allait donner au nouveau pont de l'École Militaire le nom de pont d'Iéna. Ces honneurs rendus à la Grande armée n'étaient pas seulement une récompense bien gagnée pour les exploits passés, mais une excitation à de nouveaux efforts vers un but que Napoléon reculait toujours : les succès foudroyants des deux dernières campagnes lui persuadaient que rien absolument n'était capable de lui résister sur le continent européen, et qu'il pouvait le pétrir à son gré. Il n'entendait plus se contenter de dominer l'Allemagne entière au nord comme au sud et de démembrer la Prusse ; il avait résolu de garder tout ce qu'il avait pris ou prendrait sur le continent, jusqu'à ce que l'Angleterre eût cédé et qu'il eût dicté la paix générale. En refusant la paix au roi de Prusse, il lui offrit seulement un armistice, à condition qu'on lui livrât la ligne de la Vistule, où il voulait hi-

verner, c'est-à-dire toute la Pologne prussienne. Le roi de Prusse refusa, résolu d'attendre ce que pourraient faire les Russes, qui arrivaient enfin.

Napoléon ordonna aux colonnes françaises d'entrer dans la Pologne prussienne. « L'armée française, écrivit-il dans son bulletin du 10 novembre, ne quittera pas la Pologne et Berlin, que les colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues et la paix générale faite. »

Il continua la lutte d'excès réciproques où il était entré avec l'Angleterre. Les Anglais avaient déclaré en état de blocus toutes les côtes de France et d'Allemagne et confisquaient tous les vaisseaux neutres qui essayaient de faire le commerce avec nos ports et les ports allemands. Napoléon répondit par le décret de Berlin, du 21 novembre, qui déclara les îles Britanniques en état de blocus. Tout commerce et toute correspondance avec l'Angleterre étaient absolument interdits : toute marchandise anglaise ou importée par les Anglais devait être confisquée partout où on la rencontrerait. C'est là ce qu'on a nommé le Blocus continental. La double tyrannie que l'empereur et le gouvernement anglais prétendaient exercer sur toutes les nations était également inique des deux parts; mais, si odieuses que fussent les violences des Anglais contre le commerce maritime, les vexations exercées par l'ordre de Napoléon, non seulement sur toutes les populations des ports et des côtes, mais sur les négociants de toutes les places de commerce, même à l'intérieur, causaient des souffrances beaucoup plus étendues encore et plus directement sensibles aux masses. Il y avait là, pour l'Empire français, une cause d'impopularité en Europe égale à celle de l'occupation militaire étendue sur tant de contrées.

Les villes hanséatiques, qui faisaient tout le commerce maritime de l'Allemagne, Hambourg, Brême et Lubeck, furent occupées par les Français : les Anglais furent arrêtés et leurs marchandises saisies partout.

La Prusse terrassée, une nouvelle campagne allait donc s'engager contre les Russes en Pologne. Rien n'était fait, aux yeux de Napoléon, tant qu'il n'avait pas réduit la Russie, après l'Autriche et la Prusse, sinon au même degré d'abaissement que ces

deux monarchies, du moins jusqu'à subir la suprématie de sa politique.

Napoléon fit de nouveaux préparatifs en rapport avec l'extension indéfinie de la guerre. Il était depuis longtemps sorti des voies légales en fait de conscription : il appela d'avance la classe de 1807 comme il avait fait des classes précédentes. Il augmenta l'effectif des bataillons et des régiments et porta le total de l'armée à 580,000 hommes. La Grande armée, en Allemagne, fut élevée au chiffre de près de 300,000 hommes, y compris les auxiliaires, qui n'avaient pas pris part à la campagne de Saxe et de Prusse. La Confédération du Rhin était obligée, par les traités, à nous fournir 60 et quelques mille hommes. L'électeur de Saxe, notre ennemi de la veille, devenu notre allié, entra dans la Confédération du Rhin et y ajouta son contingent.

Une contribution de 200 millions fut frappée sur la Prusse. La Hesse-Cassel, le Hanovre, le duché de Brunswick, les villes hanséatiques, payèrent aussi de fortes contributions de guerre. Napoléon évita ainsi d'augmenter les contributions en France.

Un très actif mouvement diplomatique coïncidait avec ces mesures militaires et financières.

Napoléon négociait avec l'Autriche pour tâcher de la gagner ou tout au moins de l'intimider de façon à être assuré qu'elle persisterait dans sa neutralité. Il avait envoyé à Constantinople un ambassadeur militaire, le général Sébastiani, chargé d'exciter la Turquie contre les Anglais et les Russes, et d'aider à une réorganisation de l'armée turque. Il envoya jusqu'en Perse, afin d'engager le Schah à faire une diversion en Asie contre la Russie.

Une nouvelle campagne allait s'ouvrir à l'entrée de l'hiver. Dans les premiers jours de novembre, les Russes et les Français, venant les uns du Niémen, les autres de l'Oder, marchèrent à la fois vers la Vistule. Cinquante mille Russes s'avançaient sous les ordres du général Bennigsen ; une seconde armée d'égale force suivait à quelque distance, plus une réserve. Une partie des forces russes qui étaient sur la frontière de Turquie avaient été rappelées ; mais elles étaient loin. Les deux premières armées russes, avec les débris des Prussiens, pouvaient mettre en ligne 120,000

hommes. Les Anglais promettaient beaucoup, mais tenaient fort peu, et songeaient bien plus à conquérir les colonies espagnoles et hollandaises qu'à aider leurs alliés. Leur concours se bornait à renforcer de quelques troupes les Suédois qui gardaient la Poméranie suédoise, seule partie des côtes de l'Allemagne du Nord restée en dehors de la domination française. Le jeune roi de Suède Gustave IV, faible tête exaltée jusqu'à la folie, s'était jeté, sans aucun motif, dans l'alliance anglo-russe, qui devait avoir des conséquences très malheureuses pour la Suède.

Napoléon avait envoyé un de nos corps d'armée observer la Poméranie suédoise, afin de prévenir les débarquements anglais sur le bas Oder. Un autre corps était chargé de prendre les places de Silésie et d'occuper le cours supérieur de l'Oder. Quatre-vingt mille hommes, conduits par Murat, franchirent l'Oder et entrèrent dans la Pologne prussienne. Une seconde armée égale en nombre était prête à soutenir la première.

Le corps de Davout entra, le 9 novembre, à Posen, chef-lieu de celle des provinces polonaises où le sentiment national s'était conservé avec le plus d'énergie. Ce peuple exécrait la domination prussienne et gardait un profond ressentiment de la perfidie avec laquelle la cour de Prusse avait consommé le second démembrement de la Pologne, après avoir juré alliance aux Polonais. Les paysans, sur toute la route, étaient accourus au-devant des Français. A Posen, Davout fut accueilli avec un patriotique enthousiasme qui émut ce froid et sévère capitaine. Dans ses lettres à Napoléon, il le pressa de justifier les espérances de la Pologne, qui l'appelait comme un libérateur.

L'avant-garde russe nous avait devancés à Varsovie. Elle n'essaya pas de s'y maintenir et repassa la Vistule. Le 28 novembre, Murat et Davout entrèrent à Varsovie. La population entière s'était portée à leur rencontre et les salua d'acclamations délirantes. Murat tournait toutes les têtes polonaises. Ce brillant cavalier au costume splendide et théâtral, à l'impétueuse vaillance, leur rappelait les héros de leur race. C'était là un roi de Pologne tel qu'ils le rêvaient, et Murat, enflammé par cette ambitieuse espérance, seconda de toute son ardeur Davout en faveur du rétablissement de la Pologne. Les autres gé-

néraux se montraient plus froids devant une telle entreprise.

Quelle était la vraie pensée de Napoléon, lorsqu'il vit cette nation infortunée se soulever de sa tombe, en tendant vers lui ses mains suppliantes pour qu'il prononçât la parole qui pouvait lui rendre la vie?

Ce serait une pure illusion que d'imaginer que le sentiment du droit pût être pour quelque chose dans les résolutions de Napoléon et qu'il fût touché de la pensée de réparer une grande injustice. La question pour lui n'était que de savoir si la résurrection de la nation polonaise servirait ou non à sa grandeur. En ce moment même, s'il faisait dire au sultan qu'il allait rétablir la Pologne, c'est parce qu'il croyait que la Turquie le seconderait d'autant plus volontiers contre la Russie. Il offrait aussi à l'Autriche, si elle voulait s'associer au rétablissement de la Pologne en cédant les provinces polonaises qu'elle possédait, de lui donner en échange une portion de la Silésie; mais ce n'était pas là du tout une offre suffisante, ni par conséquent sérieuse.

La vérité, c'est qu'il voulait que les Polonais s'engageassent à fond avec lui sans qu'il s'engageât avec eux. Il voulait qu'ils missent à sa disposition toutes les ressources de leur pays par une insurrection générale, sans leur donner autre chose que de vagues espérances et en se réservant d'agir selon les circonstances et selon son intérêt.

Il n'y a aucun doute que, si Napoléon eût proclamé l'indépendance de la Pologne, toute la noblesse avec toute la population des villes et une partie des campagnes se fussent passionnément dévouées à lui. La partie même des campagnes chez laquelle les mauvaises conditions sociales de la Pologne éteignaient le sentiment national, une fois encadrée dans une organisation militaire, eût suivi le mouvement. Il ne fût resté en dehors que la portion des campagnards que les vieilles dissidences religieuse du rite grec et du rite latin séparaient des classes supérieures et rapprochaient des Russes.

La solennelle déclaration que ce peuple réclamait par ses supplications si ardentes ne parut pas. Napoléon flotta, encouragea les Polonais, leur fit tout espérer sans leur rien promettre.

Beaucoup néanmoins crurent en lui et s'obstinèrent si bien à y croire, que cette illusion a survécu fort longtemps, chez eux et chez leurs fils, à celui qui l'avait inspirée. D'autres eurent moins de confiance, surtout parmi les grandes familles et parmi les hommes qui avaient vu de près le régime de la France impériale. Kosciusko, le dernier des grands hommes de la Pologne indépendante, le général qui avait disputé les débris de sa patrie aux Prussiens et aux Russes, était alors en France, où il vivait dans l'intimité de La Fayette. Napoléon voulut le faire venir en Pologne pour se servir de sa popularité. Kosciusko refusa, à moins qu'on ne lui assurât l'indépendance et la liberté de sa patrie. Il eut le pressentiment que l'homme qui avait enlevé la liberté à la France ne la rendrait pas à la Pologne.

Des milliers de Polonais s'enrôlèrent toutefois sous nos drapeaux et y rejoignirent ce qui restait des légions polonaises de la guerre d'Italie. Napoléon organisa à Varsovie une administration provisoire, composée de notables polonais, et ne demanda au pays que des volontaires.

Il s'était emparé, presque sans coup férir, de cette ligne de la Vistule que le roi de Prusse n'avait pas voulu lui céder pour prix d'un armistice. Il pouvait y établir ses quartiers d'hiver ; mais les Russes étaient tout près de lui sur l'autre rive, massés en deux gros corps, une centaine de mille hommes, dans une contrée boisée et marécageuse qui forme une espèce de triangle aboutissant par sa pointe au confluent des rivières de Narew et d'Ukra avec la Vistule, à quelques lieues au-dessous de Varsovie. Les Russes se reliaient avec la mer par un corps prussien placé entre eux et Dantzig.

Napoléon ne voulut pas leur laisser cette position. Il résolut de frapper un coup sur eux avant d'hiverner, afin de les couper d'avec la mer et de les rejeter vers le Niémen et la Lithuanie.

Il franchit la Vistule le 23 décembre et assaillit les Russes entre la Narew et l'Ukra. Une série de combats acharnés se succédèrent dans les bois épais et les boues profondes de ce pays détrempé par le dégel. Napoléon disait qu'il avait découvert en Pologne un cinquième élément, la boue. Les hommes et les chevaux s'enfonçaient à chaque instant dans ces

molles argiles ; les canons ne s'en tiraient pas. Les Russes, heureusement, étaient mal dirigés par leur général, le vieux Kamenski ; ils ne surent pas se concentrer à temps, et la difficulté de se mouvoir était la même pour eux que pour nous. On combattait pour ainsi dire à l'aveugle ; car, dans ce dédale de marécages et de forêts, ni l'une ni l'autre des deux armées ne pouvait se rendre compte de ce que faisait l'ennemi. Tel corps français n'avait personne devant lui, pendant que Lannes, avec une vingtaine de mille hommes, luttait héroïquement et victorieusement contre quarante et quelques mille Russes.

Les Russes furent rejetés, avec grande perte en hommes et en canons, au delà de la Narew, vers la forêt de Bialistock, et un corps prussien qui avait voulu venir à leur secours fut refoulé du côté de la mer.

Si la gelée eût repris, l'armée russe eût été perdue : l'impossibilité de manœuvrer sur ce sol impraticable et les grandes souffrances de notre armée empêchèrent Napoléon de poursuivre l'ennemi jusqu'au Niémen. Il prit ses cantonnements d'hiver, non plus sur la rive gauche de la Vistule, comme il l'avait d'abord projeté, mais sur la rive droite, dans la Pologne russe.

Tandis que Napoléon repoussait ainsi les Russes, les places qui restaient aux Prussiens en Silésie se rendaient, derrière la Grande armée, à nos auxiliaires allemands de la Confédération du Rhin, et un corps français et polonais commençait à resserrer, à l'embouchure de la Vistule, la grande place maritime de Dantzig.

La Grande armée ne goûta pas longtemps le repos dont elle avait tant besoin. Les Russes, dont les pertes venaient d'être plus que compensées par l'arrivée de leurs réserves, reprirent tout à coup l'offensive. Le général Bennigsen, homme d'une sombre énergie, dont il avait donné une terrible preuve par le meurtre de Paul Ier, avait reçu le commandement à la place de l'incapable Kamenski. Il tourna les forêts par une longue marche, et, traversant la ligne des lacs qui séparent le bassin de la Narew des cours d'eau allant directement à la mer, il gagna la région maritime de la vieille Prusse, avec le projet de

franchir la basse Vistule et de tourner notre position en Pologne.

Bennigsen avait espéré surprendre et enlever les cantonnements de notre aile gauche, qui s'étendaient entre la rivière de Passarge et la basse Vistule ; mais, pour réussir dans un dessein si hardi, il eût fallu toute la célérité de Napoléon. Bennigsen ne sut ou ne put, dans cette rude marche d'hiver, arriver assez vite. Ney et Bernadotte, dont les corps formaient notre gauche, concentrèrent rapidement tout ce qu'ils purent réunir de troupes et se défendirent avec une vigueur qui arrêta les Russes (25-27 janvier 1807). Napoléon eut le temps d'accourir. Il avait naguère rejeté l'ennemi dans les bois et les marais de l'intérieur des terres ; il entreprit maintenant, par une opération inverse, de tourner ceux qui avaient voulu le tourner et de les acculer à la mer. Tous les corps français, de Varsovie aux portes de Dantzig, reçurent ordre de manœuvrer en conséquence. L'armée russe eût été anéantie, si une dépêche de Napoléon à Bernadotte, enlevée par les Cosaques, n'eût révélé à Bennigsen l'extrême péril où il se trouvait (1er février).

Bennigsen se mit en retraite, suivi de près par Napoléon, et tâcha de gagner Kœnigsberg, la capitale de la vieille Prusse. Le 6 février au soir, l'arrière-garde russe fut atteinte et rompue par notre avant-garde à Hoff. Elle tint ferme, le lendemain, sur un plateau en avant de la petite ville d'Eylau. Elle fut chassée du plateau, puis de la ville. Bennigsen s'arrêta au delà d'Eylau et massa tout ce qu'il avait de forces pour recevoir la bataille le lendemain. Il avait environ 70,000 hommes, une artillerie double de celle qu'avait Napoléon sous la main (400 pièces contre 200), et il espérait être rejoint à temps par un corps prussien.

Napoléon, sur les 300,000 hommes qu'il avait mis en mouvement, n'en avait pas immédiatement à sa disposition 60,000, Ney étant à quelques lieues de là et Bernadotte hors de portée. C'était là le résultat des souffrances de l'armée, de la multitude des postes à occuper, de l'éparpillement causé par des marches sans fin, et de l'étendue immense du théâtre de la guerre.

Napoléon n'était pas homme à hésiter un instant devant un

choc décisif : il avait, pour soutenir son admirable infanterie, une puissante cavalerie à laquelle le sol gelé permettait maintenant de se mouvoir. Son artillerie compensait, par la supériorité des manœuvres et du tir, l'infériorité du nombre.

La journée du 8 février s'engagea par une longue et furieuse canonnade, soutenue de part et d'autre avec une opiniâtre constance. Les Français étaient protégés en partie par la ville d'Eylau et par le village de Rothenen. Les Russes, à découvert sous notre feu meurtrier, perdirent patience les premiers et vinrent attaquer notre aile gauche, qui les repoussa. Tandis que les corps de Soult et d'Augereau leur faisaient face, le corps de Davout les prit en flanc. L'aile gauche et les réserves des Russes se massèrent contre Davout. Napoléon, alors, lança son centre, le corps d'Augereau, contre le centre de l'armée ennemie. Les fantassins d'Augereau, aveuglés par des tourbillons de neige que le vent leur chasse au visage, perdent leur chemin et sont foudroyés, écrasés par une batterie de 72 canons qu'ils n'aperçoivent même pas. La cavalerie russe s'élance sur nos brigades mutilées et en rejette les débris jusqu'au cimetière d'Eylau, où se tient Napoléon avec sa garde. L'infanterie russe s'avance derrière la cavalerie.

Le moment était décisif. C'est alors que l'on vit ce que valait, dans les conditions d'armement et de tactique où se faisait alors la guerre, le système de concentration de la cavalerie inventé par Hoche et appliqué par Napoléon. Napoléon appela Murat et le jeta, avec quatre-vingts escadrons, sur la cavalerie russe. Murat lui passa sur le corps avec nos dragons, puis précipita nos cuirassiers comme une trombe sur l'infanterie. La première ligne des fantassins russes fut rompue, culbutée, hachée. La seconde, appuyée par une réserve d'artillerie, résista en se repliant sur un bois. La lutte fut quelque temps suspendue au centre, Napoléon ne voulant pas encore engager ses réserves, parce qu'il prévoyait l'arrivée d'un corps prussien.

Davout, pendant ce temps, avait gagné décidément l'avantage sur la gauche des Russes et commençait à les prendre en arrière. Mais ses têtes de colonnes furent arrêtées par un corps de sept ou huit mille Prussiens qui avait échappé à la poursuite

de Ney. Les Russes reprenaient l'espérance. A la nuit tombante, Ney arriva derrière les Prussiens. Bennigsen ordonna la retraite à la faveur de la nuit.

L'aspect du champ de bataille fut affreux le lendemain. Douze mille Russes et dix mille Français jonchaient, morts, mourants ou hors de combat, ces vastes champs de neige rougie par des flots de sang. Les Russes emmenaient en outre 15,000 blessés. L'effectif de leurs combattants était bien diminué de 30,000 hommes.

« Quel massacre, et sans résultat! » s'écria le maréchal Ney en parcourant ce lugubre théâtre de carnage.

C'était trop vrai. Napoléon avait bien, suivant son projet, acculé les Russes à la mer, mais non pas dans les conditions qu'il avait voulues. Bennigsen réussit à atteindre la grande ville de Kœnigsberg, où il pouvait reposer et renforcer son armée, et Napoléon ne se sentit point en état de le forcer dans ce dernier asile. Pour la première fois depuis Marengo, la victoire avait longtemps hésité, et, cette fois-ci, elle restait sans profit; cela eût dû faire réfléchir cet homme qui ne doutait jamais de la fortune.

Nous avons cité diverses causes du faible effectif auquel la Grande armée s'était trouvée réduite sur le champ de bataille. A ces causes matérielles inévitables, parmi lesquelles doit compter la multitude des malades qu'épuisaient des fatigues inouïes, se joignait une cause morale qui devenait alarmante. La discipline se relâchait. Les traînards et les maraudeurs commençaient à se multiplier. Des milliers d'hommes qui n'avaient de soldat que le nom, dispersés en petites bandes, échappaient aux recherches de leurs chefs et vivaient sur le pays sans rendre aucun service militaire. Ce mal ne pouvait plus qu'aller croissant. Nous étions déjà loin de l'armée d'Austerlitz.

Napoléon s'était décidé à retourner sur la Vistule jusqu'au printemps. N'ayant pu s'emparer de Kœnigsberg et chasser entièrement les Russes de la vieille Prusse, il était résolu d'employer le reste de l'hiver à la conquête de la très importante place de Dantzig. Il revint donc s'établir non plus auprès de Varsovie, mais entre la rivière de Passarge et la basse Vistule, en

faisant assiéger derrière lui Dantzig par un corps d'armée sous le commandement du maréchal Lefebvre. Il prit les mesures les plus habiles pour assurer les positions de son armée et pour la renforcer et la mettre en état de rentrer en campagne à la belle saison. Tandis qu'autour de lui tout succombait à la fatigue, que les généraux les plus énergiques, Lannes, Murat, Augereau, étaient malades et parfois obligés de quitter leurs corps d'armée, lui, qui autrefois avait l'air si frêle, se vantait de ne s'être jamais mieux porté et d'engraisser, en menant une vie à briser les forces d'un géant. Il avait des muscles de fer comme une âme de fer.

La guerre que poursuivait Napoléon dans le nord de l'Europe avait en ce moment son contre-coup en Orient, et il arriva de Constantinople des nouvelles de grand intérêt. L'Angleterre et la Russie, voyant le sultan Sélim pencher du côté de la France, s'étaient concertées pour contraindre la Turquie, par la force des armes, à rentrer dans la coalition. Les Russes visaient à mettre la main sur les provinces qui relevaient du sultan au nord du Danube (Moldavie et Valachie) ; les Anglais, à occuper l'Égypte. Il fut donc convenu entre eux que les Russes envahiraient la Moldavie et la Valachie, et qu'une escadre anglaise franchirait le détroit des Dardanelles pour aller dicter la loi au sultan dans Constantinople. L'ambassadeur français Sébastiani empêcha les Turcs de céder aux menaces de l'ambassadeur d'Angleterre. L'escadre anglaise franchit le détroit des Dardanelles, mal gardé par les Turcs, et se présenta, le 21 février, devant Constantinople. Le sultan, conseillé par Sébastiani, gagna quelques jours en négociant. Sébastiani, aidé par des officiers envoyés de notre corps d'armée de Dalmatie, employa ce temps à mettre en batterie trois cents grosses pièces destinées à contrebattre la flotte ennemie. Une fois armé, on rompit les négociations. L'amiral anglais Duckworth n'avait compté que sur l'intimidation et n'avait point de troupes de débarquement. Il n'osa engager la lutte et craignit, s'il ne hâtait sa retraite, de ne pouvoir repasser les Dardanelles, que Sébastiani travaillait à armer comme Constantinople. Il repartit donc le 3 mars. La tentative qui avait réussi, quelques années auparavant à Copen-

hague, échouait à Constantinople. Les Anglais n'avaient plus Nelson à leur tête.

Ils n'eurent pas un meilleur succès en Égypte. Ils occupèrent un moment Alexandrie, mais en furent bientôt expulsés par Méhémet-Ali, qui commençait et devait finir sa carrière en luttant contre eux. Les entreprises lointaines, pour lesquelles ils avaient négligé de secourir leurs alliés dans le nord de l'Europe, ne réussirent pas non plus. Ils échouèrent contre les colonies espagnoles et françaises, à Buenos-Ayres et sur d'autres points.

Après Eylau, Napoléon, un peu revenu de son enivrement, s'était relâché de sa résolution de n'entendre à aucune transaction jusqu'à ce qu'il pût dicter la paix générale. Il avait offert de nouveau au roi de Prusse, pour le séparer de la Russie, les conditions qu'il lui avait naguère proposées, puis refusées, c'est-à-dire la restitution de ses États de la rive droite de l'Elbe. Il ne faisait aucune réserve quant à la Pologne, laissant entendre au roi de Prusse « qu'il n'y attachait aucun prix ». Il était tout disposé à abandonner ces populations qui combattaient dans nos rangs et qui avaient mis en lui toutes leurs espérances.

Le roi de Prusse inclinait à accepter : sa femme et sa cour l'en empêchèrent.

Napoléon se tourna de nouveau vers l'Autriche. Il lui réitéra l'offre d'une cession de territoire en Silésie, cette fois sans lui demander ses provinces polonaises, ou, si elle l'aimait mieux, un agrandissement aux dépens de la Turquie, dans le cas où l'on en accorderait autant à la Russie comme condition de paix.

Ceci, au moment même où le sultan Sélim, confiant dans la promesse de Napoléon de maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman, embrassait résolûment notre alliance et résistait, avec courage et succès, aux Anglais et aux Russes.

L'Autriche ne voulut pas s'engager sur un terrain si peu solide, mais offrit sa médiation.

Napoléon ne crut pas possible de refuser. C'eût été donner prétexte à l'Autriche de se déclarer contre nous. Il compta que les négociations traîneraient en longueur et se hâta de se mettre

en mesure de frapper prochainement un grand coup sur les Russes, tout en se prémunissant contre une diversion possible de la part de l'Autriche. Il forma une armée de réserve de 100,000 hommes sur l'Elbe, sous le commandement du maréchal Brune. Il appela d'avance la conscription de 1808, quatre mois après avoir appelé celle de 1807, décida d'élever l'effectif de nos armées à 650,000 hommes et se prépara à en avoir 450,000 en Allemagne et en Pologne, dont 370,000 Français, y compris les recrues polonaises, et 80,000 alliés.

Pendant ce temps, le siège de Dantzig marchait avec vigueur sous la direction de deux habiles généraux du génie et de l'artillerie, Chasseloup et Lariboisière. Au commencement des opérations, les assiégeants ne comptaient pas 20,000 hommes, la plupart Polonais ou auxiliaires allemands : la garnison prussienne et russe était à peu près égale en nombre. Elle ne réussit pas cependant à empêcher les approches. Les assiégeants furent renforcés. L'armée russe, établie en avant de Kœnigsberg, essaya de secourir Dantzig en expédiant une dizaine de mille hommes, partie le long de la côte, partie par mer. Cette double attaque fut repoussée, et Dantzig, menacé de l'assaut, capitula le 26 mai.

Cette conquête, qui nous assurait tout le cours de la Vistule, dégageait notre aile gauche et permettait à Napoléon de disposer de toutes ses forces avec pleine liberté. Les immenses approvisionnements trouvés à Dantzig rendirent le bien-être à la Grande armée, qui s'était reposée, renforcée, et qui pouvait maintenant mettre en ligne au moins 160,000 hommes.

L'armée russe, après tous les efforts faits durant l'hiver pour la recruter, avait en tout 140,000 hommes dans la vieille Prusse, plus 30,000 hommes de renfort en marche. La masse principale, établie entre les rivières de Pregel et d'Alle, n'était que d'une centaine de mille hommes. Cet immense Empire, avec sa population clair-semée et ses ressources encore faiblement organisées, ne pouvait que bien difficilement mettre en mouvement de grandes masses d'hommes, même sur son propre territoire.

Les coalisés, cependant, avaient répondu évasivement à la proposition de la médiation autrichienne. L'empereur Alexandre

était trompé, après Eylau, comme il l'avait été avant Austerlitz. La journée d'Eylau, qui était en réalité pour les Russes une défaite honorable, avait été présentée par le général Bennigsen à l'empereur Alexandre comme une victoire. La retraite de Napoléon après Eylau faisait illusion au tsar. Alexandre et Frédéric-Guillaume venaient de signer un nouveau pacte par lequel ils s'obligeaient à ne pas traiter l'un sans l'autre (26 avril). L'Angleterre leur renouvelait ses promesses jusqu'alors si mal tenues, et ils espéraient entraîner l'Autriche ; mais celle-ci n'était disposée à rien risquer, et la prise de Dantzig la confirma dans sa neutralité.

Dès que les Russes voulaient continuer la guerre, ils n'avaient qu'une seule chance : c'était de se replier en tâchant d'attirer Napoléon en Russie. Loin de là, Bennigsen reprit follement encore une fois l'offensive, dans des conditions bien plus défavorables qu'il ne l'avait fait à la fin de janvier. L'armée française, depuis le 1er mai, était sortie de ses cantonnements pour camper par divisions dans des positions couvertes par des ouvrages en terre ou par d'immenses abatis d'arbres. Napoléon avait décidé de rentrer en campagne le 10 juin. Bennigsen le prévint et vint se jeter sur nos positions dès le 5. Le corps de Ney, attaqué le prèmier par des forces très supérieures, se retira dans un ordre admirable en disputant le terrain pied à pied. Soult et Bernadotte, moins inégaux en nombre à l'ennemi, repoussèrent les attaques dirigées contre eux et se maintinrent dans leurs postes. La réunion générale de notre armée s'opéra, conformément aux ordres de Napoléon, en arrière de la rivière de Passarge.

Bennigsen, voyant son opération manquée, se replia de la Passarge sur l'Alle. Napoléon s'avança rapidement pour tâcher de couper la retraite aux Russes sur Kœnigsberg. Les Français marchaient par la rive gauche, les Russes par la rive droite de l'Alle. Les Français rejoignirent les Russes à Heilsberg, petite ville située sur l'Alle. Les Russes occupaient la ville et les deux bords de la rivière. Ils avaient élevé à la hâte sur la rive gauche des redoutes hérissées d'artillerie. Soult et Murat, arrivés les premiers, se jetèrent, avec ce qu'ils avaient sous la main.

sur l'armée russe tout entière. Leurs efforts héroïques, soutenus vers la fin de la journée par Lannes, ne réussirent pas à déloger l'ennemi. La nuit mit fin à cette lutte sanglante (10 juin).

Bennigsen, ayant résisté à grand'peine à une partie de l'armée française, ne crut pas devoir attendre une seconde attaque de toute l'armée réunie : il reprit, le lendemain; en se couvrant de l'Alle, sa retraite sur Kœnigsberg.

Napoléon ne le suivit pas, et, cherchant à le devancer vers la Pregel, la rivière de Kœnigsberg, il repassa par le champ de bataille d'Eylau. Il ne parvint pas à atteindre, avant Bennigsen, la petite ville de Friedland, où les Russes voulaient passer l'Alle pour regagner Kœnigsberg. Bennigsen occupa Friedland, le 13 juin ; mais, quand il voulut déboucher le 14 au matin, il rencontra devant lui le maréchal Lannes. L'intrépide Lannes, avec 10,000 hommes, en arrêta 70,000. Heureusement, il fut assailli sans ensemble; Bennigsen ne sut pas pas profiter de son immense supériorité pour l'envelopper et l'écraser. L'inégalité diminua d'heure en heure : des corps français arrivèrent successivement au secours de Lannes, et Napoléon, dans l'après-midi, eut sous la main au moins 80,000 hommes. Il attaqua à son tour, en lançant Ney sur Friedland pour s'emparer de la ville et des ponts. Il y eut là un des plus terribles combats de toutes nos grandes guerres. Les Russes, qui se sentaient perdus si on leur enlevait les ponts de l'Alle, firent des efforts désespérés. Ce fut encore cette division Dupont, tant de fois signalée depuis Ulm, qui décida la victoire. Ney et Dupont pénétrèrent, parmi un terrible carnage, dans Friedland en flammes, firent sauter les ponts et séparèrent le gros de l'armée russe des réserves qu'elle avait sur l'autre rive. Napoléon fait alors charger sur toute la ligne. Les Russes, enfoncés de toutes parts, ne se rendent pas. Une partie parvint à s'échapper, à la faveur de la nuit tombante, en descendant la rive gauche de l'Alle. Le reste, serré de plus près, se jette dans la rivière : les uns passent à gué, les autres sont engloutis en grand nombre. Vingt-cinq mille Russes sont tués, hors de combat ou noyés. Quatre-vingts canons restent dans nos mains. Friedland

avait dignement célébré l'anniversaire de Marengo (14 juin).

Tandis que Napoléon, avec Ney, Lannes et Bernadotte, accablait l'armée russe à Friedland, Murat, Soult et Davout avaient marché droit sur Kœnigsberg avec 60,000 hommes. A la nouvelle du désastre des Russes, l'ennemi évacua Kœnigsberg, et cette capitale de la vieille Prusse fut occupée par Soult. On y prit 100,000 fusils envoyés par l'Angleterre, avec les navires qui les apportaient. Les débris de l'armée russe repassèrent le Niémen les 18 et 19 juin. La Grande armée, partie de Boulogne vingt mois auparavant, avait vaincu, dans cet intervalle, l'Autriche et la Prusse chez elles et la Russie hors de chez elle. Elle était maintenant à l'entrée de l'Empire russe.

Alexandre courba la tête sous ce terrible coup, qui renouvelait Austerlitz. Il se sentait hors d'état de disputer davantage la Prusse à Napoléon, et son armée était lasse de se faire exterminer pour les Prussiens et les Anglais. Le roi de Prusse, d'ailleurs, était le premier à reconnaître qu'il fallait demander la paix. Un armistice, sollicité par les vaincus, fut accordé sur-le-champ par Napoléon, qui ne souhaitait pas de continuer la campagne au delà du Niémen. Alexandre lui fit demander une entrevue. Napoléon, qui en avait peut-être suggéré l'idée, s'empressa d'y consentir. L'entrevue n'eut pas lieu dans les conditions humiliantes où s'était trouvé, après Austerlitz, l'empereur d'Autriche vis-à-vis de l'empereur des Français. Napoléon et Alexandre s'abouchèrent dans un pavillon élevé sur un radeau qu'on avait placé sur le Niémen à égale distance des deux rives. Ils s'abordèrent en s'embrassant aux applaudissements des deux armées. L'attitude de Napoléon fut tout autre qu'elle n'avait été vis-à-vis de l'empereur François II. Il ne s'agissait plus pour lui, cette fois, d'imposer des conditions écrasantes à un ennemi réduit à sa merci, mais d'entraîner dans sa politique un adversaire dont il prétendait faire un allié et auquel il voulait offrir et non prendre des provinces. Il avait repoussé, en 1805, le système d'alliance avec l'Autriche que lui proposait Talleyrand : il était résolu maintenant à tenter le système de l'alliance russe. Il comptait sur son ascendant personnel pour

s'emparer de l'esprit d'Alexandre et s'y prit avec une grande habileté. Trouvant le jeune tsar fort mécontent de l'Angleterre, peu satisfait de la Prusse, humilié dans son orgueil, il le releva à ses propres yeux par des témoignages d'estime et de sympathie pour lui et pour son armée, et lui offrit brusquement ce qu'il avait offert naguère à un ambassadeur anglais, le partage du monde.

Alexandre fut ébloui, fasciné : cette première conférence fut suivie d'une série de longs entretiens dans la petite ville prussienne de Tilsit, qu'on avait neutralisée. Alexandre y venait incessamment trouver Napoléon et traiter avec lui, seul à seul, comme Napoléon l'avait voulu. Une étroite intimité s'était rapidement établie entre les deux monarques qui se faisaient la veille une guerre si acharnée. L'impétueuse éloquence et l'imagination gigantesque de Napoléon avaient subjugué Alexandre ; l'empereur de Russie accepta les propositions de l'empereur des Français.

Quelles étaient ces propositions? Quelles furent les bases de ce pacte qui, dans la pensée de son auteur, devait décider des destinées du monde? C'est ici l'épreuve suprême du génie politique de Napoléon.

Dès que l'Empire français s'alliait à l'Empire russe, il semble que leur pacte devait débuter par résoudre à fond la question de la Pologne et que Napoléon n'avait qu'une chose à faire; c'était de s'approprier le plan du prince Czartoryski, à savoir : reprendre à la Prusse et à l'Autriche leurs provinces polonaises et les réunir aux provinces occupées par la Russie sous le sceptre d'Alexandre, tsar de Russie et roi de Pologne. Il y avait de graves difficultés sans doute, et dans les aspirations des Polonais au retour de leur entière indépendance, et dans les passions et les idées moscovites aspirant à l'entière absorption de la Pologne par la Russie ; mais, si les difficultés étaient sérieuses, le but valait la peine que les deux nouveaux alliés s'employassent à les surmonter. Au point de vue de l'Empire français, l'association de toute la nation polonaise au grand Empire slavo-asiatique séparait définitivement les intérêts de la Russie de ceux de l'Autriche et de la Prusse, et garantissait la France

contre tout retour de fortune de la part de ces deux États et de l'Allemagne en général.

Napoléon n'y pensa pas même un instant. Ce qu'il offrit et fit accepter à Alexandre, ce ne fut pas la cession des provinces polonaises de la Prusse et de l'Autriche, ce fut le démembrement de la Suède et de la Turquie. Il offrit à Alexandre de lui laisser prendre et de lui garantir la Finlande, cette vaste contrée qu'avaient civilisée les Suédois sur la rive orientale de la Baltique, et que Pierre le Grand n'avait qu'un peu entamée au nord de Saint-Pétersbourg. Par la même convention secrète, il fut entendu que la Russie s'approprierait la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie, c'est-à-dire tout le nord de la Turquie d'Europe jusqu'aux monts Balkans, tandis que l'Empire français prendrait, à l'ouest et au sud de cet Empire, l'Albanie et la Morée.

Napoléon provoquait ainsi le démembrement de deux États dont l'un, la Turquie, était, suivant ses propres paroles, « notre plus ancien allié », et venait de se compromettre pour nous : l'autre, la Suède, malgré la fausse politique de son roi, était aussi, avait dit Napoléon lui-même, « géographiquement et historiquement ami de la France ». — « Les plus chers intérêts des deux peuples sont unis », avouait-il, et il ajoutait, avec quelque exagération, que, « par la réunion de la Finlande à la Russie, il n'y aurait plus de Suède ! »

Il sacrifiait donc, d'après son propre aveu, les intérêts anciens et permanents de la France à ceux de son chimérique Empire d'Occident.

Alexandre s'engagea à la guerre contre l'Angleterre, si celle-ci n'acceptait pas sa médiation aux conditions convenues avec Napoléon.

Ces conditions laissaient Malte à l'Angleterre et rendaient le Hanovre au roi Georges III, à condition que les Anglais rendissent toutes les colonies espagnoles et hollandaises.

Napoléon enlevait au roi de Prusse toutes ses anciennes possessions entre l'Elbe et le Rhin et les destinait à former, avec la Hesse-Cassel et le duché de Brunswick, un royaume de Westphalie pour son jeune frère Jérôme. Il rendait à la Prusse

toute la partie de ses États sur la rive droite de l'Elbe, moins les provinces polonaises. Il touchait donc à la Pologne ; mais c'était seulement pour former de la Pologne prussienne un grand-duché de Varsovie, qui serait donné à l'électeur de Saxe.

Alexandre y consentit ; mais,là, était le point noir qui menaçait l'alliance russe. Toucher au partage de la Pologne autrement qu'au profit du tsar ne pouvait manquer d'inquiéter la Russie sur ses possessions polonaises. Là était l'intérêt commun qui pouvait de nouveau réunir quelque jour les trois copartageants. Il fallait ou ne pas toucher à la Pologne, ou résoudre la question à fond. Mais, n'y pas toucher, c'était rendre Varsovie et Posen aux Prussiens, et Napoléon l'avait senti impossible. Il eût donc fallu aller plus loin !

La politique de Napoléon était donc mauvaise vis-à-vis de la Russie, qu'il provoquait à démembrer nos vieux alliés et à laquelle il ne donnait pas ce qui eût pu associer solidement les deux Empires. La politique était mauvaise vis-à-vis de la Prusse, qui était trop cruellement mutilée ou qui n'était pas assez détruite.

Le traité avec la Russie et la Prusse fut signé à Tilsit le 8 juillet. Napoléon fut de retour à Paris le 27.

Comme le géant de la Fable qui entassait l'une sur l'autre les montagnes, il avait accumulé victoire sur victoire. Sa gloire militaire dépassait toutes les gloires. La foule enivrée croyait à la grande alliance qui couronnait tous les triomphes et qui allait, disait-on, imposer la paix du monde et la liberté des mers à l'Angleterre humiliée.

Ce colossal et splendide édifice était bâti sur le sable.

CHAPITRE IX

GUERRE D'ESPAGNE.

(Juillet 1807-février 1809).

Napoleon fut accueilli par la foule avec plus de joie et de confiance encore au retour de Tilsit qu'au retour d'Austerlitz. On voyait dans l'alliance russe la garantie de la paix du continent, et l'on espérait que l'Angleterre isolée céderait bientôt à son tour. Napoléon, en rentrant à Saint-Cloud, sa résidence d'été, ne parla que de paix aux grands dignitaires et aux membres des corps de l'État qui étaient venus le saluer. « Il faut maintenant, leur dit-il, nous faire commerçants et manufacturiers. Je vais recommencer mes *grandes revues d'affaires*, qu'il est temps de faire succéder à mes *grandes revues d'armées*. » Ces paroles furent fort répétées avec grande satisfaction. La rente, qui s'était élevée de 60 à 70 après Austerlitz, monta jusqu'à 94 après Tilsit.

Les finances paraissaient prospères. Les dépenses avaient augmenté, mais aussi le rendement des impôts. La recette, arrivée à 770 millions, n'était inférieure à la dépense que de quelques millions, et les contributions de guerre et les réquisitions à l'étranger apportaient un supplément énorme à la recette française. Le trésor de l'armée, regorgeant aux dépens de l'étranger, était un prêteur toujours prêt à aider la caisse de service du trésor public. Ce service avait été fort habilement organisé par le ministre du trésor, Mollien, homme d'ordre et de probité comme le ministre des finances, Gaudin, mais plus inventif et plus novateur. Mollien avait enfin réussi à

affranchir le trésor public du concours dispendieux des gens d'affaires, des traitants, et à faire opérer directement par les receveurs et agents de l'État tout ce qui était recette, dépense, recouvrements de fonds.

Tout cela était fort savamment ordonné, mais à condition d'avoir toujours la victoire pour percepteur. A la paix, il eût bien fallu changer tout ce mécanisme qui reposait sur l'association du trésor public et du trésor de l'armée.

A cette époque appartient une utile création, la Cour des comptes, imitée de l'ancienne Chambre des comptes de la monarchie et destinée à vérifier la régularité de la comptabilité publique.

Une nouvelle impulsion fut donnée aux travaux publics. On dépensa beaucoup pour les routes et les ponts. On continua plus activement les canaux commencés ; on en commença d'autres. On travailla à mettre en communication l'Escaut avec la Meuse et le Rhin. On acheva de mettre l'Escaut en communication avec la Seine. On poursuivit les travaux du canal du Rhône au Rhin et des canaux qui traversent toute la Bretagne. On s'occupa d'améliorer le cours des rivières. On travailla sur une grande échelle dans les ports et les places fortes. A côté des monuments d'apparat, tels que le Temple de la Gloire et la Colonne, on entreprit dans Paris des constructions d'utilité publique, marchés couverts, abattoirs, greniers d'abondance, etc.... Notre industrie et notre commerce étaient en progrès. Les marchandises françaises se répandaient en Europe et recommençaient d'y lutter avec les marchandises anglaises, que le blocus continental ne réussissait pas à exclure, mais gênait notablement. Lyon s'était relevé de ses ruines : nos soieries et nos draps avaient repris un large essor ; nos fers gagnaient aussi du terrain.

Le Code de commerce, qui régla les rapports spéciaux entre commerçants, de même que le Code civil avait réglé les rapports généraux des citoyens, attesta l'importance que le pouvoir attachait à la production et aux échanges qui en sont la conséquence.

S'il y avait progrès dans les conditions économiques du

pays, il n'y avait pas de progrès politique, tout au contraire. Le pouvoir devenait de plus en plus despotique et rétrograde. Un sénatus-consulte supprima le Tribunat, depuis longtemps annulé en fait. Par l'institution de la Légion d'honneur, le premier consul avait créé une noblesse personnelle et non transmissible, non héréditaire. L'empereur dicta au sénat un sénatus-consulte rétablissant la noblesse héréditaire. Il y était statué que les titres donnés par l'empereur, ainsi que les dotations, les revenus accompagnant ces titres, seraient transmissibles héréditairement d'aîné en aîné, contrairement à l'égalité des partages dans la famille, consacrée par le Code civil. De plus, à chaque dignité de l'Empire fut attaché un titre de duc, comte ou baron, transmissible du père au fils, à condition d'associer au titre une portion de biens exempte du partage avec les autres enfants. C'est ce qu'on nomma les « majorats ». On alla plus loin : en dehors de la hiérarchie des fonctionnaires, tout membre de la Légion d'honneur put s'intituler chevalier et transmettre ce titre moyennant un majorat de 3,000 francs de rente. C'était dénaturer entièrement la destination toute personnelle de la Légion d'honneur.

L'institution de la Légion d'honneur était devenue populaire : celle de la noblesse impériale heurta la nation dans ses sentiments les plus intimes et les plus constants, et ne cessa jamais d'être condamnée par l'opinion. Napoléon et ses ministres eurent beau dire que c'était le moyen d'empêcher le retour de la noblesse féodale et que les nouveaux nobles n'avaient pas de privilèges : l'opinion ne voulait pas plus de la nouvelle noblesse que de l'ancienne. Beaucoup d'entre les hauts fonctionnaires militaires et civils que l'empereur affublait des titres de ducs et de comtes lui en savaient peu de gré ; mais il ajoutait à ces titres de riches dotations auxquelles ne pouvaient être insensibles tous les hommes de guerre que le Consulat et l'Empire avaient habitués à mener une grande existence. Aux maréchaux furent assignés des revenus de deux à trois cent mille francs (qui vaudraient au moins le double aujourd'hui), avec beaucoup d'argent comptant. Les généraux et les principaux fonctionnaires civils furent dotés à proportion.

Il y eut des gratifications et des dotations permanentes pour les officiers et sous-officiers qui s'étaient distingués et pour les blessés. C'était l'étranger qui en payait les frais. Nous avons déjà mentionné un certain nombre de grandes dotations établies sur des domaines italiens. Le reste fut assis en majeure partie sur des terres de Pologne, de Hanovre, de Westphalie.

Le clergé eut sa part : 2,400 bourses furent accordées aux petits séminaires, que l'État, d'après le Concordat, ne s'était pas engagé à subventionner.

Le Code civil reçut le nom de Code Napoléon, pour qu'il parût bien être, devant la postérité, l'œuvre personnelle de celui qui l'avait promulgué.

La politique de Napoléon, rétrograde en France, était progressive au dehors quant aux institutions civiles. Dans son goût d'ordre extérieur et d'uniformité, il propageait à l'étranger celles des institutions issues de la Révolution française qui étaient compatibles avec l'autorité absolue. Il brisait autour de lui les vieilles législations féodales et privilégiées. Il introduisait le Code civil en Italie, en Hollande, dans le nouveau royaume de Westphalie, qu'il venait de constituer au profit de son jeune frère Jérôme; il poussait ses alliés, ou plutôt ses vassaux de la Confédération du Rhin, à l'adopter dans leurs États. Les villes hanséatiques le réclamèrent spontanément. Le grand-duc de Bade l'admit; le roi de Bavière le fit mettre à l'étude pour l'adapter à son peuple; le roi de Saxe l'introduisit dans son nouveau grand-duché de Varsovie, et la liberté civile entra ainsi dans une partie des campagnes polonaises.

Napoléon, par une de ces contradictions qu'on retrouve sans cesse dans sa politique, détruisait l'Ancien régime au delà du Rhin, pendant qu'il s'en rapprochait en France par le rétablissement de la noblesse, par les majorats, et le dépassait par l'excès de la centralisation. Ce fut pour une grande partie de l'Allemagne un bienfait, trop compensé dans le présent par les exactions et tous les abus de la domination étrangère, mais qui devait survivre, au moins en partie, à cette domination, et modifier, à leur grand avantage, le sort des populations allemandes.

Dans les provinces de la rive gauche du Rhin, transformées en départements français, le bienfait était sans mélange. Ces populations, exemptes des lourdes charges que l'occupation militaire faisait peser sur la rive droite du Rhin, n'étaient pas seulement assimilées à l'ancienne France ; elles étaient traitées avec des ménagements tout particuliers. On faisait tout pour rendre leur condition la meilleure possible ; on leur envoyait les plus habiles administrateurs ; là, entre autres, nous retrouvons, comme préfet, à Mayence, l'homme énergique et dévoué qui avait fait autrefois tant d'efforts pour relever notre marine sous la Convention, Jean-Bon-Saint-André. Il s'employait maintenant, avec la même ardeur et avec la même capacité, à faire aimer la France aux habitants de la rive gauche du Rhin. La réunion, qui s'était opérée avec facilité sous la République, semblait définitivement acceptée par ces provinces, dont les conditions sociales et économiques avaient grandement gagné à la Révolution, et qui se félicitaient d'avoir été délivrées par les Français de la domination des prêtres et des nobles. La rive gauche du Rhin paraissait devenir tout entière une nouvelle Alsace.

Les sentiments n'étaient pas les mêmes dans le nouveau royaume de Westphalie, que Napoléon avait créé de l'autre côté du Rhin pour son frère Jérôme. Il avait formé, par la réunion de diverses principautés, cet État considérable, qui était séparé du Rhin par le grand-duché de Berg, un autre État déjà donné à un Français, à Murat, et par la principauté de Nassau, et qui s'étendait, à l'est, jusqu'à l'Elbe : Napoléon lui ajouta plus tard l'importante place de Magdebourg, arrachée à la Prusse. Le royaume de Westphalie comprenait les anciens États de Hesse-Cassel, de Brunswick, des fragments de la Prusse et du Hanovre, et beaucoup d'anciennes principautés ecclésiastiques et laïques. L'introduction des lois françaises fut incontestablement un grand bien dans ce pays ; les administrateurs français qui entouraient le jeune roi Jérôme, et auxquels s'étaient adjoints plusieurs des hommes les plus éminents de l'Allemagne, introduisirent de nombreuses améliorations. Si le jeune roi Jérôme menait une conduite assez scandaleuse, ses mœurs n'étaient pourtant guère

plus mauvaises que celles des princes allemands auxquels il succédait : là ne fut point la vraie cause de l'impopularité que ne put vaincre l'administration française de la Westphalie. Cette cause fut l'exagération des exigences de Napoléon, dans les levées d'hommes et d'argent qu'il imposait au nouveau royaume. Il continuait à le traiter en pays conquis et surexcitait ainsi la répugnance naturelle des habitants pour une domination étrangère qui ne prenait pas la peine de se déguiser.

Les États de la Confédération du Rhin restés allemands, c'est-à-dire gouvernés par des princes allemands, la Bavière, la Saxe, le Würtemberg, Bade, depuis qu'ils avaient été évacués par les troupes françaises, n'avaient plus d'hostilité ni contre la France ni contre l'empereur.

Les contingents militaires qu'ils avaient fournis dans la dernière campagne contre la Prusse avaient été traités sur le pied de l'égalité avec les troupes françaises, et fort ménagés et loués dans les bulletins lorsqu'ils s'étaient distingués à Dantzig ou en Silésie. Flattés d'attirer les regards du grand capitaine, ils n'avaient montré aucun scrupule à combattre les Prussiens. L'adoration de la force et du succès, assez commune partout, n'est nulle part plus habituelle qu'en Allemagne.

En résumé, quoique l'établissement au delà du Rhin de deux princes étrangers, Murat et surtout Jérôme, eût été une faute grave, la domination de Napoléon sur l'Allemagne était très solidement établie et ne pouvait être ébranlée que par le contrecoup de quelque grand événement au dehors.

Napoléon continuait de poursuivre ardemment son but, qui reculait toujours, à savoir : de forcer l'Angleterre à une paix qui reconnût ce qu'il avait acquis et le laissât libre d'acquérir encore. Il faisait de très grands efforts pour rétablir notre marine. Depuis Trafalgar, on avait cessé les grandes opérations offensives sur mer ; mais Napoléon faisait pousser, avec une activité fievreuse, les constructions de vaisseaux et de frégates dans tous nos ports, surtout à Anvers, où se fabriquaient les bâtiments qu'on allait ensuite armer à Flessingue. Il projetait de former ainsi un grand nombre d'escadres françaises et alliées

ayant chacune à sa portée un camp prêt à s'embarquer; il espérait obliger ainsi l'Angleterre à s'épuiser en escadres de blocus, qui ne réussiraient pas toutes à empêcher ces expéditions de partir.

En attendant, Napoléon développait de plus en plus le système du blocus continental et se préparait à forcer tout ce qui restait d'États neutres à choisir entre la guerre contre la France ou la guerre contre l'Angleterre.

L'empereur Alexandre, conformément aux conventions de Tilsit, avait proposé sa médiation à l'Angleterre. Le ministère anglais, dirigé par des hommes nouveaux, Canning et Castlereagh, était peu disposé à la paix et fit une réponse évasive. Il projetait en ce moment un coup de nature à ruiner toute chance de paix, si la paix eût été possible.

Napoléon était alors sur le point de commencer par le Danemark l'application de son plan pour la suppression de toute neutralité.

Le Danemark n'aimait point l'Angleterre, qui l'avait si rudement traité en 1801 ; mais il souhaitait fort de rester neutre. Napoléon fit signifier au gouvernement danois que, si l'Angleterre refusait la médiation de la Russie, il faudrait choisir de faire la guerre à l'Angleterre ou à la France (31 juillet). Il envoya l'ordre à Bernadotte, qui commandait un corps d'armée à Hambourg, de s'emparer de toutes les possessions continentales du Danemark, si le gouvernement danois n'entrait pas dans notre alliance après le refus de la médiation russe par les Anglais (2 août 1807).

Le ministère anglais prévint Napoléon. Il louvoya avec la Russie, demandant des explications sur les bases de la médiation que proposait Alexandre, et il se hâta d'agir du côté du Danemark. Il excita les Suédois à rompre l'armistice qu'ils avaient avec la France, afin de détourner sur eux l'attention des forces françaises qui occupaient l'Allemagne du Nord. Les Anglais sacrifiaient, comme de coutume, leurs alliés, et les Suédois ne gagnèrent, à cette nouvelle folie de leur roi Gustave IV, que de se faire chasser de la Poméranie et de faire prendre Stralsund par les Français (21 août 1807.) Mais, pen-

dant ce temps, une grande flotte anglaise, portant vingt et quelques mille hommes de débarquement, était partie des dunes d'Angleterre vers la fin de juilllet. Elle franchit le Sund sans résistance le 3 août, les Danois ne s'attendant à rien. L'amiral anglais Gambier expédia au prince régent de Danemark la sommation de livrer aux Anglais la forteresse de Kroneborg, qui commande le Sund, ainsi que le port de Copenhague et la flotte danoise, jusqu'à la paix.

Le prince régent refusa avec indignation et fit un appel au patriotisme du peuple danois. Malheureusement, les moyens de défense étaient insuffisants ; le gouvernement danois, ne se défiant pas des Anglais, avait envoyé presque tout ce qu'il avait de troupes dans le Holstein, pour faire respecter la neutralité de son territoire continental pendant la guerre de la France et de la Prusse. La population s'arma ; on se fortifia à la hâte du côté de l'intérieur des terres ; mais on ne put empêcher l'armée anglaise de débarquer à quelque distance au nord de Copenhague et d'établir des batteries incendiaires à portée de la ville. La flotte anglaise entourait l'île de Sjœland, où est située Copenhague, afin d'empêcher les troupes danoises de revenir du Holstein au secours de la capitale.

Les Anglais se gardèrent bien de donner l'assaut à Copenhague. Retranchés derrière un lac voisin de la ville, ils firent, à leur aise et sans péril, pleuvoir sur Copenhague un déluge de feux. C'est là qu'ils essayèrent pour la première fois les fameuses fusées à la Congrève. Après quatre jours d'un horrible bombardement, qui incendia une partie de la ville et fit périr un grand nombre d'habitants, les malheureux Danois, n'ayant pas même la consolation de pouvoir rendre coup pour coup à leurs impitoyables agresseurs, capitulèrent le 7 septembre. Les Anglais emmenèrent seize vaisseaux de ligne, une vingtaine de bâtiments inférieurs, et détruisirent dans l'arsenal tout ce qu'ils ne purent emporter. Assurés d'avoir bientôt les Français sur les bras avec toute la population du Danemark, ils n'essayèrent pas de se maintenir à Copenhague, et la flotte remmena l'armée.

Le Danemark appela aussitôt les Français. Les Anglais avaient fourni une excuse à toutes les violences que méditait

Napoléon. Il y eut contre le gouvernement anglais un cri d'indignation dans toute l'Europe.

Le gouvernement anglais essaya de prévenir le contre-coup de la catastrophe de Copenhague à Saint-Pétersbourg. Il expédia un agent secret à l'empereur Alexandre, pour lui offrir le consentement de l'Angleterre à ce qu'il s'appropriât la Moldavie et la Valachie, à condition, non pas même qu'il rompît ouvertement avec la France, mais qu'il restât neutre. C'était l'abandon de la politique anglaise en Orient.

Alexandre ne répondit qu'en sommant l'ambassadeur anglais de déclarer immédiatement si l'Angleterre acceptait ou non sa médiation entre elle et la France. L'ambassadeur répondit négativement.

L'alliance russe était désormais assurée à la France, si Napoléon exécutait les conventions de Tilsit; mais il commençait à se repentir d'avoir promis les provinces de Valachie et de Moldavie, qui devaient livrer à la Russie les bouches du Danube et la rapprocher de Constantinople. Il trouvait cela dangereux pour l'Europe. Empereur d'Occident par le fait, il commençait à craindre de laisser se former en face de lui un rival dans un nouvel Empire d'Orient. Il n'était pas homme à vouloir sincèrement partager le monde avec personne.

Si l'extension de la Russie aux dépens de l'Empire ottoman était dangereuse pour l'Europe, il eût fallu y réfléchir plus tôt et s'arranger avec l'Autriche et non avec la Russie, ou bien prendre avec la Russie un autre arrangement, celui qui eût reconstitué la Pologne sous Alexandre.

Napoléon essaya de détourner la Russie de la Turquie sur la Suède, en poussant Alexandre à la conquête immédiate de la Finlande et en ajournant ce qui concernait les provinces du Danube. Mais, quoique l'acquisition de la Finlande fût d'une grande importance pour la Russie, à laquelle elle devait assurer définitivement la prépondérance sur la Suède dans les mers intérieures de l'extrême Nord, Alexandre était bien plus pressé d'étendre son Empire vers le midi que vers une région de marais glacés. Après bien des pourparlers qui jetèrent quelque froideur entre les nouveaux alliés, Napoléon dut faire au tsar la conces-

sion de laisser provisoirement les troupes russes en Valachie et en Moldavie, malgré les conditions d'un armistice qui venait d'être conclu à Constantinople par l'intermédiaire de l'ambassadeur français. La Turquie avait accepté la médiation française, pendant que l'Angleterre refusait la médiation russe.

Si Napoléon ne voulait pas faire ce qui était indispensable pour avoir à fond l'alliance russe, il n'était pas impossible encore de s'arrêter dans la voie où il s'était engagé. Il s'agissait alors de ménager tout à la fois la Russie et l'Autriche, qui avait un si grand intérêt à ce que la Russie n'envahît point les bouches du Danube; mais, dans ce cas, on ne pouvait plus avoir le concours actif de la Russie contre l'Angleterre; on ne pouvait plus compléter le blocus continental, et il était absolument nécessaire de s'abstenir de toute nouvelle entreprise.

Or, Napoléon, tout au contraire, était prêt à se jeter dans de nouvelles opérations plus hasardeuses qu'aucune de celles qui lui avaient jusque-là réussi. Il voulait compléter l'Empire d'Occident et se rendre maître de l'Espagne et du Portugal, aussi absolument qu'il l'était de l'Italie.

Nous avons déjà indiqué que Napoléon nourrissait secrètement la pensée de remplacer les Bourbons par des Bonaparte en Espagne, comme il l'avait fait en Italie. Il n'avait point eu jusque-là de plan arrêté à ce sujet; mais cette pensée s'était de plus en plus confirmée dans son esprit par la situation où il voyait l'Espagne. Ce grand royaume, qui avait commencé à se relever dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, sous le gouvernement de Charles III, était retombé dans l'ornière de toutes les routines et de tous les désordres sous l'inepte Charles IV. Une reine vicieuse gouvernait ce faible roi; un favori médiocre, égoïste, vaniteux et désordonné gouvernait cette reine. Les ressources de l'Espagne étaient honteusement gaspillées; cette nation, autrefois si puissante, était mise hors d'état de rien faire pour elle-même et pour ses alliés. Nous avons vu que sa marine, négligée, dépourvue de tout, n'avait pu que se faire écraser dès qu'elle était entrée en ligne à côté de la nôtre. Le vrai maître de l'Espagne, le prince de la Paix, le favori Godoy, avait montré habituellement dans ses rapports

avec Napoléon une servilité sous laquelle perçait parfois une malveillance motivée par les hauteurs et les dédains de l'impérieux empereur. A la veille d'Iéna, Godoy avait cru, comme bien d'autres, que la vieille armée du Grand Frédéric mettrait un terme aux victoires des Français. Il avait publié une proclamation où il appelait les Espagnols à soutenir par les armes la liberté de leur patrie. Il ne disait pas contre quel ennemi : il l'eût dit, au lendemain d'un échec de nos armes. Il se tut à la nouvelle d'Iéna. Napoléon affecta de n'avoir pas compris : il réclama de son alliée l'Espagne un contingent de 15,000 hommes; Godoy se hâta de l'envoyer. Ce corps d'armée espagnol fut expédié au fond du Nord, à Hambourg, et, de là, en Danemark, quand les Danois appelèrent les Français.

Napoléon exigea de l'Espagne un autre contingent, mais, cette fois, pour agir sur sa frontière, c'est-à-dire en Portugal. En attendant ce qu'il ferait de l'Espagne, il était résolu à renverser la dynastie qui régnait sur le Portugal, les Bragance. Le gouvernement portugais avait acheté de lui, par un subside, en 1804, le droit de garder la neutralité; mais Napoléon n'admettait plus de neutres. Il somma le gouvernement portugais, non seulement de fermer ses ports aux Anglais et de leur déclarer la guerre, mais de confisquer toutes les marchandises et toutes les propriétés appartenant aux Anglais en Portugal, et de mettre leurs personnes en arrestation.

Il s'agissait là d'une proscription colossale; car tout le commerce du Portugal était dans les mains des Anglais. Le gouvernement portugais se résigna à tout le reste, mais se refusa à cette énormité.

Napoléon donna ordre au général Junot de marcher sur le Portugal à travers l'Espagne avec un corps d'armée de vingt et quelques mille hommes, et, le 27 octobre 1804, il conclut, avec l'ambassadeur d'Espagne, un traité de partage du Portugal. Le nord-ouest de ce pays, avec l'importante place maritime d'Oporto, devait être érigé en royaume et donné à la reine d'Étrurie, fille du roi d'Espagne, Charles IV, en échange de la Toscane, que Napoléon venait de faire occuper par les troupes françaises pour fermer définitivement le port de Livourne aux

Anglais. La partie méridionale serait accordée au prince de la Paix, sous le titre de principauté des Algarves. Napoléon se réservait de disposer de Libourne et de tout le centre du Portugal, en assurant la suzeraineté au roi d'Espagne. Ainsi, Napoléon, au lieu de punir Godoy de son récent projet de défection, le récompensait par la promesse d'une principauté vassale du roi d'Espagne, afin de s'assurer son entière soumission.

Le roi d'Espagne devait avoir la moitié des vastes colonies portugaises, avec le titre « d'empereur des Deux-Amériques ». Il fallait bien compter sur la crédulité puérile du roi Charles IV, pour le leurrer d'un tel appât.

Le jour même où ce traité se signait à Fontainebleau, un événement très grave se passait dans le Versailles des rois d'Espagne, à l'Escurial. L'héritier de la couronne, Ferdinand, prince des Asturies, était arrêté par ordre du roi son père. Une inimitié profonde existait entre ce jeune prince et le favori. Godoy, qui se savait perdu lorsque Ferdinand succéderait à son père, ne rêvait rien moins que de faire exclure Ferdinand de la succession au trône, au profit d'un frère puîné, sous prétexte d'indignité. Ferdinand, qui sentait son péril, s'entendit avec quelques amis sur ce qu'il aurait à faire si son père venait à mourir, et tenta de se mettre sous la protection de Napoléon. Il entra secrètement en rapport avec l'ambassadeur de France, et il écrivit à l'empereur pour lui demander en mariage une de ses parentes. Il rédigea avec ses amis un mémoire où il dénonçait au roi la reine sa mère et le favori.

Avant la remise de ce mémoire, la reine fut avertie : elle accusa Ferdinand, auprès de Charles IV, de conspirer pour détrôner son père et assassiner sa mère ; elle obtint du faible roi la mise en jugement de l'héritier de la couronne et de ses complices. Charles IV dénonça publiquement son fils à la nation espagnole, et écrivit à Napoléon qu'il allait faire changer l'ordre de succession au trône en faveur d'un des frères de Ferdinand.

Napoléon, qui avait déjà préparé un second corps d'armée pour soutenir Junot, se hâta d'en préparer un troisième, afin d'avoir dans la Péninsule près de 100,000 hommes et d'être prêt à tout événement. Il commença de rapprocher du Rhin la

Grande armée, en faisant évacuer le pays au delà de la Vistule.

L'arrestation de Ferdinand et le procès dont on le menaçait avaient soulevé une indignation universelle en Espagne, où la reine et le favori étaient exécrés. Cette disposition des esprits fit bien accueillir les troupes françaises qui passaient successivement la frontière. On croyait qu'elles venaient sauver Ferdinand. Le peuple espagnol ignorait que ce jeune prince, mal né et dépravé par les détestables exemples qu'il avait reçus, ne valait pas mieux que ses persécuteurs. Il se conduisit fort lâchement. En avouant les projets qu'il avait formés et qui n'avaient rien de criminel, il dénonça ses amis pour obtenir son pardon

L'affaire eut un dénoûment inattendu. Un décret du 5 novembre annonça que le roi pardonnait à son fils, eu égard à son repentir et aux prières de la reine. Godoy avait reculé brusquement, en apprenant, par les aveux de Ferdinand, que celui-ci était entré en relations avec Napoléon et allait sans doute être protégé par le terrible empereur. Napoléon, voyant la situation moins urgente, ralentit ses mesures militaires vis-à-vis de l'Espagne et alla faire en Italie un voyage depuis quelque temps projeté.

Il fit à Milan un acte important. Il adopta solennellement comme son fils le vice-roi d'Italie, Eugène de Beauharnais, et lui assura la succession de la couronne d'Italie, à l'exclusion de celle de France. Cet acte produisit une bonne impression parmi les populations italiennes, auxquelles il promettait un jour l'indépendance nationale. L'héritier de la couronne d'Italie reçut le titre de prince de Venise. Napoléon avait ordonné à Venise de grands travaux, comme pour se faire pardonner le mal qu'il avait fait aux Vénitiens. Du côté de Gênes, il fit percer le canal de Savone, pour faire communiquer la Méditerranée avec le Pô. Il fit construire une route à travers le mont Genèvre, entre le Dauphiné et le Piémont. Il ordonna des travaux considérables dans diverses parties de l'Italie. Elle lui a dû de grands progrès matériels et administratifs.

Le séjour de Napoléon en Italie fut signalé par une autre mesure d'un caractère bien différent. L'empereur et le gouvernement anglais continuaient à renchérir l'un sur l'autre en fait

de tyrannie sur le commerce du monde. Le conseil d'Angleterre, se sentant fortement touché par le blocus continental, venait de rendre aux navires neutres la liberté d'aller où ils voudraient, mais à une étrange condition : c'était de toucher d'abord en Angleterre et d'y payer un gros droit. Napoléon répondit par un décret daté de Milan, le 17 décembre, où il déclarait confisqué tout navire qui aurait touché en Angleterre ou dans les colonies anglaises et qui y aurait acquitté un droit.

Napoléon fut de retour à Paris le 1er janvier 1808, et s'y donna tout entier aux affaires de la Péninsule espagnole, qu'il n'avait pas un instant perdues de vue.

Ses volontés sur le Portugal s'étaient accomplies. A la nouvelle de la marche du corps d'armée de Junot, le prince-régent qui gouvernait le Portugal, sous le nom d'une reine tombée en enfance, avait accédé aux dures exigences de Napoléon, sauf octroi d'un délai aux commerçants anglais pour s'embarquer avec ce qu'ils pourraient emporter. Junot, qui n'avait pas l'autorisation de négocier, continua d'avancer, malgré les cruelles souffrances qu'enduraient ses troupes en traversant à marches forcées, par un très mauvais temps, les montagnes du nord de l'Espagne. Rien n'y avait été préparé pour les recevoir. Elles manquaient de tout. Ce corps, composé de jeunes soldats qui n'étaient pas habitués aux fatigues ni aux privations, arriva dans un état si pitoyable aux frontières du Portugal, qu'il n'eût pu triompher de la moindre résistance.

On ne résista pas. Le gouvernement portugais avait perdu la tête. La famille royale, les ministres, la cour, s'embarquèrent sur la flotte portugaise avec 7 ou 8,000 personnes qui s'attachèrent au sort de la maison de Bragance. Toute cette émigration fit voile pour la grande colonie portugaise d'Amérique, le Brésil. Junot, avec une poignée de soldats, entra sans coup férir dans Lisbonne (30 novembre).

Le Portugal tout entier fut occupé par les Français et par les Espagnols ; mais Junot, conformément aux ordres de Napoléon, ne laissa aucune place forte dans les mains de ceux-ci. Napoléon imposa au Portugal une contribution de 100 mil-

lions, en sus de ce qu'exigeaient les besoins de l'armée d'occupation.

Cette facile conquête ainsi opérée, le roi d'Espagne réclama de Napoléon la publication immédiate du traité secret conclu pour le partage du Portugal, et renouvela, pour son fils, la demande déjà faite par Ferdinand de la main d'une Bonaparte.

Napoléon différa de répondre. Il envoya de nouvelles troupes aux deux bouts des Pyrénées. Il ordonna au général Dupont d'entrer en Castille avec le second corps préparé pour la Péninsule, et au maréchal Moncey d'entrer avec le troisième corps dans les provinces basques.

Il n'y avait qu'une chose raisonnable à faire en Espagne, c'était d'accorder le mariage demandé et de tâcher de pousser à des réformes dans l'administration espagnole. Mais Napoléon était bien loin de cette pensée. Il s'était de plus en plus confirmé dans son projet de renverser la maison régnante et de régénérer l'Espagne à sa façon, pour la tenir comme l'Italie, et employer toutes ses ressources au profit de l'empire d'Occident. Il jugeait tout impossible avec les Bourbons, tels qu'ils étaient, et, s'ils eussent été autres, il les eût craints au lieu de les mépriser et ne se fût pas plus volontiers accommodé avec eux.

Dans ses projets sur l'Espagne comme dans l'ensemble de sa politique, il méconnaissait la marche de l'histoire et partait d'une idée absolument fausse : c'est « qu'il n'y avait plus de nationalités compactes en Europe, » c'est-à-dire qu'un conquérant pouvait manier les peuples comme une cire molle, décomposer et recomposer les États à sa fantaisie, pourvu qu'il eût en main une force militaire suffisante.

Et ceci, précisément dans un siècle où chaque peuple allait prendre, de son indépendance nationale, de ce qu'on peut nommer sa personnalité, un sentiment plus clair et plus énergique qu'à aucune époque de l'histoire moderne. Entre tous les peuples de l'Europe, l'Espagnol était celui qui, par ses défauts mêmes autant que par ses qualités, avait la nationalité la plus résistante et la plus exclusive. Isolé par caractère autant que

par position géographique, il avait, dans ses masses populaires, une haine aveugle pour tout ce qui était étranger, et la fierté, la dignité individuelle, qui se conservaient jusque dans la classe la plus indigente et qui contrastaient étrangement avec la démoralisation et la ruine du gouvernement, devaient faire considérer à l'Espagnol comme un affront le progrès même le plus désirable, s'il était imposé du dehors.

Napoléon, ignorant ou dédaignant les sentiments populaires, ne voyait en Espagne qu'un autre royaume de Naples à soumettre. Le royaume étant plus grand, il y fallait plus de monde. 30,000 hommes avaient suffi à Naples ; 100,000 conscrits devaient suffire en Espagne, sans avoir besoin d'y employer la Grande armée.

Il prit cependant ses précautions, ayant toujours l'œil sur l'Autriche. Il leva d'avance la conscription de 1809. Ce nouveau contingent devait porter l'armée française à près de 900,000 hommes. Jamais il n'avait existé une force régulière aussi colossale. Napoléon porta les régiments d'infanterie à 4,000 hommes, ce qui dépassait toute proportion raisonnable. Tout s'exagérait dans l'Empire.

Au moment de s'engager dans une si redoutable entreprise, Napoléon se faisait encore d'autres affaires. Il était en querelle, déjà depuis longtemps, avec Pie VII. C'était pour se faire du pape un instrument passif qu'il avait imposé le Concordat à la France. Pie VII résistait, comme l'empereur eût dû s'y attendre. N'ayant point obtenu le prix de ses complaisances, le pape, mécontent, aigri, entravait tant qu'il pouvait les desseins de l'empereur. Il résistait comme chef de l'Église ; il résistait comme souverain temporel de Rome. Il ne voulait fermer ses États ni aux Anglais, ni aux réfugiés napolitains du parti des Bourbons. Napoléon, lui, n'entendait pas que le pape agît en souverain indépendant du grand Empire, mais prétendait qu'il relevât de l'empereur, comme prince temporel, ainsi que ses prédécesseurs avaient relevé de Charlemagne. On ne put s'accorder, et Napoléon, perdant patience, fit occuper militairement Rome et l'État romain, sans toutefois déclarer encore le Saint-Père officiellement déchu du pouvoir temporel. Cette

brouille entre l'empereur et le pape n'était pas pour faciliter les desseins de Napoléon sur l'Espagne, pays catholique jusqu'au fanatisme.

Les tiraillements avec la Russie se renouvelaient en ce moment même. Un ambassadeur russe était arrivé à Paris pour réclamer et l'abandon définitif des provinces danubiennes et l'évacuation de la Prusse. Napoléon eut un moment l'idée de renouer l'alliance turque contre la Russie. C'était de la folie, à moins de renoncer à l'Espagne. Il ne s'y arrêta pas, et, se retournant brusquement, selon sa coutume, il se décida à écrire à Alexandre sur un projet de partage définitif de l'empire ottoman, où l'on admettrait l'Autriche, à condition d'une grande expédition franco-austro-russe dans l'Inde. Alexandre se décida à entamer l'invasion de la Finlande, à laquelle l'avait si fort engagé Napoléon, sauf à régler ce qui regardait la Turquie dans une entrevue qu'il proposa à Napoléon à Erfurt en Thuringe.

Napoléon, rassuré du côté de la Russie et n'ayant rien d'immédiat à craindre de l'Autriche, crut le moment venu d'en finir avec l'Espagne. Il ne voyait là qu'un grand coup de main et non une campagne à faire. La façon dont les choses s'étaient terminées à Lisbonne lui avait suggéré l'idée de pousser les Bourbons d'Espagne à suivre l'exemple des Bragance ; il résolut de les effrayer pour les amener aussi à s'enfuir en laissant le trône vacant.

Il répondit donc d'une manière équivoque et alarmante à la demande d'alliance de famille que lui avait adressée le roi Charles IV, et il envoya Murat prendre le commandement des forces françaises en Espagne, avec ordre de diriger par la Vieille-Castille vers Madrid les deux corps de Dupont et de Moncey, cinquante et quelques mille soldats.

Sur les derrières de cette armée, des détachements français s'emparèrent par surprise des citadelles de Saint-Sébastien et de Pampelune. Un autre corps, entré par les Pyrénées-Orientales, se saisit également des deux forteresses de Barcelone.

Une conduite aussi extraordinaire dans un pays ami ne permettait plus à la cour d'Espagne de se faire illusion sur le dan-

ger qui la menaçait. L'armée espagnole, peu nombreuse, était dispersée, une partie au fond du Danemark, une partie en Portugal, un autre corps près de Cadix, où Napoléon en avait demandé l'envoi pour repousser un prétendu débarquement des Anglais. La cour d'Espagne, saisie d'effroi et jugeant la résistance impossible, allait se jeter dans le piège que lui tendait Napoléon, piège aussi compliqué que perfide ; car Napoléon voulait que les Bourbons prissent la fuite vers la mer, mais non pas qu'ils s'embarquassent. Il n'entendait pas, en prenant l'Espagne, laisser les colonies d'Amérique aux anciens rois. Il avait donc expédié à l'amiral Rosily, qui commandait une escadre française à Cadix, l'ordre d'empêcher l'embarquement. Habitué à avoir affaire à des États centralisés, il s'imaginait qu'avoir Madrid c'était tout avoir, et qu'il suffisait de faire quitter cette capitale aux Bourbons pour être maître de l'Espagne.

Les événements prirent un autre cours. La famille royale était établie au château d'Aranjuez, sur le Tage, à quelques lieues au sud de Madrid. Les projets de fuite transpirèrent. L'héritier du trône, Ferdinand, qui s'obstinait à espérer la protection de Napoléon, protestait contre la résolution de sa mère et du favori. Ceux-ci étaient décidés à partir et à emmener Ferdinand de gré ou de force. Ils furent prévenus. Le 17 mars, le peuple de Madrid se porta sur Aranjuez, comme le peuple de Paris, au 5 octobre 1789, s'était porté sur Versailles. Le peuple saccagea l'hôtel de Godoy, aux cris de : « Meure le prince de la Paix! » Le roi révoqua Godoy de tous ses emplois, mais ne put soustraire le favori déchu à la fureur populaire qu'en promettant sa mise en jugement et en recourant à l'intercession de Ferdinand auprès de la multitude. Le malheureux Charles IV, saisi de terreur, abdiqua, et Ferdinand VII fut proclamé roi aux acclamations populaires.

Le roi déchu et sa femme invoquèrent la protection de Murat, qui était avec ses troupes aux portes de Madrid.

Murat n'avait reçu de l'empereur que des instructions militaires et non politiques ; mais il voyait bien que Napoléon était décidé à détrôner les Bourbons, et, après avoir rêvé le trône de Pologne, il rêvait maintenant celui d'Espagne. L'ambition

lui inspira un plan qu'on n'eût point attendu de sa franchise et de sa légèreté ordinaires. Il poussa le vieux roi à protester secrètement devant Napoléon contre son abdication et déclara à Ferdinand qu'il ne pouvait reconnaître son élévation au trône jusqu'à ce qu'il en eût reçu l'ordre de l'empereur. Il comptait bien que cet ordre ne viendrait jamais.

Ferdinand, toutefois, espérant qu'il n'y aurait là qu'un court délai, ordonna aux habitants de Madrid de bien recevoir les Français. Le peuple, qui croyait que l'armée française venait installer Ferdinand sur le trône, fit grand accueil à Murat et à ses troupes (23 mars).

L'ambassadeur de France en Espagne, Beauharnais, frère du premier mari de l'impératrice Joséphine, ignorait les vues secrètes de Napoléon et avait, de bonne foi, servi d'intermédiaire entre Ferdinand et l'empereur. Il engagea Ferdinand à aller trouver Napoléon pour s'entendre avec lui. Murat, d'abord contraire à ce projet, y revint dans une pensée fort peu honorable pour lui et y vit l'avantage de mettre Ferdinand dans les mains de Napoléon.

Napoléon, aux premières nouvelles de la révolution d'Aranjuez, avait conçu, de son côté, exactement le même plan que Murat. Il dépêcha à Madrid, pour conduire l'affaire, un agent plus habile que Murat et d'un dévouement sans scrupule, Savary, qui avait été son instrument à tout faire dans l'exécution du duc d'Enghien.

On assure, toutefois, qu'avant de s'engager irrévocablement dans la funeste entreprise où l'entraînait son insatiable ambition, Napoléon hésita un instant. S'il était indifférent au droit, il avait une vue trop étendue et trop perçante pour ne pas saisir, au moins partiellement et par éclairs, la réalité des faits. Un fonctionnaire de son palais, qu'il avait envoyé plusieurs fois en Espagne pour observer ce pays et qui savait voir la vérité et la dire, M. de Tournon, combattit avec une franchise courageuse les projets de l'empereur, lui annonça d'immenses périls s'il y donnait suite, et le conjura de satisfaire les vœux du peuple espagnol, de reconnaître Ferdinand comme roi et de s'en faire un allié.

La raison, pendant vingt-quatre heures, sembla triompher de la passion. Napoléon allait, dit-on, mander à Murat de ne rien précipiter, quand il reçut de celui-ci les lettres les plus confiantes et les plus rassurantes. Les Français avaient été acclamés dans Madrid. Ferdinand, d'un côté, le vieux roi et la vieille reine, de l'autre, venaient se livrer à l'empereur. Il pouvait disposer de tout. Ces lettres étaient accompagnées de la protestation de Charles IV contre son abdication.

L'hésitation cessa. Napoléon approuva tout ce qu'avait fait Murat et partit, le 2 avril, pour Bordeaux, en attendant qu'on lui amenât les princes espagnols à Bayonne.

Ferdinand, de l'avis de ses conseillers les plus affidés, se décida à aller au-devant de Napoléon, de peur d'être prévenu par son père et sa mère auprès de l'empereur. On annonçait l'arrivée de Napoléon dans le nord de l'Espagne, et Ferdinand croyait le rencontrer à Burgos ou à Vitoria. Dans cette dernière ville, Ferdinand eut avis que Napoléon s'était arrêté à Bordeaux. Il eut peur et ne voulut plus avancer. Savary courut en prévenir Napoléon, qui, en ce moment, arrivait à Bayonne.

Napoléon remit à Savary pour Ferdinand une lettre astucieuse, où il promettait de reconnaître « le prince des Asturies » comme légitime souverain de l'Espagne, s'il lui était démontré que l'abdication de Charles IV avait été volontaire. Il fallait pour cela un entretien de quelques heures. Le mariage désiré par Ferdinand pourrait se réaliser.

Dans le cas où Ferdinand ne se rendrait pas à ces belles paroles, Savary avait ordre d'employer la force pour l'amener à Bayonne et de publier une proclamation déclarant qu'il n'y avait d'autre roi d'Espagne que Charles IV.

Ferdinand, à Vitoria, était tout entouré de troupes françaises. Il céda et arriva à Bayonne le 20 avril. Napoléon se démasqua le jour même. Il signifia à Ferdinand qu'il fallait renoncer à la couronne d'Espagne et des Indes, et lui offrit en échange le petit royaume d'Étrurie !

Ferdinand essaya de résister. Napoléon se hâta de faire venir le vieux roi et la vieille reine avec leur inséparable Godoy, et fit publier par Murat à Madrid la protestation de Charles IV. Il

accueillit Charles IV avec tous les honneurs royaux (30 avril). Le vieux roi l'embrassa comme un sauveur et, avec un emportement sénile, accabla d'invectives Ferdinand, en le sommant de lui rendre la couronne qu'il lui avait prise.

Ferdinand refusa, en termes respectueux, mais plus fermes qu'on ne l'eût attendu de lui ; puis, dans une lettre écrite à la suite de cette triste scène, il revint sur son refus, mais à condition que sa renonciation à la couronne s'effectuerait à Madrid en présence de l'assemblée nationale des Cortès, et au profit exclusif de Charles IV. Le vieux roi repoussa ces conditions, en répondant que l'Espagne ne pouvait plus être sauvée que par l'empereur Napoléon. L'empereur dicta au vieux roi un acte par lequel Charles IV se déclarait seul roi d'Espagne et nommait le grand-duc de Berg (Murat) lieutenant général du royaume (4 mai). L'ordre avait été, quelques jours avant, expédié à Madrid de faire partir pour Bayonne ceux des princes de la famille royale, enfants et frères du roi, qui n'avaient pas suivi leurs parents.

Ce fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les bruits répandus sur ce qui se passait à Bayonne avaient suscité, dans le peuple espagnol, une réaction terrible contre les Français. L'indignation causée par cet odieux guet-apens était universelle. Le peuple s'ameuta dans les places de Madrid. Les campagnards d'alentour accoururent en armes. On raconta dans les groupes que le plus jeune des fils du vieux roi pleurait et ne voulait pas partir. L'insurrection éclata. On se jeta sur les officiers et les soldats français isolés, et on les massacra (2 mai).

Murat avait pris ses précautions. Il avait sous la main des forces considérables, et une partie de la garde impériale était venue soutenir ses jeunes troupes. Dans les larges rues et sur les vastes places de Madrid, la fusillade, la mitraille et les charges de cavalerie eurent promptement balayé une multitude inaguerrie, qui essaya en vain de tenir dans les maisons. L'issue de la lutte ne fut pas un moment douteuse.

Murat voulut ajouter, à la terreur de la défaite, celle de la répression. Après quelques exécutions militaires au moment même du combat, il avait promis le pardon. Il revint sur sa parole, et fit arrêter à domicile et fusiller une centaine d'insurgés.

La haine populaire en redoubla; mais Madrid sentit son impuissance et ne bougea plus. La facilité du succès causa de grandes illusions à Napoléon aussi bien qu'à Murat. Ils crurent tout gagné.

Napoléon profita des nouvelles de Madrid pour en finir avec Ferdinand. Il le fit amener devant son père et sa mère, qui l'accusèrent violemment d'être l'auteur de la révolte de Madrid, et il lui signifia que si, avant minuit, il n'avait pas renoncé à la couronne en faveur de son père et ne l'avait pas mandé à Madrid, il serait traité en conspirateur et en rebelle.

Le soir, Charles IV signa un traité par lequel il cédait à Napoléon la couronne d'Espagne et des Indes, moyennant l'intégrité de la monarchie espagnole, la conservation exclusive de la religion catholique en Espagne et l'abandon à l'ex-roi des châteaux de Compiègne et de Chambord, avec sept millions et demi de revenu (plus de quinze d'aujourd'hui) et un traitement proportionné pour les princes de la famille royale.

Ferdinand, épouvanté des menaces de Napoléon, céda, renonça au trône et accepta un château en France et un million de revenu, mais refusa le royaume d'Étrurie, afin de pouvoir revenir quelque jour sur le pacte qu'il subissait par force (5 mai). Tremblant qu'on n'interceptât les ordres secrets qu'il avait envoyés pour provoquer l'insurrection en Espagne, il les rétracta et renouvela la demande de la main d'une des nièces de Napoléon.

Toute cette affaire d'Espagne offre un des spectacles les plus répugnants de l'histoire. On ne peut s'y intéresser à personne. La conduite des princes espagnols est aussi méprisable que celle de Napoléon est odieuse. Ferdinand se montre lâche comme il se montrera un jour tyrannique et cruel, quand les événements lui auront rendu ce trône dont il est indigne. Le vieux Charles IV est d'une crédulité imbécile, le jouet de Napoléon ainsi qu'il l'avait été auparavant de sa femme et de son favori. Sa femme, qui l'a déshonoré et perdu, et qui le gouverne jusqu'au dernier moment, ne pouvant plus régner sur l'Espagne, n'a plus d'autre idée que de sauver son Godoy et de se venger de son fils.

Murat avait trompé Ferdinand : Napoléon avait trompé Murat,

ou du moins l'avait laissé volontairement se tromper lui-même. Il n'avait jamais eu l'intention de donner à Murat cette couronne d'Espagne à laquelle celui-ci aspirait avec passion. Il la destinait à l'un de ses frères. Sur le refus de Louis, qui avait déjà trop de sa royauté en Hollande, il avait résolu de transférer son frère aîné Joseph du trône de Naples à celui d'Espagne, et de faire Murat roi de Naples. Joseph reçut sans aucun plaisir cette espèce d'avancement : assez tranquille à Naples, il ne se sentait pas fait pour le rôle hasardeux auquel l'appelait son impérieux frère. Murat, de son côté, fut si chagrin d'être obligé de se rabattre d'une vaste monarchie sur un petit royaume, qu'il en tomba malade et ne fut plus bon à rien en Espagne. L'exemple de la fortune de Napoléon avait tourné autour de lui toutes les têtes.

Napoléon était bien un peu honteux de la bassesse des moyens qu'il avait employés, ou du moins de ce qu'en dirait le monde ; mais il comptait que les moyens disparaîtraient dans la grandeur du résultat ; il était déjà à l'ouvrage pour préparer ce qu'il appelait la régénération de l'Espagne. Quoiqu'il ne prévît pas grande résistance, il prit des mesures pour disperser sur les côtes ou même faire passer en France les troupes espagnoles, pendant que le général Dupont irait occuper l'Andalousie et que Junot ramènerait son corps d'armée de Portugal en Espagne. En même temps, il commença de faire, moyennant un emprunt demandé à la Banque de France au nom de l'Espagne, les premiers fonds nécessaires pour relever l'administration espagnole. Il s'occupa des moyens de mettre les vastes colonies espagnoles d'Amérique en défense contre les Anglais. Il ordonna des constructions maritimes dans les principaux ports d'Espagne. Une fois la marine espagnole réorganisée, il comptait la faire concourir, avec les autres marines alliées de la France ou subordonnées à la France, à de grandes expéditions dans l'Égypte ou dans l'Inde. Il prenait ses mesures en maître absolu de la monarchie espagnole. Les autorités centrales de Madrid, la junte de gouvernement, espèce de conseil des ministres, et les conseils de Castille et des Indes, découragés par la renonciation de Ferdinand et par la rétractation de ses ordres de résistance,

avaient été amenés à souscrire une déclaration portant que, dans le cas où Charles IV et Ferdinand VII auraient définitivement renoncé à leurs droits, le souverain qu'ils croyaient le plus capable de faire le bonheur de l'Espagne serait Joseph Bonaparte. Napoléon, pour corroborer cette déclaration, se fit envoyer à Bayonne un certain nombre de notables espagnols censés représenter les diverses provinces et qui formèrent une « junte », une prétendue assemblée nationale. Le 6 juin, Napoléon proclama par décret Joseph roi d'Espagne et des Indes. Le lendemain, il présenta Joseph, arrivé de Naples, à la prétendue junte espagnole, qui acclama le nouveau roi. Joseph, pour donner un gage au clergé d'Espagne, accueillit fort bien un inquisiteur qui faisait partie de la junte et le félicita de ce que l'Espagne n'admettait qu'un seul culte « le véritable ».

On rédigea ensuite pour l'Espagne une constitution qui fut jurée par le roi et par la junte ; elle était à peu près copiée sur la constitution de l'Empire français.

Le 9 juillet, le roi Joseph fit son entrée dans son nouveau royaume.

Le feu était, depuis quelques semaines, aux quatre coins de l'Espagne.

Les grands d'Espagne, l'aristocratie la plus dégénérée de l'Europe, parce qu'ils ne s'alliaient qu'entre eux et ne se renouvelaient pas, comme l'aristocratie anglaise, par l'accession des hommes de mérite, s'étaient ralliés en majorité au nouveau pouvoir. Les classes éclairées avaient hésité entre leur indignation contre les procédés de Napoléon et leur conviction de l'impossibilité où était l'Espagne de se relever avec les Bourbons. La masse populaire n'hésita point. Elle ne vit que la honte d'être livrée par surprise à la domination étrangère. Elle suivit son sentiment, qui, aux heures décisives, est un guide plus sûr que le raisonnement. Le peuple entraîna la bourgeoisie : le peuple des campagnes et celui des villes différaient là beaucoup moins que chez nous ; les campagnards y sont généralement groupés dans de gros bourgs, et les sentiments peuvent s'y communiquer et les résolutions s'y prendre beaucoup plus promptement que chez les populations dispersées. Une notable partie de la

bourgeoisie espagnole avait été fortement pénétrée par les idées du dix-huitième siècle et de la Révolution française. La majorité des classes populaires gardaient leurs habitudes de monarchisme et de dévotion fanatique ; ces profondes dissidences s'effacèrent dans l'élan patriotique qui emporta toutes les classes et toutes les opinions. Tout s'unit, tout se leva, tout s'arma.

La petite province montagnarde des Asturies, jadis le refuge des chrétiens d'Espagne contre l'invasion musulmane, avait manifesté l'intention de résister à Murat aussitôt après la révolte de Madrid. Le 24 mai, Oviedo, chef-lieu de la province, et les campagnes voisines se soulevèrent et s'emparèrent d'un arsenal qui contenait 100,000 fusils. La junte, ou assemblée provinciale, décréta une levée de 18,000 hommes, déclara la guerre à Napoléon et envoya deux députés réclamer le secours de l'Angleterre.

Des Asturies, l'insurrection gagna la Galice, la province qui forme l'extrémité nord-ouest de l'Espagne et à laquelle appartiennent les ports et les arsenaux maritimes de la Corogne et du Ferrol. Le 30 mai, la Corogne, puis le reste de la Galice, imitèrent Oviedo, malheureusement en souillant par un crime ce généreux mouvement ; des soldats égorgèrent le capitaine général (gouverneur), suspect pour ne s'être pas assez vite rallié à l'insurrection.

Le mouvement s'étendit, en quelques jours, dans le Léon et jusque dans la Vieille Castille, presque en vue des postes français échelonnés de Burgos à Madrid. Au sud du Léon, et en même temps que lui, l'Estremadure, contrée intermédiaire entre la Castille et le Portugal, se souleva, en massacrant son gouverneur, comme avait fait la Galice. Ces meurtres de hauts fonctionnaires se répétèrent dans la plupart des provinces.

Tout le Midi s'armait simultanément avec le Nord. Carthagène, l'un des plus grands ports militaires du Midi, avait même devancé Oviedo. Dès le 22 mai, Carthagène s'était insurgée pour empêcher qu'on n'envoyât à Toulon une escadre espagnole sortie de son port. Murcie suivit Carthagène. Séville, la grande cité andalouse, éclata le 26 mai, et sa junte insurrectionnelle se proclama junte suprême d'Espagne et des Indes. Toute l'Andalousie, avec Gre-

nade, suivit Séville. Les troupes espagnoles de Cadix et du camp de Saint-Roch, près Gibraltar, se joignirent à l'insurrection. Le général qui commandait à Cadix, s'étant montré peu favorable au mouvement, fut massacré ; on bloqua dans le port de Cadix l'escadre française, qui était le reste de notre malheureuse flotte de Trafalgar, et l'on traita avec le gouvernement anglais de Gibraltar. Les meurtres populaires des fonctionnaires accusés de trahison avaient été trop fréquents dans notre Révolution pour que nous ayons droit de reprocher les mêmes excès aux Espagnols; mais l'insurrection de Valence donna lieu à un acte exceptionnellement odieux. Trois ou quatre cents commerçants français, de passage ou en résidence à Valence, avaient été mis à la citadelle au moment de la prise d'armes. Un chanoine fanatique, appelé Calvo, attira les Français hors de la citadelle en leur promettant de les faire évader, et les fit tous égorger par une bande de furieux. A l'honneur des Valenciens, ce crime atroce ne resta point impuni. Un moine patriote, le franciscain Rico, qui avait été le premier promoteur de l'insurrection, attaqua courageusement Calvo et obtint sa mise en jugement. Ce chef d'assassins fut condamné à mort.

Toutes les villes catalanes avaient aussi pris les armes, moins la capitale. Un corps franco-italien de 12,000 hommes parvint à contenir l'énergique et populeuse Barcelone ; mais Saragosse, qui n'était point occupée, s'était insurgée dès le 24 mai, et tout l'Aragon avec Saragosse.

En moins de quinze jours, l'insurrection s'était allumée comme une trainée de poudre dans toute l'Espagne, sauf sur les quelques points fortement occupés par les troupes françaises.

Napoléon ne connut pas sur-le-champ toute l'étendue de cet immense mouvement et s'efforça de se faire illusion sur les événements qui allaient dissiper ses rêves. Aux premières nouvelles de la révolte des provinces les plus voisines des Pyrénées et de Madrid, il envoya de nouveaux renforts et donna l'ordre au maréchal Moncey de se porter sur Valence, et au général Dupont de marcher sur Cadix pour prévenir ou étouffer les agitations de l'Andalousie et protéger notre escadre de Cadix.

Les débuts militaires de l'insurrection ne furent pas heureux.

Les bandes insurgées, formées de quelques troupes de ligne et de nombreux paysans organisés à la hâte, furent mises en déroute, d'un côté, sur l'Èbre, à Logrono, à Tudela, et chassées jusqu'aux portes de Saragosse ; de l'autre côté, sur le Douro, à Ségovie, et auprès de Valladolid. On eut avis que le général Dupont avait franchi la Sierra-Morena, la chaîne de montagnes qui sépare la Castille de l'Andalousie, qu'il avait battu les insurgés et qu'il était entré de vive force à Cordoue, l'ancienne capitale des khalifes arabes d'Espagne (7 juin). Napoléon espérait apprendre bientôt que Dupont, en qui il avait grande confiance, aurait gagné son bâton de maréchal en entrant à Cadix comme il était entré à Cordoue.

Les nouvelles ne tardèrent pas à devenir moins favorables. Saragosse s'était mise vigoureusement en défense. Les troupes françaises de Catalogne, resserrées dans Barcelone et dans Tarragone par des masses insurgées, n'avaient pu coopérer avec le maréchal Moncey contre Valence, et ce maréchal ne s'était pas trouvé en forces suffisantes pour attaquer cette grande ville.

Pendant ce temps, Dupont n'avançait plus en Andalousie. Les excès qu'avaient commis nos troupes dans le sac de Cordoue, et que grossissait la rumeur publique, excitaient bien plus de colère que de crainte parmi les populations soulevées. Elles se sentaient fortes de leur nombre et de la présence parmi elles de 16 à 18,000 hommes de troupes régulières. Dupont n'avait sous ses ordres qu'une douzaine de mille hommes, sur lesquels 2,000 Suisses d'une fidélité douteuse. Il jugea indispensable d'attendre des renforts. Le stationnement forcé de Dupont à Cordoue eut de très malheureuses conséquences. L'escadre française de l'amiral Rosily, composée de cinq vaisseaux et d'une frégate, était comme prise au piège dans la rade intérieure de Cadix, d'où les feux croisés des batteries de la terre ferme et de la presqu'île de Cadix l'empêchaient de sortir. Criblée entre les batteries de terre et deux flottilles de canonnières espagnoles, l'escadre fut réduite à se rendre prisonnière (14 juin). Dupont, informé de ce grave revers, et menacé d'être pris entre deux corps d'armée espagnols qui marchaient sur

Cordoue, l'un par Séville, l'autre par Jaën, évacua Cordoue et se rapprocha de la Sierra-Morena, dont il craignait que l'ennemi n'occupât derrière lui les défilés.

Durant ce mouvement de retraite, nos troupes rencontrèrent sur leur chemin un spectacle effroyable. Dupont, en marchant sur Cordoue, avait laissé derrière lui quelques postes sur sa ligne de communication. De grosses bandes insurgées s'étaient jetées sur ces postes. Au bourg de Montoro, nos soldats retrouvèrent les restes de deux cents Français, les uns pendus ou crucifiés à des arbres, les autres à moitié ensevelis en terre ou sciés entre des planches ! Ces horreurs n'étaient pas même des représailles du sac de Cordoue, car elles l'avaient précédé. La guerre d'Espagne prenait dès lors un caractère d'atrocité qu'on n'avait jamais vu dans nos campagnes d'Allemagne et d'Italie, si ce n'est à Naples en 1799. La longue guerre nationale et religieuse contre les Maures, puis le régime sanguinaire de l'Inquisition et de ses bûchers, avaient introduit dans les mœurs espagnoles une cruauté qui altérait les nobles qualités de ce peuple. Les barbaries de Montoro se répétèrent, dans mainte occasion, contre les Français isolés, et nos troupes s'habituèrent, de leur côté, à des vengeances sanglantes qui dénaturaient le caractère du soldat français.

Dupont s'arrêta à Andujar, sur le Guadalquivir, et s'y mit en défense. Des renforts avançaient pour le joindre. Pendant ce temps, on attaquait Saragosse. Un corps français pénétra dans cette ville ; mais il éprouva une si terrible résistance qu'il fut obligé d'en sortir. On avait retrouvé là un autre Saint-Jean d'Acre (1er juillet).

Un succès de nos troupes sembla compenser les avantages obtenus par l'insurrection. Le 14 juillet, 25,000 insurgés de la Vieille Castille, du Léon et de la Galice furent complètement défaits, à Medina de Rio Seco, par le maréchal Bessières, à la tête d'une dizaine de mille hommes. Tout l'intérêt, alors, se porta sur ce qui se passait en Andalousie. Deux divisions françaises, sous les généraux Vedel et Gobert, étaient arrivées par la Sierra-Morena au secours de Dupont. Si Dupont eût massé les vingt et quelques mille combattants dont il pouvait disposer,

il eût sans doute balayé toutes les forces des insurgés du midi. Il ne prit pas l'offensive et laissa ses trois divisions à une distance de quelques lieues les unes des autres, à Andujar, sur le Guadalquivir, à Baylen, à l'entrée des défilés, et à la Carolina, au point central de la Sierra-Morena. Dupont, si hardi, si brillant comme général de division, se montra indécis et faible comme chef de corps d'armée. Il se laissa canonner dans Andujar par le général Castaños, commandant de l'insurrection andalouse. Les Espagnols n'osaient l'attaquer à fond ; cependant le général Vedel, croyant Dupont en péril, abandonna, pour venir à son aide, l'importante position de Baylen. Vedel avait appelé le général Gobert à venir, de la Carolina, le remplacer à Baylen ; le corps d'armée insurgé de Grenade et de Jaën, qui opérait sur la droite du corps andalous de Castaños, s'avança, de son côté, sur Baylen. Le général Gobert fut tué en disputant cette position au général Reding, Suisse au service de l'insurrection espagnole. Le général Dufour, qui prit le commandement à la place de Gobert, crut que l'ennemi avait pour but, non Baylen, mais la Carolina, point beaucoup plus reculé dans la montagne et d'où l'ennemi eût coupé toute retraite aux Français. Dufour remonta jusqu'à la Carolina. Dupont, en apprenant la mort de Gobert, renvoya Vedel à Baylen; mais Vedel, entraîné par la même pensée qui avait poussé le successeur de Gobert, suivit Dufour à la Carolina. Baylen fut ainsi abandonné de nouveau, et, cette fois, la distance se trouva fort augmentée entre les divers corps de l'armée française.

Dupont se décida trop tard à se replier enfin d'Andujar sur Baylen. Il y trouva l'ennemi. Le corps d'armée de Reding, renforcé d'une des divisions de Castaños, avait trompé Dufour et Vedel, et s'était jeté non sur la Carolina, mais sur Baylen. Dupont revint alors de l'indécision à la témérité. Il eût pu essayer, en abandonnant son bagage, de forcer le passage sur le point par où il eût rejoint Vedel ; il s'obstina à assaillir de front, avec une dizaine de mille hommes harassés de chaleur et de soif, 18,000 ennemis bien postés, pourvus d'une puissante artillerie, et consistant, pour une grande partie, en troupes de ligne solides. Ses attaques furent repoussées. 1,600 Suisses

qui combattaient dans nos rangs et qui voyaient en face d'eux un général suisse à la tête d'un certain nombre de leurs compatriotes, passèrent à l'ennemi. En ce moment, Castaños arriva par la route d'Andujar avec 15,000 hommes. Le petit corps français, mutilé, désorganisé, était pris entre deux armées espagnoles. Le malheureux Dupont demanda et obtint une suspension d'armes (19 juillet).

Vedel, cependant, revenu trop lentement de la Carolina, paraissait enfin à son tour sur le champ de bataille et assaillait vigoureusement l'ennemi. Si Dupont eût alors tenté un effort désespéré, tout pouvait encore se réparer et la jonction se faire. Mais Dupont, accablé, malade de corps et d'âme, n'était plus lui-même. Il fit signifier la trêve à Vedel et lui envoya l'ordre de s'arrêter. Des négociateurs avaient été envoyés par Dupont au général en chef des ennemis, Castaños. Les seules conditions qu'ils obtinrent furent que le corps de Dupont serait prisonnier de guerre, et que les divisions Vedel et Dufour seraient renvoyées par mer en France sur des vaisseaux espagnols.

A cette nouvelle, Dupont fit avertir Vedel de l'abandonner à son sort et de repasser à la hâte les défilés pour retourner sur Madrid. Les Espagnols, furieux, menacèrent de passer au fil de l'épée le corps de Dupont. Ce malheureux général eut la faiblesse d'envoyer un contre-ordre à Vedel. Le devoir de celui-ci était de ne pas écouter son chef, qu'il devait déjà considérer comme prisonnier de l'ennemi. Il avait dépassé la Carolina, et le salut de son corps était assuré. Un sentiment mal éclairé de discipline et aussi de fraternité pour Dupont et ses malheureux soldats décida Vedel à obéir, malgré le cri unanime de ses troupes. Il revint et se livra (22 juillet).

Cette capitulation, déjà si déplorable, fut indignement violée, non par le général Castaños, honnête et vaillant homme, mais par la junte de Séville. Les divisions Vedel et Dufour furent retenues prisonnières. Nos prisonniers subirent d'odieux traitements, et il y en eut de massacrés.

L'effet de la catastrophe de Baylen fut immense et dépassa infiniment l'importance de la perte matérielle que nous avions subie. L'exaltation des insurgés espagnols ne connut plus de

bornes. Ces bandes populaires, que dédaignait si fort l'empereur, étaient parvenues à un succès que n'avaient jamais obtenu les grandes puissances militaires nos rivales; elles nous avaient fait renouveler la capitulation du général Mack ! Napoléon fut exaspéré, l'armée française, profondément attristée. Tous les ennemis secrets de la France reprirent courage d'un bout à l'autre de l'Europe. Le prestige était dissipé : les Français n'étaient plus invincibles.

Le roi Joseph, sentant autour de lui l'hostilité universelle, perdit courage ; il était entré à Madrid le 20 juillet; il en sortit le 30, en écrivant à l'empereur ces paroles prophétiques : « Votre gloire échouera en Espagne ! »

Il ramena l'armée française de Madrid jusqu'à Vitoria, au nord de l'Èbre. Le général Verdier, qui avait pour la seconde fois pénétré dans Saragosse et conquis une partie de la ville, barricade à barricade, maison à maison, dut abandonner de nouveau l'attaque. Nous n'avions plus au midi de l'Èbre que Burgos et quelques points de la Vieille Castille, et l'insurrection était autour de nous, même au nord de ce fleuve.

La retraite au nord de l'Èbre fut suivie de la perte du Portugal. La révolte avait éclaté parmi les populations portugaises aux nouvelles de la défaite de Dupont et de la descente prochaine d'une armée anglaise. Un corps d'armée anglais débarqua, en effet, au mois d'août, sous les ordres d'un général qui s'était distingué dans l'Inde, Arthur Wellesley, depuis si fameux sous le nom de lord Wellington. Wellesley, secondé par l'escadre anglaise qui bloquait l'embouchure du Tage, vint prendre position sur les hauteurs de Vimeiro, à quelques lieues au nord de Lisbonne. Le général Junot l'y assaillit avec 10,000 hommes contre 18,000. Il ne put forcer les positions des Anglais. Resserré entre l'armée anglaise et les populations hostiles, et n'ayant aucune chance d'être secouru, il conclut, le 30 août, une convention pour l'évacuation du Portugal; les Anglais, plus fidèles à leurs engagements que les Espagnols d'Andalousie, déposèrent la petite armée de Junot sur les côtes de France.

La catastrophe de Baylen eut son contre-coup de loin comme

de près. Toutes les colonies espagnoles se déclarèrent contre le roi Joseph et ouvrirent leurs ports aux Anglais.

Napoléon avait appris à Bordeaux, durant un voyage triomphal dans nos départements du sud-ouest, le funeste événement qui dissipait ses illusions obstinées sur l'Espagne. Depuis le 18 brumaire, tout lui avait réussi. On conçoit quelle fureur dut s'emparer de cette âme orgueilleuse devant ce premier revers et ce premier affront. Il en mesura d'un coup d'œil toutes les conséquences et il s'apprêta à réagir avec toute son énergie, toute son activité et tous les puissants moyens d'action dont il disposait.

A l'intérieur, l'opinion publique avait été, dès l'origine, très défavorable à l'entreprise d'Espagne. Avant même de connaître les détails repoussants du guet-apens de Bayonne, on avait senti un grand péril dans ce débordement de la France au delà des Pyrénées. L'effet de nos échecs fut tel que la rente retomba de 94 à 70. Napoléon la releva artificiellement à 80 par de forts achats de fonds publics qu'opérèrent la Banque de France et le Trésor de l'armée; mais la situation des finances recommença de se rembrunir. Le budget, de 700 millions net (frais de perception et dépenses départementales à part), était monté à plus de 800, sans compter les contributions étrangères.

L'extérieur préoccupait bien davantage encore Napoléon. L'attitude de la Russie était satisfaisante : Alexandre voyait, dans les embarras et les dangers où Napoléon s'était jeté, non pas un motif de se retirer de son alliance, mais une chance d'obtenir de lui de plus larges concessions en Orient. L'Autriche, au contraire, montrait des dispositions très alarmantes; elle armait à outrance. L'archiduc Charles, aussi bon administrateur militaire que bon général, avait pris la prépondérance dans le gouvernement autrichien en s'entendant avec le ministre Stadion, et faisait consacrer toutes les ressources de l'Empire à l'armée. Non seulement elle était exercée, perfectionnée dans son organisation, tenue au grand complet de 300,000 soldats, mais on y avait ajouté une réserve d'une centaine de mille hommes, et l'on s'efforçait d'organiser jusqu'à 300,000 hommes de milices, des espèces de gardes nationales. L'archiduc Charles

avait fait accorder aux non-nobles l'accession aux grades. Tous les moyens étaient employés pour flatter et animer les populations guerrières de l'Empire autrichien, et pour engager à s'enrôler Allemands, Hongrois, Slaves. La nouvelle des succès remportés par les Espagnols excitait ces races militaires à venger leurs défaites.

Napoléon demanda crûment à l'Autriche si elle voulait la guerre ou la paix. Il avait besoin de savoir s'il aurait le temps de faire une rapide campagne en Espagne avec 100,000 hommes de ses vieilles troupes, ou bien s'il devait se retourner immédiatement contre Vienne.

L'Autriche désavoua toute intention offensive, prétendit ne faire que remettre ses armements au niveau de ceux des autres puissances, mais ne répondit ni oui ni non quant à la reconnaissance de Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne.

Napoléon s'en contenta provisoirement. Obligé de rappeler la Grande armée, partie vers le Rhin et partie en France, il régla ses affaires en Allemagne le plus avantageusement possible. Il demanda des contingents à la Confédération du Rhin pour se renforcer au besoin contre l'Autriche, et se résolut enfin à évacuer la Prusse, comme l'en pressait l'empereur de Russie. Il avait allégué jusque-là, pour maintenir l'occupation, ce motif que la Prusse n'avait pas achevé de payer les lourdes contributions qu'il lui avait imposées et qui allaient en tout à environ 600 millions. Par une convention signée le 8 septembre, il promit d'évacuer la Prusse immédiatement, sauf trois places fortes sur l'Oder, qu'il garderait jusqu'à l'entier paiement du reste des contributions, évalué à 140 millions. Le paiement devait être terminé en dix-huit mois.

Par un article secret, la Prusse s'obligea, pendant dix ans, à n'avoir sur pied que 42,000 soldats et à n'y point ajouter de milices locales. Sur cette petite armée, la Prusse, en cas de guerre entre la France et l'Autriche, devrait fournir un contingent de 12,000 hommes.

Napoléon imposa au roi de Prusse la destitution d'un de ses ministres, le baron de Stein. Cet homme d'État, d'une opiniâtre énergie et d'une intelligence supérieure, aspirait ardemment à

faire contre la France en Allemagne ce que d'autres faisaient en Espagne. Napoléon put bien lui enlever sa situation officielle, mais non pas l'influence secrète qu'il ne cessa d'exercer, avec une persévérance infatigable, dans tous les pays allemands.

Les négociations s'étaient poursuivies, pendant ce temps, avec la Russie. Alexandre entendait préciser les vagues propositions que Napoléon lui avait faites relativement à l'Empire ottoman. L'expédition russe en Finlande, entreprise avec des forces insuffisantes et assez mal conduite, n'avait pas réussi. Alexandre se rejetait d'autant plus vivement sur l'Orient et insistait avec passion pour que Napoléon lui accordât Constantinople. Napoléon ne put se résoudre à livrer cette position sans égale au monde; mais il se décida à accorder immédiatement la Valachie et la Moldavie, et il accepta l'entrevue que lui avait proposée Alexandre.

Il prépara, pour marcher sous ses ordres en Espagne, une armée de 110 à 115,000 hommes d'élite, dans laquelle figuraient, à côté de nos troupes de la Grande armée, un gros corps polonais, des Allemands de la Confédération du Rhin et des Hollandais. Les troupes de Junot, revenues de Portugal, et un autre corps devaient soutenir au besoin cette armée. Des renforts italiens et français devaient aller remettre le corps français de Catalogne en état de tenir la campagne. Grâce aux renforts déjà envoyés, nous avions encore, entre l'Èbre et les Pyrénées, une centaine de mille hommes; toutes ces troupes réunies devaient constituer une force immense de 250,000 hommes, avec laquelle Napoléon comptait anéantir l'insurrection espagnole.

Pour remplacer la masse qu'il allait diriger sur l'Espagne, il décréta la levée de la conscription de 1810, sans la prendre immédiatement tout entière. Cela faisait deux conscriptions d'avance en un an, celle de 1809 ayant été décrétée en janvier 1808.

Il partit ensuite pour l'Allemagne et rejoignit l'empereur Alexandre à Erfurt, en Thuringe, le 27 septembre.

Napoléon était chez lui à Erfurt, ancien domaine ecclésiastique qu'il n'avait donné jusqu'alors à aucun prince allemand ou français. Il y avait apprêté pour Alexandre l'hospitalité la

plus magnifique. Tous les princes de la Confédération du Rhin y étaient accourus faire cortège aux deux empereurs. Avec sa cour, Napoléon avait amené à Erfurt le Théâtre-Français, et le plus grand tragédien qu'ait eu la France, Talma, représentait les chefs-d'œuvre de Corneille, de Racine et de Voltaire devant « un parterre de rois. » Il y avait là, parmi les spectateurs, des hommes plus illustres que ces rois devant la postérité : les écrivains les plus célèbres de l'Allemagne, et, au dessus de tous, le grand Gœthe, l'égal de ces génies français dont il venait entendre les œuvres. La vraie tragédie n'était pas sur le théâtre : Napoléon, qui ne voyait dans la vie qu'un drame dont il était le héros, avait arrangé sa mise en scène avec un art infini, pour effacer les impressions de Baylen par l'éclat de l'entrevue d'Erfurt.

Les affaires sérieuses se traitaient dans l'intervalle des spectacles et des banquets. Napoléon atteignit son but. Il amena l'empereur de Russie à se contenter, quant à présent, de la Valachie et de la Moldavie au sud et de la Finlande au nord, les opérations russes devant recommencer contre ce dernier pays à la faveur de la gelée qui rendait les lacs et les marais praticables. Il fut convenu qu'on ferait des ouvertures de paix à l'Angleterre au nom des deux empereurs. La base en serait la conservation pour chacun de ce qu'il possédait actuellement.

Napoléon souhaitait de s'attacher aussi intimement que possible l'empereur et la maison impériale de Russie. Il était revenu définitivement à une pensée plus d'une fois agitée dans son esprit, celle du divorce avec Joséphine. Il fit insinuer par Talleyrand à l'empereur de Russie que le meilleur moyen de resserrer l'alliance franco-russe serait de remarier Napoléon avec une sœur d'Alexandre. L'empereur de Russie aborda la question directement avec Napoléon et lui déclara qu'il serait heureux d'une telle union, mais qu'il craignait l'opposition de sa mère, l'impératrice veuve de Paul Ier; il promit de faire tous ses efforts pour obtenir le consentement de l'impératrice mère.

Un traité secret fut signé le 12 octobre. La Russie, en échange des promesses de la France quant à la Finlande, à la Valachie et à la Moldavie, garantissait la couronne d'Espagne à

Joseph Bonaparte. On devait tâcher d'obtenir, par voie amiable, de la Turquie la cession de la Moldavie et de la Valachie. Si l'Autriche rompait soit avec la Russie, soit avec la France, les deux puissances alliées s'entr'aideraient contre elle.

Les deux empereurs se séparèrent le 14 octobre, en se prodiguant les démonstrations d'amitié et les promesses de se revoir.

Les ministres anglais, Canning, Castlereagh et leurs collègues, sans avoir le génie de Pitt, avaient repris sa politique avec vigueur et activité. Ils avaient compris sur-le-champ toute la portée des événements d'Espagne ; ils n'étaient nullement disposés à la paix, et l'opinion publique ne les y poussait pas. Les Anglais se passionnaient pour les insurgés espagnols et voyaient, dans l'ouverture à leur commerce des vastes possessions coloniales de l'Espagne, une large compensation à la rupture avec la Russie. Ils comptaient, de plus, sur la prochaine reprise d'armes de l'Autriche.

Le ministère anglais ne consentit à ouvrir les négociations qu'à condition que les insurgés espagnols y seraient compris. Napoléon, comme on s'y attendait bien, repoussa cette condition, et le cabinet anglais rompit les pourparlers en termes offensants.

Napoléon partit pour l'Espagne, après avoir annoncé solennellement au Corps législatif qu'il allait couronner dans Madrid le roi Joseph et planter ses aigles sur les forts de Lisbonne. Il avait retiré aux forces laissées en Allemagne le titre de Grande Armée, que leur nombre ne comportait plus. Il laissait au maréchal Davout 90,000 hommes d'élite, occupant, sous le titre d'armée du Rhin, l'Allemagne du Nord, entre le Rhin et l'Elbe. Bernadotte avait, en outre, une douzaine de mille hommes sur les rivages de la mer du Nord, et 40,000 hommes, rentrés dans l'est de la France, pouvaient, au besoin, joindre rapidement l'armée du Rhin. L'armée d'Italie, y compris le corps qui occupait la Dalmatie, les bouches du Cattaro et les îles Ioniennes, était au grand complet de 120,000 hommes. En France, on instruisait de tous côtés les nouvelles levées.

Au prix des grands sacrifices exigés du pays, on était donc en mesure de faire face partout.

Napoléon, cependant, en arrivant à Bayonne le 3 novembre, trouva très imparfaitement exécutés les ordres qu'il avait donnés pour son entrée en campagne. Les choses ne marchaient pas aussi vite que sa pensée. Ni les troupes ni les approvisionnements n'étaient au complet sur la frontière : le temps avait manqué. Napoléon, toutefois, franchit sur-le-champ la frontière et rejoignit son frère, le 5 novembre, à Vitoria.

Il trouva la lutte engagée en deçà de l'Èbre. Les Espagnols étaient enivrés de leur victoire de Baylen, et un nouvel incident avait redoublé leur exaltation. Le corps d'armée espagnol qui servait dans la Grande Armée française et que Napoléon avait envoyé en Danemark, s'était échappé, en majeure partie, à bord d'une flotte anglaise, avec des circonstances vraiment romanesques, et il était venu rejoindre par mer les forces insurgées. Les Espagnols ne rêvaient rien moins que d'envelopper l'armée française, dont le quartier-général était à Vitoria, comme ils avaient enveloppé le corps de Dupont. Quoique tout le pays fût pour l'insurrection et disposé à faire partout la petite guerre, la junte centrale de gouvernement, qui s'était formée des délégués de toutes les juntes provinciales, n'avait pas à sa disposition plus d'une centaine de mille hommes enrégimentés et tant bien que mal organisés, ceci, en ne comptant pas la Catalogne, qui faisait sa guerre à part. Trente et quelques mille Anglais, partie venant du Portugal, partie débarqués en Galice, à la Corogne, marchaient pour joindre les forces de la junte centrale. Les Espagnols, avertis que 100,000 Français allaient bientôt renforcer l'armée de Vitoria, prirent l'offensive sans attendre les Anglais et entreprirent d'attaquer, d'un côté, par la Biscaye, de l'autre, par la Navarre.

Le corps destiné à tourner les Français par la Navarre n'y arriva pas. Il fut battu au bord même de l'Èbre, le 25 octobre, à Logroño et à Lerin. Le corps qui avait pénétré en Biscaye fut battu, de son côté, à Durango (31 octobre-1er novembre).

Telle était la situation à l'arrivée de Napoléon. Son plan fut bien vite arrêté : c'était de couper par le centre la ligne des forces espagnoles en deux portions, afin de se rabattre successivement sur l'une et sur l'autre. Il agit tout de suite avec ce

qu'il avait sous la main. Le succès ne fut pas un moment douteux. L'aile gauche des Espagnols, chassée de Bilbao, fut mise en pleine déroute dans les montagnes par les maréchaux Victor et Lefebvre, et s'enfuit à la débandade sur la route de Léon (10-11 novembre). Pendant ce temps, le maréchal Soult enfonçait le centre ennemi devant Burgos et s'emparait de cette capitale de la Vieille-Castille, dont les belles églises et les couvents furent cruellement ravagés. Napoléon, entré dans Burgos le 11 novembre, lança sur sa droite le maréchal Soult pour prendre en queue la gauche espagnole défaite par Victor et Lefebvre. Soult ne put joindre qu'une partie de l'arrière-garde ennemie, mais poussa jusqu'au fond des Asturies, où rien ne fut capable de l'arrêter.

La gauche ennemie fuyant au loin, Napoléon rabattit une partie du centre français sur les derrières de la droite espagnole. Elle fut défaite par Lannes, à Tudela, sur l'Èbre, le 28 novembre.

Moncey, soutenu par Ney, remit le siège devant Saragosse. Napoléon marcha en personne sur Madrid. Le centre espagnol, déjà battu à Burgos, essaya de disputer à Napoléon les défilés du Guadarrama, chaîne de montagnes qui sépare la Vieille et la Nouvelle-Castille. Un général énergique, don Benito de San-Juan, s'était posté avec une dizaine de mille hommes au col de Somo-Sierra, en couvrant d'une nuée de tirailleurs les rochers des deux côtés de la route de Madrid et en barrant la route par une batterie de seize canons.

Napoléon fit déloger des rochers les tirailleurs espagnols par notre infanterie et lança au galop sur la batterie les lanciers polonais de la garde, régiment d'élite qu'il avait formé pendant son séjour à Varsovie. Les Polonais chargèrent sous la mitraille et percèrent les canonniers sur leurs pièces. Les Espagnols furent rompus et dispersés (30 novembre). Ils commirent d'affreux désordres à la suite de leur déroute, attachèrent à un arbre et criblèrent de balles leur général San-Benito, très brave homme, qu'ils avaient fort mal soutenu.

Le 3 décembre, Napoléon était devant Madrid. La junte centrale de gouvernement, établie à Aranjuez, à quelques lieues

de Madrid, en était partie précipitamment pour se retirer à Badajoz, sur la frontière du Portugal. Le peuple de Madrid, renforcé de 3 ou 4,000 soldats et de nombreux paysans, essaya de se défendre. Les premières sommations de Napoléon furent repoussées. Il fit enlever, par l'artillerie et l'infanterie, le Buen-Retiro, château et parc situés sur une hauteur qui domine Madrid, puis les portes de la ville voisines de ce parc. On commença de pénétrer dans les rues de Madrid en forçant barricade après barricade (3 décembre).

La prolongation de la résistance ne pouvait aboutir qu'à faire écraser Madrid par l'artillerie française du haut du Buen-Retiro. La junte de Madrid capitula le lendemain matin.

Il n'y eut point de fusillades à la rentrée de l'armée française dans Madrid. Ce fut le seul article de la capitulation que respecta l'empereur. Il la déclara nulle, à l'occasion de quelques actes de mutinerie qui se produisirent sur divers points de la ville. Il était fort irrité contre les Grands d'Espagne, qui, après s'être empressés autour du roi Joseph, l'avaient abandonné quand ils avaient cru l'insurrection victorieuse. Il avait déjà ordonné à Burgos et ordonna à Madrid la confiscation des biens d'un certain nombre d'entre eux. Il fit arrêter plusieurs des Grands, ainsi que les principaux membres du conseil de Castille, l'ancien tribunal suprême d'Espagne; il prescrivit un désarmement général. N'ayant plus à ménager la Grandesse ni le haut clergé, qui, après beaucoup d'hésitations, s'étaient ralliés au mouvement national, il voulut essayer en Espagne de la politique révolutionnaire, après avoir débuté sans succès par la politique de conservation. Il décréta la suppression des lignes de douanes de province à province, abolit les droits féodaux et le tribunal de l'Inquisition, et prescrivit la suppression des deux tiers des couvents.

La révolution ne lui réussit pas mieux que la conservation. En frappant les pires institutions du passé, il ne fit que leur rendre une sorte de popularité parmi cette nation exaspérée. Tout ce qu'il pouvait tenter pour ramener les esprits était absolument inutile.

Son frère Joseph avait assez de bon sens pour s'en aperce-

voir, et, voyant Napoléon traiter l'Espagne tout à fait en pays conquis, sans tenir compte de sa royauté nominale, il pria l'empereur de recevoir sa renonciation au trône d'Espagne. »

Il n'eut point toutefois le courage de la maintenir. Sous la pression de Napoléon, la municipalité et les chefs du clergé de Madrid ayant « imploré la faveur de voir dans Madrid le roi Joseph, » cette ombre de roi vint se réinstaller au palais de Madrid. Quelques fonctionnaires lui firent accueil : la population resta haineuse et sombre.

La politique était impuissante : il ne restait à Napoléon que la force des armes. Il avait rejeté au loin les tronçons mutilés de l'armée espagnole; il avait maintenant à écraser les auxiliaires anglais. C'était le succès auquel il eût été le plus sensible.

Les deux corps anglais, partis, l'un du Portugal, l'autre de la Galice, faisaient seulement alors leur jonction dans la province de Léon, sous les ordres du général Moore (20 décembre). Arrivé trop tard pour coopérer avec l'armée espagnole et découragé par les revers et par l'indiscipline des insurgés, ce général vit bien qu'il était perdu s'il n'opérait au plus tôt sa retraite. Napoléon manœuvrait pour la lui couper. Il marchait en personne de Madrid pour se jeter sur le flanc droit des Anglais : il faisait avancer des forces par Burgos en face d'eux, et avait ordonné à Soult de se rabattre des Asturies sur leur gauche. L'effectif des forces anglaises de Moore ne dépassait guère 25,000 hommes, ayant derrière eux une dizaine de mille d'Espagnols, débris des levées insurrectionnelles du nord de l'Espagne. Moore devait avoir sur les bras, sous quelques jours, des forces françaises plus que doubles, et toujours croissantes. Un ouragan de neige, au passage du Guadarrama, puis le défoncement du sol par la pluie, retardèrent la marche de Napoléon et l'empêchèrent d'arriver à temps pour enfermer les Anglais entre lui et Soult. Moore se replia vivement devant Soult et gagna une marche en se rejetant sur la route de la Corogne et en faisant sauter les ponts derrière lui. Napoléon le poursuivit jusqu'à Astorga. Là, il s'arrêta. Il avait reçu des dépêches qui lui montraient la guerre avec l'Autriche plus prochaine qu'il ne

l'avait cru. Il vit inconvénient à s'éloigner davantage de Paris; mais, surtout, il jugea qu'il était maintenant à peu près impossible de prendre l'armée anglaise d'un seul coup, et que ses lieutenants suffiraient pour la chasser jusqu'à la mer. Il retourna donc d'Astorga jusqu'à Valladolid, où il s'arrêta provisoirement, en chargeant Soult de poursuivre les Anglais.

Le général Moore allait à marches forcées, jonchant les routes de traînards et de bagages. La forte discipline anglaise se perdait dans cette retraite désastreuse. Nos troupes ramassaient partout des Anglais ivres; les cavaliers anglais tuaient à coups de pistolet leurs chevaux harassés, pour les empêcher de tomber au pouvoir de l'ennemi.

Si le maréchal Soult avait eu des forces suffisantes, il eût détruit les Anglais; car il parvint à joindre Moore devant Lugo, et celui-ci lui fit face. Mais Soult avait trop peu de monde sous la main, et, avant qu'il eût été rejoint par tout son corps, Moore se déroba durant la nuit. Moore atteignit son but. Le 11 janvier 1809, il regagna, avec le gros de ses troupes, le port de la Corogne. Il prit position sur les hauteurs qui dominent cette ville. Soult, pour la seconde fois, ne fut pas en mesure de l'attaquer sur-le-champ, et une flotte de transport, préparée par les Anglais à Vigo, eut le temps d'arriver dans le port de la Corogne. Soult assaillit enfin, le 19 janvier, les positions des Anglais. Le général Moore fut emporté par un boulet, et les Anglais essuyèrent de grandes pertes; néanmoins, la journée ne fut pas décisive, et l'armée anglaise, rentrant dans la Corogne, réussit à se rembarquer le lendemain, sans qu'on eût pu la réduire à capituler.

Napoléon n'avait à s'en prendre qu'à lui-même : s'il eût donné à Ney, qui n'était pas loin, l'ordre exprès de rejoindre Soult, les Anglais n'eussent point échappé. On sentait déjà et l'on allait sentir de plus en plus les inconvénients de l'étendue exorbitante des opérations militaires et du peu d'accord entre les généraux, partout où Napoléon n'était pas en personne.

Le maréchal Victor, plus heureux que Soult, avait, pendant ce temps, défait complètement et pris en masse, entre Cuença et Aranjuez, un corps d'armée espagnol qui s'était reformé et

qui avait tenté une diversion en faveur des Anglais. Il nous resta 13,000 prisonniers (13 janvier).

Les nouvelles de la Catalogne étaient bonnes. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr, arrivé par les Pyrénées-Orientales au secours de la garnison de Barcelone, avait gagné deux batailles et dispersé l'armée insurgée de Catalogne.

Napoléon repartit, le 17 janvier, de Valladolid pour la France, en laissant à ses lieutenants un plan d'opérations destiné à achever, à ce qu'il espérait, la destruction de la grande révolte espagnole. Il n'avait réalisé qu'à moitié le programme qu'il avait exposé au Corps législatif : il avait ramené le roi Joseph à Madrid; mais il n'avait pas planté ses aigles sur les murs de Lisbonne. Il chargeait Soult de le faire à sa place.

Les opérations furent quelque temps suspendues dans la plus grande partie de l'Espagne, pour laisser reposer l'armée et la préparer à l'exécution du plan de l'empereur. Toute l'attention se concentra sur un point où la lutte se poursuivait avec une énergie désespérée et des circonstances exceptionnelles dans l'histoire militaire. C'était Saragosse. De grandes masses de combattants et des approvisionnements immenses avaient été réunis dans cette capitale de l'Aragon. Les débris de l'armée insurrectionnelle battue à Tudela par Lannes s'y étaient enfermés, et, avec eux, des milliers de campagnards, de contrebandiers descendus des Pyrénées aragonaises, race robuste, intrépide, exercée au tir, animée d'un patriotisme enthousiaste et d'une dévotion farouche. De bons officiers du génie avaient élevé des ouvrages solides et bien conçus autour de la place. Saragosse avait pour commandant un jeune homme de peu d'expérience, mais d'une brillante valeur et d'un grand ascendant sur le peuple, don Josè Palafox.

Napoléon n'avait pas prévu la vigueur de la défense, comme il l'aurait dû d'après la résistance opposée par Saragosse aux attaques antérieures des Français. Le maréchal Moncey avait commencé le siège en décembre, avec vingt et quelques mille hommes seulement, quand il y avait quasi le double de gens armés dans la place. Les Espagnols, cependant, ne défendirent pas sérieusement les approches de Saragosse et se renfermèrent

dans la ville et dans le faubourg qui est de l'autre côté de l'Èbre. Le général Junot, qui avait remplacé Moncey, fit ouvrir la tranchée dans la nuit du 29 au 30 décembre. Du 10 au 16 janvier 1809, on battit en brèche et l'on enleva deux têtes de pont de la Huerba, petite rivière qui borde une partie des murs de Saragosse avant de se jeter dans l'Èbre. On s'apprêta à battre en brèche l'enceinte de la ville.

L'armée souffrait cruellement. Les populations aragonaises se levaient en masse sur les deux rives de l'Èbre, interceptaient tous nos convois, tous nos vivres, et menaçaient d'assiéger les assiégeants. Le maréchal Lannes vint, avec des renforts, prendre le commandement en chef. Il fit marcher des corps de troupes contre les insurgés à droite et à gauche de l'Èbre. Les bandes insurgées du dehors furent battues et dispersées, et l'assaut fut donné au cœur de la place le 27 janvier.

Nos troupes forcèrent l'enceinte de Saragosse.

C'eût été la fin d'un siège ordinaire. Ce ne fut que le commencement d'une lutte inouïe. Chaque couvent, chaque île de maisons, devenait une place forte qui repoussait, par un feu effroyable d'artillerie et de mousqueterie, les attaques à découvert. Il fallut les assiéger par la sape et la mine. On n'avançait qu'en faisant sauter en l'air les édifices. Ces Espagnols, que nos bataillons et nos escadrons balayaient si facilement en plaine, étaient héroïques, terribles, derrière des murailles. Soldats, habitants, campagnards, sans hésitation et sans peur, combattaient, tuaient et mouraient. Les moines et les femmes étaient les plus furieux au combat, exaltaient les autres par leur exemple et pendaient quiconque parlait de se rendre. L'épidémie et l'incendie s'unissaient au carnage pour faire de Saragosse un théâtre d'épouvante sans nom. Les habitants mettaient eux-mêmes le feu à leurs maisons pour arrêter nos soldats. Lannes, humain comme le sont les vrais braves, écrivait à Napoléon : « Sire, c'est une guerre qui fait horreur ! »

Cet interminable assaut durait depuis onze jours, et nos troupes étaient parvenues jusqu'à la principale rue de Saragosse, *le Corso* (le Cours), lorsqu'on commença d'attaquer à son tour le faubourg de la rive gauche de l'Èbre (7 février). Il

fallut, là aussi, faire un siège en règle et battre en brèche. Le faubourg fut emporté d'assaut le 18 février. La lutte, pendant ce temps, avait continué dans la ville. Le fer, le feu, la maladie, avaient fait essuyer des pertes immenses aux assiégés. Palafox était atteint de l'épidémie. La ville n'avait aucun espoir de secours : la lutte n'eût fini que par son entière destruction. La junte d'Aragon se résigna enfin et capitula le 20 février. Ce qui restait de la garnison fut prisonnier de guerre ; les Français prirent possession des ruines de Saragosse, remplie de cadavres en putréfaction qu'on n'avait pas eu le temps d'ensevelir. Il avait péri 54,000 personnes dans la ville, sur environ 100,000 habitants, soldats, réfugiés ou paysans armés ! Il n'y avait jamais eu rien de pareil dans l'histoire moderne.

La chute de Saragosse pouvait sembler, à des regards superficiels, la chute même de l'insurrection espagnole. Mais l'insurrection, si elle était partout vaincue, restait partout à l'état de petite guerre après avoir succombé dans la grande. Le midi se maintenait en dehors de l'occupation française, et, dans le nord, où nous étions maîtres de toutes les places, nous ne possédions réellement que les points gardés par nos baïonnettes. Les défaites qui eussent abattu d'autres peuples ne produisaient pas une grande impression sur ces populations dont chaque petit groupe est habitué à ne tenir guère compte que de lui-même. Avec la nature de ce pays, hérissé de chaînes de montagnes si propres à la guerre de partisans, et avec le caractère des habitants si conforme à celui du pays, rien absolument n'était fini.

L'insurrection ne pouvait, il est vrai, recommencer d'agir en grand que par les secours et les diversions du dehors ; mais ces secours et ces diversions devaient inévitablement se produire.

CHAPITRE X

NOUVELLE GUERRE AVEC L'AUTRICHE. VICTOIRE DE WAGRAM. — SUITE DE LA GUERRE D'ESPAGNE. — PAIX DE VIENNE. — MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE.

(Janvier 1809-avril 1810.)

Napoléon revint en cinq jours de Valladolid, du fond de la Vieille-Castille, à Paris (17-22 janvier 1809). Son retour avait été hâté par les préparatifs militaires de l'Autriche et par les rapports sur l'agitation des esprits à l'intérieur. On était inquiet et mécontent. Les fonds publics baissaient de nouveau. Les familles étaient troublées et affligées des grandes levées qui prenaient des masses toujours croissantes de jeunes gens.

Le Corps législatif, longtemps muet, se réveillait; une nombreuse opposition s'y était montrée, dans la discussion du Code d'instruction criminelle, contre les articles qui menaçaient la liberté individuelle déjà si mal garantie.

Napoléon était parti très irrité de Valladolid. Sa colère redoubla, quand il fut informé des propos qui s'échangeaient entre les plus hauts fonctionnaires sur ce qui serait à faire au cas où il périrait dans ses téméraires entreprises. Talleyrand, en particulier, s'était beaucoup écarté de sa circonspection habituelle. Napoléon se vengea de lui par une scène de la dernière violence et le traita de la manière la plus injurieuse. Il lui reprocha, en plein conseil, de blâmer partout l'exécution du duc d'Enghien et la guerre d'Espagne, tandis qu'il lui aurait conseillé l'une et l'autre de ces résolutions.

Talleyrand montra une absence totale de dignité. « Deux ou

trois jours après, raconte M. Thiers, il se rendit à une fête aux Tuileries, dans le plus brillant costume, s'inclinant profondément devant le maître dont il avait essuyé les outrages. » Une pareille humilité désarma le despote, qui pardonna dédaigneusement.

La vérité est que Napoléon n'avait suivi les conseils de personne, ni dans l'affaire du duc d'Enghien, ni dans celle d'Espagne, et que la responsabilité, dans les deux cas, lui appartient tout entière. Mais, en ce qui regarde l'Espagne, Talleyrand, qui était, de 1807 à 1808, dans une demi-disgrâce, avait flatté la passion de l'empereur pour se remettre bien dans son esprit. Il avait proposé, non pas le guet-apens de Bayonne ni l'intronisation de Joseph Bonaparte, mais un plan qui ne valait pas mieux : c'était de maintenir les Bourbons, en prenant à l'Espagne les provinces entre l'Èbre et les Pyrénées. Talleyrand avait montré de saines vues politiques dans les conseils qu'il avait donnés à Napoléon à l'égard de l'Autriche en 1805 ; en ce qui concerne l'Espagne, au contraire, il avait été pitoyable. Personne n'a mieux prouvé que lui que l'esprit est peu de chose sans le caractère.

Napoléon, jugeant à peu près inévitable un nouveau choc avec l'Autriche, s'y apprêta avec toute sa formidable activité. Il trouva dans les finances un déficit qui venait de ce que les douanes ne rendaient plus : l'exagération du blocus continental empêchait les neutres d'importer des marchandises soumises aux droits. Il avait encore le moyen d'y pourvoir, quant à présent, avec le trésor de l'armée. Il comptait que la victoire grossirait de nouveau ce trésor et ferait remonter les rentes, qu'il cessa de soutenir par des achats.

On se plaignait déjà de l'exagération de la conscription. Elle était de 80,000 hommes par an. Il la porta à 100,000. On se plaignait des levées anticipées d'une année sur l'autre. Il ordonna des levées rétroactives, c'est-à-dire qu'il fit remonter la conscription de 100,000 hommes par an jusqu'en 1806, en appelant 20,000 hommes de plus sur les quatre années précédentes. Il prit, pour ses cadres de sous-officiers, jusque dans les lycées, des jeunes gens de seize à dix-sept ans, et ordonna,

par un décret, l'envoi à l'école militaire de Saint-Cyr des jeunes gens appartenant aux familles d'émigrés rentrés qui se tenaient à l'écart de son gouvernement. « Si l'on fait quelque objection, écrivait-il au ministre de la police, il n'y a pas d'autre réponse à faire, sinon que cela est mon bon plaisir. »

l'Autriche, l'année précédente, lorsqu'elle avait protesté de ses intentions pacifiques, n'avait cherché qu'à gagner du temps : elle s'épuisait en armements disproportionnés avec ses ressources. L'agitation générale de l'Allemagne encourageait la cour de Vienne. Les populations prussiennes, si orgueilleuses du passé, si humiliées du présent, semblaient prêtes à se soulever et à s'armer contre la France sans ou malgré leur gouvernement. Non seulement dans l'Allemagne du Nord, mais en Souabe et jusqu'en Bavière, l'opinion tournait contre Napoléon depuis les événements de Bayonne et de Baylen. Les sociétés secrètes, à la tête desquelles étaient l'ex-ministre prussien Stein et d'autres hommes très actifs et très énergiques, propageaient partout l'idée de la nationalité allemande, de l'unité allemande, qui ne s'était nullement montrée dans la Guerre de la Révolution. Les hommes de langue allemande ne s'étaient point du tout sentis solidaires les uns des autres contre la République française, et ce fut la réaction contre le despotisme de Napoléon qui les poussa à se considérer comme un seul et même peuple vis-à-vis de ce dominateur venu d'outre-Rhin.

Ce mouvement toutefois n'était encore qu'à son origine, et la seule population qui fût réellement prête à s'insurger à outrance était fort étrangère à ces idées nouvelles. C'étaient les montagnards du Tyrol, vieille race de chasseurs et de pasteurs, hostiles à leurs voisins les Bavarois que Napoléon leur avait donnés pour maîtres, et attachés à la maison d'Autriche, qui avait toujours respecté leurs habitudes et leurs traditions.

La cour d'Autriche comptait sur l'insurrection tyrolienne comme diversion contre les alliés allemands de Napoléon ; elle s'apprêtait à une lutte désespérée sur le Danube et faisait entrer dans ses prévisions jusqu'à la retraite en Hongrie, si Vienne était prise, la perte de la capitale ne devant plus, cette fois, tout décider.

La diplomatie autrichienne réussit en Orient contre nous. Elle gagna les Turcs, exaspérés de la proposition faite par la France à la Porte Ottomane de céder à la Russie sa suzeraineté sur la Valachie et la Moldavie. L'Autriche ménagea la paix entre la Turquie et l'Angleterre (janvier 1809), et s'efforça de détacher de Napoléon l'empereur de Russie.

Alexandre, quoique revenu de son enthousiasme de Tilsit, ne pouvait ni ne voulait alors se retourner contre la France. Il tâcha d'empêcher la guerre. Napoléon s'y prêta. Il n'avait point intérêt à se détourner de l'Espagne et de l'Angleterre pour se rejeter sur l'Autriche. Il alla jusqu'à autoriser Alexandre à offrir l'évacuation par les troupes françaises du territoire de la Confédération du Rhin, en d'autres termes, l'évacuation de l'Allemagne.

L'Autriche, surexcitée par l'Angleterre, s'était trop avancée pour reculer. L'archiduc Charles, l'homme qui préparait les moyens de la guerre et qui était le plus capable de la faire, en sentait mieux que personne la témérité et eût voulu l'éviter; mais le courant l'entraîna, ainsi que l'empereur François. Le ministre des finances d'Autriche annonçait qu'il ne pouvait plus suffire à l'entretien de l'armée, et qu'il fallait l'envoyer vivre ailleurs ou se laisser dévorer par elle. Le papier-monnaie du gouvernement autrichien perdait 140 pour 100.

La médiation d'Alexandre échoua.

Alexandre, suivant ses engagements, se déclara l'allié de la France contre l'Autriche, mais ne promit qu'un concours médiocre à Napoléon. Il s'engagea seulement à faire marcher un corps d'armée en Gallicie, s'excusant sur la double guerre qu'il avait à pousser contre les Suédois en Finlande et contre les Turcs en Valachie et Moldavie.

Les Autrichiens firent cette fois un meilleur plan de campagne qu'en 1805. Ils portèrent le gros de leurs forces vers le point décisif, sur le Danube. L'armée principale, sous l'archiduc Charles, s'éleva à 200,000 hommes. 50,000 autres, sous l'archiduc Jean, devaient attaquer les Français en Italie et donner la main, par les Alpes, à l'insurrection tyrolienne. Un troisième archiduc, Ferdinand, devait, du côté de la Gallicie, tenir

tête avec 40,000 hommes aux Saxons et aux Polonais du grand-duché de Varsovie, d'une part, et aux Russes, de l'autre. On pensait, non sans motif, que ces derniers n'agiraient guère. Un petit corps ferait face aux troupes françaises qui occupaient la Dalmatie. Derrière ces 300,000 hommes de troupes de ligne, on comptait que 200,000 hommes de réserve autrichienne et de levée en masse hongroise couvriraient Vienne et la Hongrie.

Les Autrichiens perdirent une partie des avantages de ce plan, en partageant leur masse principale en deux armées inégales, la grosse (150,000 hommes) marchant par la Bavière, l'autre par la Bohême.

Dès les premiers jours de mars, Napoléon, certain d'avoir la guerre, donna ses ordres avec sa rapidité accoutumée. Il mit en mouvement 190,000 Français et 100,000 Allemands et Polonais, outre les réserves westphaliennes et hollandaises, comptant 40,000 hommes. Il choisit Ratisbonne comme point de concentration et base d'opérations. De Ratisbonne, l'armée française devait marcher sur Vienne, en côtoyant le Danube, qui servirait de véhicule à notre matériel, à nos malades et à nos approvisionnements, au moyen d'une flottille préparée en Bavière. Napoléon ne se préoccupa point du Tyrol et pensa que les Autrichiens ne pourraient que s'y faire prendre entre nos armées d'Allemagne et d'Italie.

L'arrestation d'un courrier de l'ambassade de France à Vienne et l'enlèvement de ses dépêches par les Autrichiens furent le signal des hostilités.

Le 6 avril, l'archiduc Charles, général en chef, adressa une proclamation « à la nation allemande », pour la soulever contre l'étranger. Dans une autre proclamation adressée à son armée, il lui disait que « la liberté de l'Europe s'était réfugiée sous ses étendards. — Vos victoires, ajoutait-il, briseront les chaînes de vos frères allemands, qui, maintenant encore dans les rangs étrangers, attendent leur délivrance. »

L'Autriche ne se contenta pas d'invoquer « la nation allemande », terme qui apparaissait pour la première fois dans la langue officielle des gouvernements ; elle osa faire appel aux Italiens, et, chose plus étrange encore, aux Polonais !

L'Autriche, cette monarchie despotique fondée sur l'oppression de peuples divers qu'elle dominait les uns par les autres, essayait de faire du libéralisme et du nationalisme contre la France. Napoléon répondit en accusant, dans ses manifestes, les princes autrichiens de parler comme « les hommes de 93 ! »

C'était le monde renversé ! Nos ennemis nous prenaient la langue de 89, et notre chef répondait dans la langue de Coblentz ! La France n'était donc plus la France !

L'avenir était effrayant ! Dans le présent, la force et le génie militaire allaient encore, pour cette fois, décider la querelle.

Les Autrichiens attaquèrent du 9 au 10 avril. Ils envahirent la Bavière, comme en 1805, et forcèrent, le 16 avril, le passage de l'Isar, un des grands affluents méridionaux du Danube. Bien que celle des armées autrichiennes qui arrivait par la Bohême vers la rive nord du Danube fût encore à distance, l'archiduc Charles avait 140,000 hommes réunis au sud de ce fleuve, tandis que les Français n'étaient pas encore concentrés. L'archiduc espérait accabler à Ratisbonne le maréchal Davout, avant que Masséna, qui venait d'Ulm par Augsbourg, l'eût rejoint. La masse autrichienne se trouvait entre les deux masses françaises, qui, réunies, lui eussent été au moins égales en nombre : la situation des Français fût devenue très dangereuse, si l'archiduc eût marché en avant avec la rapidité de Napoléon ; mais le mauvais temps et la configuration d'un pays très enchevêtré de collines, de bois et de ravins lui opposèrent des obstacles qu'il ne sut ou ne put surmonter assez promptement. Il ne parvint pas à se rendre bien compte des mouvements des corps français.

Napoléon arriva, le 17 avril, à Donawerth, sur le Danube, en arrière de Ratisbonne. Il n'hésita pas comme l'archiduc et vit clair tout de suite. Il envoya l'ordre à Masséna de se porter d'Augsbourg sur le flanc gauche de l'ennemi, et l'ordre à Davout, qui se trouvait compromis à Ratisbonne, de se rabattre vivement en amont du Danube sur Abensberg, pour s'y rallier avec Masséna et les auxiliaires bavarois et würtembergeois.

Le maréchal Davout, qui avait une cinquantaine de mille hommes, était en ce moment aux prises, au nord du Danube, avec l'armée autrichienne de Bohême, à peu près égale en nombre à la sienne. Il fit tenir l'ennemi en échec par une de ses divisions, passa le Danube avec le reste, rappela son arrière-garde en laissant derrière lui un seul régiment pour la défense de Ratisbonne, puis se dirigea sur Abensberg, partie par la vallée du Danube, partie à travers les hauteurs et les ravins. Attaqué en flanc, durant sa marche, par l'archiduc Charles, il s'ouvrit le chemin jusqu'à Abensberg par de savantes manœuvres et de vigoureuses charges. L'archiduc Charles crut avoir affaire à toute l'armée française, et, n'ayant pas toutes ses forces, n'osa s'engager à fond jusqu'au lendemain (19 avril).

Le lendemain, il était trop tard. Napoléon avait rejoint Davout avec le maréchal Lannes et 40,000 Bavarois et Würtembergeois. Il se plaça hardiment, sans escorte française, au milieu de ces auxiliaires allemands et les électrisa par une harangue que leurs chefs traduisaient dans tous les rangs. L'esprit militaire et les vieilles jalousies contre les Autrichiens enlevèrent ces troupes, qui ne pensèrent plus qu'à rivaliser avec les Français sous les yeux du *Kaiser*, du César, comme ils l'appelaient.

Le 20 avril au matin, Napoléon, sans attendre Masséna, dirigea une attaque générale contre les positions autrichiennes, entre les deux petites rivières d'Abens et de Laber. Le succès fut complet. L'armée ennemie fut coupée en deux et rejetée, partie sur la rivière d'Isar et la ville de Landshüt, partie sur le Danube et Ratisbonne.

Napoléon crut le gros des Autrichiens refoulé sur l'Isar, tandis que c'était vers Ratisbonne que s'était rabattu l'archiduc Charles avec ses principales forces. Napoléon marcha donc en personne vers l'Isar et Landshüt, où se trouvaient les corps autrichiens du général Hiller et de l'archiduc Louis. Le 21 avril, Masséna fit sa jonction avec l'empereur devant Landshüt. Cette ville fut emportée de vive force, et les Autrichiens furent chassés au loin, en nous abandonnant tous les magasins et le matériel de leur armée avec une masse de blessés et de prisonniers.

Cette journée présenta quelques rapports avec celle d'Iéna.

dans ce sens que Davout eut de nouveau sur les bras le gros des forces ennemies, pendant que Napoléon en accablait une moindre partie. Davout avait eu en face de lui l'archiduc Charles; mais, cette fois, Davout fut soutenu par les renforts que lui envoya Napoléon, et, de même que dans sa marche sur Abensberg, il ne fut point attaqué à fond.

L'archiduc Charles était surtout préoccupé, en ce moment, d'effectuer sa jonction avec l'armée de Bohême. Une poignée de soldats français, malgré des efforts héroïques, n'avait pu défendre Ratisbonne à la fois contre l'armée de Bohême et contre l'armée de l'archiduc Charles, qui attaquaient la ville par les deux rives du Danube. La jonction désirée par l'archiduc Charles eut donc lieu, et l'archiduc essaya d'en profiter pour reprendre l'offensive. Tandis que Napoléon, le 22, arrivait au secours de Davout, l'archiduc tentait à son tour de couper la ligne de communication des Français le long du Danube ; mais il n'y mit pas la décision ni la célérité nécessaires. Au fond, il n'avait pas confiance. Modeste et judicieux, stratégiste savant et habile, il ne se sentait pas les inspirations du génie, et il éprouvait pour Napoléon une admiration qui le troublait et ne lui laissait pas le libre exercice de ses facultés. Il n'était plus le même devant l'empereur qu'il avait été devant Jourdan.

Il attaqua par sa droite, dans la direction d'Abensberg, où il avait déjà combattu Davout le 19. Napoléon se jeta sur sa gauche, vers la petite rivière du Laber et la ville d'Eckmühl. Les hauteurs d'Eckmühl furent enlevées par les Français et les Allemands auxiliaires. Les Français descendirent des collines dans la plaine de Ratisbonne. La cavalerie autrichienne essaya d'arrêter nos troupes ; elle fut renversée par la cavalerie française, cuirassiers contre cuirassiers. Contre l'ordinaire, dans cette campagne, la cavalerie française se trouvait supérieure en nombre. La détresse des finances autrichiennes et le refroidissement du zèle des Hongrois en étaient cause.

L'archiduc Charles avait été arrêté dans le mouvement offensif de sa droite par les mauvaises nouvelles qu'il recevait de sa gauche : il dut se replier sur Ratisbonne. Il commença, durant la nuit, sa retraite au nord du Danube. Nos troupes, le lende-

main matin, ne purent atteindre que son arrière-garde, qui essuya quelques pertes en repassant le fleuve.

L'archiduc avait laissé, dans la ville de Ratisbonne, qui est au sud du fleuve, quelques détachements pour arrêter la poursuite des Français. Napoléon fit abattre à coups de canon les murs de la ville. Tandis qu'il examinait les positions, il fut atteint d'une balle morte au coup-de-pied. Cette blessure, fort légère et qui ne l'empêcha pas de remonter à cheval, fut la seule qu'il reçut dans tout le cours d'une vie passée au milieu des boulets et des balles.

Ratisbonne fut prise par escalade.

Cette bataille de cinq jours (19-23 avril) avait coûté des pertes énormes à l'ennemi, 50,000 à 60,000 hommes tués, blessés ou pris, et plus de 100 canons. La route de Vienne était ouverte.

Les Autrichiens avaient saisi l'offensive le même jour en Italie qu'en Allemagne, le 10 avril. L'archiduc Jean était entré en Frioul avec quarante et quelques mille hommes, et le général Chasteleer s'était porté par la Carinthie dans le Tyrol italien, avec une douzaine de mille hommes. Le vice-roi d'Italie, le prince Eugène, ne s'était point attendu à être attaqué sitôt. C'était une grande faute, de la part de Napoléon, que de n'avoir pas laissé Masséna en Italie et d'avoir mis l'armée dans les mains d'Eugène, qui avait du cœur et de l'intelligence, mais non pas l'expérience ni la capacité des grands commandements militaires. Napoléon en était déjà aux routines des vieilles monarchies, aux généraux par droit de naissance.

Eugène n'était pas prêt : il ne se décida pas à se replier pour appeler à lui ses forces et les concentrer. Il accepta le choc à nombre inférieur à Sacile, entre le Tagliamento et la Piave, et perdit le champ de bataille (16 avril). Heureusement, il fut rejoint, sur ces entrefaites, par un de nos meilleurs généraux, Macdonald, qui lui conseilla de se retirer jusqu'à l'Adige et d'y arrêter l'ennemi.

Durant cette lutte en Vénétie, le Tyrol tout entier, l'italien comme l'allemand, s'était soulevé des deux côtés du mont Brenner. La question de race et de langue n'y était alors pour rien :

tout le pays était contre les Bavarois, et, par conséquent, contre les Français. Le gros des troupes bavaroises étant avec Napoléon, le peu qu'il y avait de Bavarois et de Français fut tué ou pris. Nous, enfants de la Révolution, nous avions à notre tour à combattre les insurrections nationales, triste signe de la situation que nous faisait l'Empire.

L'agitation était générale en Allemagne. On menaçait, on insultait les Français dans les villes prussiennes. Des bandes d'insurgés commençaient à courir la Hesse et les provinces enlevées à la Prusse.

Le corps d'armée autrichien de l'archiduc Ferdinand, au moment où son frère Charles s'avançait contre Napoléon et son frère Jean contre Eugène, avait pris l'offensive du côté de la Gallicie et envahi le grand-duché de Varsovie. Le corps d'armée russe promis par Alexandre ne se montrait pas encore. Le prince Joseph Poniatowski, le fils de l'ancien roi de Pologne, qui commandait les troupes du grand-duché, ne se trouva pas en état de défendre Varsovie et dut se retirer sur la rive droite de la Vistule.

Ces échecs d'Italie, de Tyrol et de Pologne étaient bien loin de compenser les éclatants succès de Napoléon. Il n'y vit qu'un motif d'aller d'autant plus vivement en avant. Il se sentait trop fort pour craindre les diversions qu'on pourrait tenter sur les flancs de son armée. Il ne suivit pas l'archiduc Charles, qui s'était rejeté vers la Bohême, et poussa par la rive sud du Danube droit sur Vienne. L'armée était sur la rivière d'Inn dans les derniers jours d'avril. On avança de l'Inn sur la Traun et sur Linz, point par lequel l'archiduc Charles espérait revenir donner la main à la fraction de son armée qui avait été séparée de lui à Landshüt, et même à l'archiduc Jean. La défaite de l'archiduc Charles avait fait rappeler Jean au plus vite d'Italie en Autriche, et c'étaient maintenant à leur tour Eugène et Macdonald qui poursuivaient Jean dans sa retraite. Le contre-coup de la victoire du Danube avait suffi pour dégager l'Italie.

Masséna, avec notre aile gauche, s'empara facilement de la ville de Linz le 3 mai. Un peu plus loin, cependant, au confluent de la Traun et du Danube, il fut arrêté par les corps autrichiens

du général Hiller et de l'archiduc Louis, qui défendirent, avec une énergie désespérée, le passage de la Traun et le pont du Danube par lequel ils voulaient rejoindre l'archiduc Charles. Leur position sur le plateau d'Ebersberg était très forte. Masséna l'assaillit sur-le-champ, sans attendre le résultat des opérations d'autres corps français qui devaient passer plus haut la Traun. Il craignit, s'il attendait, que les deux masses autrichiennes ne se rejoignissent. Ce fut un des plus terribles combats de toutes nos guerres. Le passage du pont de la Traun mériterait d'être aussi fameux que ceux de Lodi et d'Arcole. Le pont franchi, on se battit longtemps avec fureur parmi les maisons croulantes d'Ebersberg en feu. Les Autrichiens en furent chassés après un affreux carnage.

Les débouchés d'Ebersberg et de la Traun perdus, l'archiduc Charles tâcha d'atteindre celui de Krems, qui lui eût donné, au sud du Danube, la belle position de Saint-Polten pour couvrir Vienne. Les restes des corps autrichiens battus à Ebersberg parvinrent à gagner Krems et y passèrent le Danube pour rejoindre l'archiduc Charles; mais, pendant ce temps, l'avant-garde française était déjà à Saint-Polten (8 mai).

L'archiduc Charles ne pouvait plus passer le Danube qu'à Vienne même, pour livrer bataille, adossé à cette capitale. Les hauteurs qui protègent les abords de Vienne étaient déjà au pouvoir des Français. Notre avant-garde fut devant Vienne dès le 10 mai, juste un mois après l'ouverture de la campagne.

L'archiduc Charles avait commis la faute grave de ne pas mettre Vienne en défense et de ne pas se préparer les moyens de livrer devant cette ville une bataille défensive. Il était trop tard pour le tenter. Les grands et beaux faubourgs de Vienne, entourés d'une muraille terrassée, n'étaient point garnis d'artillerie et furent enlevés presque sans résistance. L'archiduc Maximilien, avec quelques milliers de soldats et de gens du peuple armés, essaya de défendre le corps de la place, la vieille cité de Vienne, fortifiée et garnie de canons. Napoléon fit respecter les personnes et les propriétés dans les faubourgs, mais bombarder la vieille ville (11 mai). L'archiduc Maximilien, voyant les Français manœuvrer pour se placer entre Vienne et le Danube, et

n'espérant plus être secouru, évacua la place le 12, en détruisant derrière lui le grand pont. Vienne capitula.

C'est après ce grand succès que les grandes difficultés commencèrent : Napoléon ne pouvait achever sa victoire qu'en allant attaquer l'archiduc Charles au nord du Danube. Il fallait passer ce large fleuve et combattre le fleuve à dos. C'est une opération en tout temps très hasardeuse; mais la saison y ajoutait des dangers exceptionnels. Les crues soudaines d'un grand cours d'eau comme le Danube, fréquentes au printemps, rendent fort difficile d'y établir et d'y maintenir des ponts de bateaux. Il eût été sage à Napoléon de s'asseoir fortement à Vienne et d'attendre là quelques semaines. Mais les nécessités de sa mauvaise politique faussaient et devaient fausser de plus en plus les combinaisons de son génie guerrier. Il avait quitté l'Espagne pour l'Autriche, lorsqu'il eût dû rester en Espagne pour y exécuter lui-même ses plans. Maintenant, les inquiétudes que lui donnait l'Espagne lui faisaient hâter imprudemment ses opérations en Autriche.

Une fois résolu à effectuer le passage du Danube, il prit des dispositions aussi bonnes que possible. Il fit occuper solidement tous les passages du fleuve derrière lui, de façon à ce que l'archiduc Charles ne pût inquiéter ses communications : du côté opposé, vers le sud-est, dans les provinces austro-illyriennes, il disposa des forces de manière à obliger l'archiduc Jean, qui revenait d'Italie, à faire un grand détour par la Hongrie pour rejoindre l'archiduc Charles, ce qui devait permettre au prince Eugène de rejoindre auparavant Napoléon.

Partout le succès nous était revenu. Eugène et Macdonald avaient fait essuyer à l'archiduc Jean de graves échecs durant sa retraite. Le général Marmont, qui commandait le petit corps d'armée de Dalmatie, avait dispersé l'insurrection croate. Le maréchal Lefebvre avait battu l'insurrection tyrolienne et les troupes autrichiennes qui la soutenaient. En Pologne, Poniatowski avait eu des avantages contre les Autrichiens sur la rive droite de la Vistule. Les nouvelles de notre victoire du Danube avaient refroidi les dispositions insurrectionnelles de l'Allemagne du Nord et contenu le gouvernement prussien, qui, malgré

les promesses de concours qu'il avait faites secrètement à l'Autriche, était peu disposé à jouer le tout pour le tout avec si peu de chances.

Napoléon avait décidé de franchir le Danube, non en rétablissant le grand pont, dit du Thabor, qui communiquait directement avec Vienne, mais en jetant des ponts à quelque distance au-dessous de cette ville. Le Danube s'élargit beaucoup en aval de Vienne : il y a là une île beaucoup plus grande que toutes les autres dont le lit du fleuve est encombré. Elle se nomme l'île de Lobau. On y pouvait faire camper toute une armée, que la distance et les bois mettaient presque entièrement à couvert du canon ennemi de l'autre rive, l'artillerie ayant alors une bien moindre portée qu'aujourd'hui. Nous pouvions là nous préparer tout à l'aise sans que l'ennemi aperçût nos mouvements.

Un pont de bateaux fut donc établi sur le grand bras du Danube, entre la rive sud et l'île. L'ennemi, qui n'avait dans l'île que quelques postes, en fut chassé, et l'on choisit, pour jeter un second pont de l'autre côte de l'île, un endroit où le bras septentrional du Danube se recourbait de façon à ce que les travaux fussent protégés par les feux croisés de notre artillerie (18-20 mai). Notre avant-garde déboucha au nord du fleuve et occupa l'angle rentrant de terrain formé par le Danube, avec les deux villages d'Aspern et d'Essling.

Pendant qu'on passait le second pont, la crue du fleuve, que Napoléon eût dû prévoir, arrivait et rompait le premier pont. On parvint à le rétablir dans la nuit. Napoléon s'obstina. Il était accouru à l'avant-garde et ordonna de continuer le passage. Le grand pont fut rompu de nouveau dans la matinée du 21. L'archiduc Charles arrivait avec toute son armée : plus de 80,000 Autrichiens approchaient, et Napoléon n'avait pas encore 30,000 hommes au nord du Danube. Napoléon allait se résigner à repasser le petit bras du fleuve et à rentrer dans l'île de Lobau, lorsqu'il apprit que les eaux baissaient, que nos généraux du génie, à force d'activité, avaient rétabli de nouveau le grand pont et que les renforts pourraient lui arriver. Il resta.

Heureusement, l'archiduc Charles, qui eût pu attaquer le matin, n'attaqua que l'après-midi. Le maréchal Lannes et le géné-

ral Molitor défendirent avec une inébranlable vigueur les villages d'Essling et d'Aspern, et notre cavalerie empêcha, par des charges magnifiques, les masses autrichiennes de pénétrer dans l'intervalle entre ces deux villages. Molitor allait enfin être écrasé sous le nombre dans Aspern, lorsqu'il nous arriva quelques milliers d'hommes de renfort. Masséna s'élança au secours de Molitor et refoula les Autrichiens. La nuit tombait. L'archiduc Charles fit suspendre le feu. Nos positions avaient été maintenues au prix de flots de sang ; mais le danger n'avait pas cessé. Le 22, au point du jour, Napoléon avait 60 et quelques mille hommes, mais trop peu d'artillerie, moins de 150 pièces contre 300, et trop peu de munitions, et les eaux grossissaient de nouveau.

Napoléon reprit l'offensive. Masséna chassa d'Aspern l'ennemi qui avait gardé une partie de ce village. Lannes se jeta d'Essling sur le centre des Autrichiens avec 20,000 fantassins et 6,000 cavaliers, enfonça tout ce qu'il avait devant lui et repoussa l'archiduc Charles en personne. L'armée ennemie allait être coupée en deux et la victoire semblait décidée, quand tout à coup Lannes reçut avec étonnement de Napoléon l'ordre d'arrêter son mouvement et de se replier peu à peu. Le grand pont venait d'être complètement emporté par les eaux. Notre arrière-garde, avec le maréchal Davout, ne pouvait plus rejoindre : il y aurait eu moyen de s'en passer ; mais, ce qui était bien autrement grave, les convois de munitions attendus allaient manquer !

L'archiduc, raffermissant ses lignes rompues et lançant ses réserves, presse à son tour le corps de Lannes en retraite et concentre sur lui les feux d'une immense artillerie. Lannes, terrible comme un lion poursuivi par des chasseurs, se replie lentement entre Essling et Aspern, et, là, arrête l'ennemi, comme la veille, par un feu meurtrier à demi-portée de fusil, puis par de furieuses charges de cavalerie. Ce héros s'était surpassé lui-même dans ces deux journées. Ce fut son dernier exploit. Un boulet lui fracassa les deux genoux.

Il avait sauvé notre centre. A gauche, Masséna restait maître d'Aspern ; l'archiduc en personne fit un grand effort contre Essling, pour nous tourner par notre droite. Deux de nos plus

braves généraux, Mouton et Rapp, sauvèrent Essling par une impétueuse charge à la baïonnette, que secondèrent par-dessus le fleuve nos batteries de l'île de Lobau. L'ennemi ne fit plus que canonner. Il commençait à son tour à manquer de munitions. La nuit mit fin à cet immense carnage. 40 à 50,000 morts et blessés français et autrichiens jonchaient le champ de bataille. C'était la plus grande perte d'hommes que nous eussions encore faite : l'ennemi avait plus souffert encore que nous; mais rien ne pouvait compenser la perte du maréchal Lannes!

Il y eut des scènes bien douloureuses le soir, près du pont du petit bras, quand on ramena les longues files de blessés, et, parmi eux, Lannes mourant. Napoléon montra une émotion qui ne lui était pas ordinaire, en revoyant dans cet état le compagnon de toutes ses grandes journées, ce capitaine si brillant et si heureux à la guerre. Il parut sentir sa fortune atteinte par ce coup frappé si près de lui. On dit que le mourant accueillit ses embrassements et ses adieux en lui reprochant amèrement son ambition et son indifférence pour la vie des hommes. Lannes avait toujours gardé un fonds de sentiments républicains.

Napoléon ressaisit bien vite son sang-froid. Il prit son parti avec sa décision accoutumée. Il profita de la nuit pour se retirer dans l'île de Lobau et résolut de s'y maintenir à tout prix. Si dangereuse que fût cette position, il n'y avait plus autre chose à faire. Napoléon, pour la première fois depuis le Consulat, consulta ses généraux. Masséna et Davout approuvèrent sa décision. Napoléon donna le commandement en chef de l'île à Masséna et repassa de nuit, en barque, à grand péril, avec Davout, le bras principal du Danube; il alla diriger l'envoi des munitions par bateaux et la reconstruction du grand pont. Masséna opéra si bien la concentration dans l'île qu'il ne laissa au nord du Danube ni un canon ni un blessé.

Ce n'était point là sans doute une défaite; mais c'était une retraite, si belle qu'elle fût, la première qu'eût faite Napoléon. L'archiduc Charles en exploita très habilement l'effet moral. Il écrivit partout qu'il était vainqueur, que l'armée française était presque détruite. Une explosion de joie éclata dans toute l'Allemagne du Nord et même chez une grande partie de nos alliés

allemands. Si les Anglais, qui préparaient en ce moment une grande expédition pour une destination inconnue, eussent opéré une descente entre l'Elbe et le Weser, ou si le roi de Prusse eût repris les armes, une vaste insurrection eût fait explosion contre les Français. Mais les Anglais ne songeaient qu'à leurs propres intérêts et ne se montrèrent point en Allemagne. Le roi de Prusse, pressé par l'Autriche de tenir sa parole et de tirer l'épée, répondit qu'il n'était pas temps encore. « Me prononcer actuellement, dit-il, ce serait vouloir ma ruine.... Frappez encore, et je viendrai; mais je ne viendrai pas seul! »

C'est-à-dire: « Soyez les plus forts, et je serai avec vous! »

L'Allemagne fit comme le roi de Prusse : elle attendit l'événement. Quelques hommes entreprenants et intrépides essayèrent de faire la guerre de partisans dans les plaines du nord, qui ne s'y prêtent pas comme les rochers de l'Espagne: ils furent tués ou chassés.

L'archiduc Charles avait tiré parti autant qu'il pouvait de son demi-succès au point de vue politique : il ne fit pas tout ce qu'il aurait pu au point de vue militaire. Il ne concentra pas suffisamment ce qu'il pouvait appeler de renforts et ne fortifia pas la rive nord du Danube de façon à empêcher un nouveau passage des Français.

Napoléon, au contraire, fit tout pour ressaisir le succès. Il prit, après cette terrible épreuve, la résolution qu'il eût dû prendre dès le commencement, à savoir : d'attendre un mois au moins pour renouveler le passage dans la saison des basses eaux avec toutes ses forces réunies. Il fit venir de nombreuses recrues et augmenta son artillerie dans d'énormes proportions.

Eugène Beauharnais approchait, après avoir forcé le passage des Alpes Carniques et détruit plusieurs gros détachements autrichiens. Macdonald en avait fait autant de son côté. Ils amenaient à Napoléon 45 à 50,000 hommes et en avaient fait perdre 20,000 à l'ennemi. Napoléon prescrivit à Eugène de se porter à l'entrée de la Hongrie, sur la Raab. Les dispositions de la Hongrie étaient fort différentes de celles de l'Allemagne. La levée en masse réclamée par le gouvernement autrichien avait peu donné. Les vieux griefs des Hongrois contre le des-

potisme autrichien se réveillaient. Des idées d'indépendance circulaient en Hongrie comme en Pologne. Napoléon adressa aux Hongrois des proclamations qui produisirent assez d'effet, et des personnages importants parmi eux entrèrent secrètement en rapport avec des agents français. Eugène gagna une bataille, le 14 juin, sur l'archiduc Jean, aux bords de la rivière de Raab et près de la ville de ce nom. A la suite de cette victoire, les Autrichiens furent entièrement expulsés de tout le pays en deçà de la Raab et du Danube. Cela n'améliora point les dispositions des Hongrois envers l'Autriche.

La Hongrie était entamée; la Gallicie eût été perdue pour l'Autriche, si les Russes fussent intervenus sérieusement. Poniatowski était entré par la rive droite de la Vistule en Gallicie, et une partie de la population s'était soulevée en sa faveur. Mais les Russes, qui avaient de leur côté pénétré en Gallicie, ne secondaient point Poniatowski et ne voulaient pas détruire les Autrichiens au profit des Polonais. Ceux-ci, de leur côté, annonçaient le rétablissement de la Pologne et son affranchissement du joug des trois puissances qui l'avaient partagée. Cette opposition entre Russes et Polonais était inévitable. Pour toute autre chose que le plan de Czartoryski, c'est-à-dire la reconstitution de la Pologne sous le sceptre d'Alexandre, l'alliance russe ne pouvait être sérieuse.

Napoléon employa quarante jours en préparatifs. Il ne se contenta pas de faire rétablir le grand pont de bateaux; il fit construire sur pilotis un second pont qui ne pouvait être emporté par les eaux; travail immense sur ce grand bras du fleuve qui a au moins 700 mètres de large. Une estacade à travers le fleuve et des fortifications dans l'île protégèrent le pont sur pilotis. L'ennemi, pensant que nous essaierions de déboucher de nouveau par l'angle rentrant de terrain entre Essling et Aspern, avait barré cet angle par une ligne de retranchements hérissée de canons. Napoléon résolut d'opérer le passage de l'autre côté, à l'est de l'île, au-dessous d'Enzersdorff. Le petit bras du fleuve est là couvert d'îlots boisés qui permettaient de s'apprêter tout à l'aise sans être vu. Des masses d'artillerie furent disposées dans les îlots pour protéger le passage. Napoléon fit construire

de grands bacs destinés à porter d'un seul coup plusieurs milliers d'hommes sur l'autre rive, puis un pont de bateaux mobile et articulé qui devait se déployer en un moment et jeter toute une colonne d'infanterie à la suite de ces avant-gardes. Il fit ensuite préparer sept autres ponts de bateaux, de pontons, de radeaux, dont l'établissement ne devait coûter que deux heures. Jamais passage de fleuve n'avait été entrepris dans de telles conditions et avec de telles masses. Il s'agissait de jeter plus de 150,000 hommes en une nuit à l'autre bord d'un bras de fleuve large à peu près comme la Seine à Paris.

L'armée française fut réunie dans l'île de Lobau du 3 au 4 juillet. Dans la nuit du 3, un pont de bateaux avait été établi à la pointe de l'angle de terrain où nous avions passé la première fois, et une division française avait débouché entre Essling et Aspern, attirant de ce côté l'attention de l'ennemi, qui y porta de grandes forces. Le vrai passage, à la droite de l'île de Lobau, s'opéra dans la nuit du 4, avec une promptitude et une régularité admirables. Tout réussit comme Napoléon l'avait espéré. Sous la protection de 109 pièces de gros canon, qui balayaient au loin la rive gauche du Danube et qui mêlaient leur tonnerre à celui d'un ciel orageux, 70,000 hommes eurent passé avant le jour. D'autres passaient, passaient encore. Napoléon, en appelant tout à lui, avait réuni sous sa main jusqu'à 167,000 soldats et 550 canons. L'archiduc Charles n'avait pas plus de 140,000 hommes et de 400 canons : il n'avait point appelé à temps l'archiduc Jean, qui avait une vingtaine de mille hommes à Presbourg, et quelques autres détachements. Sa grande faute était surtout de n'avoir pas fortifié la rive nord du Danube du côté droit de l'île Lobau. Il attendait toujours les Français entre Essling et Aspern, et il s'imaginait les accabler avec toutes ses forces réunies, à mesure qu'ils déboucheraient par un ou deux ponts. Il n'avait pas deviné dans quelles proportions inouïes le génie de Napoléon multiplierait les moyens de passage. Quand il reconnut son erreur, il replia les corps qu'il avait devant Essling et Aspern, et s'apprêta à livrer bataille dans la plaine à laquelle l'histoire devait donner le nom de Wagram.

Napoléon, après avoir assuré ses communications, se déploya

dans la plaine. Les premiers engagements eurent lieu dans la journée du 5 juillet. La ligne très étendue des Autrichiens était faible à son centre. Napoléon essaya de l'enfoncer dès le soir à Wagram. C'est un village assis sur un plateau en arrière d'un ruisseau appelé le Russbach. Nos troupes pénétrèrent dans Wagram, mais, par suite d'incidents qui jetèrent parmi elles de la confusion, chose fréquente dans les attaques de nuit, elles durent se replier et le choc décisif fut remis au lendemain.

L'archiduc Charles prit à son tour l'offensive. Il avait projeté de nous faire tourner par sa droite, afin de nous séparer du Danube ; mais son attaque fut mal combinée. Son aile gauche eût dû attendre que la droite, qui avait plus de chemin à faire, eût prononcé son mouvement ; elle attaqua, au contraire, la première, à l'est de Wagram, vers Neusiedel, et fut repoussée. L'ennemi eut d'abord plus de succès à son centre et à sa droite. Il gagna du terrain par des charges en masse et pénétra jusque dans Aspern et dans Essling. Mais Napoléon avait gardé à sa disposition des réserves formidables. Il foudroya et arrêta le centre ennemi par une immense batterie de 100 canons, puis il lança sur lui une puissante colonne d'infanterie, conduite par Macdonald, qui refoula devant elle fantassins et cavaliers. L'archiduc Charles, forcé de reculer et réduit à son tour à la défensive vers le centre, rappela sa droite compromise et menacée d'être coupée par Masséna au lieu de nous tourner. Pendant ce temps, Davout, avec notre droite, franchissait le Russbach et enlevait Neusiedel ; puis Oudinot et ses grenadiers enlevaient Wagram.

La bataille était gagnée. On avait lutté de quatre heures du matin à quatre heures de l'après-midi. L'archiduc Charles opéra sa retraite en assez bon ordre, sans être vivement poursuivi et sans abandonner son artillerie. Les pertes, énormes des deux côtés et à peu près égales en morts et en blessés, étaient au moins comparables à celles des deux journées d'Essling. Une cinquantaine de mille hommes étaient tués ou hors de combat ! L'horreur de cette campagne de 1809 dépassait de beaucoup celle de toutes les campagnes précédentes.

Si Napoléon avait eu l'armée d'Austerlitz, il eût complété

immédiatement sa victoire ; mais il avait démembré cette admirable armée pour en disperser les lambeaux en Espagne. L'armée de Wagram, quoique très brillante encore, était remplie de recrues et d'hommes de toutes races et de toutes langues, et n'avait plus la consistance et l'unité morale de la vieille armée française. Un incident singulier l'avait montré. Quand la bataille était terminée, l'archiduc Jean, arrivant trop tard de Presbourg, était apparu un moment dans le lointain avec une douzaine de mille hommes. Il s'en était suivi, sur les derrières de l'armée victorieuse, une panique effroyable parmi les vivandiers, les convois et les blessés.

Napoléon ne put commencer la poursuite que du 7 au 8 juillet. L'archiduc Charles avait pris la route de la Bohême, résolution qui eût été bonne s'il eût pu espérer le secours de la Prusse, mais qui, dans l'état des choses, ne pouvait qu'achever la perte de son armée. L'arrière-garde autrichienne fut atteinte et battue par notre avant-garde à Znaïm, les 9 et 11 juillet. L'archiduc fit demander à Napoléon une suspension d'armes. Napoléon craignait que la Russie ne voulût pas laisser détruire l'Autriche, et il était disposé à la paix. Il accorda l'armistice (12 juillet). Les négociations pour la paix s'ouvrirent à Altenbourg. Napoléon employa le temps qu'elles durèrent à se renforcer de façon à écraser définitivement l'Autriche si elle n'acceptait pas ses conditions.

Pendant cette seconde campagne d'Autriche, que le grand capitaine avait illustrée par de nouveaux traits de génie, mais que sa funeste politique avait rendue si laborieuse et si sanglante, l'Espagne avait été le théâtre d'événements militaires très compliqués et très confus.

Les instructions laissées par Napoléon à son frère Joseph et à ses lieutenants se résumaient en ceci : Soult devait entrer en Portugal, aller prendre Oporto, et, de là, marcher sur Lisbonne. Ney devait, derrière Soult, occuper et contenir la Galice. Victor marcherait sur l'Estremadure et l'Andalousie, où il serait appuyé au besoin par Soult après la reprise de Lisbonne. Le roi Joseph, avec le maréchal Jourdan pour chef d'état-major, resterait à Madrid, à la tête d'une armée de réserve qui soutiendrait aussi

Victor, si c'était nécessaire. Junot contiendrait l'Aragon avec l'appui du corps de Mortier et, s'il était possible, irait attaquer Valence. Gouvion Saint-Cyr achèverait la conquête de la Catalogne. Divers détachements occuperaient l'extrême nord de l'Espagne et assureraient les communications avec la France.

300,000 hommes étaient ainsi occupés en Espagne, sur lesquels 200,000 combattants effectifs seulement. Cette énorme réduction était causée par les fatigues, les maladies, la dissémination des troupes sur un si vaste territoire. Le fonds de la Grande armée était là, comme nous l'avons dit, en majeure partie.

Le plan de Napoléon aurait pu réussir avec un vrai général en chef au centre. Il n'y en avait pas, et les chefs de corps étaient très désunis. Les généraux de l'Empire n'étaient plus reliés ensemble, comme ceux de la République, par la passion patriotique et le sentiment du devoir. A l'exemple de l'empereur, la plupart ne songeaient plus guère qu'à leur intérêt propre et à leur gloire.

Jourdan, bon général, instruit et prudent, sans être un capitaine de premier ordre, eût pu au moins empêcher les grandes fautes, si Napoléon lui eût confié le commandement supérieur ; mais les convenances monarchiques avaient fait donner le commandement à Joseph. Le roi Joseph suivait peu les avis de Jourdan et n'était capable ni de vues étendues ni de suite et de fermeté dans la conduite des affaires militaires. Joseph, d'ailleurs, ne doit avoir qu'une faible part de responsabilité dans ce qui arriva ; car les chefs de corps d'armée avaient ordre de correspondre directement avec le ministre de la guerre, le général Clarke, à Paris, et celui-ci correspondait avec Napoléon. Il se passait des semaines, des mois et bien des événements que l'empereur n'avait pu prévoir, entre ses ordres et la situation à laquelle ils se rapportaient, et qui avait changé avant leur arrivée. La manie de tout faire par lui-même et de se croire infaillible menait l'empereur à de véritables aberrations. Avec un pareil système, il est évident que le succès était impossible là où Napoléon n'était pas en personne.

Aussitôt après son départ, les Espagnols avaient repris cou-

rage. La junte centrale, retirée à Séville, remuait l'Espagne entière. L'Angleterre fournissait armes, munitions, argent. Les armées espagnoles s'étaient reformées. Là où les Français occupaient les villes et où ne pouvaient s'organiser des corps d'armée insurrectionnels, les guerillas couraient partout les montagnes, attaquant nos convois, harcelant nos détachements. L'Angleterre renvoya en Portugal le général qui en avait, l'année précédente, fait sortir les Français, sir Arthur Wellesley (Wellington).

Nos forces se remirent en mouvement au mois de février 1809. Les prévisions de Napoléon furent partout trompées sur le nombre de nos combattants, par les causes que nous avons dites plus haut. Soult ne put réunir que 26,000 hommes pour l'opération si considérable dont il était chargé. Il refoula devant lui les bandes espagnoles qui s'étaient reformées en Galice et entra en Portugal. L'insurrection était universelle en Portugal comme en Espagne. Soult fut obligé de forcer tous les passages et de beaucoup réduire sa petite armée, afin d'assurer ses communications par des postes que les populations assaillirent avec acharnement derrière lui. Les atrocités commises contre les prisonniers français en Espagne se renouvelèrent en Portugal et furent également vengées par de grands excès et de grands carnages. Soult battit deux fois les Portugais à Braga et à Oporto (18-29 mars) et prit d'assaut cette dernière ville. Le pont de bateaux du Douro, entre la ville et les faubourgs d'Oporto, croula sous le poids des fuyards, et des milliers d'hommes périrent dans les eaux ou sous le fer des Français. Soult trouva dans Oporto 200 canons et de grandes ressources en matériel et en vivres ; mais la nécessité d'occuper plusieurs places entre Oporto et la Galice avait tellement réduit ses forces, qu'il dut s'arrêter sur le Douro, en apprenant qu'un corps d'armée anglais venait de Lisbonne soutenir les insurgés.

Victor s'était mis en marche à la mi-mars vers l'Estremadure, et le général Sébastiani, avec un autre corps, vers la Manche. Victor refoula le général espagnol La Cuesta du Tage sur la Guadiana et le battit complètement, avec un terrible carnage, le 28 mars, à Medellin. La veille, Sébastiani avait défait, de son

côté, un corps espagnol à Ciudad-Real. Les Espagnols avaient perdu dans ces deux journées une vingtaine de mille hommes. Ce début donnait de grandes espérances.

Les guerillas n'en continuèrent pas moins à inquiéter et parfois à enlever nos postes de communication. La Romana, le général qui avait ramené par mer les troupes espagnoles de Danemark, maintenait en Galice et dans les Asturies une insurrection qui harcelait sans cesse le corps de Ney, sans pouvoir nulle part tenir devant lui. Une multitude de bandes couraient tout le Nord et empêchaient d'arriver à Madrid les nouvelles de Soult et de Ney. Dans l'incertitude où l'on était à leur égard, l'état-major de Madrid n'osa faire avancer Victor sur Séville. On le fit, au contraire, revenir sur le Tage, vers Alcantara, pour observer le Portugal et les Anglais.

Soult ne bougeait pas d'Oporto. C'était une position périlleuse; car il avait des bandes insurgées tout autour de lui, et il allait avoir bientôt devant lui une force anglaise très bien commandée. Il n'eût dû penser qu'à faire la guerre le mieux possible ; mais il était tout occupé d'un rêve d'ambition fort étrange. Plus d'un maréchal, voyant son chef devenu empereur et son camarade Murat devenu roi, aspirait à se tailler quelque part un royaume. Soult imaginait de se faire roi de la « Lusitanie septentrionale », c'est-à-dire des petites provinces portugaises entre le Douro et le Minho. Les négociants en vins, les banquiers juifs, les gros bourgeois d'Oporto et des villes voisines accueillirent volontiers cette idée, qui suscita dans notre petite armée toutes sortes d'intrigues et de divisions, mais fort peu de sympathies.

Ce rêve fut bientôt dissipé. Le général anglais Wellesley, averti du désordre qui régnait parmi nous, s'était mis en mesure d'en profiter. Soult apprit que Wellesley marchait sur Oporto avec 30,000 Anglais et Portugais. Il n'y avait plus qu'à se retirer tout de suite. Soult avait tant de peine à quitter sa prétendue capitale d'Oporto qu'il perdit plusieurs jours en hésitations. Il s'était enfin résigné à partir le 12 mai. Il était si mal sur ses gardes, que, ce jour là même, Oporto fut surpris par les Anglais, et que nous dûmes abandonner nos malades et nos blessés en évacuant la ville à la hâte. Après les malades et les blessés, Soult aban-

donna son artillerie, afin de pouvoir franchir les sentiers escarpés des montagnes de Santa Catalina. Il fallut des prodiges d'énergie pour forcer les défilés occupés par les insurgés. On rentra à grand'peine en Galice par Orense, le 19 mai.

Tandis que Soult était chassé du Portugal, Ney avait dispersé dans les Asturies le corps de la Romana. Cela était loin de compenser l'échec de Soult. On pouvait réparer cet échec en unissant les efforts de Soult et de Ney à ceux de Victor contre les Anglais ; mais il fallait auparavant nettoyer la Galice comme Ney avait nettoyé les Asturies. Soult et Ney étaient convenus d'agir ensemble. Soult, au lieu de seconder Ney, se dirigea vers le Léon. Ney, resté seul, fut réduit, par un débarquement des Anglais, à évacuer la Galice, moins la place maritime du Ferrol. Il dut, après Soult, se retirer dans le Léon. Nous nous retrouvions ainsi partout sur la défensive, après avoir reperdu du terrain.

Sur ces entrefaites, arriva un ordre de Napoléon qui réunissait les trois corps de Ney, de Soult et de Mortier sous le commandement de Soult. Cet ordre, envoyé de 500 lieues par un homme qui ne savait rien de ce qui se passait, eut un effet déplorable. Soult, dépopularisé dans l'armée, ne fit pas et empêcha de faire, en appelant à lui le corps de Mortier qui eût été nécessaire ailleurs.

Pendant que nous manœuvrions avec ce désaccord et cette incohérence, le général anglais Wellesley opérait habilement et hardiment. Après avoir dégagé le nord du Portugal, il s'était reporté du Minho et du Douro sur le Tage. Il entra en Espagne par le nord de l'Estremadure et opéra sa jonction à Talavera avec le général espagnol La Cuesta, qni s'était refait une armée. Le maréchal Victor, qui avait mal soutenu ses premiers succès, dut se replier devant cette masse de vingt et quelques mille Anglais et de 38,000 Espagnols. Le roi Joseph vint rejoindre Victor avec le général Sébastiani. Nous eûmes ainsi 45,000 hommes d'excellentes troupes. C'était assez pour arrêter l'ennemi. Si le maréchal Soult n'eût pas attiré à lui vers Salamanque le corps de Mortier, nous aurions eu dix-huit ou vingt mille soldats de plus et une supériorité irrésistible.

Cet inconvénient eût été plus que réparé, si Soult se fût hâté d'arriver, avec ses forces réunies, sur les derrières des Anglais, comme le roi Joseph l'en conjurait.

Le chef de l'état-major général, le maréchal Jourdan, prit de bonnes dispositions pour mettre Madrid en sûreté contre un corps espagnol qui venait de la Manche ; puis l'armée française se reporta en avant et refoula les troupes espagnoles de La Cuesta, qui avaient essayé de poursuivre Victor et qui se hâtèrent de se rabattre sur les Anglais postés à Talavera. Victor tenta, le soir même (27 juillet), d'enlever la position par une brusque attaque sur la gauche des Anglais, qui occupaient des mamelons protégés par un ravin et par un ruisseau. Ce mouvement partiel, tenté en pleine nuit avec plus d'audace que d'habileté, ne réussit pas.

Le maréchal Jourdan était d'avis de ne point renouveler l'attaque le lendemain et de se contenter de tenir l'ennemi en échec jusqu'à ce que Soult débouchât en arrière de Talavera. Le fougueux Victor voulait combattre sur-le-champ. Le faible roi Joseph hésitait. Une dépêche de Soult annonça qu'il ne serait que le 3 août au plus tôt à Placencia, sur les derrières de l'ennemi. Il aurait pu y être plusieurs jours plus tôt, s'il eût voulu. Victor l'emporta. On renouvela, dans la matinée du 28 juillet, l'assaut des hauteurs occupées par les Anglais et les Espagnols. Les Anglais soutinrent tout le poids du combat. Ils souffrirent beaucoup ; mais, après bien des alternatives et bien du sang versé de part et d'autre, ils parvinrent à se maintenir sur les hauteurs, grâce au peu d'ordre et d'ensemble de nos mouvements.

Un dernier effort eût peut-être été plus heureux; le roi Joseph ordonna la retraite. L'absence d'un vrai commandement et d'une vraie direction avait annulé la supériorité de qualité de nos troupes; car il n'y avait de solide dans l'armée ennemie que les Anglais : les bandes de La Cuesta étaient incapables de résister à fond.

Wellesley se garda bien de suivre l'armée française ; il eût été assuré d'être défait en plaine.

A la nouvelle que Soult arrivait enfin derrière lui sur le Tage,

Wellesley, craignant d'être écrasé entre deux armées, se hâta de se retirer au midi du fleuve. Il abandonna ses nombreux blessés et une partie de son matériel. Les Espagnols de La Cuesta, culbutés par l'avant-garde de Soult, perdirent leur artillerie. Espagnols et Anglais se retirèrent au fond de l'Estremadure, où les Français ne les poursuivirent pas. Un corps espagnol, venu de la Manche, qui avait menacé Madrid pendant ces opérations, fut battu près de Tolède par Sébastiani.

En résumé, les Français, d'une part, les Anglo-Espagnols, de l'autre, avaient échoué dans leurs opérations offensives. On se retrouvait, au mois d'août, après avoir versé des flots de sang, à peu près dans la même situation vis-à-vis les uns des autres qu'au commencement de la campagne en février. 300,000 Français n'avaient obtenu qu'un résultat négatif! Napoléon blâma, condamna tout le monde; il eût dû commencer par se condamner lui-même. S'il eût donné le commandement en chef à Jourdan, les choses se fussent sans doute mieux passées; mais il n'aimait pas ce vieil adversaire du 18 Brumaire et ne voulait d'ailleurs souffrir nulle part un grand commandement indépendant.

C'était un succès pour les Anglais que de nous avoir empêchés de vaincre. Durant toute la campagne de 1809, ils avaient fait d'immenses efforts sur d'autres points comme en Espagne. Ils s'étaient puissamment préparés à détruire les grands établissements maritimes qu'avait entrepris Napoléon et qui les inquiétaient, non pour le présent, mais pour l'avenir. Ils s'attaquèrent d'abord à Rochefort. Nous avions là une escadre de 11 vaisseaux et 4 frégates, mouillés entre l'île d'Aix et l'embouchure de la Charente. Une escadre anglaise supérieure en nombre s'avança entre les îles de Ré et d'Oléron et lança sur nos vaisseaux plus de trente énormes brûlots. Nos vaisseaux eurent l'habileté ou la bonne chance d'échapper à ce danger inouï, et cette masse effroyable de machines incendiaires, qui fit de toute la rade comme un immense volcan en éruption, éclata et se consuma sans nous atteindre (nuit du 11 au 12 avril).

Par malheur, quatre de nos vaisseaux, en se dérobant aux brûlots, s'étaient échoués sur des rochers. L'escadre anglaise

les assaillit et parvint à les détruire. Une partie des équipages se sauvèrent à la côte.

Ils lancèrent ensuite une expédition bien plus considérable, au moins égale à ce qu'avait été notre expédition d'Égypte. Plus de 40,000 soldats furent embarqués sur une flotte de 40 vaisseaux de ligne, 30 frégates et cinq à six cents bâtiments inférieurs et transports. Ce formidable armement parut, à la fin de juillet, aux bouches de l'Escaut. Une partie de la flotte entra dans le bras oriental de l'Escaut et jeta une quinzaine de mille hommes dans l'île de Walcheren. Nous n'y avions que 3,000 hommes, dont le commandant, le général Monnet, fut obligé de se renfermer dans Flessingue. Cette place importante, qui commande la principale des bouches de l'Escaut, celle qu'on nomme l'Escaut occidental, fut assiégée par terre et par mer.

Une tentative de descente dans l'île de Cadsand, qui borde l'Escaut occidental du côté opposé à Walcheren, fut moins heureuse pour les Anglais. De faibles détachements français qui occupaient cette île repoussèrent l'ennemi.

Anvers n'en était pas moins dans un extrême péril, si les Anglais eussent agi avec célérité : nous n'y étions nullement en défense ; mais ils voulaient avoir Flessingue avant de remonter l'Escaut. Nous avions heureusement, à la tête de notre escadre, un brave et habile amiral, Missiessy. Il mit notre escadre en sûreté dans l'Escaut supérieur, au-dessus du point où ce fleuve se partage en deux grands bras : il barra le fleuve par des estacades pour se garantir des brûlots, et il établit ses dix vaisseaux, comme une batterie de mille pièces de canon, entre les deux forts de Lillo et de Liefskenshoek, qui protègent la rive droite et la rive gauche. Des troupes arrivèrent de jour en jour à Anvers. Des gardes nationales furent levées dans nos départements du Nord. La belle défense du général Monnet à Flessingue assura à l'amiral Missiessy le temps d'achever ses dispositions et à Bernadotte le temps de venir prendre le commandement des forces qui s'assemblaient à Anvers. Monnet ne capitula que le 16 août, après dix-sept jours de résistance. Napoléon eût dû le récompenser : il le punit pour n'avoir pas fait détruire inutilement la ville et les restes de la garnison.

Si les Anglais eussent marché tout de suite par terre, ils auraient encore eu des chances d'emporter Anvers ; mais ils employèrent dix jours à remonter par eau. Les navires qui portaient les troupes n'arrivèrent que le 26 août à la hauteur de Batz, à l'entrée de l'Escaut supérieur. La fièvre des marais les avait cruellement envahis durant ce séjour dans les îles malsaines de la Zélande. Ils n'avaient plus 25,000 soldats valides. Bernadotte avait déjà une force au moins égale en nombre dans Anvers, et des réserves de gardes nationales gardaient la Flandre maritime.

Les Anglais renoncèrent à l'attaque, rembarquèrent leur armée, et, bientôt après, évacuèrent Flessingue, où leurs hommes mouraient comme des mouches. Ils avaient dépensé pour rien des milliers d'hommes et bien des millions. Cela consola Napoléon de l'Espagne.

L'Angleterre avait dirigé ces expéditions avec un maladroit égoïsme. Au lieu de les porter en Allemagne pour offrir un point d'appui à l'insurrection en faveur de l'Autriche, elle n'avait songé qu'à détruire nos établissements maritimes et y avait pitoyablement échoué. L'insurrection allemande ayant avorté et la Prusse n'ayant pas bougé, l'Autriche se trouvait entièrement abandonnée. Napoléon eut un instant la pensée de l'anéantir, en séparant les trois couronnes d'Autriche, de Bohême et de Hongrie. Mais la Russie le souffrirait-elle ? Les affaires d'Espagne ne permettaient pas à Napoléon de s'exposer à rompre avec la Russie.

Il renonça donc à ce projet, qui eût trouvé des partisans dans la Hongrie et la Bohême, et il ne songea plus qu'à mutiler de nouveau l'Autriche sans la détruire. N'ayant point adopté une grande politique en 1805, il s'enfonçait de plus en plus dans la politique d'expédients.

Les négociations s'étaient ouvertes à Altenbourg. Le plénipotentiaire autrichien, Metternich, qui était destiné à conduire si longtemps le gouvernement de l'Autriche, essaya de ramener Napoléon au système qu'avait proposé Talleyrand en 1805 ; il offrit à l'empereur des Français l'alliance sincère de l'Autriche, si Napoléon se montrait généreux envers elle. Il ne fut pas écouté. Le négociateur français, le ministre des affaires étran-

gères Champagny, réclama d'abord des sacrifices énormes, impossibles, puis diminua ses exigences, mais demanda encore de très larges cessions de territoire.

L'empereur de Russie, invité à prendre part aux négociations, refusa d'envoyer à Altenbourg et s'en remit à Napoléon quant aux conditions du traité. C'était une façon de décliner la solidarité, au moins directe, de ce qui allait se passer. Alexandre ne fit qu'une réserve, mais fort importante : il demanda à Napoléon de ne pas reconstituer une Pologne contre la Russie.

Metternich n'obtenant rien, l'Autriche envoya directement à Napoléon un négociateur militaire, Bubna. Avec celui-ci, Napoléon s'expliqua nettement. Son intérêt, dit-il, serait ou de détruire l'Autriche ou de se l'allier intimement. — Il voyait juste en ce moment, mais un peu tard! C'était en 1805, avant Austerlitz, qu'il eût fallu poser ainsi la question.

Il préférait, continua-t-il, le second plan. Il n'espérait pas obtenir cette alliance intime de l'empereur François II. Il la croyait réalisable avec un des frères de François, le grand-duc de Würzbourg, ex-grand-duc de Toscane. Si François II abdiquait en faveur de celui-ci, il ne lui demanderait ni une province ni un écu. Peut-être même lui rendrait-il le Tyrol. Si François ne se décidait point à l'abdication, Napoléon exigerait une petite extension de territoire pour la Bavière, afin de protéger la place forte de Passau; une grande extension dans les provinces illyriennes, pour élargir et asseoir solidement le royaume d'Italie du côté de la Turquie; enfin deux portions de la Gallicie, l'une pour le grand-duché de Varsovie, l'autre pour la Russie.

L'empereur d'Autriche, qui n'avait point envie d'abdiquer, fit d'inutiles efforts pour amener Napoléon à des conditions moins dures. Napoléon était prêt, si l'Autriche refusait, à faire une campagne décisive en automne. L'Autriche eut avis officiel que, si elle s'obstinait à la guerre, la Russie coopérerait avec la France. L'empereur Alexandre ne voulait pas que l'Autriche fût détruite, mais ne voulait pas davantage rompre avec Napoléon pour sauver quelques territoires autrichiens. L'Autriche céda. Une frontière nouvelle fut tracée pour

la Bavière entre Passau et Linz, en donnant à la Bavière le pays de Salzbourg. Du côté de l'Italie, la mer fut entièrement fermée à l'Autriche, qui abandonna Trieste et l'Istrie, avec tout le pays entre la haute Drave, la Save et la mer, c'est-à-dire une portion de la Carinthie, toute la Carniole et la majeure partie de la Croatie. Du côté de la Pologne, toute la partie occidentale de la Gallicie était cédée au grand-duché de Varsovie, et une fraction du nord de la Gallicie était donnée à la Russie. Par un article secret, l'Autriche réduisait son armée à 150,000 hommes et s'obligeait à payer 85 millions en sus de 100 millions déjà levés sur la contribution de guerre que Napoléon avait imposée aux pays conquis aussitôt après Wagram.

Le traité de paix fut signé à Vienne, le 14 octobre.

Deux jours auparavant, Napoléon, dans une revue à Schœnbrünn, avait été l'objet d'une tentative d'assassinat. Un tout jeune étudiant, nommé Staaps, cherchant obstinément à s'approcher de l'empereur, avait paru suspect : on l'avait fouillé; on avait trouvé sur lui un poignard. Napoléon l'interrogea : il avoua son dessein. Napoléon lui demanda s'il y renoncerait, dans le cas où on lui ferait grâce. « Oui, dit-il, si vous donnez la paix à mon pays; non, si vous ne la lui donnez pas ! »

La paix eut lieu; cependant Napoléon ne fit pas grâce. Staaps mourut sans forfanterie et sans faiblesse. Cet incident montrait quelles haines profondes couvaient dans les cœurs allemands.

Napoléon commença l'évacuation de l'Autriche et renvoya vers les Pyrénées toutes les troupes qui étaient en marche vers le Danube. Il comptait retourner en Espagne à la fin de l'hiver. En attendant, il repartit pour Paris.

Derrière lui, des colonnes de troupes françaises, bavaroises et badoises allèrent soumettre ou plutôt écraser le Tyrol, qui avait, par deux fois, expulsé les forces étrangères avec un élan vraiment héroïque : la seconde fois était après Wagram, quand tout espoir semblait perdu. Abandonnés finalement par l'Autriche, qui les avait sans cesse leurrés de la promesse de ne pas faire la paix sans eux, les Tyroliens acceptèrent pour la plupart une amnistie offerte par le général français Baraguay-d'Hilliers. Leur principal chef, le fameux aubergiste André

Hofer, homme d'un cœur simple et d'une exaltation mystique, tenta de combattre encore, fut pris et fusillé par l'ordre exprès de Napoléon. L'empereur avait été sans générosité envers Staaps; il fut barbare à l'égard de Hofer; mais la cour de Vienne n'avait pas été moins odieuse en exploitant, avec autant d'égoïsme que d'ingratitude, le dévouement des montagnards tyroliens.

Napoléon était revenu en France, préoccupé d'un projet qu'il agitait dans son esprit depuis plusieurs années et qu'il était décidé à réaliser sans plus de délai. Il s'agissait de son divorce avec Joséphine et d'une grande alliance matrimoniale. Il reprit, avec l'empereur de Russie, la négociation entamée, l'année précédente, à Erfürt. Pendant ce temps, tout se préparait pour le divorce. Napoléon avait mandé d'Italie Eugène Beauharnais, pour l'employer comme intermédiaire auprès de sa mère. Il n'eut pas la patience d'attendre Eugène et il laissa échapper son secret devant Joséphine; elle éclata en sanglots et fut prise d'une violente attaque de nerfs. Il fallut l'emporter dans son appartement (30 novembre). Cette scène fut bientôt connue du public, qui s'intéressa au malheur de Joséphine. Sa bonne grâce, son affabilité, son humeur bienveillante, l'avaient rendue populaire.

Eugène Beauharnais arriva quelques jours après, fort triste et pour sa mère et pour lui-même; car il voyait son avenir s'écrouler et comprenait bien que Napoléon, s'il avait des héritiers de son sang, ne laisserait pas à son fils adoptif le royaume d'Italie.

Il se résigna, et les deux enfants de Joséphine, Eugène, par modération et bon sens, Hortense, par calcul, s'entremirent afin de calmer leur mère; ils l'amenèrent à céder devant la résolution irrévocable d'un homme habitué à tout briser sous sa volonté. Joséphine consentit donc à faire, avec l'empereur, la déclaration de consentement mutuel nécessaire pour le divorce, en présence de la famille impériale et entre les mains de l'archichancelier Cambacérès, faisant fonctions d'officier de l'état civil. La double déclaration fut portée au Sénat, qui prononça, sous forme de sénatus-consulte, la dissolution du mariage de Napa-

léon et de Joséphine (15-16 décembre). Il est à remarquer qu'il y eut, dans le Sénat, quelques votes opposés au divorce (7 contre 80). Napoléon tâcha d'adoucir, par les égards, les honneurs et les richesses, la douleur de l'épouse délaissée. Elle garda le titre et le rang d'impératrice, et se retira à la Malmaison, avec trois millions de pension.

Le mariage civil et légal était dissous. Restait le mariage religieux. En l'an IV, le général Bonaparte et « la citoyenne » Beauharnais n'avaient pas fait consacrer leur union par un prêtre. En 1804, la veille du sacre, pour satisfaire le pape, l'empereur et l'impératrice s'étaient fait donner secrètement la bénédiction nuptiale par le cardinal Fesch, oncle de Napoléon, dans la chapelle des Tuileries.

L'empereur fit saisir de la question de dissolution du lien religieux l'officialité diocésaine, en d'autres termes, le tribunal ecclésiastique de Paris. Les membres de ce tribunal exprimèrent des scrupules et alléguèrent que la décision, en ce qui regardait la personne des souverains, n'appartenait qu'au pape. Napoléon n'entendait pas que Pie VII fût mêlé en rien à cette affaire. Il réunit une commission de sept évêques, à la tête de laquelle était le cardinal Maury, ce fougueux chef des aristocrates à la Constituante, devenu maintenant, comme l'ex-vendéen Bernier, un des dociles instruments de Napoléon. Les sept évêques déclarèrent que l'officialité diocésaine était compétente pour dissoudre un mariage « irrégulier ». Le mariage en question avait eu lieu sans témoins et sans l'intervention du « propre prêtre », du curé de la paroisse.

Cet argument tombait devant la déclaration du cardinal Fesch : que le pape l'avait expressément dispensé de suivre en cette occasion les formes habituelles.

On s'avisa d'un expédient bien extraordinaire. L'empereur déclara qu'il n'avait pas véritablement entendu consentir au mariage, mais seulement satisfaire le pape et l'impératrice par une cérémonie qui ne l'engageait pas. Napoléon empruntait aux jésuites les fameuses « restrictions mentales » de leurs casuistes !

L'officialité céda et prononça l'annulation du mariage religieux.

Le divorce était accompli; maintenant il s'agissait d'arriver à la conclusion du nouveau mariage. Le lien politique entre la France et la Russie ne s'était pas resserré dans les derniers temps; bien au contraire. Des deux entreprises auxquelles Napoléon avait poussé Alexandre, une seule avait enfin réussi, celle de Finlande. Une révolution avait renversé l'insensé roi de Suède, Gustave IV, qui avait été remplacé sur le trône par son oncle, et le nouveau roi, ne se sentant pas en état de défendre la Finlande, avait fait la paix et cédé cette grande province à la Russie. Les Russes n'avaient pas eu le même succès contre les Turcs et avaient fait peu de progrès vers le Danube. Cela rendait Alexandre d'autant plus ombrageux du côté de la Pologne. Il n'avait cessé d'insister auprès de Napoléon pour que celui-ci ménageât ses intérêts à cet égard. Napoléon avait répondu, pendant les négociations avec l'Autriche, que, relativement aux cessions de territoire, il « ne voulait pas prononcer le nom de la Gallicie ». Il voyait bien que les Autrichiens, durant les pourparlers d'Altenbourg, visaient à porter la question sur ce terrain, afin de brouiller la France et la Russie. Il voyait le piège, et il y tomba; non seulement il le « prononça », ce nom de Gallicie, mais il fit céder par l'Autriche plus de deux millions de ses sujets dans cette contrée, dont les quatre cinquièmes pour le grand-duché de Varsovie et un petit morceau seulement pour la Russie.

Il sentit si bien l'effet que produirait sur Alexandre ce manque de parole, qu'au moment même où il agrandissait le fragment de Pologne qu'il avait rétabli, il fit écrire par son ministre Champagny au ministre des affaires étrangères de Russie qu'il était prêt à accepter « que les noms de Pologne et de Polonais disparussent non seulement de toute transaction politique, mais même de l'histoire ! »

Cet étrange langage ne calma point la défiance d'Alexandre. Moins il se fiait aux paroles de Napoléon, plus il se hâta d'en prendre acte. Il fit rédiger un projet de convention par lequel la France et la Russie s'engageaient à ne jamais laisser rétablir la Pologne; à supprimer les noms de Pologne et de Polonais dans tous les actes publics et privés; à enlever toute

« autonomie », c'est-à-dire toute administration nationale au grand-duché de Varsovie, qui ne pourrait être accru dorénavant d'aucune portion de l'ancienne Pologne.

Sur ces entrefaites arriva la demande en mariage. Quoiqu'elle fût partie de Paris le 22 novembre, la dépêche adressée secrètement et personnellement à l'empereur de Russie ne lui fut remise que le 28 décembre, parce qu'il avait été absent de Saint-Pétersbourg.

Alexandre fut sans doute plus embarrassé que satisfait de cette proposition. Il était loin de son enthousiasme de Tilsit, n'avait plus foi dans l'alliance de Napoléon et voyait cette alliance très antipathique à tout son entourage, soit à cause des projets supposés de Napoléon sur la Pologne, soit pour les pertes que le blocus continental causait aux propriétaires russes.

Il se garda de laisser apercevoir ces sentiments à notre ambassadeur Caulaincourt, et, comme à Erfürt, allégua la nécessité d'obtenir le consentement de sa mère. Caulaincourt, afin de le décider, signa l'exorbitante convention qu'il proposait sur la Pologne, sauf ratification de Napoléon (4 janvier 1810).

L'impératrice-mère, princesse allemande de la maison de Würtemberg, était si mal disposée pour l'empereur des Français, qu'après les premiers pourparlers de mariage à Erfürt, elle s'était hâtée de donner sa fille aînée à un petit prince allemand. Il lui en restait une seconde, presque enfant encore. Alexandre, néanmoins, commençait à exprimer à Caulaincourt la presque certitude de fléchir sa mère.

Le 10 janvier, Caulaincourt reçut de Paris l'ordre de demander une réponse définitive sous dix jours. Cette dépêche, d'une forme peu courtoise, était partie avant même que Napoléon eût pu être informé qu'Alexandre réclamait un délai. Un brusque changement s'était opéré dans l'esprit de l'empereur des Français. La nouvelle du projet de mariage entre Napoléon et une princesse russe avait frappé d'épouvante la cour de Vienne. L'Autriche perdait tout espoir de se relever, si elle était serrée, étouffée entre les deux grands empires définitivement alliés. La diplomatie autrichienne s'était hâtée d'insinuer

que l'empereur François II était prêt à accorder une de ses filles à l'empereur des Français. Napoléon avait saisi vivement cette ouverture, et c'était presque immédiatement après qu'il avait expédié à l'empereur de Russie une espèce de sommation. En attendant la réponse d'Alexandre, il convoqua, le 21 janvier, un conseil privé où il posa la question entre le mariage autrichien et le mariage russe. Les Bonaparte étaient pour la Russie ; les Beauharnais, pour l'Autriche, ainsi que Talleyrand et le ministre des affaires étrangères Champagny. Murat éclata contre l'idée d'amener en France une nouvelle Marie-Antoinette. Cambacérès montra qu'il était trop tard pour l'alliance autrichienne, qu'elle ne pouvait plus être sincère. Napoléon ne se prononça pas ; mais il y a toute apparence que son choix était fait.

Alexandre n'avait pas définitivement répondu le 20 janvier, délai fixé par Napoléon ; mais il avait dit à l'ambassadeur français qu'il aurait le consentement de sa mère. Évidemment, il ne différait plus que pour obtenir la ratification sur la Pologne.

Le 6 février, à l'arrivée d'une dépêche de Caulaincourt ne donnant pas la solution, mais l'annonçant prochaine et favorable, Napoléon fit écrire à cet ambassadeur que les lenteurs de la cour de Russie le dégageaient, et refusa de s'obliger à empêcher dans tous les cas le rétablissement du royaume de Pologne. « C'est me demander une chose impossible et déshonorante. Quant à la suppression des mots de Pologne et Polonais, c'est une barbarie que je ne saurais commettre. » — Il ne voulait pas non plus s'interdire l'agrandissement futur du grand-duché de Varsovie, à moins que la Russie ne s'obligeât à ne jamais ajouter à ses États aucune nouvelle portion des provinces polonaises.

C'était en effet une barbarie que de vouloir effacer jusqu'au nom d'un peuple conquis et démembré ; mais Napoléon était le seul homme qui n'eût plus le droit de tenir un pareil langage, puisqu'il avait proposé le premier ce qu'on lui demandait. Alexandre, naguère sensible aux malheurs de la Pologne, avait passé d'un extrême à l'autre en voyant Napoléon se préparer à reconstituer la Pologne contre lui.

Ce n'était pas la guerre ; mais c'était la rupture effective, sinon officielle, entre la France et la Russie. Napoléon avait renversé, de sa propre main, son œuvre de Tilsit et d'Erfürt. Alexandre dit à Caulaincourt ces paroles prophétiques : « Ce n'est pas moi qui troublerai la paix de l'Europe ni qui attaquerai personne ; mais, si l'on vient me chercher, je me défendrai. »

La conduite de Napoléon envers la Pologne et la Russie avait été insensée d'un bout à l'autre. Dès qu'il n'avait pas pris pour base, à l'origine, l'association de la France, de l'Autriche et de la Pologne contre la Russie, il n'avait plus qu'à se porter entièrement du côté de l'alliance russe. Il n'avait fait ni l'un ni l'autre : il avait mutilé de plus en plus l'Autriche, sans la détruire, et joué et irrité la Russie en ayant l'air de vouloir refaire la Pologne contre elle. Puis il se décide tout à coup à rompre avec la Russie et à renouer avec l'Autriche, quand il l'a rendue au fond irréconciliable, et cela par pure vanité et uniquement parce que la maison d'Autriche est plus ancienne et a plus d'éclat traditionnel en Europe que la maison de Romanoff. Épouser une descendante de ceux qui se prétendaient les successeurs des empereurs d'Occident domine tout chez lui.

Il préférait un mariage qui ne lui apportait aucune force politique sérieuse à une alliance qui eût pu le consolider puissamment. L'Autriche, en s'offrant à cette « mésalliance » si douloureuse à son orgueil héréditaire, n'avait d'autre but que de rompre l'alliance franco-russe et de se préparer des chances contre nous. François II, comme il le dit assez nettement plus tard, sacrifiait sa fille à son Empire.

Le jour même où Napoléon signifiait la rupture à la Russie, il faisait demander à l'ambassadeur d'Autriche s'il était prêt à signer son contrat de mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise. Le contrat fut signé le lendemain 7 février, d'après les formules de celui de Louis XVI et de Marie-Antoinette !

Le maréchal Berthier fut envoyé à Vienne épouser Marie-Louise au nom de l'empereur des Français, selon les vieilles formes monarchiques. Le mariage fut célébré à Vienne par des fêtes splendides, en vue de ces affreux champs de bataille où

venaient de mourir tant de milliers d'hommes ! La nouvelle impératrice fut amenée à Napoléon à Compiègne le 27 mars et fit une entrée triomphale à Paris avec lui le 2 avril. Les illusions de prospérité brillaient de nouveau. La foule se reprit un moment à l'Empire.

CHAPITRE XI

BLOCUS CONTINENTAL. — SUITE DE LA GUERRE D'ESPAGNE. — CONCILE DE PARIS. — RUPTURE AVEC LA RUSSIE.

(Octobre 1809 — 24 Juin 1812.)

Quelle était la situation réelle de l'Empire français et de l'Europe après la paix avec l'Autriche et le mariage de Napoléon ?

Malgré l'effroyable faute politique de la guerre d'Espagne, Napoléon avait encore, à force de génie militaire, triomphé de la diversion que les Anglais avaient suscitée contre lui en Autriche. Le refroidissement causé entre la France et la Russie par le mariage autrichien ne rendait nullement inévitable une nouvelle guerre avec l'empereur Alexandre, qui ne la voulait point. Napoléon se retrouvait donc seulement en face de l'Angleterre et de l'insurrection espagnole.

S'il concentrait contre ces deux ennemis les forces immenses dont il disposait, il n'était pas douteux qu'il ne réussît à rejeter les Anglais hors du Portugal et qu'il ne finît par briser la résistance de l'Espagne, ou du moins par la réduire à une petite guerre de partisans qui s'éteindrait peu à peu. Si tenace que soit le caractère d'un peuple, si favorables que soient à la défense les conditions géographiques d'un pays, la constance humaine, ainsi que les moyens de résistance, a des bornes, et, quand les forces en lutte sont par trop inégales, le plus faible finit par tomber d'épuisement.

Napoléon pouvait donc arriver à se rendre maître de l'Espagne, et le blocus continental, au prix d'extrêmes souffrances

infligées à l'Europe et à la France, pouvait devenir efficace. Il pouvait déterminer en Angleterre des crises qui, coïncidant avec une défaite de l'armée anglaise en Portugal, amèneraient les Anglais à subir une paix tout à l'avantage de Napoléon.

Austerlitz avait tué Pitt : Wagram, si Napoléon savait en profiter, devait tuer les successeurs de Pitt.

Ce que Napoléon devait faire était évident aux yeux de tous, amis et ennemis : nous allons voir ce qu'il fit.

Napoléon parut d'abord agir dans le sens de ses vrais intérêts. Il témoigna beaucoup d'égards à l'Autriche. Il tâcha de ménager la Russie et de faire en sorte que la rupture du mariage russe n'entraînât pas la rupture de l'alliance entre les deux Empires. Il distribua définitivement, tant à ses alliés allemands qu'à son frère Jérôme, roi de Westphalie, les divers territoires demeurés dans ses mains par suite du traité de paix avec l'Autriche. Il commença de retirer de l'Allemagne une grande partie des troupes françaises qui, depuis 1805, étaient restées sur la rive droite du Rhin. Il faisait, à la vérité, acheter à ses alliés et à son frère l'accroissement de leurs territoires en leur imposant des charges pécuniaires, de riches dotations au profit de nos généraux et du trésor de l'armée. La cessation de l'occupation militaire française dans les États alliés, sauf la Westphalie, n'en était pas moins un notable soulagement pour eux.

Napoléon ne continua de peser durement que sur la Prusse et sur les villes hanséatiques. Le gouvernement prussien, chose inévitable dans sa position si pénible et si fausse, avait eu, durant la campagne d'Autriche, une conduite équivoque, et, ruiné comme il était, il s'arriérait dans le paiement des lourdes contributions de guerre qu'il avait promises. Napoléon profita de ce retard pour maintenir ses garnisons dans les places fortes de l'Oder et à Dantzig. Quant aux villes hanséatiques, Hambourg, Brême, Lubeck, Embden, il continua aussi de les occuper, pour les forcer à observer le blocus continental qui les désespérait.

L'Angleterre parvenait à déjouer ce blocus par une vaste et habile organisation de la contrebande. Elle n'avait pas seulement

à Londres un grand dépôt central de marchandises de fabrication anglaise et de denrées coloniales ; elle avait établi d'autres dépôts aux îles Açores, entre l'Europe et l'Amérique, à Malte, dans la Méditerranée, à Héligoland, dans la mer du Nord, en face de la côte allemande. C'était là que les navires neutres, réduits à faire la contrebande ou à cesser tout commerce, étaient contraints de venir s'approvisionner et payer de gros droits aux Anglais; puis, de ces navires, les uns débarquaient de nuit les marchandises anglaises sur les points de la côte où de nombreux recéleurs venaient les chercher; les autres entraient dans les ports des alliés de la France, ou même dans les ports français, en niant d'avoir communiqué avec les Anglais et en prétendant apporter directement les denrées coloniales des lieux de provenance.

La plupart de ces navires contrebandiers étaient des américains ou des grecs sujets de l'Empire ottoman, qui faisaient de grands profits à servir ainsi d'intermédiaires aux Anglais. Le gouvernement des États-Unis n'était pas leur complice : irrité des violences que commettaient à l'envi l'empereur des Français et le gouvernement anglais, il avait défendu à ses nationaux tout commerce avec l'Europe, et les contrebandiers américains se trouvaient ainsi hors la loi de leur pays. Napoléon fit saisir dans les ports français tous les bâtiments américains et gréco-turcs, et tira grand profit de leurs riches cargaisons. Il pressa ses alliés d'en faire autant chez eux.

Il trouva chez tous une très vive répugnance à cette mesure radicale et décisive, et, nulle part, la résistance ne fut plus opiniâtre que dans un pays dont il attendait une obéissance passive, dans le royaume de son frère Louis : la Hollande. Napoléon avait, vis-à-vis des États qui étaient de fait les vassaux de la France, des exigences si oppressives, que ses frères et son beau-frère, qu'il avait faits rois, cherchaient tous plus ou moins à lui résister en faveur de leurs sujets ; mais cette opposition était bien plus prononcée chez le roi de Hollande, Louis, en raison de son caractère et de la situation de son peuple. Il nourrissait, vis-à-vis de son impérieux frère, un fonds d'amertume qui tenait à son malheureux mariage, et son âme droite et humaine, son

sentiment moral qui le distinguait entre tous les Bonaparte, se révoltait contre la pensée d'être un instrument d'oppression envers les populations qu'on lui avait imposé de régir. Cette disposition si honorable, chez un esprit qui n'avait point un parfait équilibre, poussait parfois Louis jusqu'à l'exagération dans sa résistance. Napoléon avait contre lui une irritation croissante.

La vérité est que la Hollande était dans le plus triste état. Son commerce et sa marine étaient ruinés, et toutes les sources de son ancienne prospérité étaient taries. Napoléon y était devenu souverainement impopulaire.

Napoléon voulait contraindre Louis, non pas seulement à lui livrer les navires américains qui se trouvaient dans les ports de la Hollande, mais à réduire la dette publique hollandaise des deux tiers, en d'autres termes, à faire banqueroute, de façon à trouver de l'argent pour l'armée et la flotte qu'il exigeait de la Hollande comme contingents. Louis vint à Paris pour tâcher de fléchir l'empereur. Napoléon le traita d'abord très durement et lui déclara qu'il était résolu de réunir la Hollande à la France. Louis refusa d'abdiquer. Napoléon hésita à employer la force. C'était avant la conclusion du mariage autrichien, et l'empereur avait intérêt à ne pas commettre en ce moment une éclatante violence.

Un autre motif contribua à l'adoucir. Il lui vint à l'esprit l'idée de tenter une négociation indirecte avec l'Angleterre par l'intermédiaire des Hollandais, en cherchant à faire peur aux Anglais de la réunion de la Hollande à la France. Il fit envoyer par Louis à Londres un banquier hollandais fort considéré, qui, sans mission officielle, entra en rapports avec les ministres anglais. La menace de la confiscation de la Hollande par Napoléon fit sur les Anglais peu d'impression ; la Hollande était déjà tellement sous la main de l'Empire français, qu'ils ne jugeaient pas ce changement de grande importance. Toutefois, le marquis de Wellesley, frère du commandant de l'armée anglaise en Portugal et successeur de Canning au ministère des affaires étrangère n'eût pas été absolument opposé à la paix, si Napoléon se fût contenté de réunir à la France les provinces espagnoles entre les Pyrénées et l'Èbre. Ce n'était pas assez pour Napoléon : il voulait avoir

pour vassale toute la Péninsule, Espagne et Portugal, et n'entendait pas laisser contester la royauté de son frère Joseph. La tentative de négociation avorta.

Napoléon, alors, revint à ses exigences envers la Hollande. Il réclama de Louis la cession de tout le territoire en deçà du Bas-Rhin, à savoir tout le Brabant hollandais, avec Nimègue et l'île de Bommel, et toute la Zélande, ce qui comprenait les Bouches de l'Escaut en totalité et une partie des Bouches de la Meuse. De plus, les Hollandais devaient livrer toutes les cargaisons des navires américains, et leurs côtes devaient être gardées militairement par les Français.

Louis, désespéré, eut un moment la pensée d'une résistance armée. Il céda, cependant, et Napoléon ne lui fit d'autre concession que de renoncer à lui imposer la banqueroute (mars 1810).

Le mariage avec Marie-Louise s'accomplit peu après : le printemps était venu ; on s'attendait à voir Napoléon partir pour l'Espagne et y diriger une campagne décisive.

Il ne partit pas. Il était très occupé à préparer de nouveaux perfectionnements du blocus continental et voulait en surveiller de près l'exécution sur les côtes de la mer du Nord ; mais, surtout, au fond, ce qui l'empêchait de retourner en Espagne, c'est qu'il n'y avait point là d'Austerlitz ou d'Iéna possible, point de nouveau coup de foudre qui pût augmenter le prestige de sa gloire. C'était une guerre de patience où il s'agissait de détruire en détail des insurgés difficiles à saisir et de déloger les Anglais de leurs positions défensives en Portugal en les forçant à se rembarquer. Son orgueil trouvait de telles opérations au-dessous de lui.

Il envoya Masséna. Le choix était bon, mais à condition de donner pleinement à ce grand capitaine les moyens de vaincre.

Ce qu'on peut appeler la crise de Hollande n'avait été que suspendu par la dure transaction imposée au roi Louis : un incident singulier la renouvela. La négociation avec l'Angleterre n'avait pas entièrement cessé. Le ministre de la police, Fouché, qui n'avait point de moralité, mais qui avait du jugement et qui désapprouvait fort l'entreprise d'Espagne, crut apercevoir que

Napoléon commençait à se dégoûter de la royauté de Joseph aussi bien que de celle de Louis, et pensa qu'il y avait peut-être moyen de l'amener à transiger sur l'Espagne. Il se mêla de la négociation sans y être autorisé et poussa le banquier hollandais qui en était chargé à faire au ministère anglais des ouvertures qui allaient fort au delà des intentions de l'empereur. Napoléon fut informé de cette intrigue, entra dans une vive colère contre Fouché, le destitua et l'envoya en exil à Aix.

Le malheureux roi Louis subit le contre-coup de cette affaire. Il ne put ou ne voulut exécuter complètement les engagements écrasants qu'il avait été forcé de prendre quant au commerce et quant au contingent naval. Napoléon, de son côté, dépassa les exorbitantes conditions qu'il avait imposées et fit envahir, non seulement les côtes, mais toute la Hollande, par ses soldats et par ses douaniers; les douanes françaises exerçaient une insupportable tyrannie. Lorsque nos troupes approchèrent d'Amsterdam, Louis parla d'ouvrir les écluses et d'inonder le pays, comme dans la guerre de 1672 contre Louis XIV, et d'appeler les Anglais à son aide. Les notables hollandais, réunis autour du roi, le détournèrent eux-mêmes d'un acte de désespoir qui n'eût fait qu'ajouter aux misères de leur patrie. Il abdiqua au profit de son fils, cet enfant dont la naissance lui avait inspiré des doutes si cruels, et partit *incognito* pour aller se réfugier en Allemagne : le lieu de sa retraite demeura quelque temps ignoré.

L'abdication de Louis ne sauva pas l'indépendance nominale de la Hollande. Napoléon, avant de savoir que son frère descendait volontairement du trône, avait décidé la réunion de la Hollande à la France. Il ne revint pas sur cette décision et la formula en décret (29 juillet 1810). Il ne prit pas même la peine de provoquer le vote d'une représentation fictive quelconque du peuple annexé.

La Hollande fut divisée en neuf départements français, y compris les deux déjà formés avec le territoire cédé au mois de mars précédent. Napoléon, débarrassé de l'opposition de son frère, tailla dans le vif. Il réduisit la dette hollandaise à un tiers consolidé, comme on avait fait de la dette française sous le Directoire. Malgré cette banqueroute, les misères de la Hollande furent

plutôt diminuées qu'accrues par l'annexion à la France. En fait, la rente n'avait pas été payée dans les deux dernières années, le budget hollandais étant en déficit d'environ 45 millions par an : mieux valait un tiers que rien du tout. La Hollande étouffait entre le blocus maritime des Anglais et la ligne des douanes françaises, par laquelle Napoléon l'avait récemment séparée de la Belgique et des provinces rhénanes, pour punir les résistances de Louis. Non-seulement cette ligne de douanes fut supprimée, mais Napoléon accorda aux négociants hollandais la libre introduction en France des denrées coloniales entrées malgré le blocus continental et emmagasinées dans les ports de la Hollande, à condition qu'ils partageassent avec lui par le paiement d'un droit de 50 p. 100. L'état du commerce était tel qu'il leur restait encore un bénéfice raisonnable. Napoléon accorda enfin aux navires hollandais les mêmes « licences » qu'aux navires français. Le blocus continental était une chose tellement contre nature, que Napoléon y dérogeait lui-même, tout en prétendant l'imposer si rigoureusement aux autres. Il permettait à des bâtiments français de porter en Angleterre de certaines denrées et marchandises dont les Anglais avaient un besoin absolu, et à des bâtiments anglais d'apporter en France d'autres marchandises qui ne nous étaient pas moins nécessaires ; c'est là ce qu'on appelait des licences. Le gouvernement anglais acceptait cet échange moyennant que, des deux côtés, on dissimulât par de faux passeports l'origine des navires. On conçoit à quel point de telles pratiques démoralisaient le commerce.

Napoléon ordonna de grands travaux de constructions maritimes à Rotterdam et à Amsterdam, et ranima ainsi quelque peu ces deux grandes villes, qui étaient comme mortes. Les Hollandais gagnèrent aussi à passer sous le régime des impôts français, moins lourds que n'avaient été ceux du royaume hollandais. La Hollande subit la réunion en silence.

L'Europe aussi se tut ; l'effet de l'annexion n'en fut pas moins considérable. La France débordait maintenant, dans le nord-est, au delà des limites de l'ancienne Gaule : elle atteignait non plus la frontière du Rhin, mais celle de l'Ems ; on sentit que Napoléon ne s'arrêterait pas là, qu'il lui faudrait bientôt toutes

les côtes de la mer du Nord. Tous les gouvernements, y compris l'Autriche, furent convaincus désormais que son mariage ne donnait qu'une trêve et que la politique d'envahissement durerait autant que lui.

La concession faite au commerce hollandais, quant à l'introduction des denrées coloniales, fut bientôt généralisée dans tout l'Empire (5 août 1810). On ne réussissait pas, en réalité, à empêcher la contrebande : on faisait seulement gagner une prime énorme aux contrebandiers. Napoléon conçut l'idée de s'attribuer cette prime, en autorisant partout l'entrée des denrées coloniales moyennant un droit de 50 p. 100 payable en argent, en lettres de change ou en nature. On fermerait les yeux sur l'origine et des denrées et des navires qui les apporteraient, et qui seraient tous censés neutres ; mais, en même temps qu'on recevrait toutes les denrées coloniales, on confisquerait et l'on brûlerait toutes les marchandises de fabrication anglaise, cotonnades, quincaillerie et autres.

Cette mesure, très bien conçue et très habile, fut appliquée sur-le-champ dans tout l'Empire français et dans tous les pays voisins de l'Empire ou occupés par nos troupes. Des masses énormes de marchandises anglaises furent détruites, tandis que des masses de denrées coloniales se répandaient partout et faisaient baisser le prix exorbitant des sucres, des cafés et d'une foule d'objets de consommation dont la privation avait été cruelle pour les peuples. Les consommateurs furent ainsi soulagés, pendant que l'industrie française continuait d'être protégée par la suppression de la concurrence anglaise, quant aux produits fabriqués. Le retour du sucre colonial n'étouffa point l'industrie naissante du sucre de betterave, que la privation du sucre de canne avait fait inventer et qui devait peu à peu prendre un si vaste développement.

Le trésor français gagna, au droit de 50 p. 100, près de 150 millions, outre la grande quantité de marchandises provenant ou du droit payé en nature ou des confiscations.

L'Angleterre commençait à souffrir beaucoup et de l'énorme entassement des denrées coloniales, dont les prix s'étaient entièrement avilis à Londres pendant qu'ils étaient si exorbitants

sur le continent, et aussi de l'excès de production auquel elle s'était livrée à l'aide des machines à vapeur; elle avait agi comme si les débouchés eussent été illimités.

Du côté des États-Unis, aussi, la situation s'améliorait pour la France et se gâtait pour l'Angleterre. Napoléon avait agi habilement là comme dans l'affaire des denrées coloniales. Il avait révoqué, à l'égard des Américains, les mesures vexatoires des décrets de Berlin et de Milan, et leur avait rendu pleinement le droit des neutres, à condition qu'ils imposassent aux Anglais le respect de leur neutralité. L'Angleterre, alors, avait bien consenti à dispenser les Américains de venir toucher dans les ports anglais et y payer un droit; mais elle prétendait continuer à les contraindre de respecter son blocus fictif contre tous les ports de l'Empire français. Le président de la République des États-Unis annonça par une proclamation que si, au 2 février 1811, l'Angleterre n'avait pas révoqué son blocus fictif, l'Amérique rétablirait les rapports commerciaux avec la France et les interdirait rigoureusement avec l'Angleterre. Les Américains s'engageaient ainsi dans une voie qui devait les conduire à la guerre avec les Anglais.

Les affaires du blocus continental marchaient donc bien durant l'année 1810, et Napoléon commençait d'atteindre des résultats sérieux; mais c'était surtout de la guerre d'Espagne que la solution dépendait.

Il nous faut retourner de quelques mois en arrière pour ce qui regarde les affaires de la péninsule espagnole.

Nous avons vu que l'armée anglaise s'était retirée d'Espagne en Portugal. Wellesley ne jugeait pas possible de tenir la campagne avec des auxiliaires aussi peu disciplinés que les insurgés espagnols. Ces insurgés, cependant, faciles à battre en plaine, étaient terribles derrière des murailles, et la guerre de sièges qu'étaient obligés de faire nos généraux exigeait les plus grands efforts et beaucoup de sang. Le général Gouvion-Saint-Cyr, qui commandait en Catalogne, trouva dans Girone une nouvelle Saragosse. La garnison et les habitants, hommes et femmes, repoussèrent nos assauts avec une fureur héroïque; le typhus et la famine purent seuls réduire la place à capituler

après une longue résistance (11 décembre 1809). Gouvion-Saint-Cyr fut disgrâcié pour avoir écrit la vérité au ministre de la guerre sur les affaires d'Espagne.

Le général Suchet, pendant ce temps, battait les insurgés en Aragon, s'y organisait solidement, rétablissait un peu, par sa bonne administration, la malheureuse Saragosse et dissipait dans cette contrée les principales guerillas.

Les autres généraux n'y réussissaient pas comme lui. Les chefs de bandes, les « guerilleros », dont plusieurs étaient aussi habiles qu'intrépides, causaient des maux infinis à nos armées. Ils massacraient nos blessés et nos malades, interceptaient nos dépêches, enlevaient nos convois, harcelaient et quelquefois détruisaient nos détachements et nos renforts. Nos conscrits, à leur arrivée en Espagne, s'épuisaient à courir après ces bandes infatigables et, au bout de quelques jours, allaient tomber dans des hôpitaux infects et dépourvus de tout, pour n'en plus sortir. Il n'en arrivait pas le quart aux corps où ils étaient attendus. Nos armées d'Espagne fondaient ainsi et ne se recrutaient presque pas.

Les Espagnols, encouragés par les souffrances trop évidentes des Français, eurent l'imprudence de reprendre en grand l'offensive, malgré les conseils de Wellesley. Leur armée du centre, forte de 50 à 60,000 hommes, marcha de la Sierra-Morena sur Madrid. Le maréchal Soult alla au-devant des Espagnols et les défit entièrement à Ocaña, aux bords du Tage (19 novembre 1809). Avec des forces inférieures en nombre de plus de moitié, il enveloppa l'ennemi et lui prit 20,000 hommes et son artillerie. Le reste se dispersa. Grâce à la témérité des Espagnols, l'année 1809 se termina ainsi pour nous par un grand succès.

Malheureusement, cette victoire fit illusion sur la situation réelle. Napoléon avait d'abord résolu d'expulser à tout prix les Anglais du Portugal, avant d'attaquer de nouveau le midi de l'Espagne. Le roi Joseph et le maréchal Soult le détournèrent de cette résolution judicieuse, en lui présentant la conquête de l'Andalousie comme facile. Lui, qui avait d'ordinaire le tort de n'écouter personne, commit, cette fois, en écoutant un mauvais

conseil, une faute qui eut des conséquences très-funestes.

Napoléon, qui avait préparé 120,000 hommes de renfort pour l'Espagne, crut que Joseph et Soult auraient des forces suffisantes pour soumettre rapidement l'Andalousie et, de là, se porter dans le midi du Portugal afin de soutenir l'autre armée française qui envahirait le Portugal par le nord. Pendant l'expédition d'Andalousie, Suchet et Augereau, commandant les corps d'armée d'Aragon et de Catalogne, devaient prendre les places catalanes encore au pouvoir de l'ennemi, puis marcher sur Valence, afin d'achever la conquête du midi, de concert avec Joseph et Soult. Ney, de l'autre côté de la Péninsule, était chargé de chasser les insurgés du Léon et des Asturies et de préparer les siéges des places fortes qui nous rouvriraient le nord du Portugal.

L'expédition d'Andalousie commença bien. Les débris de l'armée espagnole défaite à Ocaña défendirent faiblement les défilés de la Sierra-Morena. Les Français repassèrent en vainqueurs par les tristes champs de Baylen et rentrèrent sans combat à Cordoue (20-22 janvier 1810). Si l'on eût mis à profit le désarroi de l'ennemi, on eût pu porter un coup décisif qui eût justifié l'entreprise et tiré de la faute un triomphe. Il fallait aller droit de Cordoue à Cadix, en laissant de côté Séville, déjà quittée par la junte centrale d'Espagne. L'excuse de Napoléon, lorsqu'il avait permis cette expédition, était la crainte que les Anglais, si on les chassait du Portugal, ne revinssent par mer s'établir à Cadix. On devait donc, à tout prix, s'emparer de cette grande position maritime, où s'était réfugiée la junte centrale.

Joseph entrevit à moitié ce qu'il fallait faire : Soult ne le vit point du tout. Excellent chef de corps, bon manœuvrier, très capable de gagner des batailles, il n'avait pas toutes les facultés d'un général en chef et se montrait peu propre à diriger l'ensemble d'une campagne.

Il ne pensa qu'à la capitale de l'Andalousie, à Séville, dont la conquête ne devait point du tout nous donner Cadix, tandis que la prise de Cadix eût inévitablement fait tomber Séville. Cette grande cité capitula dès le 1er février, et Jaën, Grenade

et Malaga se rendirent à un corps détaché de notre armée.

Mais, pendant ce temps, Cadix se mettait vigoureusement en défense. L'Espagne méridionale sembla concentrer dans cette forte place tout ce qui lui restait d'énergie. 18,000 insurgés espagnols s'y réunirent à 4,000 soldats anglais, avec une puissante artillerie et des approvisionnements toujours renouvelables par mer, sous la protection d'une escadre anglaise. La passion politique se joignait à la passion nationale pour enflammer les courages. Les sentiments de liberté inspirés par la Révolution française ranimaient la résistance contre la France impériale. La junte centrale s'était dissoute après avoir désigné une régence au nom du roi captif, mais aussi convoqué les Cortès, c'est-à-dire l'Assemblée nationale, au nom du peuple. Les patriotes réfugiés des provinces occupées par les conquérants nommèrent des députés pour leurs compatriotes.

Lorsque les Français se présentèrent tardivement devant Cadix, ils trouvèrent là préparés tous les éléments de la plus longue et de la plus opiniâtre défense.

A la grande faute de ce fatal délai, qui retombe principalement sur Soult, Joseph en avait ajouté une autre. Il avait pris sur lui de changer les instructions de Napoléon à Suchet et à Ney : il avait poussé l'un à marcher immédiatement sur Valence, l'autre à attaquer sur-le-champ Ciudad-Rodrigo, la principale place frontière qui touche au nord du Portugal. Valence et Ciudad-Rodrigo s'étant montrées résolues à se bien défendre, Suchet et Ney, manquant d'équipages de siège, n'avaient rien pu faire.

Napoléon entra en grand courroux et punit Joseph en établissant des gouvernements militaires français dans la Catalogne, l'Aragon, la Navarre et les provinces basques. C'était implicitement détacher les contrées au nord de l'Èbre du royaume de Joseph et les réunir à la France. Napoléon faisait là un nouveau et un grand pas dans sa voie funeste de conquêtes sans fin.

Napoléon changea la distribution des forces actives en Espagne. Il les divisa en trois armées : armée du sud, sous le maréchal Soult ; armée du centre, qui n'était qu'une réserve, sous

Joseph; armée de Portugal, sous Masséna. Le roi Joseph, rappelé de l'Andalousie, tombait au rang de chef d'un simple corps de réserve et de dépôt. Le roi d'Espagne n'avait pas 25,000 hommes sous ses ordres à Madrid, et son autorité était annulée partout ailleurs. Cela lui ôtait le peu de chances et le peu de partisans qui lui restaient, et cela rejetait dans la lutte à outrance les populations du midi, qui avaient semblé se calmer un peu. La nouvelle du démembrement des provinces de l'Èbre redoublait partout la fureur des Espagnols.

L'expédition d'Andalousie avait fait manquer la campagne de printemps contre les Anglais, c'est-à-dire l'essentiel. On ne pouvait plus les attaquer en Portugal pendant la saison des grandes chaleurs. Napoléon ordonna d'employer l'été à des sièges.

Il prescrivit à Masséna de se rendre maître des deux places frontières de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, avant de marcher sur Lisbonne. Soult, après avoir pris, s'il pouvait, Cadix et Badajoz, viendrait seconder Masséna sur la rive gauche du Tage.

Masséna ne s'était laissé imposer le commandement qu'avec répugnance. Il comprenait les immenses difficultés de cette malheureuse guerre. Son intelligence et son courage n'avaient pas baissé; mais son corps avait vieilli. Il ressentait la fatigue de tant de travaux. Napoléon lui donnait des lieutenants peu dociles, Ney et Junot, sur lesquels il ne sut pas prendre assez d'autorité. Il trouva, en arrivant, ses ressources moindres et son armée moins forte que l'empereur ne l'avait promis. L'ennemi, au contraire, était bien plus fort que Napoléon ne voulait le croire. Napoléon prétendait que les Anglais n'avaient en Portugal que 24,000 hommes, et ne comptait pour rien les troupes portugaises : Masséna était censé entrer en campagne avec 70,000 hommes, qui devaient recevoir promptement de toutes parts de puissants renforts.

La vérité était que Masséna ne devait posséder aucune supériorité de nombre, lorsqu'il entreprendrait sa campagne offensive contre un adversaire qui s'était préparé des positions d'une force extraordinaire. En déduisant ce qu'allaient lui coûter les

deux sièges par lesquels il lui fallait débuter, avec les garnisons et les détachements qu'il serait obligé de laisser derrière lui, Masséna ne pouvait guère avoir sous la main plus de 50,000 hommes pour envahir le Portugal.

L'armée anglaise comptait 30,000 soldats anglais et 20,000 portugais bien disciplinés, commandés par des officiers anglais et fort supérieurs en campagne aux insurgés espagnols ; plus, une trentaine de mille hommes de milices portugaises pouvant servir, sinon en campagne, du moins derrière des retranchements.

Ces forces considérables et qui devaient encore s'accroître étaient dans les meilleures mains possibles. Les Anglais, qui, depuis le commencement de la guerre de la Révolution, ne nous opposaient que des généraux médiocres, avaient enfin trouvé un grand chef sur terre, ainsi qu'ils en avaient eu un sur mer. Le caractère d'Arthur Wellesley, lord Wellington, comme on l'appelait depuis que le ministère anglais lui avait conféré la pairie, se révélait dans sa physionomie froide, ferme, immuable ; il avait la persévérante énergie comme il avait les grands traits des anciens Normands. Les Anglais le surnommèrent « le duc de fer » ; il en avait, en effet, la rigidité et l'inflexibilité. Incapable d'emportement, mais incapable de pitié, plus dur pour les populations alliées de l'Angleterre que ne l'étaient leurs ennemis les Français, et, pas plus que notre Comité de Salut Public, ne reculant devant aucun moyen pour vaincre, il était, d'ailleurs, doué des vertus compatibles avec la dureté : équitable, droit et sincère par hauteur. Ce n'était pas un génie éclatant ; il n'avait point de ces illuminations soudaines des Condé, des Hoche et des Bonaparte ; mais il avait un jugement sûr et profond, des vues étendues et développées par la réflexion dans la politique aussi bien que dans la guerre, une aptitude presque infaillible à profiter de toutes les circonstances qu'il ne faisait pas naître, mais qu'il saisissait, et à tirer parti des fautes de ses ennemis.

En résumé, la France, depuis 92, n'avait pas rencontré un pareil adversaire : Wellington était bien supérieur, non pas seulement à Brunswick, à Souwarow, mais à l'archiduc Charles.

Wellington avait mûri profondément un plan de guerre défensive qui se combinait avec une idée politique. Le bon sens, qui était sa qualité essentielle, lui avait fait comprendre que Napoléon périrait, tôt ou tard, par le défaut contraire, par l'exagération d'un génie qui ne savait ni se modérer ni s'arrêter nulle part. Il avait conçu qu'on n'userait Napoléon que par la patience et que, contre lui, il fallait durer à tout prix. Lui, Napoléon, ne pouvait durer : la domination universelle sur l'Europe était trop contraire à la nature des choses ! Les Anglais étant hors d'état de lui disputer l'Espagne, Wellington avait jugé qu'il n'y fallait défendre qu'un seul point, Cadix, et que, ce point à part, on ne pouvait se soutenir qu'en Portugal. Disputer le Portugal pied à pied aux Français, sans se laisser engager à une bataille décisive, dévaster ce pays, à mesure qu'on l'évacuerait, pour ôter aux Français les moyens d'y vivre, et enfin s'enfermer dans une vaste forteresse à la fois naturelle et artificielle, préparée de longue main, et s'y défendre à outrance, avec la flotte anglaise pour dernière ressource : telle était la conception à laquelle s'était arrêté Wellington : il l'imposa à son gouvernement, ainsi qu'à la régence portugaise, et ne s'en laissa point écarter d'un pas ni d'une heure.

Il travailla, pendant une année entière, à barrer par une triple ligne de retranchements et de redoutes la presqu'île, large de six à sept lieues, longue de douze à quinze, que forment le Tage et la mer au-dessus de Lisbonne ; il mit habilement à profit les accidents de terrain que lui offraient deux petites rivières et les contre-forts de la chaîne (*sierra*) de l'Estrella. Après s'être assuré de ce vaste camp retranché, destiné à recevoir l'armée, les milices, les populations de toutes les contrées voisines avec leurs troupeaux et tout ce qu'elles pourraient emporter, Wellington entra en campagne et s'approcha des Français, qui assiégeaient Ciudad-Rodrigo. Malgré toutes les instances des Espagnols, qui défendaient avec courage cette place, il refusa de livrer bataille pour la secourir. Ciudad-Rodrigo fut réduite à se rendre à Masséna le 9 juillet 1810.

Les Français marchèrent de là sur la place portugaise d'Almeida. Wellington ne s'étant pas retiré assez vite, son

arrière-garde fut vivement chargée et culbutée par le maréchal Ney. Wellington se replia vers l'intérieur du Portugal, et Almeida, bouleversée par l'explosion d'un magasin à poudre, se rendit le 27 août.

Nous étions maîtres des deux places frontières que Napoléon avait jugées nécessaires comme points d'appui pour la rentrée en Portugal. Le moment critique était arrivé. Il s'agissait maintenant d'aller en avant avec des forces tout au plus égales aux troupes régulières de Wellington, qui avait en outre pour réserve toutes les populations armées et à qui les chaînes de montagne (*sierras*) du Portugal offraient comme des lignes successives de forteresses naturelles.

Masséna exposa à Napoléon l'état réel des choses. L'empereur s'obstina, en renouvelant ses promesses de renforts. Masséna obéit. L'armée se mit en marche (16 septembre).

Dès le premier jour, on trouva au pays un aspect effrayant. Wellington faisait le désert devant nous ; il forçait les populations, sous peine de mort, à émigrer à l'approche des Français, en détruisant et en brûlant tout. Il dépassait en Portugal ce qu'avait fait l'armée révolutionnaire dans la Vendée. C'était un système barbare, mais redoutable pour notre armée, si l'ennemi avait le courage et le pouvoir de le pratiquer jusqu'au bout. Wellington recula jusqu'aux chaînes de hauteurs qui s'étendent des deux côtés de la rivière du Mondego, au-dessus de Coïmbre, et prit là une position défensive beaucoup plus forte que celle qu'il avait occupée lors de la bataille de Talavera.

Masséna ne crut pas pouvoir tourner l'ennemi et l'assaillit de front avec une grande vigueur. Malgré les héroïques efforts de notre infanterie pour enlever d'assaut les crêtes escarpées que couronnaient les Anglo-Portugais, nous fûmes repoussés avec perte (27 septembre). Masséna se reprocha de n'avoir pas étudié plus à fond le pays : il fit chercher et il trouva, à travers la montagne, un chemin qui débouchait en arrière des Anglais. Wellington, qui avait commis la faute de ne pas faire barrer à temps ce défilé, dut évacuer à la hâte son camp et la ville de Coïmbre, en contraignant les habitants à s'en aller avec l'armée

anglaise et à détruire eux-mêmes tout ce qui pouvait être utile aux Français (29 septembre).

Masséna entra dans Coïmbre assez promptement pour empêcher de compléter le ravage : il rappela, autant qu'il put, les habitants, les rassura, leur laissa ses blessés et se mit vivement à la poursuite des Anglais. Wellington précipita sa retraite jusqu'à ce qu'il eût atteint sa grande place de refuge. Le 11 octobre, l'armée française vint se heurter contre les lignes de Torrès-Vedras. Les Français voyaient au-dessus d'eux sur les hauteurs une ligne de redoutes qui barrait la presqu'île depuis la mer jusqu'au fleuve du Tage. Les quelques habitants dont on put s'emparer dans cette contrée changée en désert apprirent à nos troupes qu'au delà de cette première ligne il y en avait une seconde plus forte à deux lieues de là, puis une troisième qui faisait, de l'extrémité de la presqu'île, comme une vaste citadelle et qui couvrait la ville de Lisbonne et la flotte anglaise, embossée à l'embouchure du Tage. Dans ces retranchements, qui comptaient jusqu'à 152 redoutes défendues par 700 pièces de grosse artillerie, s'étaient enfermés près de 30,000 Anglais, trente et quelques mille hommes de troupes régulières portugaises, 8,000 Espagnols arrivés de Badajoz et une masse énorme de miliciens et de paysans armés, ramassés de toutes les contrées environnantes, qui avaient servi à élever les fortifications et pouvaient contribuer à les défendre.

Chose étrange ! Napoléon, qui avait à son service un immense espionnage et qui était au courant de tout ce qui se passait en Angleterre, en Allemagne, en Russie même, ne savait pas un mot des travaux gigantesques exécutés en Portugal, durant une année entière, par les ordres de Wellington. Masséna et son armée n'avaient eu là-dessus quelques vagues notions qu'après avoir dépassé Coïmbre.

Masséna employa plusieurs jours à faire la reconnaissance des positions ennemies. Il avait à peine quarante-cinq mille soldats pour attaquer au moins soixante-dix mille hommes de troupes de ligne, outre une masse de miliciens, formidablement retranchés. L'attaque immédiate eût été folie. Masséna résolut de bloquer l'ennemi jusqu'à ce que l'armée française eût reçu des renforts suffisants.

Les Anglais n'avaient pas eu le temps de consommer la dévastation de l'intérieur du pays : Masséna, par de sages mesures, assura pour quelque temps la subsistance de l'armée. Après un séjour d'un mois au pied des lignes anglaises, il se replia à quelques lieues en arrière, en remontant le Tage, et répartit ses forces entre Santarem, Thomar et Leyria. Il était de la sorte très-solidement assis sur la rive droite du Tage et pouvait attendre en sûreté que les renforts tant promis vinssent le mettre à même d'occuper aussi la rive gauche, et d'ôter à l'armée ennemie et à la ville de Lisbonne la possibilité de se ravitailler par terre.

Après avoir fait tout ce que la prudence humaine peut faire, Masséna envoya à Napoléon un officier général qui s'était distingué dans la guerre et qui devait acquérir une plus éclatante renommée dans la politique, le général Foy (novembre 1810). Il le chargea d'exposer la situation à l'empereur, « promettant, « dit M. Thiers, de finir bientôt la guerre contre les Anglais, si « les secours qu'il demandait arrivaient à temps, et pronosti- « quant de grands malheurs, si on les lui faisait attendre. »

Ce que demandait Masséna, il est certain que Napoléon était en état de le réaliser. Il avait les moyens d'envoyer en Portugal des forces telles que, sous un chef comme Masséna, elles eussent pu non-seulement attaquer de front, avec grandes chances de succès, les redoutables fortifications des Anglais, mais s'emparer des deux rives du Tage et réduire l'armée ennemie, les populations réfugiées et le peuple de Lisbonne à l'impossibilité de subsister. On n'eût pas pu nourrir cinq ou six cent mille personnes uniquement avec des vivres introduits par mer.

Les récits sincères, animés, éloquents du général Foy dissipèrent en partie les illusions où s'obstinait Napoléon sur les forces respectives de Wellington et de Masséna; personne mieux que lui ne sentait l'importance de ce qui se passait en Portugal, et, cependant, il ne fit rien de ce qu'il fallait faire. Il expédia l'ordre à ses lieutenants en Espagne de diriger quelques corps de troupes de la Castille et de l'Andalousie sur le Portugal: c'était absolument au-dessous de la situation. Il eût dû y aller en personne avec 80,000 hommes. — Pourquoi ne le fit-il pas?

C'est qu'au lieu de se concentrer sur ce qui eût dû être son but essentiel, il s'était créé de nouveaux embarras et préparé de nouveaux dangers dans le Nord. Par une étrange erreur de jugement, il subordonnait en quelque sorte la guerre de la Péninsule au blocus continental. Pour assurer le blocus continental, il avait pris la Hollande. Ce n'est point assez : il lui faut maintenant le reste des côtes de la mer du Nord jusqu'à l'embouchure de l'Elbe; il prend donc les villes hanséatiques, les grandes places maritimes allemandes, Hambourg, Brême, Lubeck et quelques autres territoires; il les réunit à la France par décret (23 décembre 1810). Il annexe en même temps à la France la vallée du Haut-Rhône, le Valais, pour avoir absolument à lui la route du Simplon qu'il a construite.

La France étendue jusqu'à l'embouchure de l'Elbe, c'était contre nature et contre raison. Personne, cependant, n'eût réclamé dans l'Europe asservie, si, parmi les territoires confisqués, ne se fût trouvée, entre les bouches de l'Ems et du Weser, une principauté dont le possesseur était l'oncle de l'empereur de Russie ; c'était le duché d'Oldenbourg. Napoléon crut prévenir toute plainte de la part d'Alexandre, en offrant au duc d'Oldenbourg la ville et le territoire d'Erfurt comme compensation de son duché.

Alexandre protesta, ne jugeant ni le procédé convenable, ni la compensation suffisante. Il témoigna son mécontentement par un décret (ukase) sur les tarifs commerciaux, où il excluait, dans l'intérêt de l'industrie russe, certains produits manufacturés français avec ceux de divers autres pays.

Alexandre ne manquait par là à aucun engagement, et nous avions d'autant moins le droit de nous plaindre, que nos tarifs excluaient divers produits russes. Napoléon, néanmoins, prétendit voir dans cette mesure « je ne sais quoi d'hostile à la France ». Son attitude n'était nullement propre à rassurer et à ramener Alexandre. Maintenant qu'il avait toutes les côtes de la mer du Nord, il lui fallait la Baltique. Il menaçait les ducs de Mecklenbourg de leur prendre leurs États, à l'est du Bas-Elbe, s'ils ne pratiquaient le blocus continental aussi complétement que le faisaient les départements français. Il adressait à

la Russie elle-même des instances menaçantes pour qu'elle réprimât plus efficacement la contrebande anglaise.

L'empereur de Russie, qui poursuivait la guerre contre les Turcs avec des succès lents et incomplets, désirait beaucoup ne pas rompre avec la France, ou, tout au moins, éloigner la rupture, s'il ne pouvait définitivement l'éviter ; mais il ne voulait pas céder à toutes les exigences de Napoléon, et, à vrai dire, il ne le pouvait pas. Les ports russes étant fermés aux Anglais, les navires américains et suédois faisaient la contrebande des marchandises anglaises et coloniales. Alexandre avait bien consenti à instituer un tribunal des prises pour condamner les contrebandiers trop peu déguisés ; mais il n'eût pu, sans ruiner tout à fait la Russie, supprimer tout échange entre les denrées coloniales et les produits russes. En deux mots, il voulait bien gêner, mais non supprimer la contrebande, et il était déraisonnable de lui demander plus. Craignant que Napoléon ne s'en contentât pas, il commença quelques préparatifs de défense, non pas sur le Niémen, qui sépare la vieille Prusse de l'Empire russe, mais sur la Dwina, le Dniéper et la Bérésina, aux anciennes frontières entre la Russie et la Pologne. Il déclara à l'ambassadeur français Caulaincourt que, s'il était attaqué, il se défendrait avec une énergie désespérée, mais qu'il n'attaquerait jamais et que la guerre avec la France était contraire à toutes ses vues.

Alexandre n'était qu'à moitié sincère. Il y avait un cas où il était disposé à prendre l'initiative de la rupture et de l'attaque : il revenait en ce moment à la pensée qu'il avait autrefois agitée avec l'ami de sa jeunesse, le Polonais Adam Czartoryski : rétablir la Pologne en l'unissant à la Russie sous un même souverain. Il avait écrit, en grand secret, le 25 décembre 1810, au prince Adam Czartoryski que, si le grand-duché de Varsovie et son armée polonaise voulaient se retourner contre Napoléon et se donner à lui, il restaurerait la nation polonaise dans ses anciennes limites, avec une constitution libérale, et se déclarerait roi de Pologne ; qu'il abandonnerait à l'Autriche, en compensation de ce qu'elle possédait de territoire polonais, la Valachie et la Moldavie, en majeure partie conquises par ses armes sur

les Turcs, et qu'il appellerait tout le continent à s'affranchir de Napoléon.

Un tel projet, annoncé, en 1805 ou 1806, à la nation démembrée, en eût été accueilli avec enthousiasme et eût pu avoir de très grandes conséquences. Il était trop tard. La foi dans l'invincible génie de l'empereur des Français avait trop fasciné l'imagination ardente des Polonais. Napoléon, sans rien faire et sans vouloir rien faire de décisif pour ce peuple infortuné, lui avait donné trop d'espérance, et avait gagné chez lui trop de partisans, avait trop mêlé les éléments militaires polonais à l'armée française, pour qu'il fût possible de rattacher la Pologne en masse à l'empereur Alexandre. Le prince Czartoryski ne put lui garantir l'adhésion qu'il réclamait de la part des notables polonais, et Alexandre revint à l'idée d'éviter la guerre tant qu'il lui serait possible.

La paix ou la guerre avec la Russie était donc dans la main de Napoléon. Le bon sens lui prescrivait de se contenter de la demi-satisfaction que lui donnait Alexandre quant à la contrebande, de laisser là cette question de douanes et d'aller en finir avec les Anglais en Portugal. Ce n'était plus là de la petite guerre comme avec les bandes espagnoles, et l'enlèvement des lignes de Torrès-Vedras n'était pas une opération indigne du vainqueur d'Austerlitz. La chute de Lisbonne et de Cadix, l'expulsion des Anglais de la Péninsule eût été un coup décisif contre l'Angleterre.

L'orgueil ferma les yeux à Napoléon sur ses vrais intérêts. Il ne voulut pas croire aux intentions pacifiques d'Alexandre, et surtout il ne voulut pas qu'il subsistât sur le continent une puissance qui lui eût résisté à un degré quelconque. Alexandre lui avait beaucoup cédé; il ne lui cédait pas tout; il fallait donc le soumettre et réduire la Russie au niveau de la Prusse et de l'Autriche. Napoléon conçut, dès le commencement de 1811, le dessein d'aller abattre Alexandre par un coup soudain, comme si la nature des choses permettait un coup de cette sorte en Russie de même qu'en Prusse ou en Autriche. Il ne connaissait plus dans le monde d'autre loi que sa volonté et semblait croire que la nature devait s'y plier ainsi que les hommes.

Une fois la guerre de Russie décidée dans son esprit, il en commença de loin les préparatifs, résolu d'y mettre tout le nécessaire; il dépensa tout le génie possible à combiner les moyens d'exécution d'un projet insensé.

Dès lors aussi, il négligea la Péninsule espagnole, et Masséna n'eut plus lieu d'attendre en Portugal les 60 ou 80,000 soldats que l'empereur eût dû y mener de France. Masséna ne pouvait plus espérer que de voir arriver à son aide ce qu'il y avait de troupes disponibles en Espagne. Heureux si cette concentration s'opérait.

Masséna, de novembre à janvier, s'était maintenu dans ses positions, en inspirant son opiniâtre constance à ses soldats. L'armée ne vivait plus que d'une sorte de maraude organisée en grand : elle fouillait les montagnes et les bois pour arracher à ce qui restait d'habitants dans le pays au nord du Tage ce qu'ils avaient pu garder de vivres et de ressources. L'esprit militaire était si solide chez nos troupes, que, parmi les désordres d'une existence si étrange, on ne désertait pas : l'armée ne fondait pas. L'officier, qui ne recevait de France aucune solde, car toute communication était interrompue, était plus malheureux que le soldat et supportait stoïquement sa misère. Chacun patientait dans l'attente des secours tant promis.

Rien ne paraissait du côté de l'Andalousie. Il arriva enfin des renforts par la route de la Castille : on attendait 30,000 hommes; il en vint 9,000 sous le général Drouet, qui n'apportait que des dépêches de l'empereur, et point d'argent, point de vivres, point de munitions! L'armée commença de murmurer. Peu de jours après, revint le général Foy, qui insista fortement, au nom de l'empereur, pour qu'on occupât les deux rives du Tage et que l'on resserrât plus que jamais l'ennemi dans ses retranchements. Grâce à l'esprit fécond en ressources du général du génie Eblé, qui savait faire quelque chose de rien, on s'était procuré les moyens de jeter un pont sur le large fleuve du Tage; mais les faibles secours amenés par Drouet ne suffisaient pas pour que l'on pût sans imprudence s'étendre sur les deux rives. Il fallait pour cela la jonction des forces que Napoléon ordonnait à Soult d'envoyer de l'Andalousie.

Masséna comptait peu sur le secours de Soult : n'ayant plus de moyens de subsistance dans la vallée du Tage, il jugeait prudent de se replier sur Coïmbre et la vallée du Mondego, où l'on trouverait des ressources et d'où l'on tiendrait les Anglais en échec. Ses lieutenants se récrièrent contre cette retraite, opposée aux intentions de l'empereur. Il céda : le passage du Tage fut décidé en principe, mais ajourné jusqu'à l'arrivée de Soult (17 février 1811).

Soult, en qui espéraient les lieutenants de Masséna, avait peu de bonne volonté et n'avait pas de grands moyens d'action, grâce au mauvais usage qu'il avait fait de la belle armée d'Andalousie. Au lieu de concentrer ses troupes pour prendre Cadix et secourir l'armée de Portugal, les deux objets essentiels à poursuivre, il avait dispersé son armée en autant de corps qu'il s'était reformé de grosses bandes insurgées dans les provinces du midi de l'Espagne, et il n'arrivait ainsi à rien : son brave lieutenant Victor s'épuisait devant Cadix avec des forces tout à fait insuffisantes; quant à lui, il prétendit remplir les intentions de l'empereur en opérant ce qu'il appelait une diversion en faveur de Masséna. Il alla successivement mettre le siège devant les deux forteresses de l'Estramadure espagnole, Olivença et Badajoz, les prit après une assez longue résistance (11 janvier-10 mars), mais ne passa point la frontière du Portugal. Le bruit de son canon parvint d'écho en écho, à travers les montagnes, jusqu'aux avant-postes de Masséna; ce fut toute l'assistance qu'on reçut de lui.

Tandis que Soult achevait la conquête de Badajoz, tout à fait inutile à l'armée de Portugal, Masséna, voyant ses soldats près de mourir de faim, fut obligé de revenir au parti que ses lieutenants l'avaient empêché de prendre six semaines auparavant. Il évacua, du 4 au 6 mars, les positions qu'il occupait : son intention était de s'établir à Coïmbre et de se maintenir dans le nord du Portugal. Wellington le suivit et attaqua Ney, qui commandait notre arrière-garde, entre la Sierra de l'Estrella et la vallée du Mondego. Ney repoussa vigoureusement les Anglais et leur fit essuyer un sanglant échec; mais il ne soutint pas cet avantage et se laissa couper d'avec la route de

Coïmbre, ce qui rendit impossible la réalisation du projet de Masséna. Ney y avait mis du mauvais vouloir. La plupart des généraux et des officiers étaient tellement dégoûtés du Portugal, qu'ils ne songeaient qu'à évacuer ce pays de malheur. Masséna, ne pouvant plus se porter à Coïmbre, fut obligé de continuer sa retraite jusqu'à la frontière d'Espagne, vers nos places d'armes d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo.

Cette troisième évacuation du Portugal n'avait pas ressemblé aux deux précédentes ; Masséna était un autre homme que Junot et que Soult : il n'avait échoué que devant l'impossible. Il n'avait abandonné ni un canon ni un caisson.

Il se considérait si peu comme vaincu, qu'informé que Wellington s'était éloigné avec une partie de son armée pour aller reprendre Badajoz, il médita un grand coup contre le gros des forces anglaises, qui menaçait Almeida. Il marcha aux Anglais avec 36,000 hommes. Wellington, averti, eut le temps de revenir et de faire prendre à son armée une forte position défensive à Fuentès-d'Oñoro, sur la rivière de Coa (5 mai). Masséna tourna les Anglais. Le vaillant général de cavalerie Montbrun jeta le désordre dans leur aile droite et l'eût entièrement rompue, s'il eût été soutenu par un corps de cavalerie de la garde impériale, qui venait de joindre l'armée ; mais la garde, d'après l'étrange étiquette impériale, ne devait recevoir d'ordre que de ses chefs spéciaux et non du général en chef. Le chef n'était pas là : la garde ne chargea point ! Les Anglais se remirent et se renforcèrent. Sur d'autres points encore, des fautes avaient été commises ; Masséna fit tout pour les réparer et pour préparer une nouvelle attaque.

Au moment de lancer les troupes, on reconnut que les munitions manquaient. Il fallut en envoyer chercher à Ciudad-Rodrigo. Par la faute du général qui en était chargé, ce fut toute une journée de perdue pour nous et de bien employée par l'ennemi à renforcer sa position. Quand Masséna voulut donner le signal, il trouva autour de lui une résistance passive. Les soldats eussent marché sans hésiter : les chefs ne croyaient pas au succès ; ils ne sentaient plus en eux-mêmes l'ardeur d'autrefois, l'élan qui renversait tous les obstacles. Le mécontente-

ment et les calculs personnels remplaçaient ce dévouement dont Napoléon avait tant abusé.

Masséna renonça tristement à la victoire qu'il avait cru tenir. Il donna l'ordre de faire sauter les fortifications d'Almeida. La petite garnison se fraya héroïquement un passage à travers les Anglais et vint rejoindre l'armée française. Masséna replia l'armée en dedans de la frontière d'Espagne, entre Ciudad-Rodrigo et Salamanque. Les Anglais ne dépassèrent pas la frontière.

Ce fut là que finit la glorieuse carrière militaire de Masséna. Napoléon frappa d'une disgrâce inique ce vieux compagnon d'armes auquel il avait dû en grande partie ses premières victoires : il le punit d'avoir échoué là où personne n'eût réussi. Masséna ne s'était montré, sous aucun rapport, inférieur à lui-même dans cette tâche ingrate où ses soldats l'avaient secondé avec un courage et une patience dignes d'un meilleur résultat. Le vrai coupable de leur insuccès était l'empereur.

Soult, après Napoléon, avait sa part de responsabilité. Non-seulement il n'avait pas secouru l'armée de Portugal, mais, par la dispersion de ses forces, il avait compromis l'Andalousie et failli faire écraser le brave maréchal Victor. Celui-ci, réduit à 8,000 hommes effectifs, avait été assailli à la fois par la nombreuse garnison de Cadix et par un corps d'armée anglo-espagnol sorti de Gibraltar. Il manœuvra avec tant de vigueur et de célérité, qu'il repoussa l'un après l'autre les deux corps ennemis, dont chacun était fort supérieur en nombre au sien; il rejeta les uns dans l'île de Léon, sous Cadix, et refoula les autres vers Gibraltar (3-5 mars).

Victor avait trop peu de monde pour tirer parti de son succès : le siége de Cadix n'en avança pas davantage, et la situation générale resta mauvaise en Andalousie, où nos troupes fondaient comme dans le nord de l'Espagne. La récente conquête de Soult, Badajoz, était déjà fortement menacée par Wellington. Les Anglais, bien loin d'être expulsés de la Péninsule, demeuraient donc maîtres du Portugal et reprenaient l'offensive en Espagne. L'aspect des affaires de la Péninsule était sombre au printemps de 1811.

Pendant ce temps, on était en fête à Paris; un fils venait de naître à Napoléon (19 mars 1811). L'empereur donna à cet enfant le titre de roi de Rome, C'était une imitation de l'Empire allemand du moyen âge, qui se qualifiait de « Saint-Empire romain » et qui attribuait à l'empereur élu, avant qu'il fût couronné, le titre de roi des Romains.

Il y eut dans la foule un moment d'illusion qui fit trève aux inquiétudes et aux mécontentements croissants. Les masses furent encore une fois éblouies de la fortune de Napoléon. Mais cette impression dura peu ; il y avait de grandes souffrances dans le pays. A mesure que l'empereur exagérait et anticipait les levées d'hommes, à mesure que les bruits qui arrivaient d'Espagne sur le sort de nos jeunes soldats devenaient plus sinistres, les réfractaires se multipliaient dans des proportions énormes, surtout dans les départements de l'Ouest et du Midi. Au commencement de 1811, il y en avait au moins 60,000 qui couraient les bois et les montagnes, se dérobant aux recherches par la connivence des populations et se défendant souvent avec succès contre les gendarmes. Napoléon venait de recourir à des mesures extrêmes contre eux : il avait lancé à leur poursuite des colonnes mobiles de cavalerie et d'infanterie légères, et il avait enjoint de faire loger, nourrir et payer ces troupes par les parents des réfractaires, jusqu'à ce que ceux-ci eussent fait leur soumission. Ce fut une vraie terreur dans une grande partie de nos campagnes.

D'autres causes de souffrance frappaient la bourgeoisie et le peuple des villes. Le progrès de l'industrie avait été surexcité par le blocus continental. Les filateurs, les tisseurs, les imprimeurs sur étoffes de coton, les fabricants de draps, etc., comptant sur le monopole de l'approvisionnement du continent, avaient produit fort au delà des besoins des consommateurs; les capitalistes avaient spéculé avec exagération sur les denrées coloniales introduites par les récentes combinaisons de Napoléon. Il s'en était suivi une vaste crise industrielle et commerciale, un arrêt du travail, des ruines, des faillites nombreuses. Napoléon avait essayé en vain de prévenir ces écroulements en prêtant quelques millions au commerce; il atténua un peu le

mal par des achats considérables au compte de l'État, qui empêchèrent l'arrêt total de la fabrication.

L'Angleterre, de son côté, était en proie à des perturbations du même genre, plus étendues encore, et par des causes analogues ; mais cela ne nous soulageait pas.

Des embarras d'une tout autre nature coïncidaient dans l'Empire français avec la crise commerciale. L'arrangement si vanté du Concordat avait abouti à une rupture violente avec le pape et à une grande perturbation dans l'Église. En quelques années, Napoléon était arrivé à renouveler les querelles des vieux empereurs allemands avec les papes du moyen âge. La brouille était venue tout naturellement à propos du pouvoir temporel du pape, Napoléon entendant que les États romains dépendissent de son empire et Pie VII prétendant rester un souverain indépendant et non un prince vassal. Mais le pouvoir temporel n'eût point existé, que l'on eût toujours fini par entrer en lutte ; car Napoléon avait pour but non pas seulement de supprimer le pouvoir temporel, mais de se faire du pouvoir spirituel un instrument passif.

Nous avons dit plus haut que, dès le commencement de 1808, Napoléon avait fait occuper militairement Rome et les États romains et en avait saisi l'administration. Il avait, peu après, expulsé de Rome et renvoyé, chacun dans leur pays, tous ceux des cardinaux qui n'étaient pas nés dans les États romains. Ce n'était plus seulement s'en prendre au pouvoir temporel : c'était dissoudre de fait le sacré Collége, le grand conseil du chef de l'Église. Le pape répondit en rappelant son légat de Paris. Après une série de protestations irritées du côté du saint-père, de vexations du côté de l'empereur, Napoléon se décida à supprimer définitivement ce qu'il avait suspendu, le pouvoir temporel. A la suite des premiers succès de la campagne de 1809 contre l'Autriche, un décret impérial réunit les États du pape à l'Empire français (17 mai 1809). Un revenu net de 2 millions était attribué au pape et on lui laissait les palais de Rome. Napoléon, pour s'attacher les populations romaines, abolissait l'inquisition, les substitutions, les mauvaises coutumes qui étaient, dans ce pays, un obstacle à tout progrès.

Le 10 juin 1809, le décret impérial fut publié dans Rome et le drapeau tricolore arboré sur le château Saint-Ange. Le pape fit immédiatement afficher sur les murs des édifices religieux une bulle d'excommunication contre les « spoliateurs de l'Église ». Ceci comprenait Napoléon et tous les exécuteurs de ses volontés; mais personne n'était désigné nominativement. Le 19 juin, Napoléon écrivit, de Schœnbrünn, près Vienne, au roi de Naples Murat que, si le pape faisait imprimer des « circulaires » séditieuses, « on devait l'arrêter ». Le roi Murat avait reçu de l'empereur le commandement militaire des États romains. Il envoya quelques troupes napolitaines pour prévenir ou réprimer un mouvement populaire qu'on craignait à Rome, et le gouverneur de Rome, Miollis, fit envahir de nuit par un général de gendarmerie le palais du Quirinal, où résidait le pape.

Les portes enfoncées, le général signifia au saint-père « qu'il avait ordre de l'emmener avec lui. — Voilà donc, s'écria Pie VII, la récompense de tout ce que j'ai fait pour votre empereur! Dieu, peut-être, veut m'en punir (1809)! »

On le fit partir à l'instant même : on le conduisit d'abord en Toscane, puis à Gênes, et, de là, comme son prédécesseur Pie VI, en Dauphiné, à Grenoble. Malade, brisé de fatigue et de chagrin, on le força de voyager avec une rapidité inhumaine. L'Empire renouvelait envers Pie VII, l'hôtel et l'ami de l'empereur, le dur traitement que Napoléon avait tant affecté de reprocher au Directoire à l'égard de Pie VI.

L'effet de l'arrestation de Pie VII fut très mauvais dans les provinces italiennes que traversa le pontife prisonnier et ne fut pas meilleur de notre côté des Alpes, où les populations dauphinoises lui témoignèrent beaucoup de sympathie. Napoléon regretta qu'on se fût tant hâté et alla jusqu'à nier d'avoir donné l'ordre d'arrestation si nettement formulé dans sa lettre à Murat. Tandis qu'on emmenait Pie VII à Grenoble, Napoléon mandait de l'établir sur la côte génoise, à Savone. On l'y reconduisit : Napoléon tâcha de l'adoucir en lui offrant de l'entourer d'une représentation imposante à Savone. Pie VII ne s'y prêta point et, se considérant à juste titre comme prisonnier, refusa

toute négociation, tant qu'on ne lui rendrait pas les conseillers du saint-siège, les cardinaux.

Cette attitude passive du pape causait à Napoléon d'assez sérieux embarras. Il y avait dans l'Empire, depuis le commencement des démêlés entre l'empereur et le pape, un nombre croissant d'évêchés vacants : l'empereur, conformément au Concordat, en avait nommé les titulaires ; mais à ces titulaires manquait l'institution papale, qui devait suivre la nomination impériale et qui était nécessaire aux évêques pour leur entrée en fonctions. Pie VII se refusait à leur donner cette institution, et la suspension des fonctions épiscopales dans vingt-sept diocèses troublait grandement l'exercice du culte.

Napoléon n'était pas homme à reculer devant de telles difficultés. Le cardinal Maury, qui, depuis son retour en France, s'était entièrement donné à l'empereur, lui suggéra l'expédient de faire conférer par les chapitres diocésains aux évêques nommés le pouvoir d'administrer provisoirement les diocèses. On pouvait ainsi attendre patiemment que le pape se décidât à donner à ces évêques ce qu'on appelle l'institution canonique (décembre 1809).

Une fois son mariage conclu avec la fille de l'empereur d'Autriche, Napoléon procéda ouvertement à l'exécution de ses plans, qui allaient bien plus loin que la suppression du pouvoir temporel. Il avait arrêté un ensemble de mesures dont il comptait imposer l'acceptation au pape lorsque tout serait accompli. Pour bien établir que l'annexion des États romains à l'Empire était irrévocable, il fit sanctionner son décret impérial par un sénatus-consulte (17 février 1810). Un des articles du sénatus-consulte imposait au pape le serment de ne rien faire contre les Quatre Articles de 1682, qui établissaient la supériorité des conciles généraux sur les papes.

Afin d'avoir pour lui l'opinion comme il avait la force, Napoléon fit écrire par Daunou un livre intitulé : *Essai sur la puissance temporelle des papes, sur l'abus qu'ils ont fait de leur ministère*, etc. Daunou, depuis la ruine entière des institutions libres, s'était, pour ainsi dire, réfugié dans la littérature et dans la science. Il déféra, en cette occasion, au désir de l'empereur, non par servilité, mais parce que son opinion était entièrement

contraire à l'institution du pape-roi. Son livre a mérité de survivre aux circonstances qui l'avaient fait mettre au jour.

Mais Napoléon n'avait pas voulu seulement abolir le gouvernement temporel du pape ; il entendait transférer le gouvernement ecclésiastique papal à Paris, comme « au centre de la chrétienté ». Il fit amener à Paris les cardinaux, les fonctionnaires des diverses branches de l'administration papale et les immenses archives du Vatican. Il fit signifier aux représentants des puissances catholiques auprès du saint-siège de se transférer à Paris. Ni l'Autriche, ni les petits États catholiques ne réclamèrent. L'installation du saint-père à Paris devait, dans la pensée de l'empereur, consommer et consacrer cette révolution d'un nouveau genre. Napoléon visait à ce que le pape devînt dans sa main ce qu'avaient été les patriarches de Constantinople sous les empereurs d'Orient.

La conduite de Napoléon fut habile envers les populations des États romains. Il envoya là, comme dans les départements de la rive gauche du Rhin, des administrateurs intègres et capables, qui exécutèrent de grands travaux publics, corrigèrent une foule d'abus et mirent l'ordre, la justice, le mouvement, la vie active, là où étaient la stagnation et la corruption, un mélange de despotisme sénile et d'anarchie.

L'administration impériale ne fit donc que du bien, dans ces contrées, à la masse de la population ; mais elle fut très dure envers le clergé. Sa résistance passive au régime nouveau fut punie avec une extrême rigueur. En même temps qu'on fermait tous les couvents et qu'on renvoyait, chacun dans leur pays, cette multitude de prêtres sans fonctions et de moines étrangers qui encombraient et épuisaient les États romains, on imposait aux évêques, aux curés, à tous les ecclésiastiques de prêter serment à l'empereur et d'adhérer à la Déclaration gallicane de 1682 : tous ceux qui refusèrent le serment furent exilés en France, et l'on saisit non seulement les biens ecclésiastiques dont ils avaient la jouissance, mais leurs propriétés personnelles. Bon nombre de prêtres furent déportés en Corse. Ces mesures acerbes furent appliquées également au Piémont, à la Ligurie, à la Toscane, à Parme et à Plaisance. Napoléon venait d'annexer à

l'Empire et de réduire en départements français la Toscane et le Parmesan, ainsi que l'État romain.

Après tous ces coups successifs par lesquels il espérait avoir brisé la résistance du pape, Napoléon lui expédia deux cardinaux pour essayer d'obtenir son adhésion. Pie VII refusa de négocier (juillet 1810). Napoléon passa outre : l'archevêché de Paris était devenu vacant ; il y nomma le cardinal Maury. Ce fameux champion de l'ancien régime en 89, devenu l'agent peu scrupuleux du nouveau despotisme, accepta sans hésiter et prit possession de l'administration du diocèse de Paris. Le pape, qui avait écrit secrètement aux chapitres des évêchés vacants de ne plus reconnaître comme administrateurs les évêques nommés par l'empereur, lança un bref spécial qui ôtait tout pouvoir et toute juridiction à l'archevêque nommé. Napoléon fit arrêter et conduire à Vincennes un grand vicaire à qui le pape avait fait parvenir son bref. Trois cardinaux attachés au pape furent envoyés à Vincennes après ce grand vicaire. Un certain nombre d'ecclésiastiques furent arrêtés dans les diocèses vacants. Napoléon interdit au pape toute correspondance qui ne passerait point par les mains des agents impériaux ; il lui ôta ses serviteurs et réduisit sa maison au strict nécessaire. On enleva au saint-père jusqu'à son écritoire, jusqu'à son bréviaire, jusqu'à « l'anneau du pêcheur » (l'anneau pontifical). Cela devenait puéril autant qu'odieux

Pie VII avait, non pas l'énergie de l'action, mais ce courage passif que la conscience donne aux natures douces et faibles. Jusque-là, on ne gagnait rien sur lui. Il n'en était pas de même de la majorité du clergé, qui ne brillait point par le caractère et qui s'était singulièrement assouplie à l'Empire. Le chapitre diocésain de Paris était dans la terreur : Maury en tira une adresse assez plate à l'empereur. On agit par intimidation sur les chapitres des diocèses italiens, et l'on en obtint des adhésions à cette adresse : tout ceci afin de peser sur le pape.

Cela ne résolvait pas la question de l'institution canonique des évêques nommés. Napoléon consulta une commission ecclésiastique sur le projet de réunir en concile les évêques de l'Empire, afin d'aviser à se passer du pape, s'il persistait à refuser son concours. Comptant que l'annonce de cette résolution au-

rait suffisamment effrayé Pie VII, il lui envoya trois évêques français chargés de traiter à fond avec lui et de l'avertir que l'empereur regardait le Concordat comme annulé par le refus d'instituer les évêques nommés et par divers autres griefs. Ils posèrent au pape les conditions auxquelles le Concordat pourrait être maintenu. Cette fois, Pie VII fut ébranlé. Il ne se sentait pas soutenu par le clergé français. Ce clergé avait en majorité désapprouvé la bulle d'excommunication : il ne croyait pas, en ce temps-là, que le pouvoir temporel fût indispensable à l'Église, et la plupart des prélats ne demandaient pas mieux que de voir limiter l'autorité absolue que s'était attribuée le saint-siège en ce qui regardait l'institution canonique des évêques. Les opinions des jésuites et des ultramontains sur ces matières avaient alors peu de crédit.

Pie VII sentait tout cela. Une lettre que lui avaient écrite dix-neuf évêques français avait dissipé toute illusion. Il se laissa amener à promettre d'accorder l'institution aux vingt-sept évêques. Il alla bien plus loin. Il se résigna à l'obligation, pour le saint-siège, de donner désormais, dans les six mois, l'institution canonique aux évêques nommés par l'empereur, faute de quoi le métropolitain (l'archevêque) de l'évêque nommé serait censé autorisé par le pape à l'instituer. C'était le plus grand pas en arrière qu'eût fait la papauté depuis le concile de Trente.

Pie VII, enfin, se laissa arracher l'aveu qu'il était disposé, s'il était libre et entouré de ses cardinaux, à prêter l'oreille « aux arrangements qu'on lui présenterait pour l'établissement définitif du saint-siège. »

Les propositions « d'arrangements » faites par Napoléon consistaient en ceci : résidence du pape, à son choix, à Rome, à Avignon ou à Paris. Si Pie VII préférait Rome, il prêterait à l'empereur le même serment que les autres évêques, ce qui impliquait la renonciation formelle au pouvoir souverain sur les États romains. Si Pie VII choisissait Avignon, point de serment à l'empereur ; seulement, promesse de ne rien dire contre les principes gallicans de la Déclaration de 1682. Si c'était Paris, on ne lui demandait rien : c'est là que Napoléon voulait l'amener. Il lui offrait un traitement magnifique comme richesse et

comme éclat, avec la liberté quant au gouvernement des affaires spirituelles : cette dernière promesse était moins sûre que celle qui concernait l'apparat et l'argent.

Les trois évêques emportèrent une note sur ces divers points, non signée, mais consentie par le pape (20 mai). Mais à peine furent-ils repartis, que Pie VII tomba dans un vrai désespoir et dans une sorte de délire. Le malheureux pontife se reprochait amèrement d'avoir abandonné les droits du saint-siège. Il déclara au préfet de Savone qu'il aimerait mieux mourir que de maintenir le dernier article de la note, celui qui concernait l'établissement du saint-siège, et qu'il ferait un éclat, si l'on prétendait passer outre.

Napoléon résolut d'ajourner ce point redoutable et de se contenter provisoirement de ce qui regardait l'institution des évêques, en obtenant là-dessus une déclaration du concile qu'il avait convoqué. La note papale non signée et plus qu'à moitié désavouée, ne pouvait lui suffire.

Le concile s'ouvrit donc le 17 juin 1811, sous la présidence du cardinal Fesch, archevêque de Lyon, oncle maternel de l'empereur. Il fut composé d'une centaine d'évêques français et italiens, des contrées annexées à la France. La majorité des évêques italiens, n'ayant pas prêté le serment, n'étaient pas présents. Napoléon comptait trouver dans cette assemblée un instrument d'une docilité absolue. L'impression de la première séance ne répondit pas à son attente. La dure captivité de Pie VII blessait et les plus gallicans et les plus timides. L'orateur qui prononça le discours d'ouverture, tout en professant les maximes de 1682, protesta chaleureusement de l'attachement des évêques au saint-siège, et le président du concile, l'oncle même de l'empereur, lut solennellement le serment d'obéissance au pontife romain prescrit depuis le concile de Trente.

Napoléon, fort mécontent, imposa au concile de recevoir dans son bureau les deux ministres des cultes de France et d'Italie, et fit lire par le ministre de France un message rédigé en termes impérieux et très âpres envers le pape.

La hauteur réussit rarement auprès des assemblées. Les

hommes les moins hardis, une fois réunis, s'animent les uns les autres. Tous ces évêques, arrivés avec l'espoir d'une transaction entre l'empereur et le pape, réagirent contre la violence qu'on voulait leur faire; ils refusèrent voix délibérative à ceux de leurs collègues qui avaient été nommés par l'empereur, mais non institués par le pape. Napoléon refusa de recevoir l'adresse votée par le concile en réponse à son message. Une commission, nommée par l'assemblée, ne tint point compte de la note communiquée par les trois évêques qui avaient été envoyés auprès du pape, attendu que cette note n'était pas signée, et n'admit pas que le concile, qui était national et non universel, eût droit de décider, sans le pape, ce qui regardait l'institution des évêques.

Napoléon montra une telle colère, que la commission prit peur et revint à ce qu'elle avait écarté, c'est-à-dire à la note garantie par les trois évêques sur le consentement du pape. Puis les opposants firent changer la commission d'avis une troisième fois et obtinrent qu'avant de provoquer un décret du concile, on réclamerait la signature du pape. La commission fit son rapport à l'assemblée dans ce sens, le 10 juillet. Il y eut là une scène très orageuse. Des prélats dévoués à l'empereur reprochèrent aux partisans du pouvoir papal le téméraire usage qu'en avait fait Pie VII par sa bulle d'excommunication. Le vieil archevêque de Bordeaux répondit avec vivacité que l'Église avait le droit d'excommunier les souverains. Cette parole audacieuse souleva une telle agitation, que le président se hâta de lever la séance, sans laisser procéder au vote.

Le lendemain, Napoléon déclara le concile dissous et fit arrêter et envoyer à Vincennes les évêques de Tournai, de Troyes et de Gand, qui avaient été les plus vifs dans l'opposition. L'archevêque de Bordeaux fut épargné à cause de son grand âge et de sa surdité.

L'archevêque de Malines, M. de Pradt, qui était alors grand-aumônier et l'un des confidents de l'empereur, assure, dans un de ses écrits, avoir entendu Napoléon répéter à plusieurs reprises : « Le Concordat a été la plus grande faute de ma vie. »

Napoléon n'entendait pas en rester là et n'avait voulu que

faire peur. Il avait compris qu'il viendrait à bout individuellement de ces prélats qui lui avaient résisté en corps : bien peu étaient des hommes de caractère ; il les fit prendre un à un par son habile agent d'intrigues, le cardinal Maury. Promesses et menaces firent leur effet. Quatre-vingt-cinq sur cent six se soumirent : les Italiens d'abord, puis les Français. Lorsque l'empereur fut sûr de la majorité, il convoqua de nouveau le concile au 5 août, et lui fit présenter un décret à peu près pareil à celui qu'avait un moment adopté la commission : l'institution de l'évêque par le métropolitain au bout de six mois, si le pape ne l'avait pas institué. Il était dit qu'on demanderait à Pie VII de sanctionner le décret, mais que, s'il ne donnait pas sa sanction, le concile voterait le décret en dehors de lui.

Les membres présents consentirent, à la presque unanimité, et envoyèrent une députation au pape.

Pie VII accepta le décret ; il consentit à instituer les vingt-sept évêques nommés par l'empereur et se résigna à l'obligation imposée au saint-siège pour l'avenir. C'était un retour aux anciennes coutumes de l'Église quant à l'épiscopat ; mais il ne devait être que provisoire. La papauté revint là-dessus dès qu'elle le put, et les évêques et les métropolitains abandonnèrent plus tard de nouveau leurs anciens droits bien plus complétement qu'ils ne l'avaient jamais fait.

Les concessions si considérables qu'avait faites le pape ne lui valurent même pas la liberté. Napoléon ne voulait pas la lui rendre jusqu'à ce qu'il eût cédé en tout et sur tout ; mais d'autres préoccupations absorbèrent bientôt l'empereur : il congédia le concile, et se mit tout entier à la politique extérieure et à ses préparatifs contre la Russie.

Il avait rappelé de Saint-Pétersbourg son ambassadeur Caulaincourt, comme trop pacifique et trop influencé personnellement par l'empereur Alexandre. Le général Lauriston, successeur de Caulaincourt et, comme lui, homme sincère et sensé, tint le même langage que lui, dès qu'il eut vu de près la cour de Russie, et assura aussi qu'on pouvait maintenir la paix, si l'on voulait. Alexandre persistait dans son attitude purement défensive, quoiqu'il n'ignorât pas que Napoléon cherchait à entraîner

l'Autriche dans une coalition contre la Russie et à se rapprocher de la Turquie. Napoléon, bien assuré de n'être point attaqué, ne vit là qu'un motif de se donner du temps pour augmenter ses moyens d'agression dans des proportions colossales et d'ajourner la guerre au printemps de 1812.

C'était bien, comme nous l'avons dit, l'orgueil blessé par la résistance à ses exigences qui poussait l'empereur des Français contre l'empereur de Russie ; mais ce sentiment avait pris une forme déterminée qui résultait du tour d'esprit de Napoléon. Maître de Rome et voyant la Russie aspirer à la possession de Constantinople, il voulait empêcher l'ancien Empire d'Orient de se reformer et d'être un jour le rival de cet Empire d'Occident qu'il renouvelait. Toujours tourné vers les souvenirs de l'antiquité, il se considérait comme un empereur romain destiné à dompter le monde barbare et asiatique. Il y avait deux choses à distinguer dans cette pensée : la prévision du danger que la Russie pouvait, dans l'avenir, faire courir à l'Europe, et les moyens de prévenir ce danger ; la prévision avait ses raisons d'être ; les moyens étaient sans aucun rapport avec les conditions réelles de l'Europe moderne. C'est ici l'occasion d'expliquer, autant que possible, les vues de Napoléon sur la Pologne, de même que nous avons montré celles d'Alexandre. Il y a là-dessus des révélations d'un grand intérêt dans les entretiens de Napoléon avec M. de Narbonne, l'ancien ministre de la guerre de 92, devenu aide-de-camp et agent diplomatique de l'empereur ; ces entretiens ont été recueillis de la bouche de M. de Narbonne par un écrivain célèbre, M. Villemain.

Napoléon prétendait renverser l'œuvre de Pierre le Grand et rejeter la Russie hors de l'Europe. Pour tout autre que lui, un tel projet eût été inséparable de la reconstitution de la Pologne indépendante.

Il ne l'entendait pas ainsi. Il voulait relever la Pologne militairement, sans l'émanciper politiquement, sans réveiller, ni chez elle ni en Occident, « l'esprit de liberté révolutionnaire. — « J'aime les Polonais sur le champ de bataille, disait-il, mais, quant « à leurs assemblées délibérantes, je n'en veux pas. Nous au« rons cependant un bout de diète à l'appui des levées dans le

« grand-duché de Varsovie, mais rien au delà. Je ferai à Alexan-
« dre la guerre à armes courtoises, avec 2,000 bouches à feu et
« 500,000 soldats, sans insurrection. Je lui enlèverai Moscou ;
« je le rejetterai en Asie ; mais je ne souffrirai pas un club à
« Varsovie, ni à Cracovie ni ailleurs. Ce que j'en dis n'est pas
« par égards de famille pour l'Autriche. Je pourrais lui rendre
« l'Illyrie et, à ce prix, lui reprendre sa part de Pologne ; mais
« ce n'est pas à moi à refaire un foyer républicain en Europe,
« chez une nation de vingt millions d'hommes, guerrière, sans
« industrie, qui touche à la Bohême, à la vieille terre des Hus-
« sites, et serait capable de je ne sais quel fanatisme mystique
« ou démagogique, qui ne nous accommoderait pas. Je ne veux
« de la Pologne que comme force disciplinée, pour meubler un
« champ de bataille. Toute la question est là. Exciter en Polo-
« gne la fibre nationale, sans exciter la fibre libérale, et, pour
« cela, aller vite, aller loin, entraîner toute la masse virile, la
« pousser vers le Nord, frapper devant soi et à la tête et au
« cœur, et, du même coup, mais diversement, étourdir par la
« rapidité les ennemis et les auxiliaires. »

Ainsi, briser la Russie, non seulement en lui reprenant ce qu'elle a pris, mais en lui arrachant jusqu'à sa « ville sainte », et cela sans rétablir la Pologne, et en noyant la France dans un Empire européen s'étendant du Portugal à Moscou ; attaquer l'Empire demi-barbare dans des conditions telles que la force morale sera de son côté, puisque le Russe combattra pour la défense de sa patrie, de sa foi nationale et religieuse, et qu'il sera attaqué par une force purement matérielle, voilà le plan ! Napoléon entend étouffer plus que jamais l'esprit de la Révolution en France, jouer avec l'esprit national de la Pologne sans le satisfaire et s'abstenir de tout appel aux classes opprimées en Russie. Une telle entreprise, conduite de la sorte, ne peut mener qu'à un désastre. Napoléon est vaincu d'avance.

Une des principales objections de Napoléon au rétablissement de la Pologne, c'est qu'il n'a pas de roi à prendre pour elle dans sa famille, et qu'il serait dangereux d'en prendre ailleurs. Il a imposé des rois à des peuples qui n'en voulaient point, comme en Espagne, au prix d'une guerre effroyable ; maintenant, il en

refuse un à un peuple qui l'implore de lui. Il n'a pas voulu donner aux Polonais Murat; il veut encore moins leur donner Davout, qui a longtemps commandé à Varsovie et y a laissé de lui la plus haute opinion. Murat était trop léger; Davout est trop sérieux; il a trop de mérite! Ce serait le salut de la Pologne que d'avoir un tel chef; mais l'égoïsme ombrageux de Napoléon ne le permet pas.

L'idée gigantesque d'aller prendre et de garder Moscou n'était pas pour l'empereur le but final; ce n'était encore là pour lui qu'une étape; Moscou n'était que la route de l'Inde. Depuis l'expédition d'Égypte, il n'avait jamais cessé de songer à l'Inde. Il avait négocié avec la Perse pour s'assurer le passage; il avait accumulé les renseignements sur les pays et les peuples à traverser. Après que Moscou serait pris et la Russie abattue, il rêvait une nouvelle expédition partant du pied du Caucase pour aboutir au Gange.

Narbonne sortit, un jour, épouvanté d'une conversation où Napoléon avait donné l'essor devant lui à tous ses rêves. « Où est, disait Narbonne, le garde-fou de ce génie? on est entre Bedlam et le Panthéon! (Bedlam est le Charenton de l'Angleterre.)

Le sens pratique dont Napoléon était absolument dépourvu dans les conceptions générales se retrouvait toujours chez lui au plus haut degré dans le détail et dans l'exécution. Ses préparatifs militaires furent dirigés comme on pouvait l'attendre d'un génie aussi grand dans l'organisation que dans la conduite des armées.

Les choses n'étaient pas si bien menées dans la diplomatie. Napoléon était habitué, non pas à traiter avec les autres, mais à leur imposer sa volonté. Il péchait d'ordinaire par l'excès de hauteur et de dureté. Or, il était arrivé, précisément dans une occasion importante où il avait raison, qu'il n'agit pas avec assez de décision et d'autorité, et ne sut pas prévenir un événement qui tourna mal pour lui et pour la France.

La Suède s'était trouvée, en 1810, dans une situation critique. Elle avait détrôné Gustave IV, le roi insensé qui lui avait fait perdre la Finlande. L'oncle de Gustave IV, qu'on lui avait donné pour successeur, le roi Charles XIII, n'avait pas d'héritier. Le

pays ne voulait à aucun prix laisser rentrer la branche royale expulsée. Les patriotes suédois les plus éclairés souhaitaient la réunion des trois États scandinaves, Suède, Danemark et Norvège, seul moyen de rendre quelque force à la Scandinavie, en présence des grands États modernes. Charles XIII partageait cette opinion : il adopta le beau-frère du roi de Danemark, héritier présomptif des couronnes de Danemark et de Norvège. Malheureusement, ce prince mourut de mort subite. Charles XIII persistait dans son sentiment sur l'union scandinave; mais un courant d'opinion populaire l'obligea de demander un héritier à Napoléon. La masse n'avait pas les mêmes dispositions que les esprits politiques : elle était encore sons l'influence des souvenirs de la tyrannie exercée jadis sur la Suède par le trop fameux roi Christiern de Danemark.

Napoléon, cette fois, montra une bonne politique. Un peu dégoûté des rois qu'il avait pris dans sa famille, il répondit dans un sens favorable à l'union des trois couronnes scandinaves. Charles XIII, alors, projeta d'adopter le frère de cet héritier de Danemark qui était mort; mais le roi de Danemark Frédéric VI s'y opposa et demanda l'adoption pour lui-même.

C'était ce qu'il y avait de mieux à faire; car cela résolvait la question au plus bref délai, et c'était ce que préférait Napoléon. Charles XIII y eût consenti; mais le roi de Danemark, caractère sévère et un peu dur, n'était pas aimé. Une forte opposition se prononça contre lui en Suède. Charles XIII revint au projet d'adopter le frère du prince mort, espérant que le roi Frédéric finirait par y consentir. Le comité des États de Suède, d'accord avec Charles XIII, émit un vote dans ce sens.

Le vote, cependant, n'avait pas eu lieu à l'unanimité. Une voix s'était portée sur un de nos maréchaux, Bernadotte.

Bernadotte, qui avait commandé dans la Poméranie suédoise et le nord de l'Allemagne, s'était fait des amis parmi les Suédois et leur avait inspiré une grande opinion de sa capacité. Il avait habilement profité de l'incertitude où flottait ce pays pour insinuer son nom entre ceux des candidats au trône.

Napoléon n'aimait pas Bernadotte et n'était pas aimé de cet ancien adversaire du 18 Brumaire. Il eut avis de ses menées en

Suède. Il eût pu facilement les déjouer. Il n'avait qu'à faire savoir qu'il agréait le choix du comité des États : le roi de Danemark n'eût point osé persister dans son refus d'autoriser son parent à accepter ; mais Napoléon croyait, en faisant attendre sa décision, amener les Suédois à subir le roi de Danemark. Il s'obstina à se taire, ne prenant pas au sérieux les prétentions de Bernadotte.

Celui-ci ne perdit pas de temps. Il expédia en Suède un agent adroit qui répandit le bruit que l'empereur approuverait l'élection d'un maréchal allié à sa famille ; Bernadotte était le beau-frère du roi Joseph. Le public suédois était bien disposé d'avance : on crut volontiers à ce qui flattait l'opinion ; le courant fut si prompt et si fort, que le roi lui-même fut entraîné avec le comité des États : Bernadotte fut élu prince royal de Suède (17 août 1810).

Napoléon avait envoyé trop tard désavouer l'agent de Bernadotte. La chose faite, il parut en prendre son parti, et il autorisa et aida Bernadotte à se mettre en possession de sa nouvelle dignité. Des nuages ne tardèrent pas cependant à s'élever entre eux, et l'antipathie que ces deux hommes avaient au fond l'un pour l'autre aggrava les difficultés que le blocus continental avait créées entre la France et la Suède. La Suède, comme la Russie, n'eût pu, sans des souffrances excessives, renoncer à tout commerce avec l'Angleterre, ou, pour mieux dire, à tout commerce maritime. Non seulement elle n'y renonçait pas ; mais elle avait à Gotheborg, sur le Cattegat, un immense entrepôt de contrebande, dont l'existence irritait extrêmement l'empereur. Napoléon déclara à l'ambassadeur de Suède qu'il fallait choisir entre la guerre avec la France ou la guerre avec l'Angleterre. Bernadotte écrivit à l'empereur pour lui représenter la détresse où la suppression du commerce maritime réduisait la Suède et l'impossibilité où elle était de supporter les frais de la guerre, si la France ne l'y aidait par un fort subside.

Cette réclamation était fondée. Napoléon n'offrit pas une assistance sérieuse et persista néanmoins à exiger la déclaration de guerre contre les Anglais. La Suède s'y résigna. mais avec un mécontentement trop motivé.

La Russie connaissait cette situation et tâcha d'en profiter. En décembre 1810, lorsqu'Alexandre eut la pensée de reconstituer la Pologne et de prendre l'offensive contre Napoléon, il offrit secrètement à la Suède, si elle voulait s'allier à lui, de l'aider à enlever la Norvége au roi de Danemark. La Suède n'accepta pas ; mais Bernadotte demanda nettement à l'ambassadeur de France ce qu'Alexandre venait d'offrir. Il lui dit qu'en Suède on ne se flattait guère de pouvoir recouvrer la Finlande, à la conservation de laquelle la Russie s'attacherait avec une obstination désespérée, et que, si Napoléon voulait, en dédommagement, réunir la Norvège à la Suède, les Suédois lui offraient leur dévouement absolu. Il laissa entendre qu'un refus changerait la Suède d'amie en adversaire.

Napoléon repoussa vivement la proposition de dépouiller de la Norvége son allié le roi de Danemark, mais offrit d'aider la Suède à reconquérir la Finlande, en cas de guerre avec la Russie (avril 1811).

Une rixe survenue à Stralsund entre Suédois et Français, à l'occasion du blocus continental, et pour laquelle Napoléon réclama des satisfactions exagérées, puis une querelle personnelle entre Bernadotte et l'ambassadeur français Alquier, aigrirent de nouveau les rapports, et Bernadotte commença de se détacher de plus en plus de la patrie qu'il avait quittée.

L'inimitié de la Suède devait être une chose assez grave lors de cette guerre de Russie, qu'en Russie et en France personne ne voulait, excepté Napoléon, et vers laquelle on s'acheminait d'heure en heure.

Napoléon eût dû tout faire pour regagner Bernadotte et pour lui faire accepter la Finlande au lieu de la Norvège. Il acheva, au contraire, de s'aliéner cet esprit ombrageux et hautain. Il ne réussit pas mieux à s'assurer l'utile alliance des Turcs, qui n'oubliaient pas de quelle façon il les avait joués et sacrifiés. La Porte Ottomane ne visait qu'à faire avec la Russie la paix la moins désavantageuse possible

Quant à l'Autriche, Napoléon, dès le commencement de 1811, l'avait fait pressentir, en lui remontrant l'intérêt qu'elle avait à ne pas laisser les Russes conquérir sur la Turquie les bouches

du Danube. Le gouvernement autrichien avait passé dans les mains d'un nouveau ministre supérieur en capacité à ses devanciers : c'était Metternich, qui devait diriger cet empire durant près de quarante années. Il eût souhaité le maintien de la paix, et il avait répondu avec réserve aux ouvertures de l'empereur des Français; mais il n'y avait pas à douter que l'Autriche ne cédât, sauf à prendre le moins de part qu'elle pourrait à la guerre et à se faire payer le mieux possible sa coopération. Refuser, eût été détourner sur elle l'orage.

La Prusse n'avait pas, comme l'Autriche, attendu les propositions de Napoléon. Au printemps de 1811, le roi Frédéric-Guillaume avait offert à l'empereur des troupes auxiliaires, dans le cas où la France aurait la guerre « sur les confins de la Prusse » à, condition que Napoléon garantît à la Prusse l'intégrité de ses possessions actuelles. Napoléon resta très longtemps sans répondre.

Son silence redoubla l'anxiété avec laquelle le gouvernement prussien voyait approcher la nouvelle et immense crise européenne. Il craignait que Napoléon ne débutât en relevant la Pologne d'une main et en achevant d'écraser de l'autre la monarchie prussienne. Peuple et gouvernement faisaient en Prusse, depuis 1807, des efforts inouïs pour se relever. La rapidité foudroyante de leur chute avait semblé le présage de leur anéantissement ; c'était une renaissance qui apparaissait. Nous reviendrons sur cette régénération prussienne, si importante à étudier ; en ce moment, nous n'avons à indiquer que ce qui regarde la situation militaire. Les traités imposaient à la Prusse de n'avoir sur pied que 42,000 soldats. Le ministre de la guerre Scharnhorst, en formant de bons cadres et en ne tenant les recrues qu'un an sous les drapeaux, avait trouvé le moyen de faire passer des masses de jeunes gens par le service militaire et d'avoir sous la main, au besoin, 150,000 hommes, non point aguerris ni expérimentés, mais sachant du moins manier les armes et possédant quelque habitude de discipline. Le chef du ministère prussien, Hardenberg, conseilla au roi Frédéric-Guillaume un plan hardi et qui était véritablement le seul qui pût préserver la Prusse de disparaître dans le choc des deux masses

française et russe. C'était d'avouer nettement à Napoléon les rarmements qu'on ne pouvait plus lui cacher, et de lui déclare qu'on pouvait mettre 150,000 hommes sous les armes et qu'il fallait choisir entre l'alliance sincère de la Prusse ou sa résistance désespérée (fin août 1811).

Napoléon répondit à cette intimation audacieuse en envoyant l'ordre au maréchal Davout d'envahir sur-le-champ tout ce qui restait à la Prusse, avec l'armée française qui avait continué d'occuper les places de la Vistule et plusieurs des places prussiennes, à moins que la Prusse ne cessât immédiatement ses armements. En même temps, il promettait, si la Prusse cédait, de lui accorder le traité d'alliance qu'elle demandait.

C'était tout ce que souhaitait quant à présent la Prusse; elle cessa ses armements : le double principe de l'intégrité du territoire actuel et d'un contingent en cas de guerre fut admis.

Napoléon employa l'hiver de 1811 à 1812 à régler les affaires du dedans; mais la grande affaire extérieure qu'il sacrifiait avec tant d'aveuglement à ses projets sur la Russie, la guerre d'Espagne, continuait d'empirer pendant ce temps. La situation de cette guerre était mauvaise partout, excepté là où commandait le sage et habile Suchet.

L'ancienne armée de Portugal, devenue armée de Castille, avait passé des mains de Masséna dans celles de Marmont. Bien inférieur à son illustre prédécesseur, Marmont était pourtant un général et un administrateur de talent; il faisait de son mieux, mais n'avait pas les ressources nécessaires. La confiance et l'audace des guérillas augmentaient, et, par contre, le dénûment, la fatigue, l'éparpillement de nos troupes. En Andalousie comme en Castille, on se consumait dans l'impuissance.

Et cependant, il importe d'insister là-dessus pour qu'on se fasse une idée juste de l'histoire de ce temps et de la conduite de Napoléon; même alors, après les revers de Portugal, le succès final n'eût pas été douteux, si l'empereur eût renoncé à l'expédition de Russie. L'Espagne ne participait plus tout entière à l'ardeur des guérillas : il y avait beaucoup de lassitude; les Cortès ne réussissaient pas à constituer un vrai gouverne-

ment; bien des gens sentaient à quel point les Bourbons espagnols étaient indignes des sacrifices qu'on faisait pour eux. Le roi Joseph, qui était allé à Paris pour le baptême du roi de Rome, s'efforça en vain d'obtenir de l'empereur les moyens de relever la situation en Espagne. Napoléon continua d'envoyer quelques troupes et quelque argent, assez pour entretenir la plaie, pas assez pour la guérir. Joseph ne tira même pas de lui la promesse de ne point annexer à la France les provinces de l'Èbre. L'idée du démembrement de leur patrie ranima la colère des classes éclairées, qui avaient commencé à se lasser de la guerre, et rétablit l'unanimité de la résistance. La direction militaire ne fut pas meilleure que la direction politique. Napoléon, ne donnant pas à ses généraux les moyens d'attaquer, leur intima néanmoins l'ordre de reprendre l'offensive. Il enjoignit à Suchet, avec l'armée d'Aragon, d'enlever aux ennemis leur place d'armes de Catalogne, Tarragone, puis de prendre Valence et d'aller ensuite relever dans le Midi l'armée d'Andalousie. Celle-ci, alors, se concertant avec l'ancienne armée de Portugal, l'une et l'autre, accrues de renforts, iraient assaillir les Anglais. Cela eût été bon, si Napoléon eût envoyé 100,000 hommes bien commandés.

Le roi Joseph retourna tristement à Madrid et n'y retrouva que la misère.

Au moment où Napoléon ordonnait de reprendre l'offensive, Marmont venait d'avoir des succès dans la guerre défensive. Il était parvenu à ravitailler Ciudad-Rodrigo ; puis il avait aidé Soult à faire lever à Wellington le siège de Badajoz, dont la garnison s'était défendue avec héroïsme. Wellington avait dû s'estimer heureux que Marmont et Soult réunis ne l'eussent point attaqué dans sa retraite, comme ils l'auraient pu (juin 1811).

Pendant ces opérations sur les confins de l'Espagne et du Portugal, Suchet agissait avec une grande vigueur à l'autre bout de la Péninsule. Il avait entrepris le siège de Tarragone avec une armée qui ne dépassait guère en nombre la garnison de cette forte place. Les insurgés catalans y avaient concentré tout ce qu'ils avaient d'hommes et de ressources. C'était plus que Saragosse ; car la situation de Tarragone, bâtie en amphithéâtre

sur des rochers qui dominent la mer, était plus forte que celle de la capitale de l'Aragon, et, à Tarragone, les assiégeants ne pouvaient avoir la disette pour auxiliaire. Les assiégés communiquaient sans obstacle avec la flotte anglaise, qui les ravitaillait incessamment. Rien n'arrêta l'opiniâtre Suchet ni ses intrépides soldats. Une longue suite d'assauts furieux emportèrent successivement les ouvrages extérieurs, puis la ville basse, puis la ville haute. L'assaut de la ville haute, le plus terrible de tous, nous livra, vif ou mort, tout ce qui restait de la garnison. C'était toute une armée qui avait été tuée ou prise dans cette série de prodigieux combats, qui dura cinq à six semaines (20 mai-29 juin). 20,000 assiégeants avaient tué ou mis hors de combat 6 ou 7,000 assiégés et en avaient pris 10,000. Les Français avaient payé leur victoire par la perte de 4 à 5,000 hommes.

Suchet, récompensé par le bâton de maréchal, se renforça et marcha sur Valence, après les grandes chaleurs, avec vingt et quelques mille hommes. Avant d'attaquer Valence, il lui fallut assiéger la vieille forteresse de Sagonte, célèbre dans l'antiquité par le terrible siège qu'elle soutint contre Annibal. Le rocher de Sagonte arrêta les Français plus d'un mois et repoussa plusieurs assauts ; mais, Suchet ayant mis en pleine déroute une armée d'insurgés de Valence et de Murcie, qui tentait de secourir la place, Sagonte fut enfin obligée de se rendre (fin octobre).

Suchet, alors, entreprit le siège de Valence ; la ville était grande, populeuse, défendue par un corps d'armée égal à celui que nous avions détruit à Tarragone, et protégée par un camp retranché et de nombreux canaux d'irrigation qui rendent les approches difficiles. Napoléon sacrifia tout à cette conquête et obligea les autres généraux à envoyer des renforts de tous côtés à Suchet.

Valence ne renouvela point les fureurs héroïques de Saragosse et de Tarragone. Cette opulente cité n'attendit pas l'assaut et capitula le 9 janvier 1812 : la nombreuse garnison resta prisonnière. Suchet établit un bon ordre à Valence, comme il l'avait fait en Aragon ; mais il ne put pousser plus loin ses entreprises. Il avait trop de pays à garder, et les troupes qui étaient venues à son aide de la Navarre et de la Castille avaient

dû repartir. Napoléon, en ce moment, rappelait d'Espagne sa garde, les régiments polonais et la moitié du grand corps des dragons, qui avait été tout entier envoyé dans la Péninsule. Ce n'était pas le moyen de poursuivre les avantages que nous venions d'obtenir.

Déjà, ces avantages étaient en partie compensés par un revers. Wellington avait profité de ce que Napoléon, pour renforcer Suchet, avait dégarni la Castille. Le général anglais avait renouvelé ses attaques contre Ciudad-Rodrigo. Cette place importante, mal réparée et gardée par une poignée de soldats, fut emportée d'assaut « à coups d'hommes » (18 janvier 1812). Wellington avait prodigué la vie de ses soldats pour un résultat qu'il voulait à tout prix : il récompensa son armée en abandonnant au pillage la ville reconquise, suivant le vieux droit barbare de la guerre. C'était une façon assez étrange de « délivrer » de ses conquérants une population amie.

La prise de Ciudad-Rodrigo ouvrait aux Anglais le nord de l'Espagne, la Vieille Castille. C'était la conséquence de la concentration sur Valence ordonnée par l'empereur. Napoléon ne répara point sa faute en réunissant, comme il l'aurait fallu, toutes nos forces du nord de l'Espagne sous Marmont, afin que celui-ci pût opérer sérieusement contre les Anglais. Napoléon s'obstina à maintenir dans le Nord deux commandements distincts. Marmont ne fut donc pas en état d'opérer une diversion efficace contre Wellington.

Le général anglais, maître de Ciudad-Rodrigo, n'avait point pénétré en Castille. Il s'était porté rapidement de la Castille sur l'Estremadure et avait assailli de nouveau Badajoz, cette fois avec 50,000 hommes et une énorme artillerie. Soult n'avait nullement fait ce qu'il aurait dû pour assurer la défense de cette place, qui couvrait tout le midi de l'Espagne. Il n'y avait là guère plus de 4,000 hommes, insuffisamment approvisionnés. Mais c'étaient des troupes admirables. Ces braves soldats, aussi humains envers les habitants qu'intrépides contre l'ennemi, partagèrent avec la population ce qu'ils avaient de vivres, et luttèrent en désespérés. Ce n'était point par famine que Wellington comptait les prendre. Il ne voulait pas laisser à nos généraux

le temps de les secourir. Il connaissait la faiblesse numérique de la garnison ; il était résolu d'enlever la place par des assauts simultanés sur plusieurs points, en sacrifiant des masses d'hommes. Il ne somma point la garnison de se rendre : il la savait résolue à mourir. Le gouverneur et l'état-major, à l'unanimité et aux acclamations des soldats, avaient décidé d'attendre l'assaut. Assaillie par trois brèches, cette poignée de héros repoussa avec un immense carnage les colonnes anglaises qui attaquaient le corps de la place. Mais, pendant ce temps, un autre corps ennemi surprenait le château mal gardé par des auxiliaires allemands. Une partie de la garnison essaya de reprendre le château : l'ennemi en profita pour pénétrer par un point dégarni du rempart ; il prit à revers les défenseurs des trois brèches. Les Français, submergés par le nombre, furent tous tués ou pris (6 avril 1812).

Nos officiers prisonniers conjurèrent Wellington d'épargner la ville espagnole qu'ils avaient défendue : ils n'obtinrent rien ; Badajoz, comme Ciudad-Rodrigo, fut pillée par ses libérateurs. Suchet avait préservé du pillage Tarragone emportée d'assaut. Les Anglais avaient perdu beaucoup plus de monde que n'en comptait la garnison ; mais Wellington ne comptait pas plus avec le sang de ses soldats qu'avec les propriétés de ses alliés : il allait au but à tout prix. Il savait que, dans l'armée anglaise, si l'officier se gouvernait par l'honneur et le devoir, on ne menait le soldat que par une discipline de fer, par le bien-être et par le butin ; il agissait en conséquence. Avec des soldats français, accessibles aux sentiments d'honneur comme leurs officiers, il eût probablement agi de même que Suchet.

Les Anglais avaient maintenant les deux clefs de l'Espagne, au nord et au sud : nos généraux étaient hors d'état de reprendre l'offensive ordonnée par Napoléon ; et cela, après avoir envoyé en Espagne, dans l'espace de quatre ans, plus de 600,000 hommes, dont 300,000 étaient morts et dont 170,000 à peine servaient activement !

Napoléon ne prit aucune mesure raisonnable et se borna à conférer le commandement général à son frère, dont il avait si souvent raillé lui-même l'incompétence militaire.

Napoléon continuait à concentrer toute son activité sur les préparatifs de l'expédition de Russie. Notre ambassadeur Lauriston fit de nouveaux efforts en faveur de la paix et suggéra à Alexandre d'envoyer à Paris un jeune diplomate de grand mérite, qui devait occuper longtemps le poste de ministre des affaires étrangères en Russie, M. de Nesselrode. Alexandre, dont l'armée venait de remporter sur les Turcs une victoire suivie d'un armistice, s'en trouva d'autant plus disposé à une démarche qui, par là, coûtait moins à sa dignité. Napoléon éiuda la proposition de recevoir Nesselrode ; il évitait toute explication à fond et ne voulait qu'amuser Alexandre afin d'ajourner la guerre jusqu'à l'été de 1812, par des motifs concernant la nature du pays et la difficulté d'y nourrir les chevaux avant la fin du printemps.

Le refus d'accueillir Nesselrode ne laissa plus aux Russes aucun espoir de transaction : les ruses de Napoléon ne les trompèrent pas sur ses intentions trop évidentes. Alexandre et la société russe en général accueillirent la certitude de la guerre avec tristesse, mais avec résolution. L'expérience les avait éclairés. Les Russes n'étaient point disposés à renouveler leurs fautes de 1805 à 1807, ni à pousser leurs armées au-devant de Napoléon. Une idée que la nature de leur pays eût suffi à leur inspirer et qui leur était suggérée par l'exemple d'autrui avait parmi eux envahi rapidement les esprits. C'était d'imiter dans de vastes proportions ce que Wellington avait fait en Portugal, de dévaster leurs propres campagnes pour affamer les Français et les attirer dans le fond de la Russie, afin de les y accabler quand ils seraient épuisés de fatigue et de faim.

Alexandre ne prit que des positions purement défensives. Il résolut de former deux armées sur la Dwina et le Dniéper, avec leurs postes avancés sur le Niémen, frontière de Prusse. Ces deux armées se retireraient en opérant leur jonction à l'approche de l'ennemi. Les Russes espéraient devoir à ce système de défense non seulement le succès matériel chez eux, mais le succès politique en Europe. Ils comptaient, par une lutte prolongée et lointaine, fournir aux hostilités sourdes qui couvaient contre Napoléon l'occasion d'éclater, non seulement en Alle-

magne, mais en Italie et jusqu'en France. La Pologne même souffrait trop du blocus continental pour être tout entière sympathique à Napoléon.

Alexandre eut, vers la fin de janvier 1812, avec notre ambassadeur Lauriston, une explication très digne de mémoire. Il lui répéta qu'il était toujours disposé à exécuter ses engagements avec l'empereur des Français, mais qu'il soutiendrait une guerre de dix ans, s'il le fallait, et se retirerait au fond de la Sibérie, plutôt que de descendre à la situation de l'Autriche et de la Prusse; il dit que Napoléon, en rompant avec lui, appréciait bien mal ses vrais intérêts; que l'Angleterre était presque à bout de ressources et que, si Napoléon tournait contre Wellington les forces préparées contre la Russie, l'Angleterre subirait la paix avant un an.

Tout cela était la vérité même. Il fallait l'aveuglement d'un orgueil poussé jusqu'à la folie pour ne pas voir ce que voyait si clairement Alexandre.

La Prusse et l'Autriche signèrent des traités d'alliance avec Napoléon les 24 février et 14 mars 1812. Le roi de Prusse avait offert un contingent de 100,000 hommes, espérant obtenir des avantages en rapport avec l'importance de ce secours. Napoléon n'entendait pas relever ainsi la Prusse; il n'accepta que 20,000 soldats, mais avec de grandes fournitures en chevaux, en bœufs et en grains, qui seraient déduites des contributions de guerre restant dues.

L'Autriche promit 30,000 soldats. A la paix, Napoléon lui garantissait des avantages territoriaux. Si le royaume de Pologne était rétabli (Napoléon ne voulait s'interdire aucune éventualité), l'Autriche serait dédommagée en Illyrie, c'est-à-dire du côté de l'Adriatique.

Le gouvernement autrichien s'excusa secrètement auprès de l'empereur de Russie, en promettant d'agir le moins possible, comme la Russie avait fait envers l'Autriche en 1809.

La nouvelle Grande Armée, que Napoléon préparait depuis plus d'un an, commençait à se mettre en mouvement : c'était la plus nombreuse et la plus puissante armée régulière qui eût jamais existé. Tout avait reçu des proportions gigantesques. D'é-

normes achats de chevaux avaient été opérés en Allemagne, en Pologne, en Autriche. Napoléon avait arrêté de réunir à Dantzig l'approvisionnement d'une armée de 5 à 600,000 hommes pendant un an. Il avait inventé de nouveaux moyens de transport, gros chariots à quatre chevaux, chars légers à un cheval, chars à bœufs, pour traîner cette masse prodigieuse de vivres et de munitions jusqu'à Dantzig. Il avait également préparé des transports par eau qui, de Dantzig au Niémen, succéderaient aux transports par terre ; une multitude d'ouvriers de toutes professions avaient été attachés au service de l'armée, jusqu'à des maçons pour construire des fours à cuire le pain, partout où l'on s'arrêterait. Le matériel de plusieurs équipages de ponts volants et de ponts fixes avait été rassemblé à Dantzig, avec un corps spécial de pontonniers sous le général Eblé. Nous aurons à raconter le dévouement héroïque de ces braves gens et de leur chef.

Davout, le grand organisateur, s'occupant à la fois des hommes et du matériel, avait discipliné, exercé, préparé à l'action les masses de troupes dirigées sur l'Allemagne et sur la Pologne. Il avait fait entrer dans les cadres et fondu, autant qu'il avait été possible, avec les vieux soldats cette multitude de recrues, parmi lesquelles figuraient les milliers de réfractaires que les colonnes mobiles avaient forcés à se soumettre. Napoléon, dans la répartition des commandements, laissa sous les ordres de Davout la partie de nos forces qui était le plus près de l'ennemi, près de 100,000 Français, parmi lesquels quelques milliers de Polonais, et 16 à 17,000 auxiliaires prussiens. Ce premier corps était donc à lui seul une puissante armée.

Un second corps, de plus de 40,000 hommes, s'était formé à Munster, en Westphalie, sous le maréchal Oudinot. Quelques bataillons étrangers s'y mêlaient aux Français.

Un troisième corps de près de 50,000 hommes, comprenant les auxiliaires würtembergeois, se réunit à Mayence, sous le maréchal Ney. Il comprenait une formidable cavalerie de réserve, destinée à frapper les grands coups.

L'armée d'Italie, sous le prince Eugène, devint le quatrième

corps ; elle comptait 45,000 hommes, dont un peu plus de moitié Français, le reste Italiens.

L'armée polonaise du grand-duché de Varsovie, forte de 36,000 hommes, formait le cinquième corps, sous le prince Joseph Poniatowski. Il y avait en outre trois divisions polonaises, l'une dans le corps de Davout, les deux autres adjointes à la garde impériale.

25,000 Bavarois, sous les ordres de Gouvion Saint-Cyr, composaient le sixième corps : ils devaient opérer leur jonction avec l'armée d'Italie.

Un autre général français, Reynier, eut le commandement du septième corps, composé de 17,000 Saxons et destiné à soutenir le corps polonais.

Le huitième corps, comptant 18,000 Westphaliens, fut porté à Magdebourg, sous le roi de Westphalie, Jérôme.

Enfin marchait, après tous ces corps, la garde impériale, forte de 37,000 hommes d'élite, Français et Polonais, sous les maréchaux Mortier et Lefebvre, et, avec la garde, 15,000 hommes de cavalerie de réserve ; plus le grand parc du génie, le grand parc d'artillerie et le train des équipages, comprenant tous les charrois.

L'armée active comptait 423,000 hommes et 1,000 canons de campagne, outre les réserves dont l'ensemble s'élevait à 130,000 hommes, Français, Allemands, Danois, Polonais, et qui devaient garder l'Allemagne sous les maréchaux Victor et Augereau. En tenant compte des malades, des petits détachements, etc., on arrivait à un total de plus de 600,000 hommes, dont 85,000 cavaliers et 40,000 artilleurs. Ces 600,000 hommes comprenaient 370,000 Français, 80,000 auxiliaires en général sympathiques à la France, tant Polonais qu'Italiens et Suisses, et 150,000 Prussiens, Allemands de divers États, Hollandais, Illyriens (Croates) et même quelques Espagnols et Portugais, qui, en général, nous servaient malgré eux et nous haïssaient au fond. Il y avait, dans l'armée, 145,000 chevaux de selle ou de trait. Grâce à la levée de la conscription de 1812, il restait 150,000 hommes en France, dans les dépôts ; 50,000 en Italie ; 300,000 en Espagne. Napoléon disposait donc de plus de

1,100,000 soldats, ce qui ne s'était jamais vu dans le monde.

Ce chiffre inouï fut encore dépassé. Napoléon ordonna la levée de gardes nationales pour garder nos côtes et nos places. Cela porta nos masses armées à plus de 1,200,000 hommes, dont 900,000 Français.

Le colossal et prodigieux organisme qu'avait créé le génie militaire et administratif de Napoléon, sa folie politique allait le briser, en couvrant l'Europe de ses débris.

Au moment même où toutes les routes de l'Europe étaient sillonnées par ces cent légions se dirigeant vers la Russie, Napoléon s'efforçait encore de tromper Alexandre par des ruses diplomatiques, pour le détourner de saisir l'offensive et de se jeter sur la Prusse et la Pologne. Alexandre, comme nous l'avons vu, n'y pensait pas. Napoléon affecta de regretter que la mission de Nesselrode à Paris n'eût pas eu lieu. Il parut rechercher à son tour ces explications qu'il avait éludées ; il fit protester, auprès d'Alexandre, de ses intentions pacifiques et désavouer en son nom l'intention prétendue de rétablir la Pologne. Une dépêche de son ministre des affaires étrangères, Maret, duc de Bassano, à l'ambassadeur Lauriston ne permet pas de s'abuser sur la vraie pensée de Napoléon : « l'empereur, écrit Maret, ne met aucune confiance dans une négociation quelconque, à moins que la Russie n'accepte de se replacer dans l'état d'infériorité où elle était à Tilsit. »

Personne, parmi les peuples comme parmi les gouvernements, ne doutait plus de l'ouverture prochaine des hostilités. Il y avait en France une vive inquiétude et de cruelles souffrances. La longue sécheresse du dernier été avait été très favorable aux vignes et avait produit les fameux vins dits « de la comète », à cause de la grande comète de 1811 ; mais elle avait fait manquer la récolte des céréales dans presque toute l'Europe. Une terrible disette s'en était suivie et avait fait monter le prix des blés jusqu'à 70 francs l'hectolitre, prix qui en représenterait aujourd'hui le double. Le peuple affamé criait aux accapareurs et envahissait les marchés. Tout se réunissait pour désoler et pour aigrir les populations : la cherté du pain, la conscription, la levée de 120,000 hommes de gardes nationales en sus de la conscription

et l'attente d'une guerre effrayante et impopulaire. Le peuple de Paris murmurait. Napoléon s'alarma et en revint aux moyens révolutionnaires, renouvelés eux-mêmes de l'Ancien régime. Il mit en réquisition les moulins des environs de Paris, fit moudre d'autorité les grains, interdit les achats de blé autour de la capitale pour la province et força les boulangers à vendre le pain au-dessous du prix qu'il leur coûtait, en leur accordant une indemnité : il soulagea un peu, par ces moyens factices, le peuple de Paris, mais aggrava partout ailleurs le mal en effrayant et décourageant le commerce des blés. Il porta le dernier coup à ce commerce par le rétablissement général du maximum sur les grains.

Une grande agitation se manifestait dans toutes nos villes, à l'occasion de la levée des gardes nationales prises rétroactivement sur les hommes qui n'étaient pas tombés au sort dans les quatre dernières conscriptions. Le gouvernement avait beau leur promettre qu'on ne les emploierait qu'à l'intérieur, dans leurs départements ; ils étaient persuadés qu'on ne les rappelait, contrairement aux lois, que pour « les envoyer à la boucherie ». Ces levées étaient le dernier degré de l'arbitraire. L'empereur ne prenait même plus la peine de sauver les apparences. Le Corps législatif, depuis longtemps réduit au dernier abaissement, était supprimé de fait : il ne fut pas convoqué en l'année 1812.

Les réfractaires avaient recommencé à se multiplier, et, par suite, les violences des colonnes mobiles et les impitoyables exactions des garnisaires qui ruinaient les familles des réfractaires. La France était profondément mécontente. La désaffection augmentait en Italie. Dans les pays du Nord annexés à la France, c'était de l'exaspération. Des émeutes éclataient en Hollande. Dans l'Allemagne maritime, les régiments formés sur le territoire des anciennes villes hanséatiques s'étaient en partie insurgés, et beaucoup de ces soldats s'étaient enfuis par mer dans l'île de Heiligoland, qu'occupaient les Anglais : le roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte, le maréchal Davout, le général Rapp, gouverneur de Dantzig, transmettaient à l'empereur les avis les plus alarmants sur les dispositions des populations alle-

mandes. Napoléon s'emporta, traita de « fadaises » ces communications et pria les donneurs d'avis « de ne pas lui remettre de rapsodies sous les yeux ». Il s'enfonça d'autant plus dans l'idée qu'il lui fallait frapper un nouveau coup, plus éclatant que les autres.

Cette colère, cependant, attestait qu'il était troublé. Le sens pratique, l'intelligence des faits luttait parfois chez lui contre l'orgueil et contre le rêve. Il était préoccupé des souvenirs de Charles XII, ce vaillant et téméraire roi de Suède, qui avait fait périr son armée au fond de la Russie. Il chargea son bibliothécaire de rassembler tout ce qu'on avait de documents sur la dernière campagne de Charles XII en Pologne et en Russie. Il savait son archichancelier Cambacérès fort effrayé de la guerre : il lui dit qu'il emploierait deux campagnes au moins à son entreprise ; qu'on se trompait si l'on croyait qu'il allait tout de suite s'enfoncer dans des plaines sauvages, probablement dévastées par l'ennemi, et s'y mettre à la merci de la misère et du froid ; que, cette année, il ne dépasserait pas l'ancienne frontière de Pologne, la Dwina et le Dniéper ; qu'il s'y établirait puissamment et attendrait à l'année suivante pour pousser au cœur de la Russie.

Il voyait donc clairement, en ce moment, le gouffre où il allait se précipiter, et il voyait le moyen de l'éviter. Dans les conditions qu'il indiquait à Cambacérès, le succès n'était pas impossible ; mais cela changeait le caractère de l'entreprise et imposait absolument le rétablissement de la Pologne.

Même dans ce cas, tentée avec des chances de succès, l'expédition de Russie était une faute au point de vue de la politique personnelle de Napoléon, et ce qu'Alexandre avait dit à Lauriston restait vrai. Le grand duel qui avait occupé la vie entière de Napoléon était avec l'Angleterre, non avec la Russie. Malgré l'échec de Portugal, la victoire, s'il voulait, était certaine de ce côté. Il avait bien plus de forces qu'il n'en fallait pour cela ; en outre, un énergique allié devait bientôt, selon toute apparence, se ranger à côté de la France contre l'Angleterre. Le gouvernement anglais, aussi tyrannique et aussi déraisonnable sur mer que Napoléon l'était sur le continent, s'obstinait à maintenir

« le blocus fictif » et à interdire, sous peine de confiscation, l'accès de tous les ports français ou alliés de la France aux Américains. Il faisait pis : sous prétexte de rechercher les déserteurs anglais, il enlevait, à bord des navires des États-Unis, les matelots américains pour les forcer à servir l'Angleterre. Les États-Unis étaient sur le point de déclarer la guerre aux Anglais.

D'autre part, en ce moment même, l'opposition parlementaire se déchaînait contre les ministres; la cité de Londres demandait leur renvoi, et le parti de la paix se relevait en Angleterre. Une seule défaite essuyée par Wellington eût tout emporté.

Le plan à suivre était dicté par l'évidence : maintenir la paix avec la Russie en ne réclamant son concours que dans les limites du possible et tourner la Grande Armée vers l'Espagne. L'Angleterre, dans ce cas, était abattue, et le triomphe de Napoléon infaillible.

Ce qu'eût vu et ce qu'eût fait le plus vulgaire bon sens, l'aveuglement du génie le méconnut. Napoléon n'écouta rien ; il tourna le dos à sa fortune et marcha vers la Russie.

La Grande Armée, au commencement du printemps, était déjà dans l'Allemagne orientale, en ligne sur l'Oder. Son énorme avant-garde, le corps de Davout, s'avançait vers la Vistule. Napoléon tâchait encore d'endormir Alexandre par un prétendu projet de conférence entre les deux empereurs, comme à Tilsit ou à Erfurt. Alexandre répondit en offrant de désarmer et de traiter amiablement les divers points contestés, à condition que Napoléon promît d'évacuer la Vieille Prusse, le grand-duché de Varsovie et la Poméranie suédoise. Ce pays, quoique la rupture ne fût pas déclarée entre la France et la Suède, avait été en partie occupé par nos troupes.

Cette réponse indiquait que l'empereur de Russie avait perdu tout espoir de paix (8 avril 1812). Trois jours auparavant, un traité secret avait été signé à Stockholm entre la Russie et la Suède. L'ancien général de la République française qui régnait déjà en Suède sous le nom du roi Charles XIII se retournait contre la France impériale. Le gouvernement suédois, c'est-à-

dire Bernadotte, s'alliait à la Russie et lui garantissait définitivement la Finlande, à condition que les Russes aideraient les Suédois à conquérir la Norvége. La Norvége conquise, Bernadotte descendrait en Allemagne pour prendre les Français à revers. Alexandre, en même temps, faisait un nouvel effort pour s'assurer la paix avec les Turcs, en renonçant à la Valachie et à la Moldavie, et en ne demandant plus que la cession de la Bessarabie.

Informé que l'avant-garde française avait passé la Vistule, Alexandre partit, le 21 avril, de Saint-Pétersbourg pour Vilna, point central entre les deux armées russes du Dniéper et de la Dwina. A cette nouvelle, Napoléon, de son côté, partit de Paris (9 mai). Afin de gagner un peu de temps, il envoya M. de Narbonne réitérer auprès d'Alexandre la proposition d'une entrevue sur le Niémen. A son passage à Dresde, il tint une sorte de cour plénière, qui renouvela toutes les splendeurs d'Erfurt, moins la présence du monarque de l'Orient que l'empereur d'Occident allait maintenant combattre. L'empereur d'Autriche, le roi de Prusse, tous les princes allemands affluèrent à Dresde comme autour d'un roi des rois. Napoléon apprit à Dresde, par le retour de M. de Narbonne, qu'Alexandre ne céderait ni n'attaquerait : c'est tout ce qu'il voulait, cela lui donnait quelques semaines pour préparer l'entrée en campagne. Il rêvait encore alors le concours de la Turquie et de la Suède. Les Turcs, qu'il avait tant joués, le jouaient à leur tour et lui laissaient espérer leur alliance, tandis qu'ils ne songeaient qu'à la paix. Quant à la Suède, Bernadotte hésitait au moment de tirer l'épée contre son ancienne patrie et ses anciens frères d'armes. Il eût voulu pouvoir mettre d'accord son passé et son ambition, et il était prêt à déchirer son pacte avec la Russie, si Napoléon consentait à lui livrer la Norvége, sauf à dédommager le Danemark par la Poméranie suédoise et d'autres territoires allemands. Il avait donc fait de nouvelles ouvertures secrètes à l'empereur. Napoléon y avait répondu en réitérant l'offre de la Finlande au lieu de la Norvége. Bernadotte insista : il ne croyait pas la Suède assez forte pour se maintenir en Finlande d'une manière durable contre la Russie. Napoléon s'emporta, ne répondit

même plus, et Bernadotte s'engagea irrévocablement dans l'alliance anglo-russe.

La défection de Bernadotte a laissé en France d'amers souvenirs. Mais la justice commande à l'historien de rappeler que sa conduite avait été irréprochable jusques et y compris le 18 Brumaire : que, jusque-là, il avait toujours été fidèle à la patrie comme à la liberté. Plus tard, l'exemple de Napoléon avait instruit ses lieutenants à ne plus penser qu'à leur grandeur personnelle, et les idées de patrie et de devoir s'étaient obscurcies dans leur esprit, depuis la création arbitraire de cet Empire sans bornes qui devenait l'Europe et n'était plus la France.

La Suède se tournait contre nous. Qu'allait faire Napoléon de la Pologne? Il agitait de nouveau cette question avec lui-même à cette heure décisive. Il était alors assez disposé à rétablir la Pologne d'une certaine façon, en refaisant la nation par l'armée, la seule chose qui l'intéressât, par ce qu'elle pouvait ajouter à ses forces. La Pologne pouvait lui fournir 150,000 et peut-être 200,000 soldats : mais il n'en voulait pas faire les frais, et, comme en 1806, il entendait que la Pologne fît tout pour lui, sans s'engager au préalable avec elle. Au fond, il ne voulait se lier à rien ni avec personne. Tout était subordonné à la question de savoir s'il ferait ce qu'il avait dit à Cambacérès, c'est-à-dire s'il hivernerait sur les anciennes limites de la Pologne et de la Russie. Dans ce cas, le rétablissement de la Pologne sous une forme quelconque était inévitable : car il eût été obligé de l'organiser militairement en grand.

Il était parti de Dresde, le 29 mai, pour Dantzig, et de là pour les bords du Niémen. Il ne passa point par Varsovie, pour éviter de trop s'engager envers les Polonais.

Dès son entrée en Pologne, Napoléon avait commencé à trouver du mécompte dans les combinaisons et dans les moyens d'action de sa gigantesque entreprise. Les troupes auxiliaires allemandes pillaient les campagnes polonaises et en gaspillaient les ressources, comme eussent pu faire les Russes eux-mêmes. Une partie des charrois nouveaux, inventés par l'empereur, étaient trop lourds pour ces pays de plaines fangeuses. L'épizootie se mettait déjà parmi les grandes agglomérations de

bœufs et de jeunes chevaux. L'immense état-major de cette immense armée encombrait les routes de ses voitures et de ses luxueux bagages. La confusion apparaissait déjà dans ces masses qui dépassaient toutes les proportions connues.

Napoléon y remit l'ordre autant qu'il put, en ordonnant la réduction au nécessaire de tout ce qui était voitures de transport; mais, au lieu de donner en exemple l'ordre admirable et tout exceptionnel qui régnait dans le corps de Davout, il ne reconnut les grands services de ce maréchal que par de la froideur et presque de la défaveur. Tout ce qui dépassait un certain niveau l'offusquait. Il trouvait à Davout trop d'autorité sur l'armée.

Il jugeait le moment d'agir venu : il manda, le 16 juin, à notre ambassadeur Lauriston de prendre ses passe-ports, sous prétexte que la demande faite à la France par Alexandre d'évacuer la Prusse et la Pologne était un outrage intolérable. Il partit le lendemain de Kœnigsberg pour se mettre à la tête de l'armée.

Les armées russes s'étaient portées toutes deux en avant, l'une de la Dwina, l'autre du Dniéper; elles occupaient la Lithuanie; l'armée de la Dwina avait son quartier général à Vilna et ses avant-postes à Kowno, sur le moyen Niémen : celle du Dniéper avait son quartier général à Minsk et ses avant-postes à Grodno sur le haut Niémen; elles comptaient en tout 250,000 hommes. Napoléon en avait à sa disposition immédiate 400,000. Il résolut de couper les deux armées ennemies, l'une de l'autre, en franchissant le Niémen dans l'angle qu'il forme auprès de Kowno, point où, après avoir coulé du sud au nord, ce fleuve tourne brusquement à l'ouest. L'empereur décida que la masse principale de l'armée française passerait avec lui à Kowno; qu'un corps, sous Macdonald, passerait plus bas à Tilsit, et que deux autres corps, sous le prince Eugène et le roi Jérôme, passeraient plus haut entre Kowno et Grodno.

Dans la nuit du 23 au 24 juin, le général du génie Eblé jeta trois ponts de bateaux sur le Niémen, à une lieue et demie au-dessus de Kowno. La rive occupée par les Français dominait et, pour ainsi dire, enveloppait la rive opposée, à cause du coude

que fait le fleuve. L'ennemi ne tenta point de disputer le passage. Le 24, au point du jour, Napoléon fit lire devant l'armée une proclamation éclatante et menteuse. Il y prétendait que la Russie exigeait, avant toute explication, que les aigles françaises eussent repassé le Rhin, en laissant nos alliés à sa merci : qu'elle plaçait les Français entre le déshonneur et la guerre. L'armée applaudit et marcha en avant. 200,000 soldats, les plus belles troupes qu'il y eût au monde, formés en trois longues colonnes, défilèrent, durant bien des heures, sur les trois ponts du Niémen. Un soleil éblouissant faisait étinceler ces torrents de casques et de cuirasses, de baïonnettes et de canons. Ce fut la plus magnifique et la plus colossale des pompes de l'Empire.

200,000 autres combattants franchirent le Niémen, les jours suivants, sur trois autres points.

Ainsi commença la campagne de Russie.

CHAPITRE XII

EMPIRE, SUITE. — CAMPAGNE DE RUSSIE. — BATAILLE DE LA MOSKOWA. INCENDIE DE MOSCOU. PASSAGE DE LA BÉRÉSINA.

(24 Juin — mi-Décembre 1812.)

Napoléon avait résolu d'aller droit à Vilna, où était le quartier général de l'empereur Alexandre. Après avoir franchi le Niémen, il courut s'assurer à Kowno le passage de la Wilia, rivière qui vient de Vilna se jeter à Kowno dans le Niémen. Il n'attendit pas d'avoir rétabli les ponts brûlés par les Russes. Sur un signe de sa main, les lanciers polonais de sa garde poussèrent leurs chevaux dans la Wilia ; mais la violence du courant rompit leurs rangs, et un certain nombre de ces braves gens furent engloutis. Triste présage pour tant de milliers d'hommes qui, les uns avec un aveugle enthousiasme, les autres par une obéissance forcée, allaient être immolés aux passions d'un seul !

Alexandre n'essaya pas de disputer Vilna aux Français : il évacua cette ville en ordonnant la retraite de la première armée russe vers un camp retranché qui avait été préparé à Drissa, sur la Dwina. Il envoya à la seconde armée l'ordre de se replier du Niémen sur le Dniéper, en se rapprochant de la première armée (26 juin 1812).

Alexandre, à son départ de Vilna, fit une dernière tentative pour reprendre les négociations ; il demanda que les Français s'arrêtassent sur le Niémen. Napoléon répondit qu'il ne négocierait qu'à condition d'occuper la Lithuanie jusqu'à la Dwina et au Dniéper, et qu'il ne ferait la paix que moyennant une coopération sans réserve de la Russie contre l'Angleterre.

L'envoyé russe avait trouvé Napoléon à Vilna. Les Français étaient entrés, dès le 28 juin, dans cette capitale de la Lithuanie, et y avaient été accueillis joyeusement par les habitants, Polonais de cœur.

On était donc encore là en pays ami, et les opérations commençaient à peine. Et, cependant, les troupes manquaient déjà de pain, de sel et d'eau-de-vie, et se voyaient réduites à manger de la viande sans sel, avec de la farine délayée dans de l'eau. Les chevaux étaient déjà très affaiblis, faute d'avoine; la fatigue faisait déjà beaucoup de traînards. Les immenses convois de vivres préparés avec tant de soins par Napoléon restaient en arrière : ses calculs étaient déjoués par les distances démesurées et par l'encombrement.

A partir du 28 juin, les pluies d'orage et la mauvaise nourriture firent naître la dyssenterie parmi nos jeunes soldats : la mortalité se mit parmi les chevaux. On commença d'abandonner des charrois : les auxiliaires étrangers, les réfractaires et les conscrits français commencèrent à marauder et à déserter.

Napoléon fit une halte assez longue à Vilna, pour attendre les équipages et les convois et pour remettre l'ordre dans l'armée. Il eût mieux valu que cette halte précédât le passage du Niémen ; car, maintenant, c'était donner aux deux armées ennemies, qu'on avait obligées de se mettre en mouvement, le temps de se rejoindre.

Durant le séjour de Napoléon à Vilna, un grand mouvement politique s'était produit à Varsovie. On y avait proclamé la reconstitution de la Pologne en un seul corps de nation, et l'on y avait voté une confédération générale des Polonais selon l'ancienne coutume.

Si Napoléon eût accepté franchement ce mouvement, il eût réuni en un seul corps toutes les troupes polonaises et eût lancé cette armée nationale sur les anciennes provinces polonaises du sud-est, la Volhynie et la Podolie, encore occupées par les Russes ; elle les eût enlevées et eût couvert la droite de la Grande Armée française, bien plus solidement que ne pouvait le faire le corps auxiliaire promis par l'Autriche.

Napoléon n'en fit rien : il ne forma point d'armée polonaise

opérant en masse, par égards pour l'Autriche et même pour la Russie, avec laquelle il ne voulait pas s'interdire toute transaction. Il apportait ainsi des ménagements méticuleux et une prudence inopportune dans l'exécution d'une entreprise téméraire qui ne pouvait avoir chance de succès qu'à force d'audace et par les moyens les plus extrêmes.

Napoléon organisa la Lithuanie à part, avec une administration de gens du pays. Il autorisa cependant la Lithuanie à adhérer à la confédération polonaise, faisant ainsi les choses à demi. Le pays était ruiné par le blocus continental et par le séjour de l'armée russe ; nos maraudeurs, dont les bandes allaient croissant, ajoutaient à sa misère. On essayait de former quelques régiments lithuaniens, quelques gardes nationales; il fallait de l'argent : Napoléon n'en donna pas; il se borna à faire poursuivre et châtier sévèrement les maraudeurs.

Les déceptions avaient été grandes dans le fonctionnement de la gigantesque organisation conçue par l'empereur. On avait perdu, dans le trajet de l'Elbe au Niémen, une moitié des voitures, un tiers des chevaux, un quart des hommes qui conduisaient les charrois. Napoléon resserra et reconstitua le service des transports, créa de grands magasins de grains et de fourrages à Vilna et sur quelques autres points, et se mit en mesure de reprendre les opérations.

Il avait tâché de parer à l'inconvénient de laisser les armées russes se rejoindre. Il n'avait pas immobilisé toutes ses forces : sur sa droite, il avait chargé Davout, avec une partie de son corps d'armée, et le roi de Westphalie, Jérôme, avec un autre corps, de poursuivre et d'envelopper la seconde armée russe.

Davout partit de Vilna; le roi Jérôme arrivait par Grodno, et ils devaient se rejoindre en écrasant entre eux le général russe Bagration, qui se retirait du Niémen et tâchait de regagner la Bérésina et le Dniéper. Napoléon n'avait pas donné à Davout des forces suffisantes. Davout, qui était plus près de l'ennemi que Jérôme et qui n'était pas en état de combattre à lui seul Bagration, ne put se lancer avec autant de hardiesse et de rapidité qu'il aurait fallu. Le roi Jérôme, de son côté, venant de loin, était en retard, selon les calculs de Napoléon, sans qu'il y eût

de sa faute. Napoléon s'en irrita et envoya au roi Jérôme l'ordre de se placer sous le commandement de Davout. Jérôme, blessé des reproches de son frère, renonça au commandement de son corps. Davout essaya de le calmer et de le retenir. Deux ou trois jours se perdirent. Le général ennemi en profita pour précipiter sa retraite vers le Dniéper. Il n'y avait plus que la chance de le rejeter sur le bas du fleuve et de l'écarter pour plus ou moins longtemps de l'autre armée russe.

C'est ce que tenta Davout. Il devança Bagration à Mohilew, sur le Dniéper. Le corps de Jérôme était proche, mais n'avait pas encore rejoint. Bagration, très supérieur en nombre, attaqua (23 juillet). Il fut repoussé avec de grandes pertes; mais on ne put l'empêcher de passer le Dniéper plus bas et de continuer sa retraite au delà de ce fleuve, pour aller retrouver l'autre armée par un grand détour.

Quelques jours avant le combat de Mohilew, Napoléon avait reçu à Vilna une députation envoyée de Varsovie par la Diète polonaise. « Dites un mot! s'écria l'un des députés; dites un mot : — le royaume de Pologne existe! Et, à l'instant, ce mot deviendra la réalité. »

Napoléon fit une réponse circonspecte et embarrassée : il donna des encouragements, mais point de promesses formelles, et fit une réserve expresse quant à ce qui restait des provinces polonaises à l'empereur d'Autriche (14 juillet).

Cela jeta un grand froid et rendit impossible cet enthousiasme unanime que Napoléon exigeait des Polonais. En dehors de leurs troupes, qu'il avait fascinées, la défiance se répandit chez la plupart et le découragement chez beaucoup.

Napoléon quitta Vilna le surlendemain (16 juillet). Il remit en mouvement le gros de l'armée, dans le but de franchir la Dwina, de tourner le camp russe de Drissa et de couper de Moscou et de Saint-Pétersbourg la première armée russe, où se trouvait l'empereur Alexandre.

Les théoriciens allemands de l'état-major d'Alexandre avaient rêvé de faire du camp de Drissa un autre Torrès-Vedras et d'imiter la résistance de Wellington. L'imitation était fort maladroite; car on ne pouvait pas tourner Torrès-Vedras, et il n'en-

était pas de même ici. L'opinion se souleva parmi les généraux russes contre les Allemands qui avaient suggéré ce plan et contre l'empereur lui-même, qui se laissait guider par eux. Les ministres mêmes d'Alexandre trouvèrent moyen d'engager leur maître à quitter l'armée, afin de parcourir les grandes villes russes et d'y obtenir des populations les derniers sacrifices pour le salut « de la sainte Russie. » Alexandre partit en laissant le commandement à son ministre de la guerre, Barclay de Tolly.

La première armée russe évacua le camp de Drissa, menacé par les Français, et remonta la Dwina pour se rapprocher de Bagration, qui devait venir par le haut Dniéper et par Smolensk.

Napoléon suivit le mouvement de l'ennemi sur Witepsk, comptant que Davout serait à Smolensk avant Bagration.

Une partie de l'armée de Barclay de Tolly essaya d'arrêter notre avant-garde sur la rive gauche de la Dwina. Les Russes furent chassés de leur position près d'Ostrowno, dans deux brillants combats (25, 26 juillet). Le lendemain, les Français arrivèrent en vue de Witepsk et aperçurent l'armée russe en bataille derrière un ravin et une petite rivière. Notre avant-garde chargea aussitôt l'arrière-garde ennemie. Un détachement de voltigeurs du 9me de ligne, s'étant trop avancé au delà du ravin, fut comme submergé par une charge générale de la cavalerie russe. Cette poignée d'hommes ne se rendit pas, ne se rompit pas, se rapprocha du ravin, pour n'être point prise par derrière, et se défendit par une vive fusillade contre la multitude de cavaliers qui l'entouraient. Notre armée n'apercevait plus cette petite troupe et la croyait perdue. Quand un mouvement de nos colonnes en avant eut refoulé les escadrons russes, on vit se dégager de la mêlée nos intrépides voltigeurs. C'étaient 300 conscrits parisiens. Toute l'armée battit des mains. Ce fait d'armes est resté célèbre.

L'arrière-garde russe fut refoulée. Napoléon espérait un choc décisif pour la journée suivante. L'armée russe, exaspérée de reculer toujours, voulait se battre à fond. Son général, Barclay de Tolly, sur la nouvelle de l'échec de Bagration à Mohilew, résista au vœu des troupes, évacua Witepsk et se retira derrière

la petite rivière de Kasplia, pour tâcher de se maintenir dans l'intervalle qui sépare Witepsk de Smolensk et la haute Dwina du haut Dniéper. On le poursuivit pendant la journée du 28 juillet sans l'atteindre. La chaleur, dans ce pays du Nord, était en ce moment aussi accablante qu'en Égypte, et l'armée souffrait beaucoup. La cavalerie et le train d'artillerie étaient dans un état pitoyable. Il fallut renoncer à empêcher la jonction des deux armées ennemies. En continuant une poursuite qui épuisait nos soldats, on n'eût abouti qu'à obliger Barclay de Tolly et Bagration à se rejoindre plus loin.

Ainsi, les grandes combinaisons de Napoléon avaient échoué. Il avait fait reculer l'ennemi; mais il ne l'avait ni coupé ni enveloppé. Il avait manqué d'audace dans l'exécution de son audacieuse entreprise : si, arrivé à Vilna, il eût marché tout de suite en avant, à tout prix, il eût probablement réussi.

Son activité diminuait : on le voyait plus souvent en voiture, moins à cheval. Un embonpoint croissant appesantissait son corps; sa volonté paraissait moins forte et moins constante.

Cet insuccès pouvait être un grand bien, s'il le décidait à faire ce qu'il avait dit à Cambacérès. Il le répéta en rentrant à Witepsk : « La campagne de 1812 est finie; celle de 1813 fera le reste. » Il conçut le projet d'une grande ligne de défense s'étendant de Riga, c'est-à-dire de l'embouchure de la Dwina, jusqu'à Polotsk et à la Bérésina. — « Nous ne ferons pas, dit-il, la folie de Charles XII. Il faut vivre ici cette année, pour reprendre la guerre au printemps prochain; pour 1813, Moscou; pour 1814, Pétersbourg.

Au bout de quelques jours, tout cela était changé : les travaux de fortifications commencés étaient suspendus. — Que dirait-on de lui en France, en Europe? S'il hivernait en Pologne, l'effet de l'expédition était manqué. Son orgueil faisait taire sa raison : il annonça qu'on allait se remettre en marche.

Il y eut autour de lui de louables efforts pour le détourner de cette résolution fatale. Tout était contre, dans son entourage intime : l'ancien ambassadeur en Russie, Caulaincourt; le chef d'état-major général, Berthier; le grand-maréchal du palais, Duroc; l'intendant-général Daru; les deux aides-de-camp prin-

cipaux, le sagace Narbonne et le vaillant et sensé Mouton, comte de Lobau.

« L'empereur, dit Duroc, ne trouvera pas la paix à Smolensk, ou même à Moscou, plus qu'à Witepsk ; il sera seulement plus loin de la France. La paix fuira devant nous comme la bataille, et plus longtemps. Quand l'ennemi nous verra plus épuisés de marches, quand une grande partie de notre cavalerie sera démontée, il essayera d'une grande bataille ; vaincu, il se reformera plus loin, n'étant pas poursuivi, et il se recrutera vite, étant chez lui, au lieu que nous !... »

Napoléon ne pouvait méconnaître la force des raisons qu'on lui opposait ; mais il se raidissait avec passion. Il souffrait moralement et physiquement de cruelles angoisses. Il ne dormait plus qu'avec de l'opium. « Il faut, disait-il, réparer vite le temps perdu ! Il faut une immense victoire devant Moscou, une prise de Moscou qui étonne le monde ! — Duroc, il faut marcher ou mourir ! Un empereur doit mourir debout ! »

Daru, esprit juste et vigoureux, Berthier, caractère faible, mais dévoué, parvinrent, après Duroc, à émouvoir, à troubler l'empereur ; mais il ne céda pas. « Le sort en est jeté ! » s'écria-t-il.

Au moment de se remettre en mouvement, la Grande Armée, que Davout avait rejointe et qui s'étendait de Witepsk sur la Dwina à Orscha sur le Dniéper, était réduite à 250,000 hommes ; 150,000 avaient disparu dans le trajet du Niémen à la Dwina et au Dniéper. Très-peu avaient péri par le fer et le feu ; mais une masse énorme avait été enlevée par la maladie, le maraudage et la désertion. On avait perdu la moitié des 150,000 chevaux de trait ramassés en tous pays. Le corps d'armée de Davout, grâce à la sage administration de ce maréchal, était beaucoup moins diminué que les autres.

Pour pouvoir se porter en avant, il fallait assurer, sur notre gauche, la longue ligne de la Dwina jusqu'à la mer : cette précaution prise, Napoléon ne pouvait plus marcher sur Moscou qu'avec 175,000 hommes. C'étaient, il est vrai, les meilleurs qui restaient, les vieux soldats et les hommes d'élite.

Napoléon revenait toujours à l'idée de tourner l'ennemi. Il

avait arrêté un plan pour passer le Dniéper à Smolensk, en arrière de l'armée russe. Pendant ce temps, l'ardent Bagration, qui avait rejoint la première armée, et les autres généraux poussaient Barclay de Tolly à prendre l'offensive. Les Russes tâchèrent de profiter de ce que nos quartiers étaient un peu espacés. Ils tentèrent de nous surprendre et furent repoussés (8 août). Le prudent Barclay ordonna encore une fois la retraite. L'armée française franchit le Dniéper à quinze ou vingt lieues au-dessous de Smolensk et se porta rapidement sur cette ville. Napoléon espérait y devancer l'armée russe; mais elle avait moins de chemin à faire que nous, et Bagration et Barclay de Tolly arrivèrent à temps pour secourir la place.

Les Russes ne purent se décider à abandonner sans combat cette grande ville, qui avait été si longtemps disputée entre eux et les Polonais, et qui leur tenait si fort à cœur. Napoléon espéra saisir enfin la journée décisive qu'il cherchait. Il attaqua sans hésiter. Les faubourgs de Smolensk furent emportés d'assaut et les Russes refoulés, avec grande perte, dans la vieille ville. Elle était entourée d'une épaisse muraille que nous n'étions pas en mesure d'escalader et que nos canons de campagne n'étaient point capables d'abattre. On tira par-dessus les murs avec des centaines de pièces, et nos boulets et nos obus, pendant le reste du jour et pendant la nuit, portèrent le ravage dans la ville et la mort dans les rangs de ses défenseurs, entassés sur les places et dans les rues (17 août).

On reconnut dans les remparts un point faible, et l'on prépara l'assaut pour le lendemain. Nos obus avaient allumé des incendies sur quelques points de la ville ; au milieu de la nuit, on vit soudain des torrents de flamme jaillir de toutes parts et l'embrasement prendre des proportions immenses. Les Russes, sentant l'impossibilité de défendre Smolensk, avaient résolu de le détruire plutôt que de nous l'abandonner.

Les Russes évacuèrent avant le jour la ville en feu. Les Français y entrèrent le lendemain et s'efforcèrent de sauver ce qui en restait. La plupart des habitants avaient fui. Notre armée ne montrait pas la joie ordinaire de la victoire. Elle était moins émue de ses pertes, fort inférieures à celles de l'ennemi

(6 ou 7,000 hommes de notre côté, presque le double de l'autre), que de l'acte terrible qu'avaient commis les Russes. Elle sentait quel caractère furieux et désespéré allait prendre la guerre à mesure que nous avancerions sur le vrai sol moscovite.

Les Russes avaient assuré leur retraite en brûlant le pont de bois du Dniéper. Cependant, leur répugnance à quitter Smolensk leur avait fait perdre du temps. On les poursuivit ; notre avant-garde les atteignit à quelques lieues au delà de Smolensk, à Valoutina. Les Russes furent chassés de leurs positions, après un grand carnage de part et d'autre; mais on ne réussit pas à les empêcher de passer le Dniéper un peu plus loin. Cette fois encore, Napoléon n'était point parvenu à les tourner (19 août).

Il était temps encore de s'arrêter, en bornant la campagne à conquérir, sur notre droite, la Volhynie et la Podolie, et, sur notre gauche, Riga et la Livonie. On ne peut nier qu'il n'y eût, à prendre ce parti, des difficultés et des inconvénients graves, soit que Napoléon hivernât en Pologne avec l'armée, soit qu'il retournât à Paris, en laissant l'armée à un de ses lieutenants. Davout seul eût été capable d'un si grand commandement. Il n'était pas douteux que cela ne compromît le prestige de l'Empire, et l'Empire ne vivait que de prestige. C'était la condition fatale d'une création politique hors de nature et qu'on ne pouvait soutenir pour un temps que par des moyens aussi extraordinaires que ceux qui l'avaient fait naître.

Entre ces inconvénients incontestables et les périls inouïs de la marche en avant, Napoléon éprouva de nouveau quelque hésitation. Il s'arrêta trois ou quatre jours à Smolensk. Il y reçut de bonnes nouvelles de nos deux ailes. Un corps russe qui avait tenté par la Volhynie une diversion contre le grand-duché de Varsovie avait été repoussé par nos auxiliaires autrichiens et saxons. Du côté opposé, sur la Dwina, le général Gouvion Saint-Cyr avait gagné une bataille près de Polotsk sur le général russe Wittgenstein. Napoléon donna enfin le bâton de maréchal à Gouvion Saint-Cyr, qui le méritait depuis si longtemps. Ces succès sur nos flancs et les rapports de Murat et de Davout, qui avaient suivi les Russes dans leur retraite et qui concluaient tous deux à la probabilité que l'ennemi accepterait

enfin la grande bataille dans une position choisie par lui, tout cela contribua à pousser Napoléon à suivre son penchant et à remettre l'armée en marche.

Il résolut d'avancer sa base d'opérations jusqu'à Smolensk et d'y appeler une partie de ses réserves sous le maréchal Victor. Il fit avancer également une portion de l'autre corps de réserve, celui d'Augereau, et remplaça en Prusse ces troupes par des régiments venus d'Italie. Il fit de tous les relais de poste de petites forteresses. Il ordonna de vastes approvisionnements dans la Lithuanie et la Russie blanche (le pays de Witepsk, Mohilew et Smolensk). Une partie des achats se soldait avec de faux roubles en papier. Napoléon avait fait fabriquer à Paris du faux papier-monnaie russe, comme autrefois Pitt avait, sinon fabriqué, du moins autorisé et aidé nos émigrés à fabriquer et à répandre de faux assignats. C'était aussi odieux et aussi honteux contre l'Empire russe que contre la République française.

Napoléon, ces précautions prises, crut avoir pleinement assuré les flancs et les derrières de la Grande Armée. Le fer et le feu, les garnisons, les détachements avaient réduit à 145,000 hommes les forces à la tête desquelles il se dirigeait sur Moscou. Les chefs étaient tristes : les soldats, qui avaient plus d'imagination que de prévoyance, étaient ranimés et réjouis, malgré tout ce qu'ils avaient déjà souffert, de l'idée d'aller prendre une capitale nouvelle et inconnue.

Les Russes, cependant, continuaient à s'éloigner en brûlant tout. On ne les trouva pas à Dorogobouge (25 août), ni à Wiasma (28 août) : on ne les trouva pas à Ghjat (31 août). Les chevaux diminuaient à vue d'œil. La difficulté de vivre augmentait. Les hommes qui s'écartaient pour chercher des subsistances étaient enlevés chaque jour par centaines par les Cosaques. Le chef d'état-major général Berthier fit une dernière tentative pour arrêter l'empereur. Napoléon s'emporta et le maltraita durement. Pendant ce temps, l'empereur Alexandre avait été d'abord à Moscou, puis à Saint-Pétersbourg, demander à la noblesse et au commerce de l'argent et des soldats. L'enthousiasme patriotique avait éclaté à Moscou. La noblesse avait voté la levée d'un homme sur dix parmi ses paysans ; le commerce avait voté

de larges subsides. A Saint-Pétersbourg, Alexandre se trouvait entouré, non plus seulement des grands seigneurs russes, mais des plus acharnés ennemis allemands et anglais de Napoléon. Il n'entendait autour de lui que protestations contre toute possibilité de transaction et de paix.

Les Russes, cependant, se lassaient du système de défense qu'ils avaient adopté de loin, et par réflexion et par entraînement, mais dont l'exécution blessait et irritait tous leurs sentiments. Leur armée s'indignait de reculer toujours et de détruire elle-même son propre pays : l'opinion se soulevait avec inconséquence contre le général en chef Barclay de Tolly, qui n'avait fait que ce qu'avait prescrit à l'avance l'opinion elle-même : attirer les Français au fond de la Russie, en leur refusant le choc décisif qu'ils cherchaient. Les masses le soupçonnaient de trahison, parce qu'il était d'origine étrangère (de famille écossaise). Alexandre fut obligé de lui retirer le commandement, pour en investir le vieux Kutusoff, le vaincu d'Austerlitz, resté populaire malgré cette grande défaite.

Des renforts avaient reporté l'armée russe à 130,000 hommes. On ne pouvait plus lui refuser la bataille, maintenant que les Français approchaient de la « sainte Moscou ». Kutusoff prit position pour nous attendre, à Borodino, près de la Moskowa, la rivière de Moscou, à une vingtaine de lieues en avant de cette capitale.

Les Français étaient déjà entre Ghjat et Borodino ; mais le temps était devenu affreux : la pluie froide et la boue avaient succédé à la chaleur et à la poussière ; nos canons et nos caissons s'embourbaient ; les chevaux s'abattaient et ne se relevaient plus. Murat et Ney, les plus ardents, les plus impétueux de nos généraux, ceux qui voulaient toujours courir en avant, déclarèrent eux-mêmes à l'empereur qu'on ne pouvait aller plus loin sans exposer l'armée à périr.

Napoléon fut ébranlé. — « Eh bien ! dit-il, si le temps ne change pas demain, nous nous arrêterons..... »

Les pluies d'automne, malheureusement, ne continuèrent pas. Le 4 septembre, le soleil se leva resplendissant : le ciel s'épura.

On se remit en marche.

On arriva le lendemain devant Borodino.

L'armée française venait de franchir les plateaux élevés qui séparent les eaux allant vers la Baltique de celles qui coulent vers la mer Noire et la mer Caspienne, c'est-à-dire vers l'Asie. On commençait à redescendre dans le bassin du grand fleuve Volga, vers les forêts de la Moscovie. L'armée suivait le cours d'une petite rivière appelée Kolocza, qui, un peu au delà du bourg de Borodino, se jette dans la Moskowa. On rencontra, sur la rive droite de la Kolocza, un premier corps russe appuyé à une redoute sur un côteau voisin du village de Schwardino. Ce corps fut culbuté et la redoute enlevée par notre avant-garde le soir même. Napoléon, maître de cet avant-poste et de la plaine qui l'environne, prit ses dispositions pour la grande bataille.

Les lignes russes formaient un triangle dont un côté bordait la rive droite de la Kolocza, un autre s'allongeait au sud, perpendiculairement à cette rivière ; une chaîne de monticules s'élevait sur ces deux côtés du triangle : ils étaient plus escarpés le long de la Kolocza, plus accessibles en s'éloignant de la rivière. De ce côté, les Russes avaient donc renforcé leurs positions par des retranchements en terre. Davout proposa de tourner l'ennemi et de l'acculer dans l'angle que forment, à leur jonction, la Kolocza et la Moskowa. Napoléon craignit que les Russes, s'ils se voyaient tournés, ne lui échappassent encore une fois par une retraite rapide. Il préféra, pour en finir, les attaquer et forcer de front leurs positions, au prix de flots de sang. Il résolut de porter l'attaque principale sur les fortifications ennemies, là où la Kolocza ne les protégeait point, fortifications qui consistaient en une grande redoute sur un mamelon et trois ouvrages en forme de flèche sur un autre. Sur la gauche de la Kolocza, on donnerait l'assaut au village de Borodino, pour détourner l'attention de l'ennemi, et, à l'extrême droite, les troupes polonaises s'engageraient dans de grands bois pour aller déboucher sur le flanc des Russes.

Les forces étaient à peu près égales : l'armée française comptait environ 127,000 combattants et 580 canons ; les Russes avaient environ 120,000 hommes de troupes de ligne et 8 à

10,000 Cosaques ; quelques milliers de miliciens mal armés, qui venaient d'arriver de Moscou, ne pouvaient sérieusement entrer en ligne.

Napoléon donna un jour de repos à notre armée avant le grand choc. Le soldat français était revenu à sa gaîté insouciante et à sa pleine confiance : le Russe témoignait une sombre exaltation et un religieux enthousiasme. Le soir, les prêtres (popes) promenèrent aux flambeaux, de bivouac en bivouac, une madone, une image antique de la Vierge et de l'Enfant Jésus, qu'ils prétendaient sauvée miraculeusement par les anges de l'incendie de Smolensk.

Le 7 septembre, le soleil se leva, rouge de sang, entre les nuages. Napoléon dit à ses généraux : « Voilà le soleil d'Aus- « terlitz. » A cinq heures et demie du matin, un coup de canon donna le signal, et cent vingt pièces d'artillerie ouvrirent le feu sur les ouvrages russes. A gauche de la Kolocza, le corps du prince Eugène chassa les Russes de Borodino. La prise de Borodino confirma Kutusoff dans l'idée peu vraisemblable que les Français voulaient attaquer son centre par Borodino. Il s'obstina à maintenir ses principales forces sur la droite de Borodino, ce qui favorisa la grande attaque des Français contre la gauche des Russes. Davout commença l'attaque des trois flèches : il enleva celle qui était à notre droite. Le corps de Ney emporta la flèche de gauche. Bagration, qui commandait l'aile gauche des Russes, fit des efforts désespérés, reprit la flèche de gauche, puis la reperdit. Après une lutte terrible, les trois flèches et le plateau qu'elles défendaient nous restèrent.

Pendant ce temps, le corps du prince Eugène, après avoir réussi dans sa fausse attaque contre Borodino, marchait au vrai but que lui avait assigné Napoléon et emportait d'assaut la grande redoute, qui se trouvait entre la Kolocza et le mamelon des trois flèches.

De très grands résultats étaient ainsi obtenus dès dix heures du matin. Murat et Ney, qui dirigeaient notre droite depuis que Davout avait été mis hors de combat par une forte contusion, envoyèrent demander à Napoléon tous les renforts possibles et la garde impériale elle-même. Ils se croyaient certains d'ache-

ver la journée en une heure et d'écraser le gros de l'armée russe entre la Kolocza et la Moskowa.

Napoléon était à une certaine distance en arrière, à Schwardino, pour diriger l'ensemble de la bataille. Il ne pouvait voir de là ce que voyaient très bien Murat et Ney : il ne se décida pas à lancer ses réserves et n'envoya qu'une seule division. Kutusoff, au contraire, expédia des forces considérables pour tâcher de recouvrer les positions qu'il avait laissé perdre. Murat et Ney, insuffisamment renforcés, ne purent pousser leur avantage, et, le prince Eugène n'engageant pas à temps tout ce qu'il avait de troupes, la grande redoute fut reprise par l'ennemi.

Les Russes ne réussirent pas de même à reprendre les trois flèches : mais une épouvantable lutte se prolongea autour de ces ouvrages et du village de Séménoffskoïé, situé sur un plateau un peu au delà. Les masses françaises et russes s'exterminaient sur les deux plateaux et dans le ravin qui les sépare. La plupart des généraux, des deux côtés, tombaient les uns après les autres, tués ou hors de combat. Là périt le plus renommé de nos généraux de cavalerie, Montbrun. Les Russes perdirent leur intrépide Bagration. Murat et Ney semblaient invulnérables, quand tout était frappé autour d'eux. Ils reprirent l'offensive, à la nouvelle que les Polonais de Poniatowski débouchaient des bois sur la gauche des Russes, et ils demandèrent de nouveau la garde à Napoléon.

Napoléon céda, cette fois ; mais, au moment où il se mettait en marche avec la garde, un grand tumulte se produisit sur notre gauche, de l'autre côté de la Kolocza, autour de Borodino. Une masse de cavalerie russe, escadrons réguliers et Cosaques, avaient franchi la Kolocza et se jetaient sur nos bagages et sur les quelques troupes que nous avions à la gauche de la rivière. Une division d'infanterie repoussa cette irruption ; mais Napoléon s'était arrêté jusqu'à ce qu'il eût pu juger de l'importance de l'incident : le temps s'était perdu, et Kutusoff avait envoyé de nouvelles forces arrêter la marche en avant de Murat et de Ney.

Le mouvement tournant projeté par ces deux généraux n'était

plus possible. Napoléon jugea que le point décisif était maintenant la grande redoute. A défaut de la garde, il avait du moins envoyé toutes ses réserves d'artillerie. Deux cents canons foudroyèrent le centre des Russes ; puis Murat lança toute notre grosse cavalerie. Nos cuirassiers enfoncèrent la cavalerie russe, dépassèrent la grande redoute, qui était ouverte à la gorge, la prirent à revers et sabrèrent l'infanterie qui la défendait. La cavalerie de la garde impériale russe fondit sur nos cuirassiers, les refoula un moment, puis fut à son tour renversée par eux et rejetée derrière les lignes de l'infanterie russe. L'infanterie du prince Eugène s'établit sur le plateau de la grande redoute, pendant que Murat et Ney s'avançaient au delà de Séménoffskoïé, sur le flanc gauche de l'ennemi. « Notre armée entière, dit M. Thiers, « forme ainsi une ligne brisée qui enveloppe « dans un angle de feu l'armée russe horriblement décimée. « Celle-ci rétrograde lentement sous une affreuse mitraille. » Elle s'adosse à un bois et reste là immobile et serrée sous le feu d'une immense artillerie.

On pouvait, par un dernier effort, briser cette masse et la jeter dans la Moskowa ; mais il fallait faire charger à fond la garde, 18,000 hommes d'élite qui étaient la ressource suprême : Napoléon ne s'y décida pas. Il préféra démolir l'armée ennemie, comme on démolit un rempart, à force de boulets. Il restait plusieurs heures de jour : Napoléon mitrailla jusqu'au soir les masses russes avec près de 400 canons. Des milliers d'hommes, avec une constance admirable, se laissèrent tuer sans reculer d'un pas.

Une impression d'horreur restait dans tous les cœurs à la fin de cette journée. La nuit qui venait ne fut pas la nuit triomphante d'Austerlitz ou d'Iéna. Le champ de bataille offrit, le lendemain, aux vainqueurs un spectacle épouvantable, inouï. On ne peut dire sans effroi le chiffre des morts et des blessés : 90,000 hommes, les uns étendus sans vie, les autres se tordant parmi les convulsions de la douleur, jonchaient à perte de vue les plateaux et les ravins. C'était le plus vaste carnage qu'eussent jamais connu les temps modernes. Près des deux tiers des victimes étaient russes : l'artillerie russe, durant la

seconde moitié de la journée, n'avait plus été capable de tenir tête à la nôtre. Les pertes étaient moins inégales dans les états-majors : ils étaient tous deux quasi exterminés. Napoléon lui-même, si peu soucieux de la vie humaine, semblait effrayé. Contre son ordinaire, il diminua dans ses dépêches le nombre des morts ennemis.

Kutusoff se retira, le lendemain matin, avec ses débris mutilés, mais non désorganisés. Son arrière-garde essaya encore de se défendre contre notre avant-garde sur la route de Moscou, à Mojaïsk, puis à Krimskoïé (9, 10 septembre). Le 13, l'armée française arriva en vue de Moscou.

Kutusoff avait promis au gouverneur de Moscou, Rostopchin, de défendre à outrance cette capitale. Livrer une seconde bataille en avant de Moscou, avec une cinquantaine de mille hommes contre 100,000 Français, c'était se faire anéantir. Se battre dans Moscou même, en appelant la population aux armes, c'était faire brûler cette grande ville, construite presque toute en bois sauf les palais et les églises, mais faire beaucoup de mal aux Français, tout en se ménageant la possibilité de s'échapper avec la plus grande partie de ce qui restait de l'armée. Les Russes n'étaient nullement décidés à renouveler ainsi à Moscou ce qu'ils avaient fait à Smolensk : à détruire eux-mêmes ce qu'ils savaient bien que les Français ne détruiraient pas. Après un conseil de guerre très orageux, Kutusoff décida la retraite au sud de Moscou, pour se placer ensuite sur le flanc des Français, en restant en communication avec les provinces fertiles du sud.

C'était le meilleur plan au point de vue militaire; mais l'idée de voir « la ville sainte » au pouvoir de l'étranger exaspéra le patriotique fanatisme des vieux Russes et suscita dans un esprit bizarre et sombre une résolution désespérée et terrible. Le gouverneur Rostopchin avait toujours été malveillant pour la France et pour la Révolution ; néanmoins, comme il n'aimait pas mieux les Anglais et croyait leurs intérêts plus opposés à ceux de la Russie, il avait, au temps du Consulat, présenté à l'empereur Paul un plan hardi d'alliance avec la France contre l'Angleterre et de partage de l'Empire turc entre la Russie, la France et

l'Autriche. La part de la France eût été l'Égypte et la Grèce maritime. Mais l'invasion de sa patrie l'avait exalté jusqu'à la fureur, et il aimait mieux voir sa ville bien-aimée anéantie que livrée au conquérant. Quelques paroles échappées plus tard à l'empereur Alexandre sembleraient indiquer que Rostopchin avait eu cette pensée à l'avance et qu'Alexandre l'avait approuvée. Rostopchin enjoignit à tous les habitants de Moscou de sortir de la ville avec l'armée. Il accumula une masse de matières inflammables, fit sortir de prison tous les condamnés, et leur donna la mission, dès que l'armée et la population seraient parties, de mettre le feu à la ville.

Puis, il sortit de Moscou, le 14 septembre au matin, à la suite de l'armée, laissant son palais rempli de toutes ses richesses et n'emportant, suivant ses propres paroles, que le vêtement qu'il avait sur le corps.

Toute cette journée du 14 septembre fut une longue scène de désolation. Moitié par habitude d'obéissance, moitié par la terreur d'un vainqueur inconnu, l'immense majorité d'une population de 300,000 âmes abandonna ses demeures en gémissant et en emportant, comme elle pouvait, ce qu'elle avait de plus précieux. Il resta cependant une cinquantaine de mille âmes, parmi lesquelles les étrangers et les gens instruits, qui ne croyaient pas aux contes répandus sur la prétendue férocité de l'armée française. Ceux-ci, au contraire, attendaient nos soldats comme des sauveurs, en voyant les bandits délivrés par Rostopchin piller de concert avec ce qui était resté de la populace.

Ce jour si douloureux pour les Russes fut au contraire une journée de joie et d'illusion pour nos soldats ; la dernière joie de la Grande Armée ! Quand on découvrit, du haut d'une colline, la grande cité avec tous ses dômes dorés, ses clochers de forme orientale, ses toits brillants en tuiles vernissées de toutes couleurs, et les monuments du Kremlin, la citadelle des tsars, un long cri d'enthousiasme courut dans tous les rangs. Après la capitale de l'Égypte, toutes les grandes capitales du continent européen se seraient donc ouvertes à nos drapeaux, jusqu'à cette lointaine cité qui s'élève aux confins de l'Europe et de l'Asie ! Nos généraux eux-mêmes oublièrent et les horreurs de

la Moskowa et leurs funèbres pressentiments. Napoléon se crut justifié.

Napoléon attendait que les magistrats lui apportassent les clefs de la ville, comme à Vienne ou à Berlin. Personne ne parut. Nos troupes, à leur entrée, virent les rues désertes, sauf quelques Français qui accoururent implorer leur protection contre les bandits. Au lieu de la population fugitive, on trouva dans la ville 15,000 blessés russes recommandés par leurs généraux à l'humanité des Français.

Napoléon ne fit son entrée que le lendemain : le silence et la solitude environnaient l'armée ; la gaîté d'un moment faisait place à une impression d'étonnement et de tristesse. Napoléon s'installa au Kremlin, dans le château des tsars. Nos généraux s'établirent dans les palais des grands seigneurs russes. Là, enfin, ils trouvèrent à qui parler. De nombreux domestiques les attendaient au milieu d'un luxe éblouissant et raffiné. Les maîtres fugitifs avaient espéré assurer ainsi le salut de leurs somptueuses résidences. Dans les habitations plus modestes on trouvait partout des vivres et des ressources de tous genres. L'armée, tout en regrettant le départ des habitants, commençait à se trouver bien dans cette grande cité abandonnée; elle se réjouissait d'avoir pu entrer pour la première fois dans une ville russe non incendiée par les Russes et dans une ville qui était la capitale même de la vieille Russie. On croyait apercevoir la paix derrière la victoire.

Cette joie ne fut pas de longue durée. Le 15 septembre, le jour même de l'entrée de Napoléon, le feu éclata dans le grand bazar du quartier appelé la Ville chinoise, qui est situé au pied du Kremlin et qui est le centre du commerce de la Russie avec le haut Orient. Des richesses immenses disparurent dans les flammes.

Durant la nuit, le vent d'est se leva avec violence et porta l'incendie dans les quartiers de l'ouest, où se trouvaient les rues les plus riches et les plus belles de Moscou. Ces longues lignes de constructions en bois s'enflammèrent avec une rapidité effrayante.

On n'avait cru d'abord qu'à un accident et à un malheur ; mais

on aperçut des fusées sillonnant les airs et l'on saisit des hommes qui, portaient des matières inflammables. On leur arracha le terrible secret. On courut aux pompes ; Rostopchin les avait emmenées ! Le vent semblait d'accord avec les incendiaires. Il sauta de l'est au nord-est, puis au sud-ouest, propageant ainsi l'incendie dans presque toutes les directions. Le Kremlin, à son tour, était menacé : les flammèches tombaient dans sa cour, remplie des caissons de notre artillerie, et auprès de l'arsenal, qui contenait des centaines de mille livres de poudre. Napoléon dut quitter le Kremlin et Moscou même. Il ne sortit pas sans peine de la ville embrasée, avec la plus grande partie de l'armée et ce qui était resté de la population ; ces malheureuses familles étaient chassées par les flammes des habitations où elles s'étaient d'abord tenues cachées.

Napoléon s'arrêta dans un château, à une lieue de Moscou, et l'armée, renonçant à une lutte impossible contre l'incendie, contempla du dehors avec stupeur cet effroyable spectacle, sous un ciel noir de fumée pendant le jour, rouge de feu et comme de sang pendant la nuit. Cela dura trois jours entiers, les 16, 17 et 18 septembre. Le feu ne s'arrêta qu'après avoir dévoré les quatre cinquièmes de la ville : la pluie succéda au vent ; le Kremlin fut sauvé et Napoléon y rentra le 19 septembre. La garde y était intrépidement restée et l'avait préservé.

En parcourant ces ruines fumantes, on reconnut un fait lamentable qui doublait l'horreur de la catastrophe : les 15,000 blessés russes avaient péri dans les flammes !

A l'incendie succéda le pillage ; nos soldats disputèrent à ce qui restait de populace dans Moscou les vivres, les vêtements, les débris des riches mobiliers qu'on retrouvait sous les ruines. Une partie de la population fugitive, qui avait vu de loin l'embrasement de la cité, rentrait pour chercher un abri et quelques ressources dans les restes de ses habitations détruites ou pour demander un morceau de pain à nos soldats.

Napoléon était tombé du haut de ses orgueilleuses illusions dans la terrible réalité. Il avait accompli son programme militaire ; il avait gagné la grande bataille : il était entré à Moscou. Et, maintenant, il n'avait rien dans les mains que l'ombre d'une

capitale morte; rien n'était fini; tout recommençait au contraire, et pour aller à quelle fin!

Il avait cru conquérir la paix, et, « sur chacun de ces palais « incendiés, dont il ne restait que les murs noircis, Napoléon « semblait lire ces mots écrits en traits de sang et de feu: « Point de paix..... guerre à mort... » (Thiers.)

Il fit trêve à ses sombres réflexions pour prévenir les suites immédiates de la catastrophe. Il arrêta le pillage et tâcha d'emmagasiner les ressources très considérables qu'on pouvait tirer d'entre les ruines. Il fit reconnaître la position de l'armée ennemie au sud de Moscou, et fit faire indirectement des ouvertures de paix à l'empereur Alexandre.

A quel parti Napoléon allait-il se résoudre? Tout le monde, autour de lui, eût voulu retourner droit en Pologne. Il se révoltait contre une telle retraite.

Il entra en négociation avec Kutusoff, qui ne chercha qu'à gagner du temps et qui, d'ailleurs, n'avait pas de pouvoirs. Kutusoff envoya seulement un aide de camp à Saint-Pétersbourg. Napoléon attendit la réponse à Moscou. Il comptait que, d'après les conditions ordinaires du climat, le froid n'arriverait pas avant la mi-novembre au plus tôt.

Il appela tous les hommes restés en arrière depuis Vilna, fit évacuer les blessés sur Vilna et commencer des travaux de défense au Kremlin, pour le cas possible d'un hivernage dans les ruines de Moscou. Il affectait l'assurance et fit rouvrir par des comédiens français ceux des théâtres qui n'étaient pas brûlés.

Alexandre n'était nullement disposé à traiter. Il était trop tard. Il avait signé définitivement son pacte avec l'Angleterre le 18 juillet, et s'était abouché avec Bernadotte à Abo en Finlande, le 28 août. Bernadotte avait renoncé à exiger qu'on l'aidât à conquérir immédiatement la Norvége, dont l'acquisition lui était garantie, et il avait promis d'opérer une descente sur les derrières des Français, en Danemark. Cela rendait disponible contre Napoléon le corps russe qui occupait la Finlande. Les conseils de Bernadotte à l'empereur de Russie se résumèrent en un mot; Persévérer.

Outre le corps de Finlande, Alexandre allait avoir à sa dispo-

sition contre nous l'armée du Danube. La paix était signée entre la Russie et les Turcs. La Turquie aurait dû vendre la paix à un adversaire qui en avait tant besoin ; elle l'avait au contraire achetée en cédant la Bessarabie, c'est-à-dire en donnant à la Russie l'accès aux bouches du Danube. C'était là un signe de sa profonde décadence.

L'alliance avec la Suède et la paix avec la Turquie couvrait ainsi la Russie sur ses deux flancs. Ces circonstances favorables n'étaient pas de nature à engager Alexandre à céder. Les grandes pertes d'hommes et de richesses, les cruelles dévastations de la guerre avaient cependant fait renaître un parti de la paix à Saint-Pétersbourg et jusque dans la famille impériale ; mais ce parti n'avait pas la majorité : l'ambassade anglaise et les émigrés allemands, le baron de Stein en tête, qui obsédaient et surexcitaient incessamment Alexandre, étaient soutenus par la passion nationale russe. Alexandre, relevé par la grandeur de la situation, ne montrait pas sa mobilité ordinaire. — « Il faut, disait-« il, que Napoléon ou moi disparaisse de la scène du monde ! » Il confia la flotte de Kronstadt aux Anglais, qui l'emmenèrent, de peur qu'elle n'eût le sort de la flotte hollandaise au Helder, quand la cavalerie française était venue la prendre sur la mer glacée. Il ordonna au général qui avait commandé contre les Turcs, Tchitchakoff, de ramener son armée du Danube sur le Dniéper et de rejoindre sur la haute Bérésina Wittgenstein, qui commandait du côté de la Dwina, afin de serrer Napoléon entre eux et Kutusoff.

Alexandre fit attendre sa réponse aux ouvertures de Napoléon, pour le retenir le plus possible à Moscou.

Le temps était beau et nous provoquait à nous remettre en route. Il nous restait, grâce à quelques renforts, 100,000 combattants solides et 600 canons bien approvisionnés ; mais les chevaux étaient dans un état pitoyable. L'incertitude de Napoléon était causée, moins par l'espoir de la paix (il l'avait peu), que par l'orgueil et par le sentiment que reculer était pour lui un grand danger politique ; il sentait que, s'il perdait une fois l'ascendant de la victoire, tout pouvait être perdu pour lui.

Il hésita s'il ne passerait pas l'hiver à Moscou. C'était le con-

seil hardi de l'intendant-général Daru, qui croyait qu'on y pourrait nourrir l'armée ; mais il y avait à ce parti des inconvénients énormes. Napoléon, après y avoir bien réfléchi, l'écarta. Il conçut l'idée de laisser garnison au Kremlin et d'aller hiverner au sud de Moscou, à Kalouga, sur la rivière d'Oka, pays moins froid et plus fertile, qui fait partie de la fameuse « Terre Noire » de Russie, où un humus profond remplace les sables du Nord.

C'était le seul parti raisonnable. Davout et Ney l'approuvèrent fort dans le conseil de guerre que tint l'empereur. L'hivernage en pleine Russie semblait mettre à couvert l'amour-propre de Napoléon ; cependant il avait tant de peine à commencer une marche rétrograde, qu'il traîna encore quatre ou cinq jours, quand le temps était si précieux.

Depuis les pourparlers avec Kutusoff, il y avait un armistice partiel. Le 18 octobre, Kutusoff, considérablement renforcé et se retrouvant à la tête de 80,000 soldats réguliers et de 20,000 Cosaques, fut poussé par ses lieutenants à rompre l'armistice et à se jeter sur le corps de Murat, campé à quelques lieues au sud de Moscou. Murat, qui s'était laissé surprendre, répara sa négligence à force de vaillance, et Kutusoff, craignant d'avoir devant lui Napoléon en personne, se retira. Ce vieux général, à qui nous devions avoir affaire jusqu'à la fin de cette désastreuse campagne, n'était point un grand capitaine ; mais c'était un esprit réfléchi, patient et rusé : il savait bien que son prédécesseur Barclay avait eu raison et que le seul moyen de venir à bout de Napoléon, c'était de ne pas lui donner les batailles qu'il cherchait. Il n'avait combattu à Borodino que contraint par son armée, et il était résolu à nous harceler, en évitant, s'il pouvait, les grands chocs.

Le gros de l'armée française quitta enfin Moscou, le 19 octobre, laissant au Kremlin le maréchal Mortier avec 10,000 hommes. La pensée de Napoléon était de garder Moscou tout en allant s'établir à Kalouga, après avoir battu ou refoulé devant lui Kutusoff; mais, quand il eut reconnu la forte position qu'occupait l'ennemi à Taroutino, sur la petite rivière de Nara, il jugea qu'il faudrait, pour l'en déloger, sacrifier plusieurs milliers d'hommes

et se mettre sur les bras une masse de blessés; il conçut alors un autre plan, qui était de tourner l'ennemi au lieu de l'attaquer, et d'aller, en arrière de lui, gagner Kalouga sans combat. Ceci déjouait tout le plan défensif de Kutusoff, mais nécessitait l'abandon définitif de Moscou. Napoléon expédia donc à Mortier l'ordre d'évacuer Moscou en faisant sauter les remparts du Kremlin.

La nouvelle conception de Napoléon était très bonne en elle-même ; mais elle exigeait la célérité de nos armées d'Italie et d'Austerlitz. Comment l'exécuter avec l'immense attirail qui alourdissait notre armée, avec ces voitures innombrables qu'encombraient les dépouilles de Moscou incendié, et toute cette colonie étrangère, toutes ces familles françaises et européennes qui se traînaient à la suite de nos colonnes, n'osant attendre dans les ruines de Moscou le retour des Russes ? Kutusoff fut averti à temps que nous quittions la route de Taroutino et que nous nous portions sur la droite ; il marcha rapidement sur Malo-Jaroslawetz, point où se rejoignent les deux routes qui mènent à Kalouga.

Les deux avant-gardes française et russe se rencontrèrent à Malo-Jaroslawetz. Après une lutte horriblement acharnée et meurtrière, où Malo-Jarosławetz fut six fois pris et repris, les troupes françaises et italiennes du prince Eugène restèrent maîtresses de cette ville en flammes, encombrée de 10,000 morts et mourants (24 octobre). Kutusoff se retira à une lieue en arrière, mettant devant lui une petite rivière et un ravin.

On ne pouvait percer sur Kalouga sans une nouvelle bataille. Napoléon assembla un conseil de guerre. Tous les généraux furent d'accord pour ne pas renouveler la lutte, à cause des masses de blessés dont on ne saurait que faire après une victoire qui aurait coûté cher. Davout conseilla, puisqu'on renonçait à Kalouga, de prendre une route intermédiaire entre celle de Kalouga et celle de Smolensk à Moscou, par laquelle on était venu. Cette dernière route était entièrement dévastée. Le pays que traversait l'autre était intact et offrait des ressources. C'était la seule chose sensée à faire. Les autres généraux s'entêtèrent à reprendre le chemin qu'ils connaissaient. On ne pouvait

choisir un parti qui fût pire. Mieux eussent valu encore les grands sacrifices d'hommes qu'eût coûtés la conquête de Kalouga. Presque tous les esprits étaient troublés autour de Napoléon, et lui, qui avait imposé à tous des volontés si déraisonnables, n'avait plus l'autorité morale de faire écouter la raison. Il ne se sentait plus le despotisme du succès.

Il céda au nombre. On retourna donc, de Malo-Jaroslawetz, rejoindre à Mojaïsk la route de Smolensk. On avait perdu toute une semaine en faux mouvements depuis le départ de Moscou. L'arrière-garde fut donnée à Davout. La cavalerie étant absolument éreintée, Davout fut obligé de faire le service de l'arrière-garde avec son infanterie seule. On était déjà forcé d'abandonner une foule de voitures et de faire sauter des caissons, faute de chevaux pour les traîner. On abandonnait, chose bien autrement cruelle, les blessés qui tombaient à l'arrière-garde, quand on ne pouvait les emporter sur les affûts des canons. Napoléon ne veillait plus lui-même aux détails ; il allait en tête de l'armée avec sa garde, ne regardant plus ce qui se passait derrière lui. Par un brutal emportement, il faisait brûler les villages qu'il traversait, sans se soucier s'il ôtait par là à l'arrière-garde, harassée, manquant de tout, les subsistances qu'elle y eût trouvées, la route n'étant pas dévastée jusqu'à Mojaïsk.

L'armée repassa par la Moskowa et par Borodino. Dans ce pays déserté de ses habitants, les morts de la terrible journée avaient été abandonnés aux loups et aux corbeaux. Le champ de bataille était un immense charnier. Et pour quel résultat tant d'horreurs, que d'autres horreurs allaient suivre !

Le froid commençait ; les nuits devenaient dures pour l'armée sans abri : Kutusoff marchait sur notre flanc gauche par la route qu'avait conseillée Davout, en sorte que son armée y trouvait à vivre et ne souffrait pas comme la nôtre ; puis il se rapprocha en nous harcelant sans nous attaquer à fond. Le découragement gagnait parmi nous, et une foule de soldats se débandaient, ne voulant plus se battre en voyant qu'on délaissait les blessés. La queue de l'armée, formée des gens sans armes, des fugitifs de Moscou, des traînards, s'allongeait de plus en plus.

Le 1er novembre, l'ennemi assaillit notre arrière-garde à un

passage difficile. On le repoussa. Le surlendemain, l'ennemi nous devança à Wiasma : Davout, Eugène et Ney s'ouvrirent le passage par de sanglants efforts. Le corps de Davout avait déjà perdu, depuis qu'il couvrait la retraite, la moitié de l'effectif qu'il conservait en quittant Moscou. Ce fameux premier corps de la Grande Armée, le mieux tenu, le plus solide de tous, de 72,000 hommes qu'il comptait en passant le Niémen, était réduit à 15,000 le 3 novembre, et le combat de Wiasma l'avait encore diminué. Napoléon le remplaça à l'arrière-garde par le corps de Ney. Mais, au lieu de rendre justice aux admirables soldats de Davout et à leur chef, il rejeta tout ce qui nous était arrivé de mal sur ce corps d'élite et sur ce vigilant, ce sage, cet inébranlable capitaine qui avait jusque-là supporté tout le fardeau de la retraite. C'était encore plus inique, s'il est possible, que la disgrâce de Masséna. Napoléon, du reste, semblait désormais fermer les yeux pour ne rien voir : on ne reconnaissait plus le général de l'armée d'Italie et d'Austerlitz.

Le froid augmentait : la grande neige arriva (9 novembre), la neige sèche avec la forte gelée et des tourbillons de vent glacé. Par une imprévoyance inouïe, nos régiments avaient laissé dans les magasins de Dantzig leurs vêtements les plus chauds, et un petit nombre de nos hommes avaient gardé les fourrures trouvées à Moscou. Ce qu'on avait emporté de vivres était consommé : on vivait des chevaux qui mouraient et d'un peu de farine délayée dans de l'eau ; on n'avait ni tentes ni abri durant les nuits, qui devenaient de plus en plus cruelles. L'égoïsme des grandes calamités gagnait d'heure en heure : l'instinct aveugle de la conservation étouffait le sentiment du devoir militaire chez une foule de malheureux abêtis par la faim et le froid. Quand on eut passé Dorogobouge, il restait à peine 30,000 hommes sous les armes et faisant le service.

Les nouvelles de nos deux ailes étaient mauvaises. Tchitchakoff, revenu du Danube et laissant derrière lui un corps russe pour tenir en échec nos Autrichiens et nos Saxons, arrivait sur la Bérésina. D'autre part, Gouvion-Saint-Cyr, après avoir repoussé vigoureusement une première attaque de Wittgenstein renforcé par les troupes de Finlande, avait été obligé, par l'infé-

riorité de ses forces, d'évacuer Polotsk et la ligne de la Dwina pour se replier derrière la rivière d'Oula. Cette retraite permettait à Wittgenstein et à Tchitchakoff de se réunir sur la haute Bérésina et de barrer le passage à Napoléon, à moins que Victor et Gouvion-Saint-Cyr, en se réunissant, ne parvinssent à les repousser.

Napoléon, à Dorogobouge, avait reçu, de France même, une étrange et stupéfiante nouvelle. L'Empire avait été renversé durant quelques heures de nuit, à Paris, par l'audace d'un seul homme.

C'était un officier de mérite, suspect à cause de ses opinions républicaines et mis en disponibilité en 1807, le général Malet. Depuis ce temps, Malet avait nourri la pensée d'abattre par un coup de main le régime impérial.

Dès 1808, Malet se trouvait à la tête d'une société secrète, dont les membres s'intitulaient *Philadelphes* (ceux qui aiment leurs frères). Lui et sa société furent initiés à une conspiration tramée par deux anciens conventionnels et par d'autres vieux républicains, dont le plus actif se nommait Demaillot. Le plan était de s'emparer de l'École militaire et des casernes, où l'on avait des intelligences ; d'insurger Paris, très mécontent alors de l'affaire d'Espagne, en profitant de l'absence de Napoléon, qui était à Bayonne ; de faire décréter par le Sénat l'abolition de l'Empire et de proclamer un gouvernement républicain provisoire, où l'on appellerait, avec Malet, Moreau, Lafayette, l'amiral Truguet, Lanjuinais, etc... Le projet, s'il était téméraire, n'était point démagogique.

Le complot fut à demi découvert. La police arrêta Demaillot, les deux conventionnels, deux généraux et quelques autres. Malet s'était échappé. Averti qu'on avait arrêté sa femme, il se livra pour la sauver. Il avait fait disparaître les preuves écrites. Le gouvernement étouffa l'affaire, ne fit point de procès et garda les conspirateurs dans ses prisons d'État. Il connaissait mal l'importance du rôle qu'avait joué Malet et finit par lui accorder d'être transféré dans une maison de santé, où on le surveilla peu.

Malet renoua le complot, mais dans des conditions aussi nou-

velles qu'extraordinaires. Pour être à l'abri des indiscrétions, il ne confia son nouveau plan à personne, et, tout en préparant des instruments autour de lui, on peut dire qu'il conspira seul. Son espoir se fondait sur la nature même du gouvernement impérial. Il voyait bien que, dans ce régime, les institutions n'étaient qu'une apparence et que tout tenait à un seul homme. Qu'un boulet emportât cet homme, tout croulait. L'annonce même fausse de la mort de Napoléon pouvait produire le même effet que sa mort réelle et permettre, à ce que croyait Malet, de relever la République plus brusquement encore qu'elle n'avait été abattue. Quand il sut Napoléon à Moscou, il jugea le moment venu. Il se procura des uniformes et des armes, s'évada, le 22 octobre au soir, de la maison où il était détenu, se rendit à la caserne Popincourt, occupée par une cohorte de la garde nationale mobilisée, et annonça au commandant que Napoléon était mort, et que le Sénat venait de rétablir la République.

Le commandant obéit à un faux ordre du Sénat, qui était censé avoir nommé le général Malet commandant de la force publique.

De la caserne Popincourt, Malet se transporta à la prison de la Force, où étaient détenus, pour motifs politiques, deux militaires distingués, les généraux Lahorie et Guidal : il les fit mettre en liberté et leur montra un faux décret du Sénat, instituant un gouvernement provisoire à la tête duquel étaient Moreau et Carnot : il chargea Guidal d'aller arrêter le ministre de la guerre, Lahorie d'arrêter le ministre de la police et de le transférer à la Conciergerie, tandis que lui, Malet, irait à l'état-major de la place s'emparer du commandant de place, le général Hulin. Il expédia au préfet de la Seine, au nom du Sénat, l'ordre de préparer l'Hôtel de ville pour l'installation du gouvernement provisoire, et, au colonel d'un des régiments de la garnison, l'ordre de faire fermer les barrières.

L'arrestation du ministre de la police réussit : Savary, duc de Rovigo, fut pris et emmené à la Conciergerie. Le colonel auquel on s'était adressé pour la fermeture des barrières obéit. Le préfet de la Seine, Frochot, abasourdi de l'annonce de la mort de

l'empereur, commença de faire disposer les appartements de l'Hôtel de ville. Tout réussissait jusque-là. Malet, pendant ce temps, s'était porté, avec un détachement de garde nationale, chez le général Hulin. Ce général, ancien garde-française et l'un des « vainqueurs de la Bastille », homme énergique, résiste aux prétendus ordres du Sénat. Malet le renverse d'un coup de pistolet, puis se rend, de chez le commandant de place, chez le chef d'état-major, à qui il avait écrit et qu'il croyait républicain. Ce colonel et un autre officier le saisissent à bras-le-corps, appellent des soldats, puis crient par la fenêtre aux gardes nationaux qu'on les trompe, que l'empereur n'est pas mort. Les gardes nationaux se troublent; les soldats crient : « Vive l'empereur! » On arrête Malet. A midi, tout était fini, le ministre de la police délivré et les autorités rétablies dans leurs fonctions. Paris apprit à la fois le renversement et le rétablissement de l'Empire.

L'impression du public fut un mélange de stupeur et de raillerie contre ces autorités qui s'étaient laissé si étrangement surprendre. Elles se vengèrent par des cruautés. Ce ne fut point la faute du ministre de la police, Savary. Ce ministre, capable de tout quand il s'agissait d'exécuter les ordres absolus de Napoléon, n'était pourtant pas foncièrement méchant; il n'eût voulu frapper que l'homme qui avait été à lui seul tout le complot et qui avait joué volontairement sa tête; mais le ministre de la guerre, le général Clarke, duc de Feltre, caractère faux, égoïste et sans entrailles, était l'ennemi de Savary et voulait multiplier les complices de Malet, pour rendre la police responsable de n'avoir pas découvert une grande conspiration. Grâce à lui, douze malheureux furent fusillés, sans avoir commis d'autre crime que d'avoir été trompés.

Napoléon, en apprenant ce bizarre évènement, dut sentir à quel point il s'abusait, s'il s'imaginait avoir fondé quelque chose. — « Eh quoi! s'écriait-il, on ne songeait donc pas à mon fils, à « ma femme, aux institutions de l'Empire! » — comme s'il y eût eu dans l'Empire d'autres institutions que sa personne.

Si Malet eût renversé l'Empire, eût-il réussi à rétablir la République? C'est bien douteux. La République n'est pas un gouver-

nement d'aventure. Le public n'était point alors préparé à son retour, et le grand œuvre de sa résurrection et de sa fondation définitive ne pouvait sortir que de la volonté réfléchie de la nation.

Napoléon secoua ses sombres prévisions pour parer à ses dangers immédiats. Il expédia ses instructions, d'une part, au prince de Schwarzemberg et au général Reynier, qui commandaient nos auxiliaires autrichiens et saxons en Pologne, d'autre part, au maréchal Victor, qui était à Smolensk, et au maréchal Oudinot, qui commandait sur l'Oula, en remplacement de Gouvion-Saint-Cyr blessé ; il leur prescrivit à tous de se concentrer vers la ligne de retraite de la Grande Armée, afin d'empêcher Wittgenstein et Tchitchakoff de la couper. Il ordonna d'envoyer de Vilna sur Smolensk et les principaux points de retraite de l'armée tout ce qu'on avait réuni de vivres, de vêtements, de chevaux.

Napoléon avait quitté Dorogobouge le 6 novembre, en continuant sa marche sur Smolensk et en détachant à sa droite le prince Eugène sur la route de Witepsk. A chaque montée, des chevaux s'abattaient pour ne plus se relever. On n'avait pas même emporté de clous à glace pour les ferrer. Voilà où aboutissaient la prévision universelle et les gigantesques préparatifs de Napoléon. Il fallait maintenant abandonner non plus seulement des bagages et des caissons, mais des canons. Beaucoup d'hommes restaient morts ou mourants de froid à chaque bivouac. Le corps du prince Eugène souffrit cruellement en passant à gué, avec de l'eau glacée jusqu'aux épaules, la petite rivière du Vop (9 novembre). Presque toute l'artillerie de ce corps resta embourbée dans le gué ou abandonnée sur l'autre rive, et beaucoup des fugitifs de Moscou, qui suivaient le corps italien d'Eugène, furent noyés ou abattus par les boulets des petits canons que menaient avec elles les bandes cosaques.

La marche que Napoléon avait prescrite à Eugène n'atteignit pas son but : Eugène eut avis que Witepsk était au pouvoir de l'ennemi, et dut se rabattre sur Smolensk. Napoléon, pendant ce temps, avait continué à suivre la route de cette dernière ville, tandis que Ney, à l'arrière-garde, essayait de retarder

l'ennemi. Ney se montrait là, avec des qualités d'un autre ordre, le digne successeur de Davout. C'était un homme de fer. Il semblait ignorer les besoins et les défaillances de la nature, et ne connaître ni la fatigue, ni la souffrance, ni la faim. Il allait le plus souvent à pied, au milieu des grenadiers, se mettant parfois, le fusil en main, à la tête d'un peloton d'infanterie pour chasser les ennemis qui nous serraient de trop près. Général et soldat, ranimant sans cesse de sa parole et de son exemple ses compagnons épuisés, jamais homme n'a mieux mérité le nom de héros.

Ney rentra le dernier dans Smolensk, où s'étaient réunis les débris de l'armée. La misère avait détruit la discipline ; les magasins de Smolensk avaient été envahis et pillés par les traînards, et même par les hommes restés fidèles au drapeau ; ces magasins d'ailleurs étaient loin de contenir les ressources qu'avait espérées l'armée.

Les nouvelles continuaient d'être mauvaises : non seulement on ne trouvait plus à Smolensk, comme point d'appui, le corps de Victor, que Napoléon avait été obligé d'envoyer joindre Oudinot ; mais Oudinot et Victor réunis ne s'étaient pas crus assez forts pour attaquer Wittgenstein et pour l'empêcher de se rapprocher de Tchitchakoff. Ces deux généraux russes étaient près de se rejoindre et de serrer entre eux et Kutusoff les restes de la Grande Armée.

Napoléon, dans ce grand péril, se montra au-dessous de lui-même. Il échelonna sur quatre marches ce qu'il avait encore de troupes en quittant Smolensk, et, de la sorte, éparpilla 36,000 combattants qui lui restaient : 36,000 sur les 100,000 sortis de Moscou ! le reste était mort ou traînait après avoir jeté les armes.

Napoléon partit donc de Smolensk le 14 novembre avec la garde, ordonnant à Eugène de partir le lendemain en poussant devant lui la masse débandée et désarmée. Davout partirait le troisième jour et Ney le quatrième.

Une telle combinaison supposait que Kutusoff ne tenterait jamais d'attaque sérieuse. Napoléon ne mit pas même le Dniéper entre lui et l'ennemi, et continua son chemin par la rive gauche.

Kutusoff attaqua; il laissa passer la garde avec Napoléon, puis tâcha de la couper d'avec le gros de l'armée. Eugène échappa et rejoignit Napoléon, grâce au dévouement d'un débris de l'armée d'Italie, la division Broussier, qui se fit écraser pour sauver le reste de la colonne; mais Davout et Ney étaient en arrière; Napoléon ne pouvait les abandonner sans se déshonorer. Il résolut de réparer sa faute en revenant sur ses pas, et il engagea à fond la garde, qu'il avait ménagée jusque-là comme sa dernière ressource. Bien qu'elle n'eût pas combattu, elle était réduite de 37,000 hommes à 10 ou 11 mille (17 novembre). Davout s'ouvrit le passage avec sa vigueur accoutumée, sauva les héroïques débris de la division Broussier, enveloppés d'un monde d'ennemis, et rejoignit Napoléon près de Krasnoë.

Davout était sauvé; mais Ney était loin encore. L'ennemi nous était fort supérieur en nombre. Les Russes, qu'on approvisionnait de l'intérieur de leur pays, avaient moins souffert que nous, et, tandis que nous étions réduits de 100,000 hommes à 36,000, Kutusoff, sur 80,000 soldats de ligne, en conservait 50,000. Il avait gardé toute son artillerie, pendant que nos canons jonchaient la route, formant avec nos morts des monticules çà et là sous la neige.

Les Russes manœuvraient afin de tourner Krasnoë et de nous couper la retraite sur Orscha, notre seul pont sur le Dniéper. Napoléon jugea impossible de se maintenir à Krasnoë. Il se remit en marche avec la garde vers Orscha et prescrivit à Davout de tenir le plus longtemps possible pour attendre Ney, mais, pourtant, de suivre la garde. Les quelques milliers de fantassins qui restaient à Davout firent des prodiges contre les masses d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie qui les assaillaient. Rien n'annonçait l'approche de Ney. A la nuit tombante, Davout, pour ne pas sacrifier inutilement ces glorieux débris, dut à son tour prendre la route d'Orscha, en se retournant à chaque pas pour repousser les escadrons russes.

Ney ne parut que le lendemain en vue de Krasnoë. Il se jeta impétueusement sur les masses russes et fut refoulé par un déluge de feux. Quand il vit qu'il avait devant lui 50,000 hommes

contre 7,000, qu'une heure de combat venait de réduire à 4,000, il prit son parti avec une habileté égale à son audace. Il se mit hors de portée du feu de l'ennemi. Les Russes envoyèrent un parlementaire lui offrir une capitulation honorable. Il retint le parlementaire, différa sa réponse, et, la nuit venue, il marcha en silence vers le Dniéper avec tout ce qui put le suivre. Le fleuve était-il pris suffisamment par la gelée pour porter un corps d'armée ! Il n'en savait rien : n'importe ! Il s'engagea sur le fleuve. La glace craquait ; on rencontra des crevasses ; on parvint à les franchir ; les hommes valides passèrent, et même quelques canons. On abandonna le reste. On se dirigea sur Orscha par la rive droite. Une nuée de Cosaques poursuivit ces intrépides évadés au delà du Dniéper. Ney repoussa vigoureusement ces hordes et retrouva en avant d'Orscha le prince Eugène, envoyé enfin à son aide (20 novembre). Il ne restait à Ney que 1,200 soldats !

Napoléon mit le comble à son injustice envers Davout en lui imputant l'abandon de Ney, comme si la responsabilité de cet abandon n'eût point appartenu tout entière au général en chef, qui avait espacé les corps de son armée à vingt-quatre heures l'un de l'autre. Si Kutusoff nous eût devancés à Orscha, au lieu de nous attaquer à Krasnoë, dispersés comme nous l'étions, tout eût été perdu.

A Orscha, nous n'avions plus que 24,000 hommes sous les drapeaux et à peu près autant de traînards ; parmi les hommes débandés, beaucoup avaient gardé leurs armes, mais ne s'en servaient que pour leur défense personnelle. Napoléon tâcha de réorganiser ces débris, fit brûler la plupart des voitures, et, pour conserver une centaine de canons attelés, fit détruire, malgré le général du génie Eblé, les équipages de ponts.

L'ordre ne se rétablit pas, durant la marche douloureuse qu'on opérait maintenant du Dniéper vers la Bérésina. Le danger croissait. Tchitchakoff arrivait sur la haute Bérésina ; Oudinot et Victor n'avaient pu chasser Wittgenstein des bords de l'Oula ; Tchitchakoff et Wittgenstein se donnaient la main. Les masses ennemies allaient de trois côtés se resserrer sur les restes de la Grande Armée. Il fallait franchir à tout prix la Bérésina pour

leur échapper. Napoléon envoya l'ordre à Oudinot et à Victor de venir l'aider à atteindre et à passer la Bérésina.

Un dégel froid survint, pire que la gelée. Il fallut se traîner dans la fange et la neige fondue. Il arriva une terrible nouvelle : Borisoff, notre pont sur la Bérésina, était aux mains de l'ennemi. Tchitchakoff était devant nous; Wittgenstein sur notre flanc; Kutusoff derrière nous. Napoléon laissa échapper un cri d'angoisse : « Pultava ! Pultava ! » Il voyait devant lui le destin de Charles XII.

L'excès du péril réveilla son génie. Il calcula rapidement ses dernières chances. Oudinot arrivait à son aide. Il le lança sur Borisoff. Oudinot, par un vaillant coup de main, reprit la ville ; mais les Russes en s'enfuyant brûlèrent le pont de bois. Notre succès ne nous sauvait pas. On ne pouvait rétablir le pont de Borisoff en présence de Tchitchakoff, qui massait ses forces devant cette ville. Napoléon résolut de tromper Tchitchakoff par de fausses démonstrations à Borisoff et chargea le général Eblé de jeter deux ponts de chevalets à Studianka, à trois lieues au-dessus de Borisoff : Napoléon dut regretter alors l'imprévoyance avec laquelle il avait détruit les équipages de ponts de bateaux. Au lieu de ponts tout faits à poser, il s'agissait de ponts volants à construire ; de deux jours au lieu de deux heures, quand les minutes étaient si précieuses. Le général Eblé avait gardé tout ce qu'il avait pu d'outils et de matériaux. Il lui restait 400 pontonniers sur 2,000 : il leur dit que le salut de l'armée était dans leurs mains. Ils lui jurèrent de faire leur devoir jusqu'au bout et tinrent parole. Ils travaillèrent une nuit et un jour dans l'eau glacée, sans eau-de-vie pour se réchauffer, n'ayant pour tout aliment qu'un peu de bouillie sans sel. Un détachement de cavalerie traversa la rivière à gué pour occuper l'autre rive. Le second jour, 26 novembre, le corps d'Oudinot passa sur celui des deux ponts qui était destiné aux piétons et aux cavaliers. L'ennemi, abusé par Napoléon, ne se trouva pas en force de l'autre côté. La garde, à son tour, passa ; mais le second pont, celui qui était réservé pour les charrois, rompit par deux fois sous le poids. Il fallut que les pontonniers, mourant de froid et de faim, se remissent à l'œuvre durant une seconde nuit. Leur

vieux chef obtint encore de leur dévouement cet héroïque effort.

Napoléon passa dans la troisième journée, le 27 ; après lui, Eugène et Davout. Victor, qui avait rejoint l'empereur comme Oudinot, resta sur la rive gauche pour couvrir la fin du passage. Tchitchakoff, enfin détrompé, travaillait à combiner une attaque générale avec les deux autres armées russes pour le 28. L'ennemi pouvait concentrer plus de 70.000 soldats. Nous n'avions pas, avec nos renforts, 30,000 combattants effectifs, gênés par 40,000 traînards.

Dans la nuit du 27 au 28, un petit corps français, qu'on avait laissé à Borisoff pour tromper l'ennemi et qu'on n'avait pas retiré à temps, fut accablé et détruit. Le lendemain, les masses ennemies nous assaillirent à la fois sur les deux rives de la Bérésina. Le nom de Napoléon, celui de la Grande Armée leur imposaient encore. Les Russes hésitaient à charger à fond. Oudinot en profita pour refouler énergiquement leur avant-garde sur la rive droite. Oudinot blessé, Ney le remplaça et poursuivit l'offensive avec une vigueur extraordinaire. Un désespoir héroïque ranimait nos soldats épuisés. 1,200 cuirassiers, qui avaient rejoint la Grande Armée avec Oudinot, enfoncèrent l'infanterie russe par une charge magnifique.

Sur la rive droite, le champ de bataille nous resta contre Tchitchakoff. Sur la rive gauche, Victor se soutint vaillamment contre les forces de Wittgenstein appuyé par Kutusoff.

Mais, tandis que Victor tenait tête à l'ennemi, une effroyable confusion régnait derrière lui aux abords des deux ponts. La masse des blessés, des soldats débandés et des fugitfs de Moscou n'avait pas profité, aussitôt qu'elle l'aurait pu, de la construction des ponts. Ces malheureux, affamés, écrasés de fatigue, trouvant quelques abris et quelques vivres à Studianka, s'étaient comme abattus par milliers autour de grands feux, et ils étaient demeurés longtemps là sans bouger, sans écouter, sans même entendre les injonctions qu'on leur faisait de partir. Une partie avait fini par passer; mais il en restait encore un très grand nombre. Quand les boulets russes, passant par-dessus les troupes de Victor, commencèrent à tomber au milieu de

cette foule, il y eut des scènes d'horreur impossible à décrire. La multitude, à pied ou en voitures, se précipita pêle-mêle vers les deux ponts. Les pontonniers repoussèrent les voitures de celui des deux ponts qui ne pouvait porter que des piétons ou des cavaliers. Les deux colonnes de fuyards qui se ruaient vers les deux ponts se mêlèrent, s'étouffèrent, s'écrasèrent dans un épouvantable désordre. Les voitures se brisaient : les chevaux furieux bondissaient, renversant et piétinant tout ce qui les entourait. Beaucoup de malheureux se jetaient dans l'eau ou y étaient précipités par la foule; d'autres se noyaient en essayant de passer à gué sur les glaçons.

Victor, voyant de loin cet affreux spectacle, fit un effort désespéré : avec son infanterie et le peu qui lui restait de cavalerie, il chargea à outrance les Russes et les força de reculer et d'éloigner les batteries qui tiraient sur nos ponts.

Les Russes, triples en nombre, revinrent à la charge et nous obligèrent à notre tour à nous replier ; mais la nuit arrivait et suspendit le combat. Il fallait se hâter de profiter de cette nuit pour sauver les cinq à six mille braves qui restaient sous les drapeaux de Victor, et, avec eux, le plus qu'on pourrait de la masse désarmée. Il n'y avait pas moyen, et c'était la pire des douleurs, d'emporter les trois ou quatre mille blessés qui jonchaient le champ de bataille de Victor.

Les malheureux traînards, qui, dans la journée, s'entretuaient pour avoir passage, couchés maintenant autour de leurs feux, ne voulaient plus passer pendant la nuit. Ce fut en vain qu'à plusieurs reprises, le général Eblé les prévint qu'on allait détruire les ponts. C'était la sixième nuit que veillait au bord de la Bérésina ce magnanime vieillard. Pour arracher à la mort le plus de victimes possible, après que les troupes eurent achevé de défiler, il différa jusqu'au lendemain neuf heures du matin l'exécution des ordres qu'il avait reçus. Les Russes approchaient; il fallut bien enfin mettre le feu aux ponts. En voyant accourir les Cosaques, beaucoup des malheureux attardés par leur faute se jetèrent dans l'eau ou sur les ponts enflammés. Il resta 7 ou 8,000, hommes, femmes, enfants, au pouvoir de l'ennemi.

L'armée avait fait tout ce qui dépendait d'elle pour les sauver. Dans notre désastre, l'honneur était sauf, plus que l'honneur ! car nous avions repoussé l'ennemi. Ce fut un sublime spectacle que cette armée mourante trouvant encore la force de remporter une dernière victoire.

On avait vu là quelque chose de plus admirable peut-être encore que ces soldats sans égaux ; c'étaient ces humbles travailleurs, ces pontonniers sortis de l'eau glacée, la mort dans le sein, après avoir sauvé, hélas! pour quelques jours, les restes de l'armée. Ils en moururent presque tous, ainsi que le vieux général qui avait dirigé leurs efforts. Entre ces martyrs du devoir, un seul nom est resté dans l'histoire, celui du général Eblé ; mais ce nom couvre ceux de quatre cents héros inconnus qui égalaient, par le cœur, leur vénérable chef.

Si nous eussions eu affaire à un grand capitaine, les débris de la Grande Armée n'eussent point obtenu ce dernier jour de gloire ; mais Kutusoff, qui avait suivi avec patience et prudence un plan indiqué par la situation, n'avait pas eu le coup d'œil ni l'audace nécessaires pour saisir le moment d'en finir avec nous. Les fléaux de la nature firent ce que les Russes ne savaient pas faire. Les restes de notre armée fondaient d'heure en heure. La grande gelée avait recommencé : le thermomètre descendait à 20 degrés Réaumur (25 centigrades). Chaque nuit de bivouac laissait derrière nous nombre d'hommes qui ne se relevaient pas, les uns morts, les autres cloués à terre par leurs membres gelés. Ney et Victor livrèrent un dernier combat à Molodeczno, le 4 décembre. Ce qu'on avait gardé d'artillerie ne pouvant plus marcher, Ney dépensa là tout ce qui restait de munitions, tua beaucoup de monde aux Russes, les repoussa et assura à nos derniers combattants le retour à Vilna. Il ne conservait plus, de son corps d'armée, que 4 à 500 combattants. Victor en avait encore 4,000.

Napoléon, arrivé à Smorgoni, à quelques lieues de Vilna, s'ouvrit à son ministre des affaires étrangères, Maret, duc de Bassano, et à l'intendant général Daru, du projet de retourner à Paris. Tous deux le combattirent, en lui remontrant que sa présence seule pouvait empêcher l'armée d'achever de se dissoudre.

Il persista et résolut de traverser incognito la Pologne et l'Allemagne, pour courir à Paris prévenir l'effet de son désastre et créer une nouvelle armée. Il eût pu, en concentrant tout ce qu'il avait de troupes en Pologne, se refaire une force égale à celle que les généraux russes avaient immédiatement sous la main ; car leurs troupes, dans une telle campagne, avaient, de leur côté, cruellement souffert. C'était là le devoir du chef de la Grande Armée ; mais, là, comme toujours depuis plusieurs années, le politique, chez Napoléon, faisait faillir le général.

Sa funeste politique lui fit donc abandonner ces glorieux et infortunés débris, auxquels l'honneur lui prescrivait de rester uni à tout prix. Le 5 décembre au soir, Napoléon annonça son dessein à ses maréchaux, en leur promettant de ramener sous deux mois 300,000 hommes de renfort. Il partit, laissant le commandement, non à Davout, mais à Murat.

Les restes de l'armée apprirent, le lendemain matin, avec stupéfaction que l'empereur les avait quittés. L'excès de la souffrance engourdissait les esprits comme les corps ; parmi ces hommes qui avaient tant aimé l'auteur de leurs maux et tant souffert sans lui adresser de reproches, il n'y eut point d'explosion, mais seulement un degré d'affaissement de plus. Les derniers jours de route jusqu'à Vilna furent affreux. Le thermomètre descendait jusqu'à 30 degrés Réaumur : un froid dont les plus rudes hivers ne peuvent donner une idée en France. Les hommes tombaient par centaines à chaque marche.

Pour comble de malheur, le ministre Maret avait cru bien faire d'envoyer 25,000 hommes de troupes fraîches, réunies à Vilna, au devant des débris de l'armée, pour les protéger contre la poursuite des Russes. Le froid devenant épouvantable en ce moment même, 8 ou dix mille de ces jeunes soldats périrent en quelques jours. Ceux qui ne mouraient pas étaient comme anéantis. Nos malheureux soldats de Moscou en avaient eux-mêmes pitié. On avait ainsi détruit, par une fatale imprudence, notre réserve de Vilna, autour de laquelle eût pu se refaire l'armée.

Il y eut une horrible confusion lors de l'entrée à Vilna (9 décembre). On s'étouffa, on s'écrasa devant la première porte de

la ville, comme on l'avait fait aux ponts de la Bérésina, chacun voulant entrer des premiers ; puis on pilla les magasins, les cafés, les auberges. Napoléon parti, personne ne commandait plus ni n'obéissait plus.

Napoléon, dans sa hâte de partir, n'avait pas même songé à envoyer à Schwarzenberg et à Reynier l'ordre d'amener de Pologne leurs Autrichiens et leurs Saxons au secours de Vilna. On était hors d'état de s'y défendre ; nos débris se dissolvaient. A l'approche des Cosaques, Murat partit avec l'état-major, abandonnant ce qui restait de magasins, les blessés, les malades, les traînards. Nos débris arrivèrent de Vilna à Kowno, du 11 au 12 décembre, et y repassèrent le Niémen. Dans un conseil de guerre tenu à Kowno, Murat éclata en plaintes contre Napoléon, dont l'ambition insensée, disait-il, nous avait précipités dans l'abîme. Davout, qui avait tant à se plaindre de Napoléon, imposa silence à l'homme que l'empereur avait fait roi. On chargea Ney de tâcher d'arrêter l'ennemi à Kowno, pendant que l'état-major se dirigerait sur Kœnigsberg. Ney, à la tête d'une poignée d'hommes, tint en effet toute la journée du 13 ; mais, dansla nuit, nos derniers soldats, menacés d'être enveloppés, se dispersèrent. Ney partit le dernier avec quelques officiers. L'armée russe ne franchit pas le Niémen. Quelques-uns de nos débris se réunirent à Kœnisgberg. Il restait 500 combattants de la vieille garde ! 300,000 hommes étaient morts, en immense majorité par la misère et par le froid : plus des deux tiers étaient Français ; 100,000 étaient prisonniers.

Ainsi finit la seconde Grande Armée. La première, celle d'Austerlitz, avait fondu en Espagne. La seconde Grande Armée, constituée surtout par le génie organisateur de Davout, s'était montrée, dans le malheur, digne de ce qu'avait été la première dans ses éblouissants succès : toutes deux avaient gardé les vertus militaires des armées de la République.

On a relevé la Colonne de la Grande Armée, abattue par des mains insensées et criminelles. C'était notre devoir envers nos généreux aînés ; c'était le devoir de la France envers tant de ses enfants qui ont porté partout la gloire de ses armes ; mais, à a cîme de ce monument, devrait figurer une autre image que

celle de l'homme qui a sacrifié à son ambition effrénée toute une génération de héros et la France, leur mère : au sommet de la Colonne devrait apparaître le soldat français, *le* héros anonyme, personnification de la Grande Armée.

FIN DU TOME TROISIÈME.

TABLE

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

FIN DE LA TABLE.

CORBEIL. Typ. et stér. CRÉTÉ.